



HAL
open science

Questionner les spatialités homosexuelles masculines : une approche régionale et multicritère, le cas des Hauts-de-France

Théophile Plouvier

► **To cite this version:**

Théophile Plouvier. Questionner les spatialités homosexuelles masculines : une approche régionale et multicritère, le cas des Hauts-de-France. Géographie. Université du Littoral Côte d'Opale, 2023. Français. NNT : 2023DUNK0677 . tel-04536426

HAL Id: tel-04536426

<https://theses.hal.science/tel-04536426>

Submitted on 8 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Thèse de Doctorat

Mention Sciences Humaines et Humanité
Spécialité Géographie physique, humaine, économique et régionale

présentée à l'Ecole Doctorale en Sciences Humaines et Sociales (ED 586)

de l'Université du Littoral et de la Côte d'Opale

par

Théophile Plouvier

pour obtenir le grade de Docteur de l'Université du Littoral et de la Côte d'Opale



Questionner les spatialités homosexuelles masculines : une approche régionale et multicritère, le cas des Hauts-de-France

Soutenue le 23/11/2023 après avis des rapporteurs, devant le jury d'examen :

M^{me} N. Cattan, Directrice de Recherches, CNRS

M^{me} M. Blidon, Maîtresse de Conférences HDR, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

M. J-M. Decroly, Professeur, Université Libre de Bruxelles

M. C. Giraud, Maître de Conférences, Université Paris Nanterre

M. C. Gibout, Professeur, Université du Littoral Côte d'Opale

M. A. le Blanc, Professeur, Université du Littoral Côte d'Opale

Examinatrice

Rapportrice

Rapporteur

Examineur

Président

Directeur

Photos de couverture :

Un massif dunaire de la côte d'Opale, un champ picard, et une ruelle de centre-ville à Amiens.

Lieux d'opportunités ou d'impossibilités homosexuelles ?

(Crédit : Théophile Plouvier)

REMERCIEMENTS

Pour avoir cru en moi et mon projet de thèse dès les premiers instants, pour m'avoir accompagné dans la recherche d'un financement, puis, tout au long de ces trois années de travail, pour son amitié, je tiens à remercier mon directeur de thèse, Antoine le Blanc.

Pour m'avoir fait confiance et avoir permis à ce travail d'exister, je remercie la présidence de l'Université du Littoral Côte d'Opale ainsi que la Région des Hauts-de-France. Sans leur financement, cette thèse n'aurait tout simplement pas vu le jour.

Pour s'être rendus disponibles lors de ma soutenance, pour leur lecture attentive de ce manuscrit et leurs critiques éclairées, je remercie les membres du jury : Marianne Blidon, Jean-Michel Decroly, Nadine Cattan, Christophe Gibout, et Colin Giraud. Cela signifie d'autant plus pour moi que vos travaux sont ceux qui m'ont en grande partie donné envie d'initier ce travail de thèse.

Pour m'avoir offert un cadre de travail serein et accueillant, je remercie l'ensemble des membres du laboratoire TVES, en particulier l'équipe de Dunkerque, Christophe Gibout pour sa sympathie, son professionnalisme et son soutien sans faille, Delphine Groux pour son travail incroyable sur le plan administratif et qui a su rendre si simple l'organisation de mes déplacements professionnels.

Pour leurs conseils, leurs remarques, leurs encouragements, un grand merci aux membres de mon comité de suivi de thèse, Nadine Cattan, Christelle Audouit et Christophe Gibout.

Pour les partages d'expériences que cela a permis, je remercie l'ensemble des collectifs doctorants rencontrés au fil des journées doctorales qui ont ponctuées ces trois années. Ces moments d'entre-soi, au-delà de leur richesse scientifique, ont été particulièrement importants pour briser la solitude qui accompagne parfois la vie de doctorant et échanger sur les spécificités de nos expériences communes. Également, pour leur bienveillance et pour continuer de faire vivre et se développer ce petit monde qu'est la géographie des sexualités, je remercie toutes les personnes que j'ai rencontrées et avec qui j'ai échangé durant les conférences et colloques à Cádiz, Saint-Dié, Paris et Toulouse.

Sans pouvoir malheureusement toutes les nommer, je tiens à adresser un grand merci à toutes les personnes qui ont donné de leur temps et accepté de se prêter au jeu des entretiens et des questionnaires. Sans leur inestimable contribution, cette recherche n'aurait tout simplement pas pu être menée à bien. Cette thèse est incontestablement aussi la vôtre, et j'espère avoir pu retranscrire aussi fidèlement que possible vos expériences et vos ressentis. Une pensée particulière pour les responsables des associations LGBT+ de la région, qui, à travers leurs réseaux et leurs connaissances du territoire ont été d'une très grande aide.

Enfin, une reconnaissance affectueuse pour ma famille et mes amis. Rachel, ma partenaire et confidente du troisième étage à la MRSH avec qui j'ai fait mes premiers pas sur Dunkerque en tant qu'ingénieur d'études. Mes parents et frères, pour leur soutien, leur relecture, et tout

simplement pour m'avoir offert des parenthèses bienvenues dans le sud au cours de ces trois intenses années de travail. Bien sûr, mon compagnon, Michaël, pour avoir su tempérer mes moments de doutes, de panique, pour avoir été là tout simplement.

SOMMAIRE

Guide de lecture.....	2
Notes préliminaires.....	4
Liste des sigles.....	12
Glossaire.....	13
Introduction générale.....	16
PREMIERE PARTIE Concepts mobilisés et ancrage disciplinaire.....	25
CHAPITRE 1 Pensée <i>queer</i> pour une géographie des homosexualités.....	26
CHAPITRE 2 Définir les contours de la population cible et de son ancrage socio spatial....	50
CHAPITRE 3 Métronormativité et orientations spatiales des populations homosexuelles...	81
SECONDE PARTIE Produire et recueillir des données sur les homosexualités et l'hétéronormativité par des approches pluridisciplinaires et multi-outils.....	105
CHAPITRE 4 Récouter les données existantes sur l'homosexualité et l'hétéronormativité à l'échelle régionale.....	106
CHAPITRE 5 Produire de la donnée via des approches exploratoires complémentaires : le questionnaire et l'entretien semi-directif.....	129
CHAPITRE 6 Terrain d'étude : une région aux importantes disparités.....	153
TROISIEME PARTIE Une cartographie des spatialités homosexuelles en région Hauts-de-France.....	167
CHAPITRE 7 La production d'espaces homosexuels : des « opérateurs spatiaux » aux lieux.....	168
CHAPITRE 8 Affiner la connaissance des spatialités des populations homosexuelles en Hauts-de-France : l'apport de méthodes complémentaires multiples ?.....	209
QUATRIEME PARTIE Comment l'approche régionale et multicritère permet de revisiter les spatialités homosexuelles aux croisements des systèmes de la vulnérabilité et du genre ?.....	253
CHAPITRE 9 Contextualiser les spatialités individuelles au regard de la conscience et de la gestion du risque homophobe.....	254
CHAPITRE 10 Affiner la compréhension des spatialités homosexuelles au travers des systèmes sexuels et genrés.....	285
Conclusion générale.....	315

GUIDE DE LECTURE

Citations :

- Les citations provenant d'autres travaux scientifiques sont systématiquement indiquées dans le texte en italique, entre guillemets et avec un retrait de paragraphe, sous la forme suivante :

« *Texte cité* » (auteur, année de publication, numéro de page)

Toutes les citations provenant d'ouvrages en anglais ont été traduites dans le texte par mes soins.

- Les citations provenant des entretiens ou questionnaires effectués et retranscrits durant la recherche sont numérotées et mises en forme dans des encadrés noirs, entre guillemets et en italique, comme présenté ci-dessous. Pour les entretiens, la numérotation est suivie du pseudonyme de la personne interrogée, dont les caractéristiques sociologiques sont consultables dans le résumé des entretiens (Annexes 4 et 5). Pour les questionnaires, les caractéristiques sociologiques du répondant permettant de contextualiser la réponse sont précisées à la place du pseudonyme.



Extrait d'entretien/questionnaire n° X : pseudonyme

Les règles mises en place pour la retranscription et permettant d'interpréter ces extraits sont détaillées dans la partie 5.2.

Figures :

Sauf mentions contraires, l'ensemble des photographies, graphiques, schémas et cartes a été produit par moi-même.

Tableaux statistiques :

Les tableaux de fréquences croisées issus des traitements statistiques et présentés dans les parties 3 et 4 sont à lire et interpréter de la sorte :

VICTI_QUALI \ POP_COMM	< 2 000	2 000 - 20 000	20 000 - 50 000	50 000 - 100 000	> 100 000
Très Faible	47%	46%	45%	44%	53%
Faible	33%	32%	33%	25%	24%
Forte	14%	18%	18%	25%	17%
Très Forte	7%	5%	4%	7%	5%

Lire : 53% des répondants habitant dans des communes de plus de 100 000 habitants ont une victimation "Très faible"

Les chiffres présentés en écriture rouge et en gras indiquent des valeurs significatives au seuil α de 5% lors des tests de corrélations, selon les situations, du khi² ou de Fischer. Cette significativité ne s'applique que pour les cases correspondantes et non à l'ensemble de la corrélation entre les deux variables. Les résultats des tests de corrélations globaux entre deux variables sont systématiquement indiqués en notes de bas de page sous la forme :

Test du khi² entre les variables SCORE_CO et POP_COMM : p-value = 0,028, α = 0,05

Avec une marge d'erreur de 5%, une p-value inférieure à 0,05 indique l'existence d'un lien statistique significatif entre les deux variables tandis qu'une p-value supérieure à ce seuil indique que les deux variables sont indépendantes.

La présence d'une corrélation significative entre deux variables signifie qu'il existe une relation statistique entre ces deux variables et que cette relation peut être étendue à l'ensemble de la population représentée par l'échantillon étudié (attention : la population étendue conserve néanmoins les mêmes caractéristiques que l'échantillon).

Afin de ne pas surcharger le texte, le titre des variables utilisées lors des tests a été conservé dans sa forme codée (exemple : POP_COMM = Population de la commune). La correspondance entre le code des variables et la nomenclature complète est présente en Annexe 8.

NOTES PRELIMINAIRES

« L'égogéographie s'apparente donc, en premier lieu, à un genre, c'est-à-dire « une classe d'objets qui partagent une série de caractères communs » (Foehr-Janssens et Saint-Jacques, 2004, p. 260) et désigne alors le texte de nature auto-référentielle dans lequel un-e géographe retrace le déroulement de sa carrière (un cursus) en articulant des dimensions autobiographiques et scientifiques. » (Calbérac, Volvey, 2014)

Exercice attendu des HDR (c'est d'ailleurs une présentation d'HDR qui a déclenché ma volonté de m'engager dans cette thèse, j'y reviendrai), mais encore peu mobilisé en thèse, peut-être en raison des diversités de parcours, certains doctorants postulant à des projets de thèse déjà construits, tandis que d'autres comme dans mon cas, ont construit leur projet de bout en bout. Introduite par Jacques Lévy (1993) et faisant partie des démarches réflexives qui sont de plus en plus demandées dans les recherches en sciences humaines, l'égogéographie a pour but premier de positionner le chercheur par rapport à son travail de recherche et de faire la lumière sur le lien intime qui se tisse entre la trajectoire de recherche et celui qui la mène à bien. A défaut d'être une garantie d'objectivité, cet exercice vise avant tout à prendre conscience de l'importance du vécu et des représentations personnelles du chercheur dans la façon dont il aborde sa recherche. Il me semblait donc important ici d'aborder plusieurs sujets qui ont pu influencer le choix de ce sujet de recherche et sa manière de le conduire, c'est à dire, déclarer mes proximités, que ce soit dans l'espace social ou physique. Je ne prétends bien évidemment pas présenter ici une égogéographie aussi riche et développée que ce que l'on peut attendre dans le cadre d'une HDR, mais plutôt de donner quelques pistes d'orientations permettant de mieux comprendre le rapport que j'entretiens avec ma recherche.

Dans un premier temps, et dans la mesure où je considère mon parcours universitaire quelques peu atypique, il me semble important d'explicitier le cheminement qui m'a amené à travailler sur la géographie des homosexualités alors même que mon parcours antérieur, bien que je m'en inspire dans la manière de mener ma recherche, ne m'orientait pas vers cela.

Il me semble également pertinent d'aborder mon parcours géographique, et plus particulièrement migratoire. Il paraîtrait en effet malhonnête de nier l'importance du rapport entretenu avec les différents espaces de vie dans la construction d'un projet de recherche avec une si grande implantation territoriale.

Enfin, il convient de rappeler la proximité entre les travaux sur les sexualités et les démarches réflexives tant celles-ci y sont plébiscitées en raison du caractère fortement intime des objets étudiés (Haraway, 1988 ; Adam, Holman, 2011). En ce sens, ma propre orientation sexuelle n'a pas eu un rôle anodin dans mon travail, que ce soit au travers du sujet, des méthodes employées ou tout simplement dans mes rapports aux autres, qu'il s'agisse des collègues scientifiques ou des individus sollicités lors de mes enquêtes.

De la géographie littorale à la géographie des homosexualités

Mon premier contact avec la géographie des homosexualités s'est fait par la lecture d'un article sur la drague masculine dans des massifs dunaires du sud de la France (Gaissad, Audouit, 2014). Du fait de mon mémoire de master et de mes premiers emplois en tant qu'ingénieur d'études, je travaillais alors principalement sur le suivi des activités récréatives littorales en milieux naturels. Mon mémoire de master portait en effet sur le suivi de la fréquentation de la plongée sous-marine sur le littoral marseillais, tandis que les deux projets de recherche sur lesquels j'ai par la suite été mobilisé en tant qu'ingénieur d'études portaient respectivement sur, la constitution d'une base de données historique et spatialisée des activités humaines sur le littoral marseillais, et le suivi de la fréquentation de deux sites naturels littoraux en côte d'Opale. La question de la sexualité en géographie m'apparaissait donc inaccessible en raison d'un écart thématique trop grand avec mes propres travaux.

Cet intérêt pour la géographie des sexualités s'est à nouveau manifesté lors de la soutenance d'HDR de celui qui sera par la suite mon directeur de thèse (Le Blanc, 2018). Outre le sujet de ces recherches, c'est avant tout le parcours individuel du chercheur qui m'a permis d'entrevoir la possibilité d'une « bifurcation » thématique en cours de carrière.

Plusieurs questions se sont toutefois imposées à moi : comment opérer la transition de l'étude des activités récréatives littorales en milieux naturels vers la géographie des homosexualités ? Comment mobiliser une formation initiale principalement orientée vers les SIG et la cartographie ?

Alors qu'il a fallu répondre à cette première question par un très important travail bibliographique avant et pendant la thèse afin de s'approprier une littérature qui m'était jusque-là totalement inconnue, pour cette seconde question, la réponse s'est manifestée de manière bien plus naturelle en choisissant de mobiliser des méthodes, des approches et des outils (l'approche cartographique et quantitative, les analyses statistiques, le recours à des questionnaires en ligne et aux outils SIG, etc.) qui étaient déjà en partie maîtrisés. Sur certains points, notamment le fait de travailler sur des populations mal connues ou encore d'explorer comment les individus mobilisent dans leurs pratiques les caractéristiques propres à leur environnement, les manières d'appréhender ces thématiques sont effectivement proches. La continuité avec mes précédents travaux s'est ainsi retrouvée davantage dans le contenu méthodologique que thématique de cette thèse.

« Je suis né quelque part, laissez-moi ce repère ou je perds la mémoire »¹

Cette recherche adoptant une approche régionale de l'homosexualité, mes représentations du territoire des Hauts-de-France, avant et pendant ce travail, ont été déterminantes.

L'endroit d'où l'on vient, où l'on a grandi, conditionne en partie notre vision du monde. Il impacte non seulement comment on se représente notre lieu de vie mais également tous les « ailleurs ». Il m'apparaît aujourd'hui évident que mon choix de travailler sur la région des Hauts-de-France

¹ Maxime le Forestier, Né quelque part, 1988

n'est pas un pur hasard et ne résulte pas uniquement du confort de travailler sur mon territoire de vie actuel.

J'ai grandi à Marseille, où j'ai passé mes 18 premières années au sein du domicile familial, puis de mes 23 ans à 26 ans de façon plus autonome. Cette ville est pour moi l'exemple parfait illustrant les limites de nos typologies territoriales (sujet qui sera par ailleurs présent à plusieurs reprises au sein de ce manuscrit). Bien que seconde ville de France en termes de population, je n'ai jamais eu le sentiment de grandir dans une grande ville. En effet, Marseille, contrairement à d'autres grandes villes comme Paris ou Lyon comprend en son sein sa propre banlieue du fait d'une surface communale particulièrement grande². En ayant grandi à l'extrémité sud de la ville, dans un quartier résidentiel, j'ai donc évolué dans un espace peu urbanisé pour une ville de cette taille (Photographie 1).

« Aller en ville » comme on disait relevait ainsi souvent de l'évènement et ne résultait pas seulement d'une représentation enfantine des distances : le centre-ville était objectivement loin de là où j'habitais, correspondant plus ou moins, si l'on devait comparer avec le contexte parisien, à la distance séparant la petite couronne de la région parisienne à Paris intramuros. La moindre excursion « en ville » nécessitait alors systématiquement une bonne demi-heure de voiture et jusqu'à une heure de trajet en transports en commun.



Photographie 1 : Un de mes premiers lieux de vie, un appartement au milieu de la pinède des quartiers sud de Marseille

Ainsi, jusqu'à mes 14-15 ans, mon rapport à la ville se résumait seulement à quelques brèves excursions par an. Ce n'est vraiment qu'en revenant suite à la fin de mes études passées sur la Côte d'Azur et en me logeant en plein centre-ville de Marseille que j'ai réalisé que ce visage de la seconde plus grande ville de France m'était totalement inconnu (jusqu'alors, des villes bien moins peuplées comme Nice m'apparaissaient extrêmement denses). Cette expérience tardive (et peu agréable il faut le dire) de la grande ville a ensuite grandement influencé mes choix résidentiels, me poussant généralement vers des communes de plus petites tailles, Dunkerque dans un premier temps, puis Amiens par la suite.

² Avec 240 km², Marseille est plus de deux fois plus vaste que Paris intramuros (105 km²) et plus de cinq fois plus grande que Lyon (47 km²).

Outre le critère de taille des villes, les représentations liées aux territoires ont également je pense, joué un rôle important. Lors de ma décision de quitter Marseille pour Dunkerque, pour des raisons professionnelles, le nord de la France pâtissait pour moi de bon nombre de représentations négatives liées en partie aux conditions météorologiques défavorables, à la pauvreté économique et culturelle de la région ou encore au climat supposé très intolérant d'une grande partie de sa population. Bien que ces représentations négatives ne m'aient pas dissuadé de migrer pour autant, le fait d'appréhender, dans un premier temps, plutôt négativement ce territoire a peut-être favorisé la déconstruction de ces stéréotypes en les confrontant à une pratique plus concrète de l'espace régional.

Ma trajectoire géographique a ainsi, je pense, eu une grande influence dans la manière dont j'ai abordé ce travail de thèse, en particulier concernant ma distance avec les grandes villes, pourtant souvent représentées comme accueillantes pour les minorités sexuelles. Naturellement, cette subjectivité a orienté le choix de mon terrain d'étude, qui, on y reviendra par la suite, est majoritairement composé de « villes ordinaires » et de territoires, qui, à l'échelle nationale, sont au mieux, ignorés par les sciences et les cultures homosexuelles, et au pire, parfois présentés comme indésirables vis-à-vis des modes de vie homosexuels.

La focalisation sur l'homosexualité du chercheur : l'arbre qui cache la forêt

Malgré sa popularisation, la démarche réflexive reste néanmoins encore aujourd'hui largement restreinte à certaines disciplines (notamment l'anthropologie ou la sociologie) ou concernant des thématiques de recherche liées au domaine de l'intime. Ce constat s'est confirmé dès les prémices de mon travail de thèse sur les populations homosexuelles masculines des Hauts-de-France : ma propre sexualité allait être questionnée tout au long de ma recherche et il fallait que je sois prêt à me positionner concernant mon lien aux populations étudiées. Concrètement, il me fallait expliciter ma « proximité » à ma population d'étude.

En effet, cette injonction au dévoilement de soi n'est pas rare dans le champ de la géographie des sexualités. Comme l'avait analysé Marianne Blidon (2012), par son caractère fortement intime, la sexualité du chercheur est souvent mise en avant pour justifier le traitement de ces thématiques. Et si l'on ne peut nier que de nombreux travaux sur les questions homosexuelles ont été motivés par l'orientation sexuelle des chercheurs, il est davantage surprenant que cette demande de réflexivité ne soit pas étendue à tous travaux en géographie. La trajectoire géographique, l'âge, le genre, ou le profil psychologique du chercheur ne sont-ils pas aussi autant de critères pouvant traduire certaines proximités entre le chercheur et son objet, son terrain, ou sa population d'étude ?

Il convient de rappeler qu'étudier l'homosexualité par une entrée géographique revient bien souvent à étudier des pratiques et des espaces qui mettent en jeu d'intenses processus de sociabilités, que ce soit au travers des commerces communautaires (bars, boîtes de nuit, etc.), des

activités associatives et militantes (notamment les marches des fiertés), ou encore des pratiques sexuelles³.

Ainsi, alors que je m'attendais à devoir mentionner dans mes travaux mon orientation sexuelle, la question de « comment » j'étais homosexuel⁴, c'est-à-dire questionner la place de mon homosexualité dans ma construction individuelle, s'est manifestée bien plus tard. En l'occurrence, c'est principalement au niveau des sociabilités, ou plus précisément concernant la quasi absence de mes sociabilités homosexuelles, que mes interrogations se sont portées.

« Je veux juste que les gens apprennent à connaître le vrai moi avant de leur dire que je suis gay » (Calvin Owens, Greek, Saison 1 Episode 10, 2007)

Issue d'une série télévisée peu connue en France, cette citation a eu un retentissement particulier en moi. En effet, bien que l'homosexualité était déjà souvent évoquée à la télévision (dans les télé-réalités, certains films), c'était la première fois que je la voyais évoquée de façon anecdotique, reléguée comme une caractéristique personnelle parmi tant d'autres.

Si cette citation a autant marqué mon esprit, c'est qu'elle est apparue à une période de ma vie où, bien que présente dans la vie publique, la mention de l'homosexualité n'était encore que très peu banalisée. Elle apparaissait bien souvent comme un phénomène de marginaux, où homosexualité rimait avec excentricité, exubérance, et surtout transgression des normes de genre (parmi les représentations populaires de l'époque : le personnage de Gérard dans la sitcom *Les filles d'à côté*, Vincent McDoom et Steevy Boulay dans les télé-réalités). Comme je pense, beaucoup de jeunes homosexuels de nature réservée, j'ai dû faire face à un important questionnement identitaire : comment se définir en tant qu'homme homosexuel lorsque la majorité des représentations homosexuelles sont éloignées de sa propre personnalité et de ses centres d'intérêts ?

« Quand je regarde mon adolescence, années 1990, il n'y a quasiment aucune représentation de l'homosexualité à la télévision, et les rares images et modèles qu'on peut avoir, c'est des caricatures dans lesquelles je ne me retrouve absolument pas. C'est évidemment La Cage aux Folles, Michel Serrault qui est fantastique, mais c'est quand même une vision particulière de l'homosexualité. Ça va être aussi des personnages très sympathiques comme Michou par exemple, et pareil là, moi ado, je ne me reconnais pas dans cette vision de l'homosexualité, je suis pas exubérant, je ne me dis pas que ma vie ça va être de finir dans un cabaret avec des lunettes de toutes les couleurs, et donc forcément on s'y retrouve pas. C'est quoi le modèle ? Qu'est-ce qu'on a comme modèles ? » (Jean Baptiste Marteau, Homo en France, 2023)

De ce fait, j'ai assez rapidement opéré une distinction entre le caractère social et purement pratique de l'homosexualité, allant jusqu'à préférer me définir comme « étant dans une relation homosexuelle » plutôt que comme individu gay ou homosexuel (au sens identitaire du terme).

³ Voir notamment dans la géographie française les travaux d'Emmanuel Jaurand, de Marianne Blidon, Stéphane Leroy ou encore Cha Prieur.

⁴ Référence aux travaux de Patrick Dilley (1999) pour qui la pensée *queer* devrait davantage se concentrer sur la question « comment est *queer* ? » plutôt que « qui est *queer* ? » (« *How is queer* » et « *who is queer* » en langue originale) afin de dépasser la vision binaire des sexualités et des genres.

Néanmoins, par souci de compréhension au sein des échanges avec autrui, le fait de se définir comme homosexuel ou gay apparaît souvent plus aisé, l'homosexualité étant aujourd'hui encore largement plus considérée comme un état personnel que comme un acte ou une pratique relationnelle. Cette distinction sera d'ailleurs également opérée par un certain nombre d'individus interrogée durant cette thèse. Ce positionnement a probablement fortement impacté le nombre de mes sociabilités liées à l'homosexualité, d'autant plus vis-à-vis d'un milieu gay qui repose majoritairement sur celles-ci.

Bien sûr, on peut se demander : pourquoi comme d'autres individus, n'ai-je jamais ressenti le besoin ou l'envie de rencontrer d'autres personnes homosexuelles au-delà d'un but romantique ?

Peut-être est-ce le fait d'avoir évolué à une époque particulièrement tolérante envers les minorités sexuelles, rendant de ce fait les regroupements communautaires moins nécessaires ? Bien que tentant, cet argument s'est rapidement invalidé en constatant qu'encore un grand nombre des individus de mon âge ou plus jeunes rencontrés ou interrogés durant cette thèse nécessitaient ces relations communautaires pour lutter contre le sentiment de marginalisation et échanger des expériences communes.

J'ai pu trouver une piste d'explication à ces comportements récemment, par un travail introspectif et par le biais d'un suivi en psychologie et la mise en évidence d'un autisme léger⁵. C'est principalement sur ce point qu'il existe, je pense, un croisement entre mon autisme et la manière dont j'ai vécu mon homosexualité. En effet, comme je le détaillerai notamment dans la première partie de ce manuscrit, être homosexuel, c'est, dans les représentations majoritaires, être hypersociable. Des marches des fiertés, aux bars et boîtes de nuit gays, en passant par le multi-partenariat sexuel très répandu dans cette population : la grande majorité des modes de vie attribués spécifiquement aux gays sont liés à des sociabilités importantes.

Le fait que j'ai autant de réticences à m'identifier socialement en tant qu'homosexuel n'est de ce fait pas si surprenant : mon homosexualité me semble avoir peu sens dans mes relations aux autres (hormis bien sûr dans ma relation de couple), de fait que si elle devait s'exprimer hiérarchiquement en termes d'identité, elle serait placée en retrait, et cela a notamment pu motiver l'orientation de mon sujet de recherche vers des approches moins identitaires en accord avec la pensée *queer* et sur un territoire en apparence peu doté en lieux communautaires.

Je me suis donc retrouvé assez rapidement face à un paradoxe en tant que chercheur : une homosexualité censée me conférer une certaine proximité avec ma population d'étude, et un profil cognitif me posant certaines difficultés pour « faire du terrain » dans les milieux homosexuels traditionnels (et donc *à contrario* une certaine distance vis-à-vis de ces milieux).

⁵ La Haute Autorité de Santé définit en partie les conséquences sociales de l'autisme par des « difficultés relationnelles précoces et persistantes (difficultés à créer des liens amicaux, à engager, suivre ou participer à une conversation, à prendre des initiatives sociales [sorties, invitations...], à comprendre ou interpréter des intentions, des expressions langagières, le second degré, etc.) combinées à des particularités dans le comportement et les intérêts prenant un caractère anormalement répétitif, restreint et stéréotypé. »

S'éloigner, c'est se rapprocher : une prise en compte multiple des proximités du chercheur

Ce cheminement de pensées, alors qu'il se présente *à posteriori* de façon très clair et rationnel, résulte en réalité d'une succession de questionnements, de doutes, parfois d'échecs qui surviennent tout au long de la recherche. Pour ce travail de thèse, il s'est manifesté en premier lieu par un certain inconfort dû au fait de ne pas maîtriser les codes d'un milieu homosexuel pourtant fortement codifié, mais également de s'y sentir étranger. De nombreux chercheurs travaillant sur ces sujets insistent d'ailleurs sur la manière dont l'aisance sociale du chercheur entre en jeu dans l'accès aux individus⁶, que ce soit par des jeux de séduction ou par l'usage de la méthode de recrutement par « boule de neige »⁷ souvent mobilisée concernant les populations homosexuelles.

La proximité du chercheur à son milieu d'étude est souvent discutée, notamment concernant les sociologues ou les anthropologues qui enquêtent sur le milieu social dont ils sont issus, voire même qui incorporent leur propre famille parmi les enquêtés, ou encore à propos de méthodologies d'enquêtes participantes. En revanche, les caractéristiques intrinsèques au chercheur (profil psychologique, physique, apparence, etc.), et les jeux de distance/proximité que celles-ci peuvent induire sont rarement abordées. Si l'on comprend bien comment être intégré dans des réseaux de sociabilités homosexuels permet de faciliter l'accès à une partie de ces populations, peu de chercheurs abordent les potentielles conséquences qui découlent de leur manière d'être.

Si je mentionne peu cet « avantage » d'enquêter sur ses semblables, c'est qu'en réalité, ma propre homosexualité a peu été mobilisée comme un argument de rapprochement avec ma population d'étude, du moins pas de manière ostentatoire. Il est amusant de voir que finalement, j'ai peu eu besoin de dévoiler mon orientation sexuelle au cours de ma recherche, et que les seules mentions de mon homosexualité se sont faites au détour d'un entretien pour confirmer ce que mon sujet de recherche présentait visiblement comme une évidence : « *Toi tu es gay aussi je ne me trompe pas ?* ». Avec le recul, j'aurais probablement très bien pu mener ce travail en étant hétérosexuel et en laissant mes interlocuteurs se conforter eux-mêmes dans leurs suppositions.

A contrario, les interactions sociales ont été davantage sources de questionnements : « *tu as l'air méfiant, tu pensais que c'était un guet-apens ?* » me disait un militant à la sortie d'une conférence organisée par son association, alors même que je pensais avoir adopté une attitude adaptée à ce contexte peu formalisé.

Dans mon cas, pallier et prendre en compte ces difficultés sociales a consisté à réallouer une grande partie des ressources vers des espaces et des formes de sociabilités qui me semblaient plus familières et mieux maîtrisées, notamment au sein des espaces en ligne. Cela s'est aussi traduit au travers de mon rapport aux enquêtés, dans les modes de recrutements et de passation des enquêtes, particulièrement en les laissant décider de la distance sociale qu'ils jugeaient la plus

⁶ Voir les récits de participation observante sur les lieux de drague de Jose Antonio Langarita Adiego ou de Gavin Brown, ou encore les préconisations de Thomas Wimarck pour enquêter dans des milieux fortement connotés sexuellement.

⁷ Méthode de recrutement permettant, à partir des premiers contacts avec des individus de la population cible, d'avoir accès à d'autres individus via les systèmes d'interconnaissances.

confortable, en permettant par exemple la tenue d'entretiens en visioconférence, méthode pourtant très critiquée en sciences sociales (Milon, 2022). Dans de nombreux cas, peut-être d'autant plus car s'agissant d'une population sensible, cette plus grande flexibilité a permis d'inclure une population qui n'aurait probablement pas pu être approchée autrement (car trop timide pour une rencontre en face-à-face, ou peu à l'aise à l'idée d'accueillir un inconnu chez soi). Ainsi, ce qui initialement pouvait être considéré uniquement comme une prise de distance vis-à-vis de certains lieux et individus, s'est révélé être un rapprochement vers une toute autre catégorie de personnes et de pratiques.

Le but n'est bien sûr pas ici de chercher à justifier ou légitimer certaines orientations méthodologiques qui pourraient paraître contraintes, mais bien de mettre en discussion ces éléments pour comprendre comment la personnalité du chercheur, également lorsqu'elle apparaît normative induit des jeux de proximités au sein même de sa recherche. Ainsi, de la même manière qu'il est, je pense, important d'évoquer mes limites en termes de compétences sociales et leurs conséquences dans le traitement de ma recherche, il serait tout à fait adéquat d'également questionner les potentiels biais induits par la nature très « sociable » d'autres chercheurs.

Alors, outre ces orientations méthodologiques spécifiques, pourquoi en suis-je venu à ce sujet de recherche ?

Il me semble que l'élément qui structure la majeure partie de mon récit est le rapport à la norme. En effet, en s'opposant à l'hétérosexualité, l'homosexualité peut s'appréhender en grande partie sur le plan de la transgression des normes sexuelles et genrées. Néanmoins, de nombreux travaux ont montré comment l'homosexualité pouvait elle-aussi reproduire certaines normes (concernant les corps, les pratiques sexuelles, les apparences. De plus, la normativité est un objet profondément géographique, car elle s'exprime de façon différenciée dans l'espace au gré des spécificités sociales, culturelles, ou encore économiques. De ce fait, les normes pesant à l'intérieur des groupes homosexuels ne sont pas nécessairement les mêmes que celles que font peser les populations hétérosexuelles sur les populations homosexuelles. C'est donc aussi mon propre rapport aux différents systèmes normatifs qui a développé mon intérêt pour ce sujet, en me poussant notamment à étudier comment les individus naviguent entre les différentes normes qui pèsent sur eux du point de vue de l'homosexualité, et comment cela peut s'exprimer au travers des spatialités.

LISTE DES SIGLES

ACSF : Analyse des Comportements Sexuels en France

CSF : Contexte de la Sexualité en France

DILCRAH : Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT

Enquête 3H : Enquête Homosexualité et Homophobie Hauts-de-France

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

EPGL (ou EPG) : Enquête Presse Gay et Lesbienne

FHAR : Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire

HsH (MsM) : Homme qui ont des relations sexuelles avec des Hommes (en anglais Men who have sex with Men)

IDAHOT : International Day Against Homophobia and Transphobia (Journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie)

IGN : Institut Géographique National (depuis 2012, Institut national de l'information géographique et forestière)

INPN : Inventaire National du Patrimoine Naturel

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

IVG : Interruption Volontaire de Grossesse

LGBT ou **LGBT+** : lesbiennes Gays Bisexuels et Transgenres et Plus

PACS : Pacte Civil de Solidarité

PNR : Parc Naturel Régional

RGPD : Règlement Général sur la Protection des Données

SIG : Système d'Information Géographique

GLOSSAIRE

Bear : Sous-communauté homosexuelle masculine dont les membres assument généralement une forte pilosité et une forte corpulence. La communauté s'est développée aux Etats-Unis dans les années 1970 en réaction aux milieux *mainstream* gays qui promeuvent les corps fins et imberbes.

Coming-out : Dérivé de l'expression « *coming-out of the closet* » (sortir du placard). Acte inaugural de la formation identitaire homosexuelle. Considéré dans la culture homosexuelle comme le passage de l'identité hétérosexuelle initiale à l'identité homosexuelle via le fait de rendre public son orientation sexuelle à son entourage. On considère qu'une personne *out* est une personne dont l'orientation sexuelle est connue de tous et non dissimulée. A l'inverse, une personne au placard (ou *closeted* en anglais) est une personne dont l'homosexualité est cachée et connue d'elle-seule.

Conscience du stigmaté : Concept inventé par Elizabeth Pinel en 1999 qui mesure la capacité d'un individu à se savoir faire partie d'une population stigmatisée. Une personne ayant une forte conscience du stigmaté aura plus fortement tendance à rattacher un préjudice qui la touche à sa position minoritaire au sein de la société.

Gay : Désormais largement utilisé pour cibler l'ensemble des personnes homosexuelles masculines, le terme *gay* faisait initialement référence à une sous culture homosexuelle urbaine qui s'est développée dans les années 1950 aux Etats-Unis. Nous l'utiliserons ici dans son sens premier en définissant une personne gay comme une personne adhérent à un certain nombre d'éléments culturels tels que définis par Thierry Hoquet (2019)⁸.

Gay-friendly : Terme utilisé pour définir le caractère tolérant envers les populations LGBT+. Il s'utilise généralement pour caractériser des individus ou des lieux extérieurs aux communautés LGBT+ mais qui se montrent particulièrement accueillants et bienveillants envers celles-ci.

Hétéronormativité : L'ensemble des valeurs sociétales et des rapports de pouvoirs qui placent l'hétérosexualité et les modes de vie majoritaires qui y sont liés comme « normaux » et « naturels », et participent à l'invisibilisation des sexualités autres. Cela concourt notamment à positionner la dualité du couple homme/femme, le couple monogame et la famille nucléaire comme des idéaux vers lesquels chaque individu devrait naturellement tendre.

⁸ « *les gays s'identifient par un certain nombre de signes : le drapeau arc-en-ciel (Rainbow Flag) ; la référence à un ensemble d'icônes mondialisées dites « divas » (de Maria Callas à... Madonna, Lady Gaga, Britney Spears ou Beyoncé) ainsi qu'à diverses figures gayes mondialisées (les chanteurs Ricky Martin ou Elton John, le plongeur Tom Daley, etc.) ou locales (en France, une star de la télé comme « Steevie ») ; l'esthétique du beefcake ou corps musclé de l'athlète ; l'existence du « gaytho » ou quartier gay ; le « gaydar » (ou reconnaissance mutuelle) ; des destinations de vacances (Mykonos, Ibiza, Cape Cod...) ; des réunions mondiales (Gay Games), la dance music (disco, house, électro) ; la consommation de pornographie gaye où s'illustrent certaines pornstars mythiques, etc. Parmi tous ces symboles de la culture gaye, la « marche des fiertés » (gay pride ou « CSD », Christopher Street Day) occupe une place centrale. » (Hoquet, 2019, p. 121)*

Hétérosexisme : Mode de pensée qui s'appuie sur l'hétéronormativité et qui vise à la renforcer en dénigrant les sexualités alternatives à l'hétérosexualité au sein des sociétés modernes. Contrairement à l'hétéronormativité qui traduit simplement le rapport de pouvoir entre l'hétérosexualité majoritaire et les sexualités minoritaires, l'hétérosexisme est une démarche active hiérarchisante, qui peut être portée par des individus ou des institutions, et qui a comme objectif de rendre les sexualités minoritaires indésirables, voire invisibles.

Homonormativité : Phénomène de normalisation et de valorisation de l'homosexualité uniquement sur la base de la norme hétérosexuelle. Traduit le processus en cours dans les sociétés occidentales qui vise à ne promouvoir l'homosexualité que lorsqu'elle participe à la vision capitaliste de la société de consommation et adopte les valeurs hétérosexuelles de la vie conjugale et de la famille nucléaire.

Homophobie : Décrit initialement une pathologie provoquant la peur irrationnelle des personnes homosexuelles (Weinberg, 1972). Est aujourd'hui plus largement utilisé pour définir toutes les attitudes préjudiciables (rejet, violences physiques ou verbales, discriminations) envers les personnes homosexuelles ou suspectées d'être homosexuelles (Smith et al., 2012). Dans le cadre de ce travail, ce terme sera utilisé dans ce second sens, c'est-à-dire en tant que préjudice spécifique aux populations homosexuelles.

Homosexuel : Bien que de nombreuses définitions différentes existent, on considèrera ici qu'une personne est homosexuelle à partir du moment où, indépendamment de son identité sexuelle, elle admet des attirances romantiques ou sexuelles, au moins en partie, pour des personnes de même sexe. En ce sens, l'homosexualité est ici considérée de manière semblable à l'approche faite par Alfred Kinsey (1998).

Marche des fiertés (anciennement Gay Pride) : Manifestation annuelle célébrée en hommage aux émeutes de Stonewall de 1969. Elle est importée des Etats-Unis en France à Paris pour la première fois en 1977. Depuis, elle est organisée aussi bien comme un moment festif visibilisant les populations LGBT+ que comme une manifestation visant à lutter pour l'accès et le maintien des droits des personnes LGBT+.

Masculinité hégémonique : Décrit un idéal masculin construit autour de la supériorité des hommes sur les femmes mais également de certaines expressions de la masculinité sur des masculinités dites « marginalisées » ou « infériorisées » (les homosexuels, les hommes féminisés, etc.) (Connell, 2014). La masculinité hégémonique doit être vue comme une norme vers laquelle de nombreux hommes aspirent à tendre sans toutefois pouvoir souvent l'atteindre. Comme tout rapport de pouvoir, elle est produite dans un contexte temporel et géographique spécifique.

Métronormativité : Définit les représentations populaires qui placent les grands espaces urbains comme des espaces privilégiés pour le développement et l'épanouissement des vies homosexuelles. A l'inverse, le prisme métronormatif présente les espaces périphériques comme inadéquats, voire hostiles aux minorités sexuelles. D'après ces représentations, toute personne homosexuelle devrait quitter l'environnement oppressif des petites villes et des campagnes pour rejoindre la grande ville, seul environnement capable d'offrir les ressources nécessaires à l'expression de son soi sexuel.

Passing : Le fait pour un individu d'être considéré comme appartenant à un autre groupe social que le sien. Dans le cas des hommes homosexuels et en lien avec les stéréotypes dominants, les individus ayant un fort *passing* sont le plus souvent ceux dont l'attitude et l'apparence est conforme aux normes de genre de ce qu'un homme hétérosexuel doit communément être.

Pinkwashing : Stratégie menée par une entreprise, un Etat, une organisation, pour se donner une image positive sur le plan de l'engagement pour les luttes LGBT+. Le terme est souvent utilisé péjorativement pour dénoncer les actions d'acteurs qui, au-delà de la gestion de leur image médiatique, ne profitent que peu aux luttes LGBT+ et ont essentiellement des visées mercantiles.

Quartier gay : Fait référence aux quartiers des grandes capitales occidentales qui se démarquent par une forte concentration de commerces communautaires à destination des populations gays (bars, boîtes de nuit, librairies, restaurants, etc.) et dont une part conséquente des habitants sont également gays. Le terme de « ghetto gay » est également utilisé par certains auteurs.

Queer : Définit les personnes dont l'articulation entre le sexe, le genre et les désirs diffère des modèles dominants hétérosexuels, ou plus généralement, toutes les personnes issues des minorités sexuelles et de genre. La pensée *queer* fait référence à un positionnement politique et scientifique qui vise à décloisonner les approches sur le genre et les sexualités en admettant les nombreuses transversalités qui régissent les régimes identitaires. Pour désigner des lieux ou des populations, le terme *queer* sera utilisé ici comme un synonyme d'LGBT+.

Rainbow flag : Drapeau arc-en-ciel symbolisant les mouvements sociaux LGBT+. Il est fréquemment utilisé par les participants aux marches des fiertés ou encore en devanture des commerces communautaires pour indiquer qu'il s'agit d'un lieu majoritairement fréquenté par des personnes LGBT+ ou accueillant envers celles-ci.

Victimation : Fait de se savoir et de se déclarer victime de préjudices physiques, psychologiques ou matériels. Dans le cas de l'homophobie et des préjudices homosexuels, il s'agit de se déclarer victime de violences en raison de son orientation sexuelle avérée ou supposée.

INTRODUCTION GENERALE

La sexualité est longtemps restée à l'écart des thématiques abordées par la géographie. Réduite dans le langage courant à l'acte sexuelle, elle revêt en réalité une multitude d'implications dans l'organisation sociale et spatiale de nos sociétés, implications qui dépassent largement le cadre de la conjugalité et des rapports intimes entre les êtres humains. Cette mise à l'écart, alors même que le sujet a alimenté nombre de réflexions en sociologie et en anthropologie, peut s'expliquer en partie par un statut relégué au domaine du privé et de l'intime (Blidon, 2008).

En outre, de nombreuses pratiques et comportements qui, de prime abord, ne semblent pas liés à la sexualité, découlent en réalité de sa structuration. Des routiniers récits du week-end en famille du lundi matin dans les entreprises, en passant par les traditionnels rendez-vous en amoureux au restaurant ou au cinéma, nous exprimons et dévoilons en réalité quotidiennement notre sexualité. L'idée selon laquelle la sexualité serait circonscrite au domaine du privé est donc bien illusoire et ne résulte que de la volonté de l'aborder par des moyens détournés. Il est par ailleurs amusant de constater que bien qu'il soit mal vu, par bienséance, de parler de ses rapports sexuels, il soit tout à fait banalisé d'annoncer la naissance de son enfant, événement qui explicite pourtant l'existence d'au moins un rapport sexuel passé.

« La sexualité est une sphère spécifique mais non autonome du comportement humain, qui comprend des actes, des relations et des significations. C'est le non-sexuel qui donne sa signification au sexuel, et non l'inverse. Nous nous sommes habitués à penser que beaucoup de nos comportements ordinaires s'expliquaient par un inconscient sexuel, alors qu'il conviendrait d'abord d'identifier l'inconscient social et culturel à l'œuvre dans notre activité sexuelle. Ainsi le primat persistant du désir des hommes et la tendance à minorer celui des femmes, à qui on ne prête souvent que des intérêts affectifs, ne découlent pas d'une logique intrinsèque de la sphère sexuelle, mais sont un des aspects d'une socialisation de genre inégalitaire, qui n'affecte pas seulement la sexualité. » (Bozon, 2018, p. 14)

Prise de manière plus étendue, la question de la sexualité ne semble ainsi pas plus déconnectée de significations spatiales que des objets de recherche comme la classe ou l'appartenance ethnique (Bell, 1991) tant elle implique par ses expressions et les identités qu'elle produit, divers rapports, représentations et pratiques de l'espace.

« Parce que la sexualité est un ensemble d'expériences vécues extrêmement diverses et insaisissables, ainsi qu'une construction sociale qui défie, de manière immédiatement apparente, les efforts visant à lui imposer un ordre, sa prise en compte a conduit à des manières nouvelles et spécifiquement "queer" de penser la différence (et des concepts connexes, tels que l'identité, l'espace et le pouvoir). » (Brown, Knopp, 2002, p. 313)

La géographie, en étudiant les liens qui peuvent exister entre l'espace, les corps et les désirs, peut s'avérer parfaitement adéquate à s'emparer de cet objet de recherche. Cela peut s'avérer d'autant plus pertinent concernant les minorités sexuelles, dont l'expérience minoritaire structure les formes de présences, les pratiques spatiales et les processus de ségrégations (Hubbard, 2008),

Développée à la fin des années 1990, sous l'impulsion de l'ouvrage emblématique *Mapping Desire* (Bell, Valentine, 1995), la discipline s'est particulièrement implantée dans le champ des études urbaines anglo-américaines par l'analyse des processus territoriaux liés au développement des enclaves gays et lesbiennes. Le déploiement des réseaux de commerces communautaires au sein de certains quartiers des grandes métropoles occidentales, mais également les mouvements résidentiels des individus homosexuels au sein de ceux-ci est ainsi devenu une thématique majeure de la géographie des homosexualités (Binnie, 1995 ; Moran et al., 2001 ; Leroy, 2005 ; Nash, 2006 ; Knopp, 1990).

Depuis, ces thématiques se sont élargies en même temps qu'une seconde génération de géographes s'est appropriée ces questions, en multipliant les approches par les systèmes normatifs et leur importance dans les rapports qu'entretiennent les individus minorisés avec l'espace (Hubbard, 2008 ; Browne, 2006, 2016 ; Oswin, 2008 ; Brown, 2012 ; Waitt, Gorman-Murray, 2007). En effet, l'oppression des minorités sexuelles, au travers notamment de la préoccupation pour la norme hétérosexuelle qui imprègne, depuis les années 1970, les travaux des sciences féministes autour de la question du genre, s'est peu à peu étendue aux sciences de l'espace. Par sa pervasivité dans les choix et possibilités de fréquentation des lieux, l'affichage ou non de certains comportements, ou encore les choix résidentiels et professionnels, l'hétéronormativité (c'est-à-dire la manière dont l'hétérosexualité se positionne au sein de la société comme la sexualité normale ou « par défaut ») montre bien toute la dimension géographique que comporte l'objet de la sexualité.

La question homosexuelle : des réalités aux contours flous

Les approches de l'homosexualité ont connu de nombreuses variations au cours de l'histoire, ce qui en fait un champ thématique complexe à appréhender sur la durée. Qui sont les individus homosexuels ? Quels phénomènes caractérisent et ponctuent leurs existences ? Qu'est-ce que ceux-ci induisent sur leur occupation de l'espace ? Ce sont autant de sujets qui intéressent la géographie des homosexualités et que la discipline tente, depuis maintenant quelques décennies, de documenter.

Parmi ces thématiques, l'oppression des personnes homosexuelles est prépondérante. Elle est néanmoins souvent réduite à l'homophobie, c'est-à-dire les violences interpersonnelles verbales, physiques, psychologiques ou les actes discriminants motivés par l'orientation sexuelle avérée ou supposée des victimes. En France, dans les médias, bon nombre de discours se concentrent en effet sur ces actes spectaculaires pour sensibiliser le grand public à l'homophobie, que ce soit

via des reportages marquants⁹, ou via les campagnes associatives et gouvernementales, laissant parfois penser qu'il puisse s'agir là des seuls risques encourus par les personnes homosexuelles.

Cette focalisation sur l'homophobie (d'autant plus souvent sur ses formes les plus violentes), outre le fait d'invisibiliser aux yeux du grand public les multiples autres formes d'oppressions subies par les homosexuels, peut également tendre à alimenter une forme d'incompréhension sur les pratiques de ces individus, s'exprimant par exemple par les critiques du communautarisme ou de la supposée existence d'un « lobby gay ».

L'émergence de la notion d'hétéronormativité dans les années 70 (Rich, 2010 ; Wittig, 1980), qui posera les bases de la pensée *queer*, permet pourtant d'aller bien plus loin dans la compréhension des contraintes qui pèsent sur les vies homosexuelles en faisant la lumière sur l'ensemble du système oppressif qui conditionne l'existence homosexuelle, à commencer par les conséquences du statut minoritaire des individus, mais également par la promotion, dès le plus jeune âge, de l'hétérosexualité comme le seul modèle valide et acceptable et donc du dénigrement ou de l'invisibilisation systématique de l'homosexualité.

L'hétéronormativité offre un cadre d'analyse plus large aux pratiques homosexuelles. Pour ces populations, il n'est alors plus seulement question d'éviter les violences mais aussi d'évoluer dans une société qui laisse peu de place à l'expression des désirs homosexuels, cela pouvant se manifester par des pratiques socio-spatiales, et des expressions identitaires spécifiques.

Malgré sa popularisation, la notion d'hétéronormativité peine à entrer dans le langage courant, probablement à cause de son caractère moins concret. Là où l'homophobie permet une vision très manichéenne en opposant un agresseur à une victime (et permet aussi potentiellement aux individus ne s'adonnant pas à des actes violents envers des personnes homosexuelles de se rassurer concernant leur supposée tolérance), la prise de conscience de l'hétéronormativité nécessite de déconstruire les discours pour déceler les formes de dominations promues à travers ceux-ci.

Un second point qui participe à alimenter les difficultés d'observations des populations homosexuelles concerne la définition même de ce qu'est une personne homosexuelle. En effet, lorsque l'on aborde la question de l'homosexualité, on se retrouve rapidement face à un flou généré par les distinctions entre l'expression des désirs, les régimes identitaires, et les pratiques sexuelles (Weeks, 2017). Alors que l'approche identitaire a pris de l'importance au cours du XXe siècle conjointement aux mouvements sociaux LGBT pour les droits homosexuels, l'approche par les pratiques et les désirs est restée secondaire, souvent restreinte à la préoccupation épidémiologique liée aux maladies sexuellement transmissibles, en particulier le SIDA.

Ici encore, la théorie *queer* apporte un certain nombre d'éclaircissements. Parfois utilisé comme un synonyme de LGBT, le *queer* peut s'interpréter comme définissant tout écart à la norme hétérosexuelle, et donc à l'hétéronormativité. L'approche *queer* suggère notamment de réinstaurer l'analyse systémique entre le genre, le sexe, l'expression des désirs et les caractéristiques socio-culturelles qui étaient absentes des mouvements LGBT (entre autres, la

⁹ Voir entre autres les reportages *Guet-Apens. Des crimes invisibles* (Brethes et al. 2023), *Envoyé Spécial. Homos en banlieues, le combat de Lyes* (Gasnier, Lemarchand, 2019)

race, la classe. De plus, l'approche *queer* se veut située en faisant primer le contexte d'application des normes plutôt que de supposer l'existence d'une identité *queer* globalisée. Ce qui intéresse la pensée *queer* n'est donc plus « qui est *queer*? » mais bien « comment est *queer*? » (Dilley, 1999).

Malgré ces avancées théoriques, les sciences sociales (y compris certaines se revendiquant de la pensée *queer*) ont longtemps concentré leurs efforts sur les populations homosexuelles issues des sous-cultures gays urbaines dont la visibilité s'est accrue durant la période post-Stonewall (Oswin, 2008).

Cela nous mène ainsi à un troisième point, celui des spatialités et des rapports à l'espace. En raison d'une position minoritaire et de l'absence de prise en compte de l'orientation sexuelle dans les recensements, l'étude des populations homosexuelles s'est naturellement tournée vers les territoires où leur concentration était suffisamment forte : les grandes villes. Plutôt que par les individus, c'est donc initialement par les lieux et les pratiques (présence sur des lieux de drague masculines ou dans des commerces homosexuels, lecteurs de presse spécialisée, etc.) que les premiers contours de ces populations ont pu être dessinés.

Dans un même temps, ce lien privilégié entre homosexualité et grandes villes s'est hissé au statut d'étalon, dont l'application a dépassé les limites des grandes métropoles mondiales. Cette manière de décrire les populations et les pratiques homosexuelles selon des critères fixes, indépendamment des contextes géographiques et sociaux locaux a notamment favorisé l'émergence de critiques (Halberstam, 2005 ; Herring, 2010) rappelant l'importance du milieu dans les approches *queer* et la nécessité de questionner « comment » les individus et les pratiques sont *queer* intrinsèquement aux expressions locales des normes de genre et sexuelles et donc en partie, aux manifestations locales de l'hétéronormativité.

« Les chercheurs engagés dans la géographie LGBTQ considèrent aussi les différentes façons dont les sexualités sont géographiquement et spatialement variables. L'originalité de cette approche permet de rendre compte de la manière dont les sociétés sont étudiées à partir de leurs propres catégories de pensée, de rompre avec l'exotisme et de comprendre la culture dans sa cohérence intrinsèque. » (Blidon, Brunn, 2022, p. vii)

L'approche régionale que l'on propose de mobiliser ici présente plusieurs avantages. Contrairement à la majorité des études françaises quantitatives s'intéressant aux populations homosexuelles à l'échelle nationale (EPGL, Net Gay Baromètre, MobGay), l'échelle régionale permet d'explorer les interactions entre les caractéristiques sociales, économiques, culturelles et paysagères du territoire et leur contribution à l'organisation des spatialités homosexuelles. Ce faisant, elle rend possible la **spécification des spatialités propres à chaque territoire** et réduit les effets d'invisibilisation des espaces périphériques induits par le prisme métronnormatif. Dans cette même logique, le cadre régional facilite la **prise en compte multicritère et multiméthode de l'homosexualité et de ses pratiques spatiales**, notamment les différents régimes identitaires qui sont endossés par les individus et les pratiques qui y sont associées, mais aussi les différents processus de production de lieux homosexuels qui résultent des organisations communautaires propres à chaque territoire.

Cette approche, appliquée à la région des Hauts-de-France, a de nombreux atouts pour **mettre en évidence les itinérances et mobilités qui peuvent traverser les spatialités homosexuelles**, en particulier via sa position dans le paysage national et international (région carrefour entre le nord de l'Europe et la région parisienne), ainsi que la diversité interne qu'elle offre (présence d'une métropole européenne aussi bien que de nombreux espaces peu densément peuplés). D'autre part, la région possède un passif culturel fort lié à l'homosexualité, que ce soit positivement via le classement des villes de Lille et d'Amiens parmi les plus *gay-friendly* de France, ou négativement en lien avec les propos homophobes de plusieurs élus locaux de droite et d'extrême-droite. Ainsi, elle propose un **terrain propice à l'exploration systémique des facteurs impactant les pratiques spatiales homosexuelles**. De plus, comme je l'ai souligné dans le prologue, le fait de ne pas être originaire de la région m'a dans un premier temps exposé à un certain nombre de représentations concernant ce territoire (intolérance globale liée à l'implantation de l'extrême droite, pauvreté économique et culturelle héritée de la désindustrialisation, etc.), représentations qu'il paraissait particulièrement intéressant de confronter avec une réalité de terrain dans la mesure où elles semblent traverser les discours régionaux depuis maintenant de nombreuses décennies (Condette, 2005).

Enfin, un élément qui apparaît comme un fil conducteur entre les trois précédents est l'importance des processus de publicisation. En effet, quelle que soit l'entrée par laquelle la question homosexuelle est abordée, la problématique de la publicité se présente comme centrale : Concernant l'oppression des populations homosexuelles, l'intérêt favorisé pour les mécanismes de la haine homophobe qui propose une lecture basée sur l'expression publique des préjugés plutôt que pour ceux d'une hétéronormativité silencieuse (et surtout impersonnelle) va dans ce sens. De la même façon, la prise en compte majoritaire des populations homosexuelles via l'approche identitaire (en particulier lorsque celle-ci s'organise autour de processus comme le *coming-out*) met au premier plan la publicisation de l'homosexualité par les individus. Un même constat peut se faire dans les territoires explorés par les sciences des sexualités par l'attrait prononcé pour les espaces bénéficiant d'une plus grande publicité à l'image des quartiers gays des grandes métropoles. On traduira cette inégale prise en compte de l'homosexualité au prisme de la publicité par la notion de « publicentrisme », c'est-à-dire une considération des individus, des pratiques et des lieux homosexuels basée majoritairement sur la manière dont ceux-ci sont publicisés plutôt que la manière dont ils sont intrinsèquement visibles.

Problématique, questionnement et hypothèses de recherche

C'est à l'intersection de ces trois points : la compréhension des systèmes oppressifs ; la définition de l'individu homosexuel ; et la relation entre la sexualité et l'espace que s'est formée la problématique principale de ce travail de recherche, que l'on pourrait formuler comme suit :

L'impact de l'hétéronormativité dans les pratiques spatiales et la formation identitaire des hommes homosexuels

De cette problématique, nous pouvons en dériver un questionnement de recherche centré sur la manière dont l'hétéronormativité peut constituer une entrée apte à décrire et comprendre les

spatialités homosexuelles, ou autrement dit : « Quels éclairages une approche régionale de l'hétéronormativité peut apporter à la compréhension des spatialités homosexuelles masculines ? »

Ce questionnement a fait émerger tout au long de cette thèse plusieurs hypothèses qui ont constitué les piliers de l'élaboration méthodologique et de l'articulation des résultats. Celles-ci ont dans un premier temps bien sûr découlé des travaux antérieurs en sciences sociales sur les homosexualités, mais sont également, pour certaines, apparues en cours de route en conséquence aux changements et ajustements des orientations de recherche.

- La première hypothèse suppose que les **typologies territoriales basées sur la hiérarchie urbaine seule**, au contraire des approches locales et multiscalaires, **ne sont pas à même de comprendre les spécificités des spatialités homosexuelles**. Cette hypothèse se base sur les critiques émergentes de la focalisation des chercheurs sur la taille des entités urbaines plutôt que sur les contextes sociaux et culturels locaux pour discrétiser les phénomènes liés aux homosexualités. A travers l'approche régionale, elle suggère, dans la lignée d'autres travaux, que le positionnement relatif des grandes, moyennes, petites villes et villages, les uns par rapport aux autres permet de renseigner différentes formes de présence et expressions identitaires homosexuelles.
- La seconde hypothèse couple la notion de « publicentrisme » évoquée précédemment avec la question des spatialités en supposant qu'il existe **des pratiques spatiales communautaires qui ne répondent pas aux politiques de la visibilité (ou plutôt de la publicité) LGBT+ des grands centres urbains**. On suppose ainsi qu'à partir d'une entrée via les individus et leurs pratiques, on peut parvenir à une meilleure compréhension des mécanismes de productions de lieux homosexuels.
- La dernière hypothèse propose d'explorer les **interactions entre les expressions genrées, le sexe et les désirs** pour une meilleure analyse des représentations de l'hétéronormativité et des pratiques. On suppose qu'au-delà de l'identité sexuelle seule, les différents systèmes normatifs (notamment genrés et sexuels), leurs périmètres d'applications, et la manière dont les individus se positionnent au sein de ceux-ci peuvent composer **une grille de lecture pertinente des pratiques spatiales homosexuelles**.

Structuration de la recherche

Afin d'explorer ces hypothèses et apporter des éléments de réponse au questionnement de recherche, notre réflexion s'organise en quatre parties distinctes.

La première partie s'attache à présenter les ancrages scientifiques au travers desquels cette thèse puise sa substance. On verra comment la pensée *queer* et la géographie culturelle ont constitué un socle à notre approche théorique et méthodologique, notamment en remettant en cause les binarismes des sexualités et du genre, et en offrant un cadre particulièrement propice à l'étude des spatialités. De plus, en plaçant l'approche probabiliste au centre de la réflexion, des éléments issus de la géographie des risques, comme la vulnérabilité et les représentations, nous paraissent adaptés pour mieux capter les effets oppressifs de l'hétéronormativité, en termes de pratiques

spatiales et de positionnement social des individus. Ces éléments seront donc également développés dans cette partie. Ensuite, comme montré précédemment, la difficulté à définir les contours des populations homosexuelles requiert des précisions à ce sujet, permettant principalement de comprendre pourquoi nous choisirons de nous intéresser spécifiquement aux hommes manifestant des attirances sexuelles ou romantiques pour d'autres hommes, et les pressions hétéronormatives qu'ils subissent. Enfin, dans la mesure où les sciences des homosexualités sont historiquement marquées par un fort urbanocentrisme, nous développerons les critiques qui ont émergées à ce propos dans les années 2000, plus particulièrement la notion de métronormativité, et verrons comment celles-ci peuvent être prises en compte dans une approche régionale des spatialités homosexuelles.

La seconde partie se concentrera sur les choix méthodologiques qui ont été faits pour mener à bien cette recherche. On y détaillera les outils et méthodes mobilisées pour récolter et produire de la donnée sur les pratiques, les lieux, et les individus homosexuels, comme les sources existantes utilisées (enquêtes, bases de données, cartographies), et la démarche d'enquête initiée, principalement par des questionnaires et des entretiens semi-directifs. A nouveau, la délimitation de la population homosexuelle étudiée étant cruciale, une attention toute particulière sera portée à la manière dont les individus ont été contactés et par quels biais, notamment dans ce cas, via le recours massif aux établissements d'enseignements supérieurs. C'est aussi dans cette partie que l'on détaillera les spécificités du terrain d'étude choisi, la région Hauts-de-France, afin de faire ressortir les caractéristiques démographiques, sociales, culturelles, économiques et paysagères locales. Le but recherché n'est bien entendu pas de dresser un portrait exhaustif de la région, mais d'appuyer les éléments qui, d'après nos hypothèses, peuvent se montrer pertinents pour contextualiser les formes de présence homosexuelles.

Les deux dernières parties concerneront spécifiquement la présentation des résultats en abordant tour à tour différentes composantes des approches évoquées (par le prisme de la pensée *queer*, de la géographie des risques et des spatialités) en première partie (Figure 1).

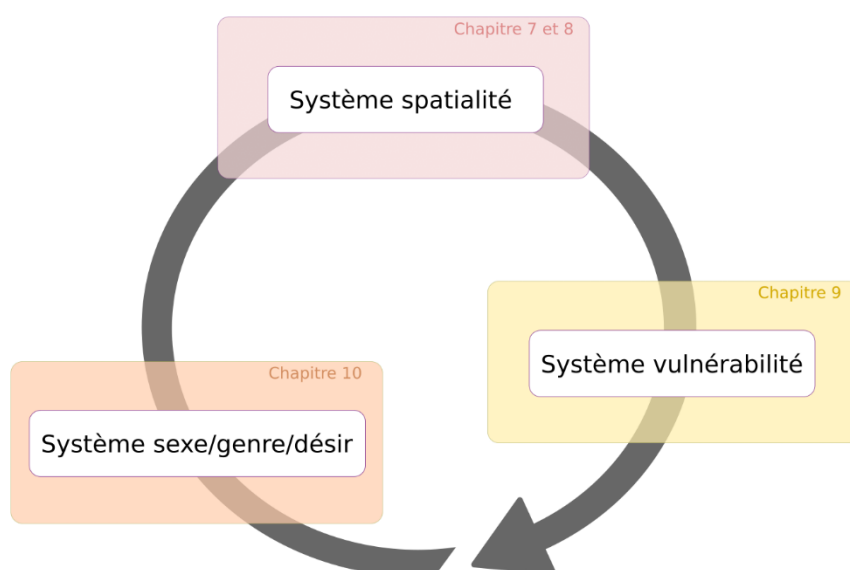


Figure 1 : Les approches systémiques mobilisées dans les chapitres des parties 3 et 4

La troisième partie (chapitres 7 et 8) concernera le système des spatialités, c'est-à-dire les rapports qui lient les opérateurs spatiaux homosexuels (les individus, les associations *queer*, etc.) au terrain d'étude, et qui permettent la mise en évidence des processus de productions de lieux, des pratiques spatiales et des formes de présences. On s'appuiera ici sur une approche cartographique pour illustrer les dynamiques commerciales, associatives et individuelles rattachées aux populations homosexuelles. Dans un second temps, on s'attardera sur la description de l'échantillon issu de la phase quantitative d'enquête. Bien que cela soit plus habituellement rattaché aux questions méthodologiques afin, par exemple, de conforter la recherche de représentativité, on considérera les caractéristiques de cet échantillon comme un nouvel élément de réponse, un nouvel éclairage, alimentant un peu plus les connaissances sur les populations homosexuelles. Cette partie, en présentant des résultats mobilisant différentes méthodes et en abordant l'homosexualité par plusieurs entrées (par les identités pour les commerces et associations, par les pratiques sexuelles ou les désirs pour les lieux de drague et l'enquête quantitative) vise particulièrement à préciser les contours des formes d'occupation de l'espace que peuvent revêtir les existences homosexuelles.

La quatrième et dernière partie (chapitres 9 et 10) s'intéressera, d'un côté au système des vulnérabilités et de l'autre, à celui qui lie le sexe, le genre, et les désirs. Dans le premier cas, il s'agit principalement d'étudier comment s'articulent, pour les individus, les composantes de la représentation de l'hétéronormativité, des enjeux qui y sont liés, de l'expérience de l'aléa et de sa gestion, et comment on peut traduire tout cela dans la pratique de l'espace. A cette fin, on s'appuiera en grande partie sur les facteurs psychosociaux de la conscience du stigmaté et de la victimation pour comprendre les interactions entre ces facteurs mais également la manière dont ils peuvent favoriser des pratiques spatiales spécifiques ou conditionner la présence des individus dans certains espaces. Dans le second cas, on s'emploiera à explorer comment l'articulation entre le sexe, l'expression des désirs et du genre peut offrir un cadre d'analyse pertinent aux représentations hétéronormatives et leurs conséquences sur les vies homosexuelles. Suivant la logique de notre troisième hypothèse, on montrera l'apport que peut constituer la prise en compte des normes et expressions genrées, conjointement aux différentes expressions identitaires homosexuelles.

PREMIERE PARTIE

CONCEPTS MOBILISES ET ANCRAGE DISCIPLINAIRE

Qu'est-ce que l'homophobie ? De quoi parle-t-on lorsque l'on parle d'homosexualité ? Qu'est-ce que le genre ? Alors que ces termes sont massivement employés dans les discours publics, leur sens n'est que peu questionné, laissant croire à l'existence d'un consensus. Pourtant, lorsque l'on se penche sur les productions scientifiques liées à ces thématiques, on est rapidement confronté à un important foisonnement scientifique à l'ancienneté réduite, et dont les approches sont, souvent divergentes, et parfois opposées.

De la sociologie de la déviance du début du XXe siècle, des LGBT *studies* des années 1980, à la théorie *queer* de la fin du siècle, l'étude des minorités sexuelles peut être menée par diverses approches qu'il apparaît primordial de clarifier. D'autant plus concernant une géographie des sexualités qui a émergée à posteriori de tous les socles conceptuels énoncés précédemment, un des premiers enjeux de cette thèse en géographie a été de se positionner par rapport à ceux-ci en explicitant les emprunts qui ont été au sein de chaque grand mouvement théorique.

Le chapitre 1 sera consacré à la présentation du cadre théorique et thématique dans lequel ce travail de thèse s'inscrit. Il retrace notamment les travaux thématiques majeurs qui ont inspiré ce travail de recherche et qui seront mobilisés par la suite tout au long de ce manuscrit pour guider les choix méthodologiques et l'interprétation des résultats. En outre, on y abordera en particulier : l'importance de la pensée *queer* et son application en géographie ; la mobilisation du concept de spatialités et la manière dont elle rattache cette thèse davantage au champ de la géographie culturelle que sociale ; l'intérêt d'importer des concepts issus de la géographie des risques pour l'étude des oppressions subies par les minorités sexuelles.

Le chapitre 2 permettra de répondre aux questions précédentes telles que « qu'est-ce qu'une personne homosexuelle ? » et « qu'est-ce que l'homophobie ? » en précisant l'intérêt que revêt l'utilisation des différents termes qui gravitent autour de ces idées. En effet, on verra comment l'émergence et l'évolution très récente de ces notions a induit une importante polysémie au sein de disciplines différentes. Ces précisions, au-delà de dissiper le flou qui entoure les questions homosexuelles permettra de circonscrire la population et les phénomènes sociaux étudiés au sein de cette recherche.

Le chapitre 3 consistera en une analyse plus critique de l'ancrage spatial des sciences sociales des homosexualités. Notamment au travers de la notion de métronormativité, on verra comment les grands espaces urbains ont longtemps constitué les principaux lieux d'étude des populations homosexuelles, négligeant dans un même temps les populations vivant dans les territoires périphériques. On verra également comment une approche régionale peut permettre de prendre en compte cette critique métronormative en intégrant les interactions qui peuvent exister entre les différents territoires.

CHAPITRE 1

PENSÉE *QUEER* POUR UNE GEOGRAPHIE DES HOMOSEXUALITES

Ce premier chapitre s'articulera en grande partie autour des liens qui existent entre la géographie des homosexualités et la pensée *queer*. On y abordera en particulier l'influence de la pensée *queer* issue de la sociologie et de son application plus récente en géographie. Celle-ci constitue en effet la pierre angulaire d'une grande partie de ce travail, aussi bien dans le questionnement de recherche, que dans les ressources qui ont été mobilisées pour tenter d'y répondre.

Egalement, dans une optique de se démarquer des approches plus classiques qui se concentrent sur les lieux dans les géographies des homosexualités, on verra comment le concept de spatialités et son importance dans le champ de la géographie culturelle permet de remettre les individus au centre de l'étude des minorités sexuelles, notamment en les considérant comme des « opérateurs spatiaux » à part entière dont les lieux *queer* ne sont qu'un produit.

Enfin, sans constituer l'approche principale, j'aborderai l'intérêt d'importer certains concepts issus de la géographie des risques afin d'introduire un regard innovant sur la question de l'hétéronormativité et des façons d'étudier ses conséquences. En effet, incorporer des dimensions telles que la vulnérabilité et les représentations peut permettre une compréhension plus fine des mécanismes sous-jacents à l'oppression des minorités sexuelles et de leur recensement.

1.1 De la pensée postmoderne aux géographies *queer*

1.1.1 Postmodernisme et poststructuralisme : terreau de la pensée *queer*

Le postmodernisme est un courant de pensées apparu à partir des années 1960 qui s'articule autour d'une approche critique des sociétés modernes occidentales. Il repose sur le constat de la complexité humaine et de l'impossibilité d'étudier les sociétés sans remettre en cause leurs structures. Parmi ces structures, le monde académique n'est pas épargné puisque les discours disciplinaires sont eux aussi visés, notamment par la mise en évidence des rapports de pouvoir qui conditionnent la production des connaissances. Ce faisant, la pensée postmoderne appelle également à questionner « qui » produit les savoirs scientifiques dans le but de mettre en lumière les subjectivités marginalisées et opprimées. Rassemblés sous le terme de « French Theory » par les états-unis, plusieurs philosophes français sont emblématiques de ce courant.

Jean François Lyotard qui a largement participé à populariser le terme en France, oppose notamment le savoir postmoderne à une « accumulation » du savoir scientifique, où chaque nouveau savoir produit ne serait rien d'autre qu'une confirmation ou une infirmation du précédent.

« Le trait frappant du savoir scientifique postmoderne est l'immanence à lui-même, mais explicite, du discours sur les règles qui le valident. Ce qui a pu passer à la fin du XIX siècle pour la perte de légitimité et la chute dans le « pragmatisme » philosophique ou le positivisme logique n'a été qu'un épisode, dont le savoir s'est relevé par l'inclusion dans le discours scientifique du discours sur la validation des énoncés valant comme lois. »
(Lyotard, 1979, p. 89)

En faisant cela, il nuance le pragmatisme et la recherche d'une vérité globalisante censée régir le monde de la science. Lyotard introduit ainsi une forte critique des logiques binaires, en particulier entre ce qui est vrai et faux. Cette vision de la postmodernité est abordée sous un angle différent mais tout aussi critique par Jacques Derrida et sa théorisation de la déconstruction. A l'origine appliquée en philosophie, ce terme décrit la pratique d'explorer les tenants et aboutissants de tout questionnement philosophique, de chercher à comprendre ce qui a pu engendrer ce questionnement, mais également de ce que la découverte d'une réponse peut signifier.

« C'est une pensée de l'origine et des limites de la question « qu'est-ce que ?... », la question qui domine toute l'histoire de la philosophie. Chaque fois que l'on essaie de penser la possibilité du « qu'est-ce que ?... », de poser une question sur cette forme de question, ou de s'interroger sur la nécessité de ce langage dans une certaine langue, une certaine tradition, etc., ce qu'on fait à ce moment-là ne se prête que jusqu'à un certain point à la question « qu'est-ce que ? » (Derrida, 2004)

L'auteur qui a probablement le plus fait la connexion entre la pensée postmoderniste et la question de l'homosexualité est Michel Foucault, en particulier sa série d'ouvrage *l'Histoire de la sexualité*. Dans ceux-ci, Foucault présente la sexualité sous la forme de rapports de pouvoir en montrant comment celle-ci a toujours été contrôlée, façonnée, structurée afin de servir le pouvoir

politique et économique de nos sociétés. Ce faisant, il remet vivement en cause l'appropriation des domaines de la sexualité par la médecine dans la seconde moitié du XIXe siècle dont la pensée essentialiste visait principalement à « fixer » les pratiques sexuelles jugées perverses au sein même des individus.

« Toute cette attention bavarde dont nous faisons tapage autour de la sexualité, depuis deux ou trois siècles, n'est-elle pas ordonnée à un souci élémentaire : assurer le peuplement, reproduire la force du travail, reconduire la forme des rapports sociaux ; bref aménager une sexualité économiquement utile et politiquement conservatrice ? »
(Foucault, 1994, p. 33)

Cette critique de l'essentialisme, que l'on retrouve chez la majorité des auteurs assimilés à la « French Theory » apparaît centrale dans la construction de la pensée *queer* des années 1980. En effet, celle-ci est tout d'abord portée par les sciences féministes dont un des combats repose sur la dé-essentialisation de la place de la femme dans la société. La célèbre phrase « on ne naît pas femme, on le devient » de Simone de Beauvoir en 1949 est de ce fait considérée par beaucoup comme fondatrice du mouvement féministe et des études sur le genre. C'est dans cette lignée que de nombreux travaux des sciences *queer* voient le jour, entre autres, Judith Butler, Donna Haraway, Monique Wittig, Gayle Rubin, Jeffrey Weeks ou Eve Sedwick.

Parfois utilisé à tort pour cibler les minorités sexuelles (gays, lesbiennes, bisexuels, transgenres, etc.), le terme *queer* prend en compte des réalités bien plus vastes que les seules sexualités (Warner, 1993). Plutôt que de questionner « qui est *queer* ? », ce qui reviendrait à travailler sur une logique identitaire des individus, la théorie *queer* revient plutôt à questionner « comment ? » en mettant en avant l'importance de la sexualité, de la classe, du genre, et de la race dans la construction des individus (Dilley, 1999). Par définition, la théorie *queer* s'oppose à la rigidité de la conception identitaire en opérant une déconstruction de tout ce qui est perçu comme fixe, cohérent ou naturel (Jagose, 1997). L'idée est ainsi avant tout de s'affranchir des dichotomies et des systèmes binaires pour se focaliser sur les écarts aux normes et ce que ceux-ci signifient.

« Dans la théorisation poststructuraliste, nous sommes invités à passer de la politique de l'identité personnelle à la politique de la signification, en particulier à la déconstruction d'un code hétéro/homo qui structure le "texte social" de la vie quotidienne. » (Seidman, 1993, p. 130)

Cette critique du concept d'identité est aussi présente dans l'ouvrage emblématique *Gender Trouble*, dans lequel Judith Butler argumente que l'identité reflète davantage un idéal de normes sociétales qu'une réelle pratique des individus. En ce sens, les identités de genre sont profondément imbriquées dans la norme hétérosexuelle, rendant indissociables l'articulation entre le désir, les pratiques sexuelles, et le genre.

« L'hétérosexualisation du désir requiert et instaure la production d'une opposition discrète et asymétrique entre « féminin » et « masculin », où ceux-ci sont compris comme des attributs expressifs de « mâle » et « femelle ». La matrice culturelle au travers de laquelle l'identité de genre est devenue intelligible requiert que certains types d'identités ne puissent pas exister – c'est-à-dire, celles dans lesquelles le genre ne correspond pas

au sexe et celles dans lesquelles les pratiques du désir ne correspondent ni au sexe, ni au genre. » (Butler, 1990, p. 17)

On retrouve cette même perspective dans *La Pensée Straight* de Monique Wittig dont un des arguments essentiels repose sur le fait que la notion genrée de femme, telle qu'elle est conçue au sein de nos sociétés, ne peut s'appliquer que dans le cadre du régime dominant d'hétérosexualité. Les dissidents à l'ordre hétéronormatif, telles que les lesbiennes ne seraient ainsi pas des femmes. Ici aussi, l'absence de continuité entre les attentes genrées et sexuelles des sociétés hétéronormatives semble justifier une remise en cause du système binaire des genres.

« Ce serait incorrect de dire que les lesbiennes s'associent, font l'amour, vivent avec d'autres femmes, puisque "femme" n'a de sens que dans les systèmes de pensées et les systèmes économiques hétérosexuels. Les lesbiennes ne sont pas des femmes. » (Wittig, 1980, p.110)

Concernant l'approche des populations homosexuelles, les apports de la pensée *queer* sont particulièrement nombreux et viennent contrebalancer des décennies d'une vision essentialisante des sexualités. Non seulement cela permet de repenser toute la complexité des homosexualités, mais également de déconstruire une grande partie des mythes et des systèmes normatifs s'appliquant aux vies homosexuelles. Par exemple, Jeffrey Weeks illustre la variété des expressions sociales possibles des homosexualités en différenciant les désirs homosexuels des comportements, des orientations, des rôles sociaux ou encore des identités. Si toutes ces composantes ont en commun les rapports sexuels entre personnes de mêmes sexes, elles ont en revanche de profondes différences en termes de significations sociales (Weeks, 2017).

Dans cette continuité, Eve Sedgwick revisite le concept binaire du *coming-out* pour en complexifier la structure. Au travers de la métaphore du placard homosexuel, elle montre comment celui-ci peut en réalité être une sorte d'espace paradoxal, avec des individus qui sont à la fois « *in* » et « *out* » selon les configurations (Sedgwick, 2008).

1.1.2 La géographie postmoderne

Outre-Atlantique et outre-Manche, la géographie postmoderne est principalement incarnée par Edward Soja et David Harvey. Face à une géographie qui peine à traiter conjointement le spatial et le social, la pensée postmoderne apporte l'idée que l'espace social est façonné par la présence des individus en un temps donné. En ce sens, l'espace social n'aurait pas de matérialité propre et ne serait que le fruit de la fréquentation humaine.

Cette idée est largement illustrée par la théorie du *thirdspace* d'Edward Soja (1996). Le *thirdspace* est conceptualisé comme la résultante du *firstspace*, c'est-à-dire l'environnement physique, et du *secondspace*, lié à la conception de cet espace que les individus se font. En soi, le *thirdspace* traduit donc l'expérience de l'espace physique au travers des représentations sociales des individus, il se veut capable de définir et décrire tous les paramètres inhérents à l'interaction entre l'humain et l'espace.

« Tout est contenu en un dans le Thirdspace : la subjectivité et l'objectivité, l'abstrait et le concret, le réel et l'imaginaire, le connu et l'inimaginable, le répétitif et le différencié, structure et agencement, esprit et corps, conscience et inconscient, le disciplinaire et le transdisciplinaire, la vie de tous les jours et l'histoire sans fin. » (Soja, 1996, p. 57)

On retrouve en grande partie cette volonté de faire communiquer le social et le spatial au sein de la discipline dans la géographie sociale de la fin du XXe siècle. Cette dernière se démarque néanmoins sur certains points. Là où la géographie postmoderne privilégie une approche discursive des territoires au travers des subjectivités individuelles, la géographie sociale revendique la primauté d'une identité territoriale sur les identités individuelles de genres ou de races. Egalement, contrairement au postmodernisme qui se veut critique vis-à-vis des lois structurantes dans les sociétés humaines, la géographie sociale s'appuie sur ce structuralisme pour décrire les rapports sociaux.

« La géographie sociale tient compte des différentes formes de structuration de l'espace, mais aussi de ses vécus par les êtres humains socialisés qui le produisent. Il s'agit d'un structuralisme constructiviste et humaniste qui installe la mécanique des rapports sociaux et spatiaux en amont des formes culturelles qu'elle produit. » (Di Méo, 2016)

Dans la géographie française, bien qu'on ne puisse pas réellement parler de « géographie postmoderne » au sein d'un champ disciplinaire structuré, c'est probablement davantage du côté de la géographie culturelle que la pensée postmoderne est le plus représentée. Largement institutionnalisée par Paul Claval au sein de la revue *Géographie et Cultures* depuis 1992, cette branche disciplinaire s'approprie la plupart des points de vue du postmodernisme en faisant primer les approches discursives, et optant pour un point de vue critique des catégorisations, et en questionnant la vérifiabilité présupposée de tout savoir scientifique.

« La réflexion postmoderne sur les fondements de la démarche scientifique a d'autres corrélats. Elle rappelle que les hommes n'ont pas de prise directe sur les objets ou sur le monde dont ils traitent. Ils en reçoivent des sensations, qui se transforment en perceptions, lesquelles sont le point de départ de discours. Les méthodes d'investigation modernes suppléent à nos sens défaillants et nous permettent d'accéder à des échelles et à des phénomènes sur lesquels nous n'avons pas de prise. Les procédures d'expérimentation imposent à l'observation une rigueur qui élimine largement ses aspects subjectifs. Mais la démarche scientifique repose sur des conventions sociales, celles que les institutions de recherche élaborent et font respecter : on est loin de l'image d'une Raison immuable présidant à la marche du Savoir. » (Claval, 1999)

Au-delà des querelles internes à la discipline, il me semble avant tout que la géographie sociale et la géographie culturelle sont issues de questionnements différents mais qui s'alimentent l'un et l'autre. En effet, l'approche structurelle tant critiquée par la géographie culturelle n'est-elle pas également à la source de cette sous-discipline ? De la même façon que le post-structuralisme se nourrit du structuralisme pour en nuancer certaines facettes, et même en remettre en cause d'autres, peut-être que géographies culturelles et sociales sont, dans la même lignée, deux approches d'échelles différentes, pouvant parfois entrer en contradiction, mais néanmoins toutes deux indispensables à l'équilibre scientifique de la discipline géographique.

1.1.3 Appropriation de la pensée *queer* par la géographie

Bien que des travaux comportant une approche géographique aient été menés avant cela, ce n'est réellement qu'au début des années 1990 avec les travaux de David Bell et Gill Valentine que la sexualité (et donc également les homosexualités) se structure comme un objet de recherche en géographie.

Dans un article de 1991, David Bell alarme notamment la discipline sur la rareté des travaux sur les gays et lesbiennes, mais également sur la faible proportion de sources primaires utilisés dans les quelques papiers disponibles. Il conclut finalement en notifiant l'importance de prendre en compte « le rôle de la sexualité et des préférences sexuelles dans le façonnement de l'espace social » (Bell, 1991).

Ce n'est qu'au cours de cette décennie que l'appropriation de la sexualité comme objet de recherche se confirme, notamment avec l'ouvrage de référence *Mapping Desire : Géographies of sexualities* (Bell, Valentine, 1995). Dans celui-ci, les divers auteurs abordent un large panel d'espaces et de populations (majoritairement homosexuelles) destiné à montrer comment « l'espace et la sexualité se constituent mutuellement » (Bell, Valentine, 1995, p. 2). Alors que la sexualité a longtemps été confinée exclusivement à l'espace privé du foyer, un des enjeux est de soutenir l'idée que la sexualité intervient aussi dans la plupart des espaces, bien entendu dans des lieux fortement marqués par l'activité sexuelle, mais également dans des lieux du quotidien habituellement pensés comme déssexualisés. Parmi les sujets évoqués, une grande part s'attarde sur les injonctions à l'hétérosexualité et l'hétéronormativité subies par les populations non hétérosexuelles, en mettant en avant notamment des pratiques destinées à créer des espaces de résistances où s'y soustraire.

A partir de là, de nombreux travaux en géographie émergent à travers le monde, majoritairement centrés sur les sociétés occidentales et sur les populations gays et lesbiennes. Entre autres, parmi les plus connus, Gordon Waitt et Andrew Gorman Murray pour l'Australie, Gavin Brown, Jon Binnie et Kath Browne au Royaume-Uni, Lawrence Knopp sur les Etats-Unis, ou encore Gustav Visser sur l'Afrique du sud.

Dans la lignée de l'ouvrage *Mapping Desire*, la plupart des travaux se focalisent sur les liens entre les identités homosexuelles et la structuration urbaine d'espaces communautaires, souvent au sein des quartiers gays (Nash, 2006 ; Gorman-Murray, Nash, 2016, 2017 ; Moran et al., 2001 ; Knopp, 1990, 1995 ; Binnie, Skeggs, 2004 ; Bell, Binnie, 2004). D'autres abordent les spécificités des spatialités homosexuelles dans des espaces hétéronormés, comme les complexités que représentent certaines pratiques spatiales pour les individus gays et lesbiennes, alors contraints de moduler l'expression de leur identité sexuelle en fonction des lieux (Kirby, Hay, 1997 ; Kitchin, Lysaght, 2003 ; Browne, 2016) ; mais aussi les stratégies mises en place pour favoriser l'intégration via les coopérations entre hétérosexuels et homosexuels (Visser, 2008 ; Browne, Bakshi, 2011 ; Gorman-Murray, 2013). Également, probablement motivé en partie par le besoin de légitimer l'approche géographique des homosexualités, on retrouve de nombreux travaux plus quantitatifs destinés à recenser et renseigner les dynamiques territoriales des populations homosexuelles (Gorman-Murray et al., 2010 ; Forrest et al., 2019 ; Gate, Ost, 2004 ; Cooke, Rapino, 2004).

Pendant longtemps cantonnées aux quartiers gays, réputés pour accueillir une forte proportion d'individus et couples homosexuels, ces études ont de plus en plus étendu leurs périmètres d'analyses aux espaces régionaux et nationaux afin de nuancer les représentations d'une migration massive des homosexuelles des périphéries vers les grandes villes.

Vis-à-vis de la théorie *queer*, on peut remarquer une certaine déviation des approches initiales revendiquées par ces études. Si la plupart de ces études se focalisent sur des populations marginalisées et donc hors des normes sexuelles, elles ne remettent que peu en cause les frontières qui les définissent comme telles. En se basant le plus souvent sur une approche identitaire gay et lesbienne comme étant la face de la pièce opprimée dans le système binaire des sexualités, peu de travaux questionnent réellement la porosité de ces catégories. Nathalie Oswin mettait particulièrement en garde la géographie des sexualités sur ce fait en démontrant que toute étude sur les gays et lesbiennes n'était pas forcément *queer* :

« Alors que l'espace est rendu fluide, les divisions normatives hétéro/homo, homme/femme sont souvent laissées intactes et la production de nouveaux sexes, genres, sexualités ou désirs fluides n'est pas explorée. Par conséquent, ces études ne décrivent que l'expression spatiale de ces transgressions au sein d'oppositions "normales" et normatives (homme/femme, hétérosexuel/homosexuel) ; elles ne remettent pas en question ces frontières. » (Oswin, 2008, p. 887)

Cette distinction est également opérée dans l'ouvrage *Geographies of sexualities, theory, practices and politics*, édité par Kath Browne et Jason Lim, qui se proposent de contester l'usage du terme *queer* comme synonyme de LGBT.

« nous adopterons la position selon laquelle "queer" n'est pas seulement synonyme de "lesbiennes" et "gays". Nous contestons donc une des utilisations du terme "queer", qui est un terme générique pour LGBT. Nous considérons plutôt que le terme "queer" remet en question la relation supposée stable entre le sexe, le genre, le désir sexuel et la pratique sexuelle. » (Browne, Lim, 2007, p. 8)

A l'inverse, l'accent est donc mis sur la contestation de l'hétéronormativité, c'est-à-dire le système qui pose l'hétérosexualité comme naturelle, non questionnable, et par extension, non étudiable. Mais aussi, comme nous l'illustrions précédemment avec les propos de Judith Butler concernant des identités « impossibles », les auteurs nous invitent à questionner les appariements spontanés qui sont fait entre les catégories de genre, de sexe et les désirs. Cette approche, soutenue aussi bien par Nathalie Oswin, Kath Browne, et Jason Lim, apparaît très ambitieuse concernant les disciplines géographiques. Elle demande en effet aux géographes de remettre en question un des symboles de la discipline : la frontière, en admettant son caractère mouvant et parfois paradoxal. Dans le cadre des sexualités, s'affranchir de la logique binaire hétérosexuel/homosexuel revient à complexifier l'hétéronormativité supposée de tout lieu non ostensiblement homosexuel et fait entrer en jeu des questions de classes, de genres et de races. D'une part, l'hétérosexualité ne peut être envisagée comme une sexualité monolithique dominante car il existe aussi des formes d'hétérosexualités oppressées et marginales (Hubbard, 2000). Mais aussi, la sexualité doit être envisagée comme « produite sur le moment », ne répondant ainsi pas systématiquement à des logiques cohérentes ou structurées (Hubbard, 2008).

1.2 Lieux, spatialités, et pratiques spatiales *queer*

1.2.1 Lieux *queer* et *safe spaces*

Une partie non négligeable de la littérature concernant les populations homosexuelles s'est focalisée sur une approche par les lieux, en particulier les lieux de sociabilités (Prieur, 2015 ; Busscher, 2000 ; Binnie, 1995) ou de pratiques sexuelles (Proth, 2002 ; Humphreys, 2007). Ces lieux, généralement présentés sous la forme d'hétérotopies (Foucault, 2004) se caractérisent comme des espaces clos à l'écart des normes hétérosexuelles, et dont les discontinuités avec l'espace environnant se traduisent par des codes culturels (le travestissement relatif à la culture drag par exemple) et comportementaux (la communication non verbale sur les lieux de drague) propres, ou tout simplement par l'acquittement d'une taxe d'entrée dans le cas des lieux commerciaux tels que les saunas ou les boîtes de nuit gays.

Par leur positionnement hors de la société hétéronormative et leur fréquentation majoritairement communautaire (le terme « communautaire » peut ici aussi faire référence à des « sous-communauté » au sein même des populations homosexuelles, comme par exemple les milieux *bears* ou sadomasochistes : Busscher, 2000), certains de ces types de lieux ont pu être assimilés à des espaces sûrs (ou *safe spaces* en anglais) pour les minorités sexuelles.

Le concept de *safe space*, dans sa forme initiale issue des mouvements féministes de la fin du 20^e siècle fait référence à des espaces sécurisants pour des individus marginalisés et communément victimes de harcèlement et de violences dans les espaces standards (The Roestone Collective, 2014).

Il apparaît néanmoins très rapidement que la nature même de ce type d'espaces demeure très floue. Un espace sécurisant, mais pour qui ? Vis-à-vis de quelles menaces ? Dont l'accès est autorisé à quels types d'individus ? A travers ces questions, il est aisé de se rendre compte de toute la complexité de ce concept.

Ce qui apparaît comme des *safe spaces* pour certains ne l'est ainsi pas systématiquement pour d'autres (Quinan, 2016). En effet, il a rapidement été observé que les lieux gays reproduisaient eux-mêmes un certain nombre d'exclusions sur la base du genre, de la classe et de la sexualité. Par exemple, si les commerces gays peuvent être considérés comme des *safe spaces* pour des hommes homosexuels blancs, jeunes et au fort capital économique, ils le sont beaucoup moins pour les personnes racisées, bisexuelles, transgenres, plus pauvres (Nash, 2006) et/ou plus âgées (Waitt, Gorman-Murray, 2007). Ainsi, plutôt que de supposer l'existence d'espaces sécurisants pour toute une population, voire même plusieurs populations comme dans le cas des populations LGBT+ dont les divergences internes peuvent questionner leur regroupement au sein d'un même acronyme (Formby, 2017), il convient d'en attester la dimension subjective et contextuelle. Comme le suggère le collectif Roestone (2014), il est essentiel de se demander « pour qui l'espace est-il sécurisant et vis-à-vis de quelles menaces ? »

En abordant la question des *safe spaces* par l'approche émotionnelle (Held, 2015), il semble évident qu'une inclusivité totale de ces lieux est illusoire. Les mécanismes de peur et les

représentations différenciées du danger étant profondément subjectives, il paraît en effet plus réaliste de se questionner sur « qui est en sécurité dans ces lieux ? » ainsi que « de qui sont protégés les individus dans ces lieux ? ».

« Les espaces sûrs sont donc liés aux craintes de dommages corporels ainsi qu'aux imaginaires de préjugés. Afin de cultiver un espace sûr qui ne reproduise pas les préjugés et les exclusions qu'il est censé combattre, nous devons donc reconnaître que l'espace sûr est à la fois une sécurité contre et une sécurité pour. » (The Roestone Collective, 2014, p. 1361)

On peut remarquer qu'en écartant l'utopie d'espaces inclusifs pour tous, le concept d'identité redevient central dans la construction des *safe spaces*, mais aussi dans la relation qu'entretiennent les individus avec les différents lieux. Guy Di Méo considère même ce rapport au territoire comme hautement constitutif des identités sociales.

« Retenons simplement que la relation aux territoires et aux lieux paraît, en bien des cas, un facteur de consolidation, voire de facilitation de la formation des identités sociales. » (Di Méo, 2004, p. 344)

Placer la focale sur un certain type de lieux reviendrait donc à n'étudier, pour les individus qui les fréquentent, que les identités sociales qui y sont connectées. Comme le signale Gilly Hartal, la construction de *safe spaces* requiert des processus proches de toute construction identitaire tels que l'inclusion des semblables, la séparation vis-à-vis des groupes externes, ou encore le contrôle des frontières de l'espace pour en limiter la porosité (Hartal, 2018).

Bien que ce type d'espaces puissent avoir une importance certaine dans l'affirmation des préférences sexuelles ou des identités de genre pour certains individus, pris seuls, ils apparaissent peu appropriés pour définir les contours des expressions homosexuelles. En effet, ceux-ci comportent de nombreux biais, notamment en excluant les individus dont l'identité homosexuelle n'est que secondaire ou différente de celles habituellement exprimées dans ces lieux, mais également en appliquant une discrimination géographique au profit des grands centres urbains où la plupart de ces lieux sont concentrés. Suivant cette logique, une autre conception des espaces fréquentés spécifiquement par les individus homosexuels peut être envisagée, prenant davantage en compte le ressenti des individus vis-à-vis de l'espace plutôt qu'une catégorisation identitaire de ceux-ci, avec par exemple les notions d'espaces « bienveillants » (Prieur, 2015), ou « rassurants » (Le Blanc, 2015, 2019).

Ces éléments seront particulièrement étayés dans le chapitre 2, mais il apparaît d'ores et déjà qu'une approche exclusive par les lieux, d'autant plus en ne sélectionnant que certains types de lieux, favoriserait une vision unique et parcellaire des identités et modes de vie homosexuels.

1.2.2 Les spatialités : une perspective plus large de la prise en compte des lieux *queer*

Face à la difficulté de capter toute l'étendue des pratiques spatiales liées aux homosexualités par le biais unique des espaces *queer* ou homosexuels visibles (car on pourrait également se

demander si la seule présence d'individus *queer* ou homosexuels en un lieu, ne suffit pas déjà à rendre ce lieu *queer*, ne serait-ce qu'en partie), il paraît nécessaire d'étendre le cadre de notre objet d'étude.

Pour cela, la réflexion menée par Michel Lussault sur la discipline géographie paraît très enrichissante (Lussault, 2010). En opérant une distinction entre ce qu'il appelle, d'un côté, la géographie de « l'espace », et de l'autre, celle des « spatialités », il traduit en partie les doutes posés précédemment concernant les biais potentiels d'une approche exclusive par les lieux, et donc par l'espace.

On pourrait penser que la différence entre ces deux géographies se situe dans la façon dont l'espace est envisagé, d'un côté comme une simple surface physique servant de support aux sociétés humaines, de l'autre comme une entité entièrement construite et définie par l'homme.

Il apparaît néanmoins que la nuance est plus subtile que cela puisque dans les deux cas, le social est part intégrante de l'entité spatiale. Là où la distinction opère en revanche, c'est à propos de l'objet qui va constituer le point d'entrée du chercheur sur son sujet (Figure 2). Alors que le géographe des espaces positionne son objet de recherche sur une ou des catégories d'espaces dans lesquelles les activités humaines ne sont qu'un paramètre, les « *géographes qui abordent préférentiellement les spatialités braquent et focalisent leur objectif, quant à eux, sur l'opérateur spatial et travaillent donc de manière différente – avec des méthodes spécifiques.* » (Lussault, 2010), où le terme d'opérateur spatial fait par exemple référence à des individus (ou des groupes d'individus), des animaux, des virus, etc. Ce centrage sur l'individu plutôt que sur l'espace, ou sur les spatialités plutôt que sur l'espace permet ainsi d'aborder sous bien des angles les rapports qu'entretiennent les individus avec les différents espaces vécus mais aussi de comprendre comment le positionnement social et géographique de chacun peut se traduire en termes de potentialités et de possibilités.

« La géographie des spatialités s'intéresse donc au premier chef à la manière dont les opérateurs sociaux utilisent la ressource spatiale, font avec l'espace qui leur est fourni par le contexte d'expérience dans lequel ils sont insérés, au gré des circonstances qui sont les leurs. » (Lussault, 2010)

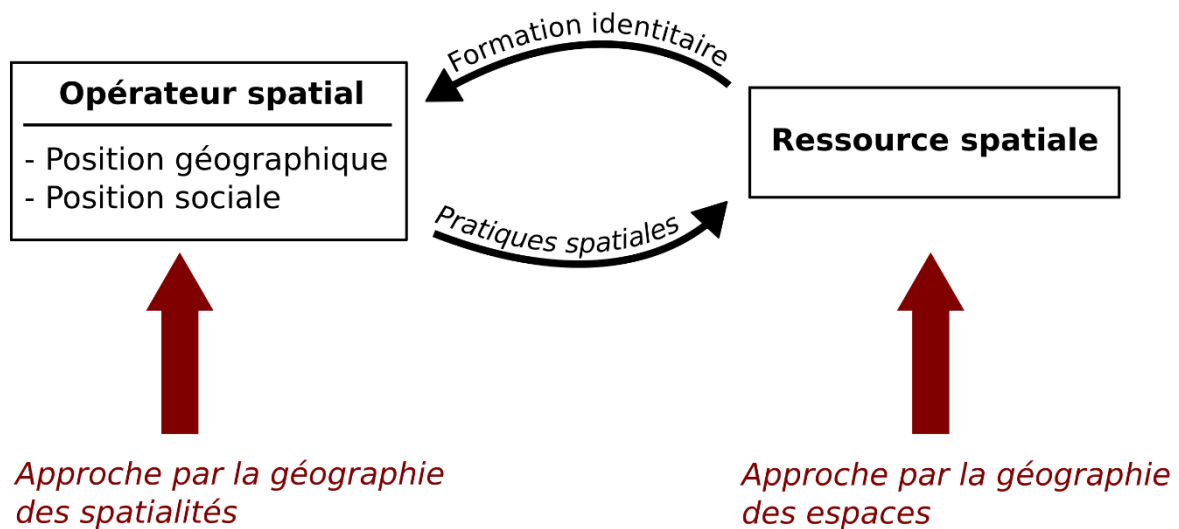


Figure 2 : Les approches géographiques par les spatialités vs par les espaces

En définissant la spatialité, le site HyperGeo va même plus loin en intégrant la notion de positionnement social en complément de la position géographique. Il peut s'agir par exemple d'une distance concrète entre l'individu et un groupe d'individu, ou un lieu (c'est le cas par exemple en mesurant l'écart entre l'individu et une destination physique sélectionnée), mais aussi la distance sociale, qui peut se matérialiser par une distance culturelle (par exemple la barrière de la langue, ou le statut professionnel) mais également via le concept d'identité, c'est-à-dire la manière dont un individu se définit lui-même ou est défini par autrui en fonction de sa proximité avec un ou plusieurs groupes d'individus reconnus socialement.

« La spatialité réunit l'ensemble des conditions et des pratiques de la vie individuelle et sociale qui sont liées à la position des individus et des groupes relativement les uns aux autres. Un postulat fondamental de la géographie est que ces positions relatives (ou situations géographiques) déterminent, en probabilité ou en partie, la forme et l'intensité des interactions sociales. » (HyperGeo)

Cette définition est intéressante à plusieurs égards. D'une part, la question de la position des individus et des groupes les uns par rapport aux autres permet d'embrasser potentiellement toute l'étendue des rapports sociaux et pas seulement sur une logique différentialiste des sexualités. D'autres parts, en décrivant ces positionnements comme « relatifs », elle insère cette idée de la subjectivité, du ressenti individuel, qui est si central à la pensée *queer*. Dans cette logique, s'intéresser aux pratiques spatiales à partir des spatialités plutôt que des lieux pourrait permettre d'atténuer les biais qui tendent à surreprésenter un certain type de population comme dans le cas des commerces gays : des hommes généralement urbains, à l'identité sexuelle forte, économiquement aisés, et blancs.

Plus qu'une réalité, la question de la spatialité incorpore donc les composantes de la potentialité et de la possibilité. En cela, elle permet d'envisager et de comprendre les pratiques spatiales des individus et surtout les choix qui les produisent.

En ce sens, les pratiques ne sont pas simplement un des paramètres d'utilisation d'un lieu mais aussi un des éléments constitutifs de celui-ci. Ceci remet en cause les approches qui opposent systématiquement la totalité (existence d'un « tout » indépendant des parties qui le compose) à l'individualité (le « tout » ne serait que la somme des parties qui le compose) dans la structuration de l'espace social. Théodore Schatzki, en revisitant la théorie de la pratique initiée par Bourdieu, insiste notamment sur le critère de l'intelligibilité dans la structuration des pratiques et des lieux. La structuration de l'espace en lieux dépend alors majoritairement des actions qui peuvent intelligiblement être effectuées dans chaque lieu.

« Un aspect important de la constitution du monde est l'ouverture d'un espace de lieux où des activités peuvent être réalisées de manière intelligible. Lorsqu'un arbre est considéré comme un objet sur lequel on peut grimper, par exemple, il devient un lieu où il est possible de grimper » (Schatzki, 1996, p. 115)

Pour en revenir aux espaces *queer*, la mobilisation de la théorie de la pratique dans les travaux de Phil Hubbard soutient cette approche et suggère qu'on ne peut restreindre la caractérisation hétérosexuelle ou homosexuelle des lieux que par la présence ou non d'individus hétérosexuels ou homosexuels, et que la nature des pratiques qui s'y déroulent sont tout aussi, voire plus importante (Hubbard, 2008).

C'est principalement pour cela que je considère préférable de s'intéresser aux spatialités et aux multiples pratiques spatiales qui peuvent en découler. On peut envisager le fait de fréquenter les lieux *queer* comme une pratique spatiale spécifique. Néanmoins, pas toutes les spatialités *queer* ne permettent ni n'aboutissent à la fréquentation de ces lieux. Il est probable que dans les décennies précédentes, le manque de visibilité sociale des populations homosexuelles a encouragé les chercheurs à se focaliser sur les lieux de sociabilités homosexuelles afin de mieux comprendre les pratiques sociales liées à ces populations. A l'inverse, ce point de départ a dans un même temps occulté tout un pan d'individus aux expressions identitaires et aux pratiques spatiales différentes qui ne pouvaient être identifiés par ces biais (voir chapitre 2).

« Plus largement, le fait de dissocier le queer des hétéro/homosexualités normatives permet d'explorer de nouvelles façons de penser la différence et d'offrir une critique au-delà de la transgressivité supposée de "l'autre" (qu'il s'agisse de l'autre en termes de lesbiennes et de gays, ou des autres au sein de l'hétérosexualité). Cela sépare les ontologies particulières entre "l'être" ou les compréhensions de l'être qui sont délimitées par des concepts normatifs et la différence qui ne fonctionne pas selon l'altération, mais qui est plutôt une façon de pratiquer et de socialiser (et de penser à la pratique et à la socialisation) qui offre et actualise les potentialités. » (Browne, 2006, p. 887)

En effet, les quartiers gays et les infrastructures commerciales qui y sont liées sont centraux aux homosexualités normatives que mentionne Kath Browne. Dans un même temps, ce sont incontestablement les lieux les plus aisément identifiables lorsque l'on désire étudier les populations homosexuelles. Il semble ainsi nécessaire pour la géographie de se questionner quant aux manières d'étudier non pas l'homosexualité, mais les homosexualités. Pour cela

prendre un peu de distance en adoptant le concept de spatialités et en multipliant les angles d'approche paraît pertinent.

1.2.3 L'étude des spatialités et espaces *queer* en France

Dans le paysage académique français, la question homosexuelle a mis beaucoup de temps à émerger en géographie et demeure aujourd'hui encore très parcellaire. Cela est d'autant plus surprenant que de nombreux auteurs cités comme référence dans la constitution de la théorie *queer* sont des auteurs français.

La première thèse française en géographie écrite sur le sujet par Marianne Blidon date ainsi seulement de 2007. A cette époque, la géographie française des sexualités rencontre plus ou moins les mêmes difficultés qu'outre-Atlantique et outre-Manche. L'établissement de la sexualité comme objet de recherche sérieux et la légitimité des chercheurs s'avère difficile à obtenir (et probablement que celle-ci n'est aujourd'hui encore pas acquise) comme en attestent plusieurs publications des années 2010 (Blidon, 2008b ; Duplan, 2012). Les principales critiques concernent notamment le fait que la sexualité apparaît comme un sujet bien trop intime pour en permettre une étude scientifique, remettant ainsi en doute la neutralité des chercheurs (Prieur, 2015). Egalement, et sûrement plus spécifiquement lié à la société française, étudier les populations homosexuelles et plus largement les minorités sociologiques est perçu comme allant à l'encontre de l'universalisme républicain voulant que tout individu se reconnaisse dans une identité française globale, ce qui peut expliquer le retard et la frilosité française sur la question (Revenin, 2007 ; Duplan, 2012 ; Blidon, 2008b)

« Pour le pouvoir politique, l'enjeu réside dans la capacité à fabriquer les identités les plus larges possibles, susceptibles de fédérer les populations les plus nombreuses. De telles entités deviennent alors de véritables outils de domination et d'exercice de l'hégémonie sur les autres, ceux qui sont exclus de cette représentation identitaire. » (Di Méo, 2004, p. 347)

Il est possible que cette frilosité pour la question identitaire homosexuelle ait eu un impact sur la manière dont les populations concernées ont été abordées par la recherche française. En effet, l'angle d'approche de ces populations s'est principalement développé via les pratiques sexuelles homosexuelles, au travers des populations d'hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HsH). C'est donc principalement par ce biais et motivé par l'enjeu sanitaire lié au VIH que nombreux travaux ont vu le jour (Gaissad, 2007 ; Redoutey, 2008 ; Proth, 2002 ; Léobon et al., 2012 ; Pollak, 1982 ; Lerch, 2007). Parmi ceux-ci, on peut notamment retenir la mise en place des premières enquêtes quantitatives françaises sur les populations homosexuelles, dont l'Enquête Presse Gay et Lesbienne (EPGL) à partir de 1985, et plus récemment le Net Gay Baromètre, mais aussi la mise en évidence de nombreux lieux de pratiques sexuelles dans l'espace public à l'image des lieux de dragage masculine.

Pour en revenir à la géographie française, peut être qu'une des conséquences de la mise de côté de l'approche identitaire des homosexualités est que la plupart des travaux se sont concentrés sur les espaces et les pratiques spatiales qui y sont associées, le plus souvent en lien avec les lieux

commerciaux et associatifs liés aux populations homosexuelles (Leroy, 2005 ; Blidon, 2009 ; Prieur, 2015 ; Leroy, 2009 ; Le Blanc, 2015 ; Cattan, Vanolo, 2014), mais également dans le cas d'espaces publics appropriés par ces populations (Jaurand, 2005, 2015 ; Leroy, 2012). D'autres ont mis davantage en avant les spatialités homosexuelles, au travers des expressions de l'orientation sexuelle dans l'espace public, via les gestuelles de couples, comme le fait de se tenir la main (Cattan, Leroy, 2010) ou de s'embrasser (Blidon, 2008a). Ceux-ci mettent en avant des possibilités différenciées selon les espaces en fonction du genre, des représentations de l'hétéronormativité, mais également des expériences vécues de chaque lieu.

On peut noter qu'une grande majorité de ces études sont centrées sur Paris et sa région. En effet, les territoires périphériques sont encore très peu abordés par les géographes et résultent surtout de travaux en anthropologie et en sociologie (Giraud, 2019, 2016 ; Verdrager, 2007 ; Le Corre, 2019 ; Gaissad, 2020 ; Gibout, 2017 ; Annes, 2012 ; Annes, Redlin, 2012a, 2012b), dont beaucoup mobilisent une approche identitaire et mettent en avant les différences culturelles et de modes de vie entre les possibilités offertes par les grandes métropoles telles que Paris et les territoires moins densément peuplés. En outre, ces études montrent l'importance de la question de la visibilité dans l'approche des populations homosexuelles. Colin Giraud, dans ses travaux sur les homosexuels masculins de la Drôme va même jusqu'à qualifier cette population « d'autre minorité » par rapport aux communautés homosexuelles urbaines, mettant ainsi l'accent sur le contexte géographique dans lequel les populations homosexuelles sont étudiées.

« Ce qui apparaît, à ce stade de l'enquête dans la Drôme, est une autre aventure vécue par une autre minorité. Elle prend place dans un espace local et un contexte social bien différents, où l'invisibilité publique et collective amène les gays à construire d'autres pratiques et espaces, à s'inventer d'autres ressources et modes de vie. » (Giraud, 2016, p. 100)

1.3 De la géographie des risques aux représentations de l'hétéronormativité

1.3.1 Mobiliser des notions issues de la géographie des risques pour étudier un risque social

Au regard des populations et des phénomènes sociaux étudiés dans ce travail, mobiliser certaines notions issues de la géographie des risques peut présenter un certain intérêt. Comme abordé précédemment, il apparaît difficile d'étudier les spatialités homosexuelles sans prendre en considération les oppressions pesant sur ces populations et la manière dont elles impactent les comportements individuels et collectifs. C'est en ce sens que la notion de risque peut sembler pertinente.

Le risque peut être associé « à la volonté de maîtriser le danger » (Perreti-Wattel, 2010). Il s'agit donc avant tout de chercher à contrôler un événement identifié qui est susceptible de se produire. Le risque est ainsi souvent abordé comme une probabilité et son étude repose sur des hypothèses

concernant sa localisation, sa récurrence, ou encore sa date d'occurrence (Dauphiné, Provitolo, 2013).

Dans les sciences des risques, cette notion est représentée par l'équation (Pigeon, 2005) :

$$\text{Risque} = \text{Aléa} \times \text{Vulnérabilité}$$

Dans celle-ci, l'aléa définit l'évènement qu'il convient d'éviter et qui cristallise les craintes des populations exposées au risque. L'aléa peut être de différentes natures bien qu'en géographie, une grande majorité des travaux concernent les risques d'origines naturelles ou technologiques.

« L'aléa peut désigner, soit les caractéristiques d'un phénomène, soit la probabilité d'occurrence et d'intensité dans une région, au cours d'une période, d'un phénomène donné. L'aléa peut être naturel (inondation, tremblement de terre, éruption volcanique, cyclone, avalanche, etc.). Il peut être lié aux technologies mises en œuvre par les hommes (explosions d'usines chimiques, naufrage de pétroliers, etc.). Il peut relever de la violence des rapports sociaux (guerres, terrorisme, etc.). Enfin, il peut provenir d'autres espèces vivantes (épidémies). » (Dauphiné, Provitolo, 2013)

Alors que cette équation est présentée comme le produit de deux facteurs, celle-ci est étudiée de manière fortement déséquilibrée dans la littérature scientifique. Une majorité des travaux, en particulier en géographie physique, sont en fait des études de l'aléa et délaisse la prise en compte de la vulnérabilité, qui elle, demeure un objet d'étude privilégié en sciences sociales (Metzger, D'Ercole, 2011).

La vulnérabilité est une notion polysémique, dont les variations de sens dépendent aussi bien des disciplines que des types de risques étudiés. Pendant longtemps, la vulnérabilité ne prenait en compte que le statut passif des territoires ou des individus soumis aux risques. Prise de cette façon, la vulnérabilité ne serait alors rien de plus que les caractéristiques indépendantes illustrant la « *fragilité et la susceptibilité d'endommagement* » du système étudié (Metzger, D'Ercole, 2011). Néanmoins, des travaux plus récents alertent sur la nécessité de prendre davantage en compte les dimensions actives de la vulnérabilité, c'est-à-dire, « *une capacité à modifier voire à engendrer des aléas, une capacité à provoquer des catastrophes, une capacité à provoquer des crises.* » (Metzger, D'Ercole, 2011).

Ces deux conceptions différentes témoignent notamment d'un écart entre sciences appliquées, davantage concentrées sur les dommages quantifiables que peuvent subir les objets exposés aux aléas, et sciences humaines, dont l'intérêt se focalise sur les paramètres qui régulent les potentiels préjudices subis et la capacité d'adaptation des objets concernés (Veyret, Reghezza, 2005).

Cette seconde approche, qui replace la vulnérabilité dans une logique systémique (Meur-Ferec et al., 2020 ; Hellequin et al., 2013) semble particulièrement pertinente pour l'étude des risques sociaux liés aux populations homosexuelles, car elle donne une place plus importante aux aspects sociaux dans l'étude des risques. En effet, alors que les risques sociaux ont été très peu abordés par la géographie des risques, ceux-ci, par leur grande instabilité, échappent à l'ambition probabiliste des sciences appliquées.

Appliquer les approches du risque à l'homophobie pose néanmoins quelques questions de transférabilité des notions. Que considérons-nous comme l'aléa ? La diversité des manifestations des violences homophobes rend particulièrement complexe leur suivi, et encore plus leur quantification (on verra notamment plus tard, dans la partie 2.3.3, que la criminalisation très récente de l'homophobie en France ne permet pas à l'heure actuelle un suivi statistique convaincant). En effet, là où un aléa naturel est relativement fixe et prévisible du fait qu'il se base sur des caractéristiques physiques de l'espace, l'aléa homophobe peut être vu comme résultant d'interactions sociales complexes. La nature du « danger » ou de la « catastrophe » peut alors à tout moment et en temps réel passer d'une forme à une autre en fonction de l'attitude adoptée par l'individu vecteur de l'aléa et l'individu qui sera impacté par celui-ci. L'incertitude est d'autant plus grande que la gravité de la catastrophe peut aller de la simple discrimination au meurtre (Allport, 1979 ; Beck, 2008).

Dans ce contexte, focaliser notre regard sur la vulnérabilité systémique des individus paraît plus adapté dans le sens où, d'une part, nous sommes face à un aléa difficilement saisissable, et d'autre part, l'exposition à cet aléa demeure un élément capital dans les parcours de vie homosexuels. A travers ses quatre composantes principales adaptées à ce cas d'étude (Figure 3), la vulnérabilité systémique permet alors d'aborder le risque dans tout ce qu'il conditionne des pratiques individuelles et collectives : l'aléa (c'est-à-dire la violence homophobe, aussi diverse soit-elle), les enjeux (par exemple, l'intégrité physique et mentale de l'individu), la gestion du risque (les comportements individuels mais également les dispositifs institutionnels destinés à contenir l'aléa), et les représentations de celui-ci (Hellequin et al., 2013).

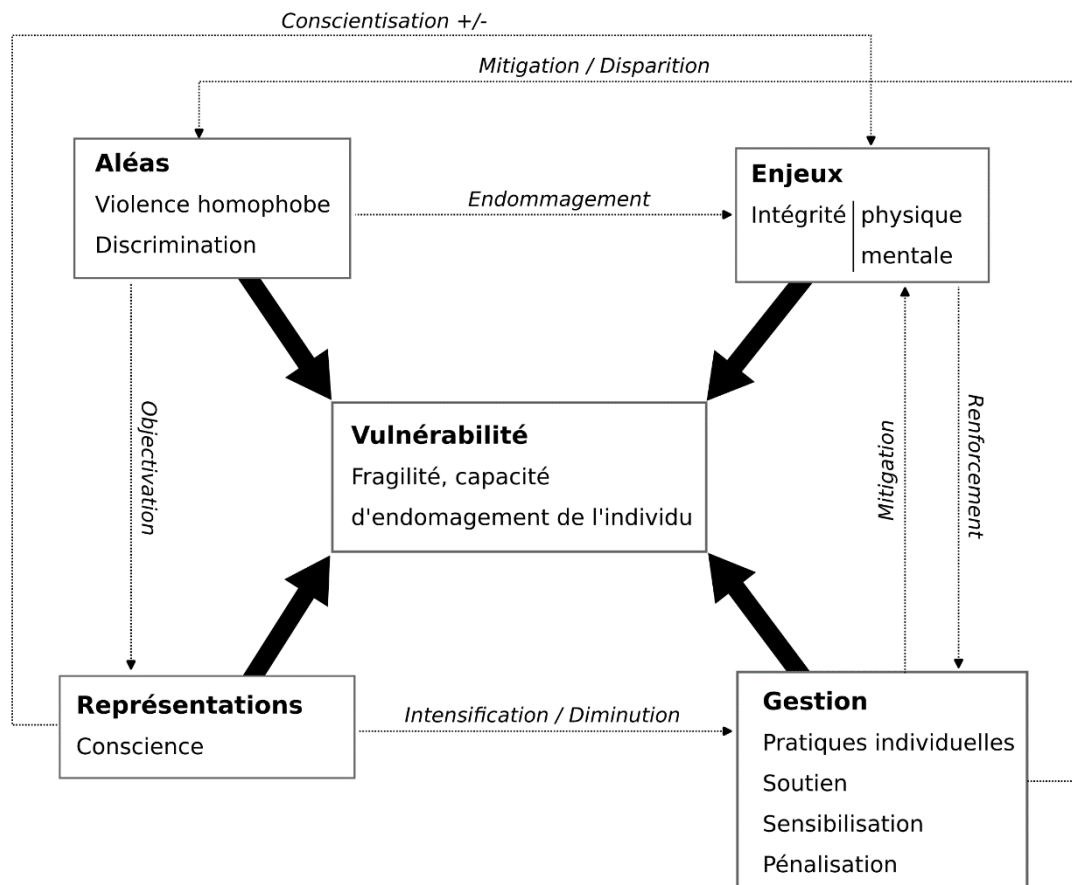


Figure 3 : Le système vulnérabilité adapté au risque homophobe

Sous cet angle, on pourrait alors se questionner quant à la place de l'approche géographique dans l'étude du risque homophobe, puisque, contrairement aux risques naturels, c'est bien ici l'individu, et non l'espace qui est concerné par le risque. Néanmoins, si l'on considère ce risque comme un élément à part entière régissant les spatialités des populations homosexuelles, alors celui-ci devient capital dans la conception des territoires comme ce peut être le cas dans la formation des *safe spaces*, ou des enclaves communautaires homosexuelles évoquées précédemment.

« La pensée sur le risque reste une pensée essentiellement externalisante. C'est-à-dire qu'elle le traite comme un objet externe aux espaces qu'il touche. Or le processus de traduction donne à penser que le risque est littéralement ancré dans les espaces. Il s'agit donc, désormais, d'aborder le risque comme un élément participant activement, intrinsèquement, aux transformations territoriales, capable de marquer certains espaces sur le long terme et même d'être lisible dans le paysage. » (November, 2010)

Des risques naturels aux risques interpersonnels

Au-delà d'un intérêt majoritaire des sciences sociales concernant les risques naturels, quelques chercheurs ont tenté d'adapter cette notion aux risques sociaux, notamment entre individus. Elaborée en 1966 par Sven Lundstedt, la théorie du risque interpersonnel s'intéresse au risque qui

caractérise toutes relations sociales (au sein de la famille, du couple, du travail, etc.). Elle se définit par le risque que prend un individu lorsqu'il donne du contrôle et de l'influence à un autre individu dans le but d'en obtenir des bénéfices (Lundstedt, 1966).

« L'idée principale de la théorie du risque interpersonnel est qu'un individu peut choisir volontairement de céder du pouvoir et de l'influence à d'autres personnes avec lesquelles il est en contact. L'acte lui-même est une forme d'allocation de ressources personnelles à autrui. On dit qu'un tel comportement se produit plus facilement lorsque des actions antérieures de même nature ont été gratifiantes. Et, par conséquent, on peut s'attendre à ce qu'un tel comportement conduise à la coopération entre les gens, selon la théorie, alors que la forme opposée de comportement conduira à la compétition et au conflit. »
(Lillibridge, Lundstedt, 1967, p. 119)

Cette approche se trouve être complémentaire de celles évoquées précédemment, en particulier dans son application au risque homophobe et à la vulnérabilité systémique. On peut en effet résumer ce processus de cession d'influence à la manière dont les individus homosexuels se rendent vulnérables dans le cadre de leurs relations sociales. On peut par exemple envisager qu'une personne homosexuelle puisse révéler son homosexualité à sa famille en espérant que cela lui permette d'ouvrir tout un volet de sa vie intime à ses proches. En dévoilant ces informations, il cède ainsi (d'autant plus si l'individu est mineur et hébergé au domicile familial) du pouvoir à sa famille qui sera libre de l'accepter ou le rejeter sur la base de cette « révélation ». Ce même processus peut se répéter pour chaque interaction sociale (avec des collègues de travail, des amis, des passants dans la rue, etc.) bien que la quantité de pouvoir cédée, et donc la vulnérabilité varie en fonction du lien qu'entretiennent la personne homosexuelle et son interlocuteur (Brozowski, Hall, 2004), mais également des conditions dans laquelle l'interaction se déroule (lieu, présence ou non de personnes témoins).

Envisagé de cette manière, le risque se distingue en deux composantes, une subjective, que l'on pourrait rattacher à la confiance, c'est-à-dire la propension que l'individu a à entrevoir la possibilité que cette cession de pouvoir se retourne contre lui, l'autre, objective, ne prend en compte que les rapports de pouvoir qui sont échangés lors de l'interaction (Lundstedt, 1966). Ainsi, une interaction peut être objectivement très risquée dans le cas d'un dévoilement d'homosexualité, bien qu'être subjectivement très peu risquée car l'individu a pleinement confiance en ses interlocuteurs. L'intrusion de la subjectivité dans cette approche est particulièrement importante car elle envisage alors les mécanismes psychosociaux à l'œuvre dans l'appréhension du risque.

1.3.2 Représentations sociales des risques

En géographie, et plus généralement en sciences sociales, la plupart des travaux se basant sur des études ex-situ ne peuvent prétendre s'intéresser à des faits concrets. En effet, pour beaucoup, les données produites relèvent du discours, du témoignage, et donc plus largement de données indirectes. Par exemple, dans le cas des enquêtes de victimation, ce n'est jamais l'acte de violence qui constitue la donnée, mais bien le récit de l'acte par l'enquêté, faisant entrer en jeu une grande

part de subjectivité, mais également de doutes : est-ce que l'action s'est réellement passée comme la personne la décrit ? A-t-elle exagéré ou minimisé les faits ?

Pour le chercheur, il devient alors indispensable de s'intéresser au contexte dans lequel ces récits sont recueillis, mais aussi d'être attentif aux normes qui pèsent sur les individus et qui vont potentiellement orienter les récits.

Les différences entre les perceptions et les représentations sociales sont souvent floues, si bien que les deux termes sont parfois confondus, y compris dans le domaine scientifique. Il semble pourtant important d'expliquer ici pourquoi un des deux termes a été préféré à l'autre et ce que cela implique dans le contexte de la recherche.

De manière générale, la notion de perception est rattachée à l'expérience sensorielle. Mais même dans le langage courant, on peut s'apercevoir qu'elle est bien plus que cela. Le Larousse présente par exemple trois définitions différentes de ce même terme. Alors que la première relate entièrement cette idée liée au sens par « l'action de percevoir par les organes des sens », la seconde insère déjà cette confusion en utilisant le verbe « représenter » :

« Événement cognitif dans lequel un stimulus ou un objet, présent dans l'environnement immédiat d'un individu, lui est représenté dans son activité psychologique interne, en principe de façon consciente ; fonction psychologique qui assure ces perceptions. »
(Larousse.fr)

En sociologie, le principe de perception n'est que peu lié aux sens mais plutôt aux aspects psychologiques. Ainsi, notre perception serait dépendante de notre culture, de notre sexe, notre classe, engendrant quantités de biais cognitifs, comme des attentes d'arrière-plan, ou des filtres sociaux (Friedman, 2019).

De son côté, le concept de représentations sociales reprend beaucoup de ces éléments, mais apporte aussi une nuance importante. Dans les années 1960, Serge Moscovici théorise celles-ci comme étant :

« un système de valeurs, d'idées et de pratiques ayant une double fonction : d'une part, établir un ordre qui permette aux individus de s'orienter dans leur monde matériel et social et de le maîtriser ; d'autre part, permettre la communication entre les membres d'une communauté en leur fournissant un code pour les échanges sociaux et un code pour nommer et classer sans ambiguïté les différents aspects de leur monde et de leur histoire individuelle et collective. » (Moscovici, 2004)

On remarque dans cette citation le caractère prédominant de la communication, et plus largement des interactions sociales. Là où la perception ne semblait s'intéresser qu'aux aspects internes aux individus, la représentation va plus loin en abordant les échanges au sein des groupes sociaux. Cette même approche est reprise quelques décennies plus tard par Denise Jodelet pour qui les représentations sont « *une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique, et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social* » (Denise Jodelet, 1989, p. 53).

Si l'on part du principe que les représentations sociales sont l'expression via la communication et les interactions sociales de la perception, il semble ainsi plus judicieux de se focaliser sur le concept de représentations. En effet, les méthodes d'enquêtes en sciences sociales donnent peu accès aux perceptions des individus, au contraire, ce sont systématiquement les représentations des phénomènes qui sont recueillies. Que ce soit via des questionnaires ou des entretiens, des cartographies participatives, la récolte et la création de données donnent une part primordiale à la communication et la transmission d'expériences.

Ces représentations peuvent non seulement aider à comprendre une partie des mécanismes liés à la vulnérabilité des populations homosexuelles, mais également à la formation d'imaginaires spatiaux. Ces imaginaires peuvent être une manière de tenir des discours sur des espaces et des lieux sans que cela soit systématiquement corrélé à une connaissance factuelle de ceux-ci (Said, 1972). Pris en ce sens, ces imaginaires qui reposent souvent sur une logique différencialiste et qui sont largement alimentés par les représentations sociales, peuvent concourir à la formation de discours sur des espaces « autres » (Watkins, 2015). Dans les cultures homosexuelles, cela peut s'illustrer notamment par des discours opposant les espaces ruraux et urbains sur des critères de tolérance envers les minorités sexuelles et genrées. Ces imaginaires spécifiques seront plus longuement approfondis dans le chapitre 3.

1.3.3 Les masculinités dans les représentations genrées

Au sein de ce processus, la question du genre peut apparaître centrale. D'autant plus concernant les populations homosexuelles, l'articulation normative entre genres et sexualités peut être vue comme constitutive des discriminations qui pèsent sur elles. Bien que les masculinités aient dans un premier temps été relativement marginales au sein des études de genre, elles ont connu un gain d'intérêt ces dernières décennies. En particulier, les représentations masculines de la violence ont fait l'objet de nombreux travaux, tout d'abord en lien avec les violences exercées par les hommes sur les femmes¹⁰, qu'elles soient sexuelles ou au sein du couple, puis plus tard via leur importance dans la structuration des sociabilités masculines.

C'est notamment le cas dans le sport, où les normes genrées se font ressentir dans le rapport qu'ont les garçons et les filles vis-à-vis du jeu (Connell, 2014). Ainsi, alors que les garçons sont généralement plus dans la violence, la confrontation et l'individualisme, les filles sont encouragées à valoriser l'aspect tactique, le plaisir et le jeu de groupe (Costes, 2014). Cette distinction normative est elle-même perpétuée par les entraîneurs (majoritairement des hommes) qui, par exemple, vont avoir tendance à se montrer plus critiques et plus durs envers les équipes masculines.

Néanmoins, c'est probablement dans le champ de la victimation, en réaction à l'unilatéralité de la prise en compte de la violence dans les études de genre que les représentations masculines ont été particulièrement étudiées. On peut en effet être surpris du peu de considération qui est attribuée aux normes masculines dans les enquêtes de victimation.

¹⁰ Voir en particulier les travaux sur les « Gender-Base Violences » (GBV)

En 2017 par exemple, l'enquête Virage menée par l'INED et qui s'intéresse aux violences sexuelles, conclue en partie en affirmant que « *les échelles de gravité associées aux actes par les personnes victimes sont très différenciées, les hommes étant globalement victimes de faits de moindre gravité.* ». Cette citation à elle-seule pose problème à plusieurs niveaux. Elle suppose que les actes de violences dont il est question sont avérés alors qu'il s'agit de données déclaratives et donc sujettes à de nombreux biais subjectifs. Elle ne questionne également à aucun moment le fait, qu'étant des données déclaratives, on ne peut les analyser sans aborder la question des représentations de la violence.

Plusieurs questions peuvent notamment émerger : est-ce que tous les individus ont les mêmes perceptions de la violence et des actes violents ? peut-on supposer que pour un même acte, tous les individus seront capables de le labéliser de la même manière ?

Bien qu'il soit particulièrement complexe d'établir des généralités, la littérature semble indiquer que le genre est primordial dans la manière dont les individus abordent les violences qu'ils subissent (Lagrange, Ferraro, 1989). En particulier, pour les hommes, le statut de victime s'avère hautement indésirable et est représenté par beaucoup comme un échec à la masculinité.

« Pour la plupart des hommes, une identité de victime n'était pas souhaitable, parce que cela était assimilé à de la faiblesse, un échec de la masculinité, et l'incapacité à exercer une action ; parce que c'était perçu comme un terme qui devrait être réservé pour les plus sérieuses formes d'abus, comme le viol ; ou parce que cela impliquait la cession du pouvoir à l'agresseur. » (Dunn, 2012, p. 3461)

Cet évitement du statut de victime peut particulièrement se répercuter dans la façon dont les hommes communiquent sur les violences qu'ils subissent, avec l'usage par exemple, de stratégies destinées à se mettre en valeur dans un contexte d'agression (valoriser le fait de s'être bien défendu, ou d'avoir bien encaissé les coups par exemple) (Heber, 2017).

Dans d'autres situations, c'est tout simplement l'agression en elle-même qui est présentée comme une impossibilité. C'est le cas pour les agressions sexuelles où la norme masculine voudrait qu'un homme soit systématiquement volontaire et dans l'initiative pour tout acte sexuel. Il apparaît alors par définition qu'un homme ne puisse pas être victime d'agressions sexuelles (Graham, 2006 ; Weiss, 2010). Cela est d'autant plus accentué dans le cas d'agressions sexuelles d'hommes envers d'autres hommes par la superposition du stigmatisme homosexuel en plus de la honte de n'avoir pas su se défendre.

« Comme les hommes, par définition, n'ont pas de rapports sexuels contre leur gré, il risque d'être considéré comme homosexuel si cela se sait. S'il a une érection ou une éjaculation, il peut avoir peur d'être homosexuel ou d'avoir eu un "comportement homosexuel". » (Andersen, 2013, p. 236)

Malgré la faible quantité de travaux sur le sujet, la connexion entre normes genrées masculines et représentations sociales est déterminante, d'autant plus concernant les populations homosexuelles masculines qui sont particulièrement exposées aux violences sexistes sur la base d'une hiérarchie des masculinités.

Cette hiérarchisation des masculinités a fait l'objet des travaux emblématiques de Raewyn Connell qui théorise, en 1995, la notion de masculinité hégémonique. A travers celle-ci, il est possible d'aborder de façon hiérarchique l'expression des différentes masculinités. Au sommet de cette hiérarchie, la masculinité hégémonique se présente comme un idéal masculin glorifié supplantant à la fois le genre féminin et les autres formes de masculinités.

« La masculinité hégémonique peut être définie comme la configuration de la pratique de genre qui incarne la réponse acceptée à un moment donné au problème de la légitimité du patriarcat. En d'autres termes, la masculinité hégémonique est ce qui garantit (ou ce qui est censé garantir) la position dominante des hommes et la subordination des femmes. » (Connell, 2014, p. 74)

Dans la mesure où ce statut hégémonique ne peut être atteint par tout le monde, Connell classe alors la majorité des hommes dans d'autres formes de masculinités, dont la masculinité complice qui concerne des individus qui ne peuvent se revendiquer de l'hégémonie mais qui la soutienne en faisant la promotion de ses codes. Concernant les hommes homosexuelles, Connell utilise le concept de subordination pour décrire cette forme de masculinité. Elle suppose ainsi, dans la lignée des travaux de Judith Butler concernant les « identités impossibles » ou d'Adrienne Rich sur la contrainte à l'hétérosexualité, que l'expression de l'homosexualité, en n'incarnant pas les normes masculines de l'hégémonie, est de fait, subordonnée à celle-ci.

« L'oppression située, parmi les hommes, les masculinités homosexuelles au bas de la hiérarchie de genre. Dans l'idéologie patriarcale, le gay est le dépositaire de tout ce qui se trouve symboliquement expulsé de la masculinité hégémonique, du goût sophistiqué pour la décoration d'intérieur jusqu'au plaisir anal. » (Connell, 2014, p. 76)

Les travaux de Connell ont cependant posé de nombreuses questions, et notamment dans la manière dont ils ont été réutilisés par la suite. En effet, en abordant les masculinités par le prisme des rapports de pouvoir et en particulier du patriarcat, le concept d'hégémonie se focalise souvent trop sur les rapports entre hommes et femmes et trop peu sur les rapports au sein même du genre masculin. Les travaux réutilisant le concept d'hégémonie effectuent ainsi trop souvent une confusion entre les composantes internes et externes aux genres dans les rapports de pouvoir (Christensen, Jensen, 2014), certaines formes de masculinités pouvant de fait être dominantes envers d'autres hommes sans forcément reproduire le patriarcat.

Ces confusions ont permis de mettre à jour et clarifier la place de la masculinité hégémonique dans l'étude des masculinités, notamment en distinguant l'hégémonie, qui est un consensus culturel légitimant le patriarcat, des masculinités dites « dominantes » qui occurrent dans un contexte social donné, et qui visent à marginaliser les écarts à la norme (Messerschmidt, 2018).

D'autres concepts, comme celui de la « virilité » (traduit de l'anglais « manliness ») (Andersen, 2013) peuvent également permettre d'aborder les normes genrées masculines sous un autre angle, en particulier pour mettre en avant les expériences des individus en tant qu'hommes plutôt qu'en se focalisant sur les rapports de pouvoir. Cette approche apparaît particulièrement bénéfique pour sortir d'une vision structurante et interactionnelle de la masculinité, et se focaliser davantage sur l'aspect émotionnel qu'implique le fait d'être un homme. Sur ce plan, Vic Seidler

met en garde contre la pénétration de modes de pensées masculinistes dans les recherches sur le genre, d'autant plus concernant les études sur les hommes, qui tendent à dévaloriser les dimensions émotionnelles en les qualifiant de non-scientifiques.

« Nous pouvons nous trouver dans l'incapacité d'apprendre des critiques féministes de la modernité qui reconnaissent comment les attentes en matière de "théorie" et de "méthodologie" sont elles-mêmes façonnées en termes masculinistes qui dévalorisent systématiquement le "personnel" et l'"émotionnel" comme subjectifs et anecdotiques. »
(Seidler, 2005, p. 24)

Concernant les homosexualités masculines, la structuration de l'hégémonie peut aussi porter à confusion. Alors que Connell place les homosexuels masculins au bas de la hiérarchie de genre (comprendre par là le genre « masculin »), David Plummer préfère aborder la question homosexuelle sous l'angle d'une opposition à la masculinité dans la mesure où ce qui est reproché aux homosexuels est précisément la non-conformité de genre et l'expression de comportements ou caractéristiques habituellement attribués aux genres féminins (Plummer, 2001). Le lien entre la masculinité et l'homophobie paraît ainsi très fort tant la construction même de la masculinité passe en partie par le rejet de tout soupçon d'homosexualité. Être un homme pourrait ainsi se définir par le fait d'affirmer sa non-appartenance aux stéréotypes homosexuels (Kimmel, 1997). Cette prise en compte différente permet d'une certaine manière d'établir une jonction entre le sexisme et les discriminations dont sont victimes les homosexuels dans une logique semblable à celle de Monique Wittig qui affirme que les femmes lesbiennes ne sont pas des femmes (Wittig, 1980). En ce sens, elle constitue un positionnement particulièrement intéressant pour envisager les violences hétéronormatives comme nous le verrons dans la partie II.

Conclusion du chapitre 1

Nous avons pu voir dans ce chapitre le renouveau que la pensée *queer* apporte dans le champ des études des homosexualités. Davantage qu'une approche thématique ou même disciplinaire, elle se présente ici plutôt comme une façon singulière d'aborder la question de l'homosexualité, notamment en s'opposant à la simplification binaire du genre (masculin/féminin) et de la sexualité (homosexuel/hétérosexuel). Cela ne veut pas pour autant dire que ce travail fera abstraction de toutes catégorisations, néanmoins, une attention toute particulière sera portée sur la critique de ces catégories, sur leurs frontières parfois floues, parfois mouvantes, aussi bien pour le chercheur que pour les individus dont les discours alimenteront cette recherche.

Nous avons également pu voir les liens étroits qui peuvent exister entre la pensée *queer* et la géographie culturelle, et l'implication que cela peut avoir dans la compréhension de l'espace. C'est en partie pour cela que j'ai choisi de centrer mon approche davantage sur les spatialités que sur les lieux, aussi bien comme une réponse à l'excessive généralisation qui entoure les communautés homosexuelles, que comme un parti pris de mettre l'individu au centre de mon analyse, sans pour autant nier l'importance des comportements individuels et collectifs dans la formation de lieux.

Dans un troisième temps, le champ de la géographie des risques, bien qu'usuellement mobilisé dans le cas des risques naturels ou technologiques, a été introduit dans le but d'une application à l'hétéronormativité. En effet, on a pu voir comment des concepts tels que l'aléa et la vulnérabilité pouvaient être transposés dans le cas de l'hétéronormativité, en particulier pour comprendre les mécanismes psychologiques et comportementaux des populations homosexuelles dans une optique de gestion des risques. Cette distinction entre l'aléa (événement) et le risque (probabilité) nous a permis d'introduire la notion de représentations sociales. Celle-ci apparaît particulièrement pertinente pour aborder les vécus homosexuels car elle ne se focalise pas exclusivement sur les oppressions subies, mais également sur les imaginaires qui structurent l'exposition supposée à ces oppressions. De ce fait, bien qu'on ne prétende pas mobiliser une approche genrée au sens comparatif du terme, la question du genre, et surtout de la masculinité dans ces représentations apparaît primordiale puisqu'elle apporte une grille de lecture supplémentaire à celles-ci.

CHAPITRE 2

DEFINIR LES CONTOURS DE LA POPULATION CIBLE ET DE SON ANCRAGE SOCIO SPATIAL

Dans ce chapitre, je retracerai les grands concepts qui ont amené à la définition et la caractérisation de la catégorie sociale homosexuelle comme population d'étude.

En premier lieu, il conviendra d'explicitier qui est concerné lorsque l'on parle d'individus homosexuels : Est-ce d'individus ayant des relations homosexuelles ? Des personnes se définissant comme tel ? Ou bien des personnes reconnues comme tel par autrui ? Le concept d'identité sexuelle sera bien sûr mobilisé mais on explorera également les autres approches qui permettent d'aborder la question de l'homosexualité chez les individus, en particulier articulées autour des pratiques et des désirs.

Dans un second temps, j'explicitierai en quoi l'oppression des minorités sexuelles est partie prenante de leur définition en tant que groupe social. A travers les différentes sémantiques existantes pour qualifier les systèmes oppressifs (l'homophobie, l'hétéronormativité, l'hétérosexisme, le préjudice homosexuel) qui poussent à positionner l'homosexualité comme une sexualité déviante et marginale, on verra comment ceux-ci peuvent être considérés comme constitutif des catégories sociales homosexuelles.

Après avoir défini les grands concepts permettant de caractériser ces oppressions, j'explicitierai en quoi certaines terminologies sont plus adaptées que d'autres dans le cadre de cette recherche. Je montrerai également pourquoi on peut considérer ces systèmes oppressifs comme déterminants dans les pratiques sociales et spatiales, en particulier dans le cadre d'une gestion du risque par les individus.

Enfin, dans la mesure où la majorité de la littérature scientifique sur ce sujet est issue et liée aux contextes historiques et sociétaux anglo-américains, on s'appliquera à présenter l'évolution de l'oppression homosexuelle dans le contexte français et ses spécificités.

2.1 La personne homosexuelle : pratiques sexuelles, orientations, identités ?

2.1.1 De l'homosexualité médicale à l'homosexualité sociale

Les traces historiques de pratiques homosexuelles existent dans de très nombreuses sociétés, cependant, le terme « homosexualité » ne date que de la fin du XIXe siècle. Issu du domaine médical, notamment en lien avec la théorie de l'inversion sexuelle¹¹, celui-ci contraste avec les termes utilisés jusqu'alors pour parler de relations entre personnes de mêmes sexes et qui consistaient à désigner des comportements, tels que les termes « sodomite » ou « bougre ». Si auparavant, les actes sexuels entre personnes de mêmes sexes pouvaient être sévèrement punis, la prohibition de ces actes a peu à peu laissé place à l'appropriation des questions sexuelles par la médecine via la pathologisation et l'étiquetage des individus ayant des pratiques homosexuelles, résultant à un contrôle social accru (McIntosh, 2011). L'homosexualité passe ainsi de l'état d'acte (l'acte homosexuel), à la caractérisation des individus (l'homosexuel) selon une logique essentialiste (Foucault, 1994). La définition d'un groupe d'individus homosexuels au sein de la population est donc très récente et pose de nombreuses questions sur les critères permettant de catégoriser ainsi des individus.

L'approche médicalisée de l'homosexualité est fortement remise en cause à partir des années 1950, marquées par les travaux de l'école de Chicago et d'autres chercheurs en sociologie de la déviance qui remettent les individus « déviants », dont les homosexuels, au cœur de la théorie du constructivisme social. Pour ceux-ci, la déviance se définirait par l'échec d'un individu à obéir aux règles du groupe social dans lequel il s'inscrit, et résulterait majoritairement d'un conflit vis-à-vis des normes sociales en vigueur. Présentée de cette manière, la déviance n'est donc pas objectivement bonne ou mauvaise mais dépend surtout du contexte social en place. Elle a pour objectif, d'une part, de renforcer la légitimité des règles conditionnant les fonctionnements du groupe dominant, d'autre part de dissuader les écarts à la norme par son statut indésirable (Becker, 1985). Dans le cas de l'homosexualité, ce basculement de la « pratique déviante » à l'« état déviant » des individus conduit à un phénomène de stigmatisation sociale, c'est-à-dire le fait pour une personne de posséder un attribut (ici l'attraction pour les personnes de même sexe) considéré comme « anormal » dans le groupe social auquel il appartient (Goffman, 1975 ; Falk, 2001).

D'après Mary McIntosh, l'homosexualité devrait ainsi être envisagée comme un rôle social, et non comme un état :

« Nous pensons qu'il faut considérer l'homosexuel comme exécutant un rôle social plutôt que comme répondant à un état. Le rôle de l'« homosexuel », cependant, ne correspond pas simplement à un modèle de comportement sexuel. Si cela était le cas, l'idée de rôle ne serait pas plus utile que celle d'état. Car en introduisant le terme de « rôle », l'objectif

¹¹ Théorie sexologique datant de la fin du XIXe siècle et définissant l'homosexualité comme une inversion des caractères genrés des individus.

est de nous permettre de tenir compte du fait que le comportement dans ce domaine ne correspond pas aux croyances populaires : les modèles de comportement sexuel ne peuvent pas être dichotomisés de la même manière que le sont les rôles sociaux de l'homosexuel et de l'hétérosexuel. » (McIntosh, 2011, p. 3)

Cette notion de rôle social peut donc se définir en termes d' « attentes » (c'est-à-dire un certain nombre de caractéristiques et comportements auxquels l'individu doit correspondre pour se voir attribuer le rôle), celles-ci pouvant varier selon si elles proviennent de personnes homosexuelles ou non-homosexuelles.

« Dans les sociétés modernes où l'on reconnaît un rôle homosexuel séparé, l'attente, de la part de ceux qui exécutent ce rôle comme des autres, est qu'un homosexuel le soit exclusivement, ou de manière prédominante, au niveau des sentiments et du comportement. De plus, il existe fréquemment d'autres attentes, en particulier de la part des non-homosexuels, mais qui affectent cependant la conception qu'ont d'eux-mêmes ceux qui se considèrent comme homosexuels : que ses manières soient efféminées, de même que sa personnalité ou ses préférences sexuelles ; que la sexualité occupe d'une manière ou d'une autre une place dans toutes les relations qu'il entretient avec les autres hommes ; et qu'il soit attiré par les garçons et les très jeunes hommes, et probablement disposé à les séduire. » (McIntosh, 2011, p. 3-4)

Il est évident que cette vision du rôle homosexuel n'est plus totalement d'actualité car datant de la fin des années 1960, néanmoins elle peut encore aujourd'hui façonner une partie de la construction sociale des populations homosexuelles (et non-homosexuelles dans la mesure où l'homosexualité est perçue comme indésirable et façonne donc en opposition également la construction sociale des populations hétérosexuelles) ayant grandi à cette période. On y retrouve notamment une forte polarisation des sexualités, le caractère « féminisant » et l'hypersexualisation de l'homosexualité toujours présents aujourd'hui au sein des luttes LGBT+ (Borrillo, Mecary, 2019).

Cette vision pose ainsi la question de l'évolution du rôle homosexuel au cours du temps et de ses différentes expressions en fonction des lieux. Être homosexuel reviendrait à endosser ce rôle, ou se faire attribuer ce rôle par autrui, et satisfaire au moins en partie aux attentes sociales qui y sont rattachées. Cette thèse a notamment été supportée jusqu'à présent par l'incapacité des sciences à trouver une origine biologique à l'homosexualité. La dimension constructiviste de cette approche est cependant critiquée au sein même des populations homosexuelles, dans le sens où le caractère non inné de l'homosexualité peut remettre en cause, selon les points de vue, sa légitimité, dans l'optique où seul ce qui est biologique est communément perçu comme « vrai » (Vance, 1989).

Ce retour à l'essence sociale de l'homosexualité permet notamment de réintroduire la distinction entre les pratiques et attirances homosexuelles et la caractérisation des individus, qui avait en partie disparue avec la pathologisation de l'homosexualité. La notion de rôle social permet également de recontextualiser l'homosexualité. Si celle-ci est avant tout sociale, alors il est à supposer que la signification de ce rôle peut varier d'un milieu à un autre, (voire tout simplement ne pas exister dans certaines sociétés) mais également d'une époque à une autre en fonction des

évolutions sociétales. L'homosexualité en tant que rôle peut alors conduire à une identité sociale, c'est-à-dire l'intégration ou le rejet des rôles qui sont attribués à l'individu, lui permettant de se positionner lui-même par rapport aux autres (Fischer, 2010). Rapportée au champ de la sexualité, Jeffrey Weeks définit l'identité sexuelle comme le fait de :

« déclarer une appartenance et un positionnement vis-à-vis des codes sexuels dominants. C'est aussi le fait de privilégier l'identité sexuelle aux autres identités, de dire que la façon dont on se voit sexuellement est plus importante que la classe, la race ou la profession. »
(Weeks, 1987, p.1)

Suivant ce principe, les comportements sexuels n'ont qu'un impact limité sur la formation identitaire, un individu peut alors avoir des relations homosexuelles sans pour autant se définir et être défini comme tel par les autres, de même qu'un individu peut se définir homosexuel sans avoir de relations homosexuelles (Weeks, 2017).

2.1.2 L'identité *gay* : de l'hégémonie d'un modèle homosexuel occidental à la théorie *queer*

Le terme *gay* pour désigner les personnes homosexuelles s'est développé dans les années 1950, principalement en se substituant au terme « homosexuel » jugé trop clinique et pathologisant. C'est pourtant cet héritage médical qui est en partie la cause de l'émergence de l'homosexualité telle qu'elle se structure aujourd'hui :

« Ironiquement, le modèle médical a promu l'articulation d'une identité gay et a rendu plus facile pour beaucoup de lesbiennes et d'homosexuels le fait de s'assumer. En élaborant leurs théories, les médecins ont contribué à créer le phénomène que la plupart d'entre eux souhaitaient éliminer. Ils ont transformé une mauvaise impulsion à laquelle les honnêtes gens s'efforçaient de résister en un élément constitutif de la nature de l'individu, inéluctable parce qu'il imprègne son être. » (D'Emilio, 1998, p. 21)

Depuis le début du XXe siècle, les individus homosexuels tendent à se regrouper en communautés, ces logiques ne suivent cependant pas systématiquement une trajectoire unique. Alors que les émeutes de Stonewall aux Etats-Unis en 1969 sont indéniablement l'un des événements majeurs de la formation du mouvement gay et lesbien, elles ne marquent pas pour autant le point de départ de la formation communautaire homosexuelle. En effet, il existe dans de nombreuses nations occidentales, des traces de logiques communautaires homosexuelles dès la fin du XIXe siècle. George Chauncey mettait notamment en avant la visibilité et l'inclusion des populations homosexuelles à New York dès 1890 (Chauncey, 1995). Durant la première moitié du XXe siècle, la culture gay est encore considérée comme une « sous-culture », soulignant de fait l'existence d'autres cultures homosexuelles (D'Emilio, 1998). En France, les premières revues homosexuelles Akademos et Inversions voient le jour au début des années 1900 (Mirande, 2014), suivi par les activistes homophiles d'Arcadie dans les années 1950 (Jackson, 2009) qui resteront les principaux acteurs de la lutte homosexuelle en France jusque dans les années 1970.

Il convient ainsi de rappeler que si aujourd'hui le terme *gay* est utilisé de manière très large pour évoquer l'homosexualité, pas tous les individus homosexuels ne se définissent comme *gay*. Plus

encore, le modèle sociétal états-unien qui a favorisé l'émergence du mouvement *gay* ne peut s'exporter à l'identique dans toutes les sociétés comme le montrent les débats animés qui ont suivi les débuts de l'importation du modèle *gay* en France (Sibalis, 2010 ; Hoquet, 2019).

Mais alors, qu'est-ce qui différencie les *gays* des autres homosexuels ? Si l'on considère qu'être homosexuel définit de manière générale l'ensemble des rôles et identités homosexuelles endossées par les individus admettant des attirances sexuelles ou romantiques pour les personnes de même sexe, alors être *gay* serait une des identités sociales existantes, de la même façon que certaines personnes se définissaient « homophiles » dans les années 1950, ou plus récemment l'identité « yag »¹².

Pris en ce sens, le fait de se définir comme *gay* (voir Glossaire) serait une des formes d'expression d'une identité homosexuelle, comprenant, entre autres, un certain nombre de références culturelles (le drapeau arc-en-ciel, Lady Gaga, Madonna, etc.), une structuration de la vie sociale spécifique (le fait de fréquenter les quartiers gays), et une injonction à la visibilité représentée par la rhétorique du *coming-out* :

« Comme le terme "gay" est solidaire du caractère public des choix sexuels, être openly gay, "ouvertement gay", devient un pléonasme et le coming-out devient le geste inaugural du processus par lequel l'identité passe de l'obscurité à la lumière. » (Hoquet, 2019, p. 120)

Si en théorie, le terme *gay* ne cible qu'une partie des personnes homosexuelles dans les sociétés occidentales modernes, l'usage souvent indifférencié de ce terme avec le terme d'« homosexuel » dans le langage courant entraîne une certaine ambiguïté. Ce même problème se retrouve dans la littérature scientifique sur les thématiques homosexuelles dont la majeure partie date de la période post-Stonewall. En particulier, les travaux en psychologie sociale concernant la formation identitaire homosexuelle sont fortement centrés sur l'identité *gay* sans que celle-ci soit définie en tant que telle. On retrouve ainsi dans les étapes de la formation identitaire, nombre d'éléments caractéristiques de la culture *gay* de la seconde moitié du XXe siècle, comme l'étape obligatoire du *coming-out*, la notion de fierté et le rapport très étroit à la sociabilité *gay* via les pratiques communautaires (Cass, 1979). Ces modèles sont néanmoins de plus en plus contestés depuis les années 1990 en raison de leur linéarité et de la non prise en compte des spécificités de chaque société (Brady, Busse, 1994 ; Kaufman, Johnson, 2004 ; Lewis, 2012). Cette conception très figée de l'homosexualité est en partie une des causes de l'émergence des identités *queer* au cours des décennies précédentes, par la remise en cause de l'essentialisation des articulations entre genre et pratiques sexuelles :

« Le rêve que je trouve le plus attirant est celui d'une société androgyne et sans genre (mais pas sans sexe), dans laquelle l'anatomie sexuelle n'est pas pertinente de qui l'on est, de ce que nous faisons, ni d'avec qui nous faisons l'amour. » (Rubin, 2012, p. 60)

¹² « *gay* » à l'envers, désigne une personne assumant son homosexualité mais n'adhérant pas aux codes sociaux de la culture *gay*.

Ces identités tentent en particulier de réconcilier la sexualité avec certaines catégories sociales ou culturelles jusqu'alors exclues ou invisibilisées des études gays et lesbiennes, comme les personnes racisées (voir mouvement *Afro-queer*), ou certaines catégories socioprofessionnelles comme les agriculteurs (« *Queer Farmer* » : Dentzman et al., 2021 ; mouvement *Eco-queer* : Sbicca, 2012), ou encore certains lieux de vie, notamment les territoires ruraux (Movement Advancement Project, 2019).

L'hégémonie actuelle du modèle gay pose ainsi question sur la réelle représentativité des individus homosexuels dans la mesure où il existe des inégalités d'accès au processus d'identification en lien avec les critères socio-économiques et géographiques. En effet, appliqué à la notion de rôle social selon Mary McIntosh, on peut comprendre que se définir comme gay n'est pas accessible à tous les homosexuels. Cela nécessite une adhésion des individus aux attentes (ou références) du rôle social gay, mais également une validation de ces attentes par les autres gays. C'est ainsi uniquement dans ce cas que les individus auraient la possibilité d'adopter cette identité, posant dans un même temps la question de l'universalité des références gays.

De plus, on peut également se questionner, au-delà d'un processus d'identification qui se ferait par affinité, quant à l'impact du risque dans celui-ci. Il faut en effet rappeler qu'une partie de la formation communautaire homosexuelle résulte d'un phénomène d'exclusion depuis la société hétérosexuelle, et donc de la volonté de reformer un environnement social dans lequel les individus partagent des références et des pratiques communes. Il n'est donc pas à écarter le fait que l'adhésion à l'identité gay, et plus largement à toute autre identité homosexuelle, après l'acquisition des codes qui y sont propres, soit le résultat d'une volonté de contrôler sa vulnérabilité à l'hétéronormativité et aux préjudices homosexuels (Valentine, Skelton, 2003). Ce sujet, qui questionne l'articulation entre les normes hétérosexuelles et homosexuelles sera particulièrement approfondie dans la suite de ce chapitre.

En effet, et c'est peut-être là le principal problème de l'approche identitaire, s'identifier en tant qu'homosexuel ne consiste pas seulement à se rapprocher d'un groupe social que l'on perçoit comme plus réceptif à nos valeurs, mais c'est aussi répondre, se conformer aux valeurs que ce groupe social requiert pour y être intégré (Mellini, 2009).

2.1.3 L'homosexualité en tant que pratique sexuelle

En 1948, Alfred Kinsey publie un des ouvrages les plus marquant concernant les comportements sexuels masculins. Si la stigmatisation de la personne homosexuelle a favorisé l'émergence de nouveaux groupes sociaux et de modes de vie distincts, elle a également favorisé la polarisation des sexualités : être homosexuel se veut ainsi exclusif à l'hétérosexualité. Dans les résultats de son étude, Kinsey montre pourtant que sur la base des comportements sexuels, la binarité homosexualité/hétérosexualité n'a que peu lieu d'être. Il définit ainsi les comportements sexuels sur un continuum en six catégories, de l'hétérosexualité exclusive, à l'homosexualité exclusive. Il en ressort que 37% des hommes interrogés ont déjà eu un rapport homosexuel jusqu'à l'orgasme dans leur vie, et que 10% des hommes ont eu des rapports quasiment exclusivement homosexuels pendant une durée supérieure à trois ans au cours de leur vie. Ces résultats continuent aujourd'hui d'interroger, tant l'écart entre les pratiques et les identités est grand (Kinsey, 1998). En effet, si ce

chiffre de 10% d'homosexuels dans la société continue d'être régulièrement avancé par les organisations militantes pour justifier du poids de cette population, les études sur le sujet peinent toujours à se rapprocher de ces proportions et dépassent rarement les 5%¹³. De ce fait, les travaux de Kinsey ont été maintes fois remis en cause en raison de possibles biais dans les échantillons étudiés.

Cette approche qui considère l'homosexualité à travers les comportements et les attirances sexuelles a largement été utilisée à partir des années 80 et l'épidémie de SIDA avec la catégorisation « Men who have Sex with Men » (MSM dont l'équivalent en français est HsH pour : Homme ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes). En effet, le virus se transmettant de façon privilégiée via les rapports anaux, la délimitation d'une population jugée « à risques » est devenue primordiale.

Une partie de ces travaux se sont particulièrement intéressés à la drague masculine, présentée comme l'un des principaux vecteurs des relations homosexuelles anonymes dans l'espace public. Les revues de littératures qualitatives et quantitatives de Frankis et Flowers sur ces sujets sont particulièrement riches (Frankis, Flowers, 2005 ; 2009) et résument les principales caractéristiques des populations et des lieux en jeux dans ces pratiques sexuelles. Il en ressort ainsi que dans la majorité des études, les pratiquants de la drague masculine se définissent majoritairement comme gays. Ces proportions sont néanmoins très inégales selon les études, comme on peut le voir au travers des travaux précurseurs de Laud Humphreys sur la fréquentation des urinoirs publics dans une ville états-unienne des années 1960 (Humphreys, 2007). Ses observations participantes mettaient ainsi en évidence le fait que peu de pratiquants se définissaient comme « gays ». Il paraît néanmoins y avoir, dans certains cas, une influence de la fréquentation des lieux de drague sur l'émergence d'une identité gay chez des pratiquants (Prestage, Drielsma, 1996).

La question de l'identité sexuelle des hommes ayant des rapports homosexuels continue d'être sujet à interrogations, en partie dû au fait que la pratique demeure entourée de nombreux tabous au même titre que les autres pratiques sexuelles jugées « déviantes » (sodomasochisme, pornographie, voyeurisme, etc.) (Rubin, 2012). En effet, le caractère illégitime des relations homosexuelles tel que perçu par la société, voire parfois même son caractère répréhensible lorsqu'elles ont lieu dans l'espace public rend difficile l'accès à ses participants pour les chercheurs. Les codes comportementaux en vigueur, comme la discrétion, l'anonymat et la communication non verbale rendent d'autant plus complexe l'acquisition d'un matériau de recherche consistant et exploitable (Langarita Adiego, 2017). Ces difficultés ont pu jouer un rôle dans les nombreuses confusions visant à établir un lien entre la pratique de la drague homosexuelle et l'identité sexuelle de ses participants. Certains chercheurs préfèrent ainsi utiliser la simple dénomination de « dragueur » comme d'une identité restreinte uniquement au moment et au lieu de l'activité, aussi bien dans un but de ne pas présupposer de l'identité sexuelle des participants en l'absence d'autodétermination, qu'afin de casser l'illusion d'une binarité des sexualités (Brown, 2008 ; Gaissad, Deschamps, 2007). Les travaux ayant étudié l'identité sexuelle d'hommes se définissant hétérosexuels tout en ayant occasionnellement des rapports

¹³ Gates G. J. (2011), « How many people are lesbian, gay, bisexual and transgender? », The Williams Institute.

homosexuels dévoilent cependant des mécanismes plus complexes où s'articulent la question des identités publiquement endossées, et les identités privées. Pour ces personnes-là, l'identité hétérosexuelle se présente davantage comme une injonction à se positionner sur l'un des deux principaux pôles des orientations sexuelles, alors qu'au niveau individuel, nombreux admettent une sous-catégorisation tendant vers la bisexualité (Carrillo, Hoffman, 2018). Cette distinction au sein du concept d'identité sociale est présente dans la plupart des approches, qu'elles soient en psychologie sociale, sociologie ou psychanalyse. Il est alors question de distinguer l'identité publique, sociale (appartenance à un groupe), de l'identité personnelle, individuelle, ou privée (caractéristiques individuelles de l'individu) (Fischer, 2010).

La question homosexuelle prise par une approche par les pratiques homosexuelles met ainsi en évidence les limites des concepts d'identités sexuelles, ou tout du moins du caractère public de celles-ci, dans la mesure où elles ne sont accessibles qu'à condition d'une visibilité des référents sociaux correspondant et de l'existence d'un intérêt à une auto-identification publique. L'articulation entre les identités et les pratiques interroge également sur la pertinence de dissocier des groupes dont les vécus sont, sur certains points très proches. Par exemple, la catégorie HsH est particulièrement peu mobilisée lorsque l'on aborde les thématiques de l'oppression, en raison d'une plus faible visibilité comparée aux individus dont l'identité homosexuelle est revendiquée publiquement. Pourtant, on peut nuancer l'invisibilité supposée de ces individus tant celle-ci n'est pas absolue. Indépendamment de leur identité sexuelle, les HsH doivent en effet, au moins par intermittence, s'exposer (en ligne sur les sites de rencontre, sur place lors de la rencontre d'un partenaire) à la stigmatisation et au risque homophobe comme en attestent les nombreux guet-apens ayant lieu chaque année sur les lieux de drague (Brethes et al., 2023). La problématique de la vulnérabilité pour ces individus-là apparaît d'autant plus pertinente que l'on est en présence d'individus censés ne pas être identifiés publiquement comme des homosexuels, donc à priori moins vulnérables à l'homophobie, et qui, dans un même temps, ne font pas partie des réseaux communautaires homosexuels, et donc ne bénéficient pas du soutien qui réduirait leur vulnérabilité.

2.1.4 Homonormativités et reproduction des inégalités sociologiques

Depuis la fin du XXe siècle, et l'émergence de la théorie *queer*, le milieu gay et lesbien est la cible de critiques basées sur la reproduction des normes sociales et donc d'exclusions sociales, faisant le plus souvent subir une double discrimination aux personnes concernées (s'ajoutant à la stigmatisation homosexuelle d'autres discriminations comme le racisme, le classisme ou encore l'âgisme). En effet, les quartiers gays qui, à l'époque de leur formation étaient accessibles au plus grand nombre compte tenu de l'appropriation d'espaces urbains en déclin, sont peu à peu devenus des quartiers très prisés au cœur des capitales occidentales. Cet embourgeoisement a de fait provoqué une forte normativité du milieu gay, fréquenté majoritairement par des hommes, jeunes, blancs et au capital économique conséquent (Giraud, 2014). On observe ainsi une impossibilité d'accès de ces lieux aux individus faiblement dotés économiquement, ne pouvant s'offrir l'accès aux bars ou clubs gays dont les tarifs d'entrée et de consommation peuvent parfois être prohibitifs.

L'assimilation de ces populations gays au cœur du système économique moderne a notamment fait émerger la notion d'homonormativité (Duggan, 2002), c'est-à-dire la critique de cet assimilationnisme uniquement lorsqu'il concerne des populations qui adhèrent aux normes hétérosexuelles, au système capitaliste et à la société de consommation. L'homonormativité pointe ainsi du doigt l'organisation marchande du milieu gay, mais également le fait que la lutte homosexuelle soit tournée majoritairement autour de l'accession au mariage et donc à une adhésion à la norme patriarcale, familiale, hétérosexuelle.

Je souhaiterais néanmoins faire un pas de côté vis-à-vis de la notion introduite par Lisa Duggan. En effet, en mobilisant ce terme dans un rapport binaire, sous la forme d'une norme imposée de manière globale par la société hétérosexuelle sur les individus homosexuels, de surcroît dans une logique capitaliste, la notion d'homonormativité, telle qu'elle est décrite, tend à occulter d'autres systèmes normatifs à l'œuvre au sein des populations homosexuelles, mais surtout, néglige en grande partie le poids des actions individuelles.

A ce sujet, Gavin Brown écrit :

« L'un des problèmes de l'homonormativité est qu'elle cède trop de pouvoir et d'influence aux acteurs étatiques et aux entreprises. Bien que des individus extraordinaires ont catalysé des changements sociaux et politiques clés dans les attitudes envers les lesbiennes et les gays au cours des 40 dernières années, les changements vraiment profonds dans la vie intime des gens ont été le résultat de changements cumulatifs dans les pratiques quotidiennes de millions de personnes, gays et hétéros. » (Brown, 2012, p. 1067)

Sa principale critique repose sur le fait de n'observer et appréhender les changements sociétaux qu'au travers des grandes organisations et mouvement militants. Ce type de mécanisme est par ailleurs très souvent repris au sein même des milieux militants par la glorification des actions collectives telles que les Gay Pride au détriment des activités individuelles menées au quotidien par des millions de personnes homosexuelles et leurs proches, c'est-à-dire ce que Gavin Brown nomme les « vies ordinaires ». Dans un même temps, on retrouve ici la même hiérarchisation des pratiques homosexuelles qui était déjà suggérée par le modèle *gay* sur la base du prisme de la visibilité. De la même manière que l'identité gay s'articule autour du processus de *coming-out* (et donc de la publicisation de soi en tant qu'individu homosexuel), le militantisme *queer* emprunte souvent ce même critère de la publicité des attitudes transgressives pour mettre en avant les actions individuelles ou collectives favorables à la cause, allant parfois jusqu'à questionner le potentiel renforcement de l'hétéronormativité de l'espace que peuvent causer des individus avec un fort *passing* (Bell et al., 1994).

Le second reproche que je pourrais faire à la notion d'homonormativité telle qu'énoncée par Lisa Duggan et qui est très liée à la première, c'est l'absence de regard critique sur les systèmes de normes en vigueur au sein même des communautés homosexuelles, d'autant plus lorsqu'elles sont imprégnées de militantisme. En dénigrant ainsi tous les modes de vie homosexuels se rapprochant du modèle normatif hétérosexuel, ce raisonnement crée une double discrimination. A la fois du point de vue de la majorité hétérosexuelle pour qui, même en récupérant des codes sociaux hétéronormés, un couple homosexuel demeure une transgression des normes sexuelles,

mais aussi du point de vue des communautés homosexuelles, pour qui ce mode de vie s'apparente au mieux à une soumission à la domination hétérosexuelle, au pire, à une trahison.

« Il ne s'agit pas seulement d'adopter des "modèles" hétérosexuels, comme on l'entend dire parfois ("singer les hétéros"; déplorent les gays qui tiennent à rester en dehors de tout cadre institutionnel reconnu -aspiration évidemment illusoire- et considèrent, de façon d'ailleurs très normative, que c'est ainsi que tout gay ou toute lesbienne devrait vivre et vouloir vivre), mais, plus fondamentalement, de retrouver un ancrage familial perdu et peut-être de rétablir par ce moyen des liens avec la famille que l'on a quitté, ou même de se réinsérer dans la vie "normale" en se réinscrivant dans la succession des générations. » (Eribon, 2012, p. 56)

De ce point de vue, il paraîtrait alors plus correct de parler d'homonormativités, au pluriel, afin de prendre en compte la diversité des normes qui pèsent sur les vies homosexuelles, en particulier l'articulation entre les normes hétérosexuelles et homosexuelles et la manière dont les individus naviguent entre celles-ci. Bien qu'encore très peu mises en évidence, ces normes sont néanmoins de plus en plus questionnées dans des travaux récents, en particulier les injonctions au multi partenariat qui pèsent dans certains milieux *queer* (Prieur, 2015 ; Valentine, Skelton, 2003), ou encore les injonctions à la féminité présentes dans certains lieux gays et pouvant mener à un rejet mutuel entre diverses sous-populations homosexuelles (Visser, 2008).

C'est également au travers des normes corporelles que le milieu gay se montre fortement exclusif. Les représentations populaires de l'homosexuel masculin, généralement très jeune, blanc, au corps imberbe et sculpté, laissent peu de place à la diversité réelle des corps homosexuels (Figure 4) (Giraud, 2010). C'est en partie dû à cela que certaines sous-communautés homosexuelles comme le mouvement *bear* ont vu le jour, avec comme objectif la visibilité et l'acceptation des corps marginalisés, principalement basée sur les critères de la pilosité et des rondeurs (Manley et al., 2007 ; Wright, 1997). La question de l'âge et de vieillir en tant que personne gay est également problématique. Que ce soit au travers des normes corporelles ou de la nature même de la scène commerciale gay qui est tournée majoritairement en direction de la jeunesse, l'exclusion des homosexuels âgés n'est envisagée que depuis très récemment dans les travaux académiques et la scène associative (la principale association française à destination des LGBT+ seniors : GreyPride a vu le jour seulement en 2016) (Alessandrin, 2019 ; Waitt, Gorman-Murray, 2007)

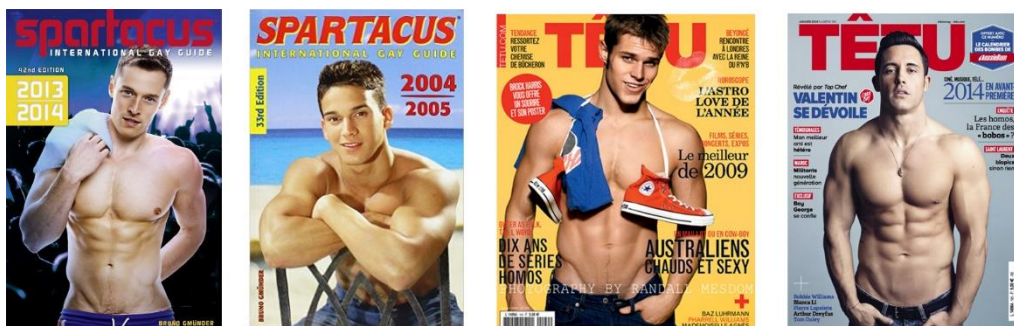


Figure 4 : Couvertures des magazines Spartacus et Têtu des années 2000-2010
Sources : TETU, Spartacus

L'existence de ces normes au sein des milieux homosexuels nuance grandement l'idée que les individus homosexuels, en s'assumant en tant que tels, sortiraient du cadre hétéronormatifs et jouiraient d'une vie dénuée d'injonctions sur le plan de la sexualité. Ce statut de précurseurs (Lerch, 2007) qui pouvait avoir sa pertinence par le passé, par exemple dans les milieux bourgeois ou artistiques du XXe siècle apparaît aujourd'hui peu pertinent. A l'inverse, il semble davantage que le basculement de l'identité hétérosexuelle initiale à l'identité homosexuelle soit caractérisé par le basculement d'un système normatif à un autre (bien qu'il soit complexe à ce stade d'évaluer et de comparer la force de chacun des systèmes).

2.2 Le stigmatisme homosexuel : homophobies et hétéronormativités

Malgré des oppressions systémiques ancrées de longue date dans nos sociétés occidentales, l'intérêt de la science pour la condition homosexuelle et ses impacts sur les individus est relativement récente. Avant même la prise en compte institutionnelle des discriminations que subissent les populations homosexuelles qui s'établie à partir des dernières décennies du XXe siècle, on peut retracer l'essor de l'intérêt des sciences sociales pour l'oppression homosexuelle à partir du milieu du siècle et les travaux en sociologie de l'école de Chicago sur la déviance (parmi les plus notables : Goffman, 1975 ; Becker, 1985)¹⁴.

En revanche, les terminologies permettant d'aborder ces oppressions demeurent aujourd'hui encore très changeantes et sujettes à débats. Il convient donc d'explicitier les choix qui sont fait dans ce travail et de la portée sémantique de chaque terme employé, en partant de l'« homophobie » largement dominant dans le langage courant et institutionnel jusqu'à des termes plus récents mais aussi plus précis permettant de capter toutes les nuances et échelles d'appréciations des oppressions concernant les populations homosexuelles (Figure 5).

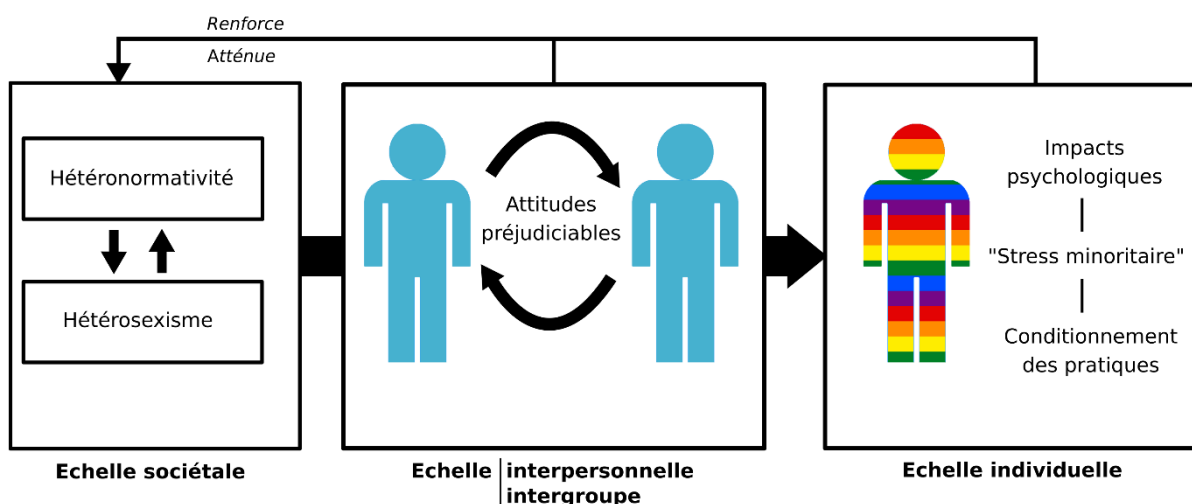


Figure 5 : Echelles de prise en compte des oppressions pesant sur les individus homosexuels

¹⁴ On peut néanmoins trouver les prémices de ces travaux dans les écrits d'Emile Durkheim de la fin du XIXe siècle

2.2.1 Homophobie : origine médicale, usages courants

Le terme « homophobie » a été inventé en 1972 par le psychologue George Weinberg (Weinberg, 1972). A son origine, le terme vise à pathologiser les réactions négatives que certaines personnes peuvent avoir en présence d'individus homosexuels sur la base d'une réaction phobique, c'est-à-dire une peur démesurée et irrationnelle de l'homosexualité. Bien que la notion soit issue dans un premier temps du milieu médical, elle s'est largement démocratisée à la fin du XXe siècle pour désigner l'ensemble des attitudes et systèmes de pensées négatifs à l'encontre des minorités sexuelles. Si à la fin du XIXe siècle, la tendance est à la pathologisation de la personne homosexuelle, on observe depuis plusieurs décennies un basculement des préoccupations scientifiques vers la personne homophobe, dans ce qu'Éric Fassin nomme « l'inversion de la question homosexuelle » (Fassin, 2008). L'enjeu n'est alors plus autant de comprendre les conditions d'existence et d'expression de l'homosexualité, mais plutôt d'analyser pourquoi celle-ci dérange et fait débat dans nos sociétés modernes.

« Au lieu de se consacrer à l'étude du comportement homosexuel, traité dans le passé comme déviant, l'attention est désormais portée sur les raisons qui ont mené à considérer cette forme de sexualité comme déviante ; de sorte que le déplacement de l'objet d'analyse vers l'homophobie produit un changement aussi bien épistémologique que politique. Épistémologique, car il ne s'agit pas tant de connaître ou de comprendre l'origine et le fonctionnement de l'homosexualité que d'analyser l'hostilité déclenchée par cette forme spécifique d'orientation sexuelle. » (Borrillo, Mécarry, 2019, p. 4)

Dans le langage scientifique, le terme « homophobie » a connu de très nombreuses variations de sens et aujourd'hui encore il n'en existe pas de définitions clairement délimitées (Tableau 1). En effet, celles-ci peuvent couvrir un éventail très large d'actions, d'attitudes ou de systèmes de pensées négatifs à l'encontre des personnes homosexuelles, voire dans certain cas étendu à l'ensemble des membres de la communauté LGBT+. L'homophobie peut ainsi couvrir des cas de violences physiques, verbales, de rejet, de harcèlement ou encore de discriminations personnelles ou institutionnelles envers les minorités sexuelles.

Auteur	Date	Définition
Weinberg	1960's	Peur, mépris et haine exprimée par les personnes hétérosexuelles envers les personnes lesbiennes, Gays et Bisexuelles.
Weinberg	1972	Peur irrationnelle des personnes hétérosexuelles d'être en contact avec des personnes lesbiennes Gays ou Bisexuelles
Macdonald	1976	Une peur irrationnelle et persistante des homosexuels
Morin et Garfinkle	1978	La peur irrationnelle d'un individu, aussi bien qu'un système de croyance culturel qui soutient les stéréotypes négatifs à l'encontre des personnes gays.
Hudson et Ricketts	1980	Une construction unidimensionnelle composée de plusieurs réponses émotionnelles (peur, colère, dégoût) que certaines personnes éprouvent en interagissant avec des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres ou des personnes en questionnement (LGBTQ).
Fyfe	1983	Réside dans les attitudes négatives, les liens culturels liés aux rôles sexuels traditionnels et aux traits de personnalité.
Brittin	1990	Peur et antipathie envers les lesbiennes et hommes gays.
Adams et al.	1996	Une construction qui consiste en des attitudes négatives, une régulation de l'affect et de la malveillance à l'égard des lesbiennes et des hommes gays.
Sears	1997	Les préjugés, discriminations, harcèlements ou actes de violence à l'encontre des minorités sexuelles, dont les lesbiennes, hommes gays, bisexuels, et personnes transgenres, mis en évidence par une haine ou peur profondément ancrée de ceux qui aiment et désirent sexuellement des personnes de même sexe.
Adam	1998	Attitudes négatives à l'encontre des lesbiennes, gay et (parfois) personnes bisexuelles.
Herek	2000	La marginalisation et la privation de droits des lesbiennes et des hommes gays.
Kritzinger	2001	Une façon par laquelle la stricte adhésion aux rôles genrés est forcée et l'oppression de genre maintenue.
Herek	2004	Fait référence aux croyances individuelles et aux comportements émanant d'une idéologie personnelle. Ignorance, peur individuelle ou sociale des gays et/ou des lesbiennes. L'acte homophobe peut inclure le préjugé, la discrimination, le harcèlement, les actes de violences et de haine.

Tableau 1 : Définitions de l'homophobie d'après différents auteurs
Source : traduit de Smith et al., 2012

Récemment, la pertinence du terme homophobie a été remise en cause par plusieurs auteurs du fait de la non-correspondance étymologique du mot aux violences qu'il est censé décrire (Logan, 1996 ; Herek, 1986 ; Blumenfeld, 1992). En effet, là où une phobie donne usuellement lieu à un diagnostic et à un traitement médical, ce n'est pas le cas pour l'homophobie. De plus, il place la personne homophobe en victime, de par l'impossibilité pour celle-ci de gérer ses pulsions phobiques et donc la déresponsabilisation de ses actes (Chamberland, Lebreton, 2012).

Enfin, ce terme pose problèmes au vu de sa compréhension par la population en générale et sa similitude avec d'autres termes exprimant réellement des phobies (par exemple l'arachnophobie, la claustrophobie, etc.). Cela peut ainsi rendre complexe pour les personnes ayant des comportements anti-homosexuels d'admettre être homophobes car ne ressentant pas de peur pour les personnes homosexuelles.

« La haine ne fait pas partie de la phobie dans le DSM-III et DSM IV. Par exemple, une personne arachnophobe a peur des araignées ; il ou elle ne déteste pas les araignées. Dans le domaine de la psychiatrie, une phobie n'est pas une condition liée à la colère ou à l'opposition ; c'est une condition anxieuse. »

« Un individu peut avoir peur d'un objet sans le détester ou ne pas l'aimer. Alternativement, un individu peut détester un objet mais ne pas en avoir peur. Certaines personnes qui détestent quelque chose peuvent consciemment rechercher le contact à cette chose, ce que des personnes phobiques font rarement. Par exemple, certaines personnes détestent ou n'aiment pas les homosexuels et vont activement chercher à les attaquer. Cela est difficilement interprétable comme de "l'évitement phobique". » (White, 1999, p. 78)

Il apparaît ainsi que l'homophobie tend à diminuer au contact des personnes homosexuelles, ce qui, dans le cas de réactions réellement phobiques, aurait tendance à aggraver la situation (Schiffman et al., 2006). Cela est notamment confirmé par les différentes éditions du DSM (Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders) qui estiment seulement aux environs de 10% la prévalence d'une réelle phobie, tous types de phobies confondues. Bien qu'aujourd'hui, le terme « homophobie » a largement perdu de sa substance initiale, de nombreux chercheurs continuent néanmoins de l'employer tout en adaptant le concept aux problématiques actuelles, c'est-à-dire une prise en compte via la question de l'idéologie, de la croyance (Herek, 2004), ou encore du conservatisme genré (Kitzinger, 2005). Il semble ainsi important de souligner que l'usage moderne de l'homophobie diverge grandement de sa définition initiale. Néanmoins, la popularisation et l'entrée du terme dans le langage courant a probablement motivé la conservation de celui-ci sans pour autant que la dimension phobique reste systématiquement mobilisée.

2.2.2 L'homophobie comme préjudice

Alors que l'usage du terme « homophobie » continue d'être dominant dans la définition des hostilités envers les populations homosexuelles, sa prise en compte tend depuis plusieurs décennies vers la question des préjudices. Dès les années 1980, Gregory Herek introduit l'idée de la multiplicité des manifestations homophobes et de ses causes, rompant ainsi de l'approche exclusivement phobique de Weinberg (Herek, 1986). Cette idée d'une homophobie non « monolithique » est confirmée dans les décennies suivantes chez les psychologues, en particulier par la distinction des facteurs individuels et sociétaux pouvant mener au rejet de l'homosexualité. L'idée de l'homophobie en tant que préjudice est fortement explorée à la fin du siècle afin de dissiper la confusion faite avec la dimension phobique.

« L'application du terme "homophobie" pour décrire les réponses anti-homosexuelles est imprécise et inappropriée et devrait seulement être utilisée pour décrire les quelques individus qui présentent une réelle phobie envers les gays et les lesbiennes [...] La plupart des réponses anti-homosexuelles tombent dans la catégorie du préjudice et l'utilisation du terme "homopréjudice" pour décrire de telles réponses est recommandé. » (Logan, 1996, p. 50)

Le concept de stigmatisation permet notamment de mettre en avant les mécanismes cognitifs à l'œuvre dans la constitution du rejet des homosexuels. Il délaisse ainsi le côté irrationnel de la phobie pour se concentrer sur la structuration aux niveaux individuels et sociétaux de la négativité envers les identités, les comportements et les communautés non hétérosexuels (Herek, 2004).

Théorisé dans un premier temps par Gordon Allport, le préjudice se définit comme *« une attitude d'aversion ou d'hostilité à l'égard d'une personne qui appartient à un groupe, simplement parce qu'elle appartient à ce groupe et qu'elle est donc présumée avoir les qualités répréhensibles attribuées au groupe. »* (Allport, 1979, p.7). Il se rapporte au mécanisme cognitif de surcatégorisation, c'est-à-dire le fait d'attribuer à toute une catégorie de personnes les attributs d'une personne qu'on connaît ou dont on a entendu parler. Alors que ce mécanisme apparaît comme tout à fait naturel et banal dans le fonctionnement humain, notamment afin de faciliter les prises de décisions, il peut s'avérer néfaste lorsqu'il n'est pas contesté ou vérifié par l'expérience. Ce qui initialement peut être considéré comme un préjugé devient alors préjudice s'il n'est pas rectifié par des évidences factuelles (Allport, 1979) (par exemple, le préjugé selon lequel les hommes homosexuels sont tous efféminés peut se muter en préjudice en cas d'absence de représentations d'hommes homosexuels non efféminés).

L'approche par le préjudice s'enrichit également au travers de la question des stéréotypes, terme assez proche du principe de catégorisation dans le sens où la stéréotypisation est elle-même une forme de catégorisation.

« Un stéréotype reflète la croyance qu'un attribut particulier est caractéristique du groupe dans son ensemble, indépendamment de la variation réelle entre les membres du groupe. » (Aronson, 2018, p. 147)

De la même façon que la catégorisation, les stéréotypes permettent de faciliter les représentations cognitives du monde et des individus. Ils peuvent permettre dans certains cas de se protéger d'une certaine catégorie de personnes : par exemple, se méfier davantage des jeunes en termes de violence que des personnes âgées (Aronson, 2018). Néanmoins, au-delà de leur aspect pratique, les stéréotypes sont néfastes par leur grande imperméabilité aux processus de déconstructions, ce qui encourage de ce fait leur transformation en des critères biologiques, voire génétiques. Il est d'ailleurs intéressant de constater que les travaux en biologie qui cherchent les causes de l'homosexualité tendent souvent vers la question de l'équilibre des hormones sexuelles pour tenter de justifier la non-conformité de genre dans les pratiques homosexuelles (Balthazart, 2010).

Enfin, un des bénéfices non négligeables de la prise en compte de l'homophobie comme d'un préjudice réside dans les perspectives de luttres contre celle-ci. En effet, la personne homophobe

n'est plus considérée comme « victime » de sa phobie mais bien comme un agent actif de la reproduction sociale du préjudice. Selon l'hypothèse du contact (Allport, 1979), hypothèse selon laquelle les préjudices pourraient être diminués entre deux groupes sociaux grâce au maintien de relations entre eux, les stéréotypes ont avant tout leur importance entre des personnes qui ne se connaissent pas, ou se connaissent mal. Cela requiert néanmoins certaines conditions, en particulier des perspectives de coopération entre les membres des deux groupes, des contacts non subis et qui ne s'inscrivent pas dans une logique de subordination.

« Les préjudices (à moins qu'ils ne soient profondément enracinés dans la structure de caractère de l'individu) peuvent être réduits par un contact sur un pied d'égalité entre les groupes majoritaires et minoritaires dans la recherche d'objectifs communs. L'effet est considérablement accru si ce contact est cautionné par des supports institutionnels (c'est-à-dire par la loi, la coutume ou l'atmosphère locale), et s'il est d'une nature qui conduit à la perception d'intérêts communs et d'une humanité commune entre les membres des deux groupes. » (Allport, 1979, p. 281)

Une fois que les contacts entre les membres des groupes majoritaires et minoritaires sont suffisamment récurrents, les stéréotypes sont par la suite remplacés par les caractéristiques spécifiques à chaque individu (Aronson, 2018 ; Herek, 1986). « Soigner » l'homophobie n'incombe ainsi plus exclusivement à la psychiatrie mais bien à l'ensemble des individus qui composent la société et dont les interactions vont participer à déconstruire les stéréotypes et donc diminuer l'impact et l'expression des préjudices.

2.2.3 A la source du préjudice : Hétéronormativité et pensée hétérosexiste

La normalisation de l'hétérosexualité n'est pas un phénomène récent. Bien que le terme « hétérosexuel » date, tout comme « homosexuel » du XIXe siècle, la production d'une norme hétérosexuelle date quant à elle du Moyen-Age et de l'émergence de la société courtoise (Tin, 2008). Dans cette logique, l'hétéronormativité se rapporte au fait que l'hétérosexualité et les pratiques socio-culturelles qui y sont rattachées, le couple homme/femme, l'institution du mariage, de la famille, sont présentées comme « normales » et donc non questionnables.

« L'hétéronormativité peut être définie comme l'ensemble de relations, actions, institutions et savoirs qui constituent et reproduisent l'hétérosexualité comme « normale », souhaitable, voire naturelle. Elle désigne donc le modèle hégémonique des rapports de genre, qui postule la complémentarité asymétrique des sexes et la primauté de l'hétérosexualité, à travers l'essentialisation des catégories de masculin et féminin, et en présupposant la concordance nécessaire entre genre (masculin, par exemple), sexe (mâle) et désir sexuel (envers la femme). » (Fidolini, 2019, p.801)

Ce mécanisme, qui tend à se reproduire lui-même, est particulièrement renforcé par un système qui lie des représentations sociales majoritaires à des micro-actions individuelles du quotidien (Figure 6). Ces représentations peuvent par exemple consister en la publicité du mariage hétérosexuel au travers de divers médias (publicités, salon du mariage, films romantiques, etc.) qui va elle-même se répercuter sur les orientations de vie des individus, ce qui va en rétroaction

renforcer les représentations sociales. Ce cadre hétéronormatif qui s'autoalimente lui-même produit également de façon externe une double action d'invisibilisation et de marginalisation des pratiques et comportements qui dévient de ce cadre. Ce processus d'invisibilisation est nourri à la fois par l'absence de représentations non hétéronormatives et par les individus eux-mêmes qui vont avoir tendance à éviter de revendiquer une position marginalisante.

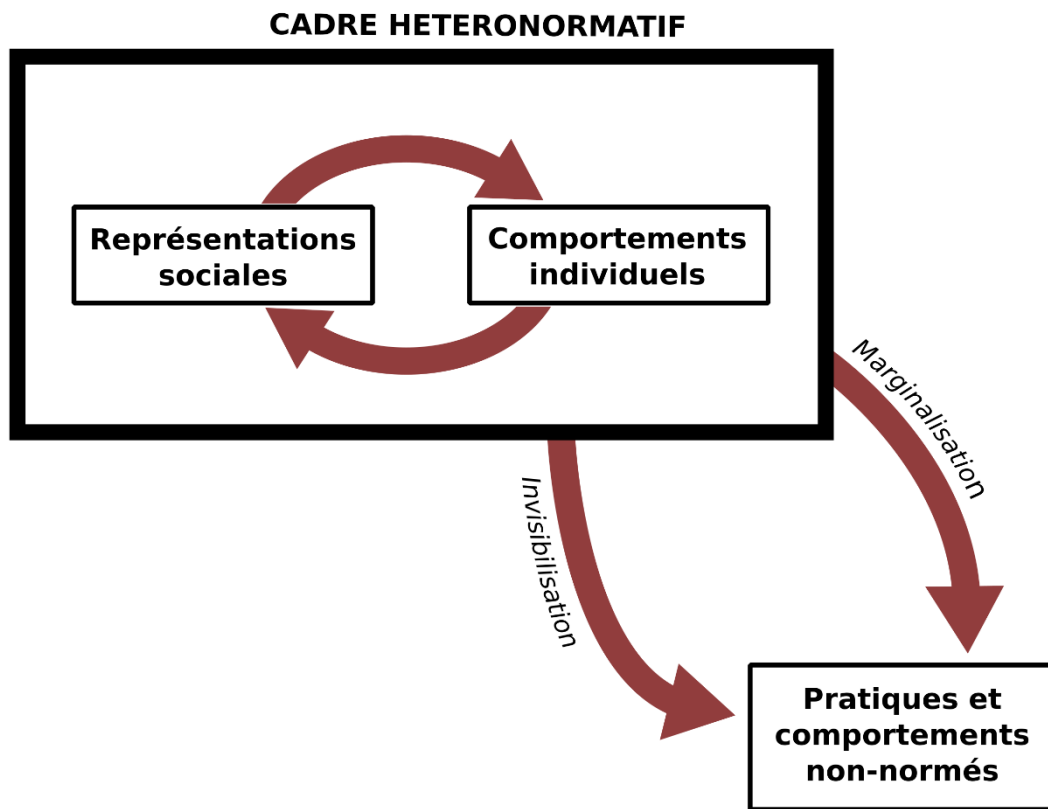


Figure 6 : Système hétéronormatif

En premier lieu, cette hétéronormativité se retrouve bien entendu dans l'éventail des possibles concernant les orientations sexuelles et les pratiques amoureuses, c'est-à-dire la primauté de l'hétérosexualité, du couple monogame cohabitant, et de la parentalité. En soi, elle s'apparente en grand partie à ce qu'Adrienne Rich nomme l' « hétérosexualité compulsive » (Rich, 1980).

« En effet, dans la culture hétérosexiste issue de la société bourgeoise du XIXe s., la double injonction à la conjugalité et à la parentalité constitue un système de pensée horizontale et verticale rigoureusement articulé, véritable quadrillage de l'espace social, qui laisse dans ses marges ainsi stigmatisées non seulement bien sûr les homosexuels, hommes et femmes, fussent-ils en couple, et même (surtout) avec enfants, mais aussi les célibataires à la Balzac, le "vieux garçon", la "vieille fille", les "catherinettes", les divorcés de tous bords, le couple-non-marié, le couple-sans-enfant, etc. » (Tin, 2003, p. 209)

Mais c'est aussi au travers de pratiques bien moins souvent reliées à la sexualité que l'hétéronormativité peut s'immiscer dans la vie quotidienne, en particulier dans la répartition des rôles genrés au sein des relations amoureuses. Cela peut par exemple être le cas dans des situations, à priori, non sexualisées, comme un dîner au restaurant où il est traditionnellement

attendu dans le couple que l'homme paye l'addition et goute le vin (Browne, 2006), mais également via la culture de la drague lors des réceptions de mariages ou aux bals de fin d'année où ont lieu des pratiques genrées très codifiées comme le fait pour les garçons de devoir inviter les filles à danser (Hubbard, 2008).

Cette rigidité des rôles genrés s'illustre régulièrement dans la culture populaire. En 2021, lors de la 11^{ème} saison de l'émission *Danse avec les Stars*, le candidat Bilal Hassani a été le premier à danser avec une personne de même sexe dans l'histoire de l'émission en France. Le traitement médiatique de l'information et les débats que cela a provoqué est particulièrement révélateur de l'ancrage profond dans les mœurs de l'hétéronormativité qui régit certaines pratiques. Avant cette première française, plusieurs participants et participantes avaient occasionnellement pu danser avec des personnes de mêmes sexes dans des versions étrangères de l'émission (notamment Courtney Act et Joshua Keefe dans la version australienne en 2019, Shangela et Gleb Savchenko dans la version états-unienne en 2022). Pourtant, même à travers ces exemples, transgressifs dans une certaine mesure, on peut remarquer la pénétration de la sexualité dans le domaine de la danse. En effet, la majeure partie des candidats ayant souhaité danser avec une personne de même sexe s'avèrent être issus de minorités sexuelles. Egalement, dans plusieurs cas, dont celui de Bilal Hassani, on retrouve une grande persistance du principe de la complémentarité des genres et des stéréotypes genrés : l'un des partenaires arborant une apparence typiquement masculine, tandis que l'autre endosse le rôle féminin.

Contrairement à l'homophobie qui constitue une opposition claire à l'homosexualité et plus largement, à tout ce qui n'est pas hétérosexuel, l'hétéronormativité et sa forme plus active qu'est la pensée hétérosexiste se positionne davantage sur le maintien de l'hégémonie hétérosexuelle. Apparue pour la première fois dans le milieu militant des années 1970, le terme « hétérosexisme », construit sur le même principe que le « racisme » ou le « sexisme », traduit la hiérarchisation des sexualités dans les sociétés modernes, plus précisément la domination de l'hétérosexualité sur les sexualités non hétérosexuelles. Différemment de l'homophobie, elle fait état d'une idéologie concourant à l'invisibilisation et la négation de toute forme de sexualité autre que l'hétérosexualité dominante.

« Je définie l'hétérosexisme comme une vision du monde, un système de valeur qui récompense l'hétérosexualité, qui présume que c'est la seule manifestation appropriée de l'amour et de la sexualité, et dévalue l'homosexualité et tout ce qui n'est pas hétérosexuel. L'hétérosexisme est lié mais différent de l'homophobie. Alors que l'homophobie implique une peur active et le dégoût de l'homosexualité, l'hétérosexisme souhaite la disparition des gays et des lesbiennes, ou présume qu'ils n'aient jamais existés. » (Herek, 1986, p. 925)

De son côté, Suzanne Pharr propose une définition proche de celle d'Herek en définissant l'hétérosexisme au niveau structurel de la société, comme une force diffuse qui n'agit pas directement, mais qui tend à favoriser l'expression des comportements et attitudes homophobes.

« L'hétérosexisme crée un climat propice à l'homophobie en supposant que le monde est et doit être hétérosexuel et en affichant le pouvoir et les privilèges comme la norme. L'hétérosexisme est la manifestation systématique de l'homophobie dans les institutions de la société. L'hétérosexisme et l'homophobie travaillent ensemble pour imposer

l'hétérosexualité obligatoire et ce bastion du pouvoir patriarcal qu'est la famille nucléaire. » (Pharr, 1988, p. 16)

Défini de cette façon, l'hétérosexisme englobe tous les systèmes de pensées et systèmes institutionnels qui renforcent au quotidien l'injonction à l'hétérosexualité. Il existe cependant plusieurs disparités dans l'appréciation de ce terme en fonction des disciplines et des auteurs. Par exemple, le sociologue Eric Fassin trace la frontière entre l'homophobie et l'hétérosexisme au niveau de la frontière entre l'individuel et le collectif :

« L'usage actuel hésite en effet entre deux définitions fort différentes. La première entend la phobie dans l'homophobie : il s'agit du rejet des homosexuels, et de l'homosexualité. Nous sommes dans le registre individuel d'une psychologie. La seconde voit dans l'homophobie un hétérosexisme : il s'agit cette fois de l'inégalité des sexualités. La hiérarchie entre hétérosexualité et homosexualité renvoie donc plutôt au registre collectif de l'idéologie. » (Fassin, 2008, p. 76)

De son côté, le psychologue Gregory Herek conçoit l'existence d'un hétérosexisme individuel (ou « hétérosexisme psychologique ») aussi bien que collectif (« hétérosexisme culturel »), et ne réduit l'homophobie qu'à son expression phobique clinique. Au niveau individuel par exemple, cet hétérosexisme se mettrait en place dès le plus jeune âge par l'exposition aux schémas familiaux dominants et l'internalisation des connotations négatives envers ceux qui transgressent les normes sexuelles et genrées. Au niveau institutionnel, il s'exprimerait plutôt au travers des valeurs sociétales favorisant la conjugalité, la monogamie, et stigmatisant les pratiques sexuelles non reproductives (Herek, 1986).

L'hétérosexisme est notamment lié et renforcé par l'hétéronormativité de la société. Bien que les deux termes soient très proches, l'hétéronormativité ne consiste qu'en un état de fait, mettant en évidence l'aspect majoritaire de l'hétérosexualité et des modes de fonctionnement qui y sont liés. L'hétérosexisme va plus loin, dans le sens où, non seulement il ne remet pas en cause l'hétéronormativité, mais participe à la renforcer en légitimant l'invisibilisation et la stigmatisation des sexualités non hétérosexuelles.

Comparativement à la notion commune d'homophobie, l'hétérosexisme a également la particularité d'étendre le champ des victimes potentielles à la totalité des individus non hétérosexuels. Là où l'homophobie suggérerait un rapport interpersonnel entre agresseur (l'homophobe) et victime (l'homosexuel(le)), l'hétérosexisme ouvre la porte à un champ plus large de préjudices envers les personnes non hétérosexuelles en se focalisant sur le rapport de domination qui existe entre l'hétérosexualité et les autres sexualités. A ce titre, plusieurs auteurs suggèrent de préférer l'utilisation du terme « hétérosexisme » à « homophobie » (Smith, Oades, McCarthy, 2012 ; Chamberland, Lebreton, 2012).

Bien que, dans une optique scientifique, l'hétérosexisme apparaisse plus pertinent pour mettre en évidence les mécanismes sociétaux à l'origine des préjudices homosexuels, sa démocratisation dans le langage courant est, dans l'immédiat, plus controversée. En effet, de par son absence des textes juridiques (contrairement au sexisme ou au racisme par exemple), le terme peut s'interpréter, à l'heure actuelle, comme une euphémisation de l'homophobie (Fassin, 2008),

permettant de légitimer les différences de traitements entre homosexuels et hétérosexuels dans l'accès au droit à la procréation, à la filiation ou à la conjugalité, dans ce que Daniel Borrillo appelle un « hétérosexisme différentialiste » (Borrillo, Mécaray, 2019).

Un exemple parmi les plus marquants de cet hétérosexisme reste les propos de Christine Boutin lors des manifestations de 2012 contre l'ouverture du mariage civil aux couples homosexuels :

« Les homosexuels peuvent se marier naturellement mais avec une personne de l'autre sexe »

Ici, la discrimination se justifie par la différence marquée entre les sexualités au sein d'un cadre présenté comme immuable qui est le droit français. Si, en soi, l'affirmation est correcte et qu'effectivement, sous cet angle, les homosexuels bénéficient des mêmes droits que les hétérosexuels (tous ont accès au mariage hétérosexuel), elle cache en réalité le fond du problème, qui est l'hétéronormativité de l'institution du mariage. Ainsi, sans être ouvertement homophobe, cette citation est profondément hétérosexiste du fait qu'elle souhaite conserver le statut de l'hétérosexualité comme seule sexualité acceptable et envisageable dans le cadre marital.

2.2.4 Conservatisme genré et sexisme

De la même façon que la pensée *queer* tend à favoriser l'intersectionnalité entre la sexualité et le genre, de nombreux parallèles peuvent être observés entre les mécanismes d'oppressions de l'homosexualité et les normes genrées. En effet, les liens existants entre le sexisme et l'homophobie sont établis de longues dates tant la critique d'une non-conformité de genre est inhérente à l'injure homophobe. Que ce soit en langue française ou anglaise¹⁵, une part non négligeable des injures à destination des homosexuels masculins servent ainsi à critiquer un écart à la norme masculine et la féminisation des individus.

« L'homophobie est fortement liée au sexisme. L'homophobie est l'intériorisation, pour chaque individu, du sexisme dans ses rapports aux autres. L'homophobie est la discrimination envers les personnes qui montrent, ou à qui l'on prête, certaines qualités (ou défauts) attribuées à l'autre genre » (Welzer-Lang, 1994)

En outre, l'homophobie peut apparaître comme déterminante dans la constitution des identités de genre. D'une certaine manière, s'affirmer en tant qu'homme reviendrait à rejeter toute marque de féminité en méprisant et en se différenciant des homosexuels. C'est également pour cette raison que, dans de nombreuses cultures, le statut de « pénétrant » dans l'acte sexuel homosexuel est le seul capable de préserver la virilité de l'individu (Sinfield, 2000).

L'impact de cette homophobie sous forme de sexisme ne s'arrête néanmoins pas aux populations homosexuelles puisqu'elle régule également les possibilités dans les comportements hétérosexuels. En étant constitutive des identités hétérosexuelles masculines, cette homophobie nécessite de se détacher de tout comportements pouvant être perçus ou interprétés comme féminins, et donc homosexuels. Cette peur d'être assimilé à une personne homosexuelle a notamment été théorisée sous le terme d'« homohystérie » par Eric Anderson.

¹⁵ Parmi les plus communes, en anglais : « fagot », « sissy », ou en français : « pédale », « taffiole »

« J'utilise le terme homohystérie pour décrire la peur d'être homosexué, dans la mesure où il intègre trois variables : (1) la conscience de masse que l'homosexualité existe en tant qu'orientation sexuelle statique, (2) un Zeitgeist culturel de désapprobation envers l'homosexualité, et (3) la désapprobation de la féminité des hommes parce qu'elle est associée à l'homosexualité (c'est-à-dire que les hommes féminins sont considérés comme gays). Cela crée un besoin pour les hommes d'aligner publiquement leurs identités sociales sur l'hétérosexualité (hétérosexualité obligatoire) afin d'éviter la suspicion homosexuelle. » (Anderson, 2011, p. 87)

L'homohystérie repose sur le fait que l'homosexualité est reconnue comme une possibilité et peut avoir comme conséquence de rendre difficilement accessible l'établissement de relations intimes entre hommes, mais également l'expression de comportements jugés féminins (le fait d'exprimer ses sentiments, d'avoir des centres d'intérêts qui ne sont pas suffisamment typés masculins, etc.).

En ce sens, l'homophobie peut être interprétée comme une force régulant les comportements, y compris pour les populations hétérosexuelles. Elle joue ainsi un rôle de « gendarme du genre » en limitant toutes transgressions des normes genrées (Borrillo, Méary, 2019).

2.2.5 Sociologie de l'homophobie

Des travaux cherchant à identifier les déterminants sociologiques des attitudes homophobes existent depuis près d'un demi-siècle. Néanmoins, pour la plupart des facteurs testés, il est aujourd'hui encore complexe d'y voir un quelconque consensus scientifique. Parmi ceux-ci, on retrouve les critères du genre, de la classe sociale, de la religion, ou encore de l'âge.

Concernant le genre, la plupart des études s'accordent à conclure que les hommes seraient plus enclins à l'homophobie que les femmes (Zmyj, Huber-Bach, 2020 ; Hudson, Ricketts, 1980 ; Hooghe, Meeusen, 2012 ; Snively et al., 2004 ; Millham et al., 1976). Ces travaux se basent en particulier sur les liens entre homophobies et sexisme évoqués précédemment, qui suggèrent que l'homophobie trouve ses racines dans le conservatisme sexuel et genré (MacDonald, Game, 1976).

Néanmoins, d'autres travaux apportent plus de nuance à une simple différenciation entre hommes et femmes en évoquant par exemple les différences individuelles dans les expressions genrées et dans l'acceptations des normes. Un article de Jim Millham insiste ainsi sur les inégales acceptations de l'homosexualité masculine et féminine en fonction du genre, montrant alors que les individus se montrent globalement plus tolérants envers les personnes homosexuelles du sexe opposé (Millham et al., 1976).

Dans une même lignée, un article de Black et Stevenson approfondi ces différences genrées en montrant l'importance de l'expression du genre dans les attitudes envers l'homosexualité. Alors que les femmes hétérosexuelles se définissant comme plus masculines montrent une importante tolérance envers l'homosexualité, ce n'est pas le cas concernant les hommes hétérosexuels efféminés qui vont avoir tendance à rejeter toutes assimilations entre une expression de genre plus androgyne et l'homosexualité (Black, Stevenson, 1984).

Cela peut potentiellement s'expliquer par le très fort rejet de l'homosexualité et de la féminité dans la constitution des identités masculines dès l'adolescence (Morin, Garfinkle, 1978 ; Kimmel, 1997). Ce n'est pas sans rappeler les propos du patineur sur glace Brian Joubert en 2010 qui justifie ses propos homophobes par son agacement vis-à-vis de l'amalgame entre l'homosexualité et certaines disciplines représentées comme majoritairement féminines (ici le patinage sur glace) :

« Certains patineurs ne nous aident pas. Ils sont efféminés et en rajoutent encore avec des frous-frous. Je me bats contre tous ces chichis, ça m'horripile. Pas étonnant ensuite qu'on passe tous pour des tatas ou des chochottes. » (Brian Joubert, 2010)

Dans ce contexte, malgré une forte proximité avec des personnes homosexuelles, Brian Joubert choisit de mettre de la distance avec les suspicions d'homosexualité en réaffirmant d'autant plus sa propre virilité dans un univers féminin, en qualifiant par exemple son propre patinage de « patinage viril » en opposition à un « patinage efféminé »¹⁶.

Un autre critère d'ordre culturel qui préoccupe également souvent les travaux sur l'homophobie est la religion. Si la plupart de ceux-ci s'accordent sur le fait que la pratique religieuse est corrélée à l'expression plus fréquente de comportements homophobes chez les individus (Zmyj, Huber-Bach, 2020 ; Hooghe, Meeusen, 2012 ; Walch et al., 2010 ; Snively et al., 2004 ; Paul-Hus, 2016), des divergences apparaissent concernant les religions ciblées. Les travaux européens mettent ainsi régulièrement la religion musulmane en cause (Zmyj, Huber-Bach, 2020 ; Hooghe, Meeusen, 2012 ; Étude Ifop pour la Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais, 2019), tandis que les travaux nord-américains peinent à cibler une religion en particulier, probablement en raison du contexte culturel local (Walch et al., 2010 ; Smith, 1971 ; Hudson, Ricketts, 1980).

Enfin, c'est surtout vers le critère de la classe sociale et d'une supposée opposition entre les élites et les classes populaires (Fassin, 2008) que nombre d'étude s'orientent. Plus que la richesse, c'est principalement le niveau d'étude qui semble déterminant avec une plus forte homophobie chez les individus peu éduqués (Paul-Hus, 20016 ; Hudson, Ricketts, 1980 ; Walch et al., 2010 ; Snively et al., 2004). Ces hypothèses sont en revanche particulièrement complexes à appliquer au contexte français d'aujourd'hui dans la mesure où contrairement aux générations précédentes, le taux de détention du baccalauréat et d'accès aux études supérieures chez les jeunes est fort élevé¹⁷.

¹⁶ <https://www.lejdd.fr/Sport/Joubert-les-chichis-et-les-chochottes-172184-3234122>

¹⁷ En 2020, plus des trois quarts des détenteurs du baccalauréat poursuivent leurs études dans le supérieur (Source : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2021 lien : https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eestr/FR/T943/l_acces_a_l_enseignement_superieur/)

2.3 Vivre en tant que minorité : stress minoritaire et pratiques sociales spécifiques

2.3.1 Marginalisation et stress minoritaire

Lorsque l'on parle des conséquences de l'homophobie, les discours populaires mettent fréquemment en avant les formes les plus impressionnantes que peuvent prendre les violences envers les personnes homosexuelles, notamment l'expulsion du foyer familial ou les violences physiques. L'approche par la psychologie permet quant à elle une prise en compte plus large du poids qui peut peser sur la santé mentale des individus, et met notamment l'accent, au-delà des violences homophobes ou hétérosexistes, sur la diversité des impacts (visibles ou invisibles, conscients ou inconscients) de l'oppression hétéronormative sur les vies homosexuelles.

Le modèle du stress minoritaire, élaboré par Ilan Meyer au début des années 1990 se focalise principalement sur la place de l'homosexualité dans le paysage social. Basé sur le concept des minorités sociales, appliqué initialement aux minorités raciales, il envisage les conséquences psychologiques du statut minoritaire sur les individus, par le biais du poids des normes et de la marginalisation. Ainsi, le stress minoritaire ferait référence à un stress supplémentaire que tout groupe minoritaire subirait du simple fait de sa condition minoritaire. Au-delà des violences interpersonnelles ou institutionnelle, il prend également en compte l'exposition à l'hétéronormativité et donc le fait, pour les individus concernés, d'évoluer dans un environnement où leur orientation des désirs, leur sexualité et parfois leur expression de genre est marginalisée.

« En général, le stress des minorités peut être décrit comme étant lié à la juxtaposition des valeurs minoritaires et dominantes et au conflit qui en résulte avec l'environnement social vécu par les membres des groupes minoritaires. » (Meyer, 1995, p. 39)

Ce stress minoritaire peut se traduire pour les personnes homosexuelles sous trois formes. Dans un premier temps au travers de ce qu'on peut considérer comme une homophobie internalisée, c'est-à-dire le fait d'appliquer à soi-même le regard négatif de la société concernant l'homosexualité. Dans un second temps, cela va engendrer des modifications dans la perception du stigmata, notamment provoquer une anxiété supplémentaire vis-à-vis des relations sociales (ce que Gordon Allport nomme une « préoccupation obsessionnelle pour le préjudice », pouvant mener à une surprotection). Enfin, la cause la plus explicite du stress minoritaire est, bien entendu, l'exposition à la discrimination et la violence envers les homosexuels, notamment la violence physique ou verbale, les traitements discriminatoires au travail, au logement, etc.

Bien que dans le cadre de ce travail de thèse, il ne soit pas envisagé d'étudier ou de mesurer directement ce stress minoritaire, celui-ci fournit une grille de lecture intéressante pour comprendre l'imbrication entre ce qui relève du psychologique et ses manifestations aux niveaux socio-spatiaux. En effet, il apparaît que certaines pratiques permettent de mieux gérer l'exposition à ce stress, en particulier l'engagement au sein de groupes de soutien LGBT+ (Harkness et al., 2020 ; Toomey et al., 2018) mais aussi la gestion de la visibilité de l'identité sexuelle (Dewaele et al., 2013) ou plus radicalement un évitement total des situations oppressantes (Sang et al., 2022). Il conviendrait donc de garder à l'esprit les manifestations de la gestion du stress minoritaire et

donc de l'hétéronormativité afin de mieux anticiper et comprendre comment cela peut mener à des pratiques sociales et spatiales singulières.

2.3.2 Des pratiques socio-spatiales différenciées ?

Que ce soit concernant l'homophobie, l'hétérosexisme ou plus généralement l'hétéronormativité, il est complexe d'établir clairement l'influence de celles-ci sur les pratiques individuelles et collectives des populations homosexuelles. En effet, le stigmate homosexuel étant très aisément dissimulable et ayant donc une pertinence très variable selon les situations sociales, il paraît présomptueux de penser que l'oppression homosexuelle puisse à elle-seule conditionner tout un ensemble de pratiques sociales et spatiales. Il convient ainsi davantage d'aborder cette problématique en considérant les pratiques dans lesquelles l'homosexualité des individus (et par extension, les relations de pouvoir qui s'imposent à elle) joue un rôle, sans pour autant que ce rôle soit forcément central, ni même omnipotent.

D'après la littérature, l'influence hétéronormative sur les pratiques homosexuelles peut se répartir en deux grandes catégories basées sur le contexte social : les pratiques dites « communautaires », et les pratiques « universelles ».

Dans le premier cas, il s'agit principalement de pratiques visant à renverser la situation minoritaire des individus (Figure 2), que ce soit dans le but de rencontres sexuelles ou de sociabilités plus larges, mais aussi souvent dans une combinaison des deux. C'est par exemple le cas des tissus commerciaux et associatifs communautaires qui permettent à ces populations de se retrouver, de pouvoir partager des expériences de vie communes et de nouer des liens intimes sans avoir la crainte de méjuger l'orientation sexuelle des potentiels partenaires (Castells, 1983 ; Leznoff, Westley, 1956 ; Holt, 2011 ; Formby, 2017 ; Wilkinson et al., 2012 ; Peacock et al., 2001 ; Le Blanc, 2015). Ces pratiques dont la principale visée est de rassembler en un lieu une forte concentration de personnes à l'orientation sexuelle similaire ont particulièrement stimulé l'apparition d'hétérotopies (Foucault, 2004), c'est-à-dire des espaces enclavés dans des territoires hétéronormés. C'est notamment le cas des emblématiques quartiers gays des grandes villes occidentales (Giraud, 2014 ; Sibalís, 2004 ; Andersson, 2009 ; Chauncey, 1995 ; Castells, 1983) dont la territorialisation initiale s'apparente à une reconquête politique du droit à la citoyenneté pour les populations LGBT+ marginalisées (Bell, Binnie, 2000).

*« // [le quartier gay] représente également un idéal d'émancipation sociale, de liberté, voire de reconquête territoriale face aux espaces de discrimination. Tout comme les marches des fiertés et autres **gays prides**, ces quartiers gais contribuent à ouvrir une brèche dans les espaces empreints d'hétéronormativité. Les politiques sexuelles sont donc pensées en lien avec ces espaces de concentration communautaire qui soutiennent l'affirmation des expressions de soi et s'érigent comme espaces de transgression. »*
(Duplan, 2012)

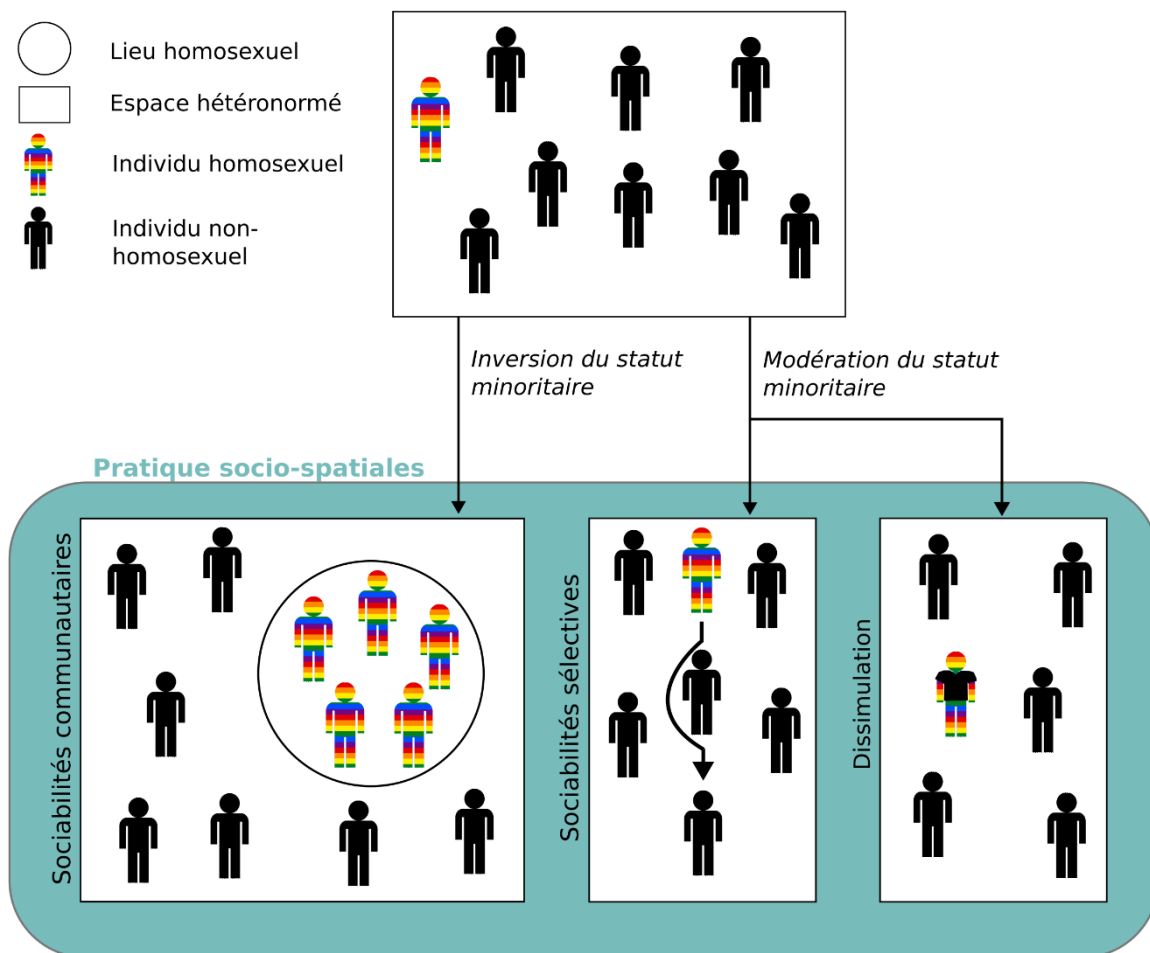


Figure 7 : Exemple de pratiques socio-spatiales homosexuelles résultant de l'hétéronormativité

D'autres espaces, moins identitaires, et donc moins politiques, s'organisent quasi-exclusivement autour des pratiques sexuelles homosexuelles par la création de lieux dédiés au sein de l'espace public. Ces lieux définis comme des lieux de drague masculine (Humphreys, 2007 ; Jaurand, 2005 ; Frankis, Flowers, 2005, 2009), sont avant tout marqués par un flou concernant l'identité sexuelle des pratiquants (Gaissad, Deschamps, 2007 ; Brown, 2008a) et des pratiques de sociabilités spécifiques (communication non verbale, anonymat, recherche d'efficacité) (Proth, 2002 ; Pollak, 1982 ; Brown, 2008)

Dans le second cas, par « universelles », j'entends les pratiques potentiellement communes à tous les individus, dont la sexualité n'apparaît pas comme le moteur, mais joue, en revanche, un rôle modérateur. Ce sont généralement des situations où les individus homosexuels se perçoivent comme plus vulnérables face aux préjugés, c'est-à-dire celles où les sphères privées de la vie sont susceptibles d'être discutées publiquement.

Dans ces cas-là, les réactions aux pressions hétéronormatives peuvent se traduire par des stratégies de dissimulations, d'adaptations, de falsification, voire de déni.

Pour certains, et dans ses formes les plus extrêmes, ces stratégies peuvent prendre la forme d'un « déni d'appartenance », c'est-à-dire le fait de minimiser les manifestations du stigmatisme homosexuel en se détachant du groupe auquel les individus sont censés appartenir.

« La réponse la plus simple qu'une victime puisse faire est peut-être de nier son appartenance à un groupe dénigré. Cet artifice est facile pour ceux qui n'ont pas de couleur, d'apparence ou d'accent distinctifs, et qui ne ressentent en fait aucune loyauté ou attachement à leur groupe. » (Allport, 1979, p. 154)

Dans la plupart des cas, la question de la visibilité demeure centrale (Mason, 2001 ; Della et al., 2002 ; McDavitt et al., 2008), et sa gestion en fonction des différents espaces publics et privés peut donner lieu à de véritables cartographies de la perception du danger.

« Alors que l'adoption d'une forme de "carte de sécurité" dans notre vie quotidienne est si courante que la plupart d'entre nous la considèrent comme une "seconde nature", les moyens réels par lesquels nous choisissons de planifier notre sécurité sont le produit, en partie, du type de violence auquel nous pensons être vulnérables. » (Mason, 2001)

Cela peut en particulier passer par le fait de favoriser le *passing* hétérosexuel, c'est à dire d'adapter son comportement ou son apparence dans le but d'éviter de paraître efféminé et ainsi être plus difficilement stigmatisé comme homosexuel (Speice, 2020), mais également de restreindre ses sociabilités ou sa présence dans certains espaces perçus comme plus dangereux (Étude Ifop pour la Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais, 2019a) (Figure 8). Ces stratégies peuvent notamment engendrer une très forte compartimentation de la vie marquée par une dissimulation de l'orientation sexuelle savamment structurée en fonction des lieux et des temporalités (Kitchin, Lysagt, 2003 ; Brekhus, 2008).

du XXe siècle (à partir des années 1960 pour l'Amérique du nord¹⁸, et de 1940 pour de nombreux pays européens) (Figure 10).

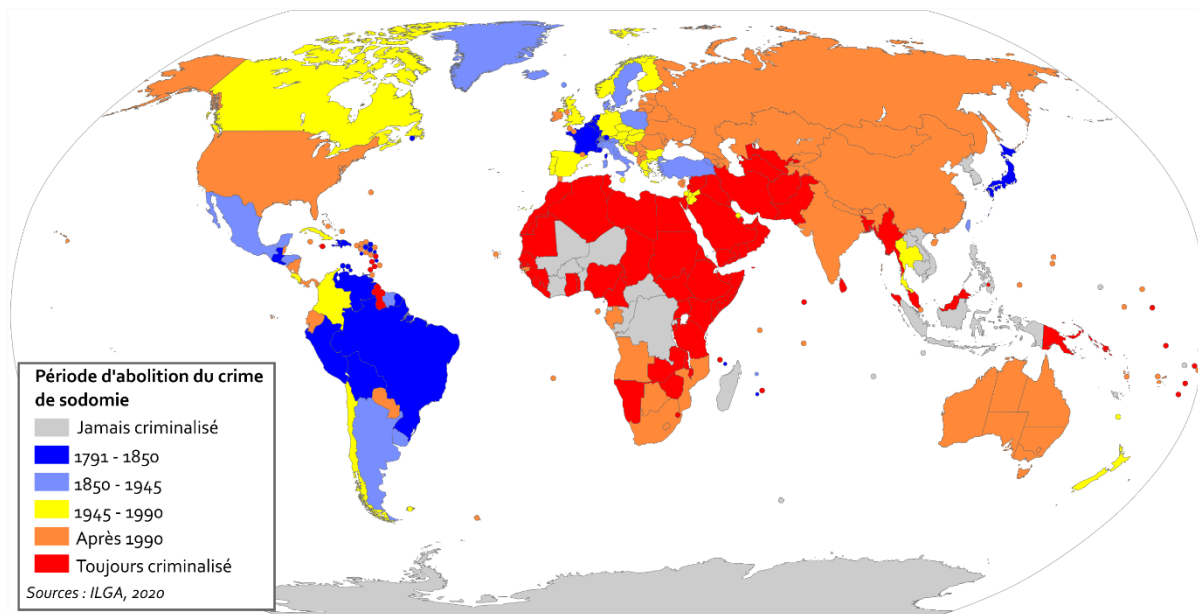


Figure 10 : La dépénalisation de l'acte de sodomie à travers le monde

Cependant, l'abolition du crime de sodomie en France ne signifie pas pour autant la fin de la répression étatique des populations homosexuelles, qui passera par la suite par le biais des lois concernant l'attentat à la pudeur et son application très libre d'interprétation pour condamner les individus homosexuels (Merrick, Sibalis, 2002 ; Révenin, 2005). Malgré la persistance de la persécution de ces populations, il apparait que les homosexuels français ont relativement peu subi la répression comparée à leurs voisins européens et américains. Alors qu'en France, de façon d'autant plus marquée à partir des années 1870, la police française évite soigneusement de pratiquer des arrestations publiques contre les établissements accueillant de façon notoire une grande part d'individus homosexuels (Révenin, 2005), en Allemagne, au Royaume-Uni ou encore aux Etats-Unis et jusqu'à très récemment, ces mêmes établissements subissaient régulièrement la venue des forces policières (Chauncey, 1995 ; Tamagne, 1998) et des individus étaient condamnés du simple fait d'être homosexuels¹⁹.

Ce contrôle différencié des populations homosexuelles a pu avoir un impact sur la structuration des mouvements militants et des communautés, notamment au travers de la faible affirmation identitaire de l'homosexualité en France comparée à l'Allemagne et le Royaume-Uni (Tamagne, 1998).

Un second aspect qui peut avoir son importance dans les divergences de développement de la question homosexuelle entre la France et de nombreux pays occidentaux réside dans la place de la religion au sein des sociétés. En effet, la plupart des religions occidentales ont un fort passif

¹⁸ Dès 1962 pour certains états des Etats-Unis, et seulement en 2003 au niveau fédéral

¹⁹ Parmi les procès les plus connus, voir ceux d'Oscar Wilde et d'Alan Turing condamnés en 1895 et 1952 au Royaume-Uni

avec la répression homosexuelle, cependant, elles n'ont pas toutes évoluées de la même manière et plusieurs spécificités sont à prendre en compte.

Tout d'abord, on peut noter que simultanément à l'abolition du crime de sodomie en France, la séparation de l'Etat et de la religion catholique a pu avoir une importance dans le traitement de l'homosexualité durant les siècles suivants. En effet, contrairement à la situation législative québécoise, encore largement influencée par les organes religieux qui qualifie l'homosexualité de crime contre nature, on observe en France, très tôt, une prise en main de la question de l'homosexualité par la médecine (Corriveau, 2011). On peut se demander dans quelle mesure cela a impacté les formes de répressions de l'homosexualité. D'un côté, il est probable que la prise de distance vis-à-vis des organes religieux a facilité l'acceptation de l'homosexualité. D'un autre, cette séparation, contrairement à certains pays protestants dont l'Etat-religion a perduré jusqu'à très tard, a peut-être ralenti l'évolution de la pensée religieuse vis-à-vis de l'homosexualité. Un exemple intéressant est notamment la Suède où, bien que très tardive, l'avancée des droits homosexuels, en particulier l'ouverture au mariage s'est faite simultanément au niveau étatique et religieux (van den Berg, 2017).

Ces différences peuvent aussi trouver leurs fondements dans la pratique même de la religion, plus particulièrement les spécificités liées au catholicisme et au protestantisme. En effet, et de manière générale, la religion catholique apparaît bien plus conservatrice des rôles genrés et sexuels que les déclinaisons de la religion protestante. Là où le statut des prêtres catholiques est inaccessible aux femmes et où les pratiques sexuelles sont formellement interdites, le métier de pasteur au sein de la religion protestante peut être assuré par les femmes, et hommes comme femmes peuvent se marier et enfanter. De ce point de vue, la religion protestante apparaît bien plus progressiste que la religion catholique, majoritaire en France.

Enfin, et probablement en lien avec l'importance de la médicalisation de l'homosexualité en France, on observe quelques singularités dans l'expression de l'hostilité envers l'homosexualité. Cela peut notamment se formaliser au travers des injures utilisées pour dénigrer les personnes homosexuelles, en particulier les hommes. Alors que de manière globale, la plupart des injures visent à féminiser la personne homosexuelle, l'une des injures les plus courantes dans la langue française et que l'on ne retrouve pas, ou peu dans la langue anglaise, établit des liens forts entre homosexualité et pédophilie. L'insulte « pédé », diminutif de « pédéraste » fait en effet référence à une pratique courante dans la Grèce antique, où de jeunes hommes étaient sexuellement initiés par des hommes adultes. Aujourd'hui, bien que le terme « pédé » soit avant tout utilisé pour désigner péjorativement l'homosexualité d'une personne, la confusion avec la pédophilie demeure encore parfois ancrée dans l'imaginaire populaire

« Certes, la langue française, par la proximité phonique entre pédophilie et pédérastie (qui fut longtemps synonyme d'homosexualité masculine) facilite cet amalgame. Et de fait, nombreux sont ceux qui, en toute naïveté, confondent les deux notions. » (Tin, 2003, p. 309)

De plus, il est difficile d'ignorer le lien entre cette confusion des termes, et la dernière loi en date discriminant les homosexuels en France. Abolie seulement en 1982, celle-ci opérait une distinction entre les majorités sexuelles d'individus de mêmes sexes et de sexes différents, la

réhaussant à 21 ans pour les relations homosexuelles. On peut y voir ici un résidu de la médicalisation de l'homosexualité durant le XIXe siècle, période durant laquelle la société française est avant tout inquiète que l'homosexualité se répande au sein de la jeunesse par le biais de la proximité entre les adultes et les adolescents (Corriveau, 2017).

« Cependant l'idée que l'orientation sexuelle d'un individu pourrait être fixée dès l'adolescence heurte certains thérapeutes qui restent persuadés que l'homosexualité est un avatar de cet âge de la vie et considèrent comme pathologique une telle pratique chez l'adolescent, a fortiori lorsque le partenaire est un adulte, toujours suspect de corruption. »
(Tin, 2003, p. 310)

Conclusion du chapitre 2

Comme cela a été présenté au cours de ce chapitre, j'ai fait le choix de définir la population d'étude de cette recherche sur la base élargie des populations HsH, c'est-à-dire tout individu masculin admettant des attirances sexuelles et/ou romantiques envers d'autres hommes. Pour la suite de cette thèse, le terme d'individus ou de populations « homosexuelles » devra donc être compris dans ce sens. A l'inverse, le terme « gay » se référera à la culture urbaine homosexuelle développée à partir du milieu des années 1950 et plus largement à la suite de l'essor des mouvements LGBT ainsi qu'aux individus qui s'identifient spécifiquement à cette culture. Ce faisant, je souhaite limiter l'impact d'une approche identitaire de l'homosexualité, souvent très liée à la culture gay et à des populations sociologiquement et économiquement privilégiées. C'est également une manière d'envisager l'homosexualité hors du cadre binaire des sexualités, en admettant l'existence d'individus dont les identités sexuelles et les pratiques sexuelles ou amoureuses ne concordent pas toujours.

J'ai ensuite défini les différents termes faisant référence aux oppressions de l'homosexualité, en montrant notamment que malgré son usage courant, le terme « homophobie » se révèle, dans bien des cas, insuffisant pour décrire correctement les attitudes négatives envers les personnes homosexuelles. A la place, je propose d'utiliser deux termes distincts : d'une part le « préjudice homosexuel » qui se rattache à la définition courante de l'homophobie²⁰, c'est-à-dire en mettant de côté l'aspect phobique et médicalisant pour se concentrer uniquement sur les violences et discriminations à l'encontre des individus homosexuels ; d'autre part, l'« hétéronormativité » pour cibler le statut hégémonique de l'hétérosexualité dans nos sociétés et qui concourt à positionner l'homosexualité des individus comme problématique et indésirable.

Une attention particulière a été accordée aux travaux tentant de comprendre les sources de ces préjudices, le plus souvent sans aboutir à des consensus probants au niveau sociologique. Sur le plan géographique, un bref historique de l'oppression homosexuelle dans le contexte français nous a montré que sur certains points, celle-ci s'est montrée moins intense que dans les sociétés anglo-américaines, en partie grâce à une dépénalisation très précoce des pratiques homosexuelles. Néanmoins, les racines sexistes des préjudices homosexuels demeurent très présentes dans une culture catholique qui entretient une différenciation de statut entre hommes et femmes.

Enfin, la question de l'impact des préjudices sur les individus homosexuels a été abordée, en particulier afin de prévoir leurs conséquences sur les pratiques socio-spatiales, via des stratégies de dissimulation ou d'évitement visant à réduire l'exposition aux préjudices.

²⁰ Les termes « homophobie » et « préjudice homosexuel » seront à considérer ici comme des synonymes dans la mesure où le terme d'homophobie a été conservé, dans un souci de compréhension, au sein des échanges avec la population d'étude.

CHAPITRE 3

METRONORMATIVITE ET ORIENTATIONS SPATIALES DES POPULATIONS HOMOSEXUELLES

Ce chapitre se concentrera sur une approche critique de l'ancrage géographique des sciences sociales des homosexualités. Nous verrons ainsi comment les espaces urbains ont longtemps été des terrains d'étude privilégiés par les chercheurs et comment les cultures homosexuelles se sont particulièrement développées et visibilisées dans les grands centres urbains au point d'instaurer dans la plupart des représentations populaires de l'homosexualité une véritable dichotomie entre des espaces urbains désirables, et des espaces périphériques peu attrayants.

Ce centrisme urbain a fait émerger plus récemment un regain d'intérêt des chercheurs pour les espaces périphériques, dont les espaces ruraux, au travers de la notion de métronormativité introduite par le sociologue Jack Halberstam (2005). J'insisterai particulièrement sur le développement de cette notion qui s'avère centrale à ce travail de recherche par ses nombreuses implications tout au long de l'élaboration de la méthodologie d'enquête et de l'interprétation des résultats.

L'intérêt de l'approche régionale mobilisée ici sera également développé pour montrer comment elle peut constituer un élément de réponse à la critique métronormative en plaçant les caractéristiques socio-économiques, culturelles, et paysagères au centre des analyses mais aussi, à l'échelle individuelle, en considérant l'espace régional comme un espace vécu.

3.1 La ville comme refuge ou injonction à l'urbanité ?

3.1.1 La ville : terrain d'étude privilégié des minorités sexuelles

Les populations homosexuelles et la sous culture *gay* ont toujours entretenu un rapport particulier à la ville. Comme bon nombre d'autres individus jugés « déviants » (prostitués, migrants, criminels), elles ont trouvé refuge dans les centres-villes avec comme motivation principale l'anonymat, la sécurité et la facilité de rencontrer ses semblables, favorisé par une importante densité de population (Aldrich, 2004 ; Leroy, 2009).

C'est ainsi dans les grandes métropoles mondiales que les premières traces de l'organisation communautaire homosexuelle est mise en évidence. Dès 1890 à New York, les personnes homosexuelles, principalement des hommes, développent des réseaux de sociabilités en différents lieux (bars, restaurants, saunas, appartements privés) (Chauncey, 1995). Durant la seconde guerre mondiale, une tendance similaire s'observe dans les plus grandes villes états-uniennes avec la multiplication des lieux gays :

« Durant les années 1940, des bars exclusivement gays apparaissent pour la première fois dans des villes diverses comme San Jose, Denver, et Kansas City. A Cleveland, le nombre de bar gays est passé à quatre à la fin de la décennie. Même la relativement petite ville industrielle de Worcester dans le Massachusetts avait son propre bar homosexuel. »
(D'Emilio, 1998, p. 32)

A San Francisco, l'importance de l'activité portuaire sur la côte pacifique joue également un rôle primordial sur le développement du milieu gay pendant et après la guerre. De nombreux individus radiés de l'armée à cause de leur homosexualité sont débarqués dans la ville et décident de s'y maintenir plutôt que de retourner au foyer parental, faisant ainsi croître fortement la concentration de la population homosexuelle (Castells, 1983).

C'est en revanche vers les années 1970 que la structuration de la vie homosexuelle dans les grandes capitales s'accélère, menant à la formation des quartiers gays, ou des « ghettos gays », c'est-à-dire la convergence dans un espace urbain relativement réduit d'une importante population homosexuelle ainsi que nombre de services spécialisés à destination de ces communautés (Giraud, 2014). La plupart des grandes métropoles occidentales sont alors concernées et possèdent leur propre quartier gay : Le Marais à Paris (Sibalis, 2004), Le Village à Montréal (Giraud, 2013), Greenwich Village à New York (Chauncey, 1995), ou encore le village gay de Toronto (Nash, 2006).

Si chaque quartier possède sa propre histoire, des similarités dans le développement de ces quartiers se retrouvent d'une ville à l'autre, voire d'un Etat à l'autre. Les espaces ainsi mobilisés sont souvent d'anciens quartiers de centre-ville en déclin économique et résidentiel. Au quartier Castro de San Francisco, c'est précisément les prix bas de l'immobilier qui ont permis à des individus homosexuels d'investir des logements souvent vétustes pour les réhabiliter et devenir les principaux acteurs de la revitalisation du quartier (Castell, 1983). La scène commerciale homosexuelle, bien qu'existante avant les années 1970, est souvent fragile et éparpillée dans les

villes jusqu'à son organisation en quartiers où elle trouve l'occasion de se concentrer et se diversifier, entraînant par la même occasion une redynamisation économique des centres-villes (Giraud, 2014).

L'impact des populations homosexuelles sur l'organisation spatiale des villes a notamment été très bien documentée en géographie et en urbanisme. Par l'appropriation et la réhabilitation de certains quartiers, les homosexuels se sont vus attribués un rôle de gentrificateurs (Knopp, 1990 ; Giraud, 2014). Au-delà du rôle direct des populations homosexuelles, c'est également via les politiques publiques que les quartiers gays sont devenus un argument marketing. L'attractivité de certains quartiers a en effet été d'autant plus accentuée par la démarche capitaliste des communes de promouvoir le style de vie gay et dynamiser l'économie résidentielle et touristique (Binnie, Skeggs, 2004 ; Moran et al., 2001). Certains événements, à l'origine profondément militants et politiques comme les Marches des Fiertés (anciennement appelées « Gay Pride »), sont ainsi peu à peu devenues de réelles « vitrines commerciales » dans certaines villes, attirant chaque année des milliers de touristes venus profiter du caractère festif de la manifestation (Blidon, 2009).

Alors qu'initialement, l'attrait des grandes villes résidait principalement dans l'opportunité pour les populations homosexuelles de « faire communauté », la sous-culture gay émergente s'est peu à peu organisée dans une logique commerciale de consommation indissociable des espaces urbains.

On observe cependant dans plusieurs grandes métropoles ces dernières années un déclin de ces quartiers, porté par une plus grande diffusion des populations homosexuelles dans l'espace urbain et péri-urbain, une moindre fréquentation des espaces communautaires standardisés (Gorman-Murray et al., 2010 ; Gates, 2007 ; Compton, Baumle, 2012 ; Andersson, 2009), mais également dans certains cas, une seconde vague de gentrification portée par les politiques urbaines menant à la fermeture de certains commerces gays ne pouvant plus survivre économiquement (Visser, 2014 ; Doan, Higgins, 2011).

A l'échelle française, la ville de Paris et plus particulièrement son quartier gay, le Marais, concentre une grande partie de l'attention culturelle, mais également scientifique pour les questions liées à l'homosexualité. Le retard accusé par la France en matière d'appropriation de la question de l'homosexualité par les sciences sociales, et d'autant plus par les géographies (Blidon, 2008b, Duplan, 2012), est peu récent (voir partie 1.3). Similairement à la situation états-unienne, la plupart des travaux qui émergent en France à partir des années 2000 restent cantonnés aux grandes villes et particulièrement à la ville de Paris (Leroy, 2005 ; Cattan, Leroy, 2010 ; Cattan, Clerval, 2011, Giraud, 2014). Parmi les géographes français s'intéressant historiquement à cette thématique, seuls quelques-uns se démarquent par une approche territorialement décentrée de l'homosexualité (Jaurand, 2005), ou plus générale sur le pays entier (Blidon, 2007). C'est ainsi davantage dans les disciplines de la sociologie et de l'anthropologie que se trouvent la plupart des travaux qui investiguent les espaces périphériques, pour y étudier les manières dont l'homosexualité y est vécue (Le Corre, 2019 ; Giraud, 2016 ; Gaissad, 2020 ; Verdrager, 2007).

Concernant les travaux s'intéressant à la France entière, ceux-ci résultent majoritairement d'enquêtes sociologiques ciblant les populations LGBT. L'Enquête Presse Gay et Lesbienne (EPGL)

sur laquelle la plupart des études se basent, voit le jour en 1985 et est tout d'abord diffusée via la presse papier homosexuelle, conduisant à une surreprésentation de la population parisienne (Bochow et al., 2003 ; Schiltz, 1998). Ce n'est qu'en 2004, avec la démocratisation d'internet, que l'enquête sera également disponible en ligne, permettant dans un même temps l'accès à une population plus large. La part des individus de région parisienne reste néanmoins aujourd'hui encore surreprésentée avec 32% des répondants à l'EPGL de 2011 alors qu'en population générale, la région ne représente que 18% de la population française à cette même date. Cette surreprésentation se retrouve également dans les autres enquêtes qui ont été menées, comme le Net Gay Baromètre depuis 2004 ou l'enquête MobGay de 2007 effectuée par Marianne Blidon durant sa thèse de doctorat. Bien qu'aujourd'hui, les canaux de diffusion utilisés par ces enquêtes soient d'envergure nationale, ceux-ci sont initialement basés à Paris et jouissent donc logiquement d'une visibilité plus importante dans la capitale.

Comme à l'international, la visibilité homosexuelle en France s'est longtemps vue restreinte à sa seule capitale. C'est historiquement à Paris que la plupart des mouvements militants LGBT, comme Arcadie dans les années 1950, ou le Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR) dans les années 1970, ont vu le jour, et bien que la volonté de s'implanter en régions ait été manifestée (Sibalis, 2010 ; Girard, 1981 ; Jackson, 2009), il faut attendre l'implantation progressive des antennes régionales d'SOS Homophobie à la fin des années 1990 pour qu'une association d'envergure nationale intervienne sur l'ensemble du territoire.

Le contexte français présente donc de grandes similitudes avec la plupart des pays occidentaux : une visibilité urbaine historique des populations homosexuelles et des travaux scientifiques particulièrement centrés sur la capitale. La relation privilégiée de l'homosexualité avec les grandes villes a notamment été explorée par Henning Bech dans son ouvrage *When Men Meet* (Bech, 1997). Il y définit l'homosexualité de façon similaire à Mary MacIntosh, comme un rôle social, ayant participé au cours du XXe siècle à l'instauration des bases de la culture urbaine moderne.

« L'existence homosexuelle est un phénomène de la ville, et pas juste un phénomène se déroulant dans la ville » (Bech, 1997)

Cependant, cette citation apparaît presque comme un pléonasmе, car ce dont il est sujet ici n'est pas l'homosexualité dans son ensemble, mais bien ses expressions urbaines, voire même plus spécifiquement la « culture gay ». Elle démontre à elle seule les complexités entourant la sémantique homosexuelle et son évolution au fil des époques. Si la catégorisation homosexuelle et ses thématiques connexes (la culture, les rôles, les identités, les références, etc.) s'est effectivement faite dans l'urbain en tant que point de référence, comment peut-on à présent nommer, identifier ou observer l'homosexualité (comprendre ici : en tant que comportement sexuel) hors de ce cadre sans être tenté d'y appliquer une forme de subordination ?

3.1.2 La culture populaire et la promotion de la ville comme refuge

Dans la culture populaire, les récits présentant la grande ville comme principal point de chute pour les vies homosexuelles sont largement exploitées dans des œuvres mettant en scène des individus homosexuels, généralement sous la forme d'un « avant » oppressant où l'individu ne

peut être lui-même et un « après » libérateur qui résulte de la pleine expression de son identité sexuelle. Dans tous les cas, la migration vers la grande ville, qu'elle soit temporaire ou définitive, s'illustre comme un tournant narratif décisif.

Dans la série télévisée états-uniennes emblématique *Queer as Folk* (Cowen, Lipman, 2000), le personnage d'Emmet Honeycutt est décrit comme ayant grandi dans une petite ville du Mississippi où il subit enfant de très nombreuses violences homophobes et peu de soutien de sa famille. A l'âge adulte, il migre dans la ville fictionnelle de Pittsburgh pour s'y épanouir au sein du quartier gay local.

Plus récemment, des séries comme *Love Victor* (Aptaker, Berger, 2020) ou *Champions* (Kaling, Grandy, 2018) placent également dans leur récit le passage vers la grande ville comme un élément fondateur de l'affirmation en tant qu'individu homosexuel. Dans la première, Victor, le personnage principal se rend temporairement à New York où il rencontre un panel de personnages *queer* qui lui permet de s'affirmer en tant que gay une fois rentrée dans sa ville de résidence. Dans la seconde, venir vivre à New York est présenté par le personnage de Michael comme l'unique façon de faire son *coming-out* et ainsi vivre une vie épanouie en tant qu'homosexuel, au point que le retour dans sa ville natale est décrit comme un vrai « retour au placard ».

« Adieu les rêves, je suppose que maintenant je dois retourner dans l'Ohio, retourner dans le placard, épouser une fille moche de mon lycée et gérer un magasin de pashmina au centre commercial. » (Kaling, Grandy, 2018, Saison 1 Episode 1)

En France, la focale est le plus souvent tournée vers Paris, présentée comme la destination incontournable de toute personne (principalement des hommes) homosexuelle. Le film *Jour de France* (Reybaud, 2017) ne fait pas exception à cette règle en présentant le passage à Paris comme incontournable pour tout jeune gay français :

« Paris adorerait te voir aussi, j'en suis certain, mais je n'y retournerai pas. Je suis désolé. Tu devras faire ton entrée par la gare et seul comme tous les jeunes pédés de France et de Navarre. » (Reybaud, 2017, à 27 minutes et 57 secondes)

On retrouve également cette vision fataliste dans le court métrage *Passer les champs, l'amour n'est pas dans le pré* (Melvil, Cavacas, 2020). Le titre en soi est déjà très évocateur de la volonté des auteurs de dresser un tableau négatif des milieux ruraux. On peut noter la représentation qui est faite des opportunités homosexuelles dans ces milieux, où le seul choix qui s'ouvre au personnage principal en matière de partenaire sexuel est un homme hétérosexuel marié d'âge mûr, et violent qui plus est. Mais c'est surtout le dialogue final entre les deux frères, Théo, le jeune homosexuel et son frère Lucas, hétérosexuel, qui se montre terriblement injonctif envers les trajectoires de vie homosexuelles :

- « Lucas, tu veux pas qu'on parte ?
 - D'ici ?
 - Ouais.
 - Toi tu vas partir. Mais moi je vais rester tu sais. »
- (Melvil, Cavacas, 2020, à 25 minutes et 45 secondes)

Ce dialogue est particulièrement chargé en symbolique : telle une sorte de destinée, le frère homosexuel est voué à quitter seul le lieu de vie familial pour trouver un espace plus accueillant (on devine, une grande ville) tandis que le frère hétérosexuel s'y maintiendra. D'autres récits, fictifs ou réalistes vont même plus loin dans les représentations négatives des cultures rurales ou banlieusardes envers les personnes homosexuelles. Dans *Tom à la ferme* (Dolan, 2013) cela se traduit par le personnage du frère de Guillaume, caricature du fermier violent et, bien sûr, homophobe. La manière dont les violences homophobes sont traitées médiatiquement semble également démontrer une insistance plus importante sur le contexte territorial de celles-ci lorsqu'il s'agit d'espaces périphériques, comme le montrait E. Cram (2016) concernant l'affaire du meurtre de Matthew Shepard en 1998. On retrouve aussi ces représentations dans les documentaires télévisés relatant des faits réels, par exemple *Envoyé Spécial. Homo en banlieue, le combat de Lyes* (Gasnier, Lemarchand, 2019) du 7 février 2019 qui s'attarde particulièrement sur le vécu homophobe des personnes homosexuelles dans les banlieues populaires.

Ces représentations imprègnent également les récits de vie des individus comme en atteste le témoignage d'un des participants de la saison 1 de l'émission française *Drag Race France*, originaire d'une petite ville de l'Ardèche :

« C'était pas toujours simple d'être gay et d'être un enfant exubérant qui aimait des choses exubérantes, colorées, etc. parce que le regard des autres est beaucoup plus présent dans les petites villes que dans les grandes villes où on aura beaucoup de gens très différents qui cohabitent en quelques sortes. Mais il y a aucune barrière qui ne te permet pas un jour de vivre tes rêves et aller à Paris faire du drag. Regardez-moi. » (Chabert, 2022, interview de Kam Hugh, Saison 1 Episode 3)

Ici, Paris est décrite comme la ville idéale pour réaliser ses rêves, l'un des seuls endroits permettant l'expression des identités gays alors que les petites villes seraient, par nature, plus difficile à vivre en tant que personne gay. Il n'est bien entendu pas question de remettre en doute l'expérience vécue par les individus ayant ce type de discours, en revanche, on peut en critiquer la teneur essentialiste et surtout en questionner l'impact sur les jeunes homosexuels adeptes du programme. Ici, le message est clair : si vous habitez une petite ville, la vie sera très compliquée pour vous, si vous habitez Paris, vos rêves se réaliseront.

Par ailleurs, ce type de discours a largement été relayé par les acteurs économiques visant les populations homosexuelles au cours des dernières décennies. Depuis les années 1980, les communications touristiques visant à vanter les attraits des grandes métropoles occidentales pour les homosexuels abondent dans la presse spécialisée, avec comme arguments privilégiés la densité des commerces et événements communautaires.

En 1982, le magazine gay états-unien HONCHO présentait au sein d'une page publicitaire, un listing des établissements gays du quartier de Chelsea à New York, invitant par la même occasion les lecteurs à s'y rendre. Outre le caractère très sexualisé de la publicité (la photo mimant un acte de masturbation en utilisant un des emblèmes majeurs de la ville, l'Empire State Building, comme métaphore d'un pénis en érection), il est à noter que le magazine était diffusé à l'échelle nationale

et était ainsi destiné à des individus résidant potentiellement à plusieurs milliers de kilomètres de New York (Figure 11).



Figure 11 : Page publicitaire du magazine américain HONCHO HANGOUTS : New York, 1982
Source : Herring, 2010

Bien que relativement ancien, le cas du magazine HONCHO est loin de faire partie d'une époque révolue. Aujourd'hui encore, la presse spécialisée et les organismes touristiques mettent fréquemment en avant les grandes capitales occidentales comme destinations préférentielles pour les populations homosexuelles. Le guide international Spartacus propose par exemple sur son site une sélection de « *hot spots* » gays, c'est-à-dire des destinations particulièrement attractives, parmi lesquelles la quasi-totalité sont des grandes métropoles occidentales. Il apparaît ainsi pour tout lecteur que la vie homosexuelle ne se trouverait qu'à Paris, New York, Barcelone, Berlin ou encore San Francisco (Figure 12).



San Francisco

California has witnessed an intense battle over the equalization of gay marriage in recent years. Hardly introduced after many years of fighting for it, gay marriage next found itself prohibited again by a surprisingly successful referendum (Proposition 8)...



Barcelona

Barcelona is the vibrant capital of Catalonia. Its distinctive culture is clearly seen in its art, language and way of life. Gay people are confident but not in a flashy way...



Berlin

Berlin is certainly always worth a visit. But it is also gaining in popularity as a place to live amongst people from all around the world. Berlin is not only one of the least expensive metropolitan cities, but also increasingly turning into Europe's gay capital...



Fort Lauderdale

Ft. Lauderdale has become a gay-vacation Mecca. It is home to a large gay community, the local government is gay-friendly and a growing number of businesses cater to gay tourists...



Key West

Key West is at the most southern point of the U.S.A. The best way to get there is by a hired car from Miami or to take the shuttle bus from Miami International Airport...



New York

New York (also known as the Big Apple) offers an amazing choice, whether it be gay bars, dance clubs or simply shopping. The city, with the history of Stonewall, has a lively LGBT community and it is not without reason that New York is known as the city that never sleeps...



Mykonos

Mykonos is a truly unique island, combining the warmth, beauty and hospitality for which Greece is famous for with a whole host of gay venues to suit all tastes and ages...



Palm Springs

This is a desert oasis which offers something for everyone. Palm Springs is only two hours drive from Los Angeles and has long been a popular getaway for Californians as well as gay men from all over the US...



Paris

Paris is famous for its breathtaking architecture and cultural lifestyle, thanks to the many museums and theatres as well as the romantic historical centre on the river Seine...

Figure 12 : Onglet « destinations » du guide gay en ligne Spartacus
 Source : impression écran effectuée le 21/09/2021 sur le site <https://spartacus.gayguide.travel/>

On retrouve ce même centrage sur les grandes villes dans le magazine français TETU. En effet, la section « destinations », prévue pour aborder les lieux de vacances privilégiés, présente majoritairement des grandes villes, la plupart du temps en mettant en avant la présence d'évènements de grandes envergures comme les marches des fiertés, ou de nombreux commerces LGBT+.

3.2 Dépasser le prisme métronormatif dans l'étude des homosexualités

3.2.1 L'homosexualité à l'écart des grandes villes : critique du métrocentrisme et émergence de subjectivité périphériques

La naturalisation urbaine de l'homosexualité est fortement remise en cause depuis les années 2000 avec des ouvrages cherchant à visibiliser les homosexualités périphériques, dans les petites villes ou dans les milieux ruraux et à remettre en cause les biais urbains qui composent la culture et les sciences des homosexualités (Herring, 2010 ; Halberstam, 2005 ; Phillips, Shuttleton, Watt, 2000 ; Gray, Johnson, Gilley, 2016).

Plusieurs éléments peuvent expliquer cette remise en cause. D'une part, la focale d'une grande majorité des travaux scientifiques sur les espaces métropolitains depuis les années 1950 a pu permettre une prise de conscience tardive du manque de considération des acteurs scientifiques pour les populations homosexuelles « périphériques », d'autant plus aux Etats-Unis où la majeure partie des études sont localisées sur les zones côtières et dans les grandes métropoles (Stone, 2018).

Un second argument, avancé par David Bell et Gill Valentine, est la difficulté d'accès pour les chercheurs à la population cible. La faible densité de population ainsi que l'absence d'un milieu gay comparable aux quartiers gays des grandes villes pose en effet un évident problème de recueil de données dans les milieux ruraux et les petites villes.

« Il y a eu une certaine négligence des gays et lesbiennes vivant en milieu rural dans le nombre croissant de récits de vie publiés ces dernières années (voir certaines références dans le "National Lesbian and Gay Survey", 1993), ce qui doit, en partie du moins, refléter les problèmes d'accès pour les chercheurs, ainsi que le métrocentrisme persistant dans les travaux sur l'homosexualité. Cette pénurie de matériel empirique signifie que la discussion de la vie gay rurale telle qu'elle est vécue ne peut malheureusement pas être très étendue à l'heure actuelle. » (Bell, Valentine, 1995, p. 116)

Les canaux d'informations et de diffusion étant bien souvent connectés privilégiement aux espaces urbains, comme pour le cas de la presse, des établissements commerciaux ou associatifs, les populations vivant au-delà de ces espaces se retrouvent ainsi sous-représentées (Figure 13).

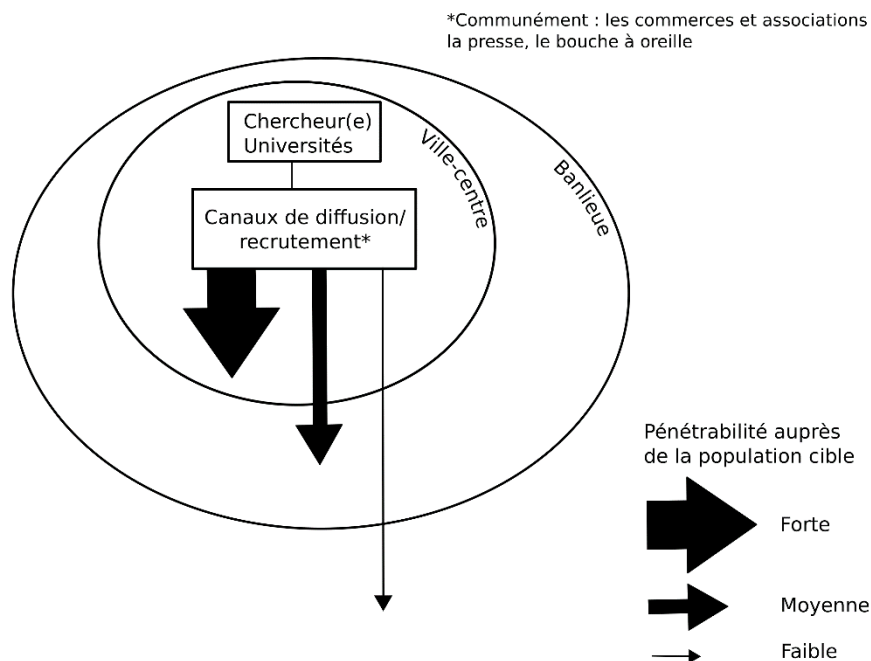


Figure 13 : Le biais urbain dans les méthodes d'enquêtes des populations homosexuelles

En conséquence, on retrouve une certaine stabilité dans les profils sociologiques des individus homosexuels contactés par le biais de la plupart des études, notamment une surreprésentation des individus entre 25 et 45 ans, avec un haut niveau d'étude, et généralement habitant les grandes agglomérations. A l'inverse, les individus en marge de la communauté gay se trouvent être particulièrement compliqués à atteindre (Lert, Plauzolles, 2003). Enfin, il est probable qu'il existe un biais géographique issu des représentations populaires et qui touche les sciences des homosexualités, que Judith J. Halberstam conceptualise sous le terme de « métronormativité » :

« Ce terme [métronormativité] révèle la confusion entre "urbain" et "visible" dans de nombreux récits normalisateurs des subjectivités gays/lesbiennes. Ces récits racontent l'histoire d'individus au placard [closeted] qui "sortent" [come-out] dans un environnement urbain qui, à son tour, est censé permettre la pleine expression du soi sexuel en relation avec une communauté d'autres gays/lesbiennes/queer. » (Halberstam, 2005, p. 36)

A travers ce terme, Halberstam met en évidence la normativité des parcours de vie gays et lesbiens, en particulier sur la présomption d'une plus grande tolérance des grandes villes vis-à-vis des sexualités minoritaires, et qui s'oppose aux petites villes et espaces ruraux jugés conservateurs, conduisant les individus homosexuels à quitter ces derniers pour rejoindre les métropoles. Le prisme métronormatif instaure ainsi une association systématique entre le parcours identitaire des individus, matérialisé par l'acte du *coming-out*, et le parcours migratoire orienté vers les grandes métropoles. Ces dernières sont ainsi censées offrir un environnement propice aux expressions identitaires et aux modes de vie homosexuels grâce à une démultiplication des possibilités de sociabilités communautaires (Figure 14).

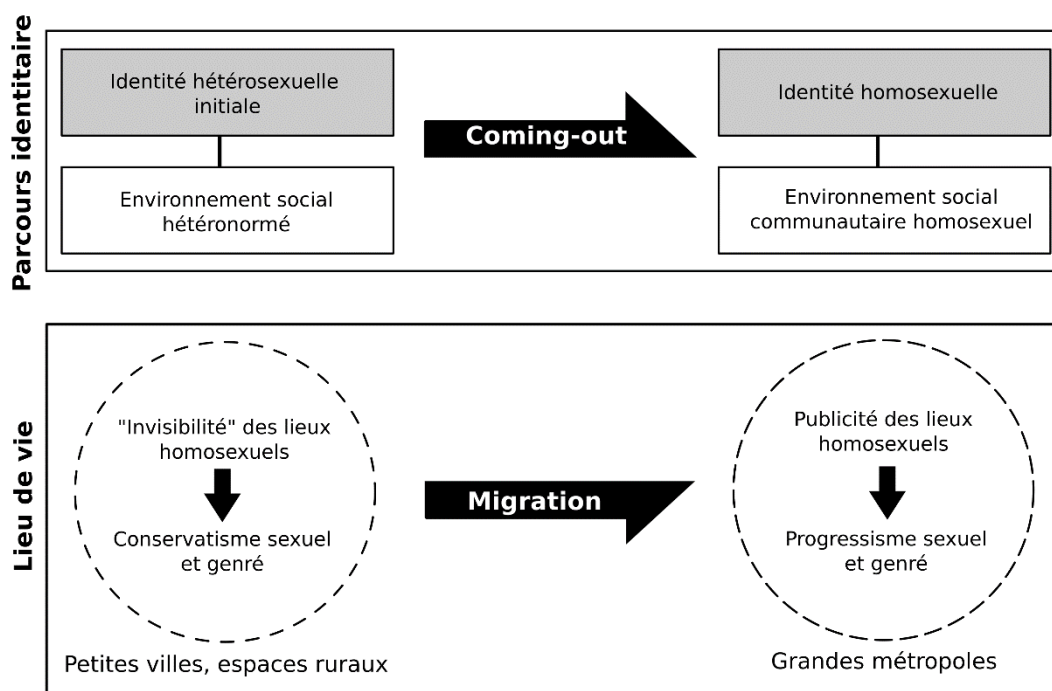


Figure 14 : Le prisme métronormatif

Ce type de récit est notamment soutenu par l'ouvrage sociologique *Réflexions sur la question gay* de Didier Eribon dans le chapitre « la fuite vers la ville » (Eribon, 2012). Il y est décrit de quelle manière la grande ville est devenue à la fin des années 70 un « refuge » pour les gays ayant quitté leur foyer familial.

Si ce phénomène a pu se vérifier en partie dans la deuxième moitié du XXe siècle, les recherches récentes concernant les parcours migratoires des personnes homosexuelles peinent à trouver un lien entre le choix du lieu de résidence et l'homosexualité. Il semble en effet que les différences générationnelles soient déterminantes dans le choix de migrer vers les grandes villes. Alors que pour les gays plus âgés, le lien entre l'identité homosexuelle et les grandes villes apparaît plus fréquent, les jeunes générations justifient peu leurs choix migratoires par leur sexualité (Wimark, 2016 ; Rault, 2016). Ainsi, plus que la sexualité, c'est avant tout les parcours de vie qui conditionnent ces migrations : là où l'étape du *coming-out* tend à faire s'éloigner les individus homosexuels du foyer familial, ce sont avant tout les opportunités professionnelles et étudiantes ainsi que la vie de couple qui ont une influence majeure sur les choix résidentiels (Cover et al., 2020 ; Cooke, Rapino, 2007 ; Blidon, Guérin-Pace, 2013)

De nombreuses études récentes étudient spécifiquement les subjectivités d'individus ayant décidé de se maintenir à l'écart des grandes villes. Celles-ci mettent en avant principalement trois points.

Tout d'abord, une certaine prise de distance vis-à-vis de l'identité gay et des modes de vie associés. En effet, la scène gay apparaît comme fortement normative, et peut pousser les jeunes gays à se mettre en danger dans le but de s'intégrer.

« La communauté LGBT urbaine était également perçue par certains, en particulier les homosexuels, comme un espace particulièrement dangereux. Comme le soulignent Valentine et Skelton, les communautés LGBT urbaines présentent des vulnérabilités liées

au genre pour les lesbiennes et les hommes gays. Les espaces réservés aux hommes gays, par exemple, peuvent être extrêmement sexualisés et peuvent présenter de nombreux risques en ce qui concerne la toxicomanie et les pratiques sexuelles dangereuses. » (Baker, 2016, p. 37)

Plus largement, cette prise de distance peut s'accompagner d'un rejet des styles de vie urbains et de ses dangers potentiels : la pollution, le stress, l'insécurité, les dérives de la vie nocturne (consommation de drogues, agressions sexuelles) (Schweighofer, 2016 ; Annes, Redlin, 2012a ; Leyshon, 2008), mais également d'un rapport différent à la notion de communauté, alors davantage tournée vers la famille et le voisinage (Kuhar, Švab, 2014 ; Baker, 2016). De ce fait, l'identité gay telle qu'elle est usuellement décrite au sein des populations des grandes métropoles, tend à s'exprimer de manière très diverse pour les individus vivant dans d'autres territoires. Pour certains, l'identité sexuelle s'efface presque intégralement au profit d'une identité sociale dominante ancrée dans la communauté locale (Wilson, 2000 ; Gray, 2009), pour d'autres, l'identité sexuelle est gérée et renégociée de manière plus fluide selon les contextes (Kramer, 1995 ; Kazyak, 2011 ; Kirkey, Forsyth, 2001). Si la plupart des homosexuels ayant grandi dans des petites villes ou dans les milieux ruraux mettent en avant l'isolement, l'oppression sociale forte et le peu d'accès aux ressources LGBT+, cela peut contradictoirement être un facteur de plus grande liberté dans la construction identitaire. En effet, là où les zones moins densément peuplées sont généralement constituées de communautés locales restreintes autorisant peu la dissimulation de la vie privée, ce sont également des espaces où il est plus facile de s'isoler physiquement des autres :

« Pour beaucoup, la vie à la ferme impliquait presque aucune vie privée. Être constamment entouré par les membres de la famille, souvent partager une chambre et parfois un lit, signifiait que personne ne pouvait réclamer un espace physique à soi. [...] Simultanément, l'isolation et l'espace de la vie à la ferme créait des poches de privacité, ou du moins des opportunités pour créer des moments privés. Certains garçons de ferme racontaient la possibilité pour eux de disparaître dans les champs, dans les granges ou dans les bois durant les corvées afin d'avoir un moment de répit vis-à-vis de leurs familles. » (Schweighofer, 2016, p. 229-230)

Un second point mis en avant est la variation des normes de genre par rapport aux milieux métropolitains. En effet, l'homosexualité masculine ayant longtemps été rattachée à une transgression de genre (voir la théorie de l'inversion sexuelle, ou Sibalis, 2007), la culture gay urbaine elle-même est fortement marquée par des références à la féminité (usages de pronoms ou surnoms féminins, travestissement, shows de drag-queen : *Chauncey, 1995 ; Leznoff, Westley, 1956*). A contrario, les espaces ruraux sont le plus souvent rattachés à la masculinité de par la prédominance des travaux physique et la rudesse des modes de vie. Cette binarité dans les représentations entre rural/urbain, masculin/féminin et hétérosexuel/homosexuel est particulièrement présente dans la culture populaire (Bell, 2009) au point que les termes finissent

eux-mêmes par se confondre les uns avec les autres. Le chapitre écrit par Alexis Annes en 2012 dans l'ouvrage *Boys don't cry! : Les coûts de la masculinité* en est un bon exemple²¹ :

L'auteur y met ainsi en évidence le rejet des normes féminines liées à la culture gay urbaine par les individus homosexuels ayant grandi dans le rural, de même que l'attachement de ceux-ci à une identité fortement masculine. Il conclue en justifiant ce fait par l'existence d'une matrice hétérosexuelle plus forte dans le rural qu'ailleurs, forçant les individus qui y vivent à s'y conformer. Si cet argument est probablement vrai pour certains individus, il occulte en revanche un fort biais qui normalise l'homosexualité comme étant systématiquement féminisante, en adéquation avec les représentations de la culture gay urbaine. Ainsi, une personne homosexuelle exprimant une forte masculinité serait forcément opprimée par la norme sociale et ne serait donc pas un vrai « gay » car très « hétéros ». Cet exemple montre bien les difficultés pour les travaux scientifiques à se défaire du biais métropolitain entourant l'homosexualité. Il serait ainsi nécessaire d'aborder ces questions en prenant en compte les particularités propres à chaque type d'espaces. Le déplacement des normes genrées entre les milieux urbains et ruraux devrait donc être abordé comme un cadre au développement d'identités homosexuelles spécifiques ayant chacune leurs systèmes normatifs sources d'exclusions pour qui ne s'y conforme pas (Sinfield, 2000).

Enfin, le dernier point mis en évidence par les études des homosexualités rurales découle directement de la stigmatisation homophobe de ces espaces :

« Lorsque la majorité des gens parlent des valeurs du milieu rural et des petites villes, ils se réfèrent, au moins en partie, à une culture de conservatisme sexuel qui est généralement, au mieux, assumée comme intolérante aux diversités sexuelles et de genres, au pire ouvertement sexiste et homophobe » (Gray et al., 2016, p. 4)

L'étude des discours des individus issus de ces milieux-là est néanmoins beaucoup plus nuancée. De nombreux homosexuels sont ainsi très bien intégrés dans leur lieu de vie sans que leur homosexualité ne soit pour autant dissimulée, ils mettent ainsi en avant le besoin de s'intégrer et de se rendre utile auprès de la communauté locale afin d'y être acceptés (Butterfield, 2018 ; Giraud, 2016 ; Kazyak, 2011 ; Baker, 2016 ; McKearney, 2020). Ces discours, qui apparaissent en décalage avec ceux des décennies précédentes semblent mettre en avant les changements sociétaux récents pour justifier de la meilleure acceptation de l'homosexualité dans les zones peu densément peuplées, notamment de plus importants mouvements de populations qui viennent casser l'image figée des communautés rurales, la diminution de l'emprise religieuse, ou encore le développement des réseaux LGBT+ ruraux (McKearney, 2020 ; Gottschalk, Newton, 2009).

De plus, l'essor d'internet depuis le début des années 2000, et plus globalement, la plus large diffusion des informations sur l'ensemble des territoires a probablement permis de faciliter l'acceptation de l'homosexualité, d'autant plus dans les territoires reculés ne bénéficiant pas d'un brassage culturel équivalent aux espaces urbains. Il semble en revanche que les politiques LGBT+ sur le sujet de l'homophobie ont par le passé eu tendance à alimenter ces inégalités territoriales, d'une part en dépeignant certains espaces comme systématiquement intolérants aux minorités

²¹ « Des « gays » très « hétéros » ou comment développer une identité masculine homosexuelle quand on a grandi à la campagne »

sexuelles, d'autres parts en incitant les individus LGBT+ à les quitter pour rejoindre le supposé refuge que constitue la grande ville (Halberstam, 2005 ; Cram, 2016 ; Henning, 2010).

« Peut-être que le plus compliqué pour la formation identitaire des jeunes queer ruraux est que les politiques de la visibilité LGBT leur racontent que les communautés rurales sont les derniers endroits où les jeunes LGBT devraient se trouver » (Gray, 2009, p. 168)

Cette représentation des milieux ruraux comme étant des espaces homogènes indépendamment d'où que l'on se trouve apparaît très problématique. Le concept même d'une ruralité unique est très flou tant il existe des territoires diversifiés d'un Etat à un autre, mais également au sein d'une même nation. Cette diversité doit évidemment être prise en compte, au travers des critères sociologiques des populations locales, et cela ne doit pas se limiter qu'aux petites villes et espaces ruraux, mais également aux grandes villes qui ont trop longtemps été rattachées par défaut à une certaine tolérance des minorités sexuelles.

Alors que la mise en évidence des homosexualités dans les milieux ruraux s'est accentuée à partir des années 2000, probablement en réponse à l'invisibilisation des possibilités homosexuelles qui pesait jusque-là dans la littérature, certains espaces, situés à mi-chemin de la hiérarchie urbaine demeurent encore aujourd'hui largement sous étudiés. Les petites et moyennes villes semblent demeurer dans un flou scientifique tant elles ne répondent ni à la structure communautaire des grandes métropoles, ni à la stigmatisation oppressante des campagnes. Dans ces territoires-ci, les études sont d'autant plus récentes, majoritairement à partir des années 2010. En particulier, elles mettent en avant le besoin d'aborder chaque espace par ses spécificités sociogéographiques. Plutôt que de raisonner selon la taille des villes, elles suggèrent de s'intéresser à la position et à la fonction de celles-ci dans l'espace régional et national (Muller Myrdal, 2016 ; Brown, 2019), et ainsi mettre en avant l'impact que cela a sur les modes de vie homosexuels.

« En allant au-delà d'une approche unidimensionnelle focalisée sur l'homonormativité, il serait possible de retracer comment les subjectivités LGBT façonnent les cultures et les politiques sexuelles dans un lieu spécifique. En faisant cela, un plus large éventail de personnes LGBT pourrait devenir visible. La récente histoire de Leicester sert à rappeler que les personnes LGBT ont, pendant des décennies, trouvé diverses manières de former des structures sociales, sexuelles et de soutien pour elles-mêmes dans des villes 'ordinaires'. » (Brown, 2019, p. 142)

A travers cette citation, Gavin Brown exprime le besoin de sortir de la logique normative de l'homosexualité (le terme « homonormativité » sera développé plus loin dans ce chapitre) pour pouvoir étudier celle-ci en dehors du cadre des grandes métropoles et des quartiers gays. Ce faisant, on pourrait alors mettre en évidence les structures des sociabilités LGBT+ spécifiques à ces espaces.

Cela peut se traduire par exemple via l'affirmation très forte des normes de genre masculines dans les anciennes villes industrielles, mais également par des mobilités plus grandes en cas de proximité à une métropole (Carles, 2019). Si le centrage sur les populations des grandes villes a permis la mise en évidence d'un milieu LGBT+ reproduisant les exclusions basées sur la classe,

l'âge, le genre, ou les origines (Prieur, 2015), s'intéresser aux villes de plus petite taille a aussi permis de montrer comment ces espaces pouvaient servir d'alternatives pour ces personnes exclues, par la possibilité qui leur est donnée de recréer des cercles de sociabilités plus ancrés dans le privé, mais également potentiellement moins normatifs (Langarita Adiego, 2020 ; Waitt, Gorman-Murray, 2007, Klett-Davies, 2019).

Les banlieues et les zones périurbaines ont également longtemps été délaissées par les chercheurs. La reconnaissance institutionnelle grandissante des couples de même sexe dans de nombreux pays a permis l'exploitation de données démographiques ciblant une partie des homosexuels vivant en couple (Gorman-Murray et al., 2010 ; Gates, Ost, 2004 ; Podmore, Bain, 2020). Celles-ci mettent notamment en avant l'importance des périphéries urbaines comme lieux de vie pour les populations homosexuelles, en particulier pour les individus en couple avec des enfants. Dans ces espaces où le conservatisme est dépeint comme un obstacle aux évolutions sociétales (Filion, 2015) et où l'hétéronormativité se ferait d'autant plus oppressive (Bain, Podmore, Rosenberg, 2018), plusieurs schémas d'identités homosexuelles semblent se développer, schémas qui varient en fonction de la prévalence de cette identité parmi les multiples identités d'un individu (Brekhus, 2003), mais également en fonction des temporalités et des spatialités en jeu, déconstruisant ainsi le mythe de l'homosexualité qui ne pourrait être épanouissante que si elle s'exprime « partout et tout le temps ».

3.2.2 Les pratiques en ligne, ou comment repenser les distances ?

Un des faits qui laisse penser qu'il est difficile de comparer les parcours de vie homosexuels mis en évidence au cours du siècle précédent (à l'image de la *fuite vers la ville* des années 1970 citée par Eribon) avec ceux des générations plus récentes, est l'essor des technologies numériques, dont le minitel et internet dès la fin des années 1990. En redessinant les représentations des distances et des lieux, les pratiques en ligne deviennent ainsi des entrées incontournables pour observer et comprendre les sociabilités homosexuelles (Léobon, 2009 ; Bergström, 2011). En effet, contrairement aux premiers travaux sur le sujet qui tendaient à opposer espaces virtuels et espaces physiques, le cyberspace est aujourd'hui considéré comme un vecteur à part entière de sociabilités, dont les répercussions sur les pratiques physiques sont non négligeables (DeHaan et al., 2013 ; Ellison et al., 2012).

« Le réseau permet aux internautes d'accéder à n'importe quels individus, ressources ou bases de données d'utilisateurs, situés à distance. Cette situation d'interaction sociale nouvelle impose une réflexion sur la manière de médiatiser ses contacts ou de se rallier à des communautés en ligne. Elle laisse aussi entendre que le réseau peut sérieusement modifier la manière de se mettre en scène, de percevoir l'autre et de se rencontrer. Ainsi, envisager le cyberspace comme « lieu d'interaction » entre groupes ou individus nous conduit à poser un raisonnement à la fois centré sur l'individu (qui va gérer ses besoins d'interaction selon ses ressources) et territorial puisque s'intéressant aux champs sociaux produits dans un espace. Une géographie sociale des homosexualités ne peut donc ignorer le nouveau territoire constitué par le contenu des services distribués par l'internet. » (Léobon, 2009)

L'usage massif des outils de sociabilités numériques par les populations homosexuelles a ainsi montré ses impacts en termes de reconfigurations des lieux, notamment le déclin suggéré des quartiers gays (Wilkinson et al., 2012 ; Nash, Gorman-Murray, 2016), mais aussi dans la conception même des lieux gays. La prise en compte des espaces numériques, par leurs interactions complexes avec l'espace physique, pose la question de l'hybridation des lieux plutôt que d'une séparation distincte entre les deux (Miles, 2018). Ainsi, l'espace numérique, d'autant plus grâce aux outils de géolocalisation, doit être vu comme se superposant aux espaces physiques plutôt que comme un espace à part (Blackwell et al., 2015). On peut ainsi se demander, dans la mesure où l'espace en ligne offre la possibilité d'échanger et de se rencontrer entre personnes homosexuelles sans l'injonction à fréquenter des lieux communautaires physiques, quelles sont les reconfigurations spatiales à l'œuvre liées à l'essor du numérique ?

Alors que certains espaces en ligne, comme les applications de rencontre, s'inspirent des espaces physiques en reprenant par exemple les codes de communication ou de respect de l'anonymat des lieux de consommation sexuelle, ils rompent néanmoins avec un des principes fondamentaux de l'établissement des lieux physiques : la co-présence des individus dans les cercles de sociabilités traditionnelles (Rivière et al., 2015 ; Bergström, 2019). Les conséquences de cela sont nombreuses et ouvrent en particulier une multitude de possibilités spatiales. Les individus, par un accord commun de se rencontrer, peuvent alors être à l'initiative de la formation de lieux dans des configurations très diverses, redonnant par exemple une place centrale au domicile, soit autant de lieux homosexuels à investiguer.

« En revanche, l'usage de l'application [Grindr] a pour effet de dissocier sociabilité et sexualité, de disperser et de privatiser les territoires de sexualité en (re)donnant notamment une place centrale au domicile. Le média numérique rompt avec les contraintes de coprésence physiques (corporelles), temporelles et territoriales unifiées dans un même lieu de sociabilité. » (Rivière et al., 2015)

Face à ces nouvelles innombrables possibilités spatiales pour les individus homosexuels, on peut se demander ce que cela implique pour les traditionnelles représentations dichotomiques entre l'urbain et le rural, ou entre la grande métropole et la périphérie.

D'une part, il est établi que l'avènement de l'ère numérique a grandement réduit les écarts d'accès aux informations, autrefois induits par des rapports de distances. L'accès à internet est ainsi devenu un outil plébiscité par les jeunes homosexuels afin de découvrir, se renseigner sur leur orientation et les pratiques homosexuelles, lutter contre l'isolement et l'impression d'être « seul au monde » comme le décrivent de nombreux individus face à leurs attirances, voire même de rencontrer des semblables (Pingel et al., 2013 ; Harper et al., 2016 ; Haag, Chang, 1997 ; Giano, 2021).

Internet apparaît alors comme un outil qui permet de pallier la distance, d'avoir accès à des informations qui ne sont pas locales, et, en particulier pour les individus habitant les espaces reculés, de pouvoir faire circuler des informations concernant les milieux *queer* (Gray, 2009 ; Giano, 2021).

Néanmoins, cette forme de globalisation de l'accès aux communautés homosexuelles possède également son contrecoup en exposant les individus aux discours dominants, y compris ceux relayant l'idée que les milieux ruraux ne sont pas adaptés aux personnes LGBT+ (Gray, 2009).

En ce sens, la prise en compte des espaces en ligne semble déterminante pour pallier le biais de la visibilité des lieux et des pratiques physiques qui régit une grande partie des études sur les populations homosexuelles. Avec l'essor des technologies de géolocalisation, on peut notamment considérer que nombres d'individus rendent visible leurs affiliations communautaires à travers les espaces en ligne, et que ces nouvelles pratiques numériques, par leur superposition aux espaces physiques, impactent également ces derniers (Blackwell et al., 2015).

3.2.3 L'enquête des populations homosexuelles et les apports d'une approche régionale

Malgré des difficultés de définitions, délimiter les contours des populations homosexuelles et dénombrer ses individus demeure un enjeu d'importance. Cet enjeu peut notamment être politique dans la mesure où avancer le poids des effectifs homosexuels dans la population peut permettre de motiver des investissements législatifs et financiers en direction de ce groupe (Lhomond, 1997). Cependant, ces études sont largement contraintes par les populations ciblées et les canaux de recrutement choisis pour atteindre celles-ci (Meyer, Wilson, 2009).

Comme cela a été introduit dans le chapitre précédent, on retrouve dans la littérature majoritairement deux approches permettant de définir les populations homosexuelles : l'approche identitaire (utilisant généralement les qualificatifs « gays » et « lesbiens », ou « homosexuel »), ou l'approche comportementale (visant le plus souvent les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, ou encore via l'analyse de la composition des couples cohabitants).

De ce fait, les estimations des populations homosexuelles peinent à trouver des points de comparaison en termes de méthodologies, et les résultats sont donc rarement comparables d'une étude à une autre.

Ces écarts d'une étude à une autre, dépendent également des indicateurs qui sont mobilisés pour dénombrer les personnes homosexuelles. Par exemple, au travers de l'Enquête Famille et Logement, on compte en 2011, 0,6% de couples de mêmes sexes, puis 0,9% en 2018 (INSEE, 2019). Si cette mesure permet effectivement un premier aperçu de la prévalence des couples homosexuels (encore que l'on pourrait se questionner sur l'aspect très hétéronormatif de la notion de couple et du fait qu'elle ne correspond peut-être pas toujours aux vies homosexuelles) dans la population générale, elle demeure en revanche très partielle pour appréhender le nombre d'individus homosexuels, d'autant plus lorsque bon nombre d'enquêtes prêtent aux homosexuels un taux de célibat important (Lerch, 2007 ; Shiltz, 1998).

Un autre outil mis en œuvre pour dénombrer la part des homosexuels dans la société peut résider dans l'enquête « Analyse des Comportement Sexuels en France » (ACSF) de 1992, puis à partir de 2006, l'enquête « Contexte de la Sexualité en France » (CSF). A partir de ces deux sources, environ 4,1% des hommes déclarent avoir déjà eu des relations homosexuelles au cours de leur vie, et

seulement 1,1% si l'on prend en compte uniquement la dernière année précédant l'enquête (Shiltz, 1998).

Que ce soit au travers des enquêtes sur la sexualité ou sur la famille, la surreprésentation de la région parisienne et des grandes villes dans les lieux d'habitations des répondants homosexuels est systématique. On retrouve également cette surreprésentation dans les enquêtes nationales spécifiques aux populations homosexuelles, comme l'Enquête Presse Gay et Lesbienne (EPGL) dont la part des résidents d'Île de France avoisine souvent les 30%.

Cette surreprésentation a souvent mené à des conclusions sur le lien favorable entre l'expression de l'homosexualité et les grandes villes. Brigitte Lhomond et Stuart Michaels (2000) affirment ainsi en interprétation des résultats de l'enquête CSF qu' « *Habiter un des grands centres urbains favorise l'expression de l'homosexualité, de manière plus marquée pour les hommes que pour les femmes.* ».

Ce type de raccourci est problématique à plusieurs niveaux. Les enquêtes nationales, bien que souvent attachées à un souci de représentativité des échantillons, ne basent cette représentativité que sur quelques critères socio-économiques tels que l'âge, le sexe, la catégorie socioprofessionnelle ou encore le type de lieu de vie, et non sur l'ensemble des variables abordées par le questionnaire comme cela devrait se faire (Gobo, 2004). Or, à fortiori pour des enquêtes relevant de la sexualité, on peut se demander si la variabilité des réponses ne peut se résumer qu'à ce type d'indicateurs, en supposant notamment que la répartition des individus homosexuels dans la population est strictement identique à la population générale. De plus, d'un point de vue géographique, on peut se questionner quant à la pertinence de classer les répondants en fonction du nombre d'habitants dans la commune de résidence comme cela se fait majoritairement dans les enquêtes nationales. Peut-on par exemple réellement envisager une quelconque cohérence entre des répondants habitant tous des communes de plus de 100 000 habitants lorsque celles-ci comprennent aussi bien des communes telles que Paris, Marseille, Toulouse, ou encore Brest ?

Enfin, c'est surtout dans un souci d'échelle que les conclusions qui sont tirées de ce type d'enquêtes, d'un point de vue géographique, sont incertaines. Travailler à l'échelle nationale, c'est risquer de minimiser, voire d'invisibiliser les zones moins densément peuplées.

L'enquête MobGay menée par Marianne Blidon en 2007 en est un bon exemple. Outre le fait que le mode de diffusion, par la presse gay nationale, puisse favoriser largement les individus urbains, on remarque surtout que l'échelle de représentation néglige fortement les individus résidant dans des communes de moins de 100 000 habitants (alors que ceux-ci constituent, malgré leur sous-représentation, tout de même 20% de l'échantillon) au profit de ceux issus des grandes métropoles régionales (Blidon, Guérin-Pace, 2013) (Figure 15).

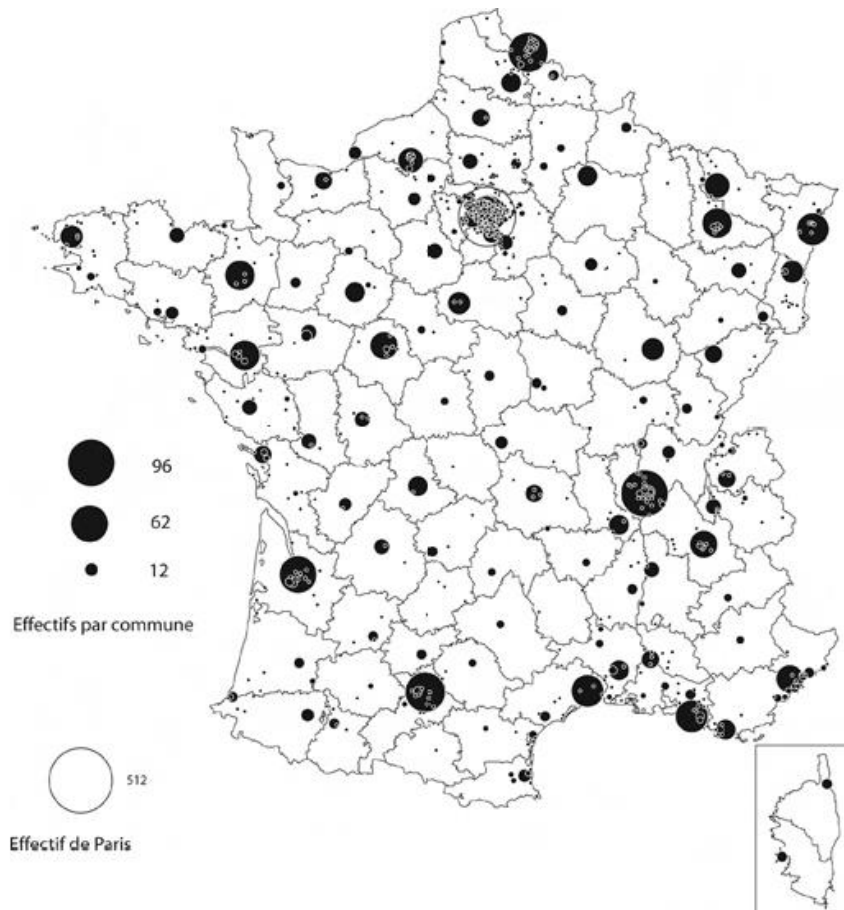


Figure 15 : Répartition géographique des répondants à l'enquête MobGay de 2007
 Source : Blidon, Guérin-Pace, 2013

C'est en ce sens qu'une approche plus locale, mais aussi plus systémique semble particulièrement pertinente.

La région peut se définir comme un espace présentant, selon différents critères, une certaine unité. Ces critères, pouvant aller des caractéristiques paysagères, des « genres de vie », une culture commune, un langage (Vidal de la Blache, 1903), confèrent au concept de région une grande polymorphie. En effet, la région peut se délimiter sur des surfaces variables (des continents entiers dans le cas des études aréales, à des unités paysagères de quelques dizaines de kilomètres carré) qui dépendent principalement de l'objet étudié et du territoire d'étude pertinent à son analyse. Alors qu'initialement délimité par la topographie naturelle, le concept de région a peu à peu incorporé des paramètres relatifs aux sociétés humaines, comme les cultures, les pratiques territoriales ou encore les mobilités.

« À la fin du XIXe siècle, les géographes qui, à la suite de Vidal de la Blache, dressent l'inventaire des régions naturelles, notent les dénominations populaires qui leur sont associées. Un doute s'installe pourtant chez certains : les noms de pays fluctuent. Plusieurs se superposent parfois dans la même aire naturelle. Leurs limites sont floues, varient au cours du temps et ne coïncident que rarement avec celles des régions dessinées par la nature. » (Claval, 2016)

Néanmoins, l'importance du paysage dans l'approche régionale n'est pas à laisser de côté pour autant. C'est par ailleurs probablement au croisement entre le culturel, le social et le paysager que l'étude régionale peut tirer le maximum de son potentiel. En effet, l'importance du paysage dans l'expression des désirs (homo)sexuels n'est pas récente (Gaissad, 2020 ; Gaissad, Audouit, 2014 ; Jaurand, 2005 ; Lieshout, 1997) et permet, au moins en partie, de rééquilibrer un rapport de force largement en faveur des études urbaines en ce qui concerne l'étude des homosexualités.

A mi-chemin entre les études urbaines et les études nationales, l'échelle régionale permet donc d'observer les dynamiques spatiales sur un territoire cohérent mais pas forcément homogène, et suffisamment vaste pour qu'il puisse faire sens à l'échelle des perceptions individuelles. La définition que l'on peut retenir, et qui semble particulièrement pertinente, revient à considérer la région comme un « espace vécu » (Frémont, 2009), c'est-à-dire un espace qui engloberait la totalité des pratiques quotidiennes des individus (foyer, lieu de travail, de loisirs, de sociabilités, etc.). Le critère de l'unité territoriale devient alors secondaire, au profit de celui de la cohérence à une échelle individuelle. On peut ainsi envisager la région comme constituée d'espaces diversifiés (des grandes villes, des moyennes et petites villes, des espaces naturels, des espaces balnéaires, etc.), chacun associé à une ou plusieurs fonctions spécifiques dans le quotidien des individus.

De cette façon, on se rend bien compte que les options de délimitation d'une région sont quasi-infinies tant les critères sur lesquels ces délimitations s'appuient peuvent être variés. C'est pourquoi il est, je pense, primordial de ne pas voir la région uniquement comme un terrain d'étude qui serait fixe et incontestable, mais plutôt comme une approche méthodologique qui a aussi bien comme rôle de cadrer spatialement une recherche, que d'initier une réflexion sur sa propre pertinence et cohérence.

Cette approche régionale semble également tout à fait adaptée aux préconisations des chercheurs ayant embrassé la critique métronormative, notamment en faisant primer les aspects relationnels entre les différentes entités territoriales plutôt qu'une logique hiérarchique basée exclusivement sur la taille des villes.

« Les ressources et les lieux ne sont pas seulement fonction de la taille, mais sont également liés à la relation entre la municipalité et la région. » (Muller-Myrdhal, 2016, p. 43)

La région comme espace d'étude permet également d'observer les spatialités du pouvoir, et en particulier de l'hétéronormativité. En effet, alors que pendant longtemps, les grandes métropoles ont été représentées comme étant à la pointe du modernisme et à l'origine de la diffusion des idéologies progressistes, ces spatialités s'avèrent en réalité être beaucoup plus dispersées et disjointes (Knopp, Brown, 2003). Il existe en effet des traces historiques datant du début du XXe siècle, de comportements *queer* (bien que ceux-ci n'étaient à l'époque pas considérés comme tels) spécifiques à certains territoires ruraux, comme des pratiques de travestissement, des transgressions genrées et des relations homosexuelles connues et tolérées (sous certaines conditions) par les communautés locales (Johnson, 2013). Contrairement à l'idée selon laquelle les comportements *queer* auraient été visibilisés dans, et exportés depuis les grandes métropoles états-uniennes à cette même période, ce constat redonne en partie aux espaces ruraux leur capacité à produire eux-mêmes une culture *queer*. D'autant plus à une époque qui favorise la

mobilité des individus, on peut envisager que cette diffusion se fait, au travers des migrants qui emportent avec eux leur vision du monde, leurs traditions, leurs souvenirs, aussi bien depuis que vers les centres métropolitains.

Loin de constituer une critique de la pertinence des travaux à l'échelle nationale ou se concentrant exclusivement sur les grandes villes, qui sont évidemment de grande importance, cette démonstration a surtout comme but la mise en évidence de la nécessité de mener en parallèle des approches plus locales, mais également favorisant l'exploration des relations entre les territoires. C'est notamment la démarche entreprise au travers de l'échelle régionale mobilisée dans cette thèse, mais aussi de nombreux travaux auxquels j'ai fait référence au cours de ce chapitre.

Conclusion du chapitre 3

A travers un panorama historique de l'ancrage géographique des principales études sur les populations homosexuelles, on a pu voir qu'initialement, de nombreux travaux se sont focalisés sur les populations urbaines, plus facilement accessibles et identifiables. En effet, les caractéristiques de la grande ville : la forte densité de population et la possibilité d'y constituer des enclaves communautaires a probablement favorisé le développement des communautés homosexuelles dans ces territoires.

En parallèle, la culture populaire, via le cinéma, la télévision ou la musique, a été un des vecteurs du développement de représentations spatialement orientées, présentant la plupart du temps la grande ville comme un idéal homosexuel en opposition aux périphéries où régneraient un climat hostile aux minorités sexuelles.

Ces conditions ont mené au début des années 2000 à l'émergence de nombreuses critiques sur la binarité géographique des discours sur l'homosexualité, notamment la critique métronormative introduite en 2005 par Jack Halberstam. Celle-ci dénonce la normalisation des parcours de vie homosexuels basée sur une confusion entre les parcours identitaires et migratoires. Elle critique plus particulièrement les représentations majoritaires qui tendent à affirmer que l'identité homosexuelle ne peut être pleinement affirmée et vécue que dans les grandes métropoles, poussant ainsi les individus à quitter les petites villes ou les milieux ruraux supposés plus hostiles aux expressions homosexuelles.

L'émergence de ces critiques a provoqué un regain d'intérêt de la recherche pour ces espaces périphériques qui se sont alors intéressés aux populations homosexuelles habitant les petites et moyennes villes, les espaces ruraux ou encore les banlieues. Ces recherches, contrairement aux travaux de la seconde moitié du XXe siècle montrent des réalités plus nuancées, en insistant sur la difficulté de généraliser les vécus homosexuels sur la base de la hiérarchie urbaine.

La région, par ses considérations variables (par quels critères définit-on la région ?) et les questions qu'elle soulève (le périmètre de la région choisie est-il pertinent vis-à-vis du sujet d'étude ?), présente un intérêt certain dans ce contexte. En effet, la région suppose une certaine homogénéité, que ce soit en termes de paysages, de cultures ou de modes de vie des populations. Néanmoins, en considérant ici la région comme un espace qui permet d'englober l'ensemble des pratiques quotidiennes de sa population, on vise avant tout à définir un territoire qui fait sens pour les individus qui l'habitent.

En se positionnant à l'échelle intermédiaire entre les approches nationales et locales, l'approche régionale mitige ainsi l'invisibilisation des territoires les moins densément peuplés que l'on constate au niveau national. Elle permet aussi d'étudier les liens étroits qui peuvent exister entre les vécus homosexuels, les facteurs socio-culturels locaux, et le paysage, sans pour autant nier l'importance des interconnexions et des phénomènes de polarisation générés par les grandes métropoles. Outre la délimitation d'un terrain d'étude, c'est également d'un point de vue méthodologique que l'échelle régionale est pertinente puisqu'elle donne la possibilité de questionner les contours du territoire concerné et de jauger sa cohérence au regard de l'objet étudié.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Cette première partie a été l'occasion d'inscrire cette thèse dans son contexte théorique et thématique. Elle a permis de clarifier les affiliations scientifiques que j'ai opérées afin de donner à cette recherche sa cohérence. En effet, concernant des thématiques dont les angles d'approches sont variés, l'enjeu était avant tout de choisir et justifier les concepts et les socles théoriques les plus appropriés aux questionnements de recherche posés.

Pour cela, le chapitre 1 a permis de clarifier l'ancrage disciplinaire de cette recherche dans la géographie culturelle, notamment avec l'apport des théories *queer* issues de la sociologie dont un point important est l'articulation des questions liées à la sexualité avec celles des désirs et du genre. Ce faisant, l'objectif est de questionner l'essentialisation et la forte binarisation des catégories sexuelles et genrées. De plus, j'ai souhaité affirmer l'orientation de ce travail vers la notion de spatialités plutôt que vers celles des identités et des lieux car elle permet à mon sens de mieux transcrire la réalité géographique des individus homosexuels. Egalement, en utilisant des concepts issus d'autres champs disciplinaires, mon but était de montrer comment la conceptualisation des risques pouvait permettre d'éclairer différemment les phénomènes oppressifs qui conditionnent en partie les existences homosexuelles, notamment l'hétéronormativité.

Dans le second chapitre, ma volonté était de lever le flou existant sur de nombreux termes liés aux existences homosexuelles, à commencer par la notion même de personne « homosexuelle ». Cela a permis dans un premier temps d'explicitier les contours de ce qui sera ma population d'étude, mais aussi d'engager un questionnement sur la pertinence des catégories existantes. En considérant ainsi les hommes homosexuels comme des « hommes ayant des attirances sexuelles ou romantiques pour d'autres hommes », j'étends mettre en retrait la notion d'identité, à mon sens bien trop rattachée à certaines cultures, et donc à certains territoires. Dans la suite de ce chapitre, le même travail de définition a été porté sur le système oppressif qui pèse sur les minorités sexuelles, notamment en préférant utiliser le concept de préjugés homosexuels pour définir les violences et discriminations que peuvent subir ces individus, mais également en tentant d'établir, à partir de la littérature disponible, une première vue d'ensemble des conséquences sur les vies homosexuelles.

Le chapitre 3 s'est concentré sur une approche critique de la dimension géographique de bon nombre de travaux concernant les populations homosexuelles. On a notamment pu voir comment la notion de métronormativité, qui décrit l'appétence des cultures gays pour les environnements urbains, permettait de mettre en évidence d'importants biais géographiques dans l'étude de ces populations. C'est donc en prenant en compte cette critique que cette thèse s'est structurée, notamment par le fait d'adopter une approche régionale, à mon sens plus apte à étudier les populations et les pratiques homosexuelles sans systématiquement privilégier les grands espaces urbains.

Nous verrons plus particulièrement dans la partie suivante comment ces éléments de contexte sont intervenus dans la méthodologie et les outils mobilisés à différents niveaux. En effet, que ce soit au cours de la phase d'enquête, dans la manière d'aborder la population cible, ou dans le choix du terrain d'étude, nous verrons comment l'ancrage scientifique décrit et discuté dans la première partie se manifestera ici.

SECONDE PARTIE

PRODUIRE ET RECUEILLIR DES DONNEES SUR LES HOMOSEXUALITES ET L'HETERONORMATIVITE PAR DES APPROCHES PLURIDISCIPLINAIRES ET MULTI-OUTILS

En l'absence d'une délimitation précise des populations homosexuelles et d'une description ou compréhension satisfaisante des spécificités qui impactent leurs vies, un des objectifs de cette recherche a été de tenter de circonscrire ces phénomènes. Pour cela, un important travail de récolte et de production de données a été entrepris afin de caractériser des populations qui aujourd'hui encore, passent systématiquement au travers de toutes tentatives de recensement.

Le chapitre 4 insistera particulièrement sur les données existantes qui ont pu être mobilisées et retravaillées durant cette thèse. Il décrira en particulier les différentes bases utilisées ainsi que la manière dont j'ai pu avoir accès à celles-ci. Egalement, il dressera un compte rendu des méthodes de traitements des données et des outils utilisés à cette fin pour permettre la reproduction des démarches entreprises.

Le chapitre 5 détaillera la production des données propres à ce travail, c'est-à-dire les données inédites qui ont été produites via les deux méthodes d'enquêtes principales : les questionnaires et les entretiens semi-directifs. On y abordera notamment la structuration de ces deux outils, les méthodes de passations mises en œuvre mais aussi les pré-traitements qui ont été effectués afin de pouvoir rendre ces données analysables.

Le chapitre 6 se concentrera sur la présentation du terrain d'étude choisi pour ce travail, à savoir la région des Hauts-de-France. Dans la suite directe de la première partie et notamment de la prise en compte de la critique métronormative, ce chapitre a un double objectif : justifier la pertinence du choix de la région dans l'optique d'une mise à distance des espaces métropolitains majoritairement étudiés dans le champ de la géographie des homosexualités ; présenter les spécificités sociales, culturelles et paysagères de la région qui pourraient permettre de mieux comprendre l'organisation des populations et des modes de vies homosexuels locaux.

CHAPITRE 4

RECOLTER LES DONNEES EXISTANTES SUR L'HOMOSEXUALITE ET L'HETERONORMATIVITE A L'ECHELLE REGIONALE

Dans ce chapitre, commencerai par présenter les hypothèses et la problématique de recherche qui sont à la base de ma réflexion, puis je présenterai les multiples démarches entreprises pour récolter et traiter des données concernant les spatialités homosexuelles, l'hétéronormativité et les attitudes qui en découlent.

Dans un second temps, je passerai en revue l'ensemble des sources mobilisées, ainsi que les outils et les méthodes ayant servis à récolter, créer et traiter de la donnée spatiale. Nous verrons plus particulièrement les démarches amorcées pour mettre à profit les sources issues d'internet, d'associations, mais également directement du terrain à travers l'expérience des individus rencontrés. Au-delà du contenu même de ces bases, ce premier état des lieux des données disponibles peut en soi constituer les prémices de résultats dans la mesure où le suivi des populations homosexuelles reste à ce jour très épars et non centralisé.

4.1 Créer une base de données régionale : considérations techniques

4.1.1 Hypothèses de recherche

L'état de l'art présenté dans la partie I a mis en évidence la grande diversité des approches existantes pour l'étude des homosexualités mais aussi les multiples évolutions qui ont impactées ce champ de recherche au cours du siècle précédent. Il en ressort notamment une importante complexité due à l'articulation, parfois à la confusion, entre les domaines scientifiques et militants, créant un certain flou terminologique. Néanmoins, ce tour d'horizon des recherches sur les homosexualités permet de faire émerger trois hypothèses de recherche principales, qui sont autant de pistes à vérifier et qui ont été soulevées par l'analyse des lectures abordées précédemment, par les échanges qui ont eu lieu avec les spécialistes de ces thématiques (qu'ils soient scientifiques ou issus de la société civile), et enfin par un intérêt personnel qui est retracé au sein du prologue de ce manuscrit.

Hypothèse 1 : Plutôt que les typologies territoriales basées sur la hiérarchie urbaine seule, les approches locales et multiscalaires sont plus à même de révéler les spécificités des spatialités homosexuelles

Cette hypothèse a comme intérêt principal de réétudier et réactualiser les liens spontanés qui sont suggérés entre la grande ville, la visibilité des populations homosexuelles, et la tolérance à l'homosexualité dans de nombreux travaux du siècle précédent. Elle suppose de questionner la pertinence de ces liens sur le terrain d'étude et pour les populations étudiées et vise à tester la pertinence d'une approche plus locale des homosexualités. Elle se base également sur un éclairage de l'objet d'étude via plusieurs angles qui ont, dans la littérature, souvent été distincts (identités *versus* pratiques sexuelles, urbain *versus* périphérie ; public *versus* privé).

Hypothèse 2 : Il existe un décalage entre les représentations territoriales qu'ont les individus de l'hétéronormativité et les réalités vécues

La présence de l'homosexualité dans les discours et débats publics étant relativement récente, les représentations qui y sont liées sont également peu développées et surtout, peu nuancées. Cette hypothèse tend ainsi à questionner un éventuel écart entre les représentations territoriales majoritaires de l'homosexualité et de sa tolérance et les expériences vécues par les individus.

Hypothèse 3 : Les liens qui existent entre les normes de genre, les identités sexuelles et les désirs fournissent une grille de lecture qui permet de mieux comprendre les représentations de l'hétéronormativité

Cette dernière hypothèse aborde le degré d'imbrication entre les différentes composantes du système sexe/genre/désir dans une meilleure compréhension des représentations de l'hétéronormativité et des violences qui peuvent en découler. Elle suppose qu'il est incomplet de vouloir analyser ces représentations sans une approche discursive conjointe sur la signification du genre et des désirs chez les individus homosexuels masculins.

4.1.2 Organisation générale

Afin d'élaborer un premier panorama de l'homosexualité à l'échelle régionale, de nombreuses données ont été récoltées, produites et structurées dans le cadre de ce travail. Le sujet étant hautement complexe et les entrées pour le circonscrire multiples, il paraît irréaliste de l'aborder sans illustrer, du moins en partie, sa diversité.

Le socle méthodologique de ce travail consiste ainsi à établir les contours de ce que l'on peut considérer comme des spatialités homosexuelles masculines, c'est-à-dire concernant des pratiques spatiales spécifiques, en relation ou non avec les préjugés homosexuels (ou du moins la crainte de ceux-ci). Comme cela a pu être abordé dans la première partie, les notions de préjugés, d'homophobie, ou encore d'hétéronormativité présentes dans des contextes d'applications inégaux, et ont été maintes fois sujet à évolutions au cours du siècle passé. Pour cette raison, diverses approches ont été mobilisées, en partant du concept de victimation, de ses appropriations par la sphère publique, mais également en interrelation avec les questions de la visibilité et de l'affirmation des identités homosexuelles et de ce qu'elles peuvent nous dire sur l'exposition et la gestion du risque homophobe par les individus.

L'organisation thématique de la base de données créée pour l'occasion s'articule autour de deux pôles composés à la fois de données produites durant la thèse et de données récoltées auprès de divers organismes institutionnels, commerciaux ou associatifs. Le pôle « homosexualité et hétéronormativité » (Tableau 2), rassemble des données abordant différentes facettes des préjugés que subissent les hommes homosexuels et dont la composante principale est l'enquête menée spécifiquement pour cette thèse (enquête 3H) et présentée dans la partie 5.1, mais également les marqueurs spatiaux de la vie homosexuelle sur le territoire (lieux, pratiques). En effet, si les populations homosexuelles ne subissent pas en permanence l'oppression homophobe, la crainte de celle-ci pénètre dans une grande partie des pratiques individuelles et collectives, notamment via des mécanismes tels que le stress minoritaire (Meyer, 1995). Renseigner les pratiques spatiales homosexuelles et les mécanismes de sociabilités peut ainsi servir de marqueur relatif aux représentations de l'hétéronormativité.

Le second pôle concerne les données contextuelles socio-économiques, culturelles mais aussi physiques, non directement rattachées à l'homosexualité ou à l'hétéronormativité, mais qui peuvent permettre de les replacer dans leur environnement local et d'expliquer en partie leurs spatialités (Tableau 3).

Données « homosexualité et hétéronormativité »	Donnée	Description	Mode de recueil de la donnée
	Enquête 3H	Individus homosexuels habitant la région	Créée par questionnaire en ligne
	Le Refuge	Individus hébergés par la fondation Le Refuge entre 2017 et 2020	Récoltée auprès de l'association
	Dragueurs	Base de données des utilisateurs du site lieuxdedrague.fr en 2021	Récoltée auprès de l'administrateur
	Association LBGT+	Associations à destination des publics LBGT+	Créée par recensement et questionnaire en ligne
	Commerces LBGT+	Commerces ouvertement à destination des personnes LBGT+	Recensée manuellement en ligne et dans la presse spécialisée
	Lieux de drague publics	Lieux publics recensés sur le site lieuxdedrague.fr	Recensée manuellement sur lieuxdedrague.fr
	Evènements LBGT+	Evènements à destination des populations LBGT+	Recensée manuellement en ligne
	Agressions homophobes Presse	Agressions homophobes relayés par la presse locale et spécialisée	Recensée manuellement sur les sites de presse en ligne
	Hébergements MisterB&B	Hébergements temporaires mis à disposition des populations LBGT+	Recensée manuellement sur le site misterbandb.com

Tableau 2 : Bases de données « homosexualité et hétéronormativité »

Données contextuelles	Donnée	Base de données - Producteur	Type
	Communes	BD TOPO 2021 - IGN	SIG
	Départements		
	Régions		
	EPCI		
	Autoroutes		
	PNR	INPN	
	Forêts publiques	CLC 2012 - AEE	
	Occupation du sol		
	Données carroyées	Filosofi - INSEE	
	Classification urbaine	INSEE	

Tableau 3 : Bases de données contextuelles

4.1.3 Discretisation de l'information géographique et adaptation au contexte régional

Prendre comme aire d'étude l'espace régional nécessite de clarifier les catégories territoriales, les regroupements, qui seront mobilisés pour spatialiser l'information. Qu'entend-t-on par « espaces

ruraux », « petite », « moyenne » ou « grande » ville ? Les définitions étant contextuelles, et variant d'un territoire à un autre, il convient de les expliciter afin d'obtenir un cadre d'analyse cohérent tout au long du travail de recherche.

Tout d'abord, une première typologie qui a été longtemps utilisée, notamment par l'INSEE, repose sur le dénombrement des populations. Avant 2021, ce critère était principalement utilisé pour différencier les communes rurales des communes urbaines à partir du seuil de 2 000 habitants. Si cette classification par la population permet en effet une large discrétisation des espaces urbains, il réduit néanmoins les communes rurales à une catégorie homogène sans aucune prise en compte des réalités socio-économiques ni même de l'emprise surfacique des activités humaines sur le territoire communal.

C'est donc principalement pour qualifier les villes que ce critère sera conservé durant ce travail. La notion de « grande ville », généralement considérée au-delà de 100 000 habitants, semble relativement pertinente au vu du contexte régional (Tableau 4). En effet, elle englobe les deux villes que sont Lille et Amiens, soit les deux anciennes capitales régionales, et permet de mettre en avant leur position particulière dans la région en termes de concentration d'emplois, d'offre d'enseignement supérieur ou encore de connectivité aux capitales régionales limitrophes.

Pour les villes de tailles inférieures, notamment les petites villes et villes moyennes, les définitions sont plus floues et sujettes à débats (Brunet, 1997 ; Santamaria, 2000). Les villes moyennes, si elles ne font pas l'objet d'un consensus scientifique, sont couramment définies « *par exclusions des plus petites et des plus grandes villes. Cette position dans l'entre-deux s'accompagne d'une situation fonctionnelle parfois difficile à saisir* » (Santamaria, 2000, p. 230). Dans le cas des Hauts-de-France, on choisira de considérer comme « moyennes », les communes qui comptent entre 20 000 et 100 000 habitants et qui ne se situent pas dans l'agglomération d'une grande ville. Ce dernier critère concerne principalement les communes de la métropole Lilloise comme Villeneuve d'Ascq, Mons-en-Barœul ou encore Lambersart. Enfin, par élimination, les petites villes peuvent être considérées comme celles comprises entre 2 000 et 20 000 habitants.

Nombre d'habitants	Typologie communale	Nombre de communes en Hauts-de-France
< 2 000	Commune rurale	3 247
2 000 – 20 000	Petite ville	501
20 000 – 100 000	Ville moyenne	37 (Dont 16 ne sont pas villes-centres de leur agglomération)
> 100 000	Grande ville	2

Tableau 4 : Typologie des communes de la région Hauts-de-France par nombre d'habitants

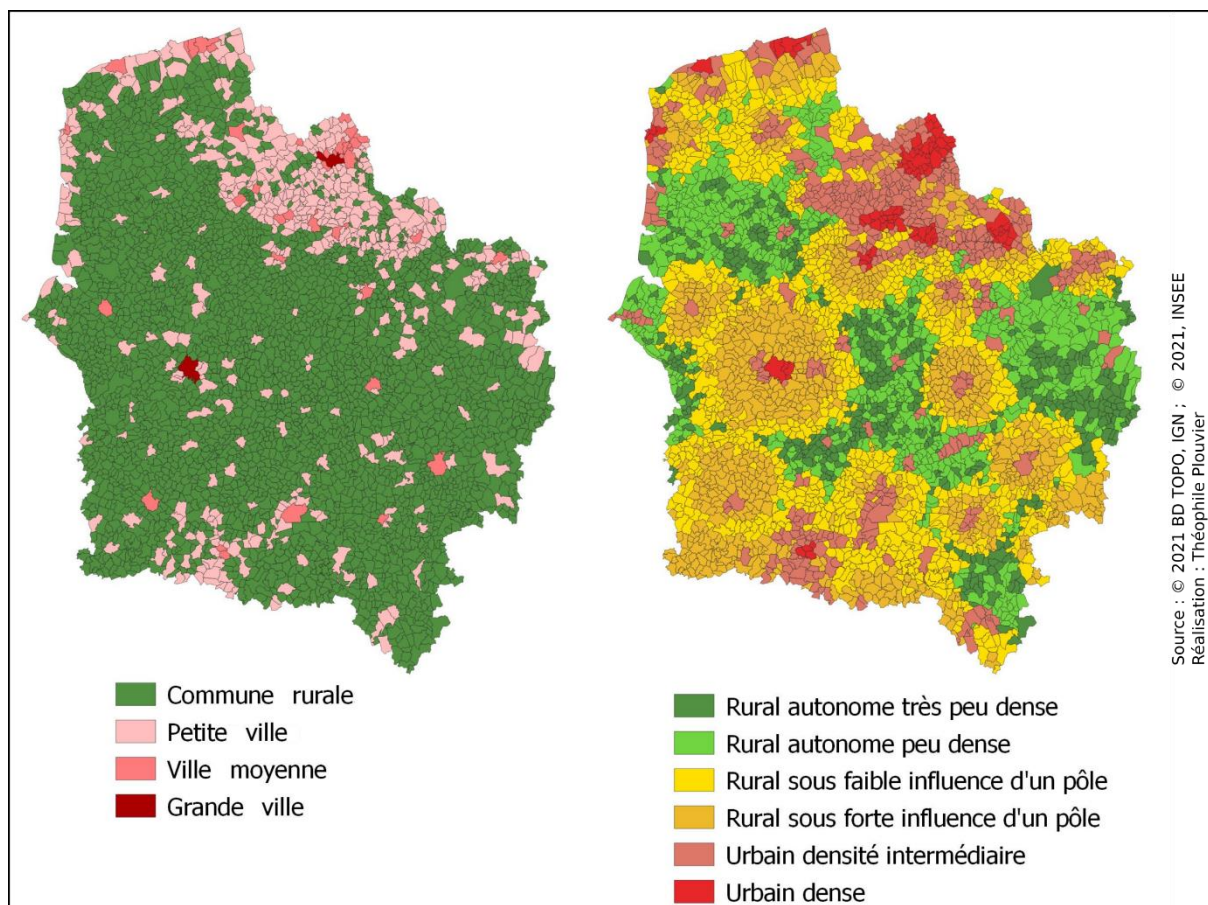
Depuis 2020, l'INSEE a mis en place une nouvelle typologie des communes rurales, en particulier afin de prendre en compte des critères de densité de population, de fonction communale, et de degré d'interaction avec les pôles urbains alentours. L'unique catégorie rassemblant toutes les communes sous les 2 000 habitants s'est ainsi transformée en 4 classes plus détaillées. Au-delà d'affiner la typologie rurale, cette classification a également changé totalement la description de certaines communes, en prenant en compte le contexte à l'extérieur des limites communales.

Pour illustrer cette modification, la commune d'Estrées-Saint-Denis dans l'Oise qui comptait près de 4 000 habitants en 2019 et qui était donc considérée comme une commune urbaine par l'ancienne typologie, est désormais considérée comme une commune rurale du fait que la majeure partie de sa surface n'est pas urbanisée et que sa surface bâtie ne présente pas de continuité avec les zones d'habitation des communes adjacentes (Figure 16). Parmi les classes rurales, en raison de sa proximité avec l'agglomération de Compiègne et le fait qu'une part notable de ses habitants y travaille, la commune est catégorisée comme « sous faible influence d'un pôle urbain ».



Figure 16 : Vue aérienne de la commune d'Estrée-Saint-Denis
Source : Google Maps, 2022

Ainsi, si cette nouvelle classification demeure imparfaite, notamment dans l'imprécision des zones urbaines qui sont restreintes à seulement deux catégories (urbain dense et urbain à densité intermédiaire), elle offre une bien meilleure description des territoires ruraux et de leurs fonctions dans l'espace régional (Carte 1). Plutôt que de se restreindre à n'utiliser que l'une ou l'autre des classifications, on mobilisera donc, selon les contextes d'analyses, la discrétisation la plus adaptée au phénomène étudié (par exemple, la nouvelle classification pour tester des hypothèses basées sur une distinction entre le rural et l'urbain, ou l'ancienne pour des hypothèses concernant des comparaisons entre les différents espaces urbains).



Carte 1 : Evolution de la classification rurale par l'INSEE

4.1.4 Outils informatiques et processus de traitement statistiques

Outils informatiques

Au vu de la quantité de données à référence spatiale manipulées durant ce travail, l'organisation et le choix des outils informatiques mobilisés de la récolte des données jusqu'à leurs traitements a été particulièrement important. Parmi ces données, on peut en différencier trois types. D'une part, les données dites « tabulaires », c'est-à-dire sous forme de tableaux généralement issus d'organismes comme l'INSEE ou encore les fichiers de réponses aux enquêtes. Ce type de données a principalement été exploité sous tableur, dans ce cas, Microsoft Excel pour les tâches nécessitant le tri, le nettoyage, le recodage des bases, et les traitements statistiques basiques. Pour les traitements statistiques plus complexes, en particulier les traitements bivariés, les logiciels R studio et XLStat ont été mobilisés en complément.

D'autre part, les données cartographiques, c'est-à-dire les données au format adéquat pour les Systèmes d'Informations Géographiques (SIG), le plus souvent issues de l'Institut Géographique National (IGN). Ces bases ont été manipulées sous le logiciel Qgis pour tous les traitements relevant de l'analyse spatiale et de l'édition cartographique.

Des passerelles ont été établies entre les deux types de logiciels, cartographiques d'un côté, et tableurs de l'autre, pour rendre possible les représentations graphiques nécessaires selon le types

de données (par exemple traiter cartographiquement les données de l'INSEE sous Qgis, ou traiter statistiquement les données de l'IGN sous Excel).

Enfin, les données textuelles, principalement issues des entretiens semi-directifs, mais également des quelques questions ouvertes présentes dans les enquêtes. Celles-ci sont produites à partir de la retranscription des entretiens, puis les verbatims ont été codés et classifiés en thématiques sous le logiciel Nvivo afin d'être mobilisés par la suite pour illustrer les résultats statistiques issus des questionnaires et divers recensements.

Plus ponctuellement, j'ai fait appel à des logiciels de graphisme pour la création de schémas et la mise en page plus approfondie de cartes et graphiques, en particulier via Adobe Illustrator et Inkscape. (Figure 17)

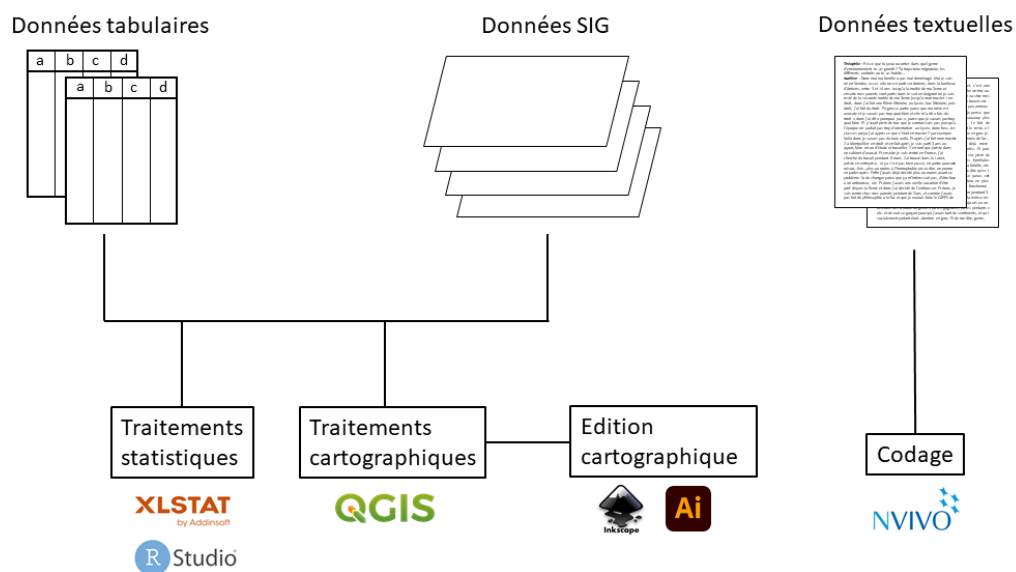


Figure 17 : Méthodologie générale de traitements des données

Processus de traitement des données

- Traitements cartographiques

La majeure partie des traitements cartographiques qui ont été réalisés se sont concentrés sur la transcription cartographique des données récoltées. En effet, bien que l'existence d'un référencement spatial (le plus souvent à l'échelle de la commune) fût une prérogative commune à l'ensemble des données, la plupart ont dû être adaptées afin d'être exploitées dans les différents logiciels. Cela a essentiellement consisté en des dénombrements et agrégations d'individus aux échelons administratifs de mêmes niveaux ou de niveaux supérieurs (Figure 18) mais aussi en fonction des différentes caractéristiques des territoires pris en compte (population, taux de pauvreté, densité de population, etc.).

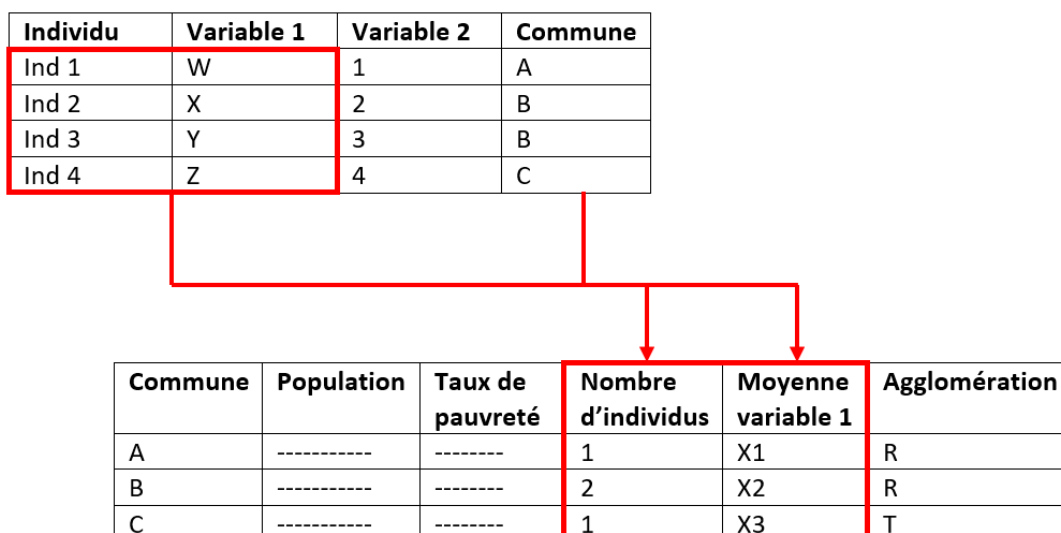


Figure 18 : Méthodologie d'agrégation par entités spatiales

- Traitements statistiques

Le processus de traitement statistique des données s'est effectué en trois temps. Tout d'abord, des tris à plat ont permis de caractériser les échantillons récoltés via les différentes enquêtes quantitatives. Cela a été fait principalement sur les variables socio-économiques ainsi que géographiques, étape indispensable lorsque l'on travaille sur des échantillons de convenance afin d'identifier les milieux sociaux et les territoires au sein desquels l'enquête a le plus pénétrés. Dans un second temps, des traitements bivariés ont permis de tester les différentes hypothèses sur l'existence de liens entre plusieurs variables déterminantes, notamment avec des variables spatialisées. Ces traitements qui ont donné lieu à des tableaux croisés ont par la suite mené à des tests de corrélations lorsque leur analyse supposait l'existence de liens statistiques.

Dans la mesure où une grande majorité des variables utilisées sont de nature qualitative, les tests de corrélation ont consisté en des tests du khi² avec des marges d'erreur fixées à 5%, mais également, lorsque la distribution le nécessitait (présence d'effectifs théoriques inférieurs à 5), des tests de Fisher selon les mêmes paramètres. Les résultats de ces tests, présentés tout au long de la partie 3 seront précisés en notes de bas de page et sont à interpréter comme suit : existence d'une corrélation entre les deux variables étudiées seulement si p-value < 0,05.

Issus d'échantillons de convenance, les résultats des tests de corrélations ne peuvent être généralisables à l'ensemble de la population homosexuelle mais uniquement à une population aux caractéristiques identiques à celles de l'échantillon étudié. Dans cette étude, les tests de corrélation attestent de la robustesse des liens statistiques supposés mais gardent néanmoins les mêmes biais d'échantillonnage causés par les méthodes de diffusion des enquêtes.

4.2 Recensement : ressources en ligne, sources officielles et bouche à oreille

4.2.1 Le tissu commercial et associatif à destination des populations homosexuelles

Souvent présentés comme étant les infrastructures emblématiques de ce qu'on pourrait appeler le « milieu gay », les commerces et les associations à destination des populations homosexuelles jouissent parfois d'une forte visibilité, d'autant plus lorsqu'elles sont intégrées à un dense réseau d'établissements communautaires comme ce peut être le cas du Marais à Paris. Dans ces contextes-là, il devient très aisé de recenser ces lieux, que ce soit au travers de la presse LGBT ou de brochures touristiques à destination des populations homosexuelles. Néanmoins, à une échelle régionale, cette démarche se présente bien plus complexe tant les concentrations de populations et les hiérarchies urbaines tendent à influencer la visibilité dont bénéficient ces établissements en fonction de leur implantation géographique.

Une première approche a été d'exploiter les sources les plus accessibles telles que les guides gays papier et en ligne (*Le Routard*, *Le Petit Futé*, *Têtu*, *Spartacus*) (Photographie 2), ou des recherches par mots clés sur les moteurs de recherche²². Cette première étape a permis d'établir un premier panorama du « milieu homosexuel » régional et d'orienter la suite des investigations. En effet, par ce biais-là, seules les structures d'envergure ou de renommée régionale ont pu être identifiées, c'est-à-dire, dans l'écrasante majorité, des structures localisées dans la commune de Lille où le milieu LGBT est relativement développé et visible.



Photographie 2 : Echantillon de guides gays mobilisés lors du recensement

²² Parmi lesquels : « LGBT », « Gay », « Homosexuel », « Associations », « Bar », « Club », « Hauts-de-France »

C'est également en croisant cette première approche avec mes connaissances personnelles du territoire régional que j'ai pu identifier d'autres manquements. En effet, j'avais en particulier connaissance de l'existence d'un sauna libertin sur la commune de Dunkerque, or, bien que celui-ci soit explicitement tourné en partie vers une population homosexuelle, il n'apparaissait pas systématiquement dans de nombreux guides gays. Cela est probablement dû au caractère mixte de l'établissement, accueillant selon les jours de la semaine des individus hétérosexuelles, bisexuelles ou homosexuelles. Ce constat, alors même que les saunas exclusivement gays de Lille avaient bien été identifiés précédemment, m'a permis de prendre conscience de l'invisibilisation des établissements mixtes dans la plupart des médias LGBT, et ainsi d'accentuer les investigations dans ce sens afin de pouvoir recenser ce type de structures (le plus souvent des sex-shops et des saunas libertins) sur tout le territoire.

Enfin, cette procédure en entonnoir s'est poursuivie tout au long du travail de thèse, en particulier grâce aux divers entretiens qui ont été menés par la suite. C'est en effet via les récits de vie de certains individus que des commerces et associations très locales ont pu être identifiées, le plus souvent des structures récentes ou dont le rayonnement dépasse rarement l'échelon communal, mais également des associations ne bénéficiant pas du statut de loi 1901, et donc non reconnues par l'administration française. C'est également grâce à ces mêmes témoignages que la fermeture de certains commerces et associations a pu être portée à ma connaissance bien qu'ils soient toujours recensés comme étant en activité sur internet ou dans les guides.

Une autre problématique qui concerne majoritairement les commerces de sociabilité, c'est-à-dire les bars, les clubs ou encore les restaurants, réside dans la fluidité et la visibilité variable du caractère communautaire des établissements. Que considérer comme un commerce LGBT+ ou comme un commerce *LGBT+-friendly*? Sur quoi baser nos catégories : sur l'identité sexuelle des personnes qui fréquentent le lieu ? Sur une stratégie commerciale visant spécifiquement les personnes homosexuelles ? Ou encore sur l'identité sexuelle du propriétaire ?

Dans la mesure où chaque méthode de classification a ses avantages et ses inconvénients, il m'a fallu faire un choix afin que les établissements listés conservent une certaine cohérence entre eux. Ainsi, ce que je considère ici comme des établissements communautaires sont des établissements qui répondent au moins à un des deux critères suivants :

- Etre auto-déclarés comme des établissements LGBT+ (présence dans l'établissement, sur la devanture, ou sur les réseaux sociaux de signes d'attachement aux communautés LGBT+, par exemple le *rainbow flag*) ;
- Etre recensés dans la presse spécialisée récente comme des établissements LGBT+ (si possible par plusieurs sources distinctes).

Il est évident qu'en adoptant de telles restrictions, de nombreux établissements n'ont pas été conservés malgré un public homosexuel non négligeable, notamment ceux affichant une moindre visibilité communautaire. Néanmoins, ceux-ci seront en partie abordés via le suivi des activités associatives et par la mise en évidence des temporalités spécifiques qui font toute la particularité de ces lieux. On montrera de cette manière comment certains lieux commerciaux, en apparence

non communautaires, peuvent devenir ponctuellement, le temps de quelques heures, d'une soirée, des lieux homosexuels.

Contrairement aux établissements commerciaux dont l'existence est aisément vérifiable du simple fait qu'ils ont systématiquement une présence physique sur le territoire, les associations présentent un obstacle supplémentaire. Très peu disposent d'un local permanent, et l'absence d'un besoin de rentabilité commerciale se traduit par une publicisation inégale de leurs activités. Plusieurs sources ont été mobilisées afin de pouvoir identifier celles-ci, dont une recherche via le journal officiel des associations (<https://www.journal-officiel.gouv.fr/>) (Figure 19). Outre le critère de localisation des associations, la recherche s'est faite sur deux critères. Dans un premier temps, à partir du domaine d'activité sous lequel les associations sont référencées, j'ai recherché les associations figurant dans les catégories « *associations de personnes homosexuelles pour l'entraide et la solidarité (hors défense de droits fondamentaux)* » et « *défense des droits des personnes homosexuelles* », soit les deux seules catégories existantes faisant spécifiquement référence aux populations homosexuelles. Dans un second temps et afin de ne pas exclure les associations dont le public n'est pas exclusivement homosexuel ou n'étant pas déclarées comme telles, une recherche par mots clés a été effectuée sur le descriptif des associations avec les termes « gay », « LGBT », ou encore « homosexuel ».

Critères de votre recherche

Rechercher dans le contenu

Uniquement dans le titre

Entité

Toutes entités

Dans les annonces du JOAFE

Dans le dépôt des comptes

Moins de critères

Numéro RNA

ex.: W123456789

Numéro SIREN

ex.: 123456789

Localisation

HAUTS-DE-FRANCE

Domaine d'activité

associations de personnes homosexuelles pour l'entraide et la solidarité (hors défense de droits fondame...

Lieu de déclaration administrative

Préfecture/sous-préfecture

Toutes préfectures et sous-préfectures

Rectorat d'académie

Tous rectorats ou académies

Date de parution format : jj/mm/aaaa

Du au

Date de clôture de l'exercice social format : jj/mm/aaaa

Du au

Référence de publication

Numéro de parution

ex: 20190158

Numéro d'annonce

ex: 101

Réinitialiser les critères

Rechercher

Mots clés :
 «LGBT»
 «Homosexuel»
 «Gay»
 «Homosexualité»
 «Homophobie»
 ...

« associations de personnes homosexuelles pour l'entraide et la solidarité (hors défense des droits) »

OU

« défense des droits des personnes homosexuelles »

Figure 19 : Recherche d'associations LGBT+ via le journal officiel des associations

Source : impression écran effectuée le 03/02/2023 sur <https://www.journal-officiel.gouv.fr/pages/associations-recherche/?sort=cronosort&disjunctive.source>

Cette démarche a permis d'attester de l'existence légale des associations. Néanmoins, une imprécision réside dans le fait qu'en cas de cessation d'activité, les associations ne sont pas systématiquement dissoutes, ce qui suppose donc qu'un grand nombre d'entre-elles peuvent encore être présentes dans le journal officiel sans pour autant avoir une activité sur le territoire.

Pour pallier à cela, l'existence concrète de chaque association a été confirmée par un questionnaire en ligne dès février 2021. Outre le fait de confirmer le fait que les associations étaient bien actives actuellement, le questionnaire a permis de récolter des informations sur : la localisation, le types des activités menées, les publics cibles, l'existence de soutiens institutionnels ou encore la fréquentation (Annexe 9). Au total, 22 associations ont répondu au questionnaire, un nombre a priori relativement proche de la réalité des associations actives sur le territoire régional puisque la majorité de celles n'ayant pas répondu ne possédaient aucune activité récente sur leurs réseaux sociaux, sur leur site internet, ne possédaient tout simplement aucun de ces

outils, et étaient également absentes du guide des associations diffusé par les communes dans lesquelles elles étaient censées être implantées.

Bien qu'il soit complexe de prétendre à une parfaite exhaustivité, la démarche de recensement entreprise apparaît satisfaisante au regard des contraintes d'accessibilités au réseau associatif régional. En effet, le croisement des sources permet un taux d'erreur relativement faible, et on peut considérer que dans le cas où certaines associations actives seraient passées au travers des mailles du filet, il y a peu de chances qu'un individu standard cherchant à rejoindre une association en lien avec l'homosexualité puisse parvenir à accéder à celles-ci.

En complément, et afin de pouvoir spatialiser les activités associatives, les cas de trois associations (situées à Arras, Amiens et Compiègne) ont été approfondis par un recensement des événements annoncés en ligne sur les réseaux sociaux. A partir de l'outil d'organisation d'évènements proposé par Facebook (Figure 20), la totalité des événements organisés par ces associations a pu être compilée en tenant compte du type de lieu mobilisé (associatif, commercial, dans l'espace public, au domicile, ou dans des locaux municipaux) et le nombre de fois où celui-ci a été investi sur la période d'analyse.

Bien qu'on puisse considérer qu'aujourd'hui, une grande partie des événements organisés sont référencés sur ce réseau social, cela est moins certains concernant les événements plus anciens, c'est pourquoi ce recensement ne prend pas systématiquement en compte comme date de départ la création de l'association mais plutôt l'année à partir de laquelle chaque association a considérablement développé sa présence en ligne. Néanmoins, dans la mesure où les associations étudiées sont suffisamment récentes pour avoir été créées après la démocratisation des réseaux sociaux, on peut considérer la quantité d'événements non recensés en ligne comme négligeable.

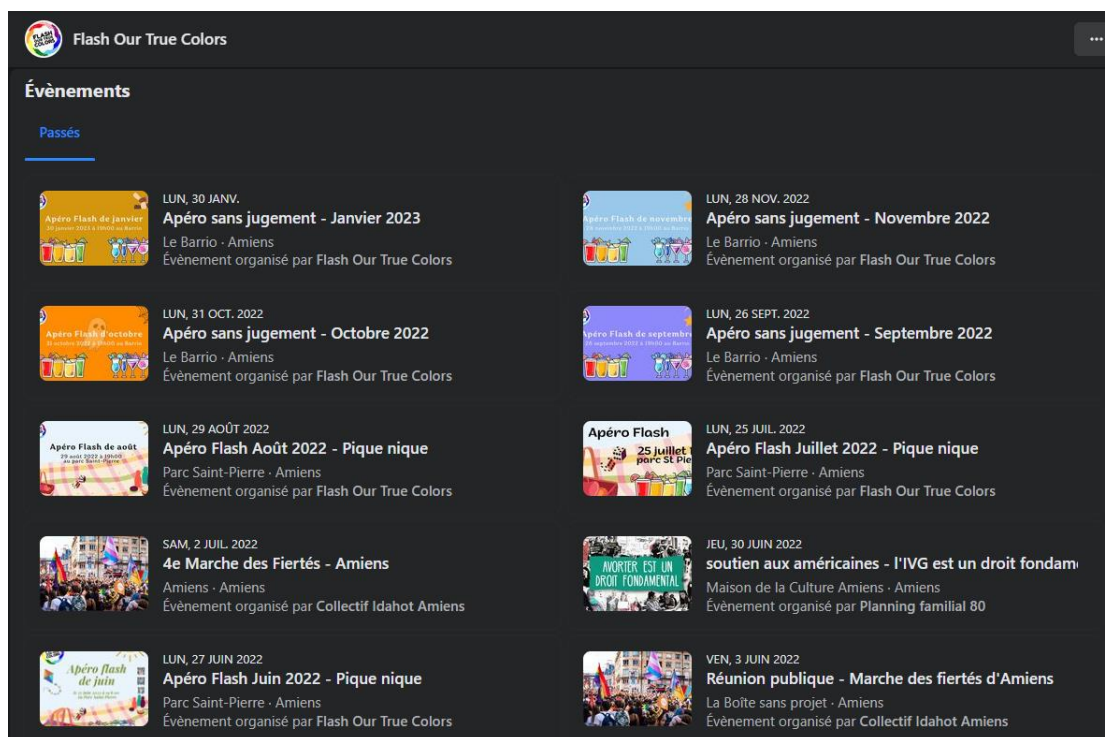


Figure 20 : Listing des événements associatifs passés sur Facebook

Source : impression écran effectuée le 03/02/2023 sur https://www.facebook.com/FlashOurTrueColors/past_hosted_events

4.2.2 Les hébergements touristiques communautaires

Parmi les nombreuses plateformes de services en ligne qui ont émergées ces dernières décennies, certaines se sont déclinées en version LGBT ou LGBT-friendly. C'est notamment le cas du site Misterb&b, l'équivalent LGBT+ d'Airbnb où sont répertoriés dans le monde plusieurs centaines de milliers d'hôtes LGBT+. Le site mise notamment sur l'aspect sécuritaire pour attirer les populations homosexuelles en proposant à la location des hébergements tenus par des individus eux-mêmes homosexuels. Les voyageurs ont ainsi une meilleure garantie de ne pas être victime d'homophobie à leur arrivée. Au-delà de l'aspect sécuritaire, la plateforme propose également certaines adaptations liées à la culture et aux pratiques homosexuelles. Par exemple il est possible d'indiquer si la pratique du naturisme est tolérée ou non dans l'hébergement, si l'on est ouvert à des rencontres sexuelles, ou simplement de préciser ses pronoms d'usage (Figure 21). Bien que le site soit, en théorie, destiné à l'ensemble de la communauté LGBT+, au regard du profil de la majorité des hôtes, force est de constater que celui-ci est avant tout utilisé par une population homosexuelle masculine.



Figure 21 : Description des hôtes sur la plateforme MisterB&B

Source : impression écran effectuée le 26/07/2022 sur <https://www.misterbandb.com/fr>

Ces lieux apparaissent particulièrement intéressants à étudier, en particulier car ils constituent des marqueurs spatiaux des sociabilités homosexuelles sur la base de lieux privés et non conditionnés par l'environnement urbain contrairement aux lieux commerciaux LGBT+. Dans ce but, ils ont été recensés sur la totalité de la région à partir de l'interface cartographique du site en date du 30 octobre 2020 (Figure 22). Le site répertoriant également des hébergements commerciaux déclarés *gayfriendly* (hôtels, camping, etc.), ceux-ci n'ont pas été retenus. Au total 126 hébergements proposés par des personnes LGBT+ ont été recensés dans 60 communes de la région.

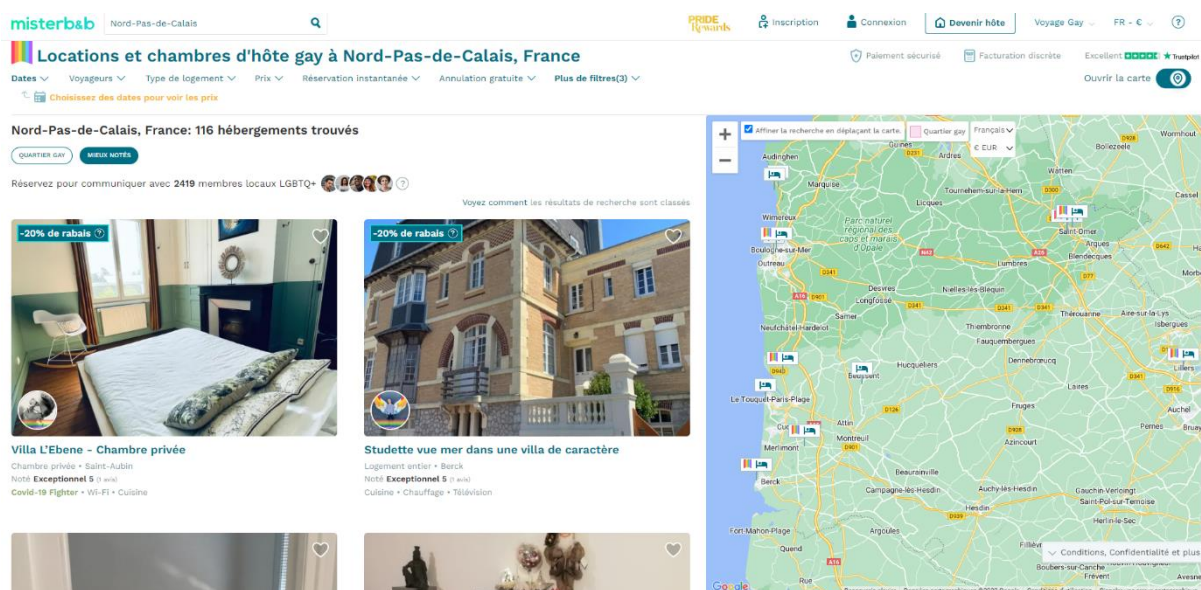


Figure 22 : Interface de recherche d'hébergements gayfriendly sur la plateforme MisterB&B
 Source : impression écran effectuée le 26/07/2022 sur <https://www.misterbandb.com/fr>

4.2.3 Les actes homophobes répertoriés dans la presse

Les médias constituent un acteur majeur dans la formation des représentations locales de l'homophobie. Cela s'est confirmé par la suite lors d'entretiens avec des individus relatant l'impact sur leur propre crainte de l'homophobie, du récit d'agressions homophobes violentes dans la presse. S'il est évident que cette source comporte un certain nombre de biais liés à l'implantation (souvent urbaine) des grands organismes de presse locaux ou à la volonté des victimes de raconter ou non leurs expériences, en particulier via un dépôt de plainte, principal moteur de la médiatisation des violences, elle constitue néanmoins un indicateur du traitement local des violences homophobes.

Pour cela, des recherches avec le mot clé « homophobie » ont été effectuées sur les principaux sites d'informations LGBT+ et les organismes de presse régionaux et départementaux (Tableau 5). Également, une recherche plus large sur les moteurs de recherche avec le même mot clé ainsi que des termes de localisation (« Hauts-de-France », « Aisne », « Oise », « Nord », « Pas-de-Calais », « Somme ») a eu lieu. Les violences ont été recensées par date, commune, lieu, type d'agresseur(s) et type de victime(s). La majorité des agressions ainsi répertoriées a eu lieu à partir des années 2010, sauf dans les rares cas où des décisions de justice prises après 2010 concernent des faits antérieurs. 45 actes de violences ont été recensés par ce biais, le plus ancien datant de l'année 2000.

Presse généraliste	Presse spécialisée
La Voix du Nord Le Phare Dunkerquois Le Courrier Picard L'Aisne Nouvelle Oise Hebdo Nord Littoral France 3 - Hauts-de-France	Komitid Tétu Stop Homophobie GayViking

Tableau 5 : Sites de presse en ligne exploités dans le recensement des actes homophobes

4.3 Les données produites par les associations de lutte contre l'homophobie

4.3.1 SOS Homophobie

Association emblématique de la lutte contre l'homophobie en France, il semblait incontournable d'aborder des travaux sur l'homophobie sans se pencher sur le travail fourni par l'association. Depuis 1997, celle-ci produit annuellement un rapport complet sur l'homophobie en France sur la base des témoignages reçus par les différents individus faisant appel à l'association dans le cadre de violences homophobes. Très complet, le rapport fait état de la diversité des violences selon l'identité de genre, la sexualité, les contextes dans lesquelles elles ont lieu, le tout accompagné de nombreux témoignages écrits relatant le déroulement des événements.

Si ces documents se trouvent être très riches d'un point de vue sociologique, ils sont en revanche peu détaillés d'un point de vue géographique. En effet, depuis 2022, les statistiques par localisation sont absentes des rapports, et n'étaient disponibles auparavant, au mieux, qu'à l'échelle départementale et régionale. Ce fait, justifié par une volonté de ne pas établir de « palmarès des zones les plus homophobes » rend superficielle toute tentative d'analyse spatiale de ces témoignages, et malgré les nombreux échanges ayant eu lieu au cours de ce travail de thèse avec l'association pour tenter d'établir un partenariat, celle-ci n'a pas souhaité partager ces données. Bien entendu, peut être qu'une contractualisation plus concrète aurait pu permettre l'accès et l'exploitation de celles-ci, cela n'a néanmoins pas pu être effectué dans le temps imparti par la thèse et avec les moyens à disposition.

4.3.2 Le Refuge

Malgré les récentes mises en cause de sa présidence, la fondation du Refuge est historiquement un acteur important de la prise en charge des jeunes LGBT+ subissant des violences homophobes dans le cadre familial. Depuis 2003, grâce à plusieurs lieux d'hébergements répartis sur le territoire national, l'association accueille des jeunes LGBT+ âgés de 14 à 25 ans ayant été rejetés par leur famille et subissant des violences LGBT+phobes.

Durant l'année 2021, des échanges avec l'ancien président Nicolas Noguier et des bénévoles en charge du suivi administratif des activités de la fondation ont permis de recueillir des données sur

l'origine géographique, à la commune, de la totalité des individus issus de la région et recueillis par le Refuge entre 2017 et 2020. Sur les trois années, 279 jeunes habitant les Hauts-de-France ont ainsi fait l'objet d'un placement dans une des résidences de la fondation.

4.3.3 FLAG!

L'association FLAG! a été créée à Paris en 2001 et a pour but de lutter contre les LGBT+phobies au sein du ministère de l'intérieur et de la justice. En 2020, et en partenariat avec la DILCRAH et le ministère chargé de l'égalité entre les hommes et les femmes, de la diversité et de l'égalité des chances, l'association lance l'application FLAG! dont la visée est de faciliter le recensement des violences homophobes. Accessible à tous sur mobile ou ordinateur, l'application permet aux individus témoins ou victimes de LGBT+phobies de déclarer celles-ci via une interface renseignant la date, le lieu, et la description de l'acte (type de violence ou discrimination subie, nature de l'auteur, commentaires) (Figure 23). A la suite d'un signalement, l'application propose un accompagnement des victimes en les redirigeant vers les organismes référents, aussi bien pour une prise en charge médicale et psychologique, ou pour donner une suite judiciairement à l'agression ou la discrimination.

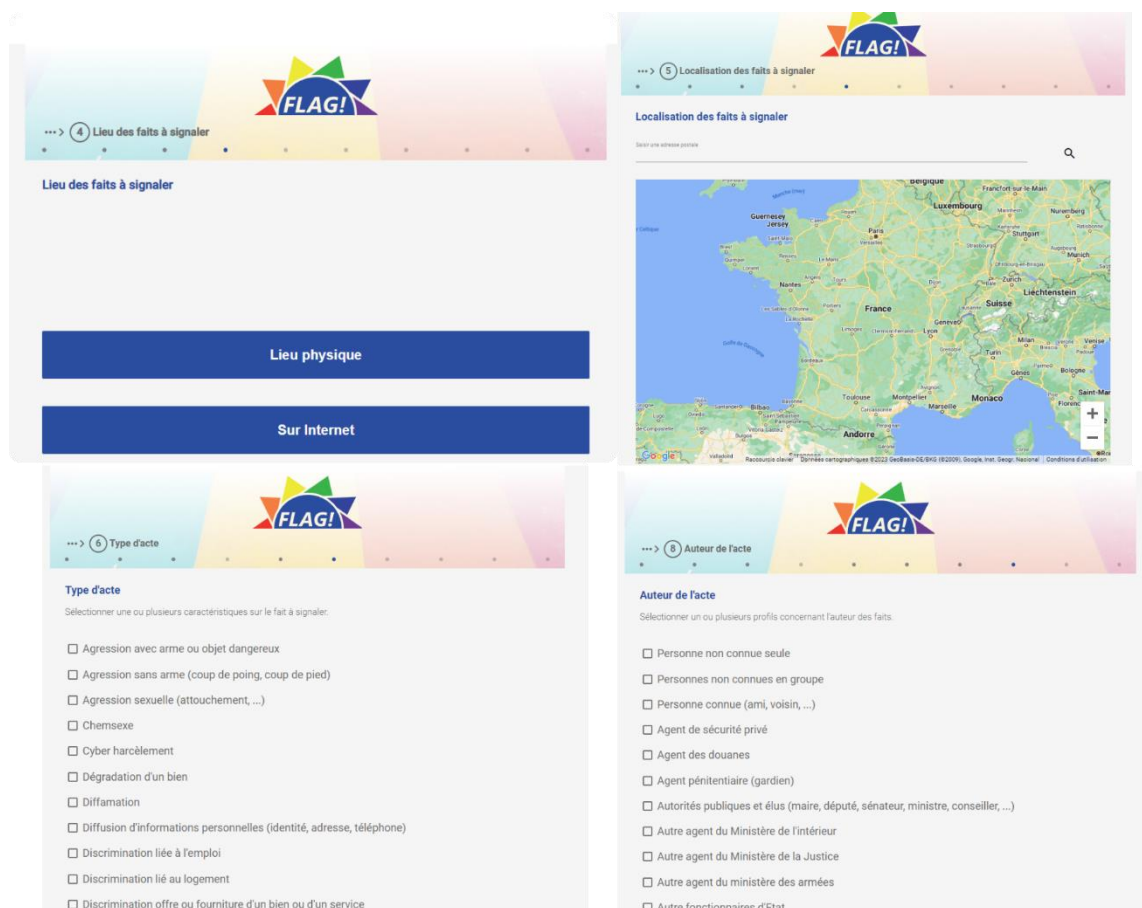


Figure 23 : Extraits de la procédure de déclaration d'un événement LGBT+phobes via l'application FLAG!

Source : impressions écrans effectuées le 20/04/2023 sur <https://www.flagasso.com/?Itemid=237>

Suite aux échanges avec les responsables de l'association, il a été possible d'accéder aux violences déclarées dans la région entre le lancement de l'application et le premier trimestre de 2023,

permettant ainsi d'établir une cartographie des actes recensés. Avant l'exploitation des données, celles-ci ont été nettoyées, notamment pour supprimer les doublons et les témoignages hors zone. Par exemple, lorsqu'une même agression a été déclarée à la fois par la victime et par un témoin, seule la déclaration de la victime a été conservée. Après nettoyage de la base, 82 actes ont pu être ainsi traités.

4.4 Exploiter les données d'un réseau social homosexuel

Comme nous l'avons abordé dans le chapitre 2, l'homosexualité peut revêtir plusieurs formes. De la même manière que certains individus construisent et organisent certains de leurs rapports sociaux autour d'une identité homosexuelle forte, d'autres restreignent l'expression de leur homosexualité à l'unique pratique sexuelle. Ces personnes, peuvent en partie être prises en compte dans le régime « actanciel » d'homosexualité défini par Pierre Verdrager (2007), c'est-à-dire des personnes dont la pratique homosexuelle ne mène pas systématiquement à une identification sociale en tant qu'homosexuel. Prendre en compte ces individus peut nécessiter d'explorer au-delà des lieux conventionnels rattachés aux communautés LGBT+. En ce sens, recenser les lieux de drague dans l'espace public semble être un moyen pertinent d'accéder à ces populations et à leurs pratiques, tout en se défaisant d'une partie des biais urbains liés aux contraintes de rentabilité commerciale et d'accessibilité aux lieux.

4.4.1 La cartographie participative au service du recensement des lieux de drague masculine

Avant l'émergence d'internet, ou en France, de manière plus limitée du minitel, les lieux de drague demeuraient dans une invisibilité quasi-totale dans la mesure où l'existence de ces lieux ne pouvait être transmise que par le bouche à oreille ou dans la presse spécialisée. Les guides gays (*Spartacus*, *Têtu*, *Le Petit Futé*) ont permis de recenser ces espaces, avec néanmoins de nombreuses lacunes liées à l'envergure nationale voire internationale de ces documents qui ne permettait de visibiliser que les lieux les plus connus. A un niveau plus local, seule une enquête approfondie semble permettre d'identifier des espaces confidentiels dont seuls les usagers ont souvent connaissance (Giraud, 2016). L'apparition des sites de sociabilité en ligne, et surtout de la géolocalisation nous permet de contourner certaines de ces contraintes : en analysant les données d'un site français spécialisé dans les lieux publics de drague, on peut ainsi étudier les spatialités de ces sites telles qu'elles sont créées et vécues par et pour ses usagers.

Entre octobre 2020 et avril 2021, des données ont ainsi été récoltées sur le site lieuxdedrague.fr afin d'établir un recensement des lieux de drague dans la région. Le choix de ce site en particulier s'est fait selon plusieurs critères. Premièrement, de par sa fréquentation et son référencement, il s'agit du premier site français apparaissant sur les moteurs de recherche concernant les lieux de drague. Deuxièmement, contrairement aux guides gays évoqués précédemment qui recensent les lieux de drague de façon centralisée et à une échelle large (les lieux sont généralement identifiés au niveau national ou international grâce à leur notoriété, impliquant ainsi un « effet de taille » important), le site permet une approche plus locale de l'activité dans la mesure où les lieux

sont référencés par et pour les pratiquants. En ce sens, cette approche repose sur les principes de la « cartographie 2.0 » où le contributeur crée de l'information géographique via une application cartographique explicite dans le but d'une pratique bien définie, ici la drague masculine (Palsky, 2013 ; Mericskay, Roche, 2011).

Le site permet ainsi à ses inscrits d'entrer en contact via le référencement de lieux de drague géolocalisés. Chaque lieu est caractérisé par plusieurs variables : le type (parc, parking, toilettes publiques, nature, etc.), la fréquentation (« gay », « hétéro », ou « mixte »), et sa géolocalisation (Figure 24).

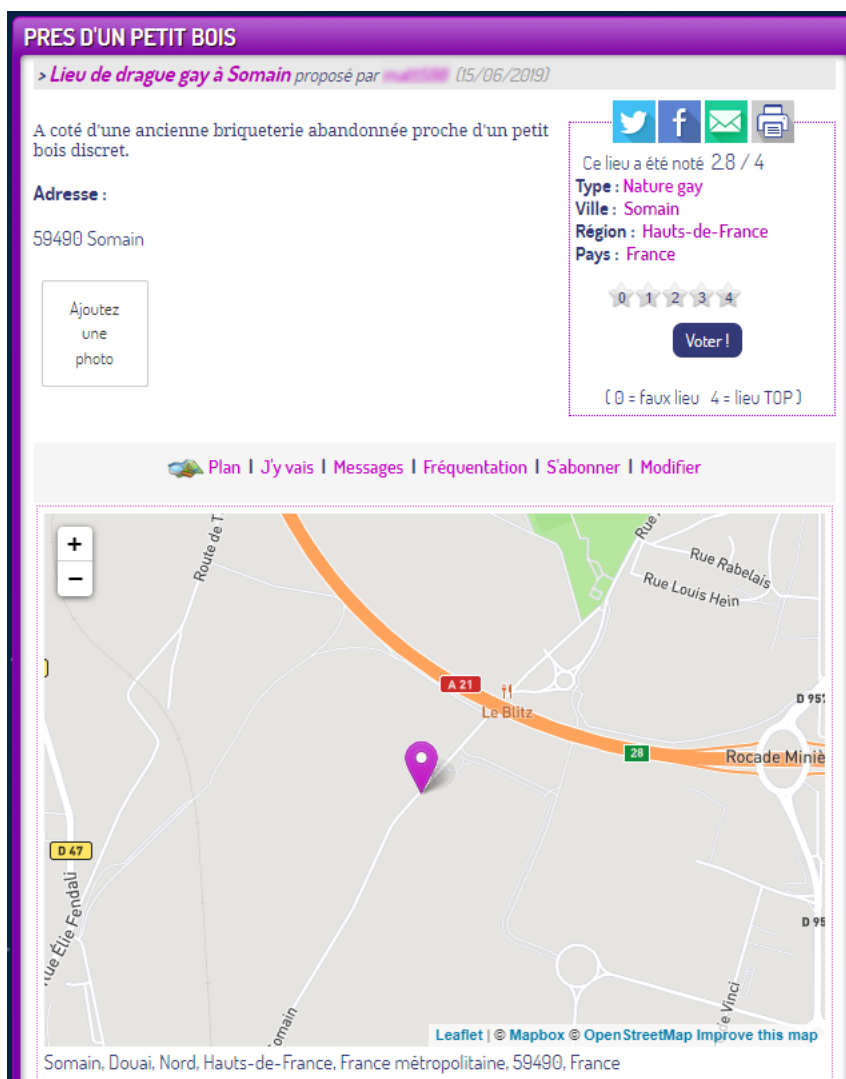


Figure 24 : Fiche descriptive d'un lieu de drague

Source : impression écran effectuée le 05/08/2022 sur <https://lieuxdedrague.fr/>

Lorsqu'un lieu est créé, les inscrits ont la possibilité de s' « abonner » au site afin de recevoir des notifications lorsque celui-ci est visité, d'indiquer leur venue sur le site via un chat distinct pour chaque lieu, ou encore de noter le site afin d'indiquer si celui-ci est bien fréquenté. Outre la partie relative aux lieux de drague, le site fonctionne similairement aux sites de rencontre : chaque inscrit possède un profil indiquant son orientation sexuelle, le type de personnes recherchées (sexe, âge), et les pratiques sexuelles désirées. Il est à noter que dans le cadre de cette thèse, je me suis

intéressé davantage à l'outil de géoréférencement des lieux de drague que constitue ce site qu'aux interactions privées qui peuvent se dérouler en ligne entre les inscrits. Dans ce cadre, l'outil tient un rôle d'« annuaire » des lieux de drague et de mise en relation des individus susceptibles de les fréquenter, où l'on peut localiser les lieux dans un espace donné, se renseigner sur l'attractivité de ceux-ci à partir des commentaires des autres membres, et ainsi décider ou non de le fréquenter.

Afin de dresser un état des lieux des lieux de drague existants, la totalité de ceux-ci ont été saisis pour les cinq départements de la région Hauts-de-France (Aisne, Nord, Oise, Pas-de-Calais Somme). En plus des caractéristiques relatives aux sites, le nombre d'abonnés a été renseigné pour chacun afin d'obtenir un indicateur de la fréquentation. Après saisie, les sites renseignés comme exclusivement hétérosexuels ont été écartés, ceux-ci représentaient moins de 5% de la totalité des sites. Dans la mesure où les lieux sont créés par des utilisateurs et non systématiquement vérifiés par l'administrateur du site, j'ai effectué un contrôle des doublons afin d'éliminer les lieux ayant été référencés plusieurs fois en gardant systématiquement le lieu avec le plus d'ancienneté. Les sites de drague commerciaux (sexshop, saunas) dont certains propriétaires font la publicité sur le site ont été également écartés. En effet, ceux-ci ont déjà pu être référencés dans les établissements commerciaux à destination des homosexuels, de plus, leur logique de fréquentation (espaces fermés et payants) diffère trop des lieux publics pour permettre une analyse conjointe. Au total, ce sont 485 sites qui ont été ainsi identifiés, dont 48% (234) sont identifiés comme exclusivement gays. Dans un souci de confidentialité, et afin d'éviter d'édiiter un « atlas de pratiques illicites » pouvant mener à la répression des pratiquants, voire à leur mise en danger, les sites n'ont pas été localisés plus précisément que le niveau communal bien que l'information soit disponible grâce à des coordonnées GPS.

Dans le cas de certains lieux très fréquentés, une analyse plus approfondie des utilisateurs abonnés a été faite, en recensant notamment la provenance de ceux-ci, et d'ainsi pouvoir définir l'aire d'attraction du lieu. Dû au fait que cette tâche est très chronophage et ne peut pas être applicable à la totalité des lieux sans un investissement temporel massif, seul un lieu pour chaque grande catégorie a été investigué par ce biais.

Une fois référencées, les données ont été traitées au sein de deux outils différents et complémentaires : dans un tableur pour les traitements statistiques ainsi que sous SIG afin de réaliser les analyses spatiales (notamment les croisements avec les données territoriales) et d'édiiter les représentations cartographiques.

4.4.2 La base de données utilisateurs

Outre le référencement des lieux de drague, des échanges avec l'administrateur du site internet ont permis d'avoir accès à la base de données des utilisateurs. Des informations sur les usagers ont ainsi été recueillies, notamment le sexe, l'orientation sexuelle (hétérosexuel, bisexuel ou homosexuel), le type de partenaire recherché (homme, femme, couple ou personne transgenre) ainsi que la commune de résidence (Figure 25).



Figure 25 : Description utilisateur

Source : impression écran effectuée le 05/08/2022 sur <https://lieuxdedrague.fr/>

En date du 26 mars 2021, environ 14 000 individus résidant dans la région Hauts-de-France sont inscrits sur le site, dont les hommes constituent plus de 95% des membres. Si le site ne se présente pas comme exclusivement à destination des relations homosexuelles, la faible présence de femmes sur celui-ci interroge quant à la majorité des interactions qui s'y déroulent. Cependant, le site ne permettant pas d'avoir de profil de « couple », il est probable que les couples pratiquant l'échangisme, l'exhibitionnisme ou le libertinage, bien que présents, ne puissent être décomptés car utilisant des profils individuels. La différenciation, sur les profils des inscrits, entre l'orientation sexuelle et les critères de sexe des partenaires recherchés permet d'effectuer une distinction entre l'identité sexuelle que les individus s'attribuent eux-mêmes et l'expression de leurs désirs.

Afin de ne conserver que les individus pratiquant explicitement l'homosexualité, j'ai fait le choix d'exclure dans les analyses les hommes hétérosexuels recherchant un partenaire de sexe opposé. Dû à l'aspect dérangeant de la démarche de fétichisation des personnes transgenres, les hommes ciblant spécifiquement ce type de personnes n'ont également pas été pris en compte. Au final, seuls 8 632 individus ont été conservés.

De la même façon que pour le référencement des lieux, les données des usagers ont été incorporés au sein de l'outil SIG.

Conclusion du chapitre 4

Ce chapitre avait pour objectif de présenter l'ensemble du processus de récolte, création et traitement des données mobilisées dans cette recherche. Nous avons pu observer l'architecture des bases de données ainsi créées puis compilées sous des outils SIG et tableurs. Pour chaque jeu de données mobilisé, le contenu de l'information ainsi que la démarche de récolte entreprise a été détaillée afin de permettre la reproduction de la méthodologie et sa transposition éventuelle à d'autres territoires.

Alors que les données sur les homosexualités sont très disparates, on peut noter qu'ici, le fait d'aborder ce sujet en faisant appel à diverses sources (statistiques associatives, recensement de lieux commerciaux, représentations médiatiques, etc.) pourrait permettre de mieux le circonscrire et d'appréhender l'étendue des connaissances et des lacunes actuelles.

L'analyse géographique étant une part importante de ce travail, les typologies et discrétisations spatiales qui ont permis de représenter les données ont également été explicitées, notamment en ce qui concerne la distinction des différentes hiérarchies urbaines, les définitions de la ruralité, ou encore les méthodes d'agrégations de la donnée aux divers échelons territoriaux.

CHAPITRE 5

PRODUIRE DE LA DONNEE VIA DES APPROCHES EXPLORATOIRES COMPLEMENTAIRES : LE QUESTIONNAIRE ET L'ENTRETIEN SEMI- DIRECTIF

Parmi les méthodes d'enquêtes les plus courantes en sciences sociales, les questionnaires et entretiens occupent une place prépondérante. Gagnant en popularité ces dernières années au sein de ce qu'on appelle les méthodes mixtes (*mixed-methods* en anglais) malgré de nombreux clivages persistants entre « quantitativistes » et « qualitativistes », la combinaison des deux approches permet de faire dialoguer les apports individuels de chacune, tirant ainsi le meilleur parti pour un traitement du sujet le plus complet possible.

« En faisant dialoguer les différentes façons de faire des sciences sociales, il s'agit de favoriser l'interconnaissance (prendre conscience des difficultés et des opportunités de chacune des approches et méthodes), la reconnaissance (reconnaître la validité des méthodes, leur pertinence dépendant finalement surtout des questions de recherche et ne pas rejeter telle ou telle approche a priori), l'acceptation mutuelle (dans une même discipline de sciences sociales, plusieurs méthodes pourraient cohabiter pacifiquement, à l'opposé d'une conception moniste et hégémonique des méthodes). » (Aguilera, Chevalier, 2021)

Ce chapitre vise à détailler la méthodologie adoptée durant la recherche en ce qui concerne les phases d'enquêtes par questionnaires et par entretiens. On y approfondira notamment la structuration des questionnaires et des grilles d'entretiens, en particulier concernant la mobilisation d'indicateurs spécifiques comme la victimation ou la conscience du stigmat, dont la plupart sont issus de la psychologie sociale.

Une attention toute particulière sera apportée à la méthode d'échantillonnage et de passation, déterminante concernant des échantillons de convenance. Plutôt que de tenter de se rapprocher d'une représentativité qui, de toute façon serait illusoire compte tenu de l'absence de recensement concernant les populations homosexuelles, on verra comment les canaux de diffusion choisis permettent de mettre en lumière les spécificités d'une partie de ces populations.

5.1 Mettre en place un questionnaire en ligne auto-administré

Les enquêtes par questionnaires permettent rapidement de produire de la donnée sur de larges échantillons en offrant des résultats concrets grâce à des traitements statistiques. Cependant, si celles-ci se montrent facilement satisfaisantes, elles sont sujettes à de nombreux biais si leur mise en place n'est pas suffisamment réfléchie, en particulier lorsqu'elles ne sont pas combinées à d'autres méthodes. Alors que de nombreux chercheurs se focalisent sur la représentativité des échantillons étudiés, peu d'attention est portée à la manière dont l'enquête se présente au public cible, ni comment de nombreux facteurs psychologiques peuvent biaiser la manière d'y répondre, ce que Pierre Bourdieu (2007) qualifie de « relation d'enquête ».

« Beaucoup de ceux qui utilisent les enquêtes comme principale méthode de collecte de données échoue à considérer ce processus comme une méthode scientifique. 'Quelle est la difficulté à poser des questions ?', pourrait-on dire en haussant les épaules. Au lieu de cela, la recherche se concentre généralement sur l'échantillonnage et le nombre de questions à poser. On accorde beaucoup moins d'attention aux sources de biais cachées qui ne sont pas liées à l'échantillonnage. » (Gideon, 2012, p.4)

5.1.1 Démarche générale et choix de l'outils

Structure générale

Les enquêtes en ligne sont réputées pour être avantageuses économiquement, demandent peu de temps, et permettent une vaste diffusion (Fripiat, Marquis, 2010). Elles ont néanmoins le désavantage d'avoir un taux de réponse inférieur aux autres modes de passation. Afin d'enquêter les populations homosexuelles, il semblait néanmoins que cette méthode était la plus adaptée. D'une part, les avantages précités sont particulièrement propices aux faibles moyens financiers disponibles au cours d'une thèse. D'autres parts, via les potentielles discriminations que la population étudiée peut subir, la passation indirecte apparaît comme un critère rassurant pour les individus souhaitant conserver leur anonymat. En effet, le questionnaire ayant pour but d'aborder plusieurs points de la vie intime, il apparaissait primordial que les répondants se sentent en sécurité et non jugés par la présence d'un enquêteur. En particulier, l'auto-administration (le répondant répond lui-même aux questions) du questionnaire permet de réduire considérablement les biais liés à la désirabilité sociale (Fripiat, Marquis, 2010). Bien que dans ces cas-là, il soit tentant de vouloir récolter autant d'informations que possible en multipliant le nombre de questions, le choix a été fait de restreindre la longueur du questionnaire afin que celui-ci puisse être complété en moins de 15 minutes et ainsi minimiser le taux d'abandon.

Le questionnaire, dont le titre était *Enquête Homosexualité masculine et Homophobie dans les Hauts-de-France* (Enquête 3H) a été mis en ligne via l'outil LimeSurvey hébergé sur les serveurs de l'Université du Littoral Côte d'Opale. Avant sa mise en ligne, il a été validé par la responsable RGPD de l'université afin que celui-ci soit conforme en matière de protection de l'anonymat, de conservation et d'usage des données récoltées. Dans le but de limiter autant que possible les réponses d'individus ne rentrant pas dans les populations cibles du questionnaire, une première

étape de vérification demandait aux répondants de confirmer leur genre, leur attirance sexuelle ou romantique pour d'autres hommes, leur âge (avoir plus de 18 ans), et le fait de résider dans la région des Hauts-de-France.

Trois grandes parties du questionnaire étant composées de tableaux comportant de 10 à 15 questions basées sur des échelles de Likert, celles-ci ont été séparées au sein du questionnaire afin d'éviter un sentiment de lassitude pour le répondant, qui aurait alors tendance à répondre mécaniquement aux questions, voire à tout simplement abandonner sa complétion. Dans un même ordre d'idée, les questions les plus sensibles (notamment concernant la pratique religieuse et l'orientation politique) ont été situées vers la fin du questionnaire pour ne pas brusquer les répondants dès les premières questions.

La majorité du questionnaire est composée de questions fermées à choix unique, mais un soin particulier a été apporté au fait de laisser aux répondants la possibilité d'ajouter des options de réponse via les réponses « autre ». Cette stratégie a notamment comme intérêt de rendre le questionnaire plus inclusif, en particulier en tirant des leçons des précédentes enquêtes incorporant des populations minoritaires (Trachman, Lejbowicz, 2018). Cela concerne en particulier les questions sur l'identité sexuelle, la définition des relations amoureuses, le genre du ou des partenaires, ou encore l'identité des personnes faisant office de parents (non restreint aux traditionnels « père » et « mère » avec la possibilité de renseigner d'autres personnes).

Dans la mesure où le questionnaire était à destination de tout homme ayant des attirances homosexuelles, la formulation des questions a été adaptée afin d'éviter au maximum les références aux mouvements LGBTQ+. En effet, bien que le terme « gay » soit couramment utilisé pour parler des hommes homosexuels, il comporte également une forte dimension politique et identitaire pouvant rebuter les individus n'adhérant pas aux mouvements associés et à ses expressions publiques. Ainsi, la formulation « attirance pour les hommes » a été privilégiée car plus neutre, comme par exemple dans les questions du type : « En raison de votre attirance pour les hommes, à quelle fréquence avez-vous été : [...] ? ».

Récolte des réponses et pré-traitements

A l'issue de la passation qui a duré d'octobre 2021 à juin 2022, 759 réponses complètes ont été recueillies. Un travail conséquent de nettoyage de la base a ensuite dû être mené afin d'éliminer les réponses aberrantes ou provenant d'individus non concernés par l'enquête. Dans ce dernier cas, il s'agissait avant tout d'individus (14) ne résidant pas dans la région des Hauts-de-France ou n'étant pas majeurs (1). La tâche a en revanche été bien plus complexe pour déceler les réponses aberrantes, généralement contenant des manifestations homophobes. Pour cela, je me suis basé en priorité sur les réponses aux questions ouvertes ou aux réponses « autre », généralement utilisées par les individus malveillants pour faire passer leur message. Ces cas concernaient 28 répondants, dont la majorité exprimaient leur mépris concernant les identités sexuelles ou exprimaient ouvertement des idées homophobes. Bien que ne répondant pas spécifiquement aux objectifs du questionnaire, ces individus ont été conservés de côté car ils présentent un intérêt particulier en termes de résultats concernant les discours homophobes, en particulier dans le milieu étudiant d'où ils proviennent majoritairement. Ce sont donc au total 42 individus qui ont ainsi été supprimés, rapportant l'échantillon final à 717 individus.

Par la suite, un important recodage a été effectué sur de nombreuses variables, avec pour but une meilleure pertinence dans les analyses statistiques. C'est en particulier le cas pour toutes les personnes ayant répondu « autre » à des questions alors que leur choix de réponse était déjà présent dans les réponses proposées. C'est également le cas pour les communes de résidence qui présentaient de nombreuses fautes de saisies et qu'il a fallu contrôler et corriger pour permettre la bonne correspondance avec les bases de données administratives françaises. Enfin, pour les variables synthétiques, qui seront présentées plus en détail dans la partie suivante, les échelles de Likert ont été recodées numériquement pour permettre le calcul d'un indicateur global.

Analyses : outils statistiques

Une fois les données formatées pour les analyses, les traitements ont été effectués sous les logiciels XLSTAT et R, dans un premier temps avec des outils de statistiques simples univariées (tris à plat, fréquences, etc.). Puis afin de vérifier les hypothèses bivariées, des tests du χ^2 (ou de Fischer en cas d'effectifs théoriques inférieurs à 5) ont été menés entre les variables qualitatives.

Dans le cas des quelques variables quantitatives présentes, c'est-à-dire les variables synthétiques de la victimation, de la conscience du stigmaté, ou de la gestion du risque, des tests de cohérence interne ont été effectués via l'alpha de Cronbach (α) afin d'attester de l'homogénéité des phénomènes étudiés, après quoi celles-ci ont été transformées en variables qualitatives pour faciliter les tests d'hypothèses.

5.1.2 Structure détaillée : les apports de la pluridisciplinarité

Afin de pouvoir étudier les hypothèses émises en début de chapitre 4, le questionnaire s'organisait en 5 grands axes pour un total de 37 questions (Annexe 1) :

- Le profil sociologique ;
- Les rapports sociaux liés à l'homosexualité ;
- La conscience du stigmaté ;
- La victimation homophobe ;
- La gestion du risque.

Profil sociologique

Commun à une grande partie des enquêtes en sciences humaines, le profil sociologique des répondants consiste en un ensemble de questions destiné à contextualiser la place des individus dans le paysage social. Il comporte notamment les questions de l'âge, la situation professionnelle, l'orientation sexuelle, le statut de couple, le lieu de résidence actuel et passé, la situation professionnelle des parents (ou des responsables légaux le cas échéant), l'orientation politique familiale, et la pratique religieuse familiale. Ces informations assez classiques ont avant tout comme intérêt de tester, une fois croisées avec d'autres variables, d'éventuelles facteurs socio-économiques ou géographiques permettant d'expliquer les spatialités.

Rapports sociaux liés à l'homosexualité

Cette partie regroupe des questions visant à étudier la manière dont l'attirance envers les hommes se transcrit au travers de pratiques sociales spécifiques. D'une part, elle interroge les pratiques liées à la fréquentation actuelle et passée de lieux physiques (commerces, associations, lieux de drague, etc.) à destination des populations homosexuelles ou appropriées par celles-ci, mais également des espaces numériques (applications de rencontres, réseaux sociaux, sites pornographiques, etc.). Ces questions sont pour la plupart exprimées sous formes de fréquences, par exemple : « Au cours de votre vie, avez-vous déjà fréquenté des bars ou restaurants LGBT ? Si oui, à quelle fréquence ? », avec comme possibilité de réponses : « Non, jamais », « Quelques fois seulement » ou « Régulièrement ».

D'autre part, elle s'intéresse à la manière dont l'attirance homosexuelle fait sens dans les relations interpersonnelles, au travers de la part des personnes LGBT+ présente dans l'entourage des enquêtés et la part de l'entourage mise au courant de leurs attirances homosexuelles. Dans ce dernier cas, les réponses permettent de calculer un « score de *coming-out* », signalant si l'homosexualité de l'individu est plus ou moins connue de son entourage proche. Sur un total maximum de 4, cette variable synthétique prend en compte les parents, les amis, les collègues de travail ou d'étude et enfin la famille éloignée (oncles, tantes, grands-parents, etc.). De ce fait, avec un score de 4, les attirances homosexuelles de l'individu sont considérées comme connues par l'essentiel de ses cercles sociaux proches. A contrario, à un score de 0, l'individu est considéré comme entièrement « au placard ».

Néanmoins, lors des premiers traitements, il a été décidé de réduire ce score à un maximum de 3, écartant ainsi la catégorie « famille éloignée ». En effet, bien que pouvant être pertinente dans certains cas, cette catégorie est sujette à de trop nombreux biais : il se peut que certains individus soient très peu en contact avec leurs oncles, tantes ou grands-parents, sans que cela ait un quelconque rapport avec le fait de cacher leur homosexualité ; de même, certaines configurations familiales (parents enfants uniques, grands-parents décédés par exemple) ne permettent pas aux enquêtés de répondre de manière satisfaisante au vu de la formulation de la question.

Outre le fait de renseigner sur les pratiques sociales liées à l'homosexualité, cette partie sert également de témoin sur l'intégration des répondants à ce qu'on pourrait appeler le « milieu homosexuel ». On peut en effet supposer qu'une plus ou moins grande proximité avec d'autres individus issus de minorités sexuelles influe sur les représentations personnelles de l'homophobie, hypothèse qui pourra être étudiée par la suite.

Conscience du stigmat

Basée sur les travaux de la psychologue Elizabeth Pinel (1999), il s'agit d'une échelle psychométrique destinée à mesurer la conscience que les individus ont de faire partie d'une catégorie de population qui est stigmatisée. Les travaux précédents ont notamment montré que les individus ayant une forte conscience du stigmate homosexuel avaient plus de chance de percevoir des discriminations dirigées envers eux sur la base de leur orientation sexuelle, de ce fait, on pourrait s'attendre à ce qu'il existe une corrélation positive entre la conscience du stigmate et la victimation homophobe.

« Les personnes ayant une conscience élevée de la stigmatisation sont plus susceptibles de percevoir une discrimination à l'égard de leur groupe et de leur personne, et sont plus susceptibles de fournir des preuves solides de ces perceptions. » (Pinel, 1999, p. 126)

Dans ce cas, la notion de conscience du stigmate n'est pas sans rappeler celle de la représentation du risque que nous avons évoquée dans la partie 1.3.1. En effet, en interrogeant l'intensité avec laquelle les individus perçoivent l'hostilité de leur environnement vis-à-vis de leur homosexualité, la conscience du stigmate établie de nombreux parallèles avec la question du risque et elle sera utilisée dans ce but au sein de ce travail.

L'échelle est composée de 10 items sous forme d'affirmations et l'enquêté doit répondre en fonction de son approbation par rapport à celles-ci. Les options de réponses sont présentées sous la forme d'une échelle de Likert à 5 niveaux : Pas du tout d'accord, Plutôt pas d'accord, Plutôt d'accord, Tout à fait d'accord, Ne sait pas. Les affirmations, directement traduites et adaptées depuis les travaux de Pinel sont successivement formulées négativement (par exemple : « Personnellement, les stéréotypes sur les homosexuels ne m'affectent pas ») ou positivement (par exemple : « La plupart des hétérosexuels ont du mal à considérer les homosexuels comme des égaux ») afin que le répondant ne puisse pas s'installer dans un schéma de réponse mécanique en étant favorable ou défavorable à l'ensemble des affirmations.

Afin d'être traitées statistiquement, les réponses aux 10 items ont été codées numériquement de -2 à +2, les questions négatives étant codées de manière inverse, puis additionnées afin de constituer un indicateur synthétique. Ainsi, les scores s'échelonnent de -20 à +20, un score de -20 indiquant une très forte conscience du stigmate tandis qu'un score de +20 suggère que le répondant est très peu conscient des préjudices que peuvent subir les personnes homosexuelles.

Dans le but de confirmer la pertinence des items composant cette échelle, un test de cohérence interne a été effectué grâce à l'Alpha (α) de Cronbach. Celui-ci permet de vérifier la corrélation des réponses au sein d'un ensemble de questions portant sur le même thème. Usuellement, l'alpha de Cronbach est considéré comme acceptable avec une valeur comprise entre 0,70 et 0,90. Concernant la conscience du stigmate, la fiabilité de l'échelle de mesure apparaît satisfaisante avec un α égal à 0,739.

Par la suite, la variable synthétique a été discrétisée en répartissant de manière égale le nombre d'individus dans chaque catégorie (Tableau 6) pour être transposée en une variable qualitative. Cela a été fait notamment en raison du peu d'individus ayant obtenus des scores extrêmes (Tableau 7).

Statistiques descriptives	Score conscience du stigmat
Nombre d'observations	717
Minimum	-18
Maximum	20
1er Quartile	-4
Médiane	1
3ème Quartile	6
Moyenne	0,9

Tableau 7 : Statistiques descriptives de la variable « Score conscience du stigmat »

Score conscience du stigmat	Classification	Nombre d'individus
[-18 – -4]	Très forte	207
[-3 – 4]	Forte	284
[5 – 11]	Faible	170
[12 – 20]	Très faible	56

Tableau 6 : Choix de discrétisation de la variable « Score conscience du stigmat »

Victimation homophobe

La victimation homophobe se définit comme le fait d'avoir subi une violence physique, psychologique ou matérielle en lien avec l'homophobie. Pour la traiter au sein du questionnaire, j'ai choisi de m'inspirer de la « Heterosexist, Harassment, Rejection, Discrimination Scale » (HHRDS) élaborée par Dawn Szymanski (2006). Parmi les très nombreuses échelles de mesure existantes, celle-ci a le mérite d'avoir été mobilisée au sein de plusieurs études et bénéficie d'une certaine robustesse (Morrisson et al., 2016). De plus, sa forme réduite permet tout à fait d'être intégrée au sein d'une enquête pluridisciplinaire à contrario d'autres échelles comportant plusieurs dizaines d'items.

L'échelle, traduite et adaptée aussi bien dans la forme que sur le nombre d'items, comporte 15 items (contre 14 dans la version de Szymanski) formulés de la manière suivante : « En raison de votre attirance pour les hommes, à quelle fréquence avez-vous été... ». Les options de réponse consistent en une échelle de Likert en 6 points codée de 0 à 5 : Jamais (0), Rarement (1), De temps en temps (2), Parfois (3), Souvent (4), Presque tout le temps (5).

Le contenu des questions a été pensé pour aborder la plupart des violences et discriminations pouvant toucher les individus homosexuels dans diverses situations et sphères sociales, en particulier dans l'environnement familial, au travail ou dans les études, dans l'espace public ou encore au sein d'organismes publics et d'infrastructures de services.

Une fois recodée et transformée sous forme d'une variable synthétique, l'échelle s'étend sur des valeurs allant de 0 à 75. De la même manière que pour la conscience du stigmat, la consistance interne de la variable a été testée grâce à l'Alpha de Cronbach. Celle-ci apparaît très satisfaisante avec un α égal à 0,876. Dans un second temps, deux sous-ensembles ont pu être identifiés au sein de cette échelle globale, un premier qui pourrait être considéré comme du préjudice dans les sphères institutionnelles (6 items, $\alpha = 0,795$) et qui regroupe les questions concernant les discriminations par les employeurs, les professeurs, le personnel médical ou les agents publics de l'Etat. Le second, concerne les actes de harcèlement et de rejet (9 items, $\alpha = 0,860$), notamment les violences physiques et verbales, ou le rejet de la famille et des amis.

Suite au premier recodage de cette variable synthétique et de la même façon que pour la conscience du stigmat, une discrétisation permettant de traduire la variable en une variable

qualitative a été effectuée. Au vu de la très faible variabilité des réponses, notamment dans les valeurs hautes (Tableau 9), le mode de discrétisation a été choisi sur la base de l'algorithme *k-means* qui rassemble les individus dans des classes similaires à partir de leur distance par rapport à la moyenne de chaque classe (Tableau 8). Cette classification qui se rapproche dans les faits d'une discrétisation par la moyenne et l'écart type apparaît particulièrement pertinente dans ce cas-là car elle fait primer la similarité des réponses sur la répartition du nombre d'individus par classe. En effet, dans le cas de la victimation, une discrétisation basée sur l'amplitude de la variable aurait tendance à rendre les comparaisons interclasses impossibles tant l'essentiel des individus est regroupé dans les valeurs basses (75% ont un score inférieur à 19). A l'inverse, une discrétisation basée sur un nombre équivalent d'individus (par les quantiles) dans chaque classe aurait comme effet d'« effacer » les valeurs extrêmes, ce qui, dans le cas des préjudices, où ce sont principalement les individus les plus touchés qui nous intéressent, ne serait pas souhaitable (Béguin, Pumain, 2017). La méthode du *k-means* se situe ainsi comme un bon compromis pour permettre de mener les traitements statistiques souhaités tout en conservant une qualité optimale de l'information contenue dans la variable.

Statistiques descriptives	Score victimation
Nombre d'individus	717
Minimum	0
Maximum	57
1er Quartile	5
Médiane	10
3ème Quartile	19
Moyenne	12,7
Variance (n-1)	110,6
Ecart-type (n-1)	10,5

Tableau 9 : Statistiques descriptives de la variable « Score victimation »

Score victimation	Classification	Nombre d'individus
[0 – 10]	Très faible	371
[11 – 20]	Faible	194
[21 – 30]	Forte	106
[31 – 57]	Très forte	46

Tableau 8 : Choix de discrétisation de la variable « Score victimation »

Gestion du risque

La dernière thématique abordée par le questionnaire concerne les stratégies de gestion du risque homophobe par les enquêtés, c'est-à-dire les pratiques spécifiques mises en place en réponse à la crainte que suscite l'éventualité d'un préjudice.

Les 15 items qui composent cette thématique ont été élaborés en partie suite aux entretiens exploratoires menés au début du travail de thèse. A travers le discours des individus, diverses stratégies ont pu être identifiées, relevant le plus souvent de la dissimulation (ne pas divulguer son homosexualité ou ne pas paraître homosexuel), de l'évitement (éviter de fréquenter certains lieux ou certains types de personnes), et dans une moindre mesure de la confrontation (faire remarquer leurs comportements préjudiciables aux personnes concernées).

Ici aussi, les options de réponses se présentaient sous une logique fréquentielle en 4 points (Jamais, Rarement, Souvent, Toujours) dont les questions étaient formulées comme suit : « A quelle fréquence adoptez-vous les comportements suivants par peur de l'homophobie ? ».

La consistance interne de l'échelle de mesure s'est montrée à nouveau satisfaisante avec un Alpha de Cronbach égal à 0,746.

Les items de cette échelle peuvent être répartis en deux axes différents (Tableau 10) : l'un portant sur les stratégies de gestion du risque de type « évitement » (7 items, $\alpha = 0,721$), l'autre concernant plutôt des stratégies dites de « dissimulation » (5 items, $\alpha = 0,729$). Pour ce faire, l'item « je ne fréquente pas les lieux LGBT par peur d'y être reconnu » a été écarté. En effet, s'il peut s'agir d'une stratégie d'évitement, celle-ci se démarque des autres du fait que l'accessibilité aux lieux LGBT est très inégale sur le territoire régional. Ainsi, bien avant d'être un choix lié à l'homophobie, la non fréquentation de ces lieux est avant tout conditionnée par leur proximité aux lieux de vie des enquêtés.

Axe	Item
Evitement $\alpha = 0,721$	Je choisis mes formations et/ou mes emplois en fonction des entreprises ou des domaines que je perçois comme moins fortement homophobes
	J'évite de fréquenter certains types de personnes de peur d'être agressé en raison de mon attirance envers les hommes
	Lorsqu'une personne que je côtoie dit des propos que je perçois comme homophobes, je lui fais remarquer
	Dans l'espace public, j'emporte des armes d'autodéfense (bombe au poivre, matraque...) pour pouvoir me défendre en cas d'agression homophobe
	Lorsque je dois prendre rendez-vous chez un nouveau professionnel de santé, je me renseigne avant sur le fait qu'il soit tolérant envers les personnes homosexuelles
	Je choisis mon lieu d'habitation en fonction des zones (quartiers, rues...) qui me semblent plus tolérantes envers les homosexuels
	Je fréquente des lieux principalement fréquentés par des homosexuels car je m'y sens plus en sécurité vis à vis de l'homophobie
Dissimulation $\alpha = 0,729$	Lorsqu'on me pose des questions sur ma vie privée, je dissimule mon attirance pour les personnes de même sexe
	Lorsque je suis dans des lieux publics, j'adapte mon apparence et mon comportement afin de ne pas paraître homosexuel
	Lorsque je me promène avec un partenaire de même sexe (conjoint, sexfriends, etc.), j'évite les gestes affectueux (se tenir la main, s'embrasser) en public
	Au travail ou sur mon lieu d'étude, j'évite de parler de ma vie personnelle pour ne pas révéler mon attirance pour les personnes de même sexe
	Lorsque je rencontre une nouvelle personne, je m'assure qu'elle ne soit pas homophobe avant d'évoquer mon attirance pour les hommes

Tableau 10 : Répartition par axe des items de gestion du risque

Le sous axe « évitement » est ainsi composé d'items liés à des stratégies d'évitement de certains lieux, de certaines catégories de personnes jugées potentiellement plus homophobes, ou à l'inverse d'une attitude plus frontale vis-à-vis de l'homophobie (par exemple : « Lorsqu'une personne que je côtoie dit des propos que je perçois comme homophobes, je lui fais remarquer ») et la fréquentation de lieux spécifiquement LGBT+.

L'axe « dissimulation » quant à lui regroupe des items liés à la dissimulation de l'orientation sexuelle dans divers contextes, par exemple le fait d'éviter de parler de sa vie privée au travail ou le fait de ne pas s'autoriser à manifester des comportements traduisant une certaine intimité avec son partenaire dans l'espace public.

5.1.3 L'accès aux populations homosexuelles : maîtriser les canaux de diffusion de l'enquête

Les enquêtes quantitatives auprès des minorités sexuelles souffrent bien souvent des mêmes problématiques. Due à l'inexistence de questions sur l'orientation sexuelle dans les recensements de la population, il s'avère en effet impossible de connaître précisément la part des individus homosexuels dans la population ainsi que leur répartition précise en fonction des facteurs socio-économiques. Cela contraint ainsi les chercheurs à systématiquement travailler sur des échantillons de convenance et donc, à ne pouvoir généraliser les résultats des échantillons étudiés à l'ensemble de la population. Néanmoins, l'impossibilité de pouvoir prétendre à la représentativité ne doit pas nous dissuader de mener de telles enquêtes. D'une part, car même dans le cas des échantillons représentatifs, l'échantillonnage se base usuellement sur des critères socio-économiques et géographiques et laisse de côté les aspects comportementaux ou psychologiques des individus, ces derniers pouvant être hautement déterminants selon les thématiques abordées (Gobo, 2004).

En ce sens, un échantillon de convenance peut avoir une certaine pertinence, notamment au sein d'une étude exploratoire, afin de mettre en évidence un certain nombre de phénomènes qui pourraient apparaître comme prépondérants au sein d'une population donnée. Afin de limiter au maximum les généralisations inopportunes, il semble primordial de prêter particulièrement attention au processus de diffusion des enquêtes et donc aux canaux d'accès aux populations cibles.

Cette tâche a notamment été centrale dans le processus d'enquête tout au long de cette thèse via le suivi des répondants en fonction du vecteur par lequel ils ont eu accès questionnaire. Un suivi précis des organismes et groupes de personnes au sein desquels le questionnaire a été diffusé a donc été réalisé (Tableau 11) (Carte 2), permettant *in fine* de pouvoir justifier les surreprésentations ou sous-représentations éventuelles en matière de localisations géographiques ou de profils sociaux.

Dans un premier temps, les canaux de diffusion utilisés pour la passation peuvent se distinguer en deux catégories :

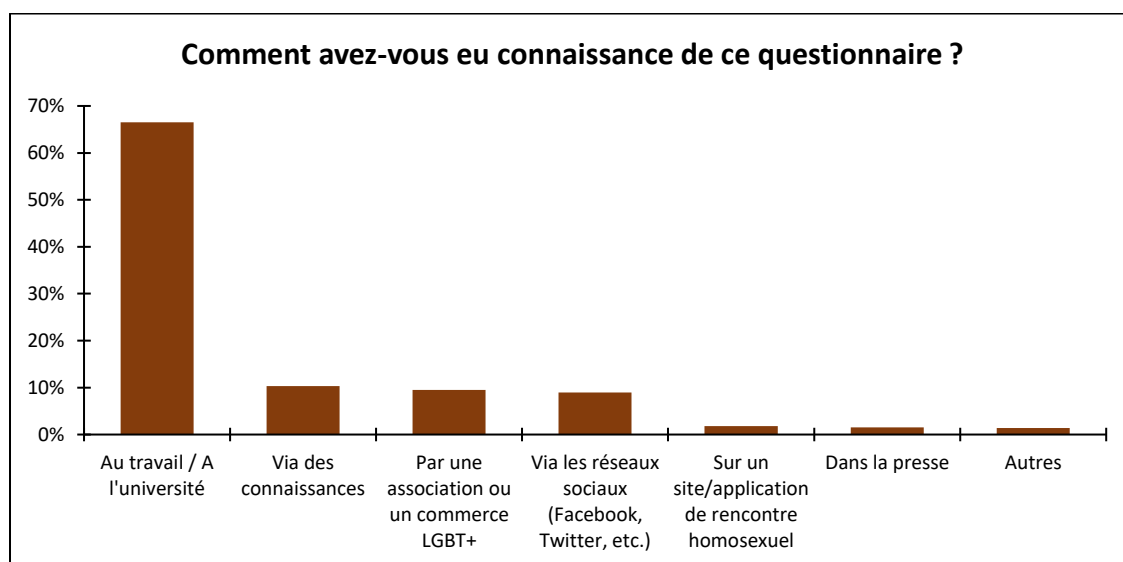
- Les canaux spécifiques aux populations homosexuelles, c'est-à-dire les espaces physiques et numériques fréquentés majoritairement par la population cible comme les associations LGBT+, les groupes LGBT+ sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.), les sites et applications de rencontre pour homosexuels, ou encore les événements LGBT+ ;
- Les canaux dits en « population générale », dans ce cas, les *mailing list* étudiantes des universités et la presse locale, soit des canaux non spécifiquement homosexuels.

Canal de diffusion	Nombre
Association LGBT+ locale	10
Antenne régionale d'association nationale	5
Université	5
Presse générale	1
Groupe LGBT+ sur réseaux sociaux	6
Evènement LGBT+	1
Site et application de rencontres	1 014 (individus)

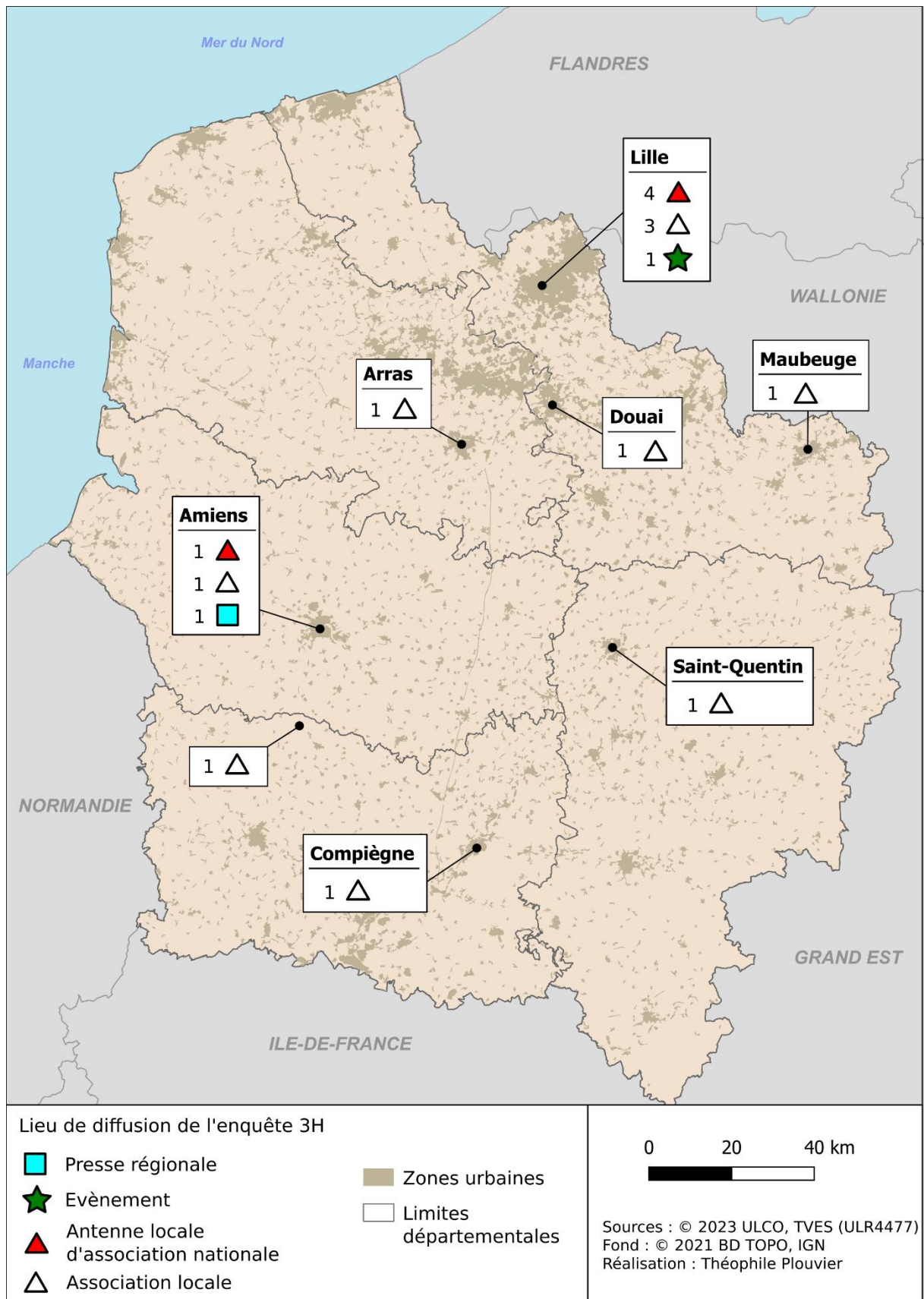
Tableau 11 : Canaux de diffusion exploités au cours de l'enquête 3H

Les différents canaux utilisés ont montré une efficacité variable (**Graphique 1**). Parmi les réponses récoltées, c'est de manière évidente celles provenant du milieu universitaire qui sont les plus nombreuses, le nombre de personnes contactées par ce biais avoisinant les 60 000 (Carte 3). Viennent ensuite, dans 30% des cas, les individus ayant eu connaissance du questionnaire via le bouche à oreille, les associations ou commerces LGBT+ ainsi que les réseaux sociaux.

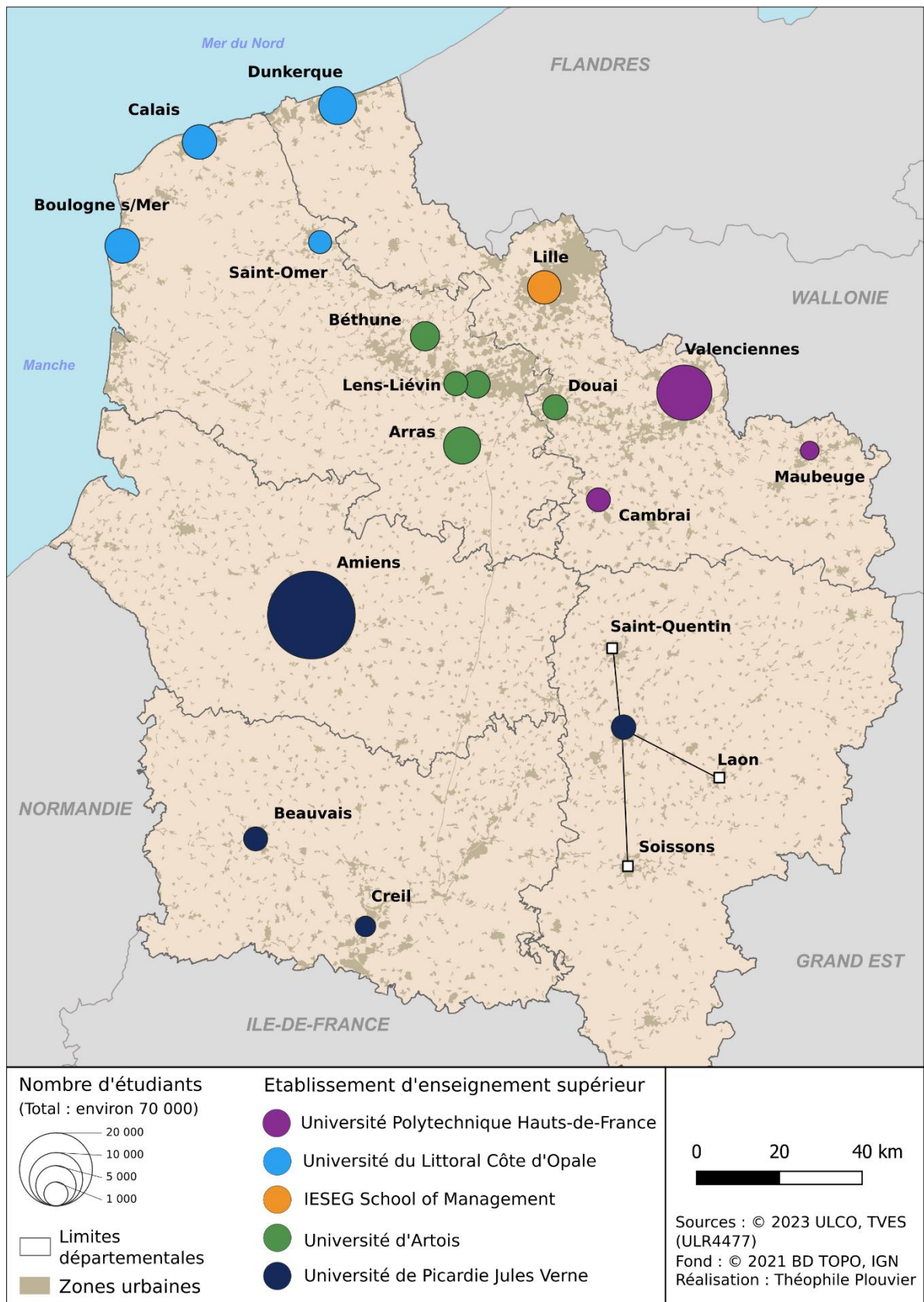
Largement derrière, les sites et applications de rencontre ainsi que la presse ont été peu efficaces dans la diffusion du questionnaire. En particulier, les sites et applications de rencontres qui ont pourtant été largement mis à profit avec plus d'un millier d'individus contactés ont rencontrés très peu de succès avec seulement une dizaine de réponses. Cela peut éventuellement s'expliquer par le contexte très particulier de ce genre de plateformes. Les individus s'y connectent dans un but bien précis et semblent peu disponibles pour répondre à des enquêtes. Aussi, peut-être que le souci de l'anonymat, généralement primordial dans ces contextes a entraîné une certaine méfiance des usagers. Une collaboration directe avec les administrateurs de ces sites pour organiser une diffusion officielle et à grande échelle aurait ainsi vraisemblablement pu produire de meilleurs résultats.



Graphique 1 : Moyens de prise de connaissance de l'enquête 3H



Carte 2 : Répartition régionale des organismes sollicités pour la diffusion de l'enquête 3H



Carte 3 : Diffusion de l'enquête 3H au sein des établissements d'enseignement supérieurs de la région Hauts-de-France

5.2 L'entretien semi-directif

A l'inverse des questionnaires, les enquêtes par entretiens se veulent plus approfondies et mettent en avant la richesse des discours plutôt que le nombre des enquêtés rencontrés. Cette approche ne vise bien entendu pas à la représentativité des récits récoltés mais plutôt à mettre en avant les schémas convergents ou divergents qui peuvent exister dans les opinions, les expériences de vies ou les pratiques individuelles et collectives. Couplés aux approches quantitatives, les entretiens peuvent servir, dans une optique exploratoire, de base à la mise en place d'un questionnaire, ou, par une visée d'approfondissement, à nuancer, illustrer, ou consolider les résultats des approches quantitatives.

« Les entretiens peuvent fournir des données sur les compréhensions, les opinions, ce que les gens se souviennent avoir fait, les attitudes, les sentiments et autres éléments similaires que les gens ont en commun (entretiens d'enquête et de recherche en sciences sociales). Ils peuvent être plus exploratoires et qualitatifs (entretiens qualitatifs), se concentrant sur les caractéristiques distinctives des situations et des événements, et sur les croyances des individus ou des sous-cultures. » (Arksey, Knight, 1999, p.2)

5.2.1 Approfondir les parcours de vie homosexuels

L'approche qualitative menée au cours de cette thèse a eu deux objectifs. Dans un premier temps, avec une visée exploratoire, des entretiens semi-directifs ont été menés avec des responsables d'associations LGBT+ locales et des hommes non hétérosexuels résidant ou ayant résidé dans la région. Cette première phase a servi de base non seulement pour la construction de l'enquête par questionnaire, mais également pour orienter la récolte de données sur l'homophobie et les lieux homosexuels régionaux.

Pour les entretiens en nom propre, les grilles d'entretiens ont été conçues autour de trois thématiques principales (Annexe 2), la première thématique concernant le vécu homosexuel. L'enquêté était alors invité, sous la forme d'un récit de vie, à retracer le cheminement l'ayant mené à ses attirances sexuelles ou romantiques envers les hommes, voire le cas échéant, à son auto-identification en tant qu'homosexuel ou gay. Bien que l'enquêté était totalement libre de hiérarchiser et organiser son récit comme bon lui semble, certaines questions ayant pour but de l'orienter et le relancer concernaient notamment la découverte des attirances homosexuelles, la manière d'en parler autour de soi à travers l'acte de *coming-out* par exemple, mais également la manière de se sociabiliser avec les autres homosexuels. La seconde thématique portait sur la perception de l'homophobie, où l'enquêté devait aborder son vécu d'expériences homophobes ainsi que les représentations socio-spatiales liées à celles-ci, en particulier en fonction des différents lieux de vie expérimentés. Enfin, la dernière thématique concernait l'impact de la crainte de l'homophobie sur les pratiques de l'individu, c'est-à-dire la conscience que celui-ci a, d'adapter ou non son comportement, ses attitudes, ses pratiques, au risque homophobe.

Pour les entretiens associatifs, la structure s'est davantage orientée vers l'activité associative (Annexe 3), bien que parfois, les personnes interviewées aient pu inclure dans leur discours des éléments de contextualisation personnels (par exemple raconter leurs propres expériences de l'hétéronormativité pour justifier leur investissement associatif). Une première thématique a ainsi

été l'organisation associative, ses diverses actions, les caractéristiques et la provenance de son public. Une seconde thématique s'est concentrée sur les rapports entretenus entre l'association et son environnement local (avec la population, les pouvoirs publics, les autres associations de la région) afin de mieux déceler les éventuelles formes de conflits ou de coopérations existantes. Enfin, une dernière thématique faisait intervenir des éléments plus personnels concernant l'enquêté, notamment sa motivation à s'investir dans le milieu associatif, voire à avoir créé l'association lorsqu'il s'agissait d'un membre de la présidence. En plus d'illustrer le cheminement permettant de passer d'un vécu personnel à un engagement collectif, cette dernière thématique a aidé à collecter des éléments sur le contexte local en matière d'homophobie et d'hétéronormativité, parfois par le récit d'évènements déclencheurs passés.

Les récits issus de ces entretiens exploratoires ont grandement influencé le contenu et la formulation du questionnaire. Ils ont par exemple permis d'étoffer les stratégies de gestion du risque ou de violences homophobes initialement identifiées, mais également d'ajouter des questions permettant de préciser les contextes familiaux puisque ceux-ci étaient particulièrement mis en avant par les enquêtés. Ces récits ont également orienté les recherches concernant les lieux liés à l'homosexualité dans la région, par exemple pour identifier des acteurs associatifs, des lieux informels ou moins visibles.

Dans un second temps, d'autres entretiens complémentaires ont été menés après la passation du questionnaire afin d'approfondir les analyses quantitatives. En effet, les réponses au questionnaire ont mis en avant certains biais, certains phénomènes imprécis, ou même certaines catégories de populations faiblement représentées dans l'échantillon. Cette seconde vague d'entretiens s'est donc penchée sur ces éléments afin de les détailler, pour obtenir des informations non accessibles via les questions fermées du questionnaire. Bien que la grille d'entretien soit globalement restée la même que pour les entretiens exploratoires, certaines thématiques ont été particulièrement développées, par exemple le contexte de découverte de l'homosexualité pour les individus plus âgés, ou encore le rapport aux lieux communautaires LGBT+ pour les individus habitant des territoires qui en sont à priori dépourvus.

5.2.2 Processus de sélection et traitements

La sélection des individus interrogés lors des entretiens s'est faite de plusieurs manières. Dans la mesure où j'étais totalement extérieur au milieu LGBT+ régional au début de ma thèse, j'ai eu accès à mes premiers entretiens via les réseaux sociaux ainsi qu'auprès de responsables d'associations locales. Suites à ces premières entrées, les contacts suivant se sont facilités par un effet boule de neige à partir des premiers enquêtés ainsi que dans les associations.

Suite à la diffusion du questionnaire, d'autres individus ont pu être interrogés via une annonce figurant en fin de questionnaire. Celle-ci indiquait la volonté de mener des entretiens plus approfondis auprès des personnes volontaires, suivie d'une adresse mail permettant de me contacter.

Au total, 18 entretiens ont été menés (8 avec des responsables associatifs, 10 avec des individus en leur nom propre), d'une durée allant de 30 minutes à près de deux heures, en face à face ou

par visioconférence selon les préférences, les disponibilités des personnes, et surtout en fonction des restrictions sanitaires liées à l'épidémie de COVID. Alors que l'utilisation de la visioconférence pour mener des entretiens est souvent décrite au sein des sciences sociales, il apparaissait ici que cet outil était tout à fait approprié. Du fait de la nature sensible des sujets abordés, cela a permis d'accéder à certains individus qui n'auraient probablement pas accepté de réaliser ces entretiens en face-à-face (Milon, 2022), principalement pour des raisons d'aisance sociale (Amichai-Hamburger et al., 2002) ou d'impossibilité de trouver un lieu approprié (certains enquêtés étant jeunes et n'étant pas *out* auprès de leurs parents, il était complexe de pouvoir les rencontrer à leur domicile). Avec l'accord des enquêtés (cela étant systématiquement demandé en introduction d'entretien), tous les entretiens ont fait l'objet d'un enregistrement afin de pouvoir être par la suite retranscrits dans leur totalité. Bien que la retranscription initiale ait été faite de manière fidèle aux enregistrements, les extraits présentés dans les parties 3 et 4 ont été corrigés pour être rendus plus intelligibles (suppression des mots répétés, des tics de langage trop récurrents et signifiant une hésitation tels que « Euh... » ou « En fait... », correction de la syntaxe lorsque cela pouvait induire des contresens). En revanche, les contractions de mots ou de formulations, tels que « je sais pas » plutôt que « je ne sais pas », n'ont pas été modifiées.

Les caractéristiques sociologiques de l'ensemble des individus ayant participé aux entretiens sont consultables dans les Annexes 4 et 5.

Afin d'être analysés, les verbatims ont été classés selon les grandes thématiques abordées dans le guide d'entretien, puis ces dernières ont été réparties en sous-thématiques afin de pouvoir être mobilisées pour apporter des précisions, soutenir ou nuancer les résultats provenant des traitements quantitatifs.

5.3 « avoir un autre son de cloche » : la perception de l'homosexualité par les populations hétérosexuelles

Par son caractère mal défini et pas toujours explicite, comme nous avons pu le voir dans la première partie, le préjudice homosexuel fait partie de ces violences qu'il est complexe d'identifier, y compris pour les potentielles victimes. En effet, contrairement aux stigmates raciaux qui sont directement visibles pour les personnes concernées, les stigmates de l'homosexualité sont la plupart du temps invisibles, laissant systématiquement planer un doute concernant les motivations des agresseurs. Ainsi, il semblait incomplet d'aborder les problématiques de l'homophobie en laissant de côté les perceptions de l'homosexualité masculine par les populations hétérosexuelles.

5.3.1 Sélection des terrains : critères économiques et géographiques

Plutôt que de réaliser une enquête sur la totalité de la région, ce qui aurait posé de nombreux problèmes d'échantillonnage et surtout de lissage des disparités géographiques au profit de l'habituelle hiérarchie urbaine basée sur la population des communes, j'ai décidé de me concentrer sur quelques villages ruraux sélectionnés selon plusieurs critères. Ce choix relate principalement une volonté, émise depuis déjà plusieurs années dans la littérature, de mettre

l'accent sur les particularités locales des lieux de vie, et d'ainsi pouvoir prendre en compte la place qu'occupe chaque village dans le paysage régional, mais également les infrastructures dont chacun bénéficie (Muller-Myrdahl, 2013, 2016 ; Brown, 2008). Aussi, ce choix résulte d'un désir de rééquilibrage dans les travaux français sur l'homosexualité, largement centrés sur les espaces urbains et les populations urbaines.

Les terrains d'étude ont été choisis selon deux critères, dont le premier est purement géographique puisqu'il s'agit de la nouvelle typologie des communes rurales utilisée par l'INSEE depuis 2020. En effet, celle-ci classe les communes rurales en deux catégories au sein desquelles on retrouve deux sous-catégories :

- Rural sous influence d'un pôle
 - o Sous forte influence
 - o Sous faible influence
- Rural autonome
 - o Peu dense
 - o Très peu dense

Cette classification corrige certains biais de l'ancienne nomenclature basée sur les populations communales²³, notamment par la prise en compte des interactions existantes entre les communes puisque le critère d'« autonomie » des communes est déterminé en fonction du pourcentage d'actifs de la commune travaillant dans l'aire d'attraction des villes de plus de 50 000 habitants. Le caractère rural est quant à lui calculé à partir de la densité de population sur la base de carreaux d'un kilomètre carré, ne prenant de fait plus en compte les limites administratives.

Le second critère se base sur la situation économique de la population des villages, soit le revenu annuel médian. En effet, comme le suggérait Eric Fassin²⁴, plutôt que d'opposer systématiquement le bas et le haut de la société lorsqu'il s'agit de manifestations homophobes, on peut supposer qu'il existe en réalité plusieurs types d'homophobies s'exprimant de manière différenciée selon que l'on se trouve dans la bourgeoisie ou dans les classes populaires. En discriminant ainsi les terrains d'étude selon ce facteur, on espère donc pouvoir vérifier cette hypothèse.

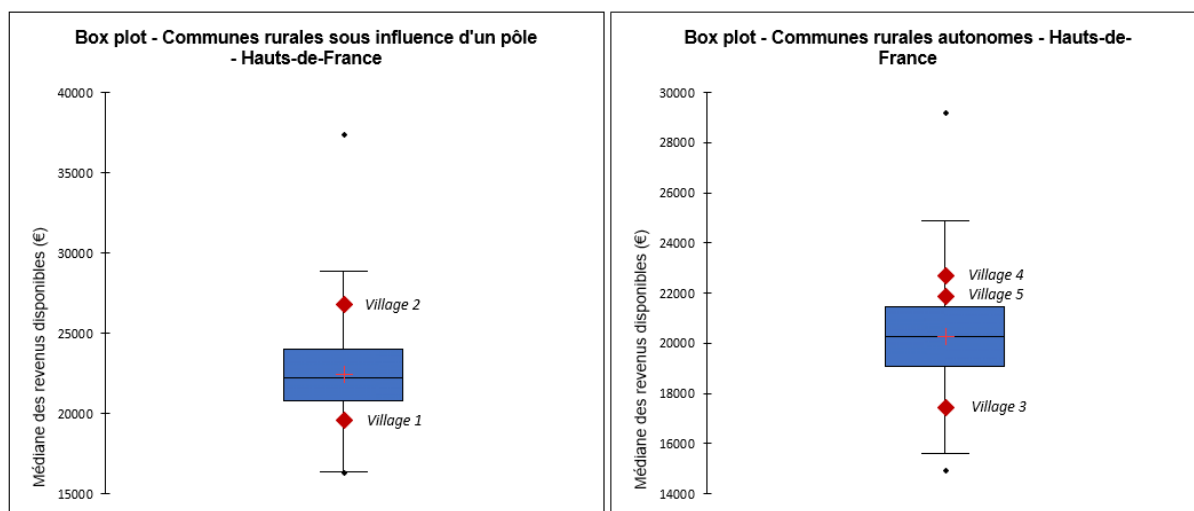
Cinq communes ont ainsi été sélectionnées, trois communes rurales autonomes, et deux sous influence d'un pôle, réparties dans quatre des cinq départements de la région. Pour chaque type de commune rurale, une commune avec un revenu médian supérieur à la moyenne régionale et un avec un revenu médian inférieur à la moyenne régionale a été choisie (Graphique 2) (Tableau 12). Les villages 4 et 5 sont considérés comme similaires. En effet, en raison du faible nombre d'habitants, deux villages aux caractéristiques semblables ont été sélectionnés pour cette catégorie afin d'accéder à un nombre suffisant d'individus pour la passation de l'enquête.

²³ Etaient considérées comme « rurales » toutes les communes de moins de 2 000 habitants.

²⁴ Voir Eric Fassin dans *Dictionnaire de l'Homophobie* (Tin, 2003), p.98-99.

Typologie rurale	Revenu médian < moyenne régionale	Revenu médian > moyenne régionale
Rural sous influence	Village 1	Village 2
Rural autonome	Village 3	Village 4 Village 5

Tableau 12 : Classification des terrains d'étude retenus



Graphique 2 : Revenu médian des communes choisies comparé aux communes rurales de la région Hauts-de-France

5.3.2 Description synthétique des terrains d'étude

Village	Population	Distance gare (km)	Densité de population (hab/km ²)	Médiane du niveau de vie (€)	Type rural	Ancienneté population > 10 ans (%)	Chômage (%)	Population non diplômée (%)
Village 1	1 830	2,5	66,1	19 630	Sous forte influence	54,7	17,8	27,8
Village 2	1 549	6	123,0	26 860	Sous faible influence	62,7	6,5	12,9
Village 3	448	4	36,1	17 480	Autonome peu dense	50,1	17,4	33,3
Village 4	227	2,7	54,8	22 730	Autonome très peu dense	58,1	16,6	24,6
Village 5	259	2,3	37,1	21 930	Autonome très peu dense	68,5	8,7	24,1

Tableau 13 : Caractéristiques socio-économiques des communes choisies

Les communes sélectionnées présentent certaines caractéristiques communes, généralement spécifiques aux communes rurales (Tableau 13). Ainsi, dans les cinq cas, plus de 50% de la population communale y habite depuis plus de 10 ans. La situation est plus contrastée pour le village 3 en raison de la construction après les années 2010 de logements sociaux sur toute une rue. Hormis cette exception, la totalité des habitations sont constituées de maisons individuelles plutôt anciennes.

Les communes sont également marquées par une faible connexion aux réseaux de transports publics. Aucune ne possède une gare à moins de deux kilomètres du centre du village, et si toutes possèdent un arrêt de bus, celui-ci n'a comme unique fonction, que l'acheminement des enfants aux établissements scolaires les plus proches. Ce critère de l'accessibilité à partir des zones urbaines proches a pu être expérimenté durant les périodes d'enquêtes. En effet, je me suis systématiquement rendu sur place en utilisant une combinaison de modes de déplacement doux (vélo ou marche) et de transports en commun (trains et bus). Sur l'ensemble des terrains, bien que la présence de transports en commun rende l'accès aux villages relativement aisé et rapide, la faible fréquence de desserte de ceux-ci complique rapidement les trajets. Dans les cas des villages 1, 3, 4 et 5, les trains au départ d'Amiens ne circulent que quelque fois par jours, généralement en début de matinée, à la mi-journée puis en fin d'après-midi. Une fois arrivée à la gare la plus proche, j'ai effectué le trajet restant en vélo, pour une durée comprise entre 10 et 15 minutes. Bien que le trajet soit plutôt court, celui-ci se passe en longeant des routes départementales limitées à 80km/h, peu adaptées aux cyclistes, et donc peu sécurisantes (Photographie 3).



Photographie 3 : Sortie du village 3 par la route départementale

Pour les villages 3 et 4, des itinéraires alternatifs de même durée mais plus isolés, sur des chemins en terre ont pu être exploités (Photographie 4). En revanche, il semble que ce type de trajet soit peu effectué par la population locale dont les modes de transports reposent majoritairement sur l'usage de la voiture, et donc pour les enfants et adolescents, sur l'aide parentale pour les déplacements.



Photographie 4 : Chemin de terre reliant la gare au village 4

Concernant le village 1, la gare la plus proche, Arras, est très bien desservie depuis Lille et Amiens, néanmoins les bus à destination du village ne circulent qu'une fois toutes les unes à deux heures en journée. Cependant, l'accès direct au village depuis Arras paraît plus adapté pour les individus ne disposant pas de mode de transport individuel.

Concernant la morphologie des villages, c'est avant tout le nombre d'habitants et donc la taille de la zone habitée qui semble déterminante dans l'atmosphère générale des lieux. Les communes les moins peuplées comme les villages 3, 4 et 5 présentent une certaine homogénéité. Les habitations, toutes relativement semblables (maisons individuelles avec un jardin), sont regroupées autour d'une à deux rues, accentuant l'effet intimiste des lieux. Dans le cas des communes plus grandes comme les villages 1 et 2, l'aspect « village » est bien moins présent, en particulier en raison de l'apparence variable de chaque rue, faisant apparaître les disparités économiques. J'ai notamment pu observer des différences importantes entre les habitations localisées le long de la rue principale, généralement des maisons mitoyennes anciennes en briques rouges, typiques des villes et villages ouvriers du nord de la France, et les habitations des rues plus excentrées, le plus souvent des maisons indépendantes plus vastes et disposant d'un jardin.

5.3.3 Une approche complémentaire des rapports sociaux entre personnes hétérosexuelles et non hétérosexuelles en milieu rural

L'enquête a été réalisée entre le 21 mars et le 16 juin 2022, par le biais d'un questionnaire auto-administré déposé dans les boîtes aux lettres des résidents des 5 villages. Les répondants avaient la possibilité de retourner le questionnaire complété par courrier grâce à une enveloppe préremplie, ou à se rendre en ligne pour y répondre à partir de l'adresse internet renseignée, ou en scannant un QR code (Photographie 5).



Photographie 5 : Contenu des documents déposés dans les boîtes aux lettres

Ce mode de passation semble particulièrement adapté à ce contexte pour plusieurs raisons. D'une part, le contenu aborde l'opinion des individus concernant l'homosexualité, une passation en face à face aurait ainsi restreint l'expression d'opinions fortement négatives par le biais de la désirabilité sociale (Frippiat, Marquis, 2010). Egalement, comme cela a été testé au début de la phase d'enquête, l'organisation spatiale des habitations dans ces villages s'avère peu propice au porte-à-porte. En effet, la quasi-totalité des habitations sont des maisons isolées de la route par un jardin. Cette configuration rend complexe le fait d'accéder à un interlocuteur, d'autant plus que de nombreuses habitations ne disposent pas de sonnette sur les portails, et que d'autres affichent clairement leur hostilité à tous visiteurs (Photographie 6). D'autre part, la passation mixte, en ligne et par courrier permet aux populations les plus âgées, souvent surreprésentées dans les milieux ruraux de pouvoir facilement participer à l'enquête tandis que les populations les plus à l'aise avec les outils informatiques conservent la possibilité de répondre par ce biais.



Photographie 6 : Pancarte mettant en garde contre la présence d'un chien²⁵

D'une durée relativement courte (environ 5 minutes), le questionnaire aborde plusieurs thématiques jugées centrales dans les rapports sociaux entre personnes hétérosexuelles et les minorités sexuelles. Dans un premier temps, les premières questions s'intéressent aux relations existantes entre le répondant et les hommes homosexuels, c'est-à-dire, si la personne connaît des hommes homosexuels dans son entourage, à quelle fréquence elle les fréquente, et si elle a conscience et connaissance des éventuelles violences que ceux-ci peuvent subir. Basée sur la théorie du contact de Gordon Allport (1979), cette partie permet notamment de mesurer la proximité que le répondant entretient avec un ou des hommes homosexuels. En effet, si la plupart des études peinent à trouver un consensus au regard des critères sociaux-culturels favorisant les préjugés envers les personnes homosexuelles, le fait de connaître au moins une personne homosexuelle dans son entourage semble être déterminant dans la diminution des opinions homophobes (Millham et al., 1976 ; Paul-Hus, 2016 ; Zmyj, Huber-Bach, 2020 ; Herek, 1986 ; Morin, Garfinkle, 1978 ; Schiffman et al., 2006).

La seconde partie relate plus précisément le regard que portent les répondants sur l'homosexualité masculine, à la fois au travers de questions ouvertes, et sous la forme d'affirmations auxquelles le répondant doit se positionner. Ces affirmations, dont certaines sont en faveur des personnes homosexuelles tandis que d'autres sont hostiles, permettent d'aborder plusieurs types de pensées homophobes ou au contraire d'acceptations de l'homosexualité. Certaines concernent par exemple l'accès aux droits, dont le mariage et la parentalité (« Le fait que les hommes homosexuels puissent se marier est une chose positive »), d'autres, les expressions publiques de l'homosexualité (« Voir deux hommes qui s'embrassent est plus

²⁵ Texte sur la pancarte de gauche : « Notre Berger Allemand parcourt la distance niche-portail en moins de 3 secondes. Si vous êtes moins rapide, restez où vous êtes ! »

choquant qu'un homme et une femme »). Il est à noter que dans ces affirmations, aucune mention n'est faite de l'homophobie, le but étant de laisser le répondant libre dans l'expression de ses opinions, sans lui rappeler que certaines d'entre-elles puissent être légalement condamnables, ce qui pourrait mener à une auto-censure.

La dernière partie, plus classique tient le rôle de « carte d'identité » du répondant, notamment au sujet de son âge, son genre, son orientation sexuelle, son niveau de diplôme, sa situation professionnelle, sa situation familiale, et son rapport à la religion.

Conclusion du chapitre 5

Ce chapitre nous a permis de retracer la mise en œuvre des phases d'entretiens et de questionnaires effectuées durant cette thèse. En combinant ces méthodes, je souhaitais passer outre une opposition fréquente entre méthodes qualitatives et méthodes quantitatives pour faire prévaloir la complémentarité des deux approches.

Le fait de travailler sur des échantillons de convenance, comme cela est souvent le cas pour les populations homosexuelles a posé de nombreuses questions, en particulier concernant l'élaboration des échantillons et la sélection des répondants. Sans prétendre à la représentativité, le choix s'est porté sur des canaux principalement non communautaires pour accéder à la population cible, en partie pour contrebalancer les recherches précédentes s'étant focalisées sur la presse ou les commerces gays pour enquêter les individus homosexuels.

Aussi, cette méthodologie se voulant pluridisciplinaire, j'ai mobilisé dans la phase d'enquête plusieurs notions issues de la psychologie sociale et de la sociologie comme la conscience du stigmat, qui dans ce cas, peut s'appréhender comme un indicateur de conscience, ou de représentation du risque, et des indicateurs de victimation, faisant davantage référence à la fréquence à laquelle les individus ont pu subir des violences en raison de leur homosexualité. Ces concepts ont été définis au cours de ce chapitre. Egalement, les traitements initiaux concernant les bases de données issues des enquêtes ont été explicités.

Enfin, dans l'optique d'une méthodologie multi approche et afin de croiser les sources de données, la population hétérosexuelle a été mise à contribution au travers d'une enquête quantitative en milieu rural. Les modalités de sélection des terrains d'étude et de passation du questionnaire ont été détaillées, notamment la volonté de prendre en compte plusieurs types de territoires ruraux (isolés ou en périphérie d'une ville ; abritant une population plus ou moins aisée).

CHAPITRE 6

TERRAIN D'ETUDE : UNE REGION AUX IMPORTANTES DISPARITES

L'approche régionale dont nous appuyons la pertinence à la fin de la première partie nécessite d'appréhender le territoire selon « ses propres termes » (Muller-Myrdhal, 2016), c'est-à-dire en prenant en compte les dynamiques et spécificités internes qui en font sa particularité. Selon cette logique, les discrétisations territoriales générales peuvent parfois se montrer insuffisantes voire incapables d'offrir un cadre d'analyse pertinent à certains phénomènes. Des territoires que l'on va définir comme des « grandes villes » ou des « territoire ruraux » vont ainsi pouvoir présenter, au sein d'un même espace d'étude des disparités importantes qu'il sera nécessaire d'étudier au prisme d'autres indicateurs plus ancrés géographiquement.

En choisissant un terrain d'étude basé sur une région, au sens administratif du terme, les Hauts-de-France, ce chapitre aura deux buts principaux : premièrement, montrer la pertinence de ce choix en tant qu' « espace vécu » (Frémont, 2009) au regard des populations homosexuelles ; dans un second temps, initier un questionnement sur les limites de ce terrain et identifier les points sur lesquels, au contraire, la région peut présenter des sous-découpages internes qui traduiraient l'existence de plusieurs espaces de vie distincts.

Ce chapitre vise ainsi à présenter les caractéristiques locales qui peuvent permettre d'expliquer et contextualiser les expressions et les formes de présences homosexuelles et hétéronormatives. En accord avec l'état de l'art présenté dans la première partie, on s'attardera notamment sur la description de la population (densité, répartition, caractéristiques socio-économiques, etc.), mais également sur le paysage régional culturel et économique, fortement façonné par ses dimensions agricoles, industrielles et littorales. De cette manière, on verra comment la région des Hauts-de-France contient une diversité d'espaces (entités urbaines de tailles variables, espaces naturels, agricoles, balnéaires, etc.) propice à englober la majorité des pratiques quotidiennes de sa population.

L'approche régionale ne mettant pas non plus de côté ce qu'il se passe à l'extérieur des limites de la région, une attention particulière sera portée sur le contexte national et international dans lequel la région s'insère.

De ce fait, ce chapitre descriptif a avant tout comme but d'offrir une grille de lecture pertinente pour la compréhension et la contextualisation des résultats qui seront présentés dans les parties suivantes.

6.1 Contexte géographique général et populations

6.1.1 Une région densément mais inégalement peuplée

Avec un peu plus de 6 millions d'habitants en 2019, la région des Hauts-de-France est la 5^{ème} plus peuplée de France. Elle est également la seconde plus densément peuplée derrière l'Île de France avec 188,8 habitants par kilomètre carré.

Malgré la réforme de 2016 sur le rassemblement des anciennes régions de Picardie et du Nord-Pas-de-Calais, la nouvelle région est encore fortement marquée par des disparités. Les départements du Nord et du Pas-de-Calais rassemblent à eux-seuls plus des deux tiers de la population régionale avec une densité de population plus de trois fois supérieure aux trois départements de l'ancienne Picardie. Avec 454 habitants/km², le département du Nord est ainsi le 9^{ème} département français le plus densément peuplé après les départements d'Île de France et du Rhône. A l'opposé, l'Aisne est parmi les départements français les moins densément peuplés avec seulement 72 habitants/km² (Carte 4).

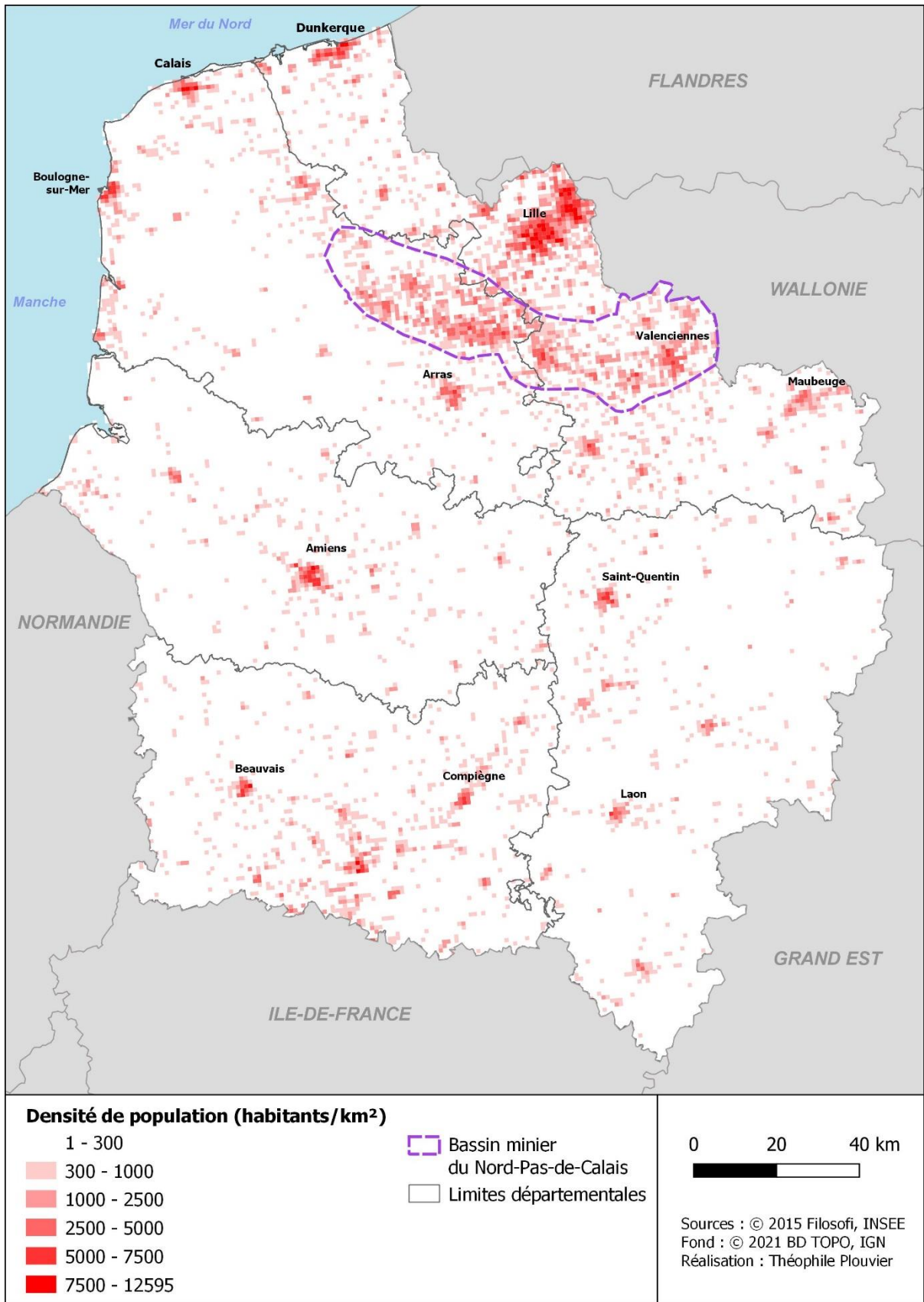
La région est aujourd'hui encore polarisée autour de ses deux anciennes capitales régionales, Lille et Amiens, qui constituent les deux plus grandes villes. Néanmoins, alors que la métropole Lilloise est la 4^{ème} métropole française avec plus d'un million d'habitants, Amiens n'en compte que 180 000 dû à des communes périphériques peu densément peuplées.

Outre ses deux principales villes, la région Hauts-de-France est composée d'une multitude de pôles urbains secondaires, en particulier dans l'ancien bassin minier du Nord-Pas-de-Calais qui comporte une part considérable de la population régionale entre Béthune, Lens, Douai, Hénin-Beaumont et Valenciennes. Bien qu'aucune de ces villes ne dépasse les 50 000 habitants, elles forment un réseau urbain multipolaire dense dont la population totale avoisine les 1 200 000 habitants. Une organisation semblable mais à moins large échelle se retrouve dans la vallée de l'Oise entre Creil et Compiègne. Cette forte distinction entre les zones les plus denses et les communes les plus peuplées s'illustre particulièrement bien au travers du découpage intercommunal de la région (Tableau 14). En effet, parmi les 10 intercommunalités les plus peuplées, la plupart ne sont pas polarisées par une unique commune de grande taille, mais plutôt par plusieurs villes moyennes qui en font des territoires multipolaires.

Intercommunalité	Rang	Commune la plus peuplée	Rang
Métropole Européenne de Lille	1	Lille	1
CA de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane	2	Béthune	25
CA de Lens - Liévin	3	Lens	20
CU de Dunkerque	4	Dunkerque	5
CA Valenciennes Métropole	5	Valenciennes	10
CA Amiens Métropole	6	Amiens	2
CA de la Porte du Hainaut	7	Denain	40
CA du Douaisis Agglo	8	Douai	15
CA d'Hénin-Carvin	9	Hénin-Beaumont	24
CA Maubeuge Val de Sambre	10	Maubeuge	21

Tableau 14 : Rang régional des communes et intercommunalités par population

Le reste du territoire régional est quant à lui composé de pôles urbains de tailles moyennes isolés généralement les uns des autres de plusieurs dizaines de kilomètres, à l'image de Dunkerque, Calais et Boulogne-sur-Mer sur le littoral, ou encore Saint-Quentin, Laon et Soissons dans l'Aisne.



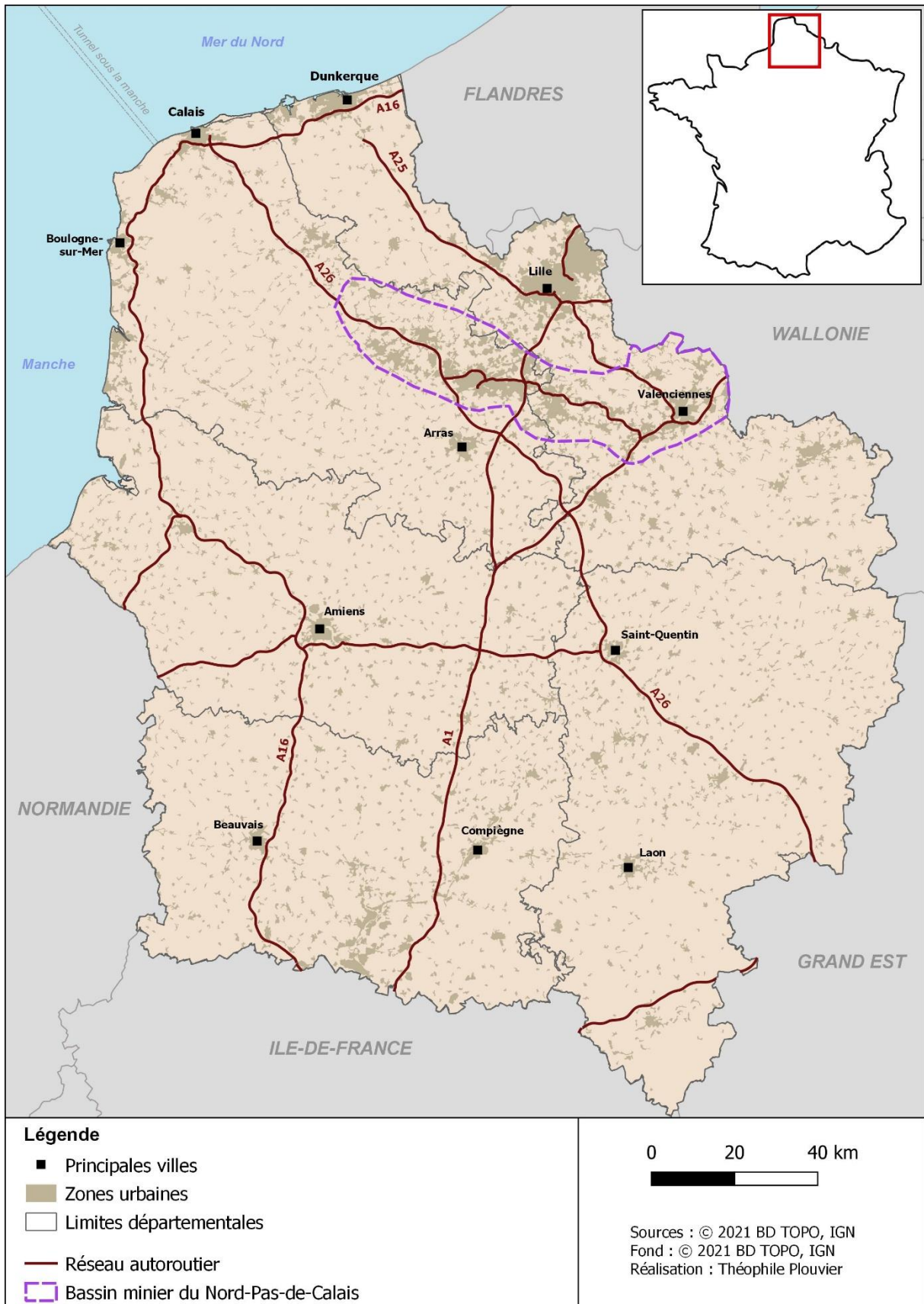
Carte 4 : Densité de population en région Hauts-de-France

6.1.2 Une région « carrefour » depuis l'international

La région est également fortement marquée par sa localisation à l'échelle nationale et internationale, et donc par ses frontières. Le sud des départements de l'Oise et de l'Aisne sont notamment sous l'influence de la région parisienne avec d'importants flux quotidiens professionnels. L'agglomération de Creil en particulier, qui bénéficie d'un rattachement à la ligne D du RER d'Ile de France peut être considérée comme faisant partie de la banlieue parisienne. Le déchirement de l'ancienne Picardie entre les pôles lillois et parisiens a par ailleurs grandement animé les débats autour du découpage des nouvelles régions de 2016²⁶.

Le réseau ferroviaire régional est particulièrement évocateur des découpages d'influence puisque la totalité des 39 villes moyennes de la région sont reliées à des grandes villes, dans la région (Lille et Amiens), ou dans des régions limitrophes (Paris, Reims, Rouen) en moins de 1h30 de train (Figure 26). La totalité des villes moyennes d'Oise et d'Aisne sont de cette façon reliées à la gare de Paris Nord en moins d'une heure, tandis que les villes du Nord et du Pas-de-Calais sont tournées vers la ville de Lille avec des liaisons fréquentes et une durée de trajet inférieure à une heure. Ce réseau est renforcé par le réseau autoroutier qui assure la connexion entre les principales villes de la région ainsi qu'avec les capitales régionales alentours. Malgré de grandes disparités de densité de population et d'urbanisation, il est ainsi difficile de considérer que certaines zones de la région soient réellement isolées. Ce fait peut se trouver particulièrement pertinent dans la représentation d'une dichotomie entre les espaces urbains et ruraux, où le monde rural est souvent perçu comme isolé et marqué par des modes de vie distincts des espaces urbains.

²⁶ <https://www.leparisien.fr/oise-60/la-picardie-se-dirige-vers-le-nord-pas-de-calais-16-07-2014-4003813.php>



Carte 5 : Contexte national et international de la région Hauts-de-France

6.2 Cultures et caractéristiques socio-économiques

6.2.1 Une région marquée par son passé industriel et son patrimoine agricole

Avec presque 15 000 tonnes de productions végétales annuelles, la région Hauts-de-France est la première région agricole française. Cela marque fortement le paysage local, notamment dans l'Aisne et la Somme avec de très vastes étendues de cultures. Cela se retrouve également dans les catégories professionnelles de la population, les deux départements précédents cités comportant près de 2,5% d'agriculteurs, alors que le Nord, bien plus urbanisé, comporte seulement 0,6% d'agriculteurs.

Comme énoncé précédemment, la région est également très fortement marquée par son passé industriel et l'exploitation de son bassin minier, très actif durant la première moitié du XXe siècle et en déclin progressif jusqu'en 1990. Aujourd'hui encore, la part de la population ouvrière de la région (24,1%) est largement au-dessus de la moyenne française (19,7%) (Tableau 15), cela étant particulièrement marqué dans tous les départements à l'exception du Nord où la métropole lilloise a bénéficié d'une large tertiarisation des activités à l'image de la plupart des grandes villes. Symétriquement, la part des cadres et professions supérieures est nettement inférieure à la moyenne française, en particulier dans le Pas-de-Calais et l'Aisne, avoisinant les 10% contre 18% en France métropolitaine.

Ces spécificités sociales régionales se retrouvent de la même manière dans l'accès de la population aux études supérieures et, par extension, dans les revenus économiques de celle-ci. En effet, plus d'un quart de la population ne dispose d'aucun diplôme, avec, comme pour les catégories professionnelles, un marquage plus fort dans les départements de l'Aisne, de la Somme et du Pas-de-Calais.

En termes de richesses, les revenus médians de la population régionale sont inférieurs à la moyenne nationale. Les taux de chômage (16,4%) et de pauvreté (17,6%) sont également très supérieurs à la moyenne française, avec, comme particularité cette fois-ci, le département du Nord particulièrement touché à l'inverse de l'Oise qui présente le contexte le plus favorable, probablement en raison de sa proximité avec Paris et les opportunités professionnelles que cela représente.

Indicateurs (2019)	Hauts-de-France	France métropolitaine
Taux de pauvreté (%)	17,6	14,5
Médiane revenus disponibles (€)	20 360	21 930
Taux de chômage (%)	16,4	12,9
Part population ouvrière (%)	24,1	19,7
Part population cadre et professions supérieures (%)	14,2	18,4
Population non diplômée (%)	25,7	21,4

Tableau 15 : Caractéristiques socio-économiques des Hauts-de-France

Source : INSEE, 2019

En partie grâce à son vaste littoral, la région possède un certain potentiel touristique. Contrairement aux littoraux Belges et Néerlandais qui sont en grande partie artificialisés, le littoral des Hauts-de-France possède de nombreux sites naturels dunaires ou de falaises qui en font une destination privilégiée pour les touristes d'Europe du Nord ou des régions françaises intérieures. Parmi les sites les plus emblématiques de la région, on peut notamment citer les deux Grands Sites de France de la Baie de Somme (environ 350 000 visiteurs par an) et des Deux Caps (près de 2 000 000 de visiteurs par an) qui constituent les principaux lieux touristiques naturels du littoral (Photographie 7).



Photographie 7 : Saint-Valery-sur-Somme (Baie de Somme) et Le Cap Blanc-Nez

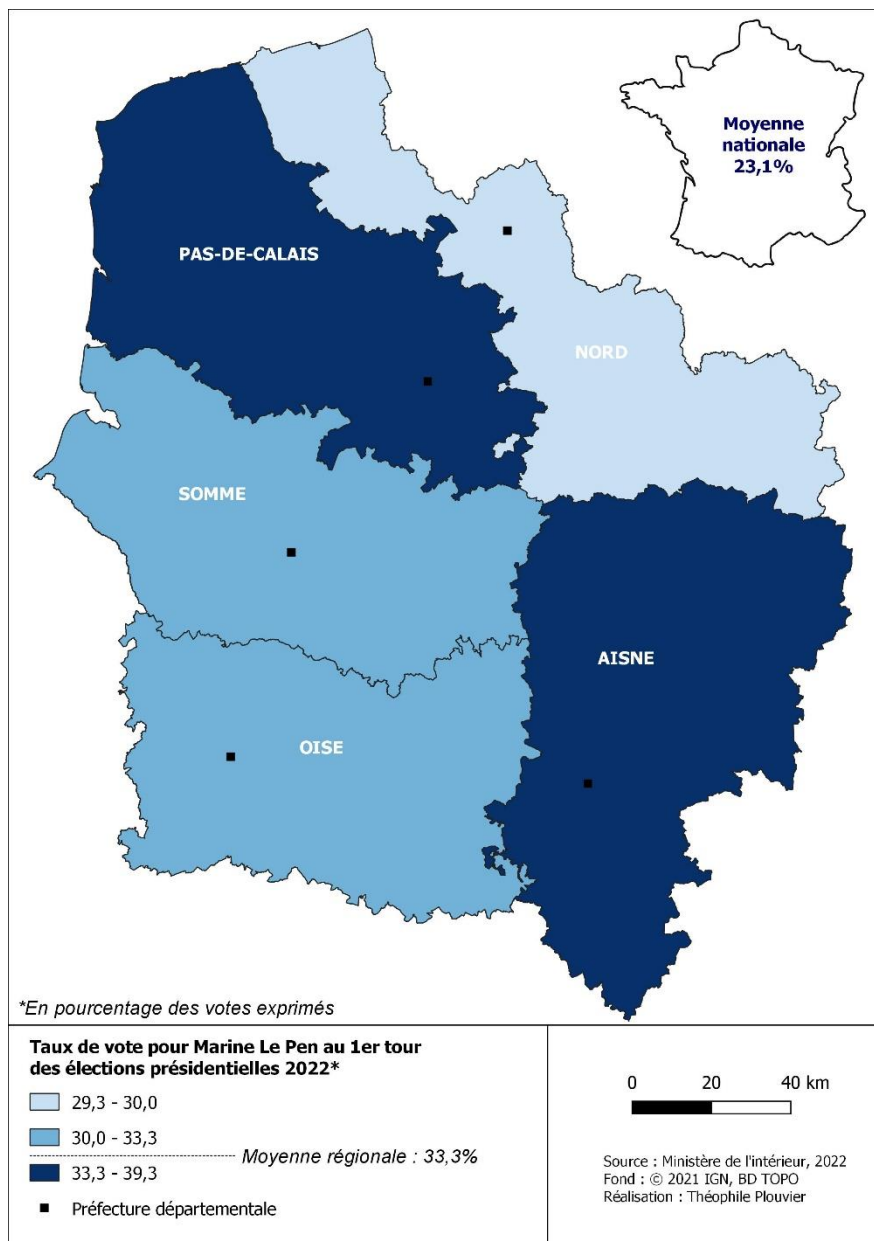
Le littoral comporte également de nombreuses stations balnéaires comme Bray-Dunes, Malo-les-Bains, Le Touquet, ou encore Beck-sur-Mer, qui attirent chaque année un grand nombre de touristes.

Enfin, les principales villes constituent un attrait pour les visiteurs, que ce soit au travers de leur patrimoine culturel ou via des évènements majeurs dans la région. Concernant Lille, la Grande Braderie qui a lieu à la fin de l'été, attire environ deux millions de visiteurs tous les ans. La marche des fiertés de la ville est également une des plus fréquentées à l'échelle nationale avec près de 10 000 personnes rassemblées au sein du cortège tous les ans (Blidon, 2009). A Amiens, le patrimoine architectural, en particulier la Cathédrale, attire tous les ans près de 500 000 visiteurs.

6.2.2 Une région à risque concernant l'homophobie ?

Bien que les critères socio-économiques censés indiquer une prévalence de l'homophobie au sein de la population ne fassent pas consensus, certaines caractéristiques sont souvent récurrentes dans les représentations sociales liées aux environnements et aux populations à priori moins tolérantes. Parmi celles-ci, on retrouve notamment les milieux présentant une forte religiosité, économiquement défavorisés, au capital culturel faible (Etude Ifop pour la fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais, 2019b ; Etude Ifop pour l'Association des Familles Homoparentales, 2021), mais également les milieux très conservateurs des normes genrés, c'est-à-dire, dans le cas de l'homophobie masculine, les milieux prônant davantage une certaine forme de masculinité hégémonique.

Sur ces critères, on remarque que la région des Hauts-de-France peut être perçue comme un espace particulièrement à risque pour les populations homosexuelles. Comme vu précédemment, la pauvreté économique et culturelle y est plus importante que dans d'autres régions, et la culture ouvrière, souvent rattachée à la virilité, y est omniprésente. De plus, au travers de ses territoires ruraux très nombreux, la région pâtit de l'image négative de ces territoires au sein des cultures homosexuelles. Enfin, la région est particulièrement connue pour son orientation politique, en particulier les départements de l'ancienne Picardie. Le parti politique d'extrême droite Le Rassemblement National (anciennement Front National) y est très bien implanté en faisant à chaque élection parmi ses meilleurs scores dans la région (Carte 6). En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, le département de l'Aisne a ainsi été le département français avec le taux de vote en faveur du parti le plus élevé avec 39,25% de votes exprimés.



Carte 6 : Le vote pour le Rassemblement National dans les Hauts-de-France

Sur ce sujet, l'ancien chef de parti Jean-Marie Le Pen a été plusieurs fois mis en avant pour ses propos homophobes, et a également été condamné pour provocation à la haine en 2016²⁷. En 1984, il qualifie alors l'homosexualité d' « anomalie biologique et sociale »²⁸. Lors du vote de la loi sur le Mariage pour tous en 2013, le parti était également très fortement mobilisé contre la réforme ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels.

C'est également via l'opposition au Mariage pour tous que le sud de la région, en particulier l'Oise, a fait parler d'elle dans la sphère publique. La commune de Compiègne est par exemple réputée comme étant un des bastions du mouvement « La Manif pour tous », composé en partie d'associations religieuses conservatrices opposées au mariage homosexuel²⁹. Son maire, Philippe Marini, élu à la tête de la commune depuis 1987 a à maintes reprises manifesté son opposition aux droits des homosexuels lors du vote du PACS et du Mariage pour Tous. La situation est similaire dans la commune de Beauvais, plus grande ville et préfecture du département dont Caroline Cayeux a été maire entre 2001 et 2022. Certains de ses propos homophobes datant de 2013 ont ainsi refait surface en 2022 lors de sa nomination au ministère chargé des collectivités territoriales.

A contrario, sous d'autres aspects, le contexte régional peut également montrer un visage plus accueillant envers les minorités sexuelles, principalement dans le périmètre de ses grandes villes. En 2012, les associations République & Diversité et le Comité IDAHO classent la ville d'Amiens première au même rang que Paris concernant la lutte contre l'homophobie (Figure 27). Ce classement, récompensant les initiatives locales des pouvoirs publics en matière de lutte contre l'homophobie se justifie sur Amiens par l'existence, jusqu'en 2014, d'une « Maison de l'égalité » destinée à lutter contre toutes les formes de discriminations.

Depuis plus d'une décennie, le magazine *Têtu* classe également Lille parmi les villes les plus *gayfriendly* de France. La commune était 3^{ème} en 2009, 5^{ème} en 2012, et 6^{ème} en 2014³⁰. En 2018, l'université de Lille reconnaît officiellement la transidentité par la prise en compte des prénoms d'usage dans les documents administratifs, faisant d'elle la 5^{ème} université de France à le faire³¹.

Plus à l'écart des villes, le petit village rural de Tilloy-lez-Marchiennes élit en 2020 la première maire transgenre de France.

²⁷ <https://www.leparisien.fr/politique/homophobie-jean-marie-le-pen-condamne-pour-provocation-a-la-haine-03-10-2019-8165595.php?ts=1650375589838>

²⁸ https://www.francetvinfo.fr/politique/marine-le-pen/le-front-national-est-il-vraiment-devenu-gay-friendly_2061745.html

²⁹ <https://www.leparisien.fr/oise-60/compiègne-toute-la-droite-reunie-derriere-la-manif-pour-tous-10-10-2020-8400291.php>

³⁰ <https://www.lavoixdunord.fr/art/region/lille-a-la-6e-place-d-un-classement-des-villes-les-plus-gay-friendly-2018-04-09>

³¹ <https://www.lavoixdunord.fr/354971/article/2018-04-09/l-universite-de-lille-reconnait-la-transidentite>

III. Le classement général

Rang	Villes	Scores	Notes
1 ^{er} ex-aequo	Amiens	70	A+
1 ^{er} ex-aequo	Paris	70	A+
3 ^{ème}	Nancy	57	A-
4 ^{ème}	Toulouse	52,5	A-
5 ^{ème}	Montreuil	48	B+
6 ^{ème}	Nantes	44	B+
7 ^{ème}	Strasbourg	43	B+
8 ^{ème}	Grenoble	42	B+
9 ^{ème}	Reims	41	B+
10 ^{ème}	Montpellier	40,5	B+
11 ^{ème}	Rennes	39,5	B-
12 ^{ème}	Le Mans	39	B-
13 ^{ème}	Saint-Etienne	36	B-
14 ^{ème}	Angers	23	B-
15 ^{ème}	Poitiers	20	B-
16 ^{ème}	Iyon	19,5	C+
17 ^{ème}	Lille	19	C+
18 ^{ème}	Metz	18,5	C+
19 ^{ème}	Dijon	18	C+
20 ^{ème}	Saint-Denis	15	C-
21 ^{ème}	Nice	13	C-
22 ^{ème}	Clermont-Ferrand	11	C-
23 ^{ème} ex-aequo	Besançon	8	D+
23 ^{ème} ex-aequo	Marseille	8	D+
23 ^{ème} ex-aequo	Perpignan	8	D+
26 ^{ème} ex-aequo	Bordeaux	6,5	D+
26 ^{ème} ex-aequo	Caen	6,5	D+
28 ^{ème}	Tours	6	D+
29 ^{ème} ex-aequo	Rouen	4	D+
29 ^{ème} ex-aequo	Fort-de-France	4	D-
29 ^{ème} ex-aequo	Brest	4	D-
29 ^{ème} ex-aequo	Villeurbanne	4	D-
33 ^{ème} ex-aequo	St Denis de la Réunion	2	D-
33 ^{ème} ex-aequo	Limoges	2	D-
33 ^{ème} ex-aequo	Le Havre	2	D-
33 ^{ème} ex-aequo	Tourcoing	2	D-
33 ^{ème} ex-aequo	Roubaix	2	D-
38 ^{ème} ex-aequo	Créteil	1	D-
38 ^{ème} ex-aequo	Dunkerque	1	D-
38 ^{ème} ex-aequo	Nantes	1	D-
38 ^{ème} ex-aequo	Argenteuil	1	D-
42 ^{ème}	Saint-Paul	0	D-
43 ^{ème} ex-aequo	Avignon	-4	E-
43 ^{ème} ex-aequo	Aix-en-Provence	-4	E-
43 ^{ème} ex-aequo	Orléans	-4	E-
46 ^{ème} ex-aequo	Mulhouse	-5	E-
46 ^{ème} ex-aequo	Toulon	-5	E-
48 ^{ème}	Nîmes	-6	E-
49 ^{ème} ex-aequo	Boulogne-Billancourt	-7	E-
49 ^{ème} ex-aequo	Courbevoie	-7	E-

DOSSIER DE PRESSE

IDAHOMÈTRE,CLASSEMENT DES VILLES DE FRANCE
EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIEProjet mené par République & Diversité
en partenariat avec le Comité IDAHO

5

Figure 27 : Classement IDAHO 2012 des villes françaises dans la lutte contre l'homophobie

Source : République et Diversité, Comité IDAHO, 2012

D'autres éléments peuvent aussi présenter davantage de nuances. Malgré son passé fortement homophobe, le parti du Rassemblement National semble se montrer ces dernières années, plus sympathique envers les personnes homosexuelles grâce à certaines de ses figures politiques homosexuelles, à l'image de Florian Phillipot, ancien vice-président du parti, ou encore Steeve Briois, maire d'Hénin-Beaumont.

On peut également se demander si la dimension frontalière avec la Belgique, et de manière plus lointaine avec les pays d'Europe du Nord (Pays-Bas, Scandinavie), très en avance au niveau de la législation en faveur des personnes homosexuelles, peut avoir un impact sur l'acceptation de l'homosexualité, par exemple via les migrations touristiques.

Pour toutes ces raisons, la région présente un terrain d'enquête intéressant. Bien qu'il s'agisse principalement de représentations, la diversité du paysage social régional, qui semble, selon les lieux et les points de vue, parfois à risque, parfois rassurant vis-à-vis de la prévalence des préjugés homosexuels, est tout à fait propice pour questionner les spatialités homosexuelles.

Conclusion du chapitre 6

Nous avons pu voir au cours de ce chapitre les éléments qui caractérisent dans les grandes lignes la région des Hauts-de-France. D'une part, au regard de sa population régionale, le territoire présente d'importantes disparités, avec à la fois des zones parmi les plus densément peuplées de France (Métropole de Lille), mais aussi de nombreux espaces faiblement peuplés représentés par les surfaces agricoles encore très présentes dans la région. En ce sens, le territoire propose une majorité d'espaces peu étudiés par les sciences traitant des homosexualités, que ce soit des espaces ruraux ou des petites et moyennes villes.

D'un point de vue social et économique, le passé industriel façonne encore aujourd'hui une partie de la région, à l'image du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais fortement marqué par une population ouvrière aux revenus modestes.

Malgré une unique entité administrative régionale, le territoire est loin de présenter une totale uniformité, notamment en raison de la récente fusion en 2016 des anciennes régions de Picardie et du Nord-Pas-de-Calais. De ce fait, on est ici face à une région composite qui peut potentiellement, vis-à-vis de son passé historique présenter des sous-ensembles qu'il conviendra particulièrement de garder à l'esprit lors de l'étude des résultats.

Le contexte national et international s'est montré fort impactant pour le fonctionnement territorial des Hauts-de-France. On a ainsi pu voir comment la proximité, au sud, de la région parisienne, et au nord, de la frontière avec la Belgique, pouvait façonner une partie des zones d'habitations, des flux migratoires, et des situations socio-économiques.

Pour conclure, ce terrain d'étude est apparu intrigant au regard du sujet de l'hétéronormativité et des spatialités homosexuelles masculines. Avec de nombreux éléments à charge suggérant une région à risque concernant le préjudice homosexuel (pauvreté économique, forte implantation d'un électorat d'extrême droite) mais aussi la présence d'îlots supposés plus rassurants (la ville de Lille et son quartier gay), la région présente tout un panel d'espaces propices à l'étude des populations homosexuelles masculines et des problématiques qu'elles rencontrent.

CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE

Etudier les populations homosexuelles masculines tout en prenant en compte les enseignements de la pensée *queer* révèle plusieurs enjeux qu'il était indispensable de prendre en compte dans la manière de recueillir et produire de la donnée spatiale. Dans un même temps, la volonté d'accorder une attention toute particulière à la critique métronormative a posé d'importantes contraintes d'accès à ces populations.

Le chapitre 4 a permis de dresser l'inventaire des sources existantes qui ont été mises à profit dans ce travail de recherche concernant les populations homosexuelles et leurs pratiques spatiales. En mobilisant des bases habituellement peu exploitées, on espère ainsi apporter un éclairage différent sur les pratiques spatiales homosexuelles, à la fois du point de vue de l'adjectivation de ces pratiques comme étant spécifiques aux populations homosexuelles, mais également en permettant de mieux comprendre comment les pratiques s'articulent avec les caractéristiques des territoires.

Le chapitre 5, visait à détailler avec précision tous les processus de production de données qui ont eu lieu durant cette recherche au travers de la réalisation des enquêtes par questionnaires et entretiens semi-directifs. Le fait d'avoir la main sur la majeure partie des étapes de production de la donnée a permis l'application d'orientations fortes permettant par exemple, de restreindre l'implantation communautaire des échantillons en maîtrisant les canaux de diffusion, de limiter les effets de binarisations dans les catégories, ou encore d'incorporer des éléments de pluridisciplinarité à l'image du concept psychosocial de la conscience du stigmaté.

Le dernier chapitre s'est attaché à présenter le contexte social, économique, géographique et culturel et la région Hauts-de-France. Dans le cadre d'une approche régionale et afin de répondre aux préconisations de nombreux chercheurs suggérant de cesser d'aborder les questions homosexuelles via le prisme de la dichotomie entre l'urbain et le rural, ce chapitre a permis de mettre en évidence les caractéristiques locales et spécifiques à la région mais également à des sous-ensembles territoriaux présents en son sein dans lesquels les modes de vie homosexuels et l'acceptation sociale de l'homosexualité peuvent présenter des singularités.

Ces éléments seront particulièrement importants à prendre en compte dans la partie suivante pour contextualiser les spatialités homosexuelles mises en évidence via une approche cartographique des populations, des lieux, et des pratiques spatiales.

TROISIEME PARTIE

UNE CARTOGRAPHIE DES SPATIALITES HOMOSEXUELLES EN REGION HAUTS-DE-FRANCE

Cette troisième partie abordera une première série de résultats qui concernent l'approche cartographique du système reliant les populations homosexuelles étudiées à l'espace régionale. A partir de la localisation des individus dans l'espaces social, on verra notamment comment cela peut mener à la production de lieux spécifiques et comment l'approche et la représentation cartographique peut permettre la mise en valeur de formes de présences et de pratiques spatiales parfois invisibilisées. Cette partie vise plus précisément à illustrer le potentiel revêtu par la prise en compte des spatialités homosexuelles dans les rapports aux territoires, et comment celles-ci permettent la mise en lumière d'espaces et de pratiques spatiales souvent occultées par la plus grande publicité des lieux homosexuels des grandes villes.

Le chapitre 7 présentera et analysera en particulier la répartition des différents espaces homosexuels recensés via des sources multiples. Au-delà des lieux communautaires les plus emblématiques des milieux gays urbains, on verra comment une réflexion autour des dichotomies basées sur les concepts de visibilité/invisibilité et public/privé peut permettre de mettre en lumière des espaces paradoxaux (c'est-à-dire à la fois visibles et invisibles, et à la fois publics et privés) comme dans le cas de la pratique de la drague dans l'espace public, les pratiques spatiales associatives, ou encore la conception du foyer comme d'un lieu homosexuel.

Le chapitre 8 se concentrera quant à lui principalement sur les individus homosexuels et la cartographie des oppressions qu'ils subissent. On peut en effet penser que, dans une logique d'exposition plus ou moins forte à des risques sociaux tels que l'homophobie et l'hétéronormativité, les préjudices homosexuels sont intimement liés à la pratique et à la production de l'espace. En l'absence d'une connaissance rigoureuse des populations homosexuelles et des formes de violences qui les touchent, les cartographies présentées permettent de mieux les situer aussi bien au sein de l'espace social que de l'espace géographique.

CHAPITRE 7

LA PRODUCTION D'ESPACES HOMOSEXUELS : DES « OPERATEURS SPATIAUX » AUX LIEUX

Ce chapitre, basé essentiellement sur une approche cartographique s'intéresse à la production de lieux homosexuels à l'échelle régionale par des opérateurs spatiaux comme l'individu homosexuel, la structure associative ou commerciale. On verra notamment comment le concept de lieu peut s'appréhender de manières différentes selon si l'on prend comme point de départ l'espace ou les spatialités homosexuelles.

Dans le premier cas de figure, on s'intéressera à des espaces revendiqués et visibilisés à l'échelle communautaire comme étant des lieux *queer* (bars, boîtes de nuit, associations, etc.) par divers stratagèmes comme l'affichage de références aux cultures LGBT+ (le *rainbow flag*) ou par l'autodéfinition.

Dans le second cas, on étudiera comment les pratiques homosexuelles peuvent également être productrices de lieux homosexuels, parfois dans des contextes de bien moindre visibilité communautaire. On dépassera ainsi la définition commune d'un lieu, basée sur une portion d'espace délimitée et appropriée, pour voir comment les pratiques spatiales homosexuelles, comme le fait de draguer sur un parking, passer une soirée dans un bar grand public, ou encore inviter dans son logement d'autres individus homosexuels, peuvent, elles aussi potentiellement servir à produire des lieux homosexuels.

Cette prise en compte plus large doit notamment servir à mettre en lumière les formes de présences homosexuelles dans des territoires souvent peu étudiés, en particulier à l'écart des grandes villes, mais aussi de voir comment est gérée la question de la visibilité dans ces zones-là comparativement aux politiques de visibilités *queer* des grandes métropoles.

Au-delà de simplement présenter la répartition régionale de différentes pratiques spatiales homosexuelles, ce chapitre vise également à questionner la pertinence des jeux de données mobilisés ici afin de mieux renseigner les activités homosexuelles et les problématiques qui peuvent y être liées, en lien par exemple avec l'exposition aux violences homophobes ou aux risques sanitaires.

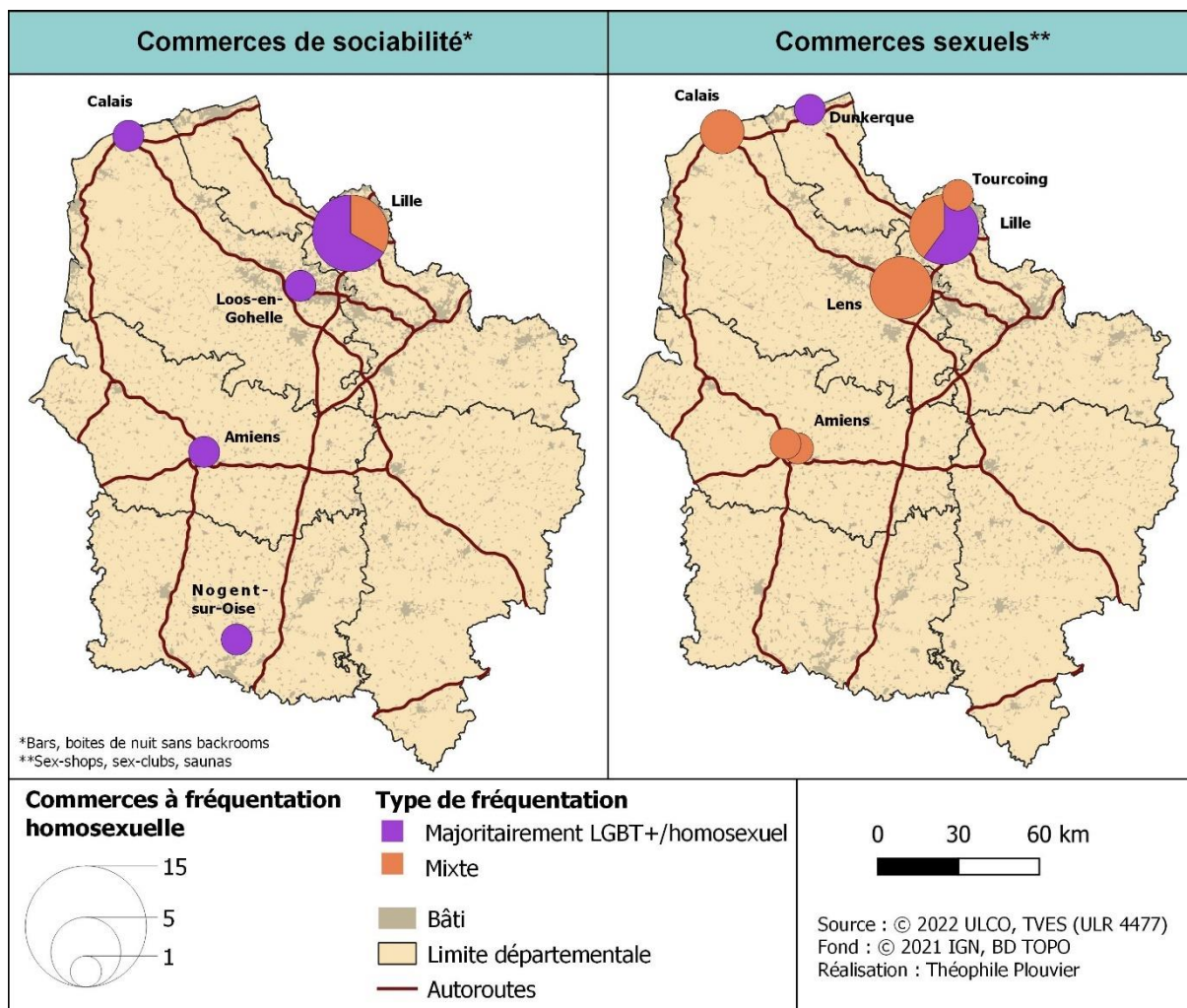
7.1 Les établissements commerciaux LGBT+

7.1.1 Une implantation conforme à la hiérarchie urbaine

La répartition des commerces à destination (exclusive ou partielle) des populations homosexuelles dans la région est fortement centrée sur la métropole Lilloise et sur les grandes zones urbaines (Carte 7). Bien que certaines villes de petites tailles accueillent également ce type de commerces (Nogent-sur-Oise : 20 000 habitants ; Loos-en-Gohelle : 6 500 habitants), elles sont en réalité situées en périphérie de pôles urbains plus importants et dans des agglomérations de plus de 80 000 habitants.

Pour les commerces dits de sociabilités, qui concernent les bars et les boîtes de nuit, on recense fin 2022, 6 établissements de ce type dans la ville de Lille alors que dans le reste de la région, seuls 4 autres villes possèdent un établissement qui se présente ostensiblement comme LGBT+ : Le *Red and White* à Amiens, *La!Tram Bar* à Calais, l'*Arrozoir* à Nogent-sur-Oise en périphérie de Creil, et le *Rainbow Club* à Loos-en-Gohelle, en périphérie de Lens.

Sur Lille, seuls quatre établissements sont réellement identifiés comme LGBT+ : trois bars, *Le Privilège*, *le Bayard*, le *Silom* qui n'a ouvert que fin 2022, et une boîte de nuit, le *Happy Club*. Les deux autres établissements en activité, le *Lokarria* et le *Uno's Bar*, bien que répertoriés dans plusieurs guides LGBT+ en ligne ne se présentent pas ostensiblement comme tels. Dans ces établissements, aucune référence ne semble cibler précisément les communautés LGBT+, que ce soit au travers des événements, de l'esthétique du lieu (absence de *rainbow flag*) ou de son référencement (absence de la mention « bar gay » ou « *gayfriendly* » dans les principaux moteurs de recherche). Il apparaît donc que ces lieux sont rattachés aux communautés LGBT+ plus par leur fréquentation ou l'identité sexuelle et de genre de leurs gérant.es que par une démarche commerciale réellement ciblée en direction des personnes LGBT+.



Carte 7 : Les commerces sexuels et de sociabilité homosexuels en 2023 dans les Hauts-de-France

Concernant le second type de commerces à destination des populations homosexuelles, les commerces sexuels (sex-clubs, sex-shops, saunas), la répartition de ceux-ci suit globalement aussi la hiérarchie urbaine avec néanmoins l'absence d'établissements dans les départements de l'Aisne et de l'Oise. On remarque également une forte mixité dans le public cible de la majorité des commerces, dont très peu sont dirigés exclusivement vers les homosexuels en dehors de la ville de Lille. Ainsi, mis à part le sauna situé à Dunkerque qui s'adresse majoritairement à un public masculin, tous les autres établissements présentent une importante mixité dans le public cible. En effet, nombre de ces commerces sont des saunas libertins (6 établissements dont 2 sur Lille) et la séparation entre les publics homosexuels et hétérosexuels se fait via des journées d'ouverture réservées à chaque population. Hormis les saunas de Lille et de Dunkerque qui sont presque exclusivement masculins, ceux des autres villes de la région sont en grande partie hétérosexuels et seules une à deux journées par semaine sont à destination des hommes homosexuels.

Dans le cas des sex-shops, la distinction est plus complexe à effectuer, notamment car, via les articles et services proposés, beaucoup peuvent également correspondre à une clientèle homosexuelle. C'est pourquoi, nous avons décidé de ne retenir ici, que les établissements qui intégraient clairement dans leur communication une prise en compte des sexualités homosexuelles, à l'image des établissements Babylon situés à Calais, Tourcoing et Lille (Figure 28)

ou du sex-shop *OLabyrinth* situé à Lens qui cite clairement les publics gays et lesbiens sur son site internet (Figure 29).



Figure 28 : Logo du sex-shop Babylon
Source : <https://www.babylonloveshop.com/fr>



Figure 29 : Onglet de présentation en ligne du sex-shop Olabyrinth
Source : impression écran effectuée le 28/02/2023 sur <https://www.olabyrinth.com/>

Il semble donc qu'en dehors des zones les plus densément peuplées qui offrent la possibilité d'avoir un public LGBT+ suffisamment conséquent pour que les commerces communautaires soient rentables, la plupart des commerces se tournent vers des stratégies mixtes où cohabitent par intermittences ou en simultanée les populations homosexuelles et hétérosexuelles (Figure 30).

HORAIRES

- Lundi 14h00 – 20h00 mixte
- Mardi 12h00 – 20h00 100% mecs
- Mercredi FERMÉ
- Jeudi 14h00 – 20h00 mixte
- Vendredi 19h00 – 01h00 mixte
- Samedi 19h00 – 01h00 mixte
- Dimanche 14h00 – 20h00 mélangé



Mixte = Couples + femmes seules (Hétéro/Bi) + hommes seuls (Hétéro/Bi)

Mélangé = Couples + femmes (Hétéro/Bi/Gay) + hommes seuls (Hétéro/Bi/Gay)

100% Mecs = Comme son nom l'indique !

Figure 30 : Plages horaires d'un sauna libertin mixte

Source : impression écran effectuée le 25/02/2023 sur <https://www.saunapourquoipas.com/horaires/>

7.1.2 Un *turn-over* important qui tend vers la raréfaction des commerces de sociabilités communautaires

Le tissu commercial LGBT+, en particulier concernant les établissements de sociabilité, semble fortement marqué par sa fragilité. A Lille comme dans le reste de la région, bien que cela soit moins visible dans les plus petites villes où le nombre initial de ce type de commerces est bien plus faible, de nombreux commerces ont fermé définitivement durant la dernière décennie (8 à Lille et 3 dans d'autres villes). Cette disparition de ce qui pouvait s'apparenter à un « quartier gay » lillois est notamment relaté durant l'entretien effectué avec Mathieu (Extrait d'entretien n° 1), 28 ans, qui a grandi en périphérie lilloise et qui habite aujourd'hui Lille en concubinage avec son partenaire.

Théophile : « *Est-ce que tu fréquentes des lieux communautaires ?* »

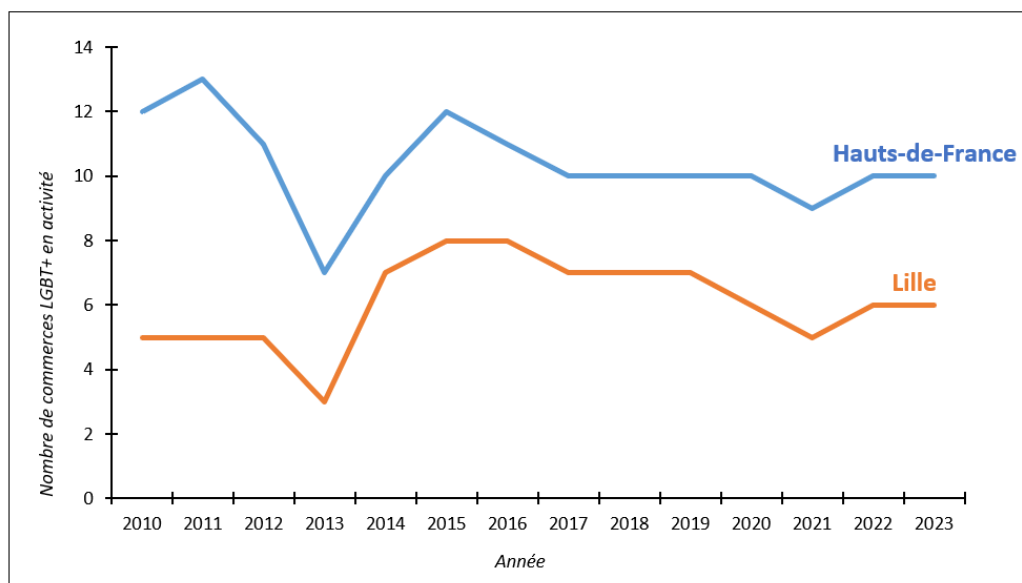
Mathieu : « *En France, à Lille, assez peu car il y a très peu de locaux sympas...Mais de temps à autre le Bayard et le Privilège. Les lieux LGBT à Lille ouvrent puis ferment, par exemple le Freedom, le Coming out, le Vice Versa, etc.* »

Extrait d'entretien n° 1 : Mathieu

Depuis 2010, le nombre total d'établissements sur l'ensemble de la région a baissé, passant de 12 en 2010 à 10 en 2023 (Graphique 3). A Lille, le nombre d'établissements n'a que très peu évolué en passant de 5 à 6. On observe une importante vague de fermetures entre 2011 et 2013 à Lille et dans la région, avec la fermeture successive à Lille des bars *Vice-Versa* et *Coming-Out*, mais aussi des commerces dans plusieurs villes moyennes (Calais, Dunkerque, Soissons et Compiègne). On peut se demander s'il ne s'agit pas là des conséquences des troubles liés, cette année-là, au débat sur l'ouverture du mariage homosexuel. En effet, dans le cas du *Vice-Versa*, le bar est saccagé par des individus revenant d'une manifestation anti-mariage homosexuel³².

³² <https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/2013/11/27/agression-dans-un-bar-gay-de-lille-vice-versa-pas-de-caractere-homophobe-6-mois-avec-sursis-pour-violences-366225.html>

Sans que cela soit pour autant confirmé, il est probable que cet incident ait pu provoquer la fermeture définitive de l'établissement. Néanmoins, l'apparition de nouveaux commerces se manifeste dès 2014, avec l'ouverture de quatre nouveaux établissements sur Lille pour seulement une fermeture. Après un certain maintien jusqu'en 2019, le tissu commercial LGBT+ s'affaiblit à nouveau, probablement favorisé par l'épidémie du COVID-19.



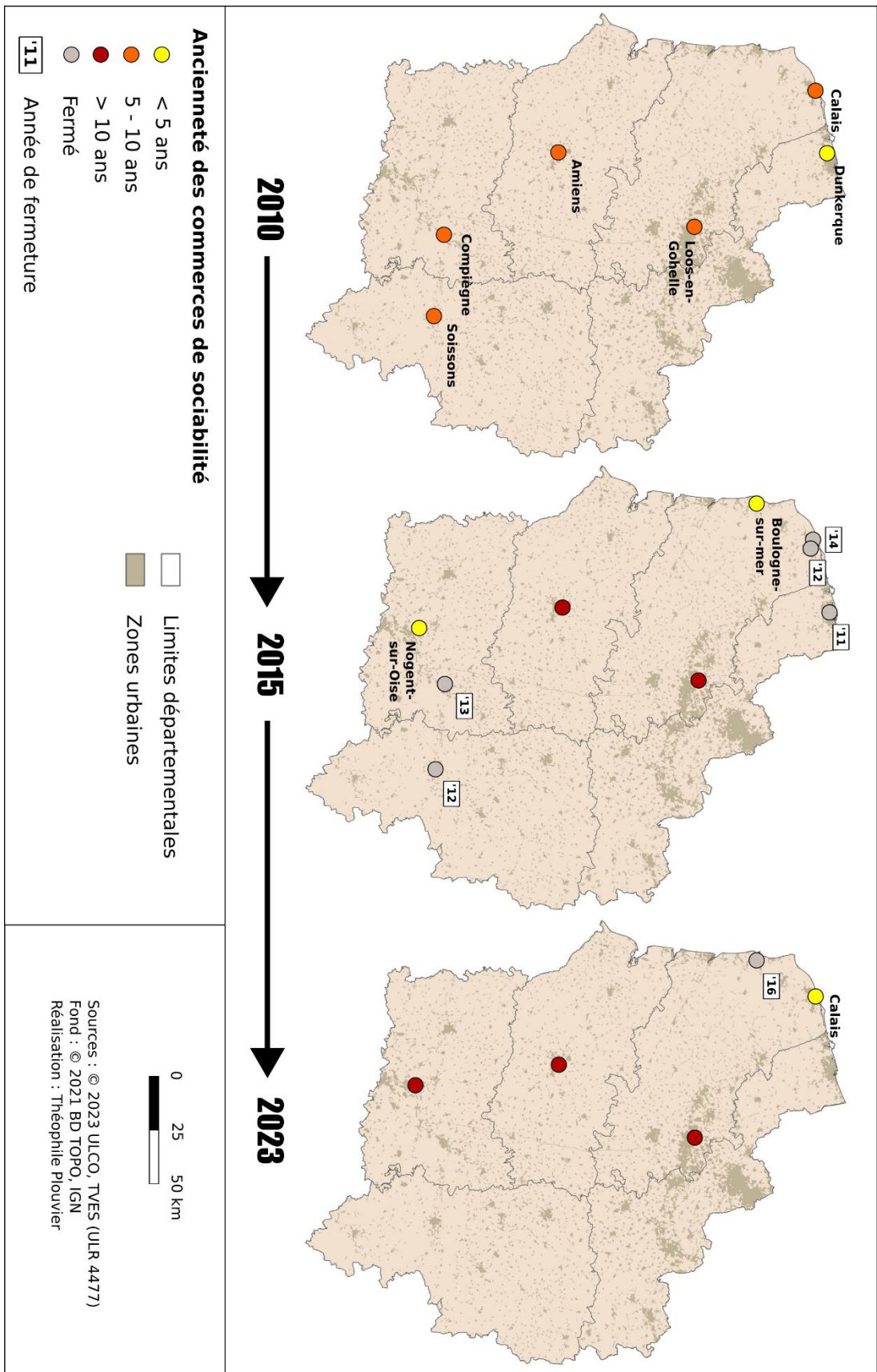
Graphique 3 : Evolution des commerces de sociabilité LGBT+ entre 2010 et 2023

Alors que dans la globalité, l'activité commerciale de sociabilités LGBT+ semble relativement stable, une analyse au cas par cas montre en réalité une très forte précarité des établissements. Aussi bien sur Lille que dans le reste de la région, seuls quatre commerces existent depuis plus d'une décennie : *Le Red and White* à Amiens, *l'Arrozoir* à Nogent sur Oise, *le Rainbow Club* à Loos-en-Gohelle et *le Privilège* à Lille (Carte 8) (Carte 9). Les commerces les plus pérennes semblent ainsi être ceux ayant une position exclusive dans le paysage urbain par l'absence de concurrence ou ayant pu s'élever au rang d'institution dans le divertissement LGBT+ local. C'est notamment le cas du *Privilège* ouvert en 2005 à Lille et souvent cité au cours des entretiens avec les individus habitant la région lilloise. Pour les autres commerces ayant fermés durant la décennie précédente, la durée d'activité dépasse rarement les cinq ans, en particulier à Lille où le renouvellement commercial apparaît assez intense.

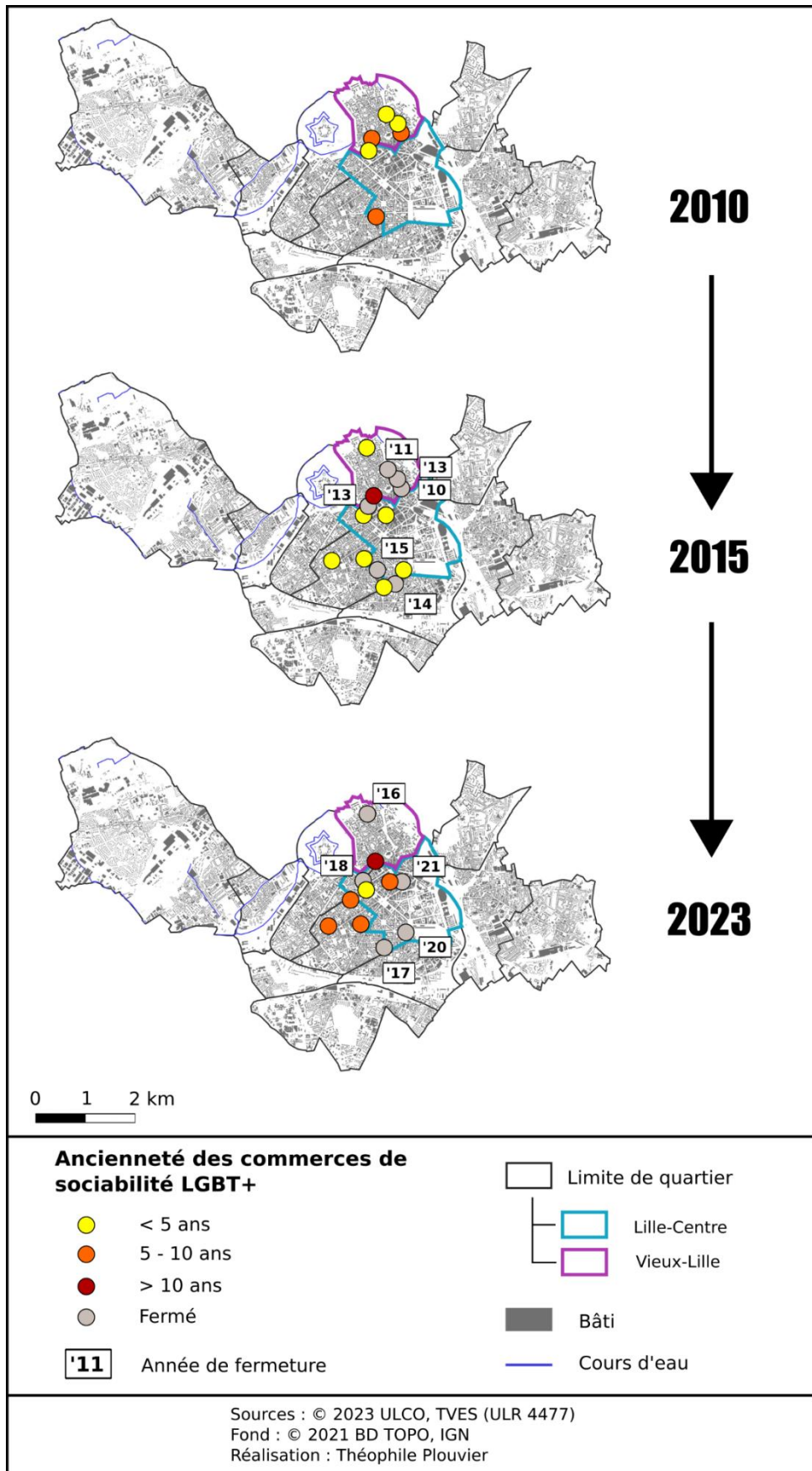
De plus, dans le cas de Lille, on observe également un éparpillement des commerces sur le territoire municipal entre 2010 et 2023. Initialement concentrés dans le quartier du Vieux-Lille, considéré comme le quartier gay historique de la ville, une partie des commerces récents s'implantent de plus en plus dans les quartiers de Lille-Centre et de Wazemmes. Cette diffusion reste néanmoins très limitée puisque l'activité commerciale LGBT+ demeure inexistante dans les quartiers les plus périphériques.

Cette déprise du tissu commercial communautaire LGBT+ a également été mise en évidence au travers de travaux localisés dans plusieurs grandes métropoles mondiales comme Sydney, Toronto, Chicago ou Los Angeles, en lien avec une diminution notable de la fréquentation de ces lieux, potentiellement en conséquence de l'acceptation grandissante de l'homosexualité dans les

sociétés occidentales (Ghaziani, 2010 ; Gorman-Murray, Nash, 2014 ; 2016), mais également une gentrification importante de ces quartiers centraux faisant peser d'autant plus sur les commerces la pression de la rentabilité (Doan, Higgins, 2011).



Carte 8 : Implantation des nouveaux commerces de sociabilités LGBT+ dans la région entre 2010 et 2023



Carte 9 : Implantation des nouveaux commerces de sociabilités LGBT+ à Lille entre 2010 et 2023

Malgré de nombreux efforts déployés pour un suivi exhaustif des commerces de sociabilités LGBT+, il convient de rappeler le caractère lacunaire de ces données. D'une part, l'absence d'informations officielles sur l'aspect communautaire des commerces (contrairement aux associations) nous contraint à nous concentrer sur des sources plus volatiles comme la presse, ou le bouche à oreille, celles-ci étant d'autant plus rares pour les commerces les plus anciens qui ne sont plus aujourd'hui en activité. D'autres parts, bien que dans le cas de la ville de Lille, la relative visibilité des communautés LGBT+ permet un suivi correct, notamment via la presse spécialisée, cela s'avère bien plus complexe dans le reste de la région où, même pour les commerces implantés de longue date, la mention dans les guides gays est loin d'être systématique.

Plusieurs établissements ont ainsi été identifiés par une simple mention au cours d'entretiens alors que des preuves de leur existence ont été complexes à obtenir, comme dans le cas du bar gay de Dunkerque, le *Rêve d'O*, mentionné par Julien (Extrait d'entretien n° 2) et recensé dans le *Petit Futé France Gay et Lesbien* de 2008.

Julien : « Ces amis-là que j'ai rencontré après à l'époque à Dunkerque, y'avait un seul bar gay et j'étais quelquefois dans ce bar gay qui n'existe plus depuis très longtemps. Mais à mon avis à l'époque c'était le seul qui existait. Ça a quand même débloqué pas mal de choses chez moi de pouvoir être dans un endroit un peu sympa, et d'être avec des gens comme moi en plein centre-ville de Dunkerque et de pas avoir vraiment peur de se cacher. Quand tu sortais du bar, tu ne mettais pas ta capuche pour sortir, c'était le début d'une acceptation quand même...Pas public, mais voilà tu savais que tu faisais pas quelque chose de mal parce que ce bar il existait en plein centre-ville. »

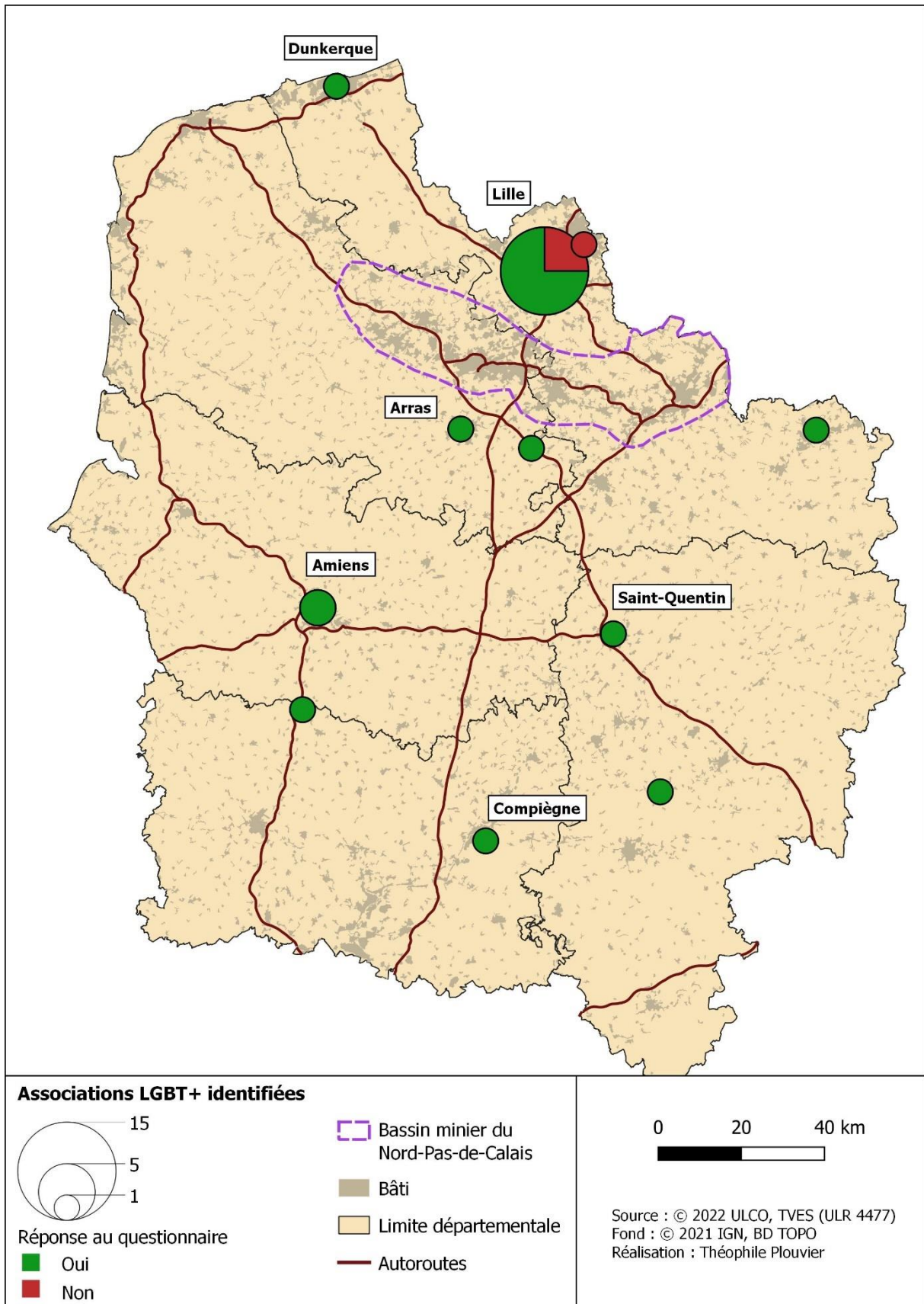
Extrait d'entretien n° 2 : Julien

Pour d'autres, la situation est encore plus complexe, notamment les établissements qui n'ont pas fermé mais qui ont changé d'orientation dans leur clientèle cible. De nombreux commerces ont ainsi été recensés comme des lieux gays à une certaine date mais ne sont aujourd'hui plus dans cette démarche commerciale sans qu'il soit possible d'identifier clairement l'année à laquelle cette « bascule » s'est opérée.

7.2 Les acteurs associatifs LGBT+

7.2.1 Un maillage territorial plus dense

Comme cela était évoqué dans la partie II, l'identification et le recensement des associations s'est avéré complexe du fait, pour la majorité des associations, de l'absence de lieux physiques permanents. Ce recensement peut donc contenir quelques lacunes bien que l'on puisse supposer que les nombreux efforts déployés pour contacter ces structures aient suffi à identifier la grande majorité d'entre elles, ainsi que les plus actives.



Carte 10 : Répartition des associations LGBT+ des Hauts-de-France

De la même manière que pour les structures commerciales, on remarque ici aussi que les associations sont distribuées sur le territoire régional en respectant, dans une certaine mesure, la hiérarchie urbaine de chaque département (Carte 10). En revanche, avec au minimum deux associations par département, la présence associative est bien plus homogène sur l'ensemble de la région que dans le cas des commerces. Ainsi, dans chaque département excepté l'Oise, la ville la plus peuplée dispose d'au moins une association LGBT+. De plus, et conformément au recensement associatif national de Marianne Blidon (2007), toutes les communes de plus de 80 000 habitants, à l'exception de Tourcoing et Villeneuve d'Ascq, en banlieue lilloise, disposent d'une association LGBT+.

Plus largement, parmi les 25 associations identifiées, seules 3 sont localisées dans des communes de moins de 30 000 habitants. Pour deux d'entre elles, très peu de signes d'activité ont été identifiés. Quant à la troisième, située dans un village de 600 habitants, elle est domiciliée à Paris et propose des weekend-end à la campagne majoritairement pour les adhérents d'autres associations parisiennes. Son implication en direction de la population des Hauts-de-France semble donc assez limitée.

Malgré un maillage territorial plutôt homogène, on dénote l'absence complète d'associations dans le nord-ouest de la région, en particulier à proximité du littoral où sont pourtant présentes trois agglomérations de plus de 100 000 habitants (Calais, Boulogne-sur-Mer, et Saint-Omer). Néanmoins, cela ne semble pas toujours avoir été le cas. En 2010, une association LGBT+ a vu le jour à Boulogne-sur-Mer et en 2015 à Montreuil-sur-Mer. Bien que ces deux associations n'aient jamais été officiellement dissoutes et qu'on retrouve aujourd'hui encore la mention de leurs activités passées dans la presse locale, aucune trace d'activités récentes n'a été décelée.

Le bassin minier, malgré une densité de population élevée ne présente également aucune association LGBT+. La commune de Douai abritait encore il y a peu une structure mais celle-ci a été dissoute en 2022. L'absence de structure dans cette zone doit néanmoins être nuancée par le rayonnement territorial d'autres associations. En effet, l'association d'Arras (*Fierté-Pas-de-Calais*) organise régulièrement des événements dans plusieurs villes du bassin minier (Lens, Béthune), notamment durant la période estivale (voir partie 7.3.3).

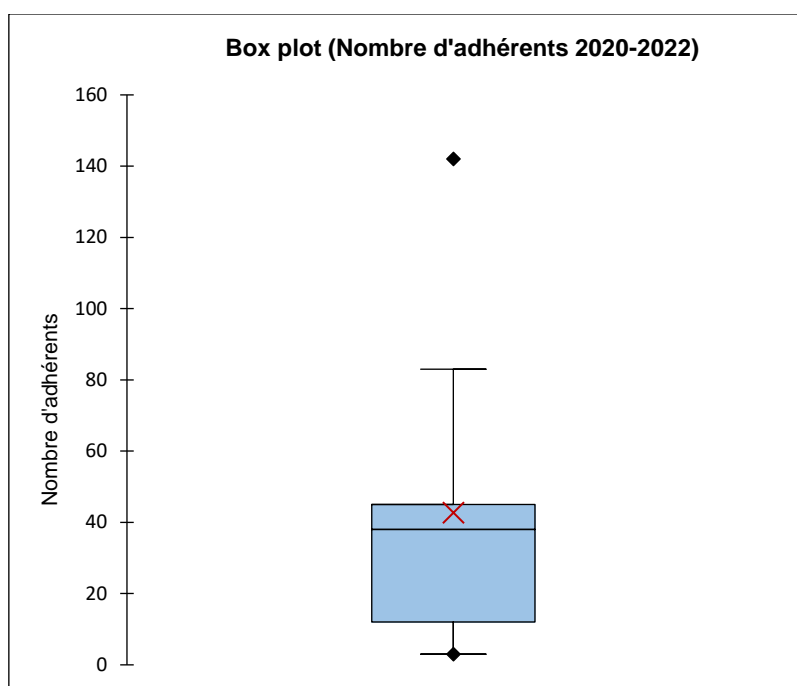
A Lille, comme dans le cas des commerces, on retrouve la plus grande concentration d'associations LGBT+ de la région (12), mais également de plus grandes difficultés à identifier et contacter les acteurs associatifs, notamment en raison des associations universitaires dont la visibilité et la longévité est fortement restreinte au contexte étudiant dans lequel elles existent.

7.2.2 Une activité conditionnée par plusieurs facteurs

Malgré une couverture régionale relativement large, les associations présentent de grandes disparités dans leurs activités, leurs dynamiques et leur fonctionnement. Après analyses des réponses au questionnaire et des verbatims résultant des entretiens, il semble difficile d'établir un lien direct entre la taille des communes dans lesquelles les associations sont implantées et leur fréquentation. Aussi, plusieurs autres critères apparaissent comme déterminants.

Le décompte des adhérents dans les associations interrogées est très inégal et va de 3 adhérents à plus de 140 avec une moyenne de 42 (Graphique 4). L'association avec le plus d'adhérents est localisée dans une commune de 30 000 habitants et son succès peut s'expliquer de différentes manières :

D'une part, l'association jouit d'une grande visibilité et d'une relation privilégiée avec la municipalité. Le président de l'association, également élu à la mairie a ainsi pu compter sur un important soutien institutionnel pour créer et pérenniser son association (Extrait d'entretien n° 3).



Graphique 4 : Distribution du nombre d'adhérents par association LGBT+

Théophile : « Vous me disiez que vous étiez élus, vous êtes élu à la mairie ? »

Georges : « Ouais ouais, donc forcément, ça ouvre des portes de façon beaucoup plus facile. Voilà. Et que du coup comme la presse nous connaît et qu'ils nous sont très favorables, les élus hésitent un peu à nous envoyer promener, ça facilite. »

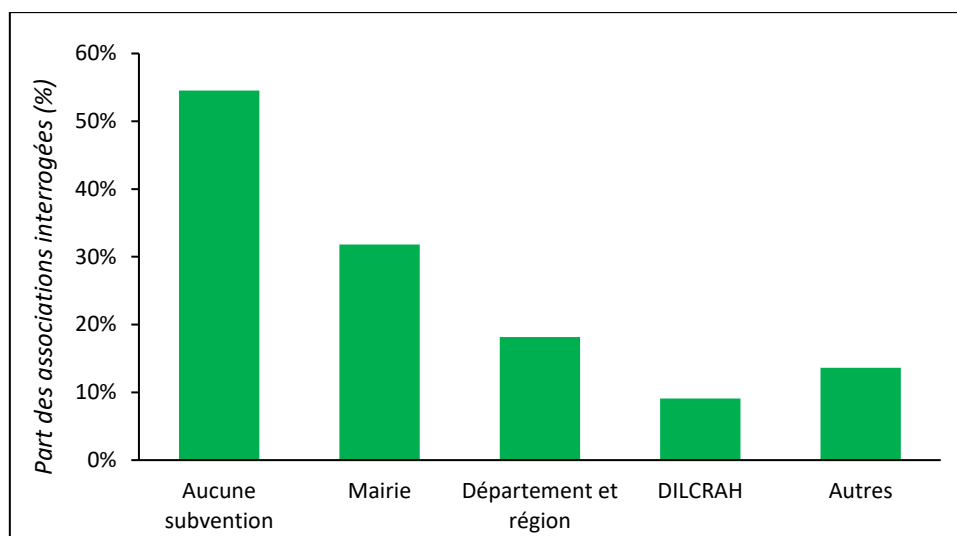
Théophile : « Quelles sont vos relations avec les collectivités locales ? »

Georges : « Comme budget, on est à peu près à 30 000€ par an. On a des subventions de toutes les strates sauf une. On a donc des subventions de la ville, du département, de la région, de l'état et de différentes officines de l'état comme la DILCRAH, etc. Sauf l'agglomération où on a la malchance d'avoir une vice-présidente qui est homophobe et qui refuse systématiquement tous nos dossiers parce qu'elle pense que l'homophobie n'existe pas et que ça n'est absolument pas une priorité. »

Extrait d'entretien n° 3 : Georges

Ce confort financier permet notamment à l'association de disposer d'un local permanent en centre-ville et d'avoir ouvert il y a peu un second local dans une petite ville du département. Cette situation apparaît assez exceptionnelle dans le paysage associatif régionale, la plupart des

associations n'ayant pas les moyens pour pouvoir louer un local permanent, en partie car elles sont plus de 50% à ne recevoir aucune subvention (Graphique 5).



Graphique 5 : Provenance des subventions accordées aux associations LGBT+

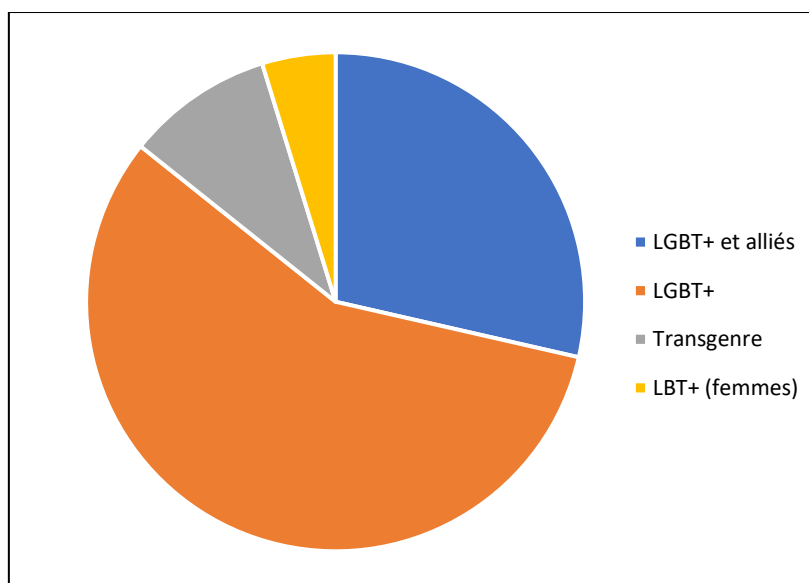
D'autres parts, l'association justifie également son succès par sa capacité à fédérer sur son territoire, en ayant environ 50% de ses adhérents qui sont des personnes hétérosexuelles soutenant les causes LGBT+, mais aussi par la diversité de son public au sein même des communautés LGBT+ qui voit cohabiter les personnes homosexuelles (hommes et femmes) et transgenres (Extrait d'entretien n° 4).

Georges : « Nous on est ouvert à tous, contrairement à d'autres associations on est pas seulement ouvert aux gays, ou aux lesbiennes comme il peut y avoir sur Lille, on accueille tout le monde, y compris les trans. Dans l'association aujourd'hui on a 7 trans. Ce qui est quand même...Voilà, pour une petite ville comme Maubeuge c'est étonnant. Et donc ils sont obligés de se côtoyer, ce qui n'est pas toujours évident. Ça pose parfois quelques petits soucis. Et comme ça, ces 7 personnes trans nous ont amené leurs parents. Parce que sur les 7 il y en a 6 qui sont mineurs, donc les parents sont aussi perdus qu'eux et ont aussi adhéré à l'association. »

Extrait d'entretien n° 4 : Georges

Cette question de l'unicité du mouvement LGBT+ semble primordiale dans la visibilité associative auprès des décideurs et des populations locales (Graphique 6). Alors qu'elle semble à l'heure actuelle peu remise en cause dans les associations des petites et moyennes villes, la distinction entre les populations selon leur genre apparaît systématique dans les grandes villes. A Amiens comme à Lille, on peut ainsi observer la coprésence de trois types d'associations : les associations « généralistes » LGBT+, les associations lesbiennes féministes (l'association lesbienne d'Amiens a été dissoute fin 2022), et les associations de personnes transgenres. Alors que sur Amiens, cette séparation des causes semble accueillie comme légitime du fait qu'une seule et même association peut difficilement prendre en charge tous les publics, à Lille, cette distinction est en plus de cela renforcée par des dissensions politiques entre des mouvements LGBT+ que l'on pourrait qualifier d'un côté, de « *mainstream* » et de l'autre, de « radicaux ». Dans tous les cas, cette multiplication

des acteurs associatifs LGBT+ peut s'avérer délétère pour la pérennité des associations car elle tend à diviser aussi bien le nombre d'adhérents que le montant des subventions versées par les collectivités territoriales.



Graphique 6 : Public cible des associations LGBT+ interrogées

A l'inverse, l'hostilité des pouvoirs publics locaux envers les associations LGBT+ peut grandement freiner le développement de celles-ci. Cela n'est en revanche pas insurmontable et peut même dans certains cas motiver d'autant plus la raison d'être de ces structures. Le cas de l'association de Camille, localisée à Compiègne (environ 40 000 habitants) est emblématique de ce type de situation dans un territoire particulièrement lié politiquement au mouvement de la Manif pour Tous. Le maire de la commune, élu depuis la fin des années 1980 s'est en effet illustré à plusieurs reprises par le passé pour son opposition, tout d'abord à l'instauration du PACS, puis au Mariage pour Tous en 2013. L'association relate ainsi les difficultés rencontrées dès sa création avec notamment le refus de la municipalité d'héberger postalement l'association, mais également les multiples expressions d'animosité des élus locaux envers le mouvement LGBT+ (Extrait d'entretien n° 5). L'association légitimise et valorise d'autant plus sa présence sur le territoire par l'attitude négative des pouvoirs publics locaux envers les causes LGBT+.

Camille : « *Au niveau des collectivités locales, nous on est situé au niveau de Compiègne. On sait bien évidemment qu'on n'est pas les bienvenus. On n'est pas une cause à laquelle ils ont envie d'adhérer. On est quand même face à un maire qui défile en écharpe à la manif pour tous. Donc ça vous plante un petit peu le décor. On est face à une collectivité qui a refusée de nous héberger, au niveau de notre adresse postale, et qui, quand la ministre de l'égalité se déplace pour parler des LGBTphobies, ne se présente même pas alors que ça se passe sur son territoire, et elle n'envoie même pas un représentant. On n'est pas du tout sur une collectivité sensible à la cause, même si, je dois quand même avouer qu'ils nous ont financé, à hauteur d'une toute petite subvention, mais quand même ils nous ont donné une subvention. Je tiens à le dire parce que nous étions étonnés, mais on l'a eu. Ça ne correspondait pas à la somme qu'on avait demandé, mais l'intention était là. »*

Extrait d'entretien n° 5 : Camille

L'aspect qui est probablement un des plus important pour le bon développement associatif reste l'implication des bénévoles. C'est sur ce point que les associations diffèrent le plus les unes des autres. Pour les associations de moins de 10 adhérents, on remarque ainsi très peu de présence dans les médias ou sur les réseaux sociaux, la plupart organisant peu ou aucun évènement par an. Pour d'autres structures très récentes, la densité d'activités organisées au cours de l'année justifie la croissance très forte des adhésions. Dans une commune de 50 000 habitants, Sébastien, le président de l'association LGBT+ locale apparait, avec son équipe, très dynamique. Alors que l'association n'a été créée que début 2022, elle a organisé, au cours de la même année, deux festivals LGBT+, la première marche des fiertés de la commune, de nombreuses rencontres-débats, et monté une chorale autour des thématiques LGBT+ et féministes. Sans surprise, alors qu'en début d'année, l'association ne comptait qu'une demi-dizaine d'adhérents, elle comptait fin 2022 plus de 30 adhérents.

En définitive, il semble que quatre principaux facteurs soient déterminants au bon développement des associations LGBT+ régionales :

- L'implication des individus ;
- Les rapports avec les pouvoirs publics locaux ;
- Le contexte local associatif local (présence d'autres associations très implantées ou au contraire une position de « monopole ») ;
- La capacité à fédérer au sein des communautés LGBT+ mais aussi en population générale.

Hormis l'implication des bénévoles qui apparait comme un critère indispensable, les autres critères, comme on a pu le voir, peuvent se contrebalancer les uns les autres. Ainsi, l'hostilité des pouvoirs publics peut tout à fait renforcer la capacité fédératrice des associations en légitimant leurs actions, de la même manière qu'un grand soutien des collectivités territoriales envers une structure en particulier peut faire émerger des conflits d'intérêts au sein même du milieu associatif voire des soupçons de *pinkwashing*.

7.2.3 Le milieu associatif lillois : des relations ambivalentes avec la périphérie

La question de la concurrence ne semble pas se poser pour la plupart des associations interrogées en dehors de la métropole lilloise. La plupart sont au contraire dans une logique de coopération avec par exemple des soutiens mutuels pour l'organisation d'évènements (conférences, marche des fiertés) mais également pour du travail de diffusion des informations touchant les diverses entités associatives (Figure 31).

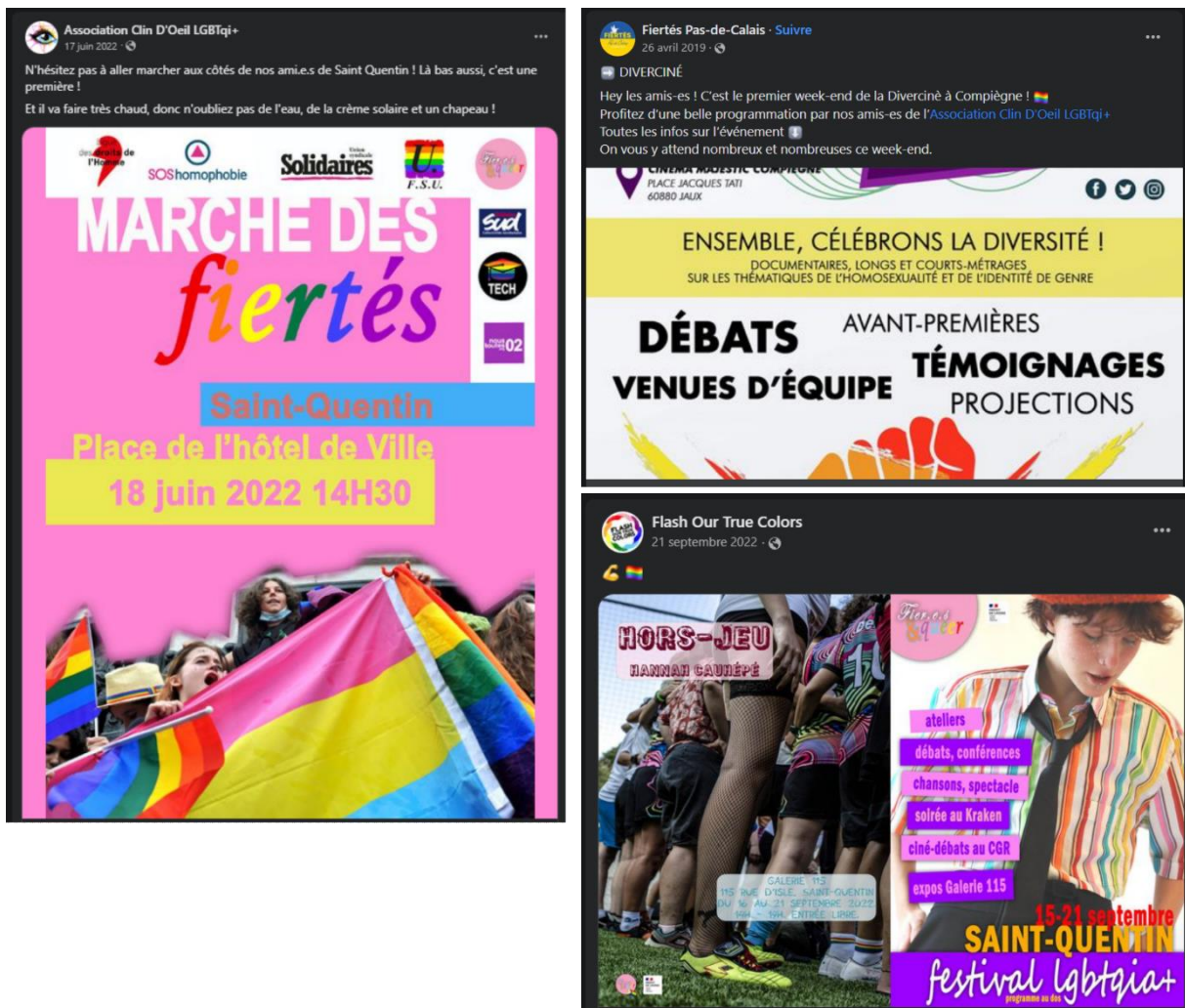


Figure 31 : Publications Facebook des associations de Compiègne, Arras et Amiens
 Source : impressions écrans effectuées le 14/03/2023 sur les pages Facebook des trois associations

Ce réseau d'interconnaissances a également pu être attesté à plusieurs reprises lors de mon travail. Par exemple, c'est lors de mon entretien avec l'association amiénoise que j'ai eu connaissance de l'existence de l'association située à Compiègne (*Clin d'œil LGBT+*) et dont certains membres sont d'anciens adhérents amiénois.

Les relations entre ces associations et les associations lilloises (mais également entre les associations lilloises elles-mêmes) sont néanmoins bien moins claires. J'ai pu constater cela dès mes premières rencontres avec les principales associations de Lille et l'existence de désaccords entre des associations dites « radicales » et d'autres dites « *mainstream* ». La branche « radicale », principalement regroupée au sein du centre LGBTQIF (*J'en Suis J'y Reste*) est ainsi réputée pour ses prises de positions très tranchées. Elle reproche en particulier aux associations « *mainstream* » leur trop grande volonté d'institutionnalisation (la tentative de salarier une partie de l'activité associative) et leur proximité avec le ministère de l'intérieur (représenté par l'association LGBT+ FLAG! qui se voit refusée en 2007 l'intégration au centre LGBTQIF). De leur côté, les associations « *mainstream* » reprochent aux « radicaux » d'être constamment dans l'opposition et à participer à la division du mouvement LGBT+.

Malgré ces reproches mutuels, ces désaccords, au-delà de rendre la communication très compliquée, sont perçus comme nécessaires au fondement du processus démocratique et à la remise en question de chacune des parties.

Contrairement aux interactions qui apparaissent assez fortes entre les associations des plus petites villes, les associations lilloises semblent relativement centrées sur elles-mêmes. Cela s'est notamment traduit par le fait que peu d'associations lilloises ont accepté de diffuser l'enquête 3H sur leurs réseaux sociaux (Extrait d'entretien n° 6), indiquant qu'elles n'utilisaient ceux-ci que pour leurs activités associatives, mais aussi en ne communiquant que très peu sur les activités des autres associations de la région.

Théophile : « *Vous pensez que ce serait possible de faire un post sur Facebook pour partager le questionnaire ? Afin d'avoir de recueillir aussi des réponses de gens qui vous suivent de loin sans forcément être adhérents ?* »

Florent : « *Je peux demander mais on préfère utiliser la page Facebook uniquement pour nos activités.* »

Extrait d'entretien n° 6 : Lilian

Les rares échanges qui ont pu être constatés concernent la participation de l'association qui organise la marche lilloise (*Fierté Lille Pride*) aux marches d'Arras et d'Amiens. Néanmoins, dans la mesure où l'essentielle de la participation consistait en la vente de produits aux couleurs LGBT+ (badges, drapeaux, etc.) au profit de l'association lilloise, on peut se questionner sur la nature réelle de cette « collaboration » (Figure 32).

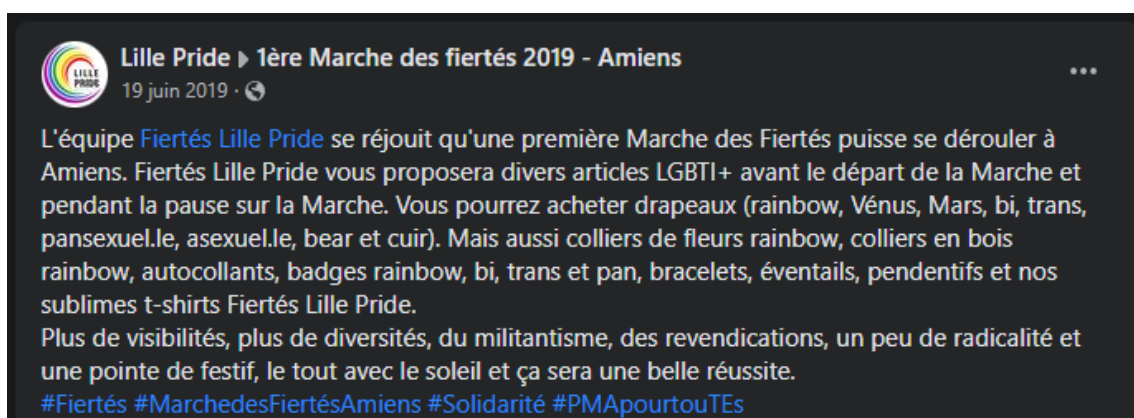


Figure 32 : Publication de l'association Fierté Lille Pride concernant sa participation à la marche des fiertés d'Amiens
Source : impression écran effectuée le 14/03/2023 sur https://www.facebook.com/LILLEPRIDE/?locale=fr_FR

Vue de l'extérieur, la situation lilloise apparaît chaotique pour beaucoup des associations implantées dans des plus petites villes. Certaines se représentent ainsi le milieu associatif lillois comme un milieu concurrentiel, qui tend à se déconnecter des préoccupations réelles des individus LGBT+ pour se concentrer sur une course aux subventions et des approches plus politiques qu'humaines. Pour Florent, les désaccords qui agitent le milieu lillois sont néfastes et en opposition avec la logique associative basée sur la coopération (Extrait d'entretien n° 7).

Théophile : « *Il me semble avoir vu une association LGBT à Douai, est-ce que vous avez un peu des relations avec eux ? Des partenariats ? De la concurrence ?* »

Florent : « *Non il n'y a pas de concurrences, la concurrence elle n'existe que dans le fantasme. Enfin non, ça existe dans certaines assos, je vais pas dire le contraire...* »

Théophile : « *Disons que c'est un peu ce que j'ai ressenti entre certaines associations lilloises.* »

Florent : « *Oui c'est justement pour ça qu'on aime bien mettre un peu de distance avec Lille. Leurs problèmes... On n'est pas là pour ça, on est là pour travailler ensemble, c'est le but de l'associatif. Mais ça c'est à tout niveau, à toutes échelles, peu importe la région.* »

Extrait d'entretien n° 7 : Florent

Georges, basé à Maubeuge se montre bien plus virulent envers les associations lilloises, jugeant que celles-ci, malgré des conditions financières favorables, n'arrivent pas à s'organiser pour mener des actions concrètes (Extrait d'entretien n° 8).

Certaines situations décrites durant les entretiens ont pu être confirmées sur le terrain, en particulier lors du recensement associatif dans la région. En effet, le milieu associatif lillois, notamment l'organisation du centre LGBTQIF, s'est montrée très opaque. Malgré de nombreux échanges par téléphone, mail et via les réseaux sociaux, il a été très complexe de connaître de façon exhaustive la composition des associations du centre. Alors que certains échanges mentionnaient l'existence d'environ 60 associations et collectifs hébergés par le centre, aucune liste actualisée de celles-ci n'a pu être fournie. Ainsi, seulement 3 associations affiliées au centre ont répondu au questionnaire de recensement envoyé (*Les Flamands Roses, Le Collectif 106, Les Sœurs de la perpétuelles indulgence*) et il semblerait, au vu de l'agenda d'activités du centre, qu'il s'agisse des seules associations ayant une fréquence d'actions réellement soutenue en date du recensement.

Théophile : « Une chose qui m'a frappé quand vous avez répondu au questionnaire en ligne, c'est votre nombre d'adhérents qui est bien supérieur à la plupart des associations, comment vous l'expliquez ? »

Georges : « D'abord c'est pas juste une association lilloise, même parisienne. Les associations LGBT parisienne c'est catastrophique. Il y a 2 ans, Act-up était à 14 membres. C'est vraiment problématique. Après il y a effectivement...enfin je connais quelques associations lilloises qui sont plus politiques que LGBT donc forcément ça pose un problème. Et pour dire toute la vérité, certaines sont plus extrémistes que d'autres. »

[...]

Georges : « Comment on peut avoir sur Lille une association où il y a 5 personnes ? Et en revanche, nous on est déjà allé sur Arras, même s'il y a des problématiques, c'était si je me souviens bien...c'était Artogalion [ancien nom de Fiertés Pas-de-Calais]. Ils n'ont même pas de local. On a fait une conférence là-bas sur le devoir de mémoire, et on est allé dans un café. Mais eux au moins font des actions, se battent, sont sur le terrain. Ils n'ont pas beaucoup d'argent malgré que le maire soit...enfin bref. En revanche à Lille non ils ont tout ce qu'il faut et on a vraiment l'impression qu'ils se contentent du minimum et que tant qu'il n'y a pas de cocktail dinatoire, ça ne les intéresse pas quoi. C'est vraiment catastrophique. Des trucs aussi...Je suis désolé ça me met en colère. »

Extrait d'entretien n° 8 : Georges

Il convient cependant de nuancer ces propos car plusieurs raisons évidentes peuvent expliquer en partie ces différences de fonctionnement entre les associations lilloises et de la périphérie. D'une part, il faut noter qu'en dehors de Lille, toutes les associations interrogées étaient, au moment du recensement, les seules associations LGBT+ entièrement mixtes³³ présentes dans leur commune. De ce fait, aucune de ces associations n'est en situation de concurrence aux échelles communales, intercommunales voire mêmes départementales pour ce qui concerne le subventionnement. On peut donc supposer que dans cette situation, il est bien plus aisé de nouer des collaborations fortes avec des associations des départements voisins.

D'autre part, il est important de prendre en compte la taille des tissus associatifs locaux. Avec plus de 25 000 associations actives sur la métropole lilloise contre dix fois moins sur la communauté urbaine d'Arras³⁴, on peut supposer que dans les grandes villes, la lutte pour la visibilité est plus rude, ce qui expliquerait des individualités associatives d'autant plus fortes. Le contexte d'organisation de la marche des fiertés de 2023 en est un bon exemple. Face aux divisions internes au mouvement associatif LGBT+ local, le choix de la structure organisatrice a été décidée par la mairie de Lille sur un modèle se rapprochant de l'appel d'offre (Extrait d'entretien n° 9). Se faisant, l'évènement tend à perdre son but militant pour devenir un enjeu majeur dans le calendrier évènementiel des municipalités. L'insertion d'enjeux économiques comme la « sponsorship » par des commerces locaux ou la présence au sein des villages associatifs de stands de *goodies*

³³ Dans certains cas, comme Amiens, ou Saint-Quentin, des associations non-mixtes, féministes ou transgenres ont cohabité avec les associations interrogées, mais celles-ci ne s'adressant pas théoriquement à l'ensemble des populations LGBT+, elles n'ont pas bénéficié auprès des pouvoirs locaux du même soutien, ni même de la même visibilité.

³⁴ Source : Observatoire Régional de la Vie Associative Hauts-de-France, 2020

gérés par des entreprises privées interpelle sur une marchandisation des luttes LGBT+ et rappelle l'homonormativité de certains milieux LGBT+ dénoncée par Lisa Duggan (2002).

Jean : « *J'ai été pas mal à Lille aussi puisque Flash [l'association LGBT+ amiénoise] fait partie du collectif Lille Pride qui aide à organiser la pride. Après à Lille, moi j'ai l'impression que ça relève énormément de positions de pouvoir. La mairie se permet de choisir le collectif qui organise la pride donc en fait, c'est un enjeu très festif de la ville, c'est quelque chose de programmé et c'est très dans la performance.* »

Extrait d'entretien n° 9 : Jean

7.3 L'investissement des espaces « hétéronormés » par les associations : le cas des villes moyennes

Dans certaines grandes villes dotées de commerces LGBT+ ou de locaux associatifs pérennes, les associations ont la possibilité de se reposer sur ces structures pour établir physiquement leur présence sur le territoire, à l'image des bars et boîtes de nuit lilloises, ou encore des maisons Arc-en-ciel présentes en Wallonie belge. Ainsi, dans le cas des associations de Lille par exemple, le bar Le Bayard accueille régulièrement le public de certaines associations LGBT+ le temps d'une soirée pour des événements festifs ou des assemblées générales (Figure 33). Au-delà de faire communiquer le monde associatif et commercial, ces pratiques permettent à des associations qui n'ont pas les moyens financiers d'accéder à un local, de pouvoir régulièrement assurer une présence physique sur le territoire.



Figure 33 : Annonce d'évènement associatif organisé dans un commerce LGBT+ lillois

Source : impression écran effectuée le 14/03/2023 sur

https://www.facebook.com/profile.php?id=100046305524357&locale=fr_FR

Cependant, la question apparaît plus complexe sur les territoires peu ou pas dotés de lieux physiques ostensiblement rattachés aux populations LGBT+, notamment les villes petites et moyennes. Dans ces cas-là, en analysant les lieux mobilisés par ces associations dans le cadre de l'organisation de leurs événements, on peut se rendre compte que les espaces investis sont très divers avec une complexe articulation de lieux publics et privés.

Dans ces villes-là, les pratiques spatiales associatives supposent ainsi d'investir des lieux non forcément rattachés aux communautés LGBT+, voire même parfois hétéronormés. Pour comprendre ce phénomène, l'analyse de la répartition de ces lieux nous en apprend beaucoup sur la porosité qui peut exister dans certains espaces jugés initialement comme « hétérosexuels », notamment via la prédominance de pratiques hétérosexuelles comme la culture de la drague dans les bars et les boîtes de nuit (Hubbard, 2008), mais également sur l'aspect parfois éphémère de certains lieux homosexuels.

7.3.1 Etude de cas n°1 : Amiens

A Amiens, l'unique association locale grand public (l'autre association présente s'adressant uniquement aux personnes transgenres et non-binaires) s'appuie en grande partie sur le tissu commercial local pour accueillir ses différents événements (Carte 11).

C'est essentiellement différents bars non-communautaires du centre-ville (plus particulièrement le quartier Saint-Leu et sa forte concentration de commerces nocturnes) qui sont sollicités, mais aussi durant la période estivale, le Parc-Saint-Pierre au nord du centre-ville. Bien que depuis 2016, les partenariats avec les bars locaux ont changé à de multiples reprises, les lieux mobilisés se sont relativement fixés depuis plusieurs années. L'unique bar ostensiblement LGBT+ (Photographie 8) de la ville n'est finalement que très peu investi lors d'activités associatives, peut-être en raison de l'ambiance festive du lieu, peu propice à des temps d'échanges. Celui-ci est davantage mobilisé dans le cadre des soirées organisées durant la Marche des Fiertés qui a lieu depuis 2019 et le festival IDAHOT depuis 2012. A contrario, les moments plus « sérieux », comme les assemblées générales ou les séances d'organisation des événements de grande ampleur se font le plus souvent dans des lieux associatifs, liés ou non aux communautés LGBT+ : actuellement le local d'une association à l'ouest du centre-ville, et par le passé les locaux des associations AIDES et SOS Homophobie en centre-ville.



Photographie 8 : Le Red and White, unique bar ostensiblement LGBT+ d'Amiens

L'espace public est aussi investi ponctuellement dans l'année, en particulier durant la Marche des Fiertés, ou pour des manifestations en lien avec l'actualité politique. Récemment, on peut particulièrement noter l'organisation de marches contre l'homophobie suite à l'apparition de tags homophobes à plusieurs endroits de la ville en 2021, ou encore de manifestations soutenant l'inscription du droit à l'IVG dans la constitution française en 2022. Jusqu'à fin 2018, les activités de l'association s'étendaient jusqu'au département voisin de l'Oise, à Compiègne, avec l'organisation régulière de moments de sociabilités, néanmoins ceux-ci ont cessé début 2019 avec la création sur place d'une nouvelle association.

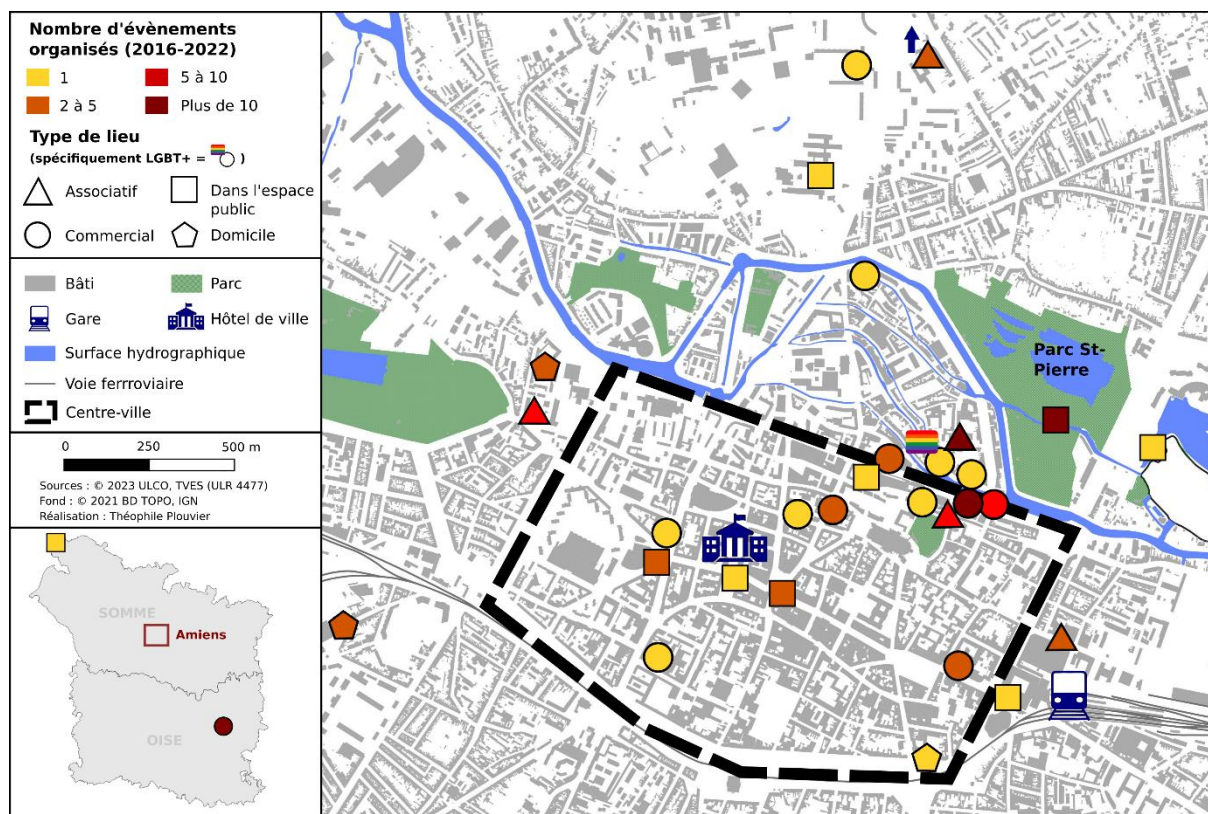
Bien que l'association estime jouir d'une bonne représentation auprès de la municipalité en étant identifiée comme la principale association LGBT+ locale, elle regrette les difficultés liées à l'absence de locaux pérennes et le manque d'aide de la mairie à ce niveau-là. En effet, alors que jusqu'en 2013, un local spécifique sous le nom de « Maison de l'Égalité » était dédié aux associations de lutte contre les discriminations (Extrait d'entretien n° 10), celui-ci a été supprimé en 2014 suite aux élections municipales, obligeant l'association à relocaliser une partie de ses activités.

Théophile : « J'ai vu un rapport du collectif Idaho qui date de 2010 je crois, qui faisait un classement des villes gay-friendly, avec notamment la prise en compte des actions des municipalités en ce sens, et Amiens était classée première avec Paris. »

Stéphane : « En fait on a eu le prix Idaho, enfin la ville d'Amiens, parce qu'à l'époque, il y avait ce qu'on appelait la Maison de l'égalité. Je vais laisser la parole à Romain parce qu'il était présent à l'époque. »

Romain : « Alors oui, tout à fait en 2010, Amiens, enfin Amiens Métropole a reçu la Palme d'or avec Georges-Louis Tin. A l'époque il existait des associations LGBTQI+ et on travaillait beaucoup avec la Maison de l'égalité. C'était un service de la mairie qui avait été créé pour lutter contre toutes les formes de discriminations. On avait une structure dans la mairie même, qui permettait à tout le monde de se coordonner, de travailler ensemble, etc. Malheureusement, on l'a perdu. C'est un peu triste parce que c'est vrai qu'à l'époque c'était notre plus gros soutien, c'était très important à l'époque mais on a perdu ça avec le changement de mairie. »

Extrait d'entretien n° 10 : Stéphane, Romain et Arthur



Carte 11 : Lieux mobilisés lors d'évènements organisés par l'association LGBT+ d'Amiens

7.3.2 Etude de cas n°2 : Compiègne

A Compiègne, dans le département de l'Oise, l'association locale fonctionne selon une logique plus large qu'à Amiens avec des évènements répartis dans plusieurs villes du département (Carte 12). Cette démarche départementale est clairement assumée par des responsables de

l'association qui disent désirer offrir des événements au plus grand nombre à divers endroits du département (Extrait d'entretien n° 11).

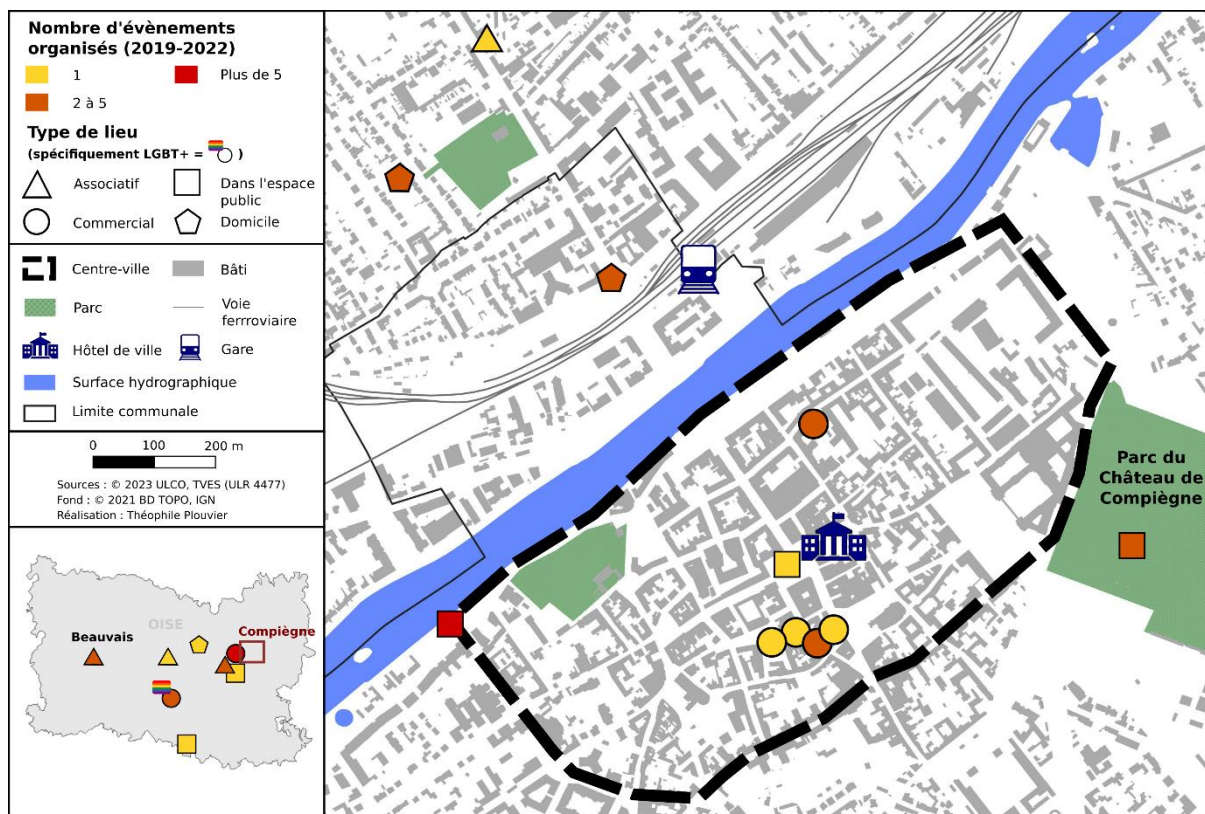
Camille : « Pour l'instant on est quand même pas mal sur Compiègne, on a plus de 50% des adhérents qui sont compiégnois. On en a quelques-uns qui viennent du Clermontois. C'est aussi pour ça qu'on a fait le choix de solliciter la mairie de Clermont pour héberger l'association parce qu'on avait pas mal d'adhérents dans ce coin-là. Une zone pour le moment où on n'a personne, et où on a des axes de développement, où en tout cas, on aimerait avoir des axes de développement, c'est Creil. Parce que pour l'instant on n'y est pas du tout présent. On s'est approché de l'association AIDES qui avait des perspectives de développement sur Creil et avec qui on aurait éventuellement pu collaborer pour aller sur le bassin Creillois. On a aussi démarré un partenariat avec un bar associatif de Beauvais, dans lequel on va faire quelques événements, et du coup on espère aussi attirer des adhérents du Beauvaisis parce qu'on en a très peu aujourd'hui. Mais on comprend, parce que c'est compliqué, comme on fait beaucoup d'événements à Compiègne, c'est compliqué d'aller faire...1h15 de route pour aller à un événement associatif. Donc on est plutôt dans cette perspective de se concentrer sur Compiègne, Beauvais et puis Creil pour s'étendre un peu plus sur l'ensemble de l'Oise. »

Extrait d'entretien n° 11 : Camille

Bien que pendant les premières années d'existence de l'association, une grande partie des événements se passait aux domiciles des adhérents, au fil du temps, l'association a développé des partenariats avec plusieurs structures commerciales ou des locaux municipaux dans des communes alentours. Les événements les plus courants, à savoir les moments de convivialité mensuels, varient ainsi régulièrement d'emplacements selon les partenariats avec les structures locales : un bar associatif à Beauvais, une salle des fêtes dans une petite ville en périphérie de Compiègne, le bar LGBT+ de l'agglomération Creilloise ou encore un bar grand public du centre-ville de Compiègne. Comme pour le cas d'Amiens, la période estivale se trouve particulièrement propice pour investir les espaces publics : le parc du château de Compiègne ou encore les berges de l'Oise.

Avec près de 20 lieux distincts investis pour une quarantaine d'événements entre 2019 et 2023, l'association s'illustre par une forte itinérance, chaque lieu étant rarement mobilisé plus de deux fois. On peut se demander si cela résulte d'une volonté de varier les lieux pour se rendre accessible au plus grand monde, ou bien d'une difficulté à nouer des partenariats durables avec les acteurs locaux.

Au-delà de ces moments réguliers ayant lieu au cours de l'année, l'association organise également plusieurs événements de grande ampleur dans l'espace public, notamment la première Marche des Fiertés du département depuis 2022, mais également diverses manifestations politiques en faveur des droits LGBT+.



Carte 12 : Lieux mobilisés lors d'évènements organisés par l'association LGBT+ de Compiègne

7.3.3 Etude de cas n°3 : Arras

Dans le Pas-de-Calais, à Arras, l'association locale présente un cas différent des deux précédents. Alors que par son nom, l'association se revendique d'envergure départementale, ses activités sont majoritairement concentrées sur la commune d'Arras et, dans une moindre mesure (25% des évènements), à l'ensemble de la partie pas-de-calaisienne du bassin minier. Malgré l'absence de commerces LGBT+ à Arras même, l'association peut compter sur plusieurs partenariats avec des bars grand public locaux dans lesquels ont lieu régulièrement des soirées spéciales autour des cultures LGBT+ (shows de drag-queens, soirées thématiques musicales sur des icônes gays) (Figure 34). La plupart de ces établissements sont situés dans le centre-ville d'Arras, plus particulièrement sur la Place du Théâtre, ce qui peut paraître surprenant puisque celle-ci est relativement excentrée des principales places de la ville en matière de vie nocturne (La Place des Héros en face de l'hôtel de ville et la Grand'Place).

Avec plus de 3,5 évènements par lieu en moyenne, l'association peut, contrairement à la situation évoquée sur Compiègne précédemment, jouir d'une grande stabilité dans ses partenariats commerciaux. En effet, certains commerces locaux accueillent régulièrement les évènements associatifs depuis plusieurs années, ce qui participe notamment à donner à ceux-ci une image *gayfriendly*, même en dehors des évènements spécifiquement LGBT+.



Figure 34 : Affiche d'un évènement organisé par l'association LGBT+ d'Arras dans un bar grand public
 Source : impression écran effectuée le 01/12/2022 sur https://www.facebook.com/LondixArras?locale=fr_FR

Comme témoin du soutien institutionnel et des adhérents envers l'association, celle-ci peut depuis septembre 2022 compter sur la location d'un local permanent en centre-ville. Au-delà du gain de visibilité que cela procure à l'association, c'est surtout dans la fréquence des activités que cela demeure un atout majeur. L'association peut ainsi assurer des permanences plusieurs fois par semaine et accueillir ses propres moments de convivialité dans son bar associatif. Cependant, comme l'indique les responsables, il est complexe de se projeter sur le long terme tant les subventions associatives sont à la merci des changements de politiques locales. La pérennité de la structure nécessitant constamment d'aller chercher diverses subventions, une part importante de l'activité associative est ainsi consacrée au domaine administratif (Extrait d'entretien n° 12), ce qui pousse l'association à vouloir salarier une partie de ses activités afin de pouvoir se concentrer davantage sur le cœur même de son travail : la lutte contre les discriminations et l'organisation d'évènements de sociabilités.

L'importante fréquentation de l'association a pu être observée lors de l'entretien réalisé dans le centre (Photographie 9). En effet, alors que l'entretien a eu lieu un jeudi soir de novembre à 17h, au moment de quitter les lieux une heure plus tard, une dizaine d'adhérents étaient déjà présents sur place et d'autres continuaient d'affluer.

En parallèle à l'existence du centre mais surtout avant sa création, l'association pouvait aussi compter sur le soutien de la municipalité et des institutions locales pour héberger certaines de ses activités. Des locaux municipaux ont à plusieurs reprises pu être empruntés pour y tenir des permanences ou des temps d'échanges.



Photographie 9 : Local permanent de l'association LGBT+ d'Arras

Théophile : « Si aujourd'hui tu pouvais cibler des éléments bloquants pour le développement de l'association, qu'est-ce que ça serait ? »

Florent : « Comme n'importe quelle association, l'argent. Aujourd'hui on a les locaux, on peut se pérenniser. On est en train de travailler avec le département, les communautés urbaines, pour avoir d'autres ressources financières qui nous permettraient de sauvegarder coûte que coûte le centre et d'être tranquille, de pas se dire à la fin de l'année "est-ce qu'on va s'en sortir, est-ce qu'on va encore ouvrir un an ?". Ça, ce n'est plus le problème, là notre objectif principal, c'est le salariat, clairement c'est du salariat. Pas par simple confort, mais la charge de travail aujourd'hui est colossale pour du bénévolat parce qu'on ouvre plusieurs jours par semaine, plusieurs heures par jour. Il y a pas mal d'activités. Et derrière tout ça il y a l'administration qui prend du temps, l'entretien des locaux qui prend du temps, éventuellement des travaux qu'on fait régulièrement, la communication puisqu'on produit toute notre communication donc c'est un travail colossal. Les interventions en milieu scolaire aussi. Rien que ça, sur l'année scolaire de l'année dernière, au moins sur la moitié parce que sur la première moitié il y avait encore le COVID donc c'était plus compliqué. Je te prends à partir de février jusqu'au mois de juin, on a littéralement fait 15 interventions, ça représente 15 jours de congés posés sur 5 semaines. Donc pas mal d'interventions qu'on a dû refuser et reporter à l'année suivante. »

Théophile : « Les interventions ne sont prises en charge par l'Etat ? »

Florent : « Ça, on aimerait beaucoup. Le ministère dit qu'il faut s'entourer des associations, etc. mais derrière les moyens financiers ? Ça, il n'y en a pas. Donc non, nous comme c'est un engagement bénévole, on maintient à ce que les interventions soient gratuites, par contre effectivement depuis la rentrée scolaire on a décidé d'avoir un défraiement kilométrique, ne serait-ce que pour les coûts de l'essence. Alors, pour un établissement c'est 15-20€ c'est pas cher mais quand on en fait 10,15 ou 30 dans l'année, nous ça fait beaucoup d'argent personnel et donc c'est tout ce qu'on demande aux établissements. »

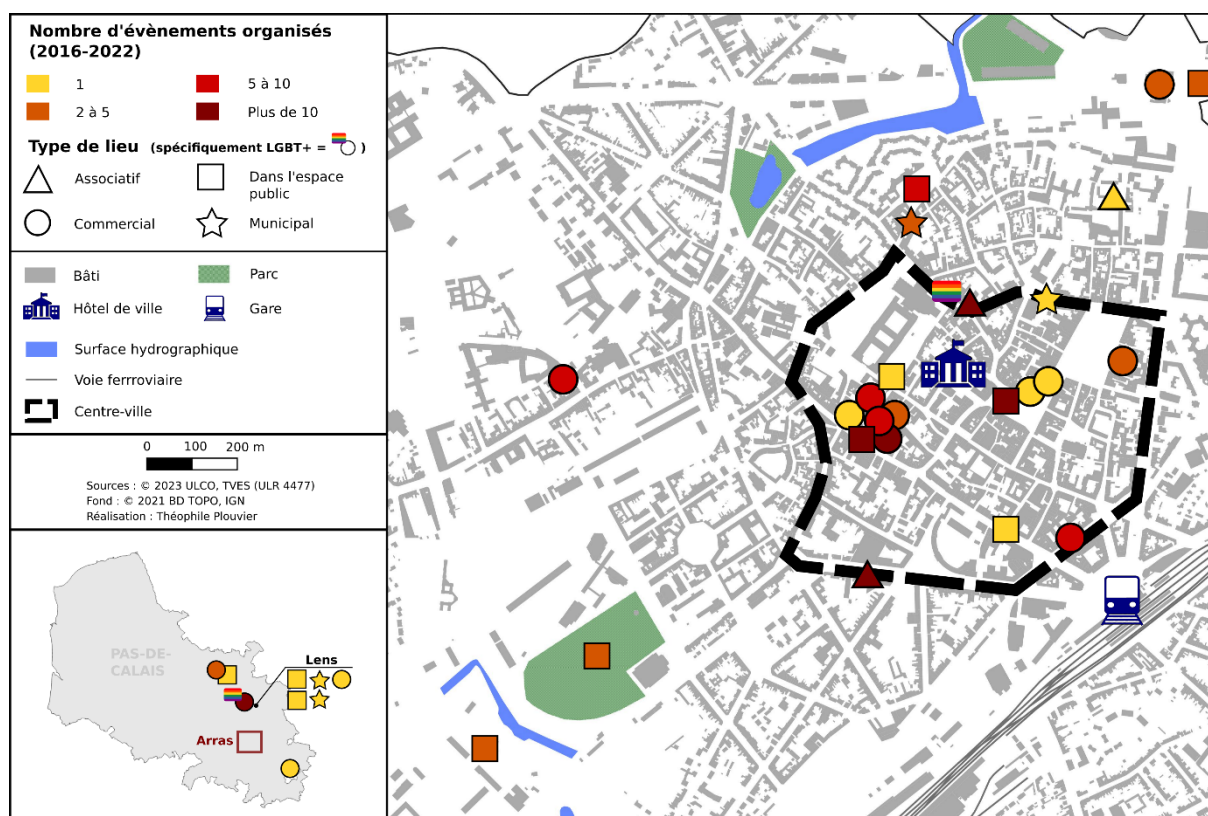
Extrait d'entretien n° 12 : Florent

A l'échelle départementale, l'association intervient essentiellement dans les limites du bassin minier, dans les agglomérations de Lens et Béthune, une fois par an lors d'évènements liés à la Marche des Fiertés d'Arras qui a lieu depuis 2014 (Carte 13). Dans ce cadre, et comme dans la plupart des marches françaises, l'espace public est investi lors de la manifestation puis des évènements festifs sont organisés chez des partenaires commerciaux locaux. Malgré une volonté de s'implanter sur le littoral (Extrait d'entretien n° 13), dans l'agglomération boulonnaise, particulièrement touchée par l'homophobie d'après l'association, aucun évènement n'y a eu lieu jusqu'à maintenant. Comme cela était indiqué par Florent lors de l'entretien, une antenne locale a vu le jour dans la commune de Boulogne-sur-Mer en janvier 2023. Il est néanmoins trop tôt pour pouvoir juger de la durabilité de l'implantation de l'association dans cette zone tant celle-ci dépend de l'implication sur place des adhérents.

Théophile : « En termes de public visé par l'association. Est-ce que tu as remarqué certaines particularités dans l'origine des adhérents ? Est-ce que ce sont des gens principalement d'Arras ou de plus loin ? C'est plutôt une fréquentation locale ou est-ce qu'il y a des gens qui viennent aussi de Calais, Boulogne, etc. ? »

Florent : « Principalement, ce sont des gens d'Arras et du bassin minier même je te dirais. Pour la plupart, ça va quand même jusqu'au bassin minier. Par contre oui sur le littoral, on a déjà eu, surtout des étudiants, mais ce sont des gens qui à la fin de leur cursus ont dû bouger et vu que c'est compliqué d'être adhérents dans une structure sans être jamais là, malheureusement ils sont partis. Mais non, c'est beaucoup plus compliqué de toucher des gens aussi loin puisque quand l'association est à 110-130 kilomètres de chez toi... pareil on en revient à la problématique que j'avais dix ans en arrière avec Lille. Lille, c'est à 50 bornes, moi ça me fait chier de faire 100 bornes aller-retour pour une action. Donc je comprends la complexité pour les gens qui habitent loin de venir régulièrement jusqu'à Arras même si c'est bien desservi. C'est un coût, c'est du temps. En projection, dans les prochaines semaines, prochains mois d'ailleurs, on va tenter de monter une antenne à Béthune, et une antenne à Boulogne-sur-Mer. Comme ça au moins on coupe en trois le département et ça sera beaucoup plus simple. Mais bien sûr la pérennité de ces antennes dépendra des locaux, qu'ils s'y intéressent et s'y investissent parce que nous forcément on va initier la chose, mais habitant Arras on va pas faire des allers-retours systématiquement dans ces deux villes. »

Extrait d'entretien n° 13 : Florent



Carte 13 : Lieux mobilisés lors d'événements organisés par l'association LGBT+ d'Arras

Ces cas d'étude, sélectionnés chacun pour leurs spécificités, permettent de mettre en évidence les spatialités à l'œuvre au sein des milieux associatifs. Comme énoncés précédemment, plusieurs

critères sont déterminants dans le développement des actions associatives. Bien qu'important dans la pérennité financière et la visibilité des structures, les relations avec les pouvoirs publics locaux seuls ne permettent pas de déterminer la capacité d'une association à s'implanter sur le territoire. De la même manière, dans un contexte où la grande majorité des associations ne disposent pas d'un lieu physique permanent, le tissu commercial LGBT+ local (ou son absence) ne suffit pas à juger des potentialités à l'établissement de lieux homosexuels sur le territoire.

En effet, dans toutes les villes étudiées, des partenariats sont mis en place avec les structures associatives ou commerciales locales, même hors du milieu LGBT+, et la publicité des événements qui ont lieu dans ces cadres est la plupart du temps faites par les propriétaires des lieux sur leurs réseaux sociaux. Ces pratiques vont à l'encontre d'une vision totalement binaire des lieux, dans ce cas, soit hétérosexuels, soit homosexuels, en mettant en évidence le caractère parfois incohérent et imprévisible de la sexualité des lieux (Hubbard, 2008). Dans ce contexte, la prise en compte des temporalités apparaît essentielle tant certains lieux homosexuels ne le sont que durant l'espace de quelques heures, ou d'une soirée, les rendant d'autant plus complexes à saisir et identifier (Prieur, 2015).

7.4 Les pratiques individuelles créatrices de lieux homosexuels

7.4.1 Le domicile : un lieu homosexuel ?

Alors que ce que l'on peut définir comme des lieux homosexuels a souvent été limité aux lieux accessibles à tous, on peut se demander dans quelle mesure les lieux privés, tels que le domicile des individus peut lui-aussi constituer un lieu homosexuel. En effet, certaines démarches, comme le fait d'accueillir des événements associatifs LGBT+ chez soi, d'organiser une soirée avec des amis LGBT+ ou encore de mettre son logement à disposition des populations gays dans une optique commerciale peuvent être considérées comme contestatrices de l'ordre hétéronormatif.

Dans ce dernier cas, et particulièrement depuis l'essor des plateformes de mises en relation des particuliers pour la location de logements de courte durée, la sécurité des minorités sexuelles est devenue un enjeu qui a favorisé l'émergence d'entreprises proposant des services *gayfriendly*. Dans le cas du site MisterB&B (équivalent LGBT+ du site AirBnB), plutôt que la démarche commerciale, ce qui nous intéresse ici est avant tout la démarche individuelle qui permet à des individus LGBT+ (mais au regard des profils, principalement des hommes homosexuels) de faire de leur domicile un lieu d'hébergement³⁵ *safe*, en théorie, à l'abri de l'hétéronormativité, où peuvent avoir lieu plus facilement certaines pratiques populaires chez les populations homosexuelles (dans ce cas, par exemple le naturisme et la drague masculine).

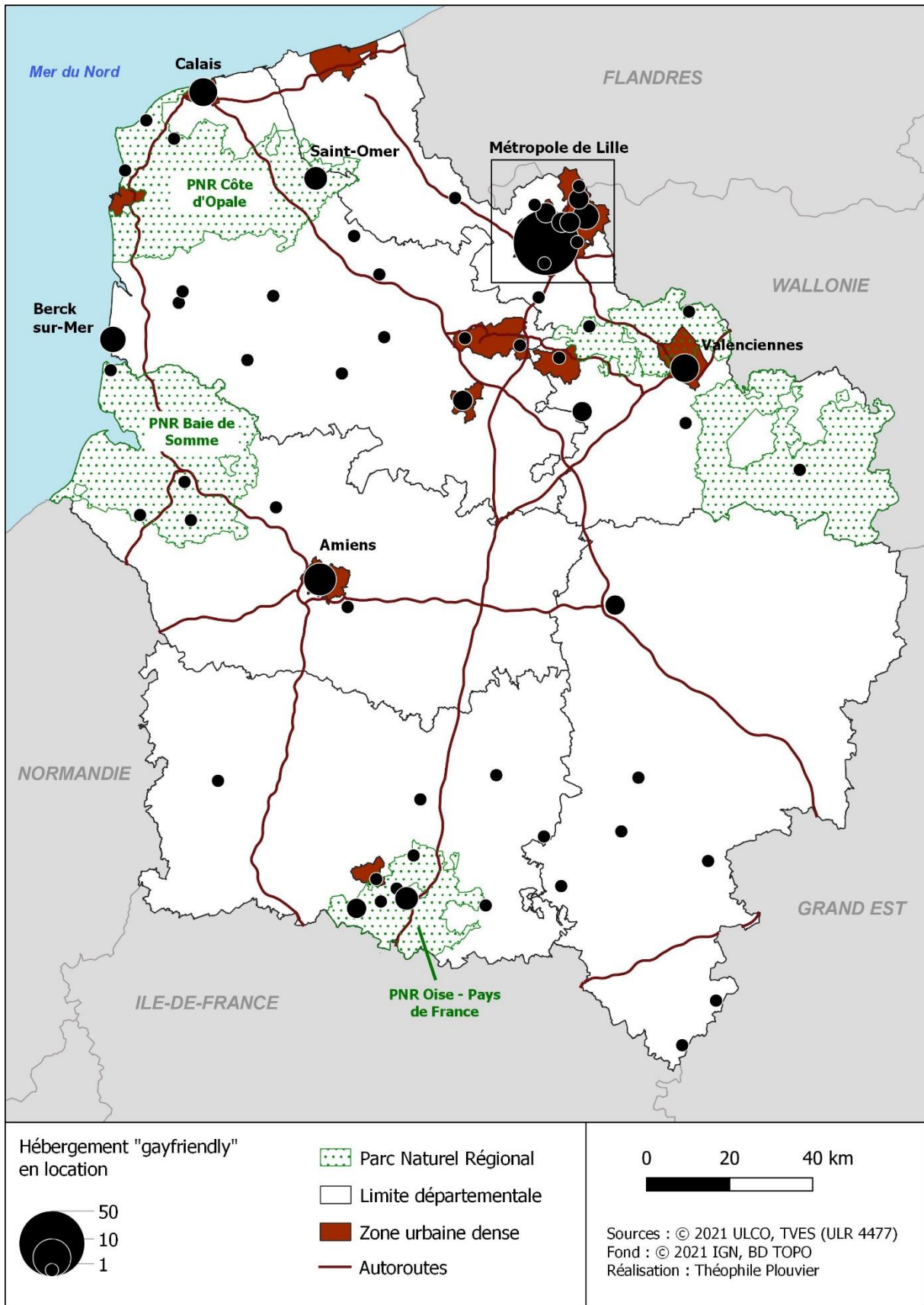
Aux premiers abords, il semble que la répartition des logements sur le territoire régional est fortement corrélée aux zones les plus touristiques (Carte 14). On retrouve ainsi bien entendu les grandes métropoles de la région, comme Lille et Amiens qui constituent les principales

³⁵ Contrairement au site AirBnB qui s'est largement professionnalisé ces dernières années avec le foisonnement de logements destinés uniquement à un usage locatif, la plupart des logements proposés dans la région via MisterB&B sont « chez l'habitant », c'est-à-dire que le locataire cohabite avec son hôte durant son séjour.

destinations de tourisme urbain, mais également des espaces rattachés à un tourisme de nature ou balnéaire, notamment dans les grands Parc Naturels Régionaux : celui de la Baie de Somme, de la Côte d'Opale, ou encore de l'Oise. C'est également le cas sur le littoral, à Calais, ou dans la station balnéaire de Berck-sur-Mer. De ce fait, plus de 40% des hébergements recensés sont localisés en dehors des zones urbaines denses de la région, dont la moitié en zones rurales. De nombreux hôtes mettent à disposition leur logement dans des espaces reculés, dans l'arrière-pays du Pas-de-Calais par exemple, mais aussi dans le sud de l'Aisne et de l'Oise à proximité de monuments remarquables comme les châteaux de Chantilly et de Pierrefonds.

Ces données mettent en lumière les potentialités de lieux non-hétéronormatifs que représentent le domicile des individus homosexuels. Alors que ces potentialités sont plus facilement visibles dans les grandes villes et plus particulièrement dans certains quartiers gays où la proportion de foyers homosexuels est au moins partiellement connue (Gates, Ost, 2004), elles sont encore largement sous étudiées dans les espaces périphériques, notamment par manque de connaissances des populations homosexuelles qui y habitent.

Dans ce contexte, le fait de mettre en location son propre logement en tant que personne homosexuelle, et à destination de personnes homosexuelles, est un acte particulièrement fort puisqu'il apporte dans un lieu privé, pourtant généralement rattaché au domaine de l'intime, une composante publique, d'une part via les personnes accueillies, d'autres parts à travers l'environnement local, le voisinage, la famille, pour qui l'identité sexuelle du lieu peut alors devenir visible.



Carte 14 : Répartition régionale des logements *gayfriendly* recensés sur la plateforme MisterB&B

On ne peut cependant ignorer la nature marchande de la démarche. En ce sens, ces données présentent une certaine ambivalence qui s'exprime à travers la diversité des situations rencontrées. Alors que certains hôtes utilisent clairement la plateforme pour faire s'entremêler les aspects sociaux et commerciaux de la démarche, par le fait de ne louer qu'une partie de leur logement et en mettant l'accent sur la convivialité, d'autres transforment leur logement en des lieux exclusivement commerciaux sur le modèle de la plateforme AirBnB. Dans ces derniers cas, la composante *gayfriendly* est questionnable tant les contacts entre l'hôte et les clients sont réduits, voire inexistant.

Bien qu'il soit complexe de différencier ces deux types de démarches en n'ayant accès qu'aux données publiques de la plateforme, certains indices peuvent nous éclairer. Tout d'abord la nature des logements : en différenciant les logements « entiers » des logements « partagés », on peut ainsi avoir un aperçu du positionnement des hôtes. Dans le cas des logements partagés (nommé « chambre privée » ou « espaces partagés » sur la plateforme), qui consistent la plupart du temps à ne louer qu'une chambre tandis que l'hôte continue de vivre au sein du logement, on peut supposer que cela s'inscrit, au moins en partie, dans une volonté de sociabilisation.

Type de logement mis en location	Lille	Périphérie
Logements entiers	31%	33%
Logements partagés	69%	67%

Tableau 16 : Types de logements *gayfriendly* proposés à la location sur la plateforme MisterB&B

Sur cette logique, on aurait pu s'attendre à ce que les grandes villes touristiques avec une forte pression immobilière, comme Lille, soient davantage caractérisées par une part importante de locations de logements entiers, pouvant traduire dans un même temps des démarches d'investissements locatifs. En revanche, les données recueillies ne vont pas dans ce sens et présentent des proportions similaires de logements entiers entre la ville de Lille et le reste de la région (Tableau 16). Cela s'explique notamment par l'existence, dans les zones à faible densité de population, par des démarches commerciales spécifiques, comme la présence de nombreux gîtes ruraux, qui sont considérés par la plateforme comme des logements entiers.

Dans un deuxième temps, les descriptions des logements ainsi que les commentaires laissés par les clients passés permettent d'identifier les hôtes de détachant d'une logique uniquement commerciale. Pour ceux-ci, on remarque notamment la distinction entre la dimension marchande (l'accès au logement) et les « à côté » effectués à titre gracieux : les moments « chaleureux » cités par certains clients, la visite des environs, ou encore la prise de repas en commun (Figure 35).

À propos du logement

Chambre privée dans une maison de maître de 1905, intérieur Design, décoration soignée et jardin privé de 800 m2 paysagé avec soins.

Vous disposerez d'une chambre privée à l'étage, d'une salle de bain en rez de chaussée.

Vous aurez accès aux pièces à vivre communes de la maison (+/- 130 m2).

Note : Nous avons un chien et un chat :)

La maison est situé dans un petit village isolé au calme, déplacement en voiture nécessaire, à plus ou moins 10 Minutes des plages et des stations balnéaires du Touquet paris plage, de Stella plage, de Merlimont plage et de Berck plage



Séjour en août 2022

Publié le août 07 2022

Signaler

Le couple de [redacted], le chat et les poissons sont adorables. j'ai été reçu comme chez des amis [redacted] sont serviables et de bon conseils pour un séjour touristique sur cette magnifique côte. J'ai eu l'occasion et la chance de pouvoir partager quelques moments chaleureux avec eux qui me laisseront des souvenir à jamais gravé en moi. Pour ma première expérience chez des hôtes je suis comblé. Bravo les garçons 🍷 et merci 🙏 Je vous conseille vivement cette adresse et j'espère pouvoir y revenir.

Figure 35 : Description d'un logement et commentaire d'un ancien client sur la plateforme MisterB&B

Source : impression écran effectuée le 16/03/2023 sur <https://www.misterbandb.com/fr>

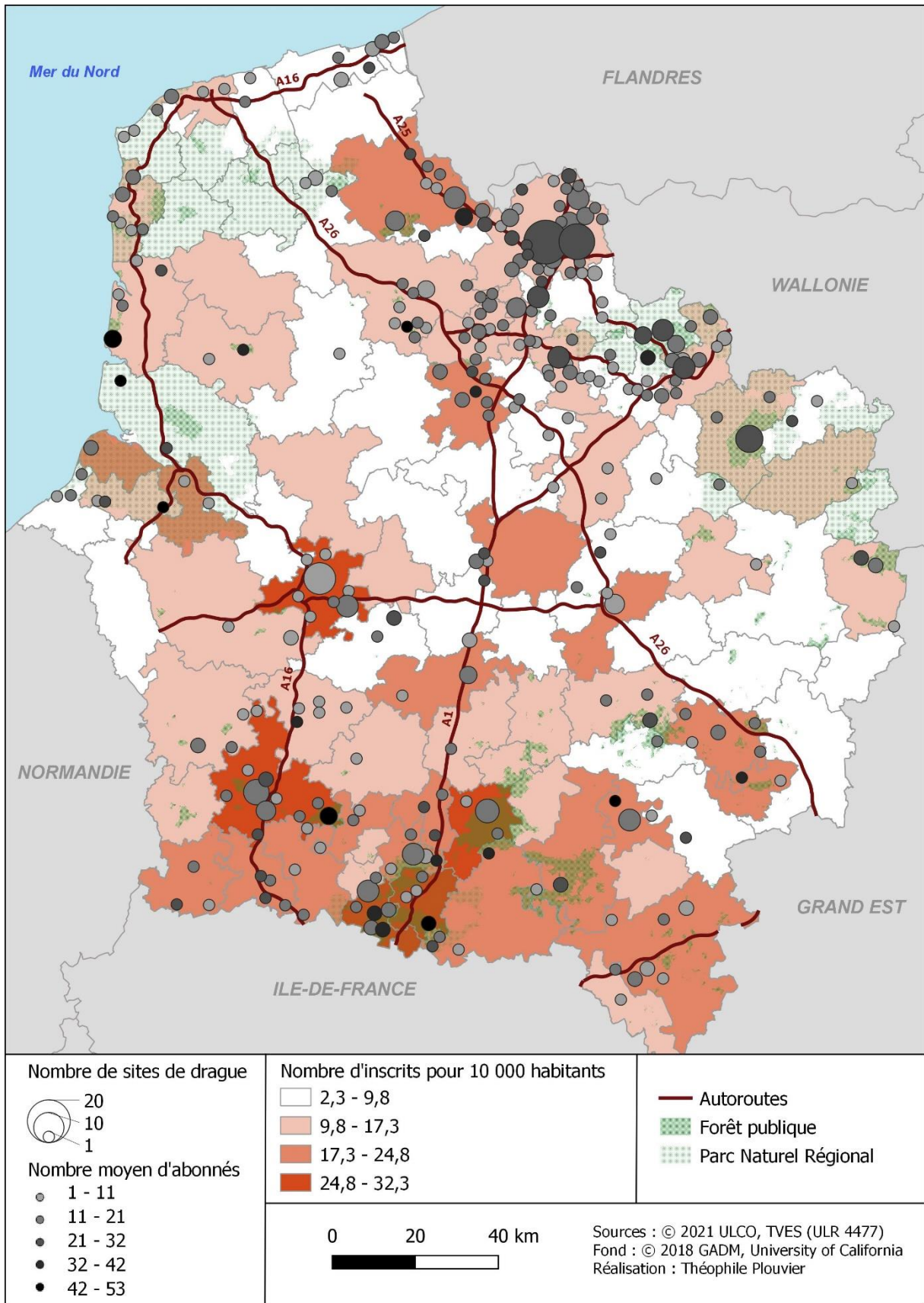
Plus largement, on pourrait se demander dans quelle mesure le concept d'« habiter » peut permettre d'identifier des lieux homosexuels. Dans la mesure où « habiter », c'est aussi imprégner le lieu de sa propre identité et de ses pratiques, les domiciles des individus homosexuels pourraient ainsi être considérés comme autant de lieux homosexuels, avec bien entendu une gradation basée sur l'intensité de l'identité de chacun et de sa dominance dans le foyer. Sur ce schéma, le foyer d'un couple d'hommes qui se transformerait régulièrement en lieu de sociabilité homosexuel ne serait bien sûr pas comparable au foyer familial d'un adolescent homosexuel. La nuance se situant au niveau d'une micro-géographie du domicile permettant de caractériser chaque pièce en fonction de l'identité sexuelle dominante qui les imprègne. Néanmoins, à défaut d'avoir accès à une base de données des logements habités par des individus homosexuels, la commercialisation partielle de ces logements à destination des populations homosexuelles est un indicateur à ne pas négliger et qui permet de visibiliser la présence homosexuelle dans des territoires souvent considérés comme des « déserts gays » (Giraud, 2016).

7.4.2 Redessiner l'hétéronormativité des espaces par la drague homosexuelle dans l'espace public

Comme nous avons pu le voir à travers les pratiques ayant lieu au domicile des individus, les pratiques socio-spatiales individuelles sont potentiellement autant de marqueurs des spatialités homosexuelles. Réduite à son expression la plus terre-à-terre, l'homosexualité peut s'appréhender par l'expression des désirs homosexuels. Néanmoins, considérés dans la société comme un sujet profondément intime et privé, ces désirs sont particulièrement sensibles et difficiles à capter.

Le cas de la drague homosexuelle dans l'espace public est particulièrement représentatif de ces difficultés. En effet, la grande majorité des études concernant les lieux de drague s'est concentrée sur les participants à cette pratique via des approches *in-situ*. Or, les paramètres optimaux à l'établissement d'un site de drague dans l'espace public, à savoir, entres-autres, la discrétion, l'accessibilité limitée aux non-dragueurs et la disponibilité suffisamment grande de partenaires potentiels (Frankis, Flowers, 2005) a toujours rendu complexe l'identification de tels lieux. Il est probable que cela a favorisé le centrage des études sur les sites les plus connus, et donc les plus fréquentés, en particulier dans les grandes villes.

Il n'est donc pas anodin qu'une des entrées privilégiées par les travaux traitant de la sexualité soit les approches *ex-situ* et par l'intermédiaire du numérique (EPGL, Net Gay Baromètre, etc.). Dans le cas de cette approche via la fréquentation d'un site internet, l'anonymat que confère internet permet aux dragueurs de déclarer plus facilement la fréquentation d'un lieu, sans se soucier d'un risque de condamnation ou de dévoilement de pratiques sexuelles gardées jusqu'ici secrètes. Concernant l'accès aux informations, le recueil de données sur un site de rencontre en ligne permet de contourner le manque de visibilité des lieux de drague publics dans certains espaces reculés. Il devient, de cette manière, possible de prendre connaissance de l'existence potentielle de lieux qu'il n'aurait pas été possible de découvrir autrement à moins d'une enquête très fine menée sur le territoire. Enfin, dans la caractérisation des usagers, l'analyse de données en ligne récoltées de manière indirecte permet une autodéfinition par les usagers de leurs identités et désirs sexuels avec un contrôle social moindre. Cela permet notamment l'accès à des individus qui n'auraient pas nécessairement accepté d'être interrogés directement sur les lieux de drague, ou qui ne se sentiraient pas concernés par les enquêtes en ligne, généralement perçues comme à destination d'un public gay.



Carte 15 : Lieux de drague masculine dans l'espace public

Sans surprises, la métropole lilloise ainsi que les territoires les plus peuplés rassemblent de très nombreux sites de drague. Les communes de Lille (21) et de Villeneuve d'Ascq (14) comportent le plus grand nombre de sites (Carte 15). Néanmoins, certains territoires, le long des axes autoroutiers, sur le littoral et à l'intérieur des espaces naturels (forêts publiques ou parc naturels régionaux), présentent une densité de sites et de fréquentation particulièrement forte comparée à la population environnante.

L'A25 et l'A23, reliant respectivement Dunkerque et Valenciennes à Lille comportent ainsi plusieurs lieux réputés dont les aires de Steenwerck sur l'A25 (87 abonnés) et l'aire de Millonfosse sur l'A23 (47 abonnés) toutes deux recensées de longue date sur les guides Spartacus et Petit Futé (2008). L'étude de l'origine géographique des personnes abonnées au site de l'aire de Steenwerck confirme les travaux menés auparavant sur les aires d'autoroute (Corzine, Kirby, 1977 ; Gaissad, 2020). On retrouve en effet une fréquentation locale provenant majoritairement des communes alentours ou situées le long de la portion d'autoroute (Lille, Armentières, Bailleul) avec une forte part d'individus provenant de communes de moins de 20 000 habitants (52%). De plus, l'expression de fantasmes liés au fait d'entretenir des rapports sexuels avec des routiers ou des ouvriers du BTP est récurrent sur le profil des abonnés, ce qui semble confirmer l'idée d'une fréquentation mixte, mêlant professionnels de passage et résidents locaux.

Sur le littoral, la plage naturiste de Berck se démarque avec une fréquentation très importante. Le site est par ailleurs réputé depuis de nombreuses années et jouit d'une visibilité internationale en étant recensée dans le guide *Spartacus*. Cette réputation dépasse largement les limites du milieu gay puisque les conflits d'usage entre naturistes et dragueurs alimentent régulièrement la presse locale³⁶. Ce type de lieu se démarque par un éloignement conséquent aux principaux foyers de populations, suggérant une aire d'attractivité plus large, ne se réduisant pas aux seuls riverains. L'analyse en détail d'un des sites situés à Berck soutient en effet cette hypothèse. Parmi les 46 inscrits, seuls 30% d'entre eux résident dans le département du Pas-de-Calais tandis que 30% viennent d'autres départements de la région, et 40% d'autres régions, en particulier d'Ile de France. On retrouve ici le schéma typique de fréquentation déjà observé sur les lieux de drague littoraux :

« Bien sûr, l'horizon côtier des Pyrénées méditerranéennes connaît aussi l'assaut épisodique des masses en villégiature, et à intervalles réguliers dans l'agenda annuel, l'étroitesse des réseaux de dragueurs d'origine locale se dissout dans la multiplication momentanée des opportunités sexuelles » (Gaissad, 2020, p.143)

A l'intérieur des terres, certains lieux reculés et loin des grands axes de circulation se démarquent par une fréquentation importante. Par exemple, le lieu de drague de la commune de La Neuville-en-Hez (995 habitants), rassemble 84 inscrits, soit le 3^{ème} de la région en nombres d'abonnés. Dans l'Aisne, Vauxrezis (332 habitants) dénombre sur son unique lieu de drague 53 abonnés. Enfin, la forêt de Mormal située sur la commune de Locquignol (370 habitants) comporte à elle seule 8 lieux avec une moyenne de 24 abonnés. D'une manière semblable à l'aire d'autoroute de Steenwerck, la provenance géographique des abonnés au site de La Neuville-en-Hez est majoritairement locale avec près de 3 abonnés sur 4 habitant le département de l'Oise,

³⁶ <https://www.lesinrocks.com/actu/berck-sur-mer-la-difficile-cohabitation-entre-nudistes-libertins-et-textiles-175554-27-07-2017/>

notamment les agglomérations de Beauvais et de Clermont. Une des particularités est cependant l'intérêt d'individus habitant l'Île de France (hors Paris) puisque ceux-ci représentent plus de 10% des abonnés.

En s'intéressant de plus près à la typologie des lieux de drague (Graphique 7), on peut remarquer qu'une grande majorité d'entre eux mettent en avant des caractéristiques périurbaines, voire non urbaines, notamment : la composante « naturelle », l'accessibilité, et enfin le rapport à la nudité.

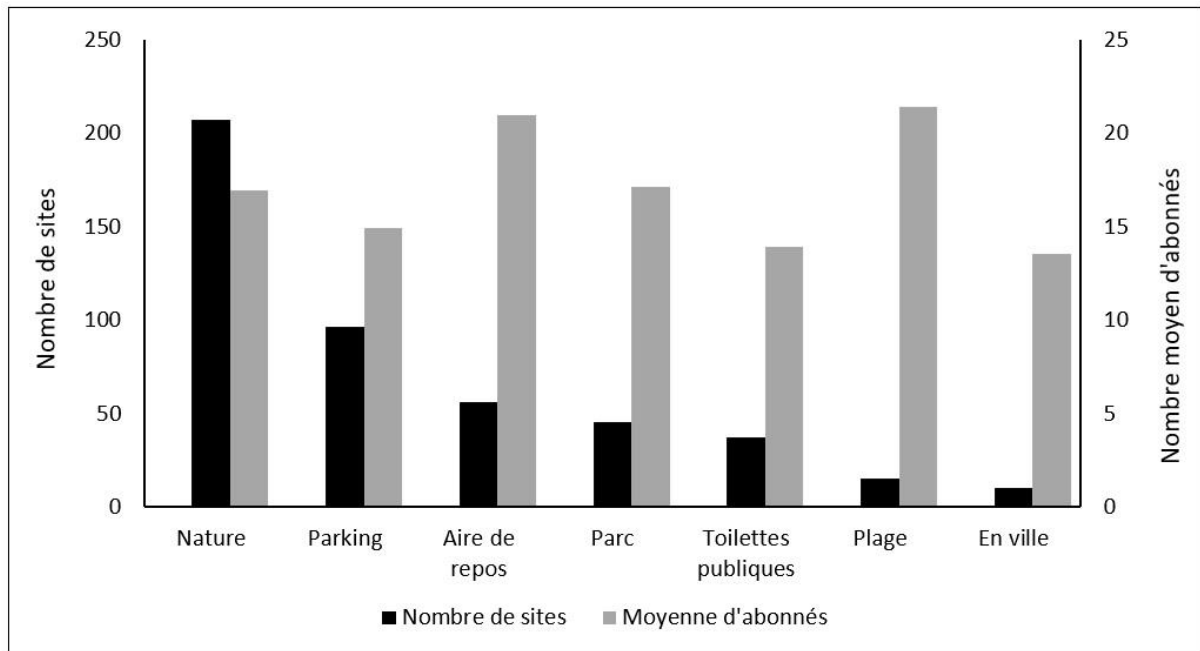
Dans le premier cas, la majorité des lieux (n = 267) intègre cette composante « naturelle », qu'elle soit authentique, dans le cas des espaces boisés et des plages avec cordon dunaire, ou artificielle dans le cas des parcs urbains. D'autres lieux peuvent également comporter ce lien avec la nature, notamment les aires de repos ou les parkings lorsqu'ils sont attenants à des espaces boisés.

Dans le deuxième cas, on retrouve des lieux fortement liés à l'utilisation de la voiture et aux thématiques des mobilités de manière générale comme les parkings et les aires de repos (n = 152). Leur fréquentation peut ainsi constituer le but principal d'un déplacement, mais également s'inscrire dans le cadre d'une mobilité plus large, en lien par exemple avec les déplacements professionnels. Dans le cas des parkings, ceux-ci sont le plus souvent localisés dans des grandes surfaces commerciales à l'écart des centres-villes, permettant ainsi des facilités d'accès et de stationnement aussi bien pour les dragueurs locaux que pour ceux venant des communes voisines.

Enfin, le troisième cas met en relation des lieux bien moins répandus où la visibilité des corps est accentuée et la nudité y est davantage acceptée. C'est le cas des plages, en particulier lorsque le naturisme y est toléré, et les toilettes publiques (n = 52). Les toilettes publiques, dont la nomination est trompeuse concernent en réalité le plus souvent des sanitaires présents dans des complexes commerciaux ou établissements publics (grandes surfaces, cinémas, cités universitaires).

En termes de fréquentation, les plages et les aires de repos apparaissent les plus prisées par les dragueurs avec une moyenne de 21 abonnés. Cela peut s'expliquer, pour les plages, par la rareté et la spécificité de ce type de lieux dont seulement 15 ont été recensés dans la région. De plus, l'autorisation des pratiques nudistes demeure un critère primordial pour expliquer les différences de popularité des sites. En effet, parmi les 15 sites de plages recensés, les plus fréquentés concernent les plages de Quend et de Berck-sur-Mer où le nudisme y est toléré. Ils concentrent à eux trois plus d'abonnés que les 12 autres lieux référencés de ce type. Les aires de repos, bien plus communes, sont fortement contraintes par le réseau autoroutier régional et la fréquentation de celui-ci, ce qui peut justifier une pratique importante de la drague sur les axes où les mobilités pendulaires et le transport de marchandises sont conséquents. Avec une moyenne de 17 abonnés, les lieux de nature et les parcs sont également très fréquentés. Si le terme de « parc » fait généralement référence aux parcs urbains, les espaces de « nature » regroupent des catégories de lieux très diversifiées. On y retrouve par exemple des zones boisées, des parcs urbains dont l'aménagement apparaît moins structuré comme les jardins paysagers, mais également des infrastructures peu fréquentées voire abandonnées dans un cadre végétalisé (châteaux d'eau, ruines, bâtiments à l'abandon, etc.). Au-delà de la caractéristique naturelle des

lieux, cette catégorie reflète principalement des lieux, au moins en apparence, peu ou plus fréquentés par l'homme.



Graphique 7 : Types et fréquentation des lieux de dragage masculines dans la région Hauts-de-France

Par les espaces qui sont ainsi investis et détournés à des fins sexuelles, on retrouve toute la pertinence d'une approche des lieux homosexuels via les pratiques. En effet, la structuration de ces espaces en lieux se fait par l'intelligibilité de ceux-ci en tant que lieux de pratiques homosexuelles. Pour reprendre l'exemple de Theodore Schatzki (1996) que nous avons cité dans la partie 1.2.2, de la même manière qu'un arbre, par la pratique, peut être considéré comme un lieu sur lequel on peut grimper, ici, un parking, un bosquet, un fourré peut devenir un lieu dans lequel on peut avoir des relations sexuelles avec d'autres hommes à partir du moment où il est intelligibilisé comme tel par un certain nombre d'individus. La pratique est donc ici centrale dans la formation des lieux, un même espace pouvant être un lieu de balade (dans le cas des parcs par exemple) pour certains, et un lieu homosexuel pour d'autres.

Conclusion du chapitre 7

Dans ce chapitre, nous voulions, à partir de sources et de conceptions très diverses ce que l'on peut considérer comme un lieu homosexuel, mettre en évidence les différentes formes de présences et d'appropriations spatiales par les individus homosexuels (et plus largement *queer* dans certains cas). Il apparaît que selon le type d'indicateurs retenus, le paysage régional se présente comme très nuancé.

L'approche par les commerces homosexuels met largement en avant la ville de Lille et les autres zones densément peuplées de la région mais interpelle néanmoins sur la fragilité du tissu commercial communautaire matérialisée par un important *turn-over*. D'autres indicateurs comme les associations *queer* et les lieux de drague masculine mettent au contraire en avant l'implantation dans les territoires en dehors de la métropole lilloise avec l'investissement d'espaces, à priori, hétérosexuels. Cela est d'autant plus marqué concernant la drague dont la pratique favorise des composantes non urbaines du paysage, comme les zones naturelles et littorales.

D'autre part, on a pu se questionner sur la potentielle prise en compte du domicile des personnes homosexuelles comme des lieux homosexuels via la pratique qui consiste à mettre en location son logement à destination d'autres individus homosexuels. Bien que les données soient ici très parcellaires, elles interrogent concernant la publicité qui peut être faite autour d'espaces habituellement perçus comme profondément privés.

La pertinence de l'échelon régional apparaît ici forte dans la mesure où cet échelon a permis de contextualiser chaque indicateur proposé. On a de ce fait pu appréhender l'importance des contextes locaux, en particulier la position relative des villes les unes avec les autres, de leurs caractéristiques culturelles propres, mais aussi des paysages. Tous ces éléments, bien qu'ils ne soient pas universellement significatifs selon les pratiques et les lieux étudiés permettent en revanche, une fois combinés, de dresser un panorama plus juste des différentes formes de présences et d'expressions homosexuelles sur le territoire.

On a notamment pu voir comment la gestion de la visibilité pouvait être protéiforme et bien plus complexe qu'une opposition binaire entre des pratiques et des lieux visibles et d'autres invisibles. Alors que certains lieux privés mobilisent des marqueurs spatiaux identitaires pour manifester leur présence sur le territoire (notamment les commerces LGBT+ par leur référencement ou leur devanture, ou encore les hôtes *gay-friendly* en s'affichant comme tels dans l'espace numérique), d'autres jouent des caractéristiques publiques de l'espace pour être visibles sans pour autant publiciser, ou tout du moins, en laissant planer le doute sur l'identité sexuelle de ses participants (les lieux de drague, et certaines pratiques associatives).

CHAPITRE 8

AFFINER LA CONNAISSANCE DES SPATIALITES DES POPULATIONS HOMOSEXUELLES EN HAUTS-DE-FRANCE : L'APPORT DE METHODES COMPLEMENTAIRES MULTIPLES ?

Travailler sur des échantillons de convenance est souvent décrié au sein de la communauté scientifique. L'impossibilité de généraliser les résultats, les nombreux biais liés à l'auto-sélection des répondants, ou encore aux canaux de diffusion privilégiant une certaine partie de la population, sont autant de freins qui, de manière encore plus flagrante concernant les populations homosexuelles, poussent les chercheurs à se replier sur des méthodes qualitatives.

Il me semble néanmoins que les méthodes quantitatives basées sur des échantillons de convenance ont encore toute leur place dans la « boîte à outil » du chercheur en sciences sociales. En effet, en l'absence de recensement concernant l'orientation sexuelle de la population, toute volonté de représentativité serait illusoire, pire encore, si celle-ci se faisait, elle se fonderait sur un postulat très fort (et non vérifiable) qui est que la distribution de la population homosexuelle serait identique à celle de la population générale.

Ce chapitre vise à présenter les résultats d'une approche quantitative des individus homosexuels et des violences homophobes à l'échelle régionale. Par ce biais, on a pour objectif d'affiner la connaissance des spatialités homosexuelles tout d'abord en caractérisant une partie de la population homosexuelle locale, puis en s'intéressant aux différents préjugés homosexuels répertoriés dans les Hauts-de-France.

En accord avec la méthodologie de passation, les réseaux de diffusion, et les structures sollicitées (voir chapitre 5), on se concentrera majoritairement sur une population jeune et étudiante manifestant des attirances homosexuelles. Loin de prétendre à une prise en compte exhaustive de ces individus, on s'attardera particulièrement à explorer les spécificités présentées dans cet échantillon, au travers, par exemple, des lieux de vie, des mobilités, des pratiques de sociabilités.

Au-delà d'un affinement conséquent des connaissances, la caractérisation de cet échantillon constituera dans un même temps un retour méthodologique sur les individus qu'il est possible d'atteindre via la démarche mise en place : quels types d'individus ont décidé de répondre au questionnaire ? Quelles caractéristiques communes ou différentes ont-ils avec les échantillons d'autres enquêtes ?

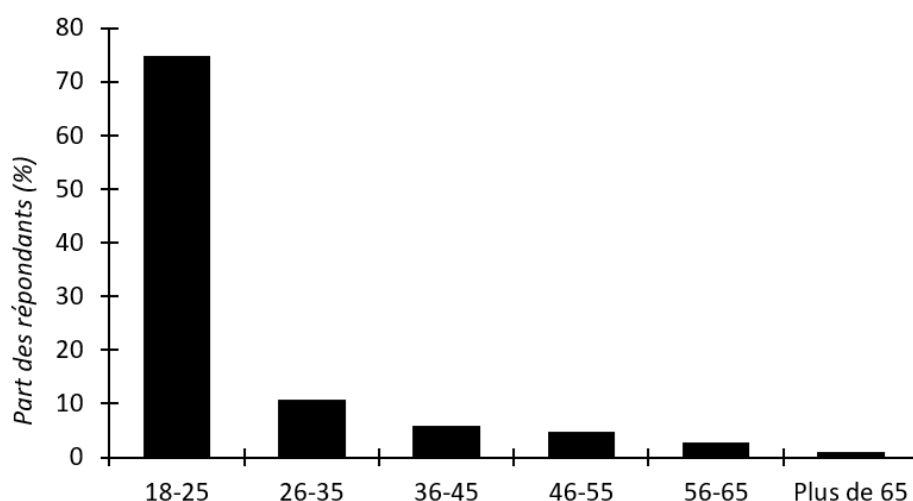
Concernant la spatialisation des préjugés, on s'intéressera principalement à faire communiquer des bases de données issues de différents organismes. En l'absence d'une prise en compte centralisée des actes homophobes, cela pourra, de manière pertinente, amorcer une réflexion sur les avantages et inconvénients de chaque méthode de recueil, et sur un premier panorama de la localisation des préjugés sur le territoire régional.

8.1 Enquête 3H : Profils et environnements socio-sexuels

8.1.1 Une population jeune qui questionne le binarisme des orientations sexuelles

Catégories d'âges

La répartition par âge des répondants est fortement impactée par les canaux de diffusion de l'enquête. Le milieu universitaire régional ayant été le principal diffuseur (60% des réponses provenant de celui-ci), la part des 18-25 ans dans l'échantillon est ainsi largement dominante avec plus de 70% des répondants (Graphique 8). Cette surreprésentation, bien que plus limitée, est également présente en dissociant les répondants issus du milieu universitaire de ceux contactés par d'autres biais, avec près de 40% de l'échantillon composé d'individus dans la tranche 18-25 ans (Graphique 9). Alors que les individus jeunes sont systématiquement surreprésentés dans les enquêtes concernant les populations homosexuelles (environ 80% de moins de 40 ans dans les EPGL et l'enquête MobGay : Blidon, Guérin-Pace, 2013), il est fort probable que dans ce cas, les canaux de diffusion puissent être mis en cause, notamment l'usage massif des réseaux sociaux, y compris dans le cadre de la diffusion par les associations LGBT+.



Graphique 8 : Age des répondants à l'enquête 3H

Catégorie d'âge	Part des répondants (%)	
	Echantillon universitaire (N= 438)	Echantillon autre (N= 279)
18-25	97	40
26-35	3	24
36-45	0	14
46-55	0	12
56-65	0	7
Plus de 65	0	3

Graphique 9 : Comparaison de l'âge des répondants universitaires par rapport aux autres répondants

Cette orientation générationnelle de l'échantillon, bien qu'elle empêche toute possibilité de généralisation, peut à la fois constituer certains avantages et inconvénients. D'un côté, une population jeune permet de capter la manière dont l'homosexualité est aujourd'hui découverte et vécue dans les premières années de l'entrée dans la sexualité. Au travers d'individus récemment majeurs et en prises d'autonomie vis-à-vis de l'environnement familial, il est possible d'obtenir une photographie actuelle des représentations de l'homosexualité. D'une part, par les répondants eux-mêmes dans un contexte de plus forte visibilité homosexuelle dans les discours publics et aussi d'évolution des droits (entres autres, le PACS en 1999, la pénalisation des insultes homophobes en 2004 et le mariage homosexuel en 2013), d'autres part, par l'entourage, en particulier la famille et les pairs au travers des interactions sociales décrites par les répondants.

D'un autre côté, la faible proportion d'individus âgés ou d'âge moyen occulte toute une partie des problématiques homosexuelles. Elle restreint par exemple la prise en compte des vies homosexuelles sur le temps long, dans une perspective historique (voir par exemple l'impact de l'évolution des droits sur les individus qui ont vécu ces changements sociétaux), mais limite aussi l'observation des disparités dans l'expression des identités ou des pratiques sexuelles en fonction

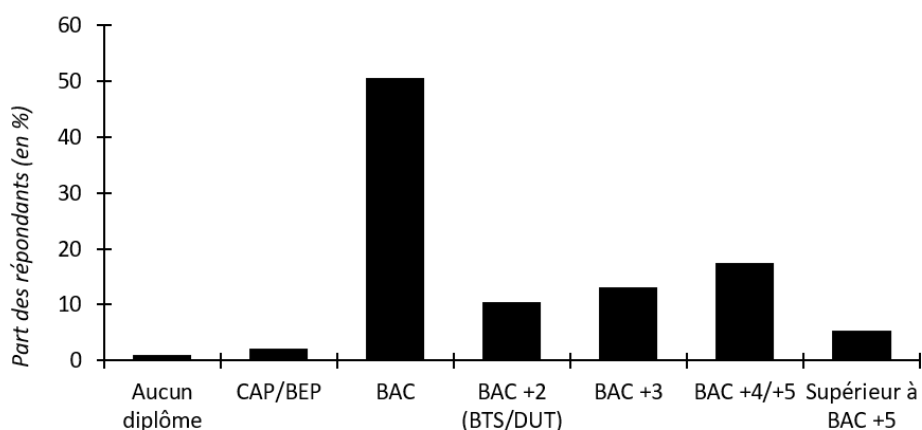
de l'âge. La question émergente du vieillissement en tant qu'LGBT+ ne peut ainsi qu'être très peu abordée malgré la mise en évidence de réelles problématiques liées aux représentations âgistes dans les milieux homosexuels (Alessandrin, 2019).

Niveau d'étude et situation professionnelle

De la même façon que pour les catégories d'âges, les canaux de diffusion de l'enquête se répercutent sur le niveau d'étude et la situation professionnelle des répondants. Une large majorité d'entre eux sont ainsi étudiants (70%) et plus de 50% n'ont à l'heure actuelle pas dépassé le niveau du baccalauréat (Graphique 10). Ce dernier paramètre est intéressant puisqu'il indique qu'une majorité des étudiants sont en début d'études universitaires. Les individus fortement diplômés (supérieur à BAC+2) composent près de 40% de l'échantillon, ce qui correspond aux proportions que l'on observe actuellement en population générale dans la catégorie d'âge supérieure³⁷. Par rapport aux précédentes enquêtes de ce type, on retrouve le même biais concernant le niveau d'études, il est cependant ici d'autant plus marqué que les répondants d'un niveau inférieur au baccalauréat sont très peu nombreux (3% contre 15 à 20% dans les EPGL : Velter et al., 2007).

Lorsque l'on se concentre exclusivement sur la population contactée par d'autres biais que l'université (Graphique 11), on retrouve également une répartition semblable aux EPGL avec néanmoins toujours une surreprésentation étudiante (23% contre 13% dans l'EPGL de 2011), et une part plus faible des professions supérieures (33% contre 40% dans EPGL 2004) et intermédiaires (8% contre 25%), et des ouvriers (1% contre 6,4%).

³⁷ En 2021, 38% des 25-34 ans ont un diplôme supérieur à BAC +2 (INSEE, Enquête emploi : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2416872#figure1_radio2)



Graphique 10 : Niveau d'étude des répondants à l'enquête 3H

Catégorie professionnelle	Part des répondants (%)	
	Echantillon universitaire (N= 438)	Echantillon autre (N= 279)
Artisan, commerçant ou chef d'entreprise	0	4
Cadre et profession intellectuelle supérieure	0	33
Employé	0	22
Etudiant	100	23
Ouvrier	0	1
Profession intermédiaire	0	8
Retraité	0	3
Sans activité	0	6

Graphique 11 : Situation socio-professionnelle des répondants à l'enquête 3H

Cette minorisation des catégories sociales les plus basses est récurrente dans l'étude des populations homosexuelles. Elle peut s'expliquer, dans le cas de cette enquête, de plusieurs manières. Il est évident que les canaux de diffusion de l'enquête sont en grande partie responsables car ils privilégient une certaine part de la population. C'est aussi le mode de passation qui biaise l'échantillon, excluant plus facilement les populations les moins diplômées et au statut social moins élevé (Fripiat, Marquis, 2010). Il serait cependant incorrect de supposer que la totalité de la population universitaire étudiée ait vocation à être, à terme, fortement diplômée. En effet, selon les statistiques nationales, moins d'un étudiant sur deux inscrits dans un cursus de licence obtiendra son diplôme dans les 3 ou 4 années suivantes³⁸. Néanmoins, il est évident que toute une partie de la population, sans diplôme, ou de diplômes inférieurs au baccalauréat est ainsi fortement minorisée dans l'échantillon.

Alors que la problématique est identifiée de longue date, les solutions semblent particulièrement complexes à mettre en œuvre dans le cadre d'une enquête quantitative. En effet, alors que les milieux gays urbains sont connus pour être fréquentés principalement par des individus au fort

³⁸ Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2021, Note flash du SIES n° 24

capital économique et culturel, les lieux de sociabilités homosexuelles rassemblant majoritairement des individus issus des classes populaires sont très peu visibles. Comme le montre les travaux de Colin Giraud dans la Drôme (Giraud, 2016), il semble en outre complexe de pouvoir atteindre les couches populaires des populations homosexuelles sans passer par des observations fines sur un territoire restreint permettant de contourner le manque de visibilité.

En revanche, de la même manière que la diffusion du questionnaire au sein des universités a permis de cibler efficacement une catégorie bien définie de la population, il serait peut-être possible en passant par un panel d'entreprises réceptives à la question homosexuelle (par exemple les signataires de la charte LGBT+ de l'association Autre Cercle³⁹) d'aller vers plus de représentativité dans les catégories professionnelles. La démarche, très chronophage à cause des multiples partenariats à mettre en place n'a pas pu être explorée dans ce travail mais nécessite d'être envisagée pour des orientations futures.

Orientations, pratiques sexuelles et amoureuses

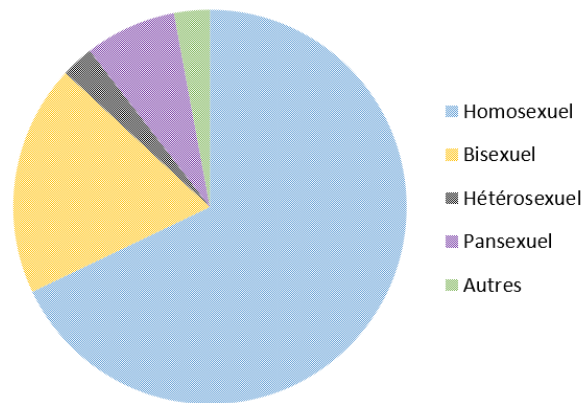
En faisant le choix de cibler les populations homosexuelles via l'angle des désirs plutôt que sur une approche identitaire, l'enquête a permis d'atteindre des individus aux identités sexuelles diverses. L'échantillon est principalement composé d'individus qui se définissent homosexuels (68%), puis dans une moindre mesure, des individus bisexuels (19%) (Graphique 12). Viennent ensuite des identités plus marginales comme les répondants pansexuels (8%), hétérosexuels (3%) ou autres⁴⁰ (3%).

Cette répartition apparaît relativement atypique en comparaison des précédentes enquêtes quantitatives françaises. En effet, les individus bisexuels sont particulièrement surreprésentés, que ce soit par rapport aux EPG (6% en 2004 ; 10% en 2011) ou par rapport à l'enquête MobGay de 2007 (10%) (Blidon, Guerin-Pace, 2013 ; Velter et al., 2013). On peut se demander s'il ne s'agit pas là d'une question d'évolution de la société dans la mesure où la proportion d'individus bisexuels semble en augmentation depuis le début des années 2000. En ce sens, peut être que la pensée *queer*, et ses manifestations grandissantes dans la sphère publique, a eu un impact sur les processus d'identification sexuelle des individus, menant à moins de binarité. L'analyse des disparités par âge semble aller dans le sens de cette hypothèse puisqu'on remarque une différence significative sur ce paramètre entre les répondants âgés de 18 à 25 ans et les autres⁴¹ (Graphique 13). Enfin, il est aussi probable que la passation de l'enquête, majoritairement par un canal non communautaire, puisse justifier en partie les différences avec les populations des enquêtes précédemment citées, qui, elles, mobilisaient systématiquement la presse et l'internet homosexuel pour la diffusion des questionnaires.

³⁹ La charte, signée par 186 grandes entreprises française engage celles-ci à promouvoir l'inclusion des personnes LGBT+ et la lutte contre les discriminations dans le milieu professionnel.

⁴⁰ Cette catégorie rassemble des identités citées la plupart du temps qu'une seule fois parmi les répondants. Il s'agit le plus souvent de variations d'identités permettant de distinguer les orientations sexuelles et romantiques (par exemple : homosexuel-bisexual ou pansexuel-homosexual) mais également d'individus ne souhaitant pas ou ne sachant pas comment se définir.

⁴¹ Test du khi² entre les variables AGE et ORIENTATION_SEXUELLE : p-value = 0,002 ; $\alpha = 0,05$



Graphique 12 : Orientation sexuelle des répondants à l'enquête 3H

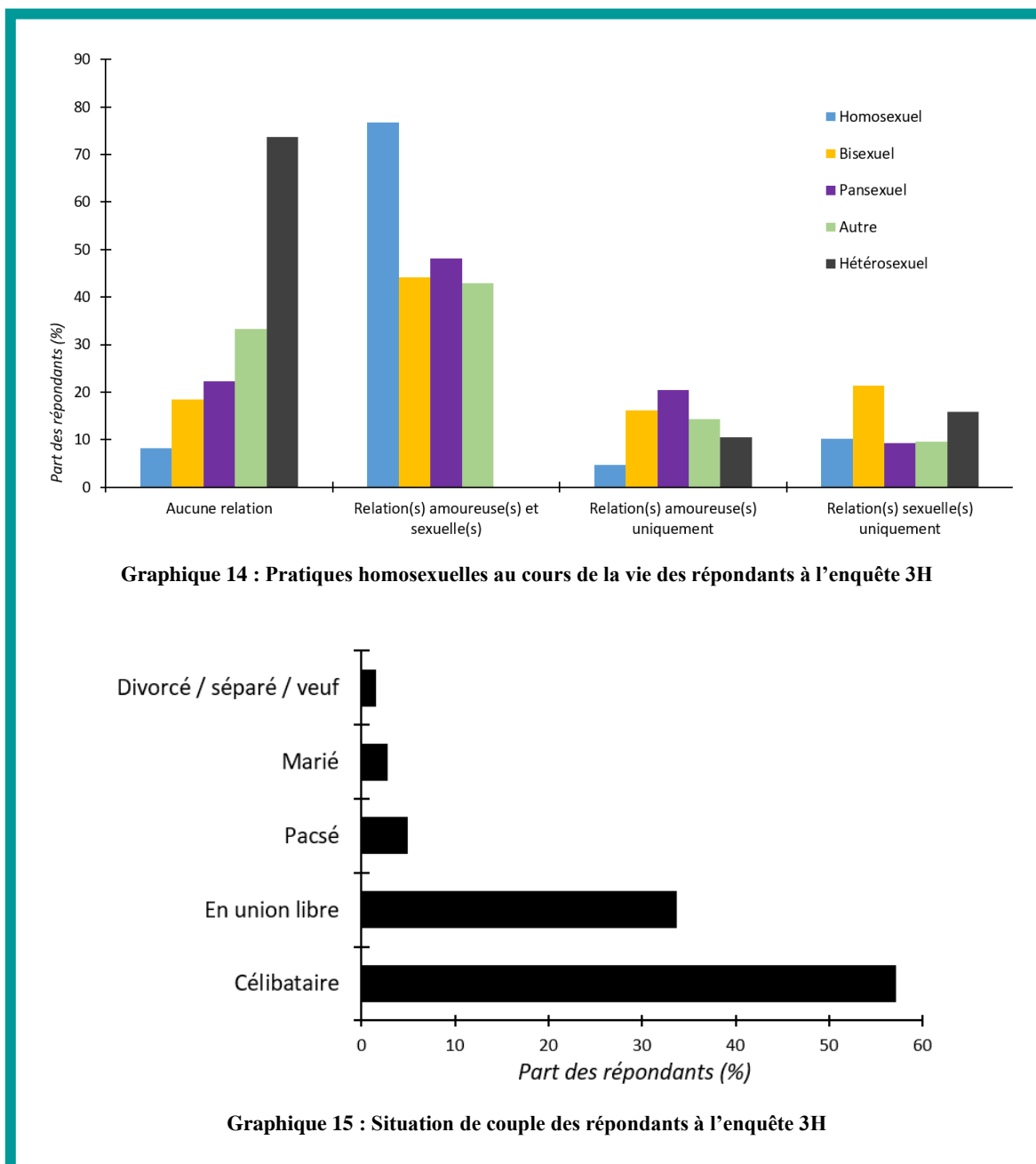
Identité sexuelle	Part des répondants (%)	
	18-25 ans (N = 537)	> 25 ans (N = 180)
Homosexuel	62	86
Bisexuel	23	8
Hétérosexuel	3	1
Pansexuel	9	3
Autres	3	2

Graphique 13 : Orientation sexuelle en fonction de l'âge des répondants à l'enquête 3H

L'analyse des pratiques homosexuelles et des relations amoureuses permet d'apporter un regard différent sur les identités sexuelles déclarées par les répondants. Il apparaît ainsi que 92% des répondants se déclarant homosexuels ont déjà eu des relations amoureuses ou sexuelles avec d'autres hommes (Graphique 14). La situation est plus nuancée pour les individus bisexuels (82%), pansexuel (78%) et « autre » (67%) pour qui l'existence d'au moins une relation homosexuelle au cours de la vie est beaucoup moins systématique. Pour ces identités-là, on remarque en particulier une distinction plus fréquente entre les pratiques amoureuses et sexuelles avec des individus n'ayant vécu que l'une ou l'autre de ces situations. Enfin, les individus qui se déclarent hétérosexuels sont très peu à avoir déjà eu des relations homosexuelles (26%).

Malgré les efforts mobilisés pour que le choix de répondre au questionnaire ne constitue pas un acte identitaire, notamment en évitant soigneusement d'employer des termes trop catégorisants, comme « homosexuel » ou « gay », il apparaît que le questionnaire a majoritairement été plébiscité par des individus s'identifiant comme homosexuels. On peut en particulier regretter la faible proportion d'individus hétérosexuels (19 individus), néanmoins ces résultats semblent aller dans le sens des études sur la bisexualité et le fait que l'existence de pratiques homosexuelles chez les hommes aboutisse dans la majorité des cas à une identification non hétérosexuelle (Trachman, Lejbowicz, 2018).

Concernant les situations amoureuses des répondants, les réponses sont très similaires aux EPGL et à l'enquête MobGay avec 57% d'individus célibataires (Graphique 15). La faible part des personnes sous contrat de couple (8%) s'explique, quant à elle, logiquement par la jeunesse de l'échantillon et le recours dans un premier temps à des unions libres.



8.1.2 Des origines sociales nuancées et des orientations politiques représentatives de la région

Au vu de la jeunesse de l'échantillon, plus que les caractéristiques des répondants eux-mêmes, ce sont surtout les variables liées à l'environnement de vie qui paraissent déterminantes. En effet, comme évoqué précédemment, la majorité des répondants entrants tout juste dans la majorité,

il apparaît primordial d'étudier les contextes familiaux qui, pour la plupart, permettent de situer les premières années de vie des individus.

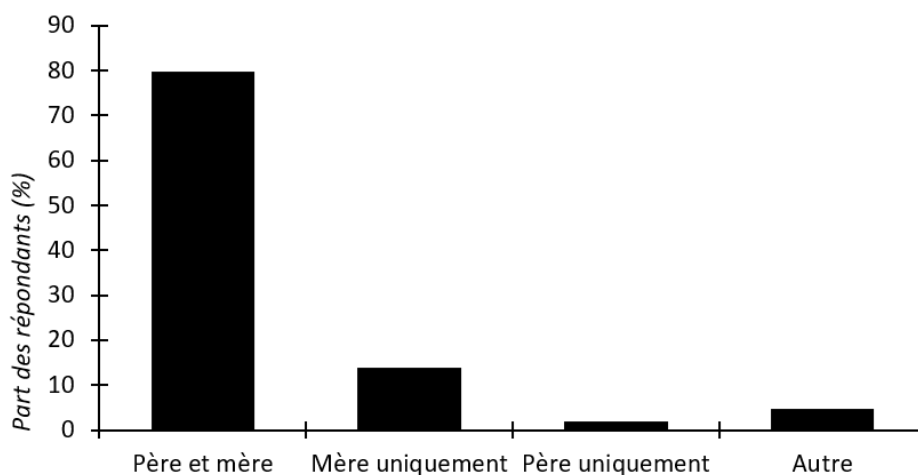
NOTE METHODOLOGIQUE :

Afin de laisser aux répondants la possibilité d'exprimer toutes sortes de configurations familiales hors des traditionnels couples père/mère, le questionnaire permettait au répondant, selon sa propre perception, de renseigner le ou les individus qu'il estime avoir été impliqué(s) dans son éducation. Pour cela, nous ne parlerons pas dans cette analyse de « parents » mais plutôt de « responsables » afin d'englober ces personnes. Dans le traitement des catégories professionnelles des responsables, dans la mesure où certains répondants ont parfois renseigné plusieurs catégories après avoir désigné qu'un unique responsable, seule la catégorie professionnelle la plus élevée a été conservée, pouvant ainsi mener à une faible sous-estimation des catégories les plus basses.

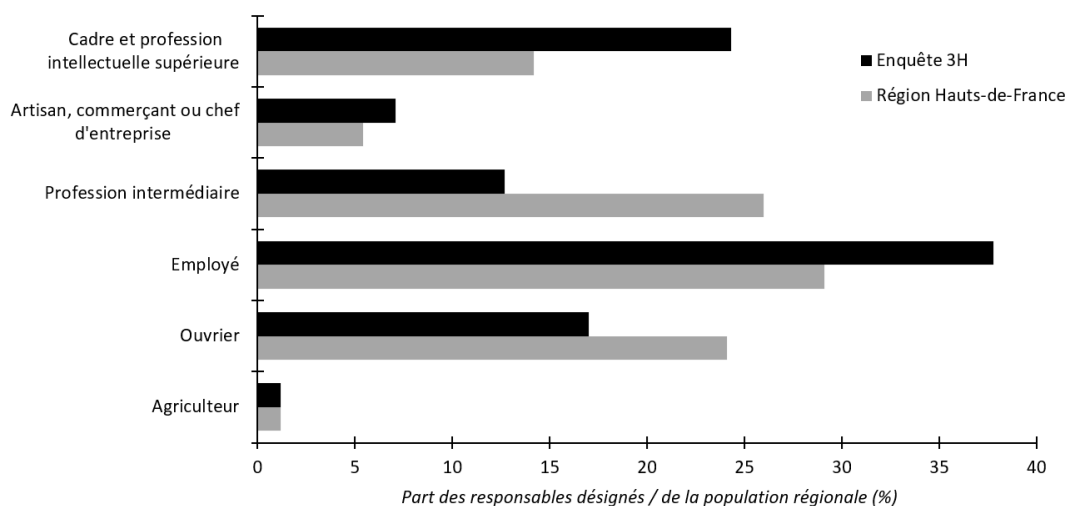
Une première approche du contexte familial des répondants s'est faite par la désignation des individus ayant pris part à l'éducation de celui-ci. A la question « par qui avez-vous été élevé ? », l'échantillon traduit des situations familiales assez traditionnelles avec 80% des répondants qui ont été élevés conjointement par leur mère et leur père (Graphique 16). De manière plus marginale, certains répondants ont été élevés uniquement par leur mère (14%) ou par leur père (2%). Ces cas peuvent notamment traduire des situations de séparations des parents (que ce soit de façon volontaire comme les divorces ou subies dans le cas d'un décès) où l'un des deux parents se retrouve avec la charge totale des enfants. Enfin, dans 5% des cas, les répondants ont notifié des situations plus particulières via la catégorie « autres ». Il s'agit, dans ces cas, d'individus qui ont été élevés, en partie ou totalement, par d'autres personnes que les parents directs : le plus souvent les grands parents, des familles d'accueil, ou encore des beaux parents lors de situations de familles recomposées.

Concernant le milieu social des répondants, dans la mesure où la majorité d'entre-eux sont étudiants et donc encore non insérés dans le domaine professionnel, l'analyse des catégories professionnelles des responsables est un bon indicateur pour comprendre l'origine sociale des répondants. Comparativement à la population active de la région Hauts-de-France, on peut remarquer plusieurs écarts en termes de proportions (Graphique 17). Les cadres (24%) et les employés (38%) sont en effet largement surreprésentés tandis que les professions intermédiaires (13%) et, dans une moindre mesure, les ouvriers (17%), sont sousreprésentés. La forte proportion des cadres ne semble pas particulièrement surprenante au vu de l'échantillon, notamment dans le sens où le confort économique familial peut favoriser la possibilité pour les enfants de poursuivre de longues études. Concernant la sousreprésentation des professions intermédiaires et des employés par rapport à la population régionale, il se peut que l'écart puisse se justifier par la catégorisation proposée, relativement complexe à comprendre pour des individus qui n'ont pas encore pénétré dans le monde professionnel. En effet, la catégorie « profession

intermédiaire » peut paraître dure à concevoir, ce qui aurait pu mener à un report sur la catégorie « employé », bien plus parlante pour des jeunes adultes.



Graphique 16 : Individus ayant participé à l'éducation des répondants à l'enquête 3H



Graphique 17 : Situation professionnelle actuelle des individus ayant participé à l'éducation des répondants

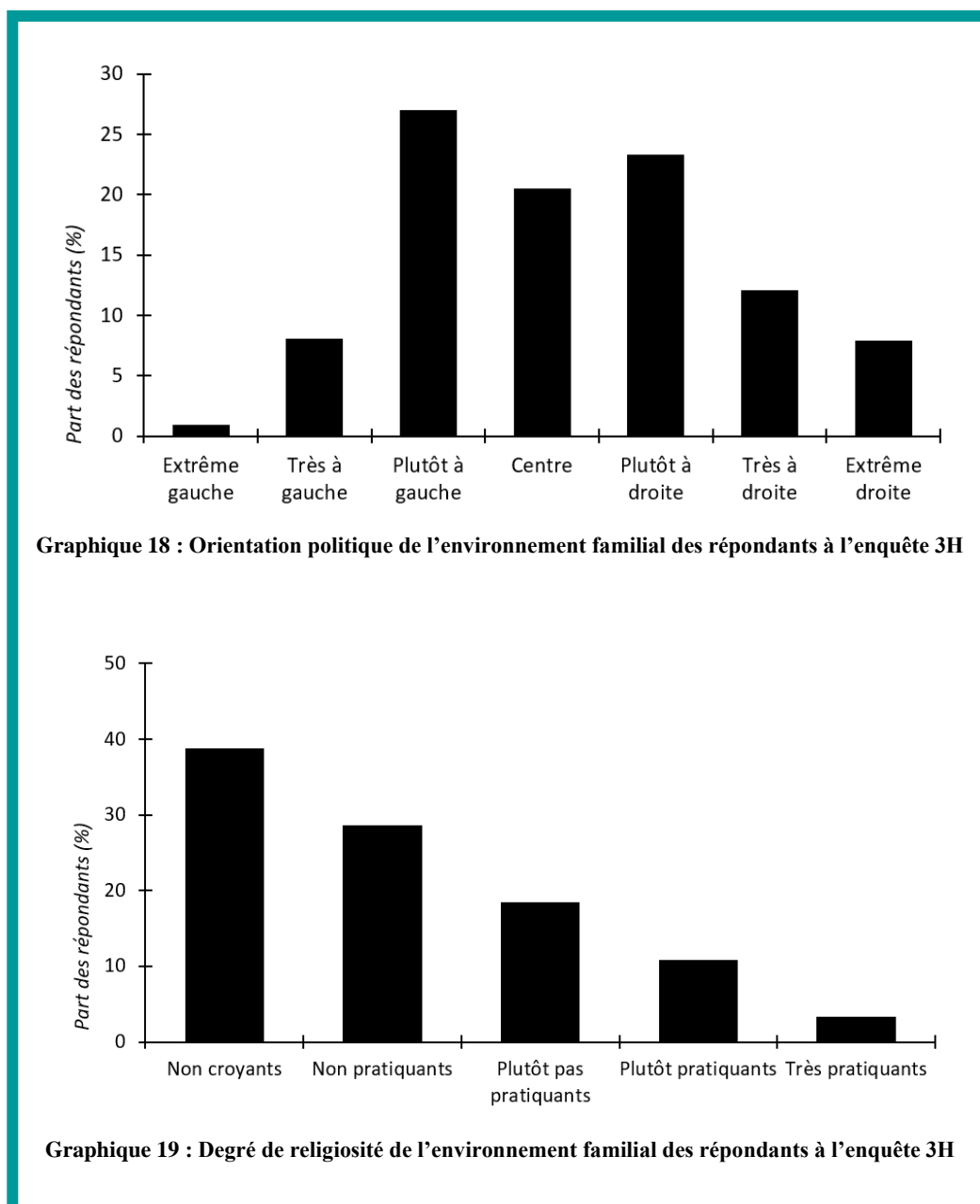
Au regard des clivages politiques qui entourent les questions relatives aux populations LGBT+, il semblait important de s'intéresser à l'orientation politique des familles dans lesquelles les répondants ont évolué. En effet, historiquement en France, l'avancée des droits LGBT+ semble davantage revendiquée par les partis de gauche, comme la fin de la discrimination sur la majorité sexuelle sous Mitterrand en 1982, le PACS de 1999 sous Jospin, ou encore l'ouverture au mariage homosexuelle en 2013 sous Hollande. A l'inverse, la contestation de ces mêmes droits est le plus souvent venu des partis de droite.

Pour les répondants à l'enquête 3H, l'orientation politique familiale est relativement cohérente avec l'orientation politique régionale. Si l'on compare avec les résultats du 1^{er} tour de la

présidentielle de 2022⁴², on retrouve une répartition similaire avec 43% des répondants déclarant un environnement familial plutôt orienté à droite, 35% à gauche, et 21% au centre (Graphique 18). On observe ainsi une légère surreprésentation des familles de gauche et à l'inverse une sous-représentation des centristes. On peut remarquer également une très faible identification au terme « extrême gauche », souvent utilisé de façon péjorative pour désigner certains partis de gauche (le terme a cependant été tout de même proposé dans le questionnaire par soucis de cohérence et d'équilibre avec l'extrême droite). Cela s'est notamment confirmé lors du nettoyage initial de la base de données : la majeure partie des répondants ayant saisi la réponse « extrême gauche » ont été identifiés comme malveillants dû aux nombreuses insultes et réponses absurdes disséminées tout au long du questionnaire, et ont donc été écartés de l'échantillon.

De la même façon que la politique, l'aspect religieux (le degré de pratique davantage que le type de religion) est souvent mis en avant pour pointer du doigt le conservatisme sexuel et genré des sociétés (Rubin, 2012 ; Sanabria, 2012 ; Borrillo, Mécar, 2019). Sur cette thématique, près de 40% des répondants déclarent provenir d'une famille non croyante (Graphique 19). Parmi les individus issus de familles croyantes, près de 30% le sont de familles non pratiquantes, et seulement 3% de familles très pratiquantes. Ces résultats semblent cohérents avec la situation de la pratique religieuse en France dans la mesure où, bien que de nombreux individus se revendiquent d'une religion, celle-ci est souvent assez peu pratiquée, d'autant plus pour les populations les plus jeunes. Néanmoins, outre la pratique, on peut considérer que la culture religieuse est encore relativement influente dans les esprits, notamment dans la manière d'appréhender les pratiques sexuelles et familiales (Régner-Loilier, Prioux, 2008). Elle peut donc intervenir dans les représentations de l'hétéronormativité, par exemple en conservant la primauté du mariage hétérosexuel et de l'idéal familial centré autour de la procréation.

⁴² Partis de gauche : 28% ; Partis de droite : 44,5% ; Centre : 25% (sources : <https://www.liberation.fr/resultats-elections/hauts-de-france/>)



8.1.3 Des commerces LGBT+ peu sollicités...

Comme nous avons pu le voir dans le chapitre précédent, malgré un nombre de structures communautaires restreint, une grande partie du territoire régional est concernée par la présence, dans un périmètre proche, d'une structure associative, commerciale, ou de lieux publics mobilisés par les populations homosexuelles. Néanmoins, un des objectifs de la méthodologie d'enquête consistait en partie à prendre de la distance vis à vis des biais communautaires souvent présents dans ce genre d'études et qui se concentraient en majorité sur les tissus commerciaux pour aborder ces populations.

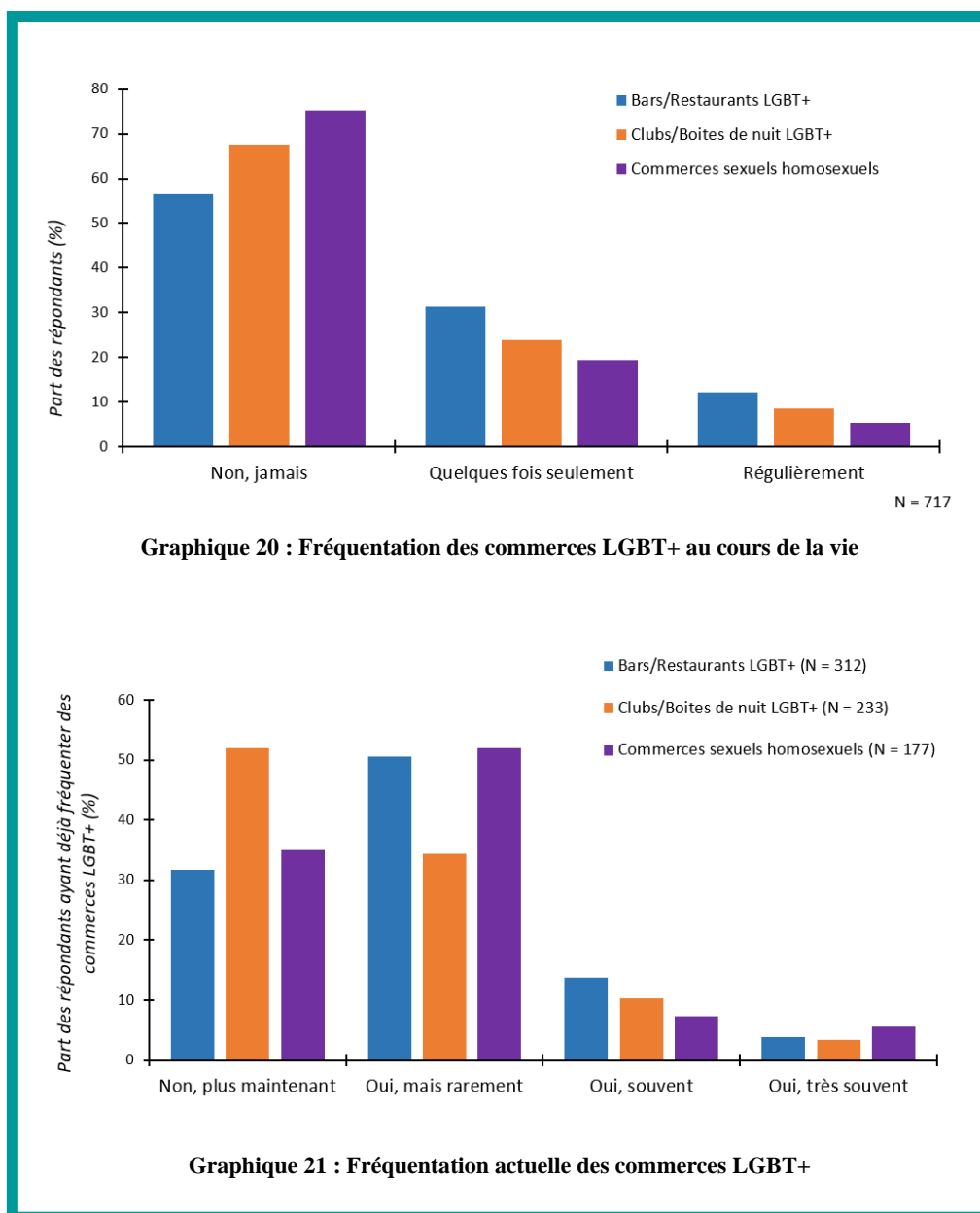
Dans la mesure où le tissu commercial de la région est relativement limité, on peut se demander si, et comment les répondants organisent des formes de sociabilités homosexuelles en dehors de ceux-ci. Aucun commerce LGBT+ n'ayant participé à relayer le questionnaire 3H, on ne s'attendait

pas à une surreprésentation des individus fréquentant ces lieux. Que ce soit pour les commerces de sociabilité ou sexuels, une grande majorité des répondants ne les ont jamais fréquentés au cours de leur vie (Graphique 20). La proportion est d'autant plus importante pour les commerces sexuels avec plus de trois quarts des répondants n'ayant jamais fréquenté de saunas, sex-club ou sex-shop homosexuels. De plus, pour les répondants fréquentant ces lieux, la fréquentation est davantage occasionnelle (entre 20 et 30%) que régulière (entre 5 et 12%).

Au-delà d'un rejet de ces lieux, il est fort probable que la jeunesse de l'échantillon justifie ces faibles fréquentations, notamment dû au fait que beaucoup de ces lieux ne sont accessibles qu'aux individus majeurs, et n'étaient donc pas accessibles pour la plupart des répondants il y a peu.

Concernant la fréquentation actuelle (Graphique 21), les résultats présentent une importante disparité selon le type de lieux. Alors qu'une majorité des répondants (52%) qui fréquentaient auparavant les établissements festifs, comme les boîtes de nuit, déclarent ne plus les fréquenter aujourd'hui, cette proportion ne concerne qu'un tiers des répondants en ce qui concerne les commerces tels que les bars et les restaurants, ainsi que les commerces sexuels. Dans tous les cas, la fréquentation, lorsqu'elle se poursuit, reste toujours très occasionnelle.

On peut tenter d'expliquer ces disparités par l'orientation générationnelle des différentes pratiques. Alors que les établissements festifs sont généralement représentés comme à destination d'une population de jeunes adultes, les lieux sexuels sont davantage fréquentés par des individus de plus de 25 ans (Léobon, Velter, Drouin, 2012). Cela peut notamment aider à comprendre pourquoi la fréquentation des différents espaces diffère selon une logique diachronique, certaines activités disparaissant avec l'âge tandis que d'autres sont plus promptes à se maintenir voire à s'intensifier. Pour les différents types de lieux, et dans le cadre d'une fréquentation actuelle, la fréquence de celle-ci demeure rare chez les répondants.



8.1.4 ... ainsi qu'un engagement associatif très faible

Dans le chapitre précédent, le recensement des activités de plusieurs associations a mis en évidence l'importance de celles-ci dans la création d'une interface entre les aspects communautaires et mixtes des sociabilités homosexuelles. D'autant plus dans les territoires peu dotés en commerces communautaires, les évènements associatifs permettent de créer plus ou moins durablement des lieux contestant l'hétéronormativité.

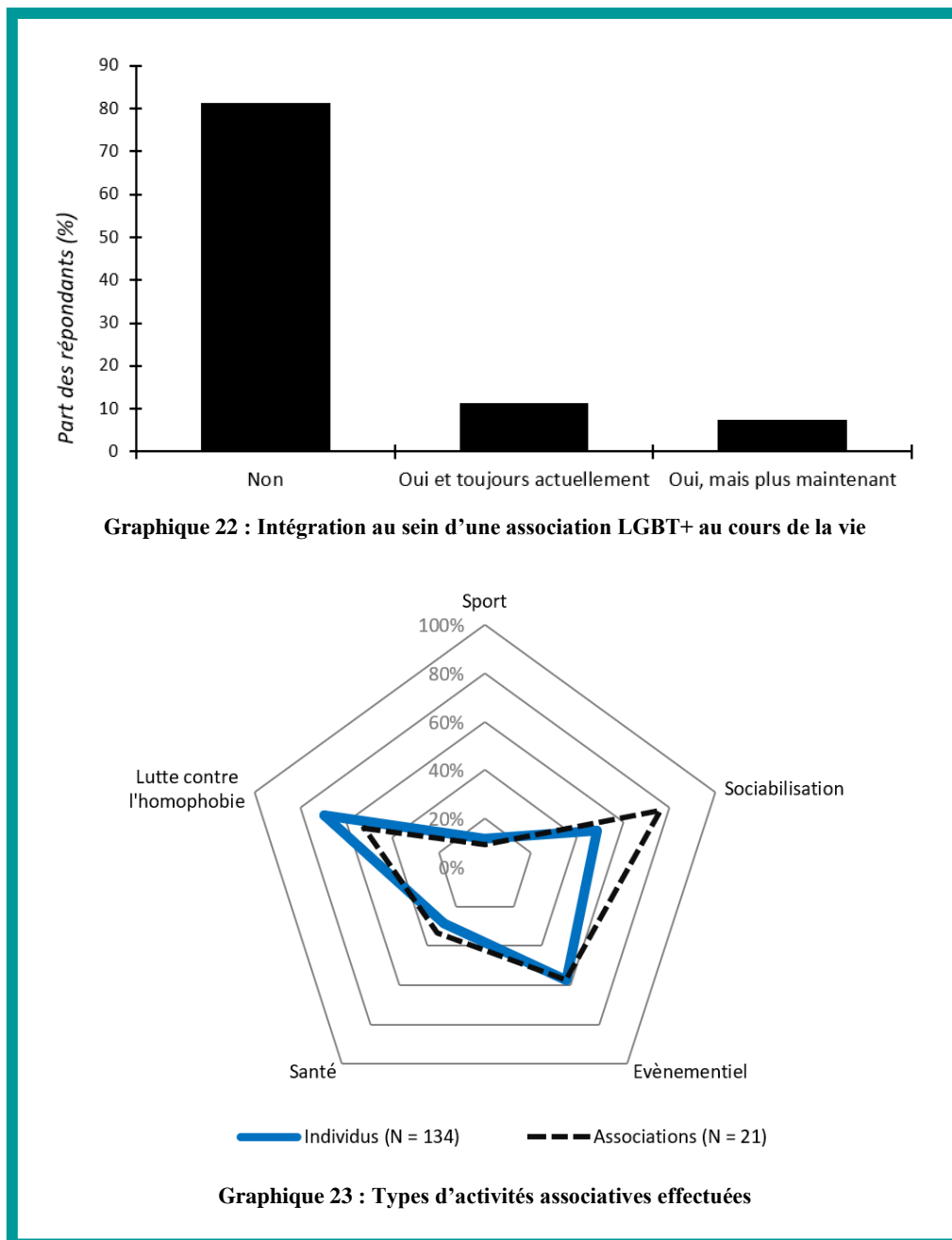
En ayant fortement mobilisé le tissu associatif dans la diffusion de l'enquête 3H, on aurait pu s'attendre à une proportion non négligeable d'individus intégrés à des associations LGBT+ locales. Néanmoins, on rappelle que seuls 9% des répondants ont déclaré avoir eu connaissance du questionnaire via une association LGBT+, auxquelles peuvent éventuellement s'ajouter une

partie des 9% issus des réseaux sociaux. Le fait que plus de 80% des répondants déclarent ne jamais avoir fait partie d'une association est donc relativement logique (Graphique 22).

Il est néanmoins complexe de comprendre l'impact des activités associatives uniquement par le biais de ces réponses. En effet, comme en atteste les réseaux sociaux de la plupart des associations de la région, la plupart des événements organisés ne sont pas réservés aux seuls adhérents et membres des associations, ce qui permet à des individus extérieurs de participer aux activités sans forcément faire partie de l'association. L'exemple le plus parlant est probablement celui des marches des fiertés, qui, selon les villes, rassemblent de quelques centaines d'individus à plusieurs milliers sans que cela ne soit de quelque façon proche de la base adhérente des associations organisatrices.

Ainsi, l'association amiénoise *Flash Our True Colours*, bien que ne déclarant qu'une quarantaine d'adhérents parvient à rassembler depuis 2019, entre 1000 et 2 000 personnes chaque année lors de la marche des fiertés locale, et sa page Facebook recense début 2023 plus de 1 500 abonnés. C'est également le cas de l'association de Saint-Quentin, *Fier.es et queer*, qui, malgré sa trentaine d'adhérents parvient à rassembler près de 600 personnes lors de sa première marche des fiertés en 2022, et 350 abonnés sur ses réseaux sociaux. On peut ainsi supposer qu'un certain nombre d'individus ne déclarant pas être intégrés à une association puisse en revanche participer à des événements associatifs locaux sans que cela n'ait pu être pris en compte dans cette enquête.

Les activités auxquelles les répondants ont participé au sein de leur(s) association(s) se retrouvent être similaires aux actions menées par les associations elles-mêmes (Graphique 23). En premier lieu, le fait de rejoindre une association consiste en un engagement dans la lutte contre l'homophobie (69%), puis dans des proportions similaires, à la recherche de sociabilités et l'organisation d'événements (57%). Les questions de santé (28%) et la pratique sportive (10%) sont minoritaires et traduisent la faible représentation de ces actions-là dans le tissu associatif local, en particulier pour les pratiques sportives puisque les deux seules associations sportives LGBT+ de la région sont localisées à Lille.



8.1.5 Les outils en ligne, principaux vecteurs de sociabilités homosexuelles

Le développement des sociabilités en ligne à la fin des années 1990, via le minitel puis internet a profondément bouleversé les pratiques de rencontres entre individus homosexuels. Concernant des individus souvent très attachés à la conservation de leur anonymat, l'usage d'internet permet en effet de se renseigner sur sa sexualité, d'échanger avec d'autres personnes ayant les mêmes attirances sexuelles, voire de planifier des rencontres avec d'éventuels partenaires sexuels sans subir de contrôle social. De nombreux travaux ont montré qu'internet revêtait aujourd'hui une grande importance dans la construction identitaire des homosexuels (Pingel et al., 2013 ; Harper et al., 2016 ; Haag, Chang, 1997 ; Giano, 2021). Cet usage des espaces en ligne, en se superposant aux espaces physiques existants (Blackwell et al., 2015), n'est néanmoins pas sans conséquences

sur la fréquentation des anciens lieux de sociabilités, notamment ceux dédiés spécifiquement aux rencontres sexuelles qui tendent à décliner (Wilkinson et al., 2012 ; Nash, Gorman-Murray, 2016).

Encore une fois, la jeunesse de l'échantillon laissait peu de doute sur un usage important des outils en ligne dédiés aux populations LGBT+. C'est ainsi entre 62 et 74% des répondants qui déclarent avoir déjà eu recours au cours de leur vie à des ressources en ligne concernant leur homosexualité (Graphique 24). Cette proportion est la plus élevée concernant les applications ou sites de rencontre homosexuelles avec près de trois individus sur quatre qui utilisent ces outils, dont d'entre eux 40% de manière régulière. L'utilisation de ces sites n'est cependant pas exclusivement réservée aux rencontres sexuelles, et certains forums en ligne pouvaient également servir à élargir son cercle amical homosexuel comme l'atteste Julien en citant les *chats* et forums Caramail qui étaient très actifs jusqu'à leur fermeture à la fin des années 2000 (Extrait d'entretien n° 14).

Théophile : « *Donc là tu parles de la famille, mais est-ce qu'il y avait aussi des amis qui étaient au courant de ton homosexualité avant ça ?* »

Julien : « *Ça s'est fait un peu différemment, je pense que la première personne à qui je l'ai dit, c'était une amie en l'occurrence, qui a dû le savoir quelques années avant ça et après les seules autres personnes qui savaient, c'était uniquement des homosexuels que j'avais rencontré sur des forums ou des trucs comme ça à l'époque. Je pense qu'on a dix ans d'écart au moins non ? T'as quoi toi, t'es dans la moitié de ta vingtaine non ?* »

Théophile : « *29 ans.* »

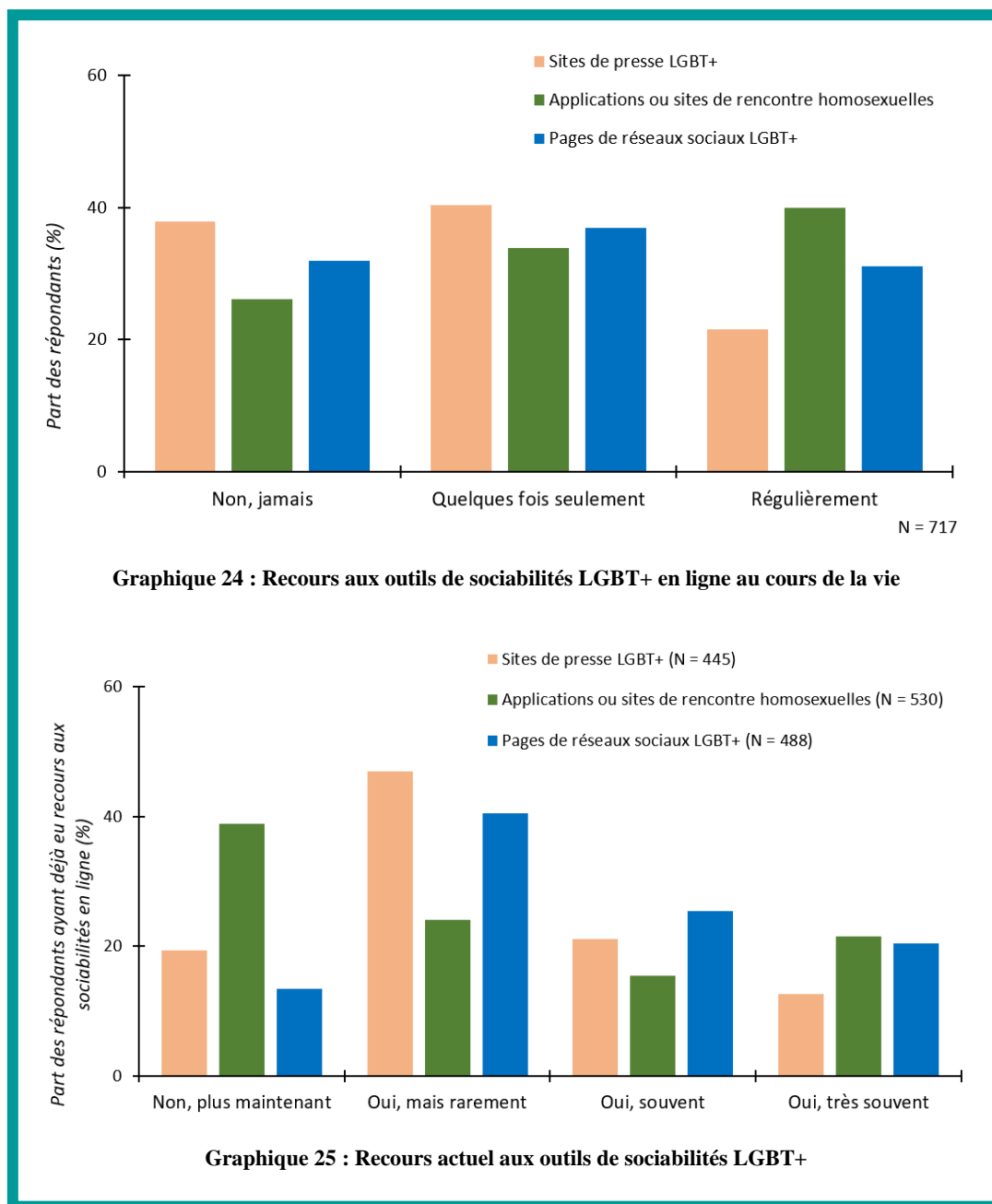
Julien : « *Ah 29, t'es plus que dans la moitié. On a 7 ans d'écart, j'ai 36. Je sais pas si tu as connu mais à mon époque c'était vraiment Caramail, ça existait peut être déjà plus 7 ans plus tard. Caramail c'était un chat et y'avait, des dizaines, centaines de rubriques et t'avais par région une rubrique "rencontres", et t'avais une sous-rubrique "homosexuels". Et j'avais rencontré pas mal de monde comme ça donc c'était vraiment, public entre guillemets parce que c'était un chat où tout le monde pouvait aller, et j'avais rencontré pas mal d'homosexuels jeunes, de mon âge dans le coin, et on se rencontrait, on pouvait aller boire des coups ou autre. Et c'est comme ça que j'ai commencé à élargir mon panel d'amis homo on va dire. Et ça a largement aidé mon acceptation de voir que j'étais vraiment pas tout seul.* »

Extrait d'entretien n° 14 : Julien

La consultation de sites de presses spécialisées est quant à elle la plus ponctuelle avec seulement 22% des répondants déclarant les consulter régulièrement.

L'usage actuel de ces outils est en revanche très nuancé (Graphique 25). Parmi les trois outils enquêtés, les applications et sites de rencontres présentent le plus haut taux d'abandon avec près de 40% des répondants déclarant ne plus les utiliser aujourd'hui. La raison principale à cela réside dans la mise en couple des répondants, rendant l'usage de ces applications caduque après une période d'utilisation ayant pu être très intense. Etant moins lié aux parcours de vie individuels, l'usage des réseaux sociaux et de la presse LGBT+ reste relativement constante avec moins de

20% des répondants déclarant avoir cessé de les utiliser, mais avec néanmoins une pratique qui demeure occasionnelle.



8.2 Enquête 3H : Géographie des répondants

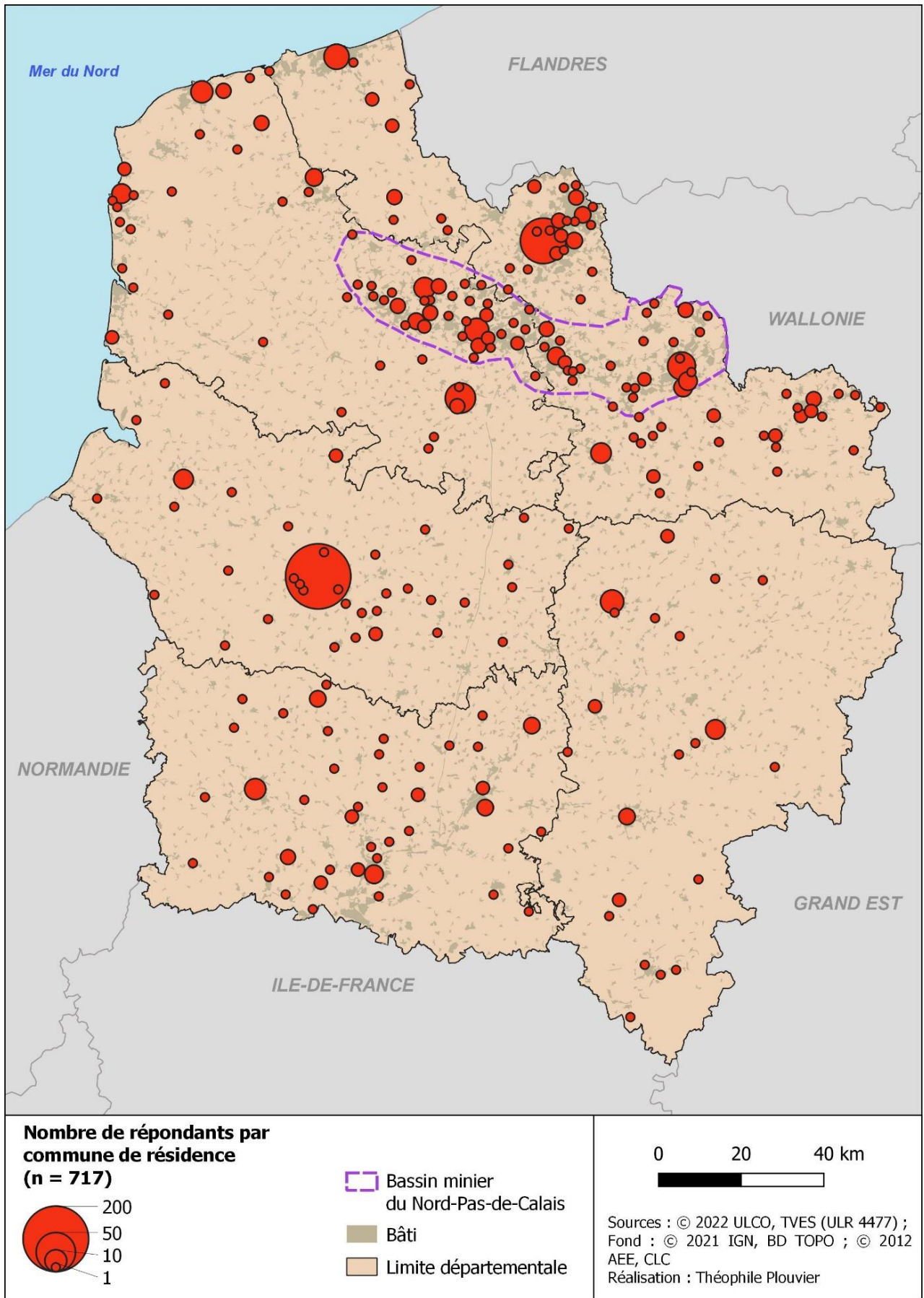
8.2.1 Une population qui réside majoritairement dans les villes moyennes et grandes...

Au regard de la répartition géographique des lieux d'habitations des répondants, on peut être relativement satisfait de la présence de ceux-ci sur la majeure partie du territoire régional (Carte 16). Bien que le nombre de répondants suive en grande partie la hiérarchie urbaine ainsi que le critère de la densité de population, peu de zones sont réellement mises de côté. Parmi celles-ci

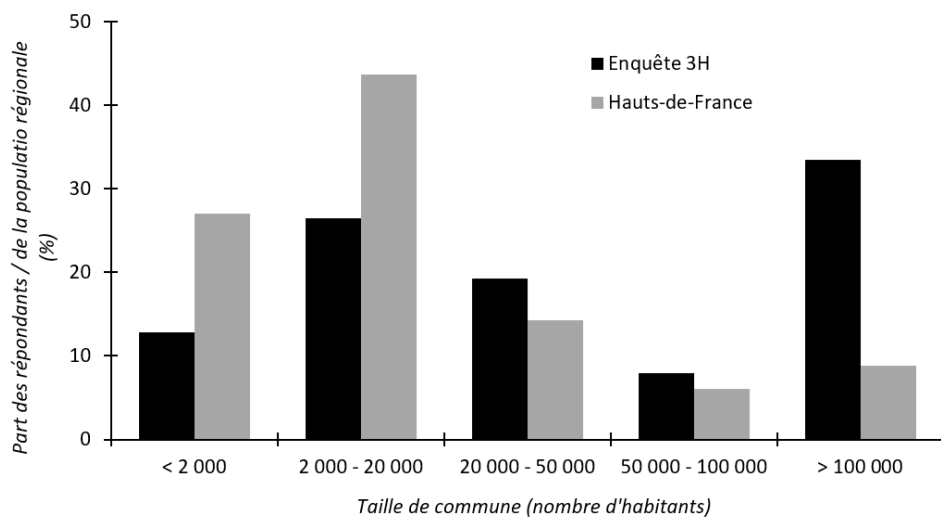
on retrouve les espaces ruraux les plus excentrés par rapport aux pôles urbains départementaux, notamment l'est de l'Aisne et l'intérieur des terres du Pas-de-Calais.

En envisageant les communes d'habitation par nombre d'habitants, les villes d'Amiens et Lille sont particulièrement surreprésentées dans l'enquête avec plus de 30% de l'échantillon qui y habite, alors que ces deux villes ne constituent que 8% de la population régionale (Graphique 26). Ce phénomène s'explique facilement par les canaux de diffusion du questionnaire, dont la *mailing list* étudiante de l'université de Picardie Jules Verne basée à Amiens, mais également le réseau associatif LGBT+ fortement implanté à Lille. On retrouve également une légère surreprésentation des villes moyennes, entre 20 000 et 100 000 habitants, ce qui peut s'expliquer de la même manière par la présence d'associations et de pôles universitaires secondaires dans ces villes-là. Enfin, les répondants des petites villes et des communes rurales (dont la population est inférieure à 2 000 habitants) sont largement sous-représentés par rapport à la population générale, bien qu'ils constituent respectivement 26 et 13% de l'échantillon.

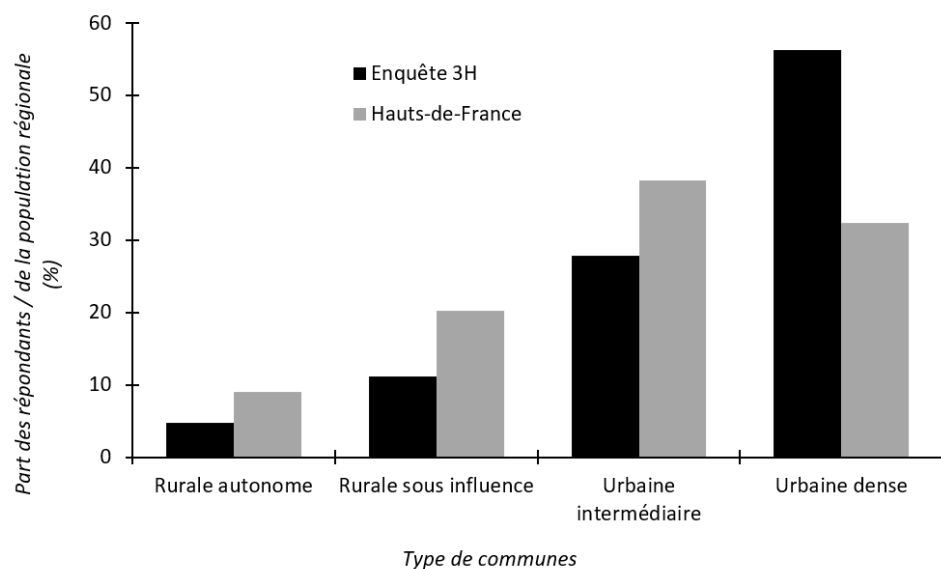
Depuis l'année 2021, afin d'éviter les biais liés à la surface des communes, l'INSEE a mis en place une nouvelle typologie communale basée sur la densité de population et la continuité du tissu urbain. Avec cette définition différente des espaces ruraux, 16% de l'échantillon est considéré comme vivant dans une commune rurale contre 29% en population générale dans les Hauts-de-France (Graphique 27). De la même façon et pour les mêmes raisons que pour la classification en fonction du nombre d'habitants, les répondants qui vivent dans les territoires les plus urbanisés sont surreprésentés dans l'échantillon. Néanmoins, pour la suite des analyses, le fait de considérer les communes rurales de façon différenciées, c'est-à-dire, selon si les communes sont classifiées comme autonomes ou sous influence d'un pôle urbain, semble plus adéquat vis-à-vis des recommandations faites par les travaux précédents qui suggérait alors de ne plus considérer le monde rural (mais également l'urbain) comme une entité homogène (voir partie 3.2.1)



Carte 16 : Provenance des répondants à l'enquête 3H



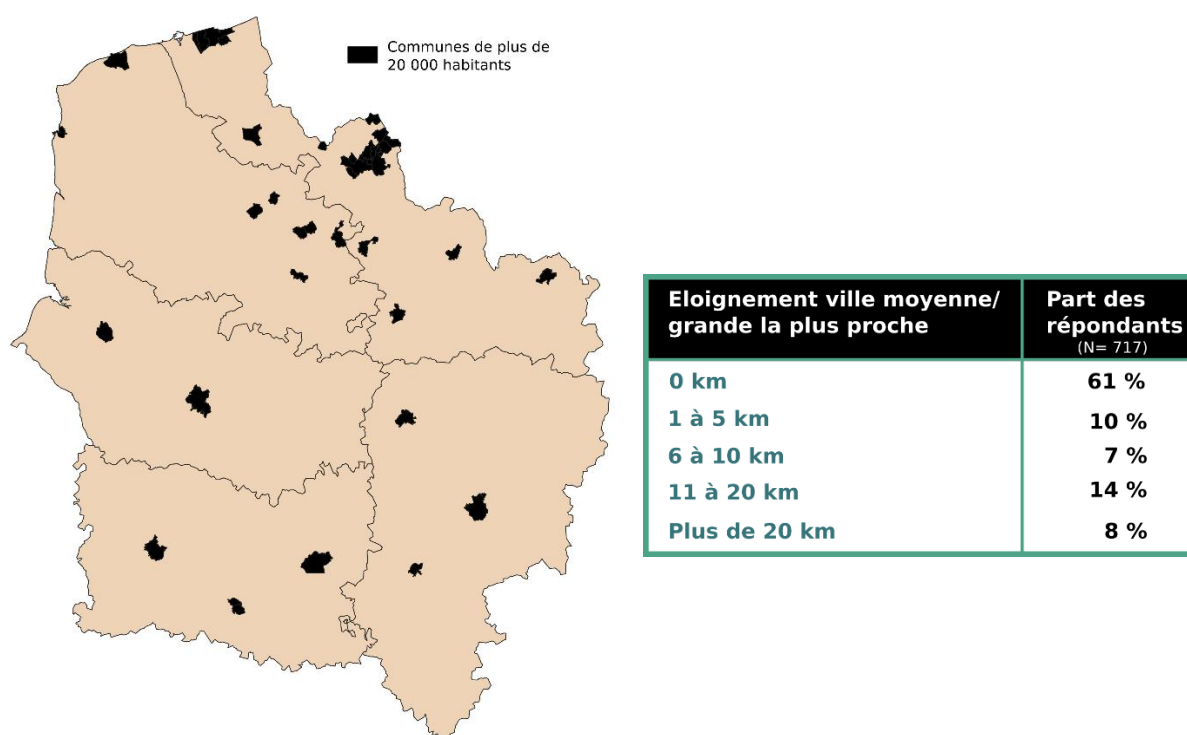
Graphique 26 : Communes d'habitation des répondants à l'enquête 3H par nombre d'habitants



Graphique 27 : Communes d'habitation des répondants à l'enquête 3H selon la typologie rurale

Une dernière caractérisation des lieux d'habitation des répondants peut se faire via une analyse de distances. En effet, la distinction entre les espaces urbains et ruraux étant dans une certaine mesure pertinente, elle ne semble plus constituer une fin en soi tant les mobilités et les connexions entre territoires sont fortes dans nos sociétés modernes. Dans cette idée, Michel Lussault va jusqu'à remettre en cause la catégorisation même de certains espaces comme ruraux, parlant davantage d'espaces urbains peu densément bâtis (Lussault, 2016). Suivant cette logique, et d'autant plus pour l'étude des homosexualités, il semblait important de se questionner sur l'éloignement des individus par rapport aux principaux pôles urbains. Pour cela, la prise en compte des villes moyennes, c'est-à-dire les villes entre 20 000 et 100 000 habitants, peut paraître

pertinente à plusieurs égards. D'une part, elles concentrent supposément un certain nombre de services, de premières nécessité (commerces alimentaires, médecins, établissements d'enseignements secondaires et supérieurs), ou de loisirs (cinémas, bar et boîtes de nuit, associations sportives). Egalement, comme cela a pu être vu dans le chapitre précédent, ces villes sont les plus susceptibles de se voir accueillir une association LGBT+. En effet, dans son analyse à l'échelle nationale, Marianne Blidon indiquait qu'à partir de 80 000 habitants, chaque ville possédait au moins une association de ce type (Blidon, 2007). Enfin, en termes de mobilités, la plupart de ces villes permettent de relier rapidement une grande ville (Amiens, Lille, ou encore Paris pour les villes du sud de la région) via le réseau ferroviaire régional.



Carte 17 : Eloignement des lieux d'habitation des répondants à l'enquête 3H à la ville moyenne la plus proche

Les répondants qui habitent dans des villes de plus de 20 000 habitants composent plus de 60% de l'échantillon (Carte 17). Les individus habitant entre 1 et 10 kilomètres (17%) de ces villes peuvent être considérés comme des périurbains d'un point de vue des mobilités. En effet, il va s'agir dans de nombreux cas de communes localisées dans les périmètres d'actions des services de transports publics intercommunaux. Pour les communes situées à moins de 5 kilomètres, on peut également considérer que les individus ont la possibilité de se rendre dans la ville moyenne la plus proche via des modes de déplacements doux⁴³. Il ne s'agit bien évidemment pas de supposer qu'à ces distances, tous les individus vont se déplacer par ces moyens, néanmoins, dans le cas de populations précaires ou non autonomes (comme pour des individus jeunes n'ayant pas encore pris leur indépendance), il est ainsi possible de se rendre dans la ville moyenne la plus

⁴³ Pour des déplacements fréquents : la marche jusqu'à 2 kilomètres, et le vélo jusqu'à 5 kilomètres (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5013868#titre-bloc-12>)

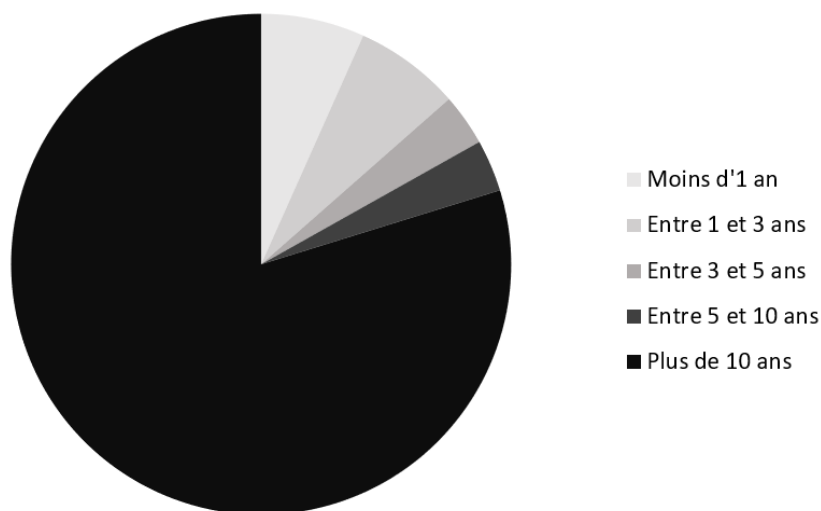
proche par ses propres moyens. Au-delà de 10 kilomètres (22% de l'échantillon), il semble difficilement envisageable de pouvoir se rendre en ville sans dépendre d'un moyen de locomotion motorisé, on peut donc s'attendre, pour ces individus, à des mobilités plus réduites, voire très restreintes pour ceux qui dépendent du véhicule parental pour leurs déplacements.

8.2.2 ...Mais qui est souvent issue de communes plus petites

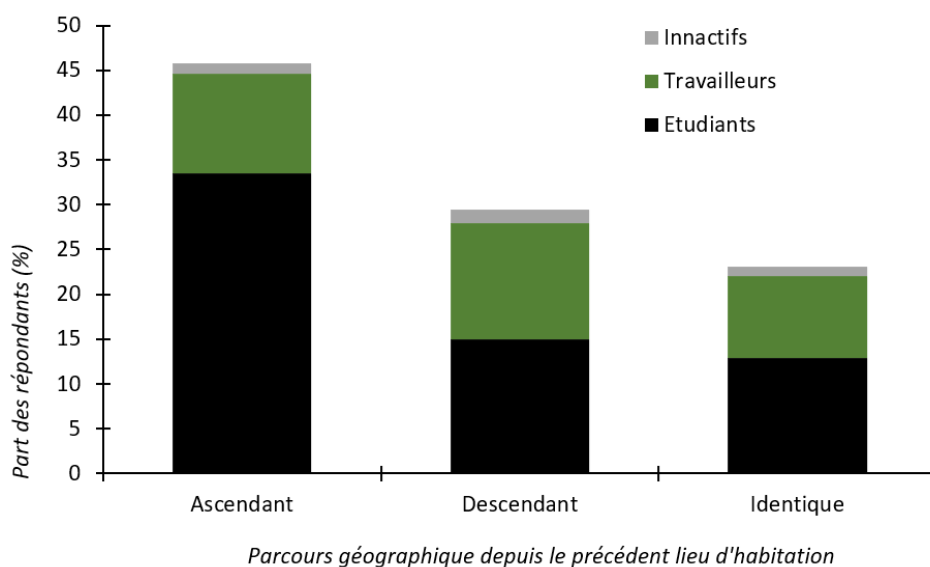
L'analyse des mobilités résidentielles des répondants nous permet de contextualiser les expériences du territoire régional de ceux-ci. Il apparaît que près de 80% d'entre eux résident dans la région depuis plus de 10 ans alors que seulement 7% y résident depuis moins d'1 an (Graphique 28). Au vu de la prédominance des étudiants et des universités qui ont participé à la diffusion de l'enquête, on peut en déduire qu'il s'agit en grande partie d'individus ayant grandi dans la région et qui ont, par la suite, poursuivi leurs études dans un des établissements d'enseignements supérieurs de proximité. En effet, contrairement à l'Université de Lille, relativement réputée au niveau national et qui peut donc attirer davantage d'étudiants provenant d'autres régions, les universités d'où proviennent la majorité des répondants ont un rayonnement bien plus restreint et sont donc moins sollicitées par des étudiants résidant en dehors des Hauts-de-France.

Cette situation est particulièrement intéressante puisque la majorité de l'échantillon a une expérience prolongée du territoire, ce qui permet de rattacher à l'espace régional une partie conséquente du vécu lié à l'homosexualité et l'hétéronormativité. Cela est renforcé par le fait que 36% des répondants ont toujours vécu dans la même commune, et que parmi ceux ayant déjà déménagé, deux tiers résidaient auparavant dans une autre commune de la région.

Concernant l'orientation des migrations, 46% des répondants ont migré vers une commune de plus grande taille, 23% vers une commune de taille similaire, et 29% vers une commune plus petite (Graphique 29). Néanmoins, ces proportions sont très disparates selon le statut des répondants. Alors que les répondants étudiants migrent en majorité vers des communes plus grandes, la situation est plus nuancée pour les répondants qui ont un emploi avec une part plus importante des migrations descendantes. Cette situation peut s'expliquer par les parcours et les opportunités de vie qui s'offrent aux individus. Alors que l'accès aux études supérieures se fait majoritairement dans les plus grandes villes de la région, nécessitant dans un même temps souvent de s'y installer, l'entrée dans le monde professionnel et la stabilisation de la vie familiale voit souvent les individus réinvestir les territoires périphériques, moins densément peuplés (Wimark, 2014, 2016 ; Waitt, Gorman-Murray, 2011 ; Cover et al., 2020). Bien que l'orientation des migrations homosexuelles a longtemps été pensée des petites villes vers les grandes métropoles, en lien avec l'affirmation des identités sexuelles, elle semble ici, confirmant dans un même temps les travaux de Marianne Blidon, se faire davantage en plusieurs temps, correspondant à différentes étapes majeures dans les parcours de vie (Blidon, 2016).



Graphique 28 : Ancienneté d'habitation dans les Hauts-de-France des répondants à l'enquête 3H



Graphique 29 : Parcours géographique depuis le précédent lieu d'habitation

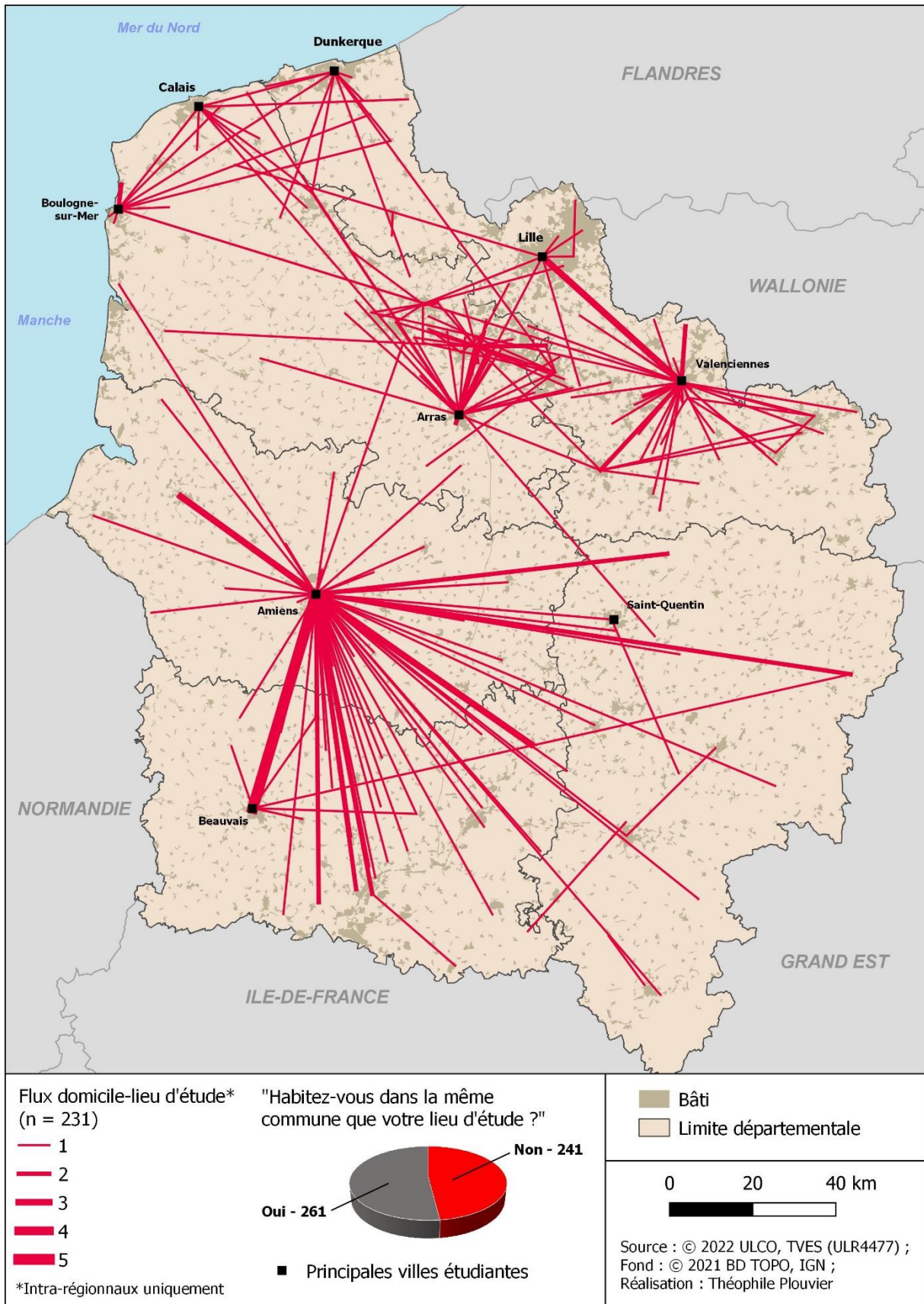
Une seconde contextualisation de l'expérience spatiale régionale des enquêtés peut se traduire par des mobilités plus fréquentes, comme le fait de se rendre au travail ou sur son lieu d'étude. Pour cela deux questions ont été posées : le fait d'habiter ou non dans la même commune que celle où se situe le lieu de travail ou d'enseignement et, dans le cas d'une réponse négative, la commune où se situe ce lieu. Dans la mesure où on peut distinguer les mobilités liées au travail et celles liées aux études (les sites d'enseignements supérieurs étant très restreints en termes de localisations dans la région), l'échantillon a été séparé en deux sous populations pour cette analyse, l'une composée exclusivement des étudiants, l'autre des travailleurs.

Parmi les étudiants, il apparaît qu'un peu moins de la moitié d'entre eux ne vivent pas dans la même commune que celle de leur université (Carte 18). Pour ceux ayant besoin de se déplacer pour étudier, on remarque des disparités selon les territoires mais aussi selon les anciennes régions. L'ancienne Picardie est ainsi largement polarisée autour du pôle universitaire d'Amiens avec de nombreux étudiants faisant le déplacement depuis les départements de la Somme, l'Aisne et l'Oise, parfois sur des distances conséquentes. Malgré la présence d'offres de formations dans ces deux derniers départements, il semble qu'une grande partie des individus se tournent tout de même vers la ville d'Amiens pour effectuer leurs études, potentiellement car le choix y est plus vaste mais également aussi peut être en lien avec l'attractivité de la ville elle-même.

On retrouve bien moins ce phénomène dans les universités du Nord et du Pas-de-Calais dont l'aire d'attraction est plus locale. Le bassin minier est par exemple marqué par d'importants flux entre ses différents pôles universitaires (Arras, Lens, Béthune, Douai) mais peu de répondants proviennent d'une distance plus grande. La situation est similaire à Valenciennes et sur les pôles universitaires du littoral dont les répondants sont principalement des locaux. Bien que nous n'ayons pas eu la possibilité de diffuser plus largement l'enquête au sein de l'université de Lille, il est probable que nous aurions observé des flux importants depuis la périphérie lilloise mais également depuis les principaux pôles urbains de la région du fait du rayonnement de l'université. Enfin, dans de rares cas, certains répondants étudient en dehors de la région (5%), notamment en Ile de France pour ceux habitant le sud de la région, mais également pour d'autres, à des distances bien plus éloignées (Rennes, Poitiers). Pour ces derniers, il semble à exclure le fait qu'ils puissent effectuer régulièrement le trajet entre leur université et leur domicile.

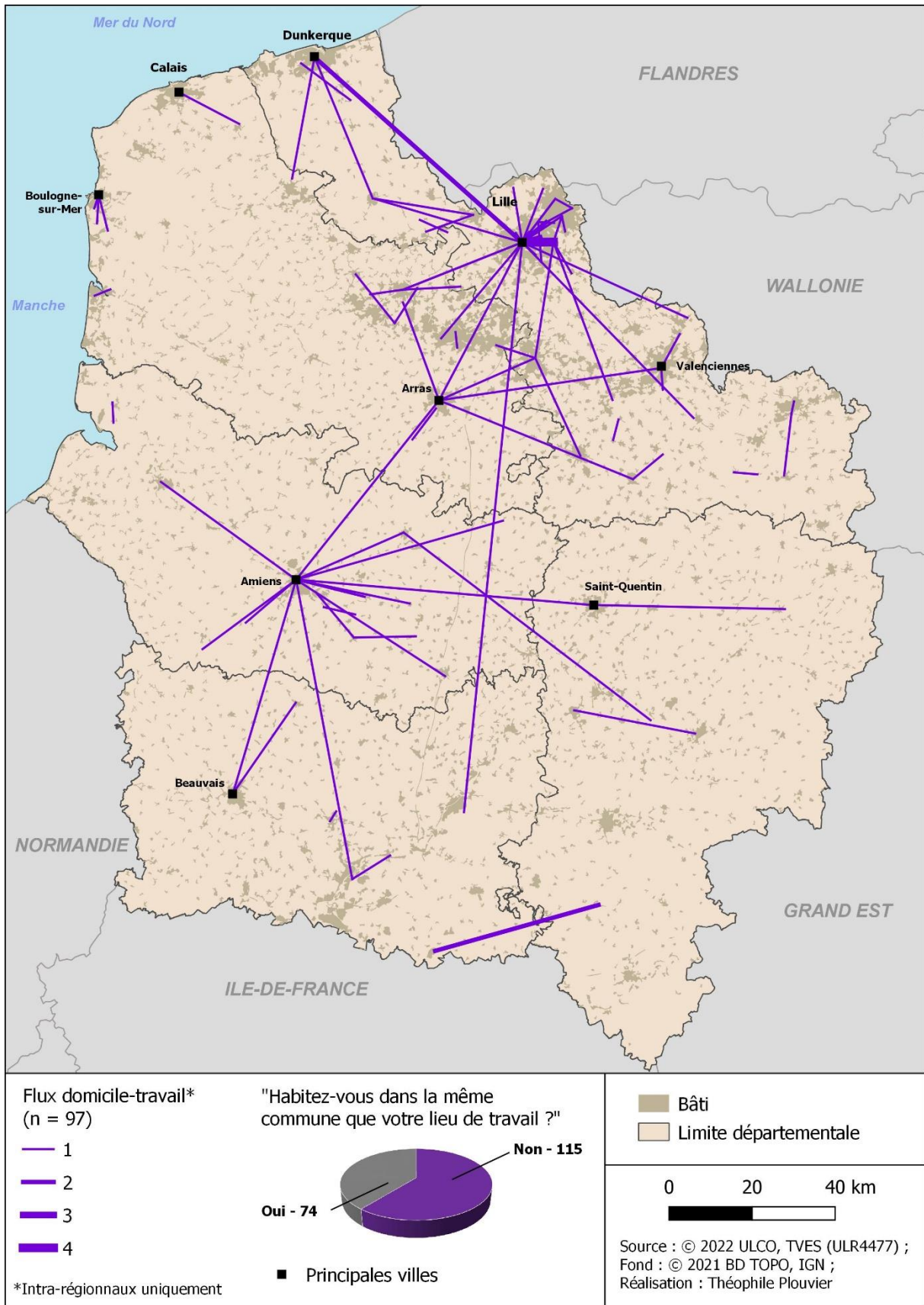
Au-delà de simplement décrire les caractéristiques des répondants, l'analyse des flux domicile-lieu d'étude, nous montre le potentiel que revêt les enquêtes dans les établissements supérieurs pour atteindre des populations non urbaines. En effet, avec un taux de réussite au baccalauréat de plus de 80% et près des trois quarts des détenteurs du baccalauréat qui poursuivent en études supérieures, ces établissements s'avèrent pertinents pour capter la majeure partie des jeunes entre 18 et 25 ans. On peut néanmoins regretter ici la faible prise en compte des sections de techniciens supérieurs (STS), notamment due au fait que les établissements concernés sont bien moins centralisés administrativement et qu'une part importante des jeunes issus de familles ouvrières s'orientent dans ce type d'études⁴⁴. Cela reste cependant une piste à explorer pour de futures recherches.

⁴⁴ Ministère de l'enseignement supérieur, 2020 (Source : https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eesr/FR/T943/l_acces_a_l_enseignement_superieur/)



Carte 18 : Flux domicile-lieu d'étude des répondants étudiants à l'enquête 3H

Les répondants qui possèdent à l'heure actuelle un travail répondent à des logiques différentes des étudiants. D'une part, ceux-ci sont bien plus nombreux en proportions à ne pas habiter dans la même commune que celle où se situe leur emploi (60%) (Carte 19). De plus, ils parcourent quotidiennement des distances bien inférieures à celles des étudiants pour se rendre au travail (en moyenne 23 kilomètres pour les travailleurs contre 36 pour les étudiants). On retrouve ici aussi une forte polarisation autour des grandes villes, notamment un grand nombre de flux au sein même de la métropole lilloise. Dans certains cas, en particulier pour les répondants du sud de l'Oise et de l'Aisne, les mobilités se font vers d'autres régions (5% des cas), en direction de Paris ou Reims, mais également vers la Belgique ou la Normandie pour certains habitants des zones frontalières au nord et à l'ouest de la région. D'autres, n'ayant pas de lieu de travail fixe, par exemple des intérimaires, ou des ouvriers, n'ont pas pu être représentés (4%).



Carte 19 : Flux domicile-travail des répondants salariés à l'enquête 3H

8.3 La déclaration des violences homophobes pour alimenter une cartographie régionale de l'homophobie ?

8.3.1 Les représentations des violences homophobes dans la presse locale

La médiatisation des violences homophobes, bien que fortement lacunaire car restreinte par des facteurs de publicisations (dépôt de plainte, déclaration à un organisme de presse, etc.), offre un état des représentations de l'homophobie sur le territoire (Carte 20). On retrouve ici une forte concentration des violences dans les principales villes et les zones les plus densément peuplées (Lille, Amiens, Dunkerque, Arras et le bassin minier). A l'inverse, certaines zones comme le département de l'Aisne ne présentent aucun récit d'agression homophobe alors même que les journaux locaux ont été enquêtés et que ceux-ci ne semblent pas réticents à aborder les thématiques liées à l'homosexualité (notamment dans le cadre de la marche des fiertés de Saint-Quentin ou d'évènements traitant de thématiques LGBT+).

Les départements du Nord et du Pas-de-Calais rassemblent à eux seuls plus des trois quarts des agressions relatées dans la presse dont près d'un tiers rien que dans la commune de Lille. Outre le critère de concentration de population, plusieurs hypothèses peuvent expliquer ce fait :

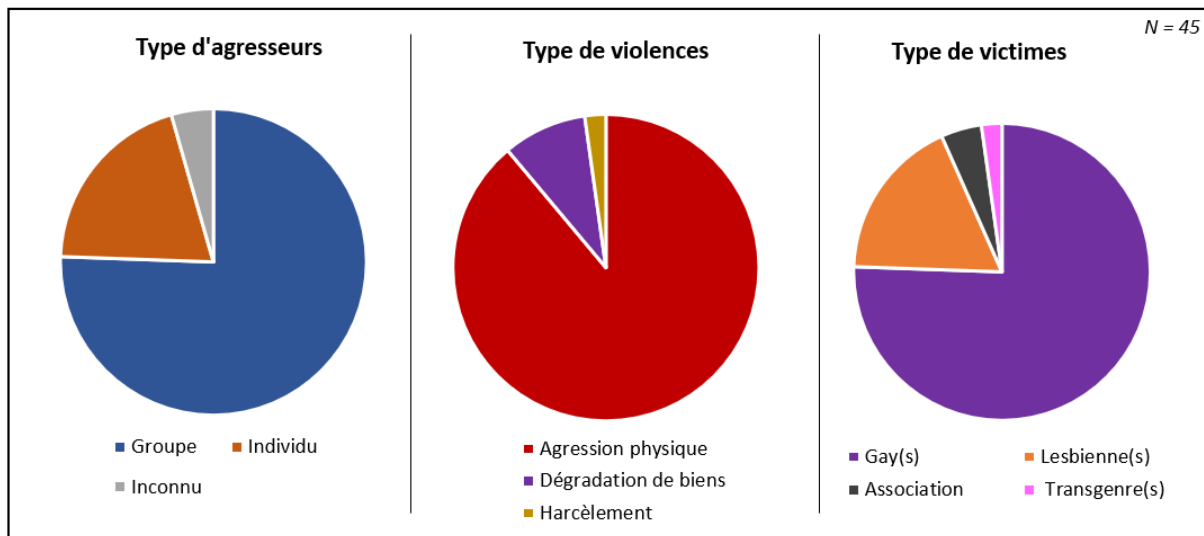
- Une plus forte hostilité de la population locale envers les personnes homosexuelles ;
- Une visibilité accrue des personnes homosexuelles en lien avec les commerces et associations locales, en faisant ainsi des cibles plus évidentes que dans les communes où la communauté LGBT+ ne possède pas de point d'ancrage visible ;
- Une sensibilité plus forte des institutions locale (la police, la mairie, etc.) à l'homophobie, permettant ainsi à ce que les violences soient plus facilement relatées dans la presse.

Il est probable qu'une combinaison de plusieurs de ces raisons entre en jeu. La question peut aussi se poser concernant l'ouest du bassin minier qui comporte une part non négligeable des agressions relatées (13%). Outre l'hypothèse d'un cluster d'homophobie accrue dans cette zone, on peut se demander dans quelle mesure les représentations sociales de l'homophobie peuvent entrer en jeu. En effet, les classes populaires, plus particulièrement ouvrières, sont régulièrement stigmatisées comme plus intolérantes à l'homosexualité et opposées à une classe bourgeoise supposée « éclairée »⁴⁵, il se peut donc que l'insistance de la presse sur ce type de territoires défavorisé soit renforcée par ces représentations.

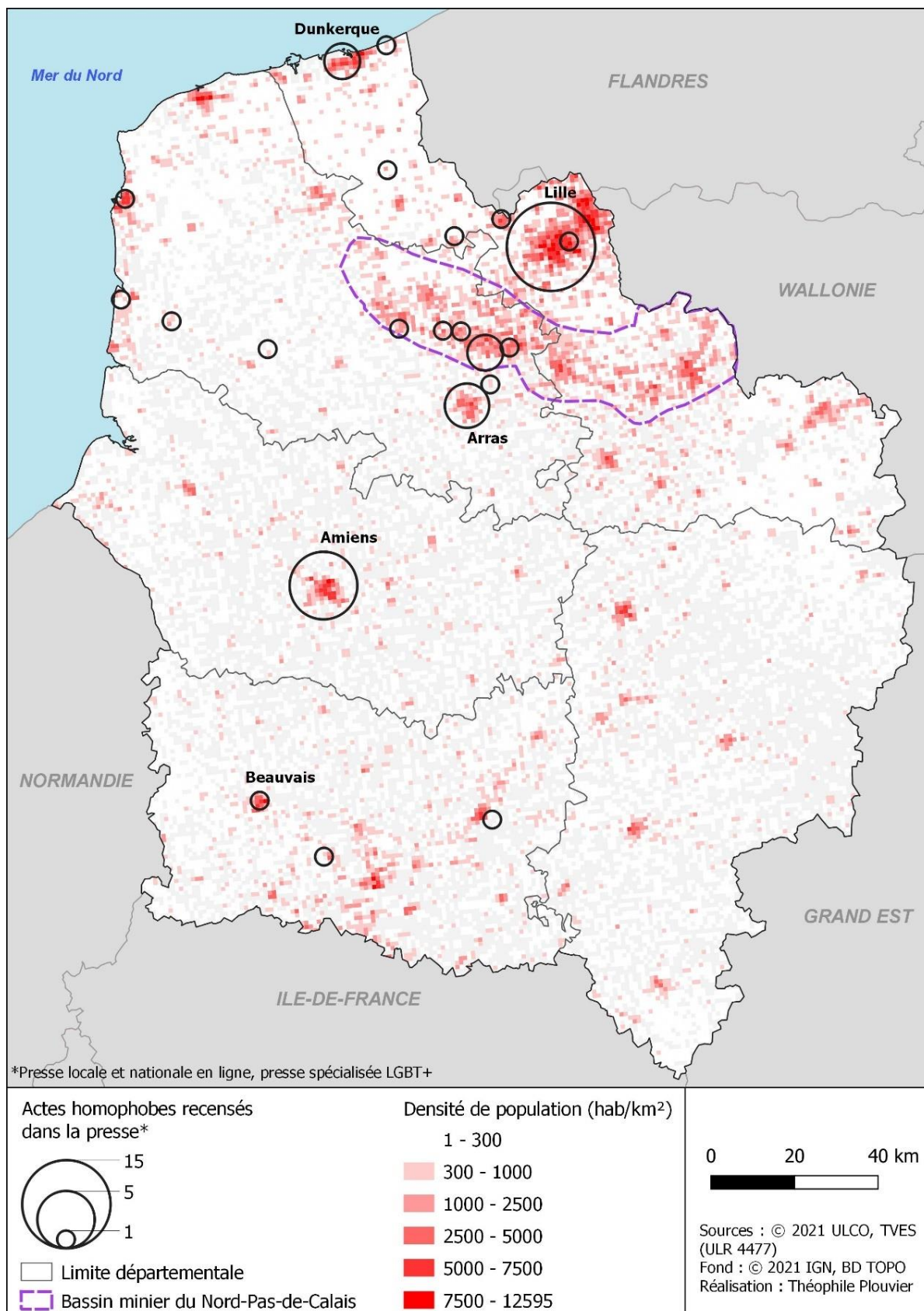
Une analyse plus fine des violences relatées offre un éclairage supplémentaire sur la répartition territoriale de celles-ci. Alors qu'une grande majorité des agressions concerne des faits de violences physiques (89%) perpétrées par un groupe d'individus (76%) sur des hommes gays (76%) (Graphique 30), on peut noter que les faits ayant eu lieu dans des moyennes et petites villes sont significativement plus divers que ceux ayant eu lieu dans les principales villes de la région. Ainsi, les cas de harcèlements (2%) et de dégradations de biens (9%) ont tous eu lieu dans des communes de moins de 30 000 habitants. De plus, les agressions ayant eu lieu à Lille et Amiens semblent

⁴⁵ Eric Fassin dans *Dictionnaire de l'homophobie* (Tin, 2003)

toutes avoir été menées par des individus inconnus des victimes et pour des motifs de visibilité de l'homosexualité (le fait de se tenir la main, d'arborer un *rainbow flag*, de fréquenter un lieu homosexuel, etc.), tandis que cela ne concerne que 70% des cas dans les autres villes de plus petites tailles. Les 30% restants font ainsi état d'attaques ciblées, dans le cadre de relations de voisinage, sur des personnalités locales impliquées dans le milieu LGBT+, ou par des proches des victimes.



Graphique 30 : Caractéristiques des agressions homophobes recensées par la presse en ligne dans les Hauts-de-France



Carte 20 : Agressions homophobes recensées par la presse en ligne dans les Hauts-de-France

Cette distinction peut faire écho aux modes de sociabilités distincts entre grandes et petites villes. Alors que la grande ville est réputée pour permettre aux individus d'évoluer dans l'anonymat, la vie dans les petites villes et les villages ne permet pas d'échapper à un fort système d'interconnaissances. Cela est bien décrit par Marc (Extrait d'entretien n° 15), qui a emménagé chez son compagnon dans une commune de 2 000 habitants, après que ce dernier a divorcé d'avec sa femme.

Marc : « Alors ici, on n'a pas eu de soucis avec les voisins, mais par exemple, on a une voisine en face, elle me dit pas bonjour et elle parle plus à mon compagnon. Elle l'a connu avec son ex-femme à la naissance de la petite, mais c'est une catholique et, voilà je pense que... Mais elle nous fout la paix. En revanche, on a un voisin... Quand je venais voir mon compagnon, j'arrivais le soir je passais la nuit-là, je repartais le lendemain matin. Donc je savais que lui il me pistait parce que c'est une commère dans la rue. Moi, j'avais peur qu'il chope mes beaux-parents pour leur dire, parce qu'ils n'étaient pas au courant de mon existence. Ça va, il l'a jamais dit. En revanche, une fois, il y a l'ex-femme de mon compagnon qui est venue pour récupérer des affaires de la petite et mon compagnon était en retard. Donc lui, il est sorti et il lui a dit "alors, il a refait sa vie avec un homme ?". »

J'ai bien senti quand je suis arrivé au début, que j'étais un peu l'animation de la rue, après, c'est retombé quoi. En fait, on est dans un lieu-dit, donc c'est un petit village quoi. Mais je n'ai jamais eu... Enfin les gens en général sont polis, ils disent bien bonjour et tout et on n'a pas eu de soucis. On n'a pas d'œufs sur la façade, on n'a pas eu de vandalisme, rien, rien. »

Extrait d'entretien n° 15 : Marc

En effet, malgré une certaine discrétion concernant leur homosexualité, dissimuler sa vie sentimentale semble, dans ce contexte, une quasi-impossibilité face aux « commérages » du voisinage. Si dans le cas de Marc, l'attitude des voisins semble relativement tolérante ou du moins indifférente, la situation peut vite devenir invivable en présence de voisins particulièrement hostiles comme le relate un responsable d'une association LGBT+ à propos d'une de ses adhérentes qui fait face à une forte stigmatisation au sein de son voisinage (Extrait d'entretien n° 16).

Camille : « On a des adhérents qui vivent dans des quartiers très populaires, c'est très compliqué parce que ce sont des insultes quasi quotidiennes. Ils sont estampillés ou catalogués "la lesbienne" ou "le gay" de l'immeuble, et du coup c'est des insultes très fréquentes ou des menaces. Je pense notamment à une adhérente qui habite à [nom de ville] dans un quartier populaire et pour qui c'est très compliqué au quotidien parce qu'elle est vraiment victime de beaucoup d'insultes depuis qu'elle est avec une femme, ce qui est assez récent puisqu'avant elle était avec un homme et donc les gens l'ont vu dans le quartier d'abord avec un homme et maintenant avec une femme. »

Extrait d'entretien n° 16 : Camille

Néanmoins, si l'anonymat des zones densément peuplées peut être considéré comme une sécurité pour les personnes homosexuelles (Leroy, 2009 ; Eribon, 2012), elle l'est également pour les agresseurs. Il apparaît ainsi que les agressions les plus violentes proviennent la plupart du

temps d'individus inconnus des victimes. Cela paraît relativement cohérent puisque s'attaquer à une personne que l'on connaît (et surtout, qui nous connaît) signifie potentiellement pour l'agresseur d'être poursuivi judiciairement mais aussi d'être identifié par la communauté locale comme une personne dangereuse. Dans une société où l'homophobie est devenue un délit, l'absence d'anonymat ne peut plus être considérée exclusivement comme une mise en danger des minorités sexuelles, mais également une prise de risque accrue pour les agresseurs (Langarita Adiego, 2020).

8.3.2 Les violences intrafamiliales au travers des individus hébergés par la fondation Le Refuge

En prenant en charge les jeunes LGBT+ expulsés du foyer familial, le travail effectué par la fondation Le Refuge semble être une entrée pertinente pour capter l'expression des violences intrafamiliales liées à l'homophobie. Néanmoins, avant d'interpréter les données fournies par la fondation, il convient d'en expliquer un peu plus concrètement le fonctionnement.

« Avec ses équipes de salariés et de bénévoles, la Fondation Le Refuge héberge et accompagne les jeunes LGBT+, de 14 à 25 ans, victimes d'homophobie ou de transphobie et en situation de rupture familiale, vers leur reconstruction émotionnelle et matérielle. »
(Texte de présentation de la fondation, le-refuge.org, 2023)

Plus précisément, la fondation intervient en proposant un hébergement et un suivi (psychologique, soutien administratif et professionnel, etc.) aux jeunes LGBT+ victimes d'homophobie dans leur famille. Au travers des données étudiées, nous n'entrerons pas dans les détails du suivi effectué par la fondation pour se concentrer uniquement sur la provenance géographique des individus recueillis.

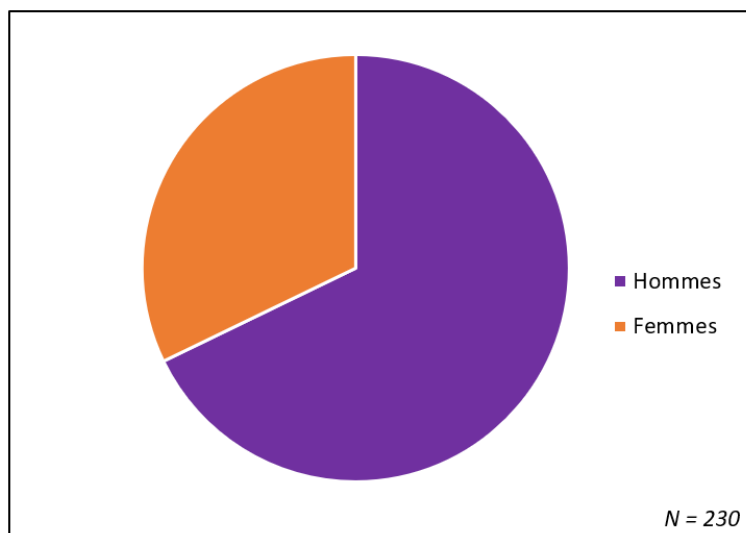
Dans la région Hauts-de-France, un seul site d'hébergement existe sur la commune de Lille. Un hébergement relais (lieu d'hébergement d'urgence en l'attente d'un placement dans un des centres de la fondation) était aussi existant sur la commune d'Amiens jusqu'en 2021⁴⁶. Cela signifie qu'en cas de signalement, un jeune LGBT+ en détresse habitant la région doit impérativement s'attendre à être déplacé sur Lille pour sa prise en charge, voire en l'absence de places, dans d'autres régions de France (les centres les plus proches étant à Paris ou Le Havre).

Entre 2017 et 2020, 230 jeunes homosexuels habitant la région ont été recueillis par la fondation, dont une majorité d'hommes (68%) (Graphique 31).

Près de la moitié de ces jeunes (45%) habitaient, avant leur arrivée à la fondation, au sein de la Métropole de Lille dont les deux tiers uniquement sur la commune de Lille (Carte 21). Avec 22 jeunes accueillis, la seconde agglomération de provenance est celle de Valenciennes suivie par l'agglomération de Lens-Liévin (14 individus). Il apparaît en premier lieu que ce sont les territoires les plus peuplés qui sont les principaux foyers de provenance des jeunes recueillis par la

⁴⁶ Il est à noter que suite au changement de la présidence de la fondation, suite à la démission de Nicolas Noguier en 2021, de nombreux éléments ont changé dans le fonctionnement de la Fondation, notamment la disparition de l'hébergement relais sur Amiens. Les données provenant de l'ancienne présidence, elles peuvent potentiellement ne plus être représentatives de la situation actuelle de la fondation.

fondation : Lille, Amiens, le bassin minier, Dunkerque, Calais. En revanche, et comparativement à la population locale, certains territoires semblent davantage touchés par ce phénomène. En rapportant le nombre de jeunes accueillis pour 100 000 habitants, on remarque que certaines agglomérations se démarquent par des valeurs significativement hautes. C'est notamment le cas de la Métropole de Lille (9) et de Valenciennes (11), ainsi que la Communauté d'Agglomération de la Baie de Somme (8)⁴⁷.

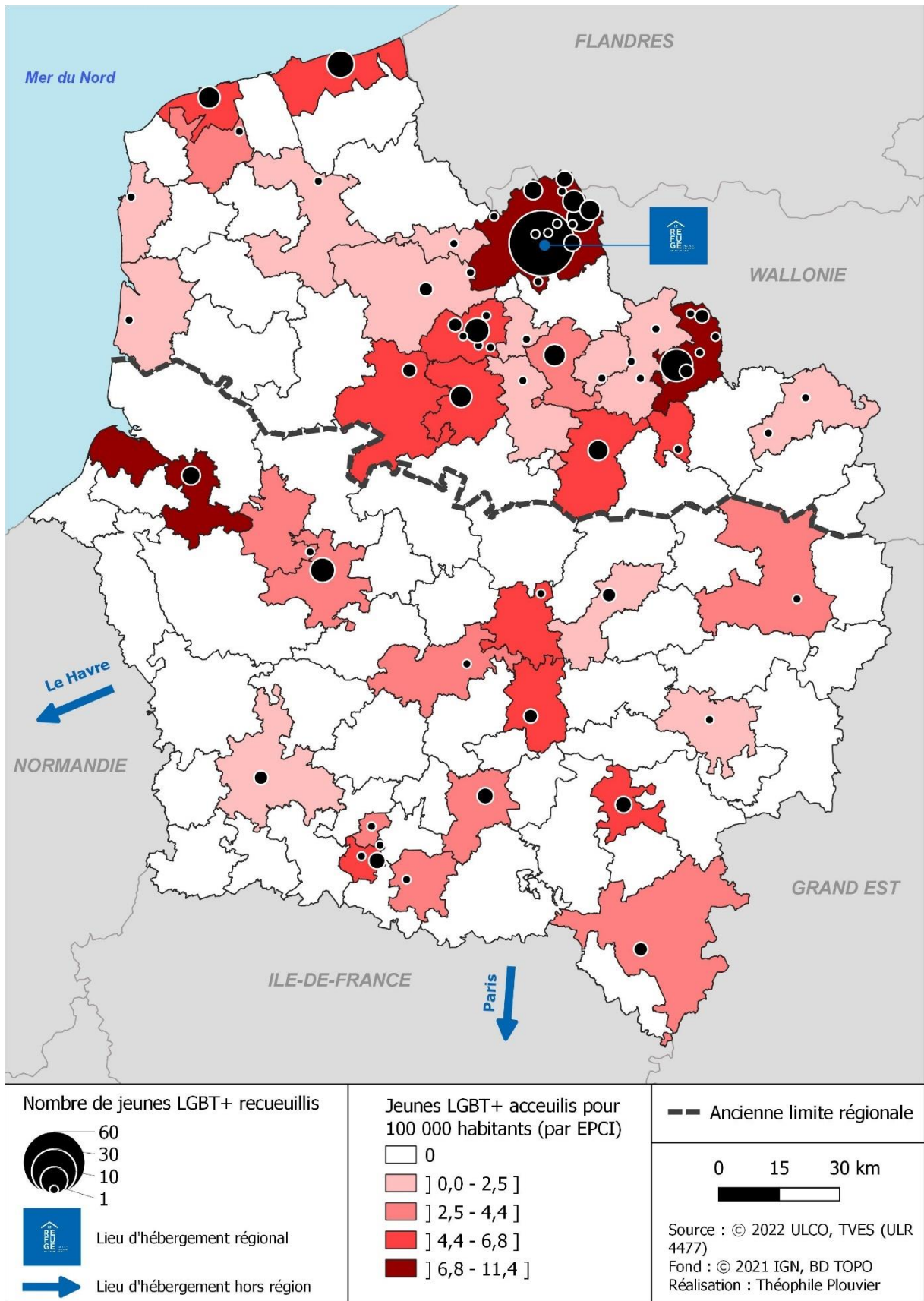


Graphique 31 : Identi t  de genre des individus cisgenres recueillis par Le Refuge entre 2017 et 2020

Considérant le critère de proximité avec les bureaux régionaux de la fondation, il n'apparaît pas surprenant que la métropole lilloise soit ainsi surreprésentée. En effet, on peut supposer qu'il est plus aisé pour les individus résidant dans la métropole d'identifier la fondation comme une potentielle interlocutrice en cas de violences homophobes intrafamiliales. De plus, l'existence d'hébergements directement sur Lille peut sembler plus encourageante pour des individus qui ne souhaiteraient pas abandonner totalement leur milieu social (amis, couple, études) en cas de prise en charge.

De la même façon, les individus pris en charge sont plus nombreux dans les villes moyennes gravitant autour du pôle lillois, en particulier dans le Nord et le Pas-de-Calais (Valenciennes, Cambrai, Douai, Dunkerque, Calais, Lens, Arras). A l'inverse, les villes de l'ancienne Picardie sont relativement peu représentées, à l'image d'Amiens qui, malgré ses 130 000 habitants, compte autant de jeunes accueillis par Le Refuge qu'une ville de la taille de Lens (32 000 habitants). C'est aussi le cas pour les pôles urbains secondaires, comme Beauvais, Compiègne, ou encore Saint-Quentin.

⁴⁷ Le cas de la Baie de Somme est cependant à interpréter avec précaution dans la mesure où l'agglomération n'est peuplée que de 48 000 habitants et où seulement 4 individus ont été accueillis par la fondation sur les 4 années de référence.



Carte 21 : Provenance des jeunes LGBT+ accueillis par Le Refuge entre 2017 et 2020

De ce point de vue, l'activité associative du Refuge paraît fortement biaisée pour espérer offrir une vision régionale de l'homophobie intrafamiliale. Les ressources limitées qui ne permettent pas une couverture uniforme du territoire, ainsi que les biais de proximité jouent un rôle prépondérant dans l'accessibilité des jeunes homosexuels aux ressources de la fondation. D'un autre côté, ces données permettent de mieux comprendre les forces en jeu dans les inégalités d'aides aux victimes d'homophobie et renforcent l'intérêt de l'approche régionale pour identifier les acteurs et leur rayon d'action.

Le cas de l'agglomération de Maubeuge : un exemple de « concurrence » associative ?

Comme le montrent les données du Refuge, certains territoires de la région font exception à une logique de taille qui voudrait que les territoires les plus peuplés soient également ceux les plus représentés en nombre de jeunes homosexuels accueillis. C'est notamment le cas de l'agglomération de Maubeuge à l'extrémité est du département du Nord, qui, malgré ses 125 000 habitants n'a vu entre 2017 et 2020 que 2 jeunes homosexuels accueillis par Le Refuge. Cela est d'autant plus étonnant au vu de la situation de la ville-centre de l'agglomération, Maubeuge, dont les indicateurs socioéconomiques sont très alarmants (taux de pauvreté de 35%, et taux de chômage de 33% en 2019 selon l'INSEE). Cette situation de forte précarité est confirmée par l'association LGBT+ locale qui ancre principalement ses activités dans le social avec l'accompagnement des victimes d'homophobie, notamment dans le domaine intrafamilial.

On peut se questionner sur le fait que l'implantation locale de l'association, sur des domaines d'interventions similaires à ceux du Refuge puisse expliquer le faible nombre de jeunes accueillis en provenance de ce territoire. Les informations fournies par l'association de Maubeuge semblent effectivement aller dans ce sens en mettant en avant de très nombreux cas d'homophobie qui contrastent grandement le « vide » de la carte issue des données du Refuge (Extrait d'entretien n° 17).

Georges : « On a créé cette association sur le territoire de Maubeuge parce qu'il n'y avait rien, rien du tout. En tant qu'élus, on a reçu en permanence, mon compagnon et moi-même des jeunes qui se trouvaient en souffrance, l'un qui se scarifiait pendant ses cours, et l'autre qui avait dû quitter sa maison parce que le beau-père le frappait parce qu'il était homosexuel. On s'est dit au bout d'un moment qu'on ne pouvait plus ne rien faire. Et donc on a créé cette association-là tout en se disant que ça allait concerner une poignée de garçons et de filles. Et en fait, très vite, on s'est retrouvé débordé à la fois par la demande, et par les gens qui étaient prêts à nous soutenir. On pensait que les victimes qu'on allait rencontrer, ce ne serait pas plus de dix par an. Et résultat aujourd'hui, c'est deux par mois. Quand je parle de victimes, je parle de victimes graves : des tentatives de suicide, ou mis à la porte par les parents. On a aujourd'hui une quarantaine de cas dont on continue de suivre l'évolution. »

Extrait d'entretien n° 17 : Georges

8.3.3 La déclaration des actes homophobes : d'SOS Homophobie à FLAG!

Depuis 1997, l'association SOS homophobie produit un des plus anciens et des plus connus suivis de témoignages d'homophobes. Sans être parvenu à nous procurer la totalité de ces données, nous ne pourrions malheureusement pas exploiter toute la richesse des données existantes, néanmoins, les approches géographiques parfois présentes dans les rapports produits par l'association peuvent nous éclairer sur certains points.

Dans un premier temps la spatialisation des témoignages s'est surtout faite selon une différenciation entre la région d'Ile-de-France et la province. Les éditions les plus anciennes font état de témoignages majoritairement concentrés dans la capitale, attestant de l'implantation privilégiée de l'association sur ce territoire. Les témoignages provenant de la province ne sont devenus majoritaires qu'à partir de 2001, montrant la visibilité croissante de l'association dans tout le pays, stimulée en partie par l'ouverture des antennes régionales à la fin des années 1990. Malgré une situation qui s'équilibre, en 2017, près de 25% des témoignages proviennent toujours d'Ile-de-France (Figure 36). Dans le reste de la France, les départements les plus peuplés et possédant une grande métropole sont les plus représentés, ce qui s'applique également au cas des Hauts-de-France où on observe une nette distinction entre les départements du Nord et du Pas-de-Calais dont proviennent pour chacun plus de 20 témoignages, et les trois départements de l'ancienne Picardie qui recueillent chacun entre 5 et 9 témoignages durant l'année.

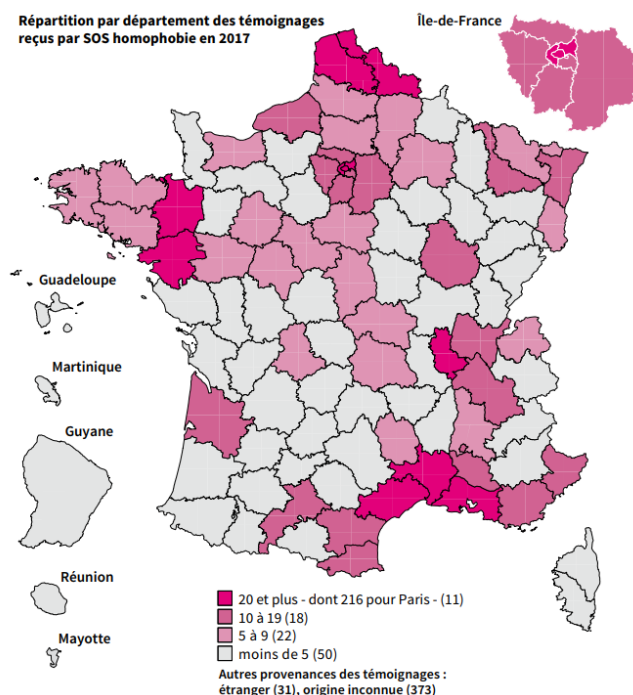


Figure 36 : Répartition par département des témoignages reçus par SOS homophobie en 2017

Source : rapport sur les LGBTphobies 2018, SOS Homophobie

Cette surreprésentation des territoires les plus peuplés peut d'une part se justifier par la visibilité favorisée de l'association dans les grandes villes, notamment via les affichages publicitaires, mais également par le fonctionnement toujours très centralisé de l'association. En effet, on peut se demander si le fait que les orientations de l'association soient majoritairement décidées à l'échelle

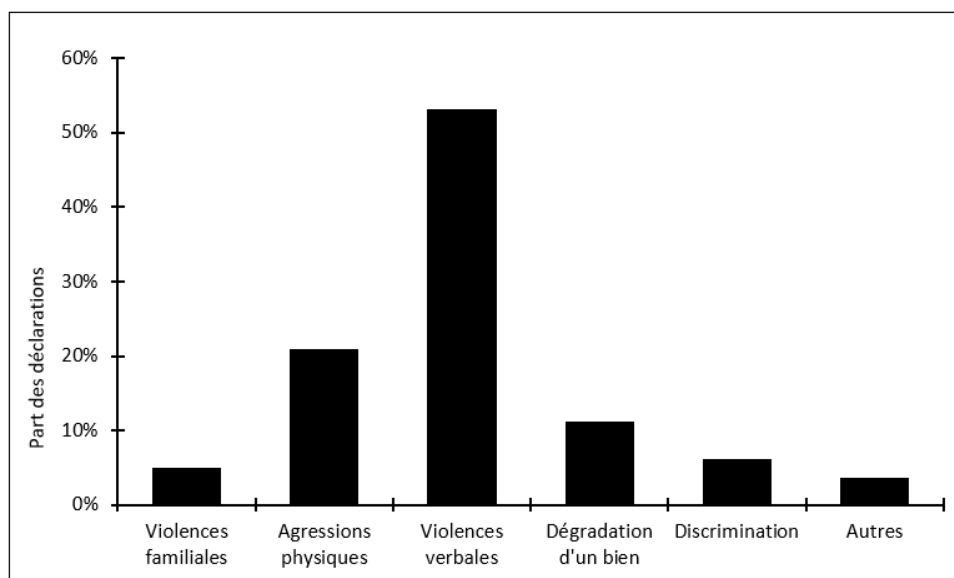
nationale ne pose pas des problématiques d'implantations à l'échelle locale, ce que relate notamment les dirigeants de l'association locale amiénoise concernant la « lenteur » de prise de décisions de l'antenne régionale d'SOS Homophobie (Extrait d'entretien n° 18).

Arthur : « *Honnêtement, on a un certain crédit auprès de la métropole en tant qu'association locale LGBT. On est quand même, je pense, l'association LGBT inclusive la plus reconnue par Amiens, en dépit du fait qu'on a SOS homophobie. SOS Homophobie en fait, c'est une association nationale avec une antenne sur Amiens. Dans les possibilités de prise de décisions ça met plus de temps. Donc, c'est vrai que sur la construction de projets qui répondent peut-être plus immédiatement à des choses, c'est un peu plus compliqué pour eux.* »

Extrait d'entretien n° 18 : Stéphane, Romain, Arthur

Bien qu'ayant en partie les même problématiques qu'SOS Homophobie (fonctionnement nationale, implantation majoritairement urbaine), l'association FLAG! nous permet d'observer plus localement le suivi des agressions et discriminations homophobes survenues sur le territoire. Le fait d'avoir accès aux données générées via l'application FLAG! permet en effet une bonne précision géographique ainsi qu'une typologie plus fine des actes LGBT+phobes recensés.

Dans la majorité des cas, les déclarations relèvent de violences verbales telles que les injures, menaces, et mégenrages (53%). Viennent ensuite de manière non négligeable les violences physiques (21%) puis les dégradations de biens (11%) qui se passent le plus souvent dans le cadre de relations de voisinage (Graphique 32). Contrairement aux violences recensées par la presse dont l'essentiel concerne des agressions physiques sévères, l'accent est ici mis sur des violences moins impressionnantes, plus communes, mais aussi moins visibles car donant rarement lieu à une suite judiciaire.

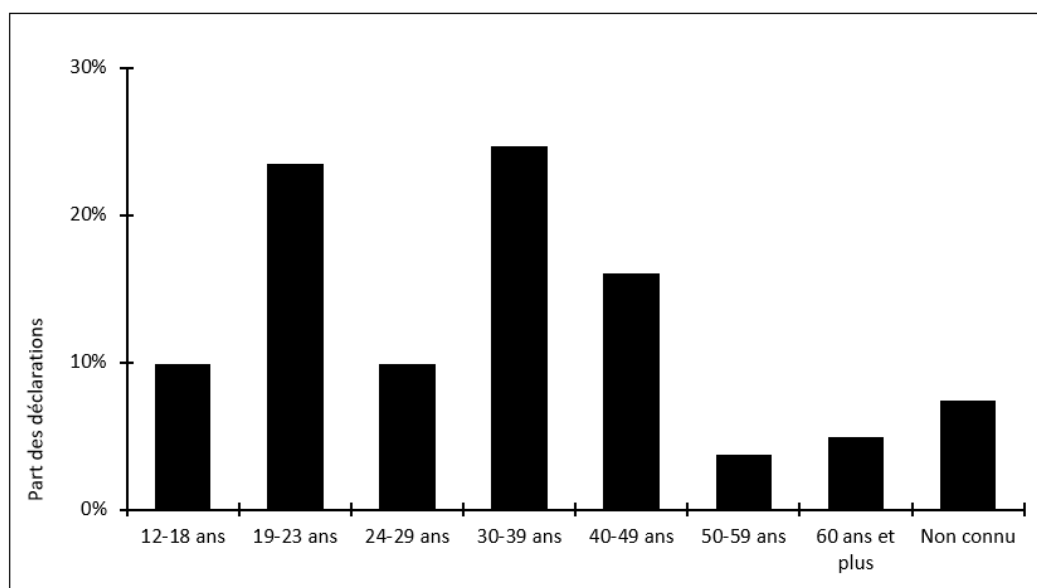


Graphique 32 : Type des violences déclarées dans l'application FLAG! entre 2019 et 2023

Les individus victimes des LGBT+phobies sont, dans deux tiers des cas, âgés de moins de 40 ans, les individus de 19-23 ans (23%) ainsi que 30-39 ans (25%) étant les principales victimes (Graphique

33). Cependant, les types de violences subies diffèrent légèrement selon l'âge des victimes. Alors que les violences familiales concernent logiquement majoritairement les individus de moins de 18 ans, les faits de discriminations et de dégradation des biens concernent davantage les individus de plus de 25 ans. Cela peut notamment s'expliquer par des divergences dans l'exposition aux violences LGBT+phobes aux différents stades de la vie, les discriminations et dégradations de biens pouvant préférentiellement survenir pour des individus installés dans la vie professionnelle et dont les migrations résidentielles sont moins fréquentes.

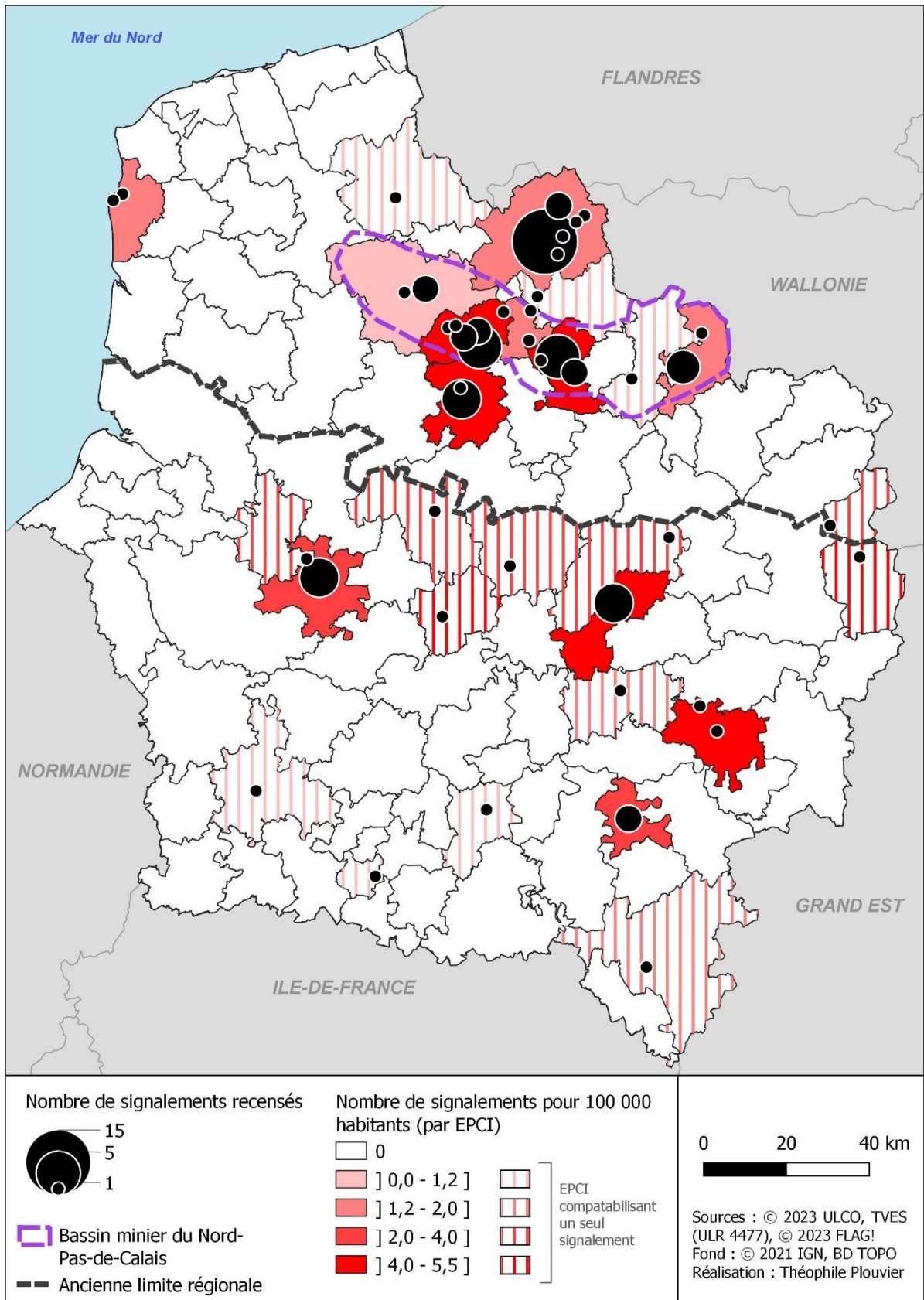
D'un point de vue géographique, la majorité des actes déclarés se situent dans les zones les plus peuplées de la région, notamment la métropole lilloise (18), le bassin minier, et les principales villes départementales comme Saint-Quentin, Arras (5) et Amiens (4) (Carte 22). Néanmoins, certains territoires se démarquent par des situations particulières. Le littoral et l'Oise regroupent très peu, voire aucun signalement malgré la présence de plusieurs agglomérations de tailles conséquentes comme Dunkerque, Calais, Beauvais, Creil ou Compiègne. A l'inverse, certaines agglomérations recensent un nombre particulièrement élevé de signalements comparativement à la population locale, notamment celles d'Arras (4,5 signalements pour 100 000 habitants), de Lens-Liévin (5 pour 100 000 habitants) et de Douai (5,3 pour 100 000 habitants). Cette situation soutient la surreprésentation des manifestations d'homophobies dans le périmètre du bassin minier, déjà mise en évidence par les données issues de la presse et de la fondation du Refuge, mais conforte également les nuances déjà suggérées via les inégalités existantes entre les différentes agglomérations, en particulier la faible présence de signalements dans les agglomérations de Béthune, d'Hénin-Beaumont, et de l'est, plus rural.



Graphique 33 : Age des victimes déclarées dans l'application FLAG! entre 2019 et 2023

On ne peut cependant ignorer les biais qui, comme dans le cas des témoignages reçus par SOS Homophobie, peuvent ici impacter les données. En effet, par sa faible ancienneté, l'application est aujourd'hui encore peu diffusée sur l'ensemble du territoire. Ainsi, comme le rappelle le rapport annuel de FLAG!, l'application jouit d'une importante publicité au sein des institutions policières et juridiques, mais est nettement moins connue des individus non rattachés à ces

structures. De plus, on peut s'interroger sur l'appropriation de l'application par toute une frange de la population idéologiquement opposée aux activités policières, notamment celle issue des mouvements *queer* radicaux. On peut par exemple rappeler l'opposition du centre LGBT+ de Lille à l'intégration, en son sein, de l'association FLAG!. Plus largement, bon nombre de collectifs LGBT+ étant orientés politiquement à gauche, et en considérant la méfiance historique (héritée notamment de Stonewall et de la répression policière de l'homosexualité) des individus LGBT+ envers les forces de police, on peut supposer que l'usage d'une application affiliée au ministère de l'intérieur ne fasse pas l'unanimité parmi les populations concernées.



Carte 22 : Localisation des signalements de LGBTphobies effectués via l'application FLAG! entre 2019 et 2023

Conclusion du chapitre 8

Ce chapitre nous a permis de mieux connaître les individus contactés via le questionnaire de l'enquête 3H. Alors qu'on pouvait s'attendre à certaines caractéristiques, en raison des canaux de diffusion du questionnaire, comme la jeunesse des individus, leur statut majoritaire d'étudiant, ou encore la surreprésentation des individus issus des villes d'Amiens et Lille, d'autres contrastent considérablement avec les principales études similaires ou apportent un éclairage différent de ces populations.

En premier lieu, l'identité sexuelle des répondants apparaît plus variée que la plupart des enquêtes de ce genre (EPGL, MobGay, NetGay Baromètre) avec une part importante d'individus non homosexuels. Egalement, on a pu apercevoir, par la bonne représentation des individus habitant les villes moyennes (les individus des petites villes et villages restant néanmoins fortement sous-représentés), les bénéfices d'un changement d'échelle par rapport aux enquêtes nationales en passant par des canaux de diffusion locaux. L'importance de ce changement d'échelle s'aperçoit également par la mise en évidence des interactions entre diverses parties du territoire régionale, entre les grandes et moyennes villes et les milieux ruraux, particulièrement au sein des migrations pendulaires ou dans le cadre de la décohabitation familiale.

D'autres caractéristiques confirment les orientations souhaitées lors des choix de diffusion de l'enquête, comme la faible part des répondants proches des milieux LGBT+ physiques. Ainsi, au-delà d'être une simple description de l'échantillon, ce chapitre nous a permis d'évaluer l'efficacité de la démarche de passation mise en place tout au long de cette enquête.

Enfin, confirmant les doutes que l'on avait concernant la pertinence des suivis actuels des actes homophobes, ceux-ci se montrent peu propices à l'établissement d'une cartographie régionale de l'homophobie, tant par l'aspect lacunaire des données elles-mêmes, que par les nombreux biais, de proximité et de visibilité, qui les traversent. Ces données inédites attirent tout de même l'attention sur la situation dans le bassin minier, phénomène qu'il sera nécessaire de garder à l'esprit lors d'investigations plus poussées.

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE

Travailler sur les spatialités, c'est-à-dire sur les positionnement sociaux et géographiques des opérateurs spatiaux a permis de se focaliser sur des pratiques spatiales et des espaces en limitant les biais liés à la visibilité ou à des effets de tailles.

Dans le chapitre 7, nous avons pu ainsi mettre en évidence un certain nombre de lieux peu visibles et peu publicisés, mais qui accueillent néanmoins une partie des populations homosexuelles. Ces lieux, dont beaucoup sont localisés hors des grandes villes, apparaissent d'autant plus importants à prendre en compte que les territoires qui les accueillent sont marqués par l'absence d'espaces gays institutionnalisés. De ce fait, ces lieux homosexuels, qui ne sont pas systématiquement perçus comme tels, conservent en revanche une grande importance pour les individus issus des minorités sexuels car ils permettent l'établissement d'espace-temps à l'écart de l'hétéronormativité et propices à l'affirmation de soi.

A contrario, ces lieux dénotent également des lieux traditionnels mis en évidence à l'origine dans les quartiers gays, par leur plus grande porosité, et donc pas une affirmation communautaire souvent amoindrie. La variété des espaces investigués, en offrant aux individus différents degrés possibles de publicisation et de visibilité des identités et des pratiques, pointe la protéiformité de la production des lieux homosexuels en lien avec les caractéristiques des territoires. On remarque notamment que de nombreux lieux sont difficilement comparables au régime de la visibilité *queer* promu par les communautés des grandes villes dans la mesure où, bien qu'ils n'usent pas de marqueurs territoriaux identitaires pour se publiciser, ils ne sont pour autant pas non plus dissimulés et s'établissent parfois au sein même de l'espace public régional.

Dans le chapitre 8, l'analyse de l'échantillon de convenance obtenu dans la phase quantitative de l'enquête nous a permis d'affiner notre connaissance des populations homosexuelles masculines dans les Hauts-de-France. Les caractéristiques sociales, économiques et culturelles relevées dans cet échantillon révèlent, en l'absence de données de recensement à l'échelle nationale, l'importance de mener des investigations sur ces populations à des échelles plus locales afin de mieux comprendre leurs répartitions dans la population générale, mais aussi leurs interactions avec l'espace social et géographique régional. Egalement, malgré une prise en compte légale datant de 2004, les données institutionnelles relatives à l'homophobie apparaissent très éparées et biaisées, établissant systématiquement un lien fort avec les territoires les plus densément peuplés où sont localisés les organismes référents (services de l'Etat, associations). A défaut d'être aptes à fournir une cartographie réellement représentative des préjudices homosexuels, ces données permettent néanmoins d'attirer l'attention sur des territoires qui apparaissent exceptionnels, soit par une concentration importante de violences homophobes déclarés, soit à l'inverse par leur absence.

En établissant un état des lieux des différentes composantes du système liant les opérateurs spatiaux homosexuels (individus, structures associatives, entreprises) à la ressource spatiale, cette troisième partie a posé les premières pierres pour comprendre dans quels contextes

géographiques, sociaux et culturels se structurent ces pratiques spatiales. Ces pratiques, et les éléments qui les conditionnent seront particulièrement développées dans la partie suivante par l'introduction des éléments psychosociaux, qui, on le suppose, peuvent expliquer ces structures, notamment vis-à-vis de l'exposition aux préjudices et à la gestion du risque que cela suppose.

QUATRIEME PARTIE

**COMMENT L'APPROCHE REGIONALE ET MULTICRITERE
PERMET DE REVISITER LES SPATIALITES HOMOSEXUELLES
AUX CROISEMENTS DES SYSTEMES DE LA VULNERABILITE ET
DU GENRE ?**

Bien qu'il ne suffise probablement pas à lui seul à expliquer l'ensemble des pratiques spatiales des individus homosexuels, on peut penser que le statut minoritaire et les problématiques qu'il engendre (discrimination, violences, stress) est une composante essentielle pour leur compréhension.

Néanmoins, face à toute la complexité que ce statut minoritaire suppose, il apparait difficile d'en appréhender les conséquences sans l'aborder de manière systémique. Pour cela, l'approche par la géographie des risques et notamment via le système des vulnérabilités, développé dans la première partie, semble apporter un élément de réponse.

C'est en particulier sur ce point que se concentrera le chapitre 9 par l'étude des imbrications et interactions entre les différentes composantes de ce système, c'est-à-dire l'aléa (l'agression, la discrimination), les représentations (proposées ici sous le concept de la conscience du stigmaté), la gestion (restriction de la visibilité en tant que personne homosexuelle, modifications comportementales, etc.), et les enjeux (que l'on peut théoriser en partie à travers le stress minoritaire et les potentiels dommages corporels, psychologiques ou matériels).

Le chapitre 10 proposera de remettre au centre des analyses le système qui lie le genre, le sexe et le désir. En effet, comme le suggérait Judith Butler (1990), on ne peut comprendre les problématiques qui touchent les minorités sexuelles sans prendre en compte la matrice culturelle qui fait s'articuler ces trois composantes. Dans ce cas, on s'attachera particulièrement à voir comment les expressions genrées individuelles et l'attachement aux normes genrées peut potentiellement jouer un rôle dans les représentations des préjugés homosexuels mais également dans la formation et la fixation des identités homosexuelles.

CHAPITRE 9

CONTEXTUALISER LES SPATIALITES INDIVIDUELLES AU REGARD DE LA CONSCIENCE ET DE LA GESTION DU RISQUE HOMOPHOBIE

Comme cela a été abordé dans la partie précédente, le recensement des violences homophobes s'avère être une tâche complexe. Dans la mesure où aucune source officielle ne peut prétendre à une quelconque exhaustivité (concernant les sources policières et d'après l'enquête Cadre de Vie et Sécurité de 2018, seules 5 à 20% des victimes porteraient plaintes), il convient d'explorer des sources détournées, mais surtout d'opérer un changement d'objet d'étude pour se focaliser davantage sur les représentations qu'ont les individus de ces violences.

Ce chapitre, en se basant sur le système de vulnérabilité, propose une approche systémique de la question des préjudices homosexuels en faisant intervenir à la fois les notions de représentations (conscience du stigmatisé), de gestion du risque (notamment à travers le processus de coming-out ou des pratiques de dissimulation et d'évitement) et plus concrètement de l'aléa. En effet, dans la mesure où le préjudice homosexuel apparaît très complexe à identifier et recenser, on peut penser que la prise en compte plus globale de la vulnérabilité comme étant « *une capacité à modifier voire à engendrer des aléas, une capacité à provoquer des catastrophes, une capacité à provoquer des crises* » (Metzger, D'Ercole, 2011), est plus à même d'expliquer les pratiques spatiales des individus.

On cherchera plus particulièrement à étudier les liens entre la fréquence à laquelle les individus déclarent être victimes de préjudices et la gestion de leur visibilité en tant que personne homosexuelle, cela pouvant, dans certains cas, résulter de pratiques destinées à réduire leur exposition au risque. De la même façon, l'approche régionale permettra ici de contextualiser ces expériences en tentant de lier les représentations territoriales de l'homophobie ou de l'hétéronormativité et les pratiques des individus en lien avec leur orientation sexuelle.

Dérivées des hypothèses présentées en début de seconde partie, trois sous-hypothèses seront ainsi étudiées dans ce chapitre.

Sous-hypothèse 1 : Les individus évoluant dans les grands centres urbains sont moins exposés aux préjudices homosexuels que ceux évoluant dans des unités urbaines plus petites.

Sous-hypothèse 2 : La visibilité en tant qu'homme homosexuel est moindre pour les habitants des plus petites communes.

Sous-hypothèse 3 : La proximité avec les milieux LGBT+ est un facteur favorisant la conscience de l'homophobie.

9.1 Le stigmatisme homosexuel : gestion de la visibilité et représentations

9.1.1 Se visibiliser en tant qu'individu homosexuel : du placard à la perte de contrôle de l'information sur soi

Contrairement à certains stigmates tels que la race ou les handicaps visibles, le stigmatisme homosexuel se démarque par la possibilité pour les individus concernés de le dissimuler aisément. Abordée dans les cultures homosexuelles par les métaphores du placard et du *coming-out*, on peut supposer que cette gestion de la visibilité est déterminante dans l'exposition des individus aux violences homophobes. Afin d'analyser les représentations de ces violences par les enquêtés, on peut donc poser une première hypothèse qui est que, les individus dissimulant le plus leur homosexualité à leur entourage sont les moins susceptibles de déclarer avoir subi des violences homophobes.

Une première analyse bivariée entre les SCORE_CO et VICTI_QUALI ne semble pas attestée de l'existence d'une corrélation⁴⁸. Néanmoins, plutôt que de suggérer une victimisation d'autant plus forte que les individus sont visibles, la relation entre les deux variables suppose davantage une distinction entre les individus qui n'ont parlé de leur homosexualité à personne et ceux qui sont, au moins, partiellement visibles en tant que personnes homosexuelles (Tableau 17).

SCORE_CO \ VICTI_QUALI	Très Faible	Faible	Forte	Très Forte
0	68%	21%	9%	2%
1	48%	30%	15%	7%
2	49%	28%	15%	7%
3	45%	30%	21%	4%

Tableau 17: Fréquences croisées entre les variables SCORE_CO et VICTI_QUALI

Statistiques VICTI_QUANTI	SCORE_CO : 0	SCORE_CO : 1	SCORE_CO : 2	SCORE_CO : 3
Nombre d'individus	47	82	188	400
Minimum	0	0	0	0
Maximum	34	38	57	55
1er Quartile	0	3,2	5	5
Médiane	3,0	10,5	10,0	11,0
3ème Quartile	10,0	17,7	18,0	19,0
Moyenne	7,34	12,40	12,89	13,37
Variance (n-1)	78,92	106,73	123,46	106,12
Ecart-type (n-1)	8,88	10,33	11,11	10,30

Tableau 18 : Statistiques descriptives de la variable VICTI_QUANTI en fonction de la variable SCORE_CO

⁴⁸ Test du khi² entre les variables VICTI_QUALI et SCORE_CO : p-value = 0,093, $\alpha = 0,05$

Un constat similaire peut se faire en analysant la distribution de la variable VICTI_QUANTI en fonction des différents degrés de visibilité des individus (Tableau 18). Les individus ayant un SCORE_CO de 0 présentent des scores de victimations très inférieurs aux autres répondants sur tous les plans tandis que les individus partiellement ou totalement visibles présentent des résultats similaires.

Ces analyses semblent mettre en opposition deux visions bien distinctes du processus de *coming-out*, l'une suggérant une fracture nette entre un « avant » et un « après », l'autre, comme énoncé par Didier Eribon (2012), suggérant qu'il s'agit d'un processus « de toute une vie » devant se répéter à l'infini au fil des nouvelles personnes rencontrées. Plutôt que réfuter l'une ou l'autre de ces visions, il semble que cela révèle plutôt la complexité de la gestion de la visibilité de leur homosexualité par les individus. Il faut tout d'abord rappeler que la variable présentée ici ne se réfère qu'à la visibilité au sein de cercles sociaux qu'on peut considérer comme durables, c'est-à-dire composé de personnes que les répondants côtoient fréquemment et sur du temps long. Cette variable ne peut donc pas être considérée comme révélatrice d'un facteur de visibilité absolue au quotidien. Deuxièmement, on peut se demander si ce lien entre *coming-out* et victimation n'est pas aussi révélateur de la perte de contrôle concernant les informations qui circulent sur soi qui peut survenir à partir du moment où l'on divulgue son homosexualité à une ou plusieurs personnes. Ce phénomène, en partie similaire à ce qu'Eve Sedgwick nomme le « placard de verre » (Sedgwick, 2008), peut se résumer à la façon dont les individus homosexuels pensent illusoirement pouvoir gérer la visibilité de leur stigmat. Cela est particulièrement bien relaté par Emilien (Extrait d'entretien n° 19), dont l'homosexualité n'est sue que de sa sœur et de quelques amis. Au moment d'aborder la raison qui le pousse à ne pas divulguer son orientation sexuelle plus largement dans son entourage, notamment dans le cadre de ses études, celui-ci argumente :

Emilien : « *De manière générale, quand je suis ici à la fac, je fais attention pour pas que ça se sache pour la fac. Parce que j'ai eu quelqu'un que je connaissais, qui était gay et qui faisait...comment dire...qui avait quelques manières, des trucs comme ça, et qui avait été labélisé comme gay même s'il ne le disait pas aux gens. Et le fait que moi je sois considéré comme un hétéro, j'étais du coup inclus dans les discussions où ça parlait de lui, pas spécialement très méchamment mais pas très bien non plus. Je crois que c'est aussi le truc qui fait que je n'aurais vraiment pas envie que ça se sache à la fac. »*

[...]

« *Si j'étais considéré comme gay à la fac, je sais très bien que ce n'est pas un truc qui va revenir en arrière, je sais très bien que je serais labélisé comme ça jusqu'à la fin. »*

Extrait d'entretien n° 19 : Emilien

Cette difficulté à maintenir le secret à partir du moment où, l'individu lui-même commence à admettre ses attirances homosexuelles est souvent présente dans les discours des enquêtés, notamment ceux plus âgés qui se remémorent l'annonce de leur homosexualité et le fait que les proches étaient parfois déjà au courant ou avaient des doutes (Extrait d'entretien n° 20).

Théophile : « Comment s'est passée l'annonce de ton homosexualité à ta famille ? »

Julien : « J'avais 24 ans. Mes parents ont divorcé et je me suis retrouvé un jour juste avec ma mère et ma sœur, et je ne sais pas pourquoi ma mère m'a posé la question. Cash, comme ça. Ça n'avait rien à voir avec la discussion qu'on avait avant, y'avait rien qui aurait pu la pousser à poser la question et d'un coup elle m'a balancé ça. Et sur le coup, situation difficile, c'était vraiment les tout premiers jours après que mon père soit parti de la maison. J'ai pas voulu répondre en fait, j'ai fait un gros blocage. Et, finalement ma mère m'a dit en pleurant, enfin, elle pleurait pour le divorce plus que pour la situation. Elle a dit « si, si, dis-moi, j'ai besoin de savoir ». Donc preuve que, elle, elle avait quand même des doutes, et donc je lui dis. Et y'avait ma sœur aussi à côté qui écoutait, ça a été un grand soulagement pour ma mère de le savoir, d'en avoir la confirmation puisqu'elle devait s'en douter. »

Extrait d'entretien n° 20 : Julien

Enfin, on peut se demander dans quelle mesure le processus de *coming-out* est corrélé à la concrétisation de l'orientation sexuelle au travers des pratiques des individus. Pour les répondants qui n'ont parlé à personne de leur homosexualité, plus de 50% d'entre eux n'ont jamais eu de relations homosexuelles, et 32% uniquement des relations sexuelles⁴⁹ (Tableau 19). On remarque aussi un très fort lien entre le degré de *coming-out* et le fait d'avoir déjà eu des relations amoureuses avec d'autres hommes puisque les répondants ayant un SCORE_CO de 3 ont dans 85% des cas déjà vécu des relations amoureuses avec un homme.

RELATION_HOMO SCORE_CO	Aucune relation	Relations amoureuses et sexuelles	Relations amoureuses uniquement	Relations sexuelles uniquement
0	55%	6%	6%	32%
1	32%	27%	15%	27%
2	16%	56%	12%	15%
3	4%	85%	6%	6%

Tableau 19 : Fréquences croisées entre les variables SCORE_CO et RELATION_HOMO

D'avantage qu'une question d'affirmation identitaire, il semble ainsi que la démarche du *coming-out* serve avant tout d'annonce à l'entourage de l'existence d'une relation amoureuse. C'est le cas pour plusieurs enquêtés, notamment de Jérémy qui, en 2006, effectue conjointement auprès de sa famille, l'annonce de son homosexualité et la présentation de son partenaire (Extrait d'entretien n° 21).

⁴⁹ Test du khi² entre les variables SCORE_CO et RELATION_HOMO : p-value < 0,0001, $\alpha = 0,05$

Jérémy : « On va dire que j'ai eu un coming-out assez serein par rapport à d'autres. Donc, moi je suis sanguin, quand j'ai quelque chose à dire, je le dis. Moi je l'ai annoncé le jour de Noël, tout simplement je leur ai dit "j'ai une annonce à vous faire, voilà j'ai rencontré une personne", tout le monde était content, j'ai dit "je vous préviens, je veux aucun jugement". Et j'ai présenté du jour au lendemain une personne qu'ils ne connaissaient pas, ni d'Adam, ni d'Eve, qui avait à peu près le même âge que mes parents. »

Extrait d'entretien n° 21 : Jérémy

La période durant laquelle les individus commencent à accepter leurs désirs homosexuels peut être particulièrement importante dans la construction des représentations de l'homophobie. En effet, il s'agit généralement d'une période où les individus commencent à se renseigner sur l'homosexualité, à échanger avec d'autres personnes qui ont les mêmes désirs, et donc, à prendre conscience qu'ils peuvent potentiellement être la cible de l'homophobie. Il s'agit d'un moment de la vie où les injures homophobes telles que « pédé », « tafiole », jusqu'alors, dans les plus jeunes années, perçues comme désignant simplement un écart à la norme masculine (Plummer, 2001), deviennent performatives car elles s'adressent précisément au type de personnes que l'on est : un homosexuel (Eribon, 2012).

9.1.2 La conscience du stigmatisme homosexuel : entre influence des sociabilités et des expériences vécues

Lorsqu'il s'agit de représentations liées à des violences touchant des populations minoritaires, le fait de se savoir appartenir à une population potentiellement discriminée joue un rôle important. Pour en revenir à la thématique des insultes homophobes, on peut notamment constater cet écart entre les représentations des individus appartenant aux populations ciblées par ces insultes et les autres. Les débats publics⁵⁰ autour de l'insulte « pédé », largement rentrée dans le langage courant, montrent ainsi comment certains propos peuvent être perçus comme banals et inoffensifs lorsque dirigés contre des personnes hétérosexuelles, tandis qu'ils apparaissent très violents si dirigés contre des personnes homosexuelles.

Pourtant, il semblerait tout à fait légitime qu'une personne hétérosexuelle puisse se plaindre de subir de l'homophobie, tant celle-ci participe également à réprimer certaines formes d'hétérosexualités jugées hors normes. Cette capacité à pouvoir rattacher une violence subie à de l'homophobie peut notamment s'aborder via la notion de « conscience du stigmatisme » développé en 1999 en psychologie sociale par Elizabeth Pinel (1999). Une hypothèse centrale explorée par Pinel est que la conscience du stigmatisme serait corrélée positivement aux processus de victimation. En cas de forte conscience du stigmatisme, elle suppose ainsi que l'individu s'attend plus facilement à être victime de traitements négatifs en lien avec son homosexualité.

Dans le cas de cet échantillon, on retrouve effectivement une très forte corrélation positive entre les deux variables (Tableau 20), les individus ayant une conscience du stigmatisme forte ou très forte

⁵⁰ https://www.lemonde.fr/societe/article/2016/04/08/pede-n-est-pas-une-insulte-homophobe-selon-un-jugement-du-conseil-des-prud-hommes-de-paris_4898651_3224.html

étant les plus prompts à déclarer avoir subis des violences homophobes⁵¹. A l'inverse, les individus avec une conscience du stigmate faible ou très faible déclarent significativement moins de violences homophobes.

VICTI_QUALI \ STIG_QUALI	Très Faible	Faible	Forte	Très Forte
Très Faible	15%	35%	36%	14%
Faible	2%	15%	48%	35%
Forte	0%	12%	38%	50%
Très Forte	0%	5%	32%	63%

Tableau 20 : Fréquences croisées entre les variables VICTI_QUALI et STIG_QUALI

Pour tenter de comprendre les mécanismes influant sur la conscience du stigmate (qui, sur de nombreux points peut s'apparenter à une évaluation cognitive pour chaque individu de ses représentations du risque homophobe), trois variables incorporées dans l'enquête peuvent potentiellement nous éclairer :

- La victimation (ou l'expérience vécue de la stigmatisation)
- L'environnement social LGBT+
- L'exposition aux médias LGBT+

Dans le cas des expériences vécues de victimations, si comme vu précédemment, une conscience élevée du stigmate permet de rattacher plus facilement une expérience négative à de la violence homophobe, il est également fortement envisageable que dans une logique rétroactive, le fait d'avoir subi des expériences homophobes agisse en retour à renforcer la conscience du stigmate. En ce sens, un individu ayant déjà vécu le rejet en raison de son homosexualité aura par la suite, plus tendance à s'attendre à être rejeté par d'autres individus.

Environnement social LGBT+

Pour ce qui concerne l'environnement social, on peut se questionner quant à son influence sur les représentations de l'homophobie pour les individus. On peut ainsi formuler l'hypothèse que le fait de connaître et fréquenter régulièrement des personnes homosexuelles, ayant elles-mêmes potentiellement subies de l'homophobie, peut engendrer une plus grande sensibilité à ces violences. Pour cela, on dispose de plusieurs indicateurs de fréquentations, notamment celles des lieux de sociabilités (associations, bars, restaurants, boîtes de nuit), de sexualités (lieu de drague, sex-shop, saunas) mobilisés par les populations homosexuelles masculines.

⁵¹ Test du khi² entre les variables CONSC_STIG et VICTI_QUALI : p-value < 0,0001, $\alpha = 0,05$.

Type de lieux	Associations	Commerces de sociabilités	Commerces sexuels	Lieux de drague publics
Description des corrélations avec la conscience du stigmaté	Aucune corrélation	Corrélation positive entre la fréquentation et une conscience du stigmaté forte	Aucune corrélation	Aucune corrélation

Tableau 21 : Résumé des corrélations entre les variables STIG_QUALI et la fréquentation des lieux communautaires

Au vu de l'étude du lien entre ces variables, celui-ci semble de nature diverse en fonction du type de lieu homosexuel fréquenté (Tableau 21). Aucune relation ne semble exister entre la conscience du stigmaté et la fréquentation des associations LGBT+ ou des lieux de dragues publics. En revanche, pour les commerces de sociabilités (bar, boîtes de nuit), les individus ayant déjà fréquenté ces lieux présentent une conscience du stigmaté plus forte que ceux ne fréquentant pas ces lieux. Enfin, pour les commerces sexuels, la corrélation avec la conscience du stigmaté concerne négativement les individus fréquentant régulièrement ces lieux.

On observe ainsi ici, qu'au-delà du simple fait de fréquenter d'autres personnes LGBT+, le contexte dans lequel ces relations se passent semble être déterminant. Dans le cas des lieux de drague publics et des commerces sexuels par exemple, les codes régissant la pratique de la drague (communication non verbale, maintien de l'anonymat) tendent majoritairement à restreindre les interactions entre les individus au-delà de la seule pratique sexuelle (Gaissad, 2020 ; Brown, 2008 ; Jaurand, 2015). De plus, une part importante des individus fréquentant ces lieux ne se définissent pas systématiquement comme homo ou bisexuels (Frankis, Flowers, 2005, 2009) réduisant dans un même temps l'homogénéité de la population et l'impression d'un entre-soi dans ces lieux. Il paraît donc cohérent dans ce contexte, que la fréquentation de ces types de lieux ne soit que peu connectée à une configuration spécifique de la conscience du stigmaté.

Néanmoins, l'absence de corrélations avec la fréquentation d'associations LGBT+ est davantage sujette à interprétations. En effet, en raison du fait que les sociabilités sont souvent au centre des activités associatives, on aurait pu s'attendre à ce que cela soit impactant sur la conscience du stigmaté des individus fréquentant ces structures. Au vu de la diversité des associations existantes, on peut se demander si les spécificités de chacune ne sont pas des pistes d'explications possibles, en particulier dans le contexte des Hauts-de-France. Contrairement à certaines grandes métropoles, comme dans la région parisienne où de nombreuses associations peuvent s'appuyer sur une grande densité de population (et donc un important vivier de personnes LGBT+) pour fonctionner en quasi non-mixité, par exemple dans le cas des associations sportives (Le Blanc, 2015 ; Ferez, Beukenkamp, 2009), dans les Hauts-de-France, une majorité des associations, à l'exception de celles de la ville de Lille, sont contraintes de limiter (volontairement ou non) leur logique d'entre-soi, que ce soit en accueillant une part importante d'individus non LGBT+ en leur sein, ou en investissant des lieux non spécifiquement homosexuels durant leurs activités (voir partie 7.3). Il se peut que cet entre-soi relativement limité qui caractérise les associations de la région, d'autant plus lorsque les relations avec la population et les institutions locales se passent bien, puisse expliquer l'absence de corrélation avec la conscience du stigmaté des individus.

Cette hypothèse expliquerait également la corrélation avérée dans le cas de la fréquentation des commerces de sociabilités. Pour ces établissements qui sont ostensiblement revendiqués comme des commerces « gays », « LGBT+ » ou simplement « *gay-friendly* », l'entre-soi y est particulièrement fort et les contacts avec des populations non-LGBT+ y est grandement réduit, comparé aux associations.

Enfin, au-delà de la simple fréquentation des lieux, la proportion de personnes LGBT+ dans l'entourage des répondants est fortement corrélée à leur conscience du stigmate (Tableau 22). Pour les individus déclarant avoir plus d'une personne sur deux dans leur entourage issu des communautés LGBT+, 47% ont une conscience très forte du stigmate homosexuel contre une proportion bien moindre pour les autres répondants.

FREQ_LGBT \ STIG_QUALI	Très faible	Faible	Forte	Très forte
Moins de 10%	10%	25%	39%	26%
De 10 à 20%	7%	24%	45%	24%
De 20 à 50%	7%	24%	40%	28%
Plus de 50%	3%	19%	31%	47%

Tableau 22 : Fréquences croisées entre les variables FREQ_LGBT et STIG_QUALI

Cela s'illustre particulièrement à travers certaines réponses, par exemple celles à l'affirmation « Je pense que les hétérosexuels sont souvent injustement accusés d'être homophobes » à laquelle plus de deux tiers des répondants dont les fréquentations LGBT+ composent plus de 50% de leurs fréquentations ont répondu « Plutôt d'accord » ou « Tout à fait d'accord » contre seulement 54% pour le reste de l'échantillon.

Exposition aux médias LGBT+

Pour de nombreux hommes homosexuels et comme dans le cas de nombreux autres types d'aléas (terrorisme, catastrophes naturelles), le fait d'être exposé à des sources d'informations relatant ce type d'aléas joue un rôle important dans les représentations du risque et, on peut le supposer, sur la conscience du stigmate dans le cas de l'homophobie. Pour certains enquêtés, le fait d'avoir été témoin d'un acte homophobe via le biais des médias est notamment cité comme une source d'inquiétude importante (Extrait d'entretien n° 22).

Emilien : « Par exemple, un truc que je me rappelle, c'est au moment de l'élection du président brésilien, Bolsonaro, je sais plus l'année, 2018 ? Je sais que ce soir-là il y avait une série d'agressions sur des couples homosexuels et je sais qu'il y en a une qui avait été filmées que j'avais vu sur internet et je me rappelle encore des images, c'était une agression près d'un train ou d'un métro, tu vois juste un couple d'hommes se tenir la main et se faire casser la gueule par 3 autres gars, qui était pris par des caméras de sécurité. Et je me rappelle qu'à ce moment-là ça m'avait marqué parce que c'était juste au moment où je commençais tout juste à accepter. Et du coup ça a vraiment pas aidé, ça a peut-être rallongé d'un an de plus le temps que j'accepte [mon homosexualité]. »

Extrait d'entretien n° 22 : Emilien

Dans la mesure où l'actualité de l'homophobie est très souvent relatée dans la presse spécialisées LGBT+ (Figure 37), on peut ainsi formuler l'hypothèse que les répondants ayant recours à ces sites d'informations seraient plus fortement sensibles à l'homophobie. Dans l'enquête 3H, ces paramètres sont notamment abordés sous les questions relatives à la fréquence de consultation de la presse LGBT+ et de l'usage des réseaux sociaux en lien avec l'homosexualité (c'est-à-dire, le fait de suivre sur certains réseaux sociaux des individus en raison de leur appartenance aux communautés LGBT+ ou du contenu qu'ils publient en lien avec les communautés LGBT+).

Type de médias		Très faible	Faible	Forte	Très forte
Presse LGBT+	Jamais	>	>	<	<
	Quelques fois	<	<	>	>
	Régulièrement	<	<	>	>
Réseaux sociaux LGBT+	Jamais	>	>	>	<
	Quelques fois	<	>	>	<
	Régulièrement	<	<	<	>

Tableau 23 : Résumé des corrélations entre les variables STIG_QUALI et la fréquentation des espaces numériques LGBT+ (PRESSE_LGBT et RS_LGBT)

Que ce soit pour la consultation des sites de presse LGBT+⁵² ou le fait de suivre sur les réseaux sociaux des « influenceurs » LGBT+⁵³, une forte corrélation existe avec la conscience du stigmatisme des individus. Ainsi, les individus consultant ponctuellement la presse LGBT+ présentent une surreprésentation significative dans la classe « Très forte » de la conscience du stigmatisme et une sous-représentation dans la classe « Très faible », situation qui est inversée pour les individus ne consultant jamais la presse LGBT+ (Tableau 23). Le fait que la corrélation ne soit pas significative pour les individus consultant régulièrement cette presse peut apparaître surprenant. On peut se demander si une exposition récurrente à l'actualité homophobe via les méthodes

⁵² Test du khi² entre les variables CONSC_STIG et PRESSE_LGBT : p-value = 0,007, $\alpha = 0,05$.

⁵³ Test du khi² entre les variables CONSC_STIG et RS_LGBT : p-value < 0,0001, $\alpha = 0,05$.

sensationnalistes de la presse en général n'a pas également comme effet de désensibiliser les individus, ce qui supposerait ainsi une relation moins linéaire entre l'utilisation des médias LGBT+ et une conscience plus importante du risque homophobe (Joffe, Orfali, 2005).

La situation est plus intuitive concernant les réseaux sociaux LGBT+ puisque qu'on observe une opposition dans le sens des corrélations entre les individus utilisant régulièrement ces outils et ceux ne les utilisant jamais. En effet, contrairement aux informations relatées par la presse, les réseaux sociaux favorisent les interactions et le sentiment de proximité entre les utilisateurs. Dans ce contexte, le récit d'une agression homophobe n'est plus simplement une information qui se base sur un échange unidirectionnel (du média jusqu'au lecteur), elle est transmise par une personne « proche » (du moins dans l'espace virtuel : l'ami ou le *follower*) qui en espère des réactions (Lee, Kim, 2016 ; Siapera, 2018). Cette mobilisation des dimensions interactives, informatives et sociales (Ariel, Avidar, 2015) dans l'usage des réseaux sociaux favorise dans un même temps, on peut le penser, l'impact émotionnel et cognitif en termes de conscience du stigmatisme homophobe.

LES DERNIÈRES NEWS



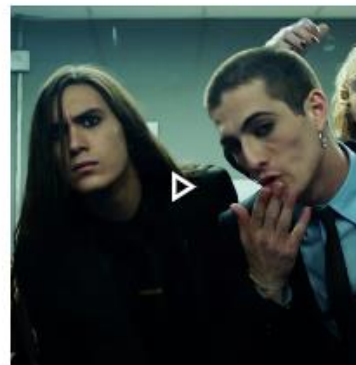
ROYAUME-UNI
Une loi écossaise facilitant le changement de genre bloquée par Londres



INTERVIEW "Si les chars de la Pride se joignent aux manif des retraites, alors bingo !"



HOMOPHOBIE
Football : enquête sur des banderoles homophobes à Montpellier



CLIP Måneskin sort "Gossip", avant-goût fun et corrosif de son album "Rush !"



CULTURE Pierre de Maere, Pomme, Angèle... les Victoires de la musique 2023 seront queers



DRAME
Harcèlement scolaire : Lucas, 13 ans, se suicide après des appels à l'aide

Figure 37 : Onglet « dernières news » du site tetu.com le 17.01.2023
Source : impression écran effectuée le 17/01/2023 sur tetu.com

Au-delà d'être un bon indicateur de l'état des représentations de l'homophobie par les hommes interrogés, l'interprétation de la conscience du stigmatisme permet de nuancer les violences homophobes déclarées. En effet, les études précédentes (Pinel, 2002, 2004 ; Wang et al., 2012) intégrant ce facteur montrent qu'une conscience du stigmatisme très forte peut préférentiellement amener des individus à rattacher à de l'homophobie des situations qui n'en sont pas. Dans l'autre sens, une conscience du stigmatisme très faible peut dénoter l'incapacité de certains individus à identifier des situations d'homophobies.

9.1.3 Les représentations spatiales de l'homophobie

Des classifications urbaines qui peinent à expliquer les écarts dans la victimation homophobe...

Une troisième piste de recueil de données sur l'homophobie réside dans les enquêtes de victimation, méthode employée par la plupart des organismes s'intéressant à cette thématique⁵⁴. A travers la partie consacrée à cela dans l'enquête 3H, il nous est également possible de spatialiser cette victimation homophobe en fonction des lieux de résidence des enquêtés.

Tout d'abord, pour reprendre l'argument métronormatif d'une plus grande tolérance des grandes villes par rapport aux territoires périphériques, l'analyse de la corrélation entre la victimation et la taille des communes de résidence basée sur la population ne donne que peu de résultats probants⁵⁵ (Tableau 24). Il semble ainsi que les individus habitant Lille ou Amiens ne déclarent pas avoir subi moins d'actes homophobes que les répondants des autres territoires. L'analyse des corrélations par case montre une surreprésentation significative des répondants ayant une victimation « Très Faible » dans les communes de plus de 100 000 habitants. Celle-ci est néanmoins à nuancer par une part plus faible des répondants à la victimation « Faible » comparé aux autres types de communes.

Bien qu'aucune corrélation soit avérée en ce sens, notamment en raison du faible nombre de répondants dans ces communes (57), le cas des communes de 50 000 à 100 000 habitants interroge si l'on considère le cumul des répondants en situation de victimation « Très Faible » et « Faible » (68%). En effet, celui-ci est inférieur de 10% aux autres catégories de communes. Ces communes, qui correspondent aux pôles urbains régionaux secondaires tels que Dunkerque, Calais, Beauvais, Saint-Quentin, Roubaix, Tourcoing et Villeneuve d'Ascq, sont à investiguer plus précisément pour en déduire une réelle particularité locale en termes de représentations de l'homophobie ou un simple hasard statistique.

⁵⁴ Voir entre autres : l'enquête Cadre de Vie et Sécurité de l'INSEE, les enquêtes de la DILCRAH

⁵⁵ Test du khi² entre les variables VICTI_QUALI et POP_COMM : p-value = 0,695, $\alpha = 0,05$

VICTI_QUALI \ POP_COMM	< 2 000	2 000 - 20 000	20 000 - 50 000	50 000 - 100 000	> 100 000
Très Faible	47%	46%	45%	44%	53%
Faible	33%	32%	33%	25%	24%
Forte	14%	18%	18%	25%	17%
Très Forte	7%	5%	4%	7%	5%

Tableau 24 : Fréquences croisées entre les variables VICTI_QUALI et POP_COMM

En basant la typologie territoriale sur la densité de population via la distinction entre les communes urbaines et rurales de 2020, nous n'observons ici non plus aucunes corrélations avec la victimation des répondants⁵⁶ (Tableau 25). La seule distinction existante se situe dans les communes urbaines intermédiaires dont la victimation est légèrement moins faible que dans les autres communes (43% d'individus à la victimation « Très Faible » contre 50%), néanmoins cela est compensé par une part plus importante d'individus ayant une victimation « Faible ». Si une différence existe, elle apparait ici limitée et ne semble pas témoigner d'une victimation significativement plus importante dans ces communes. Concernant les communes rurales et urbaines denses, les proportions étant quasiment identiques, les hypothèses selon lesquelles la victimation homophobe serait plus forte dans les territoires ruraux ne semblent pas vérifiées.

VICTI_QUALI \ TYPE_COMM	Rurale	Urbaine intermédiaire	Urbaine dense
Très Faible	51%	43%	50%
Faible	27%	35%	27%
Forte	15%	17%	19%
Très Forte	7%	6%	5%

Tableau 25 : Fréquences croisées entre les variables VICTI_QUALI et TYPE_COMM

Cela est également relaté au sein des discours d'individus ayant expérimenté plusieurs lieux de vie. En effet, plusieurs hommes interrogés mettent en avant ce décalage entre des appréhensions personnelles sur l'homophobie supposée de certains milieu sociaux et la réalité finalement vécue. Luc, qui a grandi dans une petite ville du Nord aborde notamment la question de la stigmatisation homophobe des milieux agricoles tout en réfutant celle-ci par des expériences vécues (Extrait d'entretien n° 23).

⁵⁶ Test du khi² entre les variables VICTI_QUALI et TYPE_COMM : p-value = 0,384, $\alpha = 0,05$

Théophile : « *Est-ce que tu penses qu'il y a certains types de personnes qui sont de manière générale plus homophobes que d'autres ?* »

Luc : « *En milieu rural on va forcément penser aux agriculteurs. C'est des stéréotypes, et je suis très convaincu que c'est des stéréotypes. Je connais des agriculteurs, ça reste des amis. Je leur ai un peu fait comprendre [que j'étais homosexuel] et ils n'ont pas forcément mal réagi. Je pense que ça c'est un stéréotype.* »

Extrait d'entretien n° 23 : Luc

C'est également le cas pour Marc et son compagnon concernant les milieux populaires (Extrait d'entretien n° 24). Malgré de nombreuses appréhensions liées à un emménagement sur la commune d'Hénin-Beaumont⁵⁷, il relate une expérience finalement très positive tout en étant identifié par le propriétaire et le voisinage comme un couple homosexuel.

Marc : « *Après, j'ai déménagé sur Hénin-Beaumont. Alors là, on avait un peu peur parce que notre propriétaire, on nous l'avait présenté comme un gros rustre. Mais en fait, c'était une crème, et il nous a donné l'appart. Lui, voilà, c'était comme il disait : "Moi, je m'en fous, vous vivez avec qui vous voulez. Moi si je fais confiance à la personne on fait affaire, si je lui fais pas confiance, on fait pas affaire. Que ce soit un homme, une femme, un couple d'hommes, un couple de femmes". Donc vraiment le gars hyper, hyper ouvert. Et on n'a jamais eu de soucis avec le voisinage. Ça s'est toujours bien passé.* »

Extrait d'entretien n° 24 : Marc

Enfin, le cas d'Adrien (Extrait d'entretien n° 25) apporte quelques nuances supplémentaires. Si comme les individus précédents il ne se souvient d'aucun vécu homophobe marquant qui soit lié à certains territoires en particulier bien qu'il ait successivement habité à la fois les milieux urbains et ruraux, il justifie sa situation d'opprimé avant tout par l'invisibilité de l'homosexualité dans la société. Plutôt qu'un dénigrement franc de l'homosexualité observé durant sa jeunesse, il explique ainsi sa difficulté à vivre pleinement son homosexualité par l'hétéronormativité de la société et le statut « obligatoire » de l'hétérosexualité. Cela est d'autant plus marqué par la période à laquelle Adrien a grandi. En effet, l'homosexualité était dans les années 1970-1980 bien moins présente qu'aujourd'hui dans les médias et les discours, renforçant son invisibilité et l'impossibilité de la considérer comme une orientation sexuelle viable.

⁵⁷ Située dans le bassin minier, la commune comporte une importante population ouvrière et est également le fief historique du parti politique d'extrême droite le Rassemblement National.

Adrien : « *J'ai vécu adolescent dans un village, ensuite, je suis allé faire mes études à Paris et puis je suis venu dans l'Aisne. Mais en fait, toute ma vie, j'ai été victime quelque part d'une...comment dire...J'ai commencé par aimer un garçon, tu vois j'avais 15 ans, on était dans un milieu dans lequel l'homosexualité n'existait pas, des milieux assez réactionnaires. C'était difficile pour lui d'assumer personnellement, même en se cachant c'était compliqué. Et donc, très vite, j'ai bien compris que c'est plus facile d'avoir des amoureuses. Et comme ça marchait aussi, j'ai eu plus une vie d'hétérosexuel que d'homosexuel en fait. Mais quelque part, c'est la faute à cette espèce de société dans laquelle l'homosexualité était invisibilisée, n'existait pas. Et puis surtout, être homosexuel, c'était inconcevable dans ce milieu-là. Moi, j'étais en Seine et Marne, Fontainebleau, tu vois, des coins quand même bien propres sur eux, des parents catho, mais pas très conservateurs. Mais pour eux, jamais...Ils ont toujours identifié leurs enfants : un garçon, tu aimeras une fille, une fille, tu aimeras un garçon, voilà une espèce de règle. Et donc j'ai intériorisé l'idée que tout ça c'était ma vie privée.*

[...]

Mais donc, pendant tout mon parcours, je considère que l'homophobie, elle a été omniprésente du fait de cette société patriarcale, hétéronormative. Et c'est là où elle a été la plus violente pour moi. Je n'ai jamais été la victime de violences homophobes directes, évidemment, étant identifiée comme un hétéro, il y avait peu de raisons. Mais je suis une pure victime, voilà, dans mes préférences amoureuses et même dans mon identité de genre, j'ai une expression de genre très masculine mais je ne me suis jamais identifié aux garçons tels qu'ils étaient fabriqués dans mon adolescence, le virilisme... D'ailleurs, je pense que mes copains n'étaient pas spécialement homophobes. J'entendais pas [de propos homophobes], ou j'ai oublié. Mais j'ai l'impression que dans les copains d'adolescence, je n'entendais pas du tout de propos homophobes. On en parlait pas. »

Extrait d'entretien n° 25 : Adrien

Comme mis en évidence dans la partie 3.1.1, une relation très forte semble exister entre la victimation homophobe des individus et le fait que leur homosexualité soit ou non connue de leur entourage. Si l'on considère que les individus n'ayant jamais rendu public leur homosexualité sont également moins susceptibles de subir des actes homophobes, ce paramètre est également à prendre en compte dans l'interprétation de la victimation dans la mesure où une raison non négligeable de l'existence du « placard » homosexuel est précisément la crainte de la stigmatisation et de la victimation.

D'un point de vue spatial, une relation apparaît significative entre les deux variables⁵⁸ (Tableau 26), particulièrement concernant une part plus importante (13%) des répondants qui habitent dans des villes de 20 000 à 50 000 habitants et qui n'ont pas débuté leur processus de *coming-out*. Les raisons de cette surreprésentation peuvent être multiples, néanmoins, on peut se demander si cela ne peut pas découler en partie des représentations négatives touchant le bassin minier (composé de nombreuses villes entre 20 000 et 50 000 habitants telles que Lens, Liévin, Douai, Cambrai, Hénin-Beaumont, Béthune, Valenciennes, Maubeuge) déjà mises en évidence via les actes homophobes relayés par la presse et les témoignages associatifs de ces territoires.

⁵⁸ Test du khi² entre les variables SCORE_CO et POP_COMM : p-value = 0,028, $\alpha = 0,05$

A l'inverse, et contrairement à l'idée d'un placard homosexuel particulièrement persistant dans les espaces ruraux, près de deux tiers des répondants habitant dans ces espaces sont identifiés comme homosexuels par la totalité de leur entourage, soit une proportion légèrement supérieure aux répondants habitant les grandes villes de la région.

POP_COMM \ SCORE_CO	< 2 000	2 000 - 20 000	20 000 - 50 000	50 000 - 100 000	> 100 000
0	7%	5%	13%	5%	5%
1	4%	14%	15%	11%	10%
2	28%	29%	22%	30%	25%
3	61%	53%	49%	54%	60%

Tableau 26 : Fréquences croisées entre les variables SCORE_CO et POP_COMM

...Mais des imaginaires spatiaux qui perpétuent encore parfois l'idée d'une plus forte tolérance des grandes villes.

Malgré des expériences homophobes vécues qui ne traduisent le plus souvent pas de différences basées sur les hiérarchies urbaines, la dichotomie entre la grande ville et les périphéries demeure importante dans le discours des enquêtés. Si certains se servent de ces imaginaires spatiaux pour les confronter à leur vécu et parfois les réfuter comme le fait Matéo en relatant la déconstruction progressive de ses idées reçues sur la région Hauts-de-France avant son emménagement à Laon (Extrait d'entretien n° 26), d'autres comme Pierre-Alexandre décrivent l'écart entre la vie lilloise et la vie rurale de façon très extrême (Extrait d'entretien n° 27).

Matéo : « Bah on entend beaucoup de on-dit, dans les Hauts-de-France, ça vote plus extrême droite, c'est moins tolérant, tout ça, mais bon au final...Après moi les gens dans le nord je les trouve globalement accueillant, et j'ai pas eu l'impression qu'il y ait plus d'homophobie. On en entend parler, on entend des choses, mais pour moi j'ai pas eu l'impression que c'était avéré. »

Extrait d'entretien n° 26 : Matéo

Ici, le fait d'habiter la ville est décrit comme étant une « chance » qui, moyennant quelques ressources économiques, donne l'accès à la culture, à l'information et à la vie associative. A l'inverse, habiter les milieux ruraux, d'autant plus ceux défavorisés, serait synonyme d'isolement total, notamment vis-à-vis d'une impossibilité de s'informer et de se cultiver grâce à des ressources telles qu'internet. Au-delà de dresser un tableau très peu nuancé des différences existantes entre les milieux urbains et ruraux, ce type d'imaginaires est teinté d'une vision très passéiste où la vie rurale serait entièrement déconnectée des villes. Si effectivement, la probabilité d'avoir des personnes homosexuelles dans son entourage dans un village rural est faible, on ne peut nier la multiplication des représentations homosexuelles dans les médias grand public au cours de ces dernières décennies et la large démocratisation de l'accès à internet dans la plupart des zones peu densément peuplées. De plus, une part non négligeable des habitants des

communes rurales⁵⁹ travaillent aujourd'hui en ville et sont donc également sujets à un plus important brassage de cultures.

Pierre-Alexandre : « *Surtout qu'en ville...Si vous êtes un peu au clair, il y a rat des villes et rat des champs. En ville on a l'accès un peu plus large à d'autres choses. Quand vous avez la chance d'être en ville et que vous êtes dans un milieu un peu favorisé, vous rencontrez des associations, vous allez à la bibliothèque, vous avez internet, vous avez tout ça. Si vous êtes dans un milieu défavorisé en plein milieu de votre campagne, bah effectivement, des couples homos vous en avez peut-être pas vu, vous en avez peut-être pas officiellement dans votre entourage.* »

Extrait d'entretien n° 27 : Pierre-Alexandre

Ces imaginaires impactent aussi des individus n'habitant pas les grandes villes, sous la forme d'espaces idéalisés et représentés comme plus faciles à vivre en tant que personne homosexuelle. Emilien, qui admet n'avoir qu'une connaissance très parcellaire de la ville de Lille relate ainsi cette impression d'une ville plus tolérante qui dénoterait au sein d'une région globalement plus hostile envers l'homosexualité (Extrait d'entretien n° 28).

Emilien : « *J'ai l'impression que les Hauts-de-France c'est pas forcément l'endroit le plus tolérant de France en général. A part peut être sur une grande ville, peut être sur Lille. J'ai pas été tant de fois que ça à Lille, c'est peut-être plus ouvert. En général dans les grandes villes c'est toujours un peu plus ouvert.* »

Extrait d'entretien n° 28 : Emilien

Ces témoignages mettent en évidence la persistance des représentations métronormatives dans l'imaginaire de nombreux hommes homosexuels, d'autant plus lorsque ceux-ci sont jeunes ou ont eu au cours de leur vie, une faible diversité dans leurs mobilités résidentielles. Ces représentations sont néanmoins facilement friables dès lors qu'elles sont confrontées à des expériences concrètes qui les remettent en question.

9.2 Violences vécues et gestion de l'exposition aux risques homophobes

9.2.1 Banalité de l'injure et spectre de la violence physique

Une analyse plus fine des types de violences homophobes déclarées par les répondants montre de grandes disparités entre celles vécues de manière exceptionnelle et celles partagées par une large majorité de l'échantillon (Figure 38). Dans le cas de ces dernières, on retrouve principalement les violences verbales, spécifiquement homophobes (79%) ou non (61%), les discours anti-homosexuels (69%), les traitements discriminatoires entre pairs au travail ou au cours des études (67%), ou encore au sein de la famille (52%).

⁵⁹ Notamment celles considérées par l'INSEE comme étant « sous l'influence d'un pôle urbain »

A l'inverse, les cas d'homophobies ayant lieu dans des cadres institutionnels sont nettement moins fréquents, par exemple entre élèves et professeurs, employés et patrons, patients et médecins. Cette distinction entre relations formelles et informelles peut paraître particulièrement pertinente dans l'approche des violences homophobes. En effet, on peut supposer que l'évolution juridique de la prise en compte de l'homophobie ces dernières décennies rend plus complexe l'expression d'attitudes homophobes d'individus dans l'exercice de leurs fonctions professionnelles. Dans ces contextes, un dépôt de plainte contre un professionnel de santé, un responsable hiérarchique ou un fonctionnaire de l'Etat peut être perçu comme bien plus dissuasif en termes de conséquences qu'au sein des relations familiales ou entre collègues. D'un autre côté, il est aussi possible qu'une question d'identification en tant qu'homme homosexuel entre en jeu dans la distinction entre ces différentes situations, notamment au regard du degré d'intimité de chaque relation interpersonnelle. On peut considérer qu'il est en effet plus courant de divulguer son orientation sexuelle à ses camarades de classe qu'à son banquier ou à son professeur.

Dans des proportions intermédiaires, les violences physiques, le harcèlement et le rejet se manifestent de manière relativement importante compte tenu de la gravité de ces actes et de ses conséquences sur les victimes. 40% des répondants déclarent en effet avoir déjà été harcelés, bousculés, frappés ou menacés, et près de 30% ont déjà été rejeté par leur famille ou leurs amis.

Ces statistiques apparaissent fortement éloignées des résultats de l'enquête de 2019 concernant les LGBTphobies (Étude Ifop pour la Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais, 2019a) en particulier concernant les violences verbales et physiques. Il est à ce stade complexe de tenter de tirer des conclusions sur l'origine de ces différences, on peut en revanche se demander si cela ne serait pas dû aux spécificités de l'échantillon, notamment :

- L'ancrage territorial : les homosexuels des Hauts-de-France seraient plus souvent victimes d'homophobie que dans d'autres régions de France ?
- L'âge : les violences homophobes seraient plus fréquentes durant la jeunesse et donc plus « fraîches » dans la mémoire des répondants jeunes ?

En raison de votre attirance pour les hommes, à quelle fréquence avez-vous été : (N = 717)						
	Jamais	Rarement	De temps en temps	Parfois	Souvent	Presque tout le temps
traité injustement par vos professeurs ?	78%	15%	3%	4%	0%	0%
traité injustement par votre employeur, votre patron ou superviseur ?	82%	11%	3%	3%	1%	1%
traité injustement par vos collègues de travail, vos camarades étudiants, ou vos camarades de classe ?	33%	30%	14%	14%	8%	2%
traité injustement par le personnel dans des commerces de services (bars, banques, restaurants, pharmacie, etc.) ?	72%	17%	6%	4%	1%	0%
traité injustement par des inconnus ?	33%	26%	18%	14%	7%	1%
traité injustement par du personnel médical ou social (médecins généralistes, psychologues, dentistes, conseillers d'orientation, urologues, etc.) ?	79%	11%	4%	4%	2%	0%
discriminé pour l'accès à un emploi, une promotion, une hausse de salaire ou d'autres choses au travail que vous méritiez ?	88%	7%	2%	1%	1%	1%
traité injustement par votre famille ?	48%	22%	9%	10%	7%	4%
insulté en des termes homophobes tels que « péde », « tapette », « tarlouze », ou autres ?	21%	28%	18%	15%	15%	4%
harcelé, bousculé, frappé ou menacé ?	60%	22%	7%	6%	4%	1%
rejeté par des membres de votre famille ?	66%	15%	7%	6%	4%	3%
rejeté par des amis ?	69%	17%	5%	5%	2%	1%
témoin de remarques anti-gays ou anti-lesbiennes provenant des membres de votre famille ?	31%	21%	13%	14%	13%	7%
verbalement insulté en des termes non spécifiquement homophobes ?	39%	28%	17%	9%	5%	1%
traité injustement lors de démarches auprès d'organismes publics (mairies, pôle emploi, caf, préfecture, commissariat, etc.) ?	87%	8%	3%	1%	0%	1%

Figure 38 : Résumé des réponses aux différents items concernant la victimation homophobe

Cet écart important entre des violences courantes et d'autres plus exceptionnelles est bien représenté dans le discours de certains individus, allant parfois même jusqu'à la banalisation et la dédramatisation des violences verbales et à l'inverse une forte crainte de la violence physique. Le discours de Maxime est assez représentatif de la gestion individuelle de ces violences, en particulier par l'emploi de termes tels que « ordinaire », « pas outrageusement grave » ou encore « pas rigolo » qui semblent concourir à minimiser la gravité des événements vécus (Extrait d'entretien n° 30).

Maxime : « *Tu as tous les trucs un peu ordinaires, les regards de travers quand tu es avec ton mec, tout ça. Ou les grimaces de dégoût des vieilles, mais sinon voilà...Un mec une fois en passant en voiture a crié "pédé !", puis a continué sa route. Mais bon voilà pas outrageusement grave. Après, une autre fois avec mon copain de l'époque à Montpellier, on allait le matin à la gare très tôt. On s'est fait emmerder sérieusement par 3-4 mecs et clairement parce qu'on se tenait la main donc ça s'est pas mal fini mais sur le coup, c'était pas rigolo on va dire. »*

Extrait d'entretien n° 29 : Maxime

Cette relativisation des violences subies contraste d'autant plus avec la forte crainte évoquée plus tard dans l'entretien et concernant la potentialité de violences plus ou moins « fantasmées », s'appuyant notamment sur la fiction populaire (Extrait d'entretien n° 30).

Théophile : « *Est-ce que tu estimes avoir peur de l'homophobie ?* »

Maxime : « *Oui je sais que ça peut être grave, les résultantes de l'agressions peuvent être très grave. Là il y a quelque temps j'avais vu la deuxième partie de Ça le film, où ça s'ouvre sur cette scène de la fête foraine où il y a deux mecs qui se font...enfin y'en a un qui se fait tuer dans une agression homophobe. Et bon quand j'ai vu la scène, j'étais...bon c'est un film mais j'étais pas à l'aise. Alors dans le film ça se passe il y a longtemps, enfin quelques dizaines d'années peut-être, mais tu sais que ça arrive, que ça arrive encore maintenant en France. »*

Extrait d'entretien n° 30 : Maxime

Pour d'autres individus, plus jeunes notamment, la violence verbale homophobe, même dirigée contre autrui, demeure néanmoins particulièrement choquante et bloquante dans le fait d'assumer son homosexualité, en particulier car elle laisse envisager qu'une fois le processus de *coming-out* débuté, ces mêmes insultes homophobes seront alors potentiellement dirigées contre soi-même.

9.2.2 Gérer le risque homophobe : de l'invisibilisation de soi à l'acceptation des violences

En complément de la thématique du *coming-out*, souvent jugée trop réductrice pour apprécier la question de la visibilité des personnes homosexuelles, les différentes attitudes et comportements quotidiens permettant de moduler individuellement l'exposition à la stigmatisation homosexuelle sont une entrée intéressante pour mieux comprendre la victimation

homophobe. Au travers de ces attitudes et comportements (par exemple : la manière de s'habiller, de parler, le fait de fréquenter certains lieux ou certaines personnes, etc.), les individus ont ainsi dans diverses mesures, la capacité, en fonction des temporalités et des lieux, de moduler les probabilités d'être identifiés auprès d'autrui comme des individus homosexuels.

Parmi les stratégies les plus couramment mises en place, on retrouve majoritairement celles d'ordre social, destinées à ne pas révéler son orientation sexuelle au cours d'échanges interpersonnels (s'assurer que la personne n'est pas homophobe avant de révéler son homosexualité : 69% ; éviter de parler de sa vie privée au travail : 69% ; dissimuler son orientation sexuelle lors de discuter sur sa vie privée : 67%) voire d'entièrement éviter ces échanges si l'interlocuteur est perçu comme trop à risque (éviter de fréquenter certains types de personne : 63%).

Toutes les attitudes ne mènent en revanche pas systématiquement à un évitement de potentielles réactions homophobes, notamment pour ce qui est des pratiques laissant peu de choix aux répondants. Ainsi, seulement ¼ des répondants ont déjà choisi un professionnel de santé en fonction de sa tolérance envers les personnes homosexuelles, ce qui apparaît peu surprenant dans la mesure où une grande partie du territoire des Hauts-de-France est en situation de pénurie de médecins⁶⁰. De la même façon, l'homosexualité des individus est peu impactante dans le choix du lieu de résidence (39%) ou de carrière professionnelle (23%), c'est-à-dire des composantes de la vie largement conditionnées par le capital économique et culturel des individus.

Enfin, les manifestations publiques de l'homosexualité (avérées ou supposées) sont quant à elles largement restreintes par la plupart des répondants. Près de ¾ d'entre eux ont en effet déjà évité de tenir la main ou d'embrasser leur partenaire dans l'espace public en raison de la peur d'une agression homophobe. Cette adaptation comportementale est d'autant plus marquante qu'elle touche également ponctuellement des individus qui n'hésitent habituellement pas à montrer des preuves d'affections envers leur partenaire dans l'espace public.

Maxime : « *Je pense que j'ai une sorte de...presque de reflexe. Après ça va dépendre des situations, etc. Mais je sais, moi qui trouve ça normal de tenir la main de mon copain dans la rue, je me suis déjà surpris en croisant des mecs la nuit à lâcher la main par exemple. »*

Extrait d'entretien n° 31 : Maxime

Cette réaction que Maxime décrit comme un « réflexe » est régulièrement mise en avant par d'autres enquêtés qui estiment que cette retenue fait désormais partie de leur quotidien. Bien qu'une certaine frustration ressorte du fait de ne pas pouvoir se comporter comme les « hétéros », la démarcation entre ce qui peut se faire en privé et en public est présentée comme une règle tacite si profondément ancrée dans les habitudes des hommes homosexuels qu'il apparaît

⁶⁰ <https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/hauts-france-ville-campagne-deserts-medicaux-gagnent-du-terrain-1625995.html>

inconfortable, voire anormal, même dans des lieux sécurisants, de l'enfreindre (Extrait d'entretien n° 32).

Julien : « Dans la rue, on se tient pas la main, vraiment que dans le cercle privé. A part si on va dans le Marais à Paris, oui on va se tenir la main. C'est presque pas naturel en fait. On le fait tellement jamais dans la rue que finalement quand on est dans une zone [un quartier gay] "quoi ? mais y'a que des homos c'est rigolo" mais au final, c'est presque un blocage, on a l'impression que c'est pas normal de se tenir la main. »

Théophile : « Tu dirais que ce sont les conséquences de l'homophobie dans tes activités et tes comportements ? »

Julien : « C'est vrai qu'aujourd'hui, toutes les marques d'affection comme embrasser ton copain, t'es tellement conditionné à ne pas le faire n'importe où. Quand tu te promènes et que tu croises un couple hétéro qui s'embrasse tu te dis "putain ils ont quand même du bol, pour eux y'a zero risque autour". Non, tout ce qui est marque d'attention ou autre, j'ai peur de pas le faire au bon moment au bon endroit, et vraiment ça te bride vraiment sur l'espace public. Ça c'est quelque chose qui, des fois, est difficile. Dans un sens, moi j'ai vraiment appris à vivre avec donc 90% du temps ça va pas vraiment me gêner, voilà on vit comme ça. Quand on est en famille ou à la maison, on peut se lâcher, quand on est dehors on fait gaffe. Donc dans un sens on a presque pris le pli, mais dans un autre sens, y'a quand même un peu un sentiment de jalousie, des fois t'as envie d'être dans une ville où y'a que des homos pour faire tout ce que tu veux. »

Extrait d'entretien n° 32 : Julien

Moins couramment, ce sont aussi les attitudes souvent rattachées à l'homosexualité masculine qui préoccupent les individus, notamment les faits et gestes pouvant trahir un « déficit » de masculinité. Ainsi, 57% des répondants ont déjà adapté leur apparence ou leur comportement afin de ne pas paraître homosexuel aux yeux d'autrui (Figure 39). Ces stratégies visent principalement à exclure les habits jugés trop excentriques ou connotés à la féminité, mais aussi à contrôler ses gestes, sa façon de parler, pour correspondre aux normes masculines (Extrait d'entretien n° 33).

Théophile : « Donc même sans parler de relations amoureuses, tu aurais peur que certains gestes, certains comportements puissent être interprétés comme une marque d'homosexualité ? »

Emilien : « Ouais c'est ça, ouais. »

Théophile : « C'est une chose à laquelle tu fais attention justement, d'essayer de ne pas paraître gay dans la rue par exemple ? »

Emilien : « Ouais bah, dans ma manière de parler, dans ma manière de marcher. J'ai tendance à parler avec les mains par exemple. J'essaie que ça fasse pas trop maniéré, quelque chose comme ça. Même ma manière de marcher, à chaque fois j'essaie de faire un peu...il y a une partie de moi qui fait un peu attention à de quoi j'ai l'air par rapport aux autres. »

Extrait d'entretien n° 33 : Emilien

GRISQUE_EVIT \ TYPE_COMM	Rurale	Urbaine intermédiaire	Urbaine dense
Confrontation	32%	37%	26%
Evitement Faible	61%	51%	52%
Evitement moyen	8%	11%	19%
Evitement fort	0%	2%	2%

Tableau 27 : Fréquences croisées entre les variables GRISQUE_Evitement et TYPE_COMM

Une analyse des stratégies de gestion du risque par axe permet de discrétiser l'usage de ces stratégies en fonction du lieu de résidence des répondants (Tableau 27). Alors qu'aucune corrélation n'apparaît significative en fonction du nombre d'habitants des communes, la typologie entre communes urbaines et rurales donne des résultats plus convaincants⁶¹ uniquement sur l'axe « évitement ». Les individus résidant dans des communes urbaines intermédiaires usent significativement plus de stratégies dites de « confrontation » à l'inverse des habitants des communes urbaines denses. Dans le cas des répondants classés comme ayant des stratégies d'évitements « moyennes », leur surreprésentation suit la logique de la hiérarchie urbaine avec une sous-représentation dans les communes rurales.

Ces stratégies d'évitement faisant référence à des comportements ayant pour objectif d'éviter des situations sociales perçues comme potentiellement plus risquées vis-à-vis de l'homophobie, les disparités entre les communes urbaines denses et les communes rurales peuvent s'expliquer par la prise en compte des opportunités sociales présentes dans chaque type de communes. En effet, alors que dans les communes denses, l'importance de la population et des services disponibles permettent plus aisément aux individus de choisir les lieux et les personnes fréquentés, dans les zones les moins denses, ces choix sont nettement plus restreints et nécessitent donc une plus grande cohabitation (et donc visiblement davantage de situations de confrontations) avec des individus potentiellement homophobes.

Ces différences sont particulièrement marquées pour les items en lien avec l'offre territoriale dans les domaines de la santé, du commerce ou de l'éducation. Alors que les individus habitant les zones densément peuplées déclarent significativement plus fréquemment choisir leurs professionnels de santé, leurs études ou emplois, ou fréquenter des lieux gays pour limiter les risques d'exposition à l'homophobie, les répondants des communes urbaines intermédiaires ou rurales disposent moins de ces opportunités.

A l'inverse, l'usage de stratégies de dissimulation ne semble pas corrélé au lieu d'habitation, suggérant ainsi que le fait de cacher ou non son homosexualité, que ce soit dans l'espace public ou au cours d'interactions sociales variées ne dépend pas des critères de densité de populations.

⁶¹ Test de Fisher entre les variables GRISQUE_EVIT et TYPE_COMM : p-value = 0,002, $\alpha = 0,05$.

A quelle fréquence adoptez-vous les comportements suivants par peur de l'homophobie ? (N = 717)	Jamais	Rarement	Souvent	Toujours
J'évite de fréquenter certains lieux (rues, quartiers...) de peur d'être agressé en raison de mon attirance envers les hommes	44%	32%	19%	6%
J'évite de fréquenter certains types de personnes de peur d'être agressé en raison de mon attirance envers les hommes	37%	31%	24%	9%
Lorsque je dois prendre rendez-vous chez un nouveau professionnel de santé, je me renseigne avant sur le fait qu'il soit tolérant envers les personnes homosexuelles	75%	12%	9%	4%
Lorsque je rencontre une nouvelle personne, je m'assure qu'elle ne soit pas homophobe avant d'évoquer mon attirance pour les hommes	31%	15%	22%	32%
Je choisis mon lieu d'habitation en fonction des zones (quartiers, rues...) qui me semblent plus tolérantes envers les homosexuels	61%	18%	14%	7%
Je fréquente des lieux principalement fréquentés par des homosexuels car je m'y sens plus en sécurité vis à vis de l'homophobie	58%	28%	10%	4%
Je choisis mes formations et/ou mes emplois en fonction des entreprises ou des domaines que je perçois comme moins fortement homophobes	77%	12%	8%	3%
Lorsqu'une personne que je côtoie dit des propos que je perçois comme homophobes, je lui fais remarquer	16%	29%	36%	19%
Dans l'espace public, j'emporte des armes d'autodéfense (bombe au poivre, matraque...) pour pouvoir me défendre en cas d'agression homophobe	86%	8%	3%	3%
Au travail ou sur mon lieu de détente, j'évite de parler de ma vie personnelle pour ne pas révéler mon attirance pour les personnes de même sexe	31%	26%	21%	22%
Lorsque je suis dans des lieux publics, j'adapte mon apparence et mon comportement afin de ne pas paraître homosexuel	43%	25%	19%	13%
Lorsqu'on me pose des questions sur ma vie privée, je dissimule mon attirance pour les personnes de même sexe	33%	30%	23%	13%
Lorsque je me promène avec un partenaire de même sexe (conjoint, sexfriends, etc.), j'évite les gestes affectueux (se tenir la main, s'embrasser) en public	26%	17%	28%	30%
Je ne fréquente pas les lieux LGBT car j'ai peur d'y être reconnu	72%	12%	7%	9%
Je ne montre pas mon visage sur les applications de rencontre homosexuelles pour ne pas être reconnu (N = 324)	53%	16%	14%	17%

Figure 39 : Résumé des réponses aux différents items concernant la gestion du risque homophobe

9.2.3 La matrice spatio-temporelle : une tentative de transcription des possibilités homosexuelles individuelles

Les deux premières parties de ce chapitre nous ont permis d'étudier en profondeur les éléments qui peuvent modérer ou accentuer la crainte du risque homophobe, mais aussi la manière dont ces craintes peuvent à la fois réduire la victimation mais aussi restreindre les pratiques spatiales et sociales individuelles. Néanmoins, à ce stade, il demeure encore difficile de visualiser comment ces composantes interagissent les unes avec les autres, dans le temps, aussi bien que dans l'espace.

Face à la complexité de représenter l'intersectionnalité entre les espaces physiques, sociaux et les temporalités, mais surtout de visualiser l'articulation entre les représentations de l'hétéronormativité, la gestion du risque et les expressions de l'homosexualité, la cartographie traditionnelle paraît peu adaptée.

La méthodologie innovante des *Relief Maps* développée par Maria Rodó-de-Zárate (2013) propose une première piste de recherche. En visant la visualisation des expériences vécues des individus en fonction de différents lieux et en faisant entrer en jeu la composante émotionnelle, cet outil répond à une partie de nos objectifs (Figure 40).

« Une Relief Map est à la fois une proposition méthodologique, une manière d'analyser les données dans une perspective intersectionnelle, une manière de présenter les données de manière visuelle et une conceptualisation de l'intersectionnalité en soi. Il s'agit d'une image qui montre les différentes expériences vécues par les personnes dans différents lieux en fonction de différentes structures de pouvoir. L'une de ses principales contributions est qu'elle rend possible la visualisation de données géographiques et intersectionnelles complexes. Il utilise la puissance de la visualisation à des fins analytiques et rend compréhensibles les données sur l'intersectionnalité. » (Rodó-de-Zárate, 2013, p. 927-928)

En revanche, les *Relief Maps* laissent de côté un paramètre qui, dans ce contexte, a toute son importance : la temporalité. Comme nous l'avons rappelé à maintes reprises au cours de cette recherche, le caractère fluide des expressions genrées et sexuelles proposé par la pensée *queer* nous invite à intégrer aux visualisations la situation temporelle des expériences vécues et des représentations. De plus, alors que les *Relief Maps* visent une approche intersectionnelle basée sur le genre, la sexualité, la classe ou encore l'ethnicité, ici on cherche davantage à explorer l'intersectionnalité entre les représentations, les pratiques, et les identités.

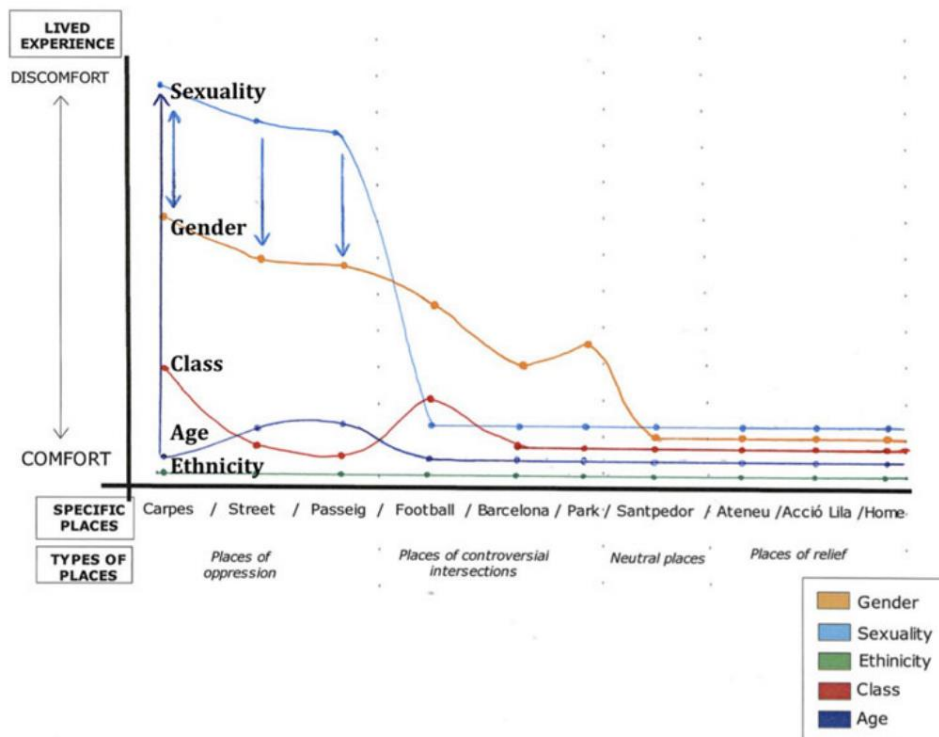


Figure 40 : Exemple de Relief Map
Source : Rodó-de-Zárate, 2013

Dans ce but, on se propose d'élaborer, de façon expérimentale, une matrice spatio-temporelle des possibilités homosexuelles, c'est-à-dire une matrice permettant de visualiser l'articulation dans le temps et dans l'espace, la manière dont l'individu, exprime son homosexualité au travers de ses pratiques socio-spatiales (auto-identification sexuelle, pratiques sexuelles, visibilité de soi en tant qu'individu homosexuelle), se représente ce qu'il est possible ou non d'exprimer.

Pour cela, on se basera sur le discours de Jean qui fera office d'individu test. La retranscription de l'entretien réalisé avec lui a ainsi fait l'objet d'une seconde transcription, cette fois-ci sous la forme d'une matrice. On a ainsi pu, pour chaque lieu cité par Jean, associer les représentations de l'hétéronormativité lié à ces lieux ainsi que les comportements adoptés au sein de ceux-ci en rapport avec l'homosexualité. Il est à noter que similairement aux *Relief Maps*, la diversité des lieux pris en compte est laissée à la liberté de l'enquête. Ainsi, chaque individu est libre de relater ses expériences dans les lieux qui font sens pour lui, et, bien qu'on retrouve généralement des similarités entre les lieux cités par des individus de même âge (par exemple, les lieux scolaires pour les plus jeunes, les différents lieux de résidence pour les individus plus âgés), des nombreuses variations peuvent apparaître selon les parcours de vie individuels.

Le parcours migratoire de Jean apparaît, à travers sa matrice (Figure 41), relativement classique. Après avoir vécu jusqu'à sa majorité en milieu rural, il a quitté le foyer familial pour poursuivre ses études à Amiens. Agé de 21 ans au moment de l'entretien, son récit est fortement impacté par l'environnement scolaire, et celui-ci permet d'établir de nombreuses connexions entre les espaces sociaux et spatiaux dans lesquels il évolue. Outre l'espace scolaire, Jean cite également les espaces familiaux et publics. Dans le second cas, on observe une conflation, jusqu'à la fin du lycée, des espaces scolaires et publics. Jean explique ça par le fait, par exemple, qu'afficher son

homosexualité dans son village reviendrait à l'afficher également au collège ou au lycée, et inversement (Extrait d'entretien n° 34). Ce cas semble particulièrement spécifique au lieu de vie dans la mesure où, dans les villages ruraux, on constate une forte continuité entre les relations sociales scolaire et extra-scolaire (les jeunes d'un même village fréquentant généralement les mêmes établissements scolaires de secteur, du moins dans l'enseignement général public). Une spécificité apparaît en revanche à la période du lycée, où, gagnant en autonomie avec l'âge, Jean a la possibilité d'élargir son espace de vie à la grande ville voisine où il expérimente ses premières relations homosexuelles.

Théophile : « *Est-ce que le fait de te définir comme non-hétérosexuel, ça t'a déjà provoqué le besoin de fréquenter d'autres personnes LGBT, d'avoir des amis LGBT, de fréquenter le milieu LGBT de manière générale ?* »

Jean : « *Oui, en tant que tel. Après c'est pas forcément simple quand tu es en milieu rural parce que quand t'es en milieu rural, rencontrer des gens c'est rencontrer des gens dans le lycée, donc ça voulait dire aussi se révéler potentiellement [au lycée]. Du coup c'était pas vraiment mon optique et j'ai souvent rencontré des gens sur la grande ville d'à côté, souvent c'était Rouen et c'était très bien mais c'était assez difficile quand même.* »

Extrait d'entretien n° 34 : Jean

Si le parcours de vie de Jean semble être à première vue, fortement métronormatif (migration ponctuelle puis permanente vers la grande ville conjointement à une affirmation identitaire de plus en plus forte), il est en réalité bien plus complexe que cela. On peut notamment remarquer qu'en dehors de la période du collège, représentée dans un premier temps comme hostile à l'homosexualité du fait de la scolarisation dans un établissement privé catholique, puis dans un établissement public où l'homosexualité semble absente des discours (aussi bien pour l'enquête que pour son entourage), Jean perçoit son environnement de vie comme particulièrement tolérant à l'homosexualité. Au niveau familial, l'acceptation de ses attirances pour les garçons s'est manifestement faite sans difficultés, et au lycée, la présence d'individus et de groupes homosexuels clairement identifiables est perçue comme un gage de plus grande permissivité (Extrait d'entretien n° 35).

Théophile : « *Quand tu parles justement du milieu rural, vu que tu as commencé à sortir avec des garçons assez tôt, est-ce que c'est quelque chose qui était su au lycée, au collège ?* »

Jean : « *Non, je l'avais dit à 2-3 amis, mais non pas plus. Et puis c'était... tous mes amis au lycée, même si ils étaient, comment dire... même si ils étaient pas identifiables on va dire, ils étaient pas hétéros. Mais il y avait aussi des groupes au lycée, identifiables en tant que gay. Au collège, en 6ème c'était assez compliqué parce que j'étais dans un collège privé donc c'était, catholique, tout ça tout ça. 5^e, 4^e, 3^e j'étais dans un collège public dans la même commune, ça s'est beaucoup mieux passé d'ailleurs et y'a rien eu de particulier. Au lycée, je sortais qu'avec des gens de l'extérieur, mais je sentais qu'au lycée c'était déjà un peu plus ouvert.* »

Extrait d'entretien n° 35 : Jean

A contrario, l'environnement urbain dans lequel Jean évolue par la suite n'est pas marqué exclusivement de manière positive au regard de son homosexualité. S'il estime qu'Amiens est une ville où l'on peut se promener main dans la main avec son compagnon sans difficultés, c'est également dans cette même ville qu'il subit ses deux premières agressions homophobes.

Cette première analyse est particulièrement riche en enseignements. Elle nous montre que l'articulation entre les représentations et les pratiques est parfois loin d'être prévisible et dépend de nombreux paramètres autres que la seule hétéronormativité. En effet, en refusant de visibiliser ses attirances homosexuelles dans des espaces pourtant perçus comme permissifs, Jean montre l'importance à ses yeux de garder le contrôle de l'information sur soi, parfois en prenant le temps de se découvrir soi-même avant de se soumettre à la labellisation d'autrui. Cela semble particulièrement être une préoccupation pour les individus n'ayant pas des attirances strictement homosexuelles, ce qui est le cas de Jean qui se définit aujourd'hui comme « androsexuel » (Extrait d'entretien n° 36).

Jean : « *Moi je parle beaucoup d'androsexualité parce que je suis attiré par les personnes androgynes. Que ce soit un garçon qui soit pas trop masculin, qui va pas avoir trop de signes distinctifs masculins du type moustache, barbe, etc. Et assez petit du coup. Ou une fille qui va pas avoir une grosse poitrine, qui va avoir des cheveux assez courts ou...Un petit peu comme toi tu vois. Dans cette dynamique. Techniquement je sais que je suis bi, pan, sur ce spectre, mais c'est une spécification que je rajoute à ma sexualité. »*

Extrait d'entretien n° 36 : Jean

De plus, durant ses premières expériences professionnelles et dans les études supérieures, malgré un environnement perçu comme très ouvert à l'homosexualité, Jean évoque malgré tout de fortes inquiétudes sur les conséquences potentielles de discriminations homophobes et la difficulté de faire valoir ses droits en cas de problèmes (Extrait d'entretien n° 37). Cela est particulièrement compréhensible dans le cas, où, la discrimination pourrait mener à bloquer complètement une carrière, empêcher un recrutement, voire provoquer une perte d'emploi.

Théophile : « Est-ce que la discrimination et l'homophobie de manière générale, c'est quelque chose qui te fait peur, que tu gardes à l'esprit ? »

Jean : « A l'école d'infirmier par exemple, j'ai fait le choix de pas nécessairement le dire, parce que je voulais travailler en pédiatrie et je sais que ça peut être mal vu d'être homosexuel et de travailler en pédiatrie. Donc je sais que je l'avais pas dit. Au contraire, quand j'étais en service de chirurgie, je l'avais dit et ça n'avait gêné personne. Au niveau professionnel, j'ai beaucoup réfléchi, avant j'étais plutôt dans l'idée, si je passe un entretien d'embauche je vais pas le dire, et puis peut être que je le dirai quand ma période d'essai sera passée ou ce genre de chose. Maintenant je m'en fiche totalement, et je suis dans la dynamique que si je veux travailler avec des personnes bienveillantes, si je veux construire un cadre bienveillant en fait, peu importe si les personnes me discriminent de base parce que la discrimination à l'emploi c'est impossible à prouver pour une personne LGBT, je vois même pas comment on peut faire. Donc, non je me dis « les gens bienveillants attirent les gens bienveillants » donc on verra bien. »

Extrait d'entretien n° 37 : Jean

Ces deux cas de figure font intervenir, au-delà de la simple articulation entre les représentations et les pratiques, la notion d'enjeux, ou dit autrement, ce que l'individu pourrait perdre si la situation tournait à son désavantage. Cette notion d'enjeux peut se retrouver dans de nombreux autres discours, en particulier pour les individus jeunes qui se retrouvent face à la décision d'annoncer ou non leur homosexualité à leur parent. Dans de nombreux cas et malgré les représentations d'un environnement familial tolérant, l'insécurité que provoque la potentialité du rejet familial voire l'expulsion du domicile tend à neutraliser en grande partie ces représentations positives. Cela suggère une fois de plus la pertinence d'étudier les processus d'oppressions homosexuels de façon intersectionnelle et attire l'attention en particulier sur les dispositifs institutionnels pouvant être mis en place ou améliorés (meilleure prise en charge légale des plaintes pour homophobie, accompagnement des victimes dans le cadre familial), pour mitiger les enjeux qui pèsent de façon irrégulière sur les vies homosexuelles.

Conclusion du chapitre 9

Au regard des hypothèses énoncées en introduction de ce chapitre, des premiers éléments de réponse ont pu être apportés. D'un point de vue géographique, des différences entre les grandes villes et les périphéries concernant la déclaration et les représentations des préjudices homosexuels ne semblent pas établies. Cependant, concernant les stratégies de gestion du risque, les individus habitant hors des grandes villes usent moins de stratégies d'évitement que leur homologues habitant Lille ou Amiens, probablement en raison de moindres opportunités. De plus, au-delà d'une opposition entre les échelons les plus hauts et les plus bas de la hiérarchie urbaine, les analyses montrent plutôt une situation parfois défavorable dans les unités urbaines de tailles intermédiaires. En raison du nombre très important de ces communes dans la région, et des critères sociaux, économiques et culturels qui peuvent les différencier, cela confirme les préconisations d'autres chercheurs concernant une étude locale et individuelle de chacun de ces contextes pour en comprendre les spécificités.

Dans un second temps, la question de l'exposition aux préjudices homosexuels est apparue très importante dans ce chapitre, en particulier concernant le critère de la visibilité. Contrairement aux a priori, il ne semble pas que les individus des grandes villes soient significativement plus visibles en tant qu'individus homosexuels. Néanmoins, ces analyses posent la question, au-delà d'une approche bipolaire, basée sur le degré de (in)visibilité en tant qu'hommes homosexuels, de comment cette visibilité s'articule avec l'expression genrée et des désirs.

Les représentations des préjudices semblent très variables selon les individus et corrélées à la façon dont les individus rattachent les préjudices vécus à leur homosexualité. Cela interroge, via la notion de conscience du stigmat, concernant de potentielles exagérations de la victimation pour certains, ou à l'inverse, d'une sous-estimation pour d'autres. Cette recherche d'une objectivation des préjudices semble en revanche peu pertinente à ce stade dans la mesure où, en choisissant de nous focaliser sur le rapport à l'espace qu'entretiennent les individus homosexuels, les représentations individuelles du risque apparaissent plus impactantes que le caractère avéré ou non de l'aléa. En outre, ces représentations semblent fortement impactées par les sociabilités, notamment par la manière dont l'homosexualité est discutée négativement ou positivement autour de soi, que ce soit via les médias ou via les proches. Ainsi, dans la mesure où l'oppression homosexuelle est une préoccupation centrale d'une partie des lieux communautaires *queer* de la région (particulièrement le milieu associatif), la conscience du risque est particulièrement forte pour les individus fréquentant ces lieux.

Enfin, comme on a pu le voir au regard de la complexité des articulations entre les différentes composantes du système de la vulnérabilité, la schématisation sous forme de matrice spatio-temporelle des spatialités individuelles permet de mieux visualiser les potentielles interrelations entre chacune de ces composantes. Les conclusions que l'on peut en tirer sont, qu'au-delà de la seule prise en compte du risque homophobe, les pratiques individuelles destinées à moduler la visibilité en tant que personne homosexuelle répondent aussi parfois, de manière plus large, à une volonté d'autodétermination de son identité sexuelle, qui n'est pas seulement le fait de l'hétéronormativité mais également celui des homonormativités.

CHAPITRE 10

AFFINER LA COMPREHENSION DES SPATIALITES HOMOSEXUELLES AU TRAVERS DES SYSTEMES SEXUELS ET GENRES

Ce chapitre vise à souligner l'importance du système genré dans la compréhension des préjudices homosexuels. On verra notamment comment l'identité sexuelle et l'expression de genre intervient dans la représentation des préjudices, c'est-à-dire celles-ci peuvent impacter l'exposition aux préjudices, leurs représentations, mais aussi leur déclaration.

Dans le premier cas, on pense en particulier à l'articulation hétéronormative du sexe et du genre qui requiert que tout individu de sexe masculin ait une expression genrée également masculine. Dans le second cas, on s'interrogera sur l'impact de la masculinité hégémonique dans la représentation et la déclaration des préjudices, notamment dans un contexte où, comme le soulignait les travaux de Raewyn Connell (2014), la violence est elle-même constitutive des identités masculines. Pour cela on s'appuiera sur les expressions genrées déclarées par les individus lors des enquêtes, au travers de la question de l'apparence et de l'attitude. On peut en effet se demander si les individus affichant une transgression de genre importante sont plus susceptibles d'être victimes de préjudices, mais aussi si le rapport au genre ne conditionne pas en partie les discours autour de la victimation et de la crainte des préjudices.

On appliquera également cette approche genrée pour tenter de comprendre la perpétuation des pensées hétérosexistes au sein de la population générale et comment celles-ci ont eu tendance à fixer le rôle homosexuel dans nos sociétés modernes. Ce rôle homosexuel sera discuté dans sa dimension parfois injonctive, c'est-à-dire dans ce qu'il restreint en termes de possibilités d'identifications et de modes de vie pour les hommes homosexuels, mais également dans le cadre d'une binarisation importante des sexualités et le rattachement systématique aux identités homosexuelles des individus présentant des désirs pour les personnes de même sexe et l'invisibilisation des sexualités intermédiaires comme la bisexualité ou la pansexualité. Dans la lignée directe du chapitre précédent, la manière dont les individus naviguent entre l'hétéronormativité et les homonormativités sera particulièrement approfondie.

10.1 Sexisme et approche socio-culturelle de l'hétéronormativité

Considérée sous l'angle du sexisme, l'homophobie, et plus largement l'hétéronormativité attire l'attention sur les questions du genre. En effet, pour les individus homosexuels comme hétérosexuels, on peut supposer que la transgression des normes genrées peut engendrer une plus forte victimation, mais également que l'expression genrée peut influencer les discours sur la victimation.

Ces normes genrées peuvent cependant difficilement être déconnectées des contextes socio-culturels dans lesquels elles sont établies. On peut par exemple penser à l'historique sur-masculinisation des espaces ruraux, plus par concordance avec les modes de vie qui étaient attendus dans ces espaces-là que par réel soucis des questions genrées pour les populations locales (Halberstam, 2005).

10.1.1 La masculinité : fabrique des violences et négation des victimes ?

Les répondants à l'enquête déclarent majoritairement une expression de genre conforme à leur sexe de naissance. Néanmoins, on observe des différences notables selon s'il est question d'apparence ou d'attitude. Ainsi, en termes d'apparences, alors que les hommes se déclarant plutôt androgynes ou féminins sont minoritaires (11%), ils sont nettement plus nombreux à affirmer des attitudes non masculines (30%). Le critère de la visibilité semble ici déterminant dans la mesure où assumer une apparence non conforme à la masculinité revêt un potentiel bien plus transgressif que l'attitude. En effet, alors que l'apparence est relativement fixée dans le quotidien des individus (la plupart adoptant une seule et même apparence au sein de la journée), l'attitude apparaît comme plus modulable en fonction des lieux et des personnes fréquentées. De plus, comme Benjamin le relate durant son entretien (Extrait d'entretien n° 38), les normes genrées en termes d'apparences sont très tôt dans la vie définies et contrôlées par notre entourage, le moindre écart pouvant potentiellement être synonyme de stigmatisation.

Benjamin : « *La première fois que je me suis fait insulté c'était au CP. Ma mère a voulu que je porte pour le premier jour de l'école une chemisette rose, et...et du coup tout le monde, à la première récréation, est venu me voir "t'es pédé, la chemisette rose c'est pour les filles", des trucs comme ça.* »

Extrait d'entretien n° 38 : Benjamin

Le lien entre la victimation et la conformité aux normes masculines est par ailleurs très forte au sein de l'échantillon étudié. Aussi bien concernant l'apparence⁶² que l'attitude⁶³, la part des individus déclarant une importante victimation est significativement plus haute pour les répondants aux expressions genrées les moins masculines (Tableau 28).

⁶² Test de Fisher entre les variables APPARENCE et VICTI_QUALI : p-value < 0,0001, $\alpha = 0,05$

⁶³ Test du khi² entre les variables ATTITUDE et VICTI_QUALI : p-value < 0,0001, $\alpha = 0,05$

VICTI_QUALI \ APPARENCE	Très Faible	Faible	Forte	Très Forte
Androgyne ou féminine	26%	30%	31%	13%
Plutôt masculine	45%	32%	19%	5%
Tout à fait masculine	58%	25%	12%	4%
ATTITUDE				
Androgyne ou féminine	32%	31%	29%	7%
Plutôt masculine	51%	30%	14%	5%
Tout à fait masculine	66%	23%	8%	3%

Tableau 28 : Fréquences croisées entre les variables VICTI_QUALI, APPARENCE et ATTITUDE

Cette logique peut être affinée en prenant en compte les stratégies de gestion du risque de type évitement (Tableau 29). On peut constater que pour les individus adoptant une attitude androgyne ou féminine, il y a une sous-représentation significative de ceux ayant des pratiques de confrontations, et *a contrario*, une surreprésentation des individus ayant des pratiques d'évitement plus fortes. Pour les individus ayant des attitudes déclarées comme « tout à fait masculine », cette situation est inversée. Concernant la question de l'apparence, la situation est la même pour les individus « tout à fait masculin » (surreprésentation de ceux ayant des pratiques de confrontation et sous-représentation de ceux ayant des pratiques d'évitement moyen), avec néanmoins une particularité pour les individus présentant une masculinité moins affirmée. Pour ces derniers, les stratégies de confrontation sont moins fréquentes avec au contraire, un évitement plus fort des situations, des lieux, ou des personnes perçues comme potentiellement plus homophobes.

Ces résultats, malgré leur orientation claire peuvent apparaître délicats à interpréter. D'une part, il semble que les individus dont l'attitude ou l'apparence traduit une transgression de genre, déclarent davantage de violences à leur encontre, et dans un même temps, adoptent plus fréquemment des stratégies d'évitement liées à la crainte de l'homophobie que les individus incarnant une plus forte masculinité. On peut logiquement en déduire que le stigmatisme homosexuel, souvent rattaché, pour les hommes, à une plus forte féminité joue ici un rôle important dans ces disparités.

	Confrontation	Evitement faible	Evitement moyen	Evitement fort
Attitude (p-value = 0,000)	- Androgyne ou féminine - Tout à fait masculine	/	- Androgyne ou féminine - Tout à fait masculine	/
Apparence (p-value = 0,009)	- Tout à fait masculine - Plutôt masculine	/	- Tout à fait masculine - Plutôt masculine	/

Tableau 29 : Sens des corrélations entre les variables ATTITUDE/APPARENCE et GRISQUE_Evitement
(Bleu : sous-représentation ; rouge : surreprésentation)

D'autres parts, on peut, à l'inverse, se demander quel est l'impact des normes masculines dans la déclaration des violences et de la crainte de l'homophobie, notamment dans leur sous-déclaration. Certains travaux suggèrent en effet que la sous-déclaration des violences par les hommes seraient en partie liée au fait que se définir comme une victime serait rattaché à des caractéristiques féminines (Courtenay, 2000 ; Connell, 2014). Ainsi, peut-être que cette moindre victimisation des hommes se définissant comme « plutôt » ou « tout à fait masculin » est également en partie explicable par les normes genrées masculines. Une forte affirmation de la masculinité peut ainsi restreindre la propension de certains hommes à demander de l'aide ou à admettre leur vulnérabilité (Connell, 2014 ; Messner, Sabo, 1994 ; Heber, 2017 ; Dunn, 2012 ; Meyer, 2015 ; Stanko, Hobdell, 1993), tandis que ceux assumant une plus grande part de féminité auraient moins de mal à aborder la question des violences qu'ils subissent.

Un témoignage d'agression diffusé dans le rapport annuel d'SOS Homophobie de 2006 permet particulièrement bien d'introduire ce sujet (Annexe 10). Dans celui-ci, la réticence de l'individu à admettre avoir été victime d'une agression pourtant particulièrement violente est frappante et se ressent dès les premiers mots de son discours :

« Bonjour, je m'appelle Christophe et je suis une victime. Ça paraît con comme phrase mais je vous jure que ça me troue le cul de l'écrire. ».

Plus loin dans le texte, il évoque également la honte ressentie du fait de s'être fait « bastonner » par des individus plus jeunes, violence qui vient s'ajouter à celle de l'agression :

« Appeler les flics. Leur raconter. Trouver un chauffeur pour aller aux urgences. Passer une soirée à raconter, à pleurer, à m'excuser d'être une merde de 23 balais qui s'est fait bastonner par trois petits cons à peine majeurs. »

Les propos de certaines personnes rencontrées durant les entretiens, sans être aussi extrêmes, peuvent parfois être interprétés en ce sens, notamment lorsque ceux-ci abordent les violences qu'ils ont vécu de manière détournée, par exemple en se focalisant sur la vulnérabilité des personnes accompagnantes plutôt que sur leur propre vulnérabilité comme dans le cas de Maxime (Extrait d'entretien n° 40). Ici, au lieu de parler de la peur générée par une agression homophobe, l'enquêté concentre l'essentiel de son discours sur le contraste entre l'incapacité à se défendre de son compagnon et sa propre capacité à « rendre les coups », justifiant ainsi

uniquement par ce biais-là l'aspect légitimement effrayant de la situation. Ce refus d'admettre sa propre vulnérabilité est d'autant plus accentué dans la suite du discours par la tournure « *c'est différent quand t'es tout seul et quand t'es avec quelqu'un* » qui suggère que le seul paramètre pertinent dans l'équation est la faiblesse du partenaire.

Le discours de Jean (Extrait d'entretien n° 39) concernant la perception des agressions vécues rejoint également en partie ce schéma. En plus d'exprimer de l'inquiétude davantage pour son partenaire que pour soi-même, il semble y avoir une forte opposition au niveau des conséquences psychologiques des suites de l'agression (une personne ayant tenté de les renverser avec sa voiture sur la voie publique alors qu'ils se tenaient la main). Tandis que Jean estime ne pas avoir été traumatisé outre mesure par cet évènement violent, son compagnon (un homme intersexe assigné fille à la naissance) a été fortement choqué durant les jours qui ont suivi.

Théophile : « *Est-ce que la discrimination et l'homophobie de manière générale, c'est quelque chose qui te fait peur, que tu gardes à l'esprit ?* »

Jean : « *Moi non, après quand je suis avec des personnes, j'essaie d'y penser parce que je sais qu'on ne réagit pas tous de la même manière. Moi suite à l'agression que j'ai subi avec mon copain, moi j'ai eu aucunes séquelles, je m'en fichais totalement, lui n'est pas sorti pendant plusieurs jours. On n'a pas vécu la même chose, pas de la même manière.* »

Extrait d'entretien n° 39 : Jean

Plusieurs grilles de lecture peuvent permettre de potentiellement mieux comprendre cet écart de perception. D'une part, l'exposition aux violences sur la base du genre et de l'orientation sexuelle. En étant un individu intersexe, il est probable que l'individu ait, durant sa vie plus fréquemment été stigmatisé en raison de sa non-conformité aux normes genrées, provoquant ainsi une sensibilité plus forte à ces problématiques. D'autre part, en ayant été assigné fille à la naissance, l'individu a, pendant une période significative de sa vie, été soumis aux normes genrées féminines, nous questionnant sur l'impact de celles-ci dans l'écart de perception de ces violences avec son compagnon.

Maxime : « *Et de fait ça m'est déjà arrivé en plus [se faire agresser], enfin je veux dire avec mon copain. Tu as 3-4 mecs qui se ramènent, tu sais que ton copain sait pas du tout se battre en plus, tu as peur pour lui aussi avant même d'avoir peur pour toi, parce que bon, tu te dis que faut rendre des coups, tu peux rendre mais que lui ça va être compliqué donc voilà...Et donc ça m'est déjà arrivé aussi et tu sais qu'en plus c'est compliqué de gérer des agressions quand t'as pas l'habitude et donc tu perds tes moyens et tout et tout. Et c'est différent quand t'es tout seul et quand t'es avec quelqu'un parce que si t'es avec quelqu'un avec qui tu sais que ça va aller, ça va, mais si t'es avec quelqu'un et que tu crains que le mec on lui mette une claque il tombe, ou que, voilà qu'il ne sache pas se défendre...* »

Extrait d'entretien n° 40 : Maxime

Au-delà de cette frilosité à se déclarer victimes de violences, nombre d'individus reconnaissent le statut inférieur des hommes efféminés mais aussi les liens couramment fait entre « homosexualité » et « féminité » (et donc « faiblesse ») par une partie de la population générale, cela pouvant également mener à une certaine homophobie au sein même des populations homosexuelles (Prieur, 2013 ; Annes, 2012 ; Annes, Redlin, 2012b). Le fait d'être soi-même un homme « masculin » est ainsi perçu comme un avantage qui permettrait d'échapper à une partie des violences et discriminations homophobes, d'autant plus dans des milieux où les normes masculines se trouvent être fortement oppressantes. Matéo aborde clairement ce sujet dans son récit en lien avec son milieu professionnel où les références aux personnes homosexuelles sont souvent synonymes de féminité et de faiblesse (Extrait d'entretien n° 41). Affirmer d'autant plus une expression genrée masculine apparaît donc comme indispensable pour ne pas risquer d'être mis à l'écart ou de subir des remarques offensantes.

Théophile : « *Tu penses déjà avoir été discriminé en lien avec ton orientation sexuelle ?* »

Matéo : « *Discriminé non, car je fais en sorte que ça n'arrive pas. Comme je l'ai dit tout à l'heure, chez les pompiers je ne le dis pas [que je suis gay] parce que je sais très bien que par exemple...s'il va y avoir un équipier à affecter un weekend, eh bah peut être qu'ils vont dire "ah ben peut être pas lui parce que bon vu qu'il est gay peut être qu'il sera plus sensible" ou même si on arrive sur une intervention un peu difficile "ah je préfère le mettre à l'écart on sait jamais je peux peut-être pas compter sur lui" ».*

[...]

Matéo : « *Par exemple dès qu'on n'arrive pas à faire un truc, il peut y avoir des remarques. Parfois j'en ai entendu "ouais tu lèves ça comme un pédé, faut plus de force". C'est vraiment un rapport à la masculinité, et puis même...Chez nous même les filles ont un fort caractère, même elles le ressentent et en sont partiellement victimes. Dans leur tête, ils s'attendent à avoir un gars fort et qui sait tout faire, et si on leur dit "lui il est gay" dans leur tête ça marche en mode "d'accord mais il est plus faible, je peux pas compter sur lui, je vais éviter de travailler avec lui". C'est cette impression là que j'ai, c'est surtout ça qui les dérange j'ai l'impression. »*

Extrait d'entretien n° 41 : Matéo

Ce même argument d'un milieu professionnel peu tolérant à la transgression des normes masculines est évoqué par Jérémy concernant ses rapports avec son frère (Extrait d'entretien n° 42). Leur relation s'étant détériorée suite à son *coming-out* et le recrutement de son frère dans la police nationale, il justifie cela par un milieu professionnel globalement peu ouvert à l'homosexualité.

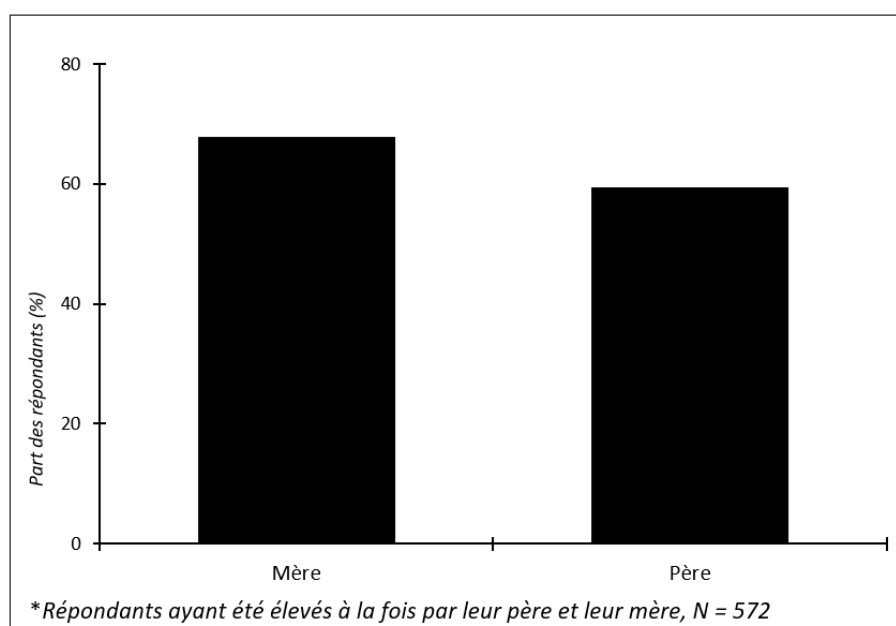
Jérémy : « Etant dans la police nationale, c'est pas facile d'accepter certaines choses, moi je sais qu'il y a des propos je suis pas forcément d'accord avec lui. On se dit bonjour, on reste courtois, on peut être sur la même table, mais voilà il y a une cassure qui s'est faite dans la fratrie. »

Théophile : « Vous avez vraiment senti un changement entre l'avant et l'après donc ? »

Jérémy : « Il y a eu un changement oui. Dû à sa fonction en fait. Je sais pas pourquoi parce qu'avant il avait un esprit assez ouvert, il acceptait mon ancien conjoint. Mais depuis qu'il est rentré dans la police, en fait, le stéréotype de la police raciste et homophobe, oui, en fait c'est ça, raciste et homophobe. Pourtant moi, j'en côtoie aussi des policiers, ils ne sont pas tous comme ça. C'est la fonction dans la police qui a fait qu'il [son frère] a changé vis-à-vis de moi. »

Extrait d'entretien n° 42 : Jérémy

Les différences genrées d'acceptation de l'homosexualité ont souvent été étudiées dans la littérature suggérant une plus forte homophobie des hommes (Zmyj, Huber-Bach, 2020 ; Hudson, Ricketts, 1980 ; Hooghe, Meeusen, 2012 ; Snively et al., 2004 ; Millham et al., 1976) comparé aux femmes. Sans systématiquement prévaloir d'une homophobie plus importante des hommes dans l'entourage des répondants, ces représentations semblent effectivement ancrées dans les esprits lorsqu'on observe les différences entre les *coming-out* réalisés auprès du père et de la mère de ceux-ci. Parmi les répondants ayant été élevés à la fois par leur père et par leur mère, notamment afin d'exclure ceux dont un des deux parents n'est que peu présent dans l'entourage, la part des individus ayant parlé de leur homosexualité à leur mère (68%) est plus importante que celle des individus en ayant parlé à leur père (59%) (Graphique 34). Cette plus grande part des déclarations auprès du parent féminin est relativement cohérente avec les précédentes études (Enquête Ifop pour Tell me the Truffe, 2018), bien que la jeunesse de l'échantillon puisse justifier une part plus importante d'individus n'ayant pas encore effectués leur *coming-out* auprès des parents.



Graphique 34 : Parents mis au courant de l'homosexualité des répondants

Bien qu'il soit trop hasardeux d'en tirer des généralités statistiques du fait de la faible taille de l'échantillon, l'idée d'une plus grande tolérance des femmes que des hommes envers l'homosexualité masculine s'illustre également au travers des réponses au questionnaire effectué auprès de la population hétérosexuelle en milieu rural. D'une part, il est intéressant de voir que sur les 68 répondants, 70% des réponses proviennent de femmes. D'autres parts, la zone de libre expression située en fin de questionnaire est particulièrement intéressante. Alors que la plupart des femmes ont utilisé cet espace de manière bienveillante afin d'exprimer leur soutien à l'étude ou aux personnes homosexuelles, la plupart des hommes l'ont mis à profit pour exprimer une certaine hostilité à ces égards (Tableau 30). Il est aussi probable que l'éthique du *care* (Gilligan, 1982, 2009), particulièrement implantée dans les populations féminines joue un rôle dans cette surreprésentation des femmes tandis que les hommes ayant des avis neutres ou bienveillants seraient moins enclins à répondre, provoquant ainsi un important clivage dans les types de réponses.

Femmes	Hommes
« Message à tous les homosexuels, que ce soit hommes ou femmes. Vivez votre vie, ne vous préoccupez pas des critiques, des jugements. »	« Nos responsables politiques accordent trop d'importance à ce phénomène qui n'est pas récent et qui savait être discret. »
« Vivons heureux ! Pas dans le jugement »	« La société donne trop d'importance à ce problème. »
« Concernant les enfants élevés par des couples homosexuels, je précise qu'ils sont, à mon sens, tout aussi capables (ou incapables !) d'être de bons parents. C'est la question de l'identité qui me gêne (anonymat des origines avec dons de sperme ou d'ovocytes) raison pour laquelle, je suis davantage favorable à l'adoption où l'histoire de l'enfant lui est accessible, du moins, en partie. »	« Je précise que je ne comprends pas l'homosexualité mais je n'ai aucune agressivité contre eux, que je les considère normalement dans mes relations avec eux. Je peux travailler, les recevoir à la maison, discuter, m'amuser avec eux. C'est leur problème que je ne peux comprendre sans les rejeter, ni les critiquer, ni même faire part de leurs problèmes aux autres personnes. Ils sont malades, pas fautifs. »
« Juste bravo pour le temps que vous consacrez à cette enquête, à l'énergie et l'investissement financier »	« Je trouve que cette enquête servira de leçon à la France. Puis les étrangers chez eux. Merci. »
« Je souhaite que l'on puisse tous vivre comme bon nous semble sans être constamment jugé ou violenté. »	« Je préfère que les hommes ou femmes homosexuels soient discrets parce que la méchanceté des autres me dérange. »
« Pour moi il faut les laisser vivre leur vie comme ils le souhaitent. Ils ne dérangent personne, ils ne font que s'aimer. Courage à toutes ces personnes qui vivent leur vie tranquille mais qui se font harceler tous les jours par des personnes sans cervelles. »	« L'intégrisme religieux (quelle que soit la religion) entraîne le bellicisme. Le rejet des orientations sexuelles "variées" entraîne, conduit aussi au bellicisme. Les guerres seront évitées par le triomphe de l'amour et de la tolérance, mais il y a du boulot ! »
« Je suis choquée si je vois deux hommes s'embrasser parce que l'on n'est pas habitué à subir ce choc. Mais si c'était le cas, je pense que je ne serais pas choquée. Tout le monde a le droit de vivre sa sexualité en toute liberté. »	« Arrêtons de mettre sur la table des débats dont tout le monde se fout : homosexualité et toutes les variantes de genre, féminisme, vegan, religion. Et surtout arrêtons de faire des minorités des modèles à suivre et à mettre en avant sous couvert de tolérance. Il n'y a pas plus hypocrite et électoraliste qu'un politique ! »
« Chacun a le droit de vivre sa vie comme il l'entend »	
« Qu'on les laisse vivre leur vie, ils ne font de mal à personne, ce sont des personnes normales. »	

Tableau 30 : Commentaires libres laissés en fin de questionnaire selon le genre des répondants à l'enquête PHR

10.1.2 A la source de l'hétéronormativité : des facteurs socio-culturels ?

Identifier les origines socio-culturelles de l'homophobie demeure aujourd'hui encore un enjeu important, notamment au niveau politique. Comme cela était égayé dans la partie 2.2.5, certains critères en particulier sont régulièrement étudiés dans les divers travaux sans pour autant conduire à un consensus sur ceux qui seraient déterminants pour un suivi de l'homophobie au sein de la population. Deux de ces facteurs en particulier ont été abordés au sein de ce travail pour tenter de contextualiser l'entourage socio-culturel des répondants, en particulier ceux présentant une sur-victimation : le contexte religieux, le contexte politique.

Facteurs religieux

La plupart des religions majoritaires ayant fortement participé à la répression de l'homosexualité, il semble logique de se demander si les individus ayant évolué dans un environnement religieux ne sont pas davantage soumis à l'hétéronormativité. Indépendamment du type de religion, l'enquête 3H a ainsi permis aux répondants d'estimer le degré de religiosité de leur environnement familial sur la base de la distinction entre « croyant » ou « non croyant », mais également, pour les personnes croyantes, l'intensité de la pratique religieuse.

Une analyse de la relation entre les variables de la religiosité et de la victimation confirme en partie notre hypothèse⁶⁴. En effet, les individus issus de familles plutôt pratiquantes présentent une victimation plus forte tandis que ceux issus de familles non croyantes ou non pratiquantes présentent le taux le plus faible de l'échantillon (Tableau 31). Le fait qu'on n'observe pas de différences significatives entre les individus issus de familles non croyantes et non pratiquantes suggère que l'athéisme de l'environnement familial n'apparaît pas spécifiquement comme un avantage en termes d'exposition à l'homophobie mais que c'est avant tout l'intensité de la pratique religieuse qui est déterminante. Ce fait avait déjà auparavant été remarqué dans diverses études (Zmyj, Huber-Bach, 2020 ; Paul-Hus, 2016 ; Étude Ifop pour la Fondation Jasmin Roy Sophie Desmarais, 2019a), on peut néanmoins s'étonner, en particulier pour la dernière étude française sur le sujet, que la question de la pratique religieuse n'est prise en compte que pour la religion catholique, suggérant par la même occasion que l'ensemble des populations musulmanes sont très pratiquantes, déviant alors le débat de l'intensité de l'application des dogmes religieux sur une opposition fondamentale entre religions⁶⁵.

⁶⁴ Test du khi² entre les variables RELIGIOSITE et VICTI_FAMI : p-value = 0,020, α = 0,05

⁶⁵ Il n'est pas ici question de nier une potentielle plus grande homophobie au sein de la religion musulmane, mais plutôt de produire des indicateurs constructifs pour identifier des leviers d'actions pour une meilleure cohabitation entre les religions et l'homosexualité (avec par exemple la lutte contre l'intégrisme), ce que la stigmatisation d'une religion dans son ensemble ne permet pas.

RELIGIOSITE VICTI_QUALI	Non croyant	Non pratiquant	Plutôt pas pratiquant	Plutôt pratiquant
Très Faible	62%	61%	53%	53%
Faible	26%	25%	24%	19%
Forte	8%	9%	12%	16%
Très Forte	5%	5%	11%	13%

Tableau 31 : Fréquences croisées entre les variables VICTI_QUALI et RELIGIOSITE

Dans le cadre des entretiens, alors que la plupart des enquêtés mentionnent la religion comme un facteur de risque et disent s'en méfier afin d'éviter d'éventuelles démonstrations homophobes, peu décrivent en réalité des violences subies en raison d'un motif religieux. C'est le cas de Benjamin dont le *coming-out* a plutôt bien été accepté par sa famille excepté son beau-père qui a justifié son départ du foyer familial par l'incompatibilité de sa pratique religieuse avec l'homosexualité assumée de Benjamin (Extrait d'entretien n° 43).

Benjamin : « Alors toute ma famille, ça a été bien reçu, même ma famille paternelle. Mais ma mère ça a été plus compliqué, parce que la première fois que je lui ai dit c'était en 3^{ème}, je lui ai dit "tu vois ça y est, je t'en avais déjà parlé mais maintenant c'est une certitude, je suis amoureux d'un garçon". Et la fois où je lui ai dit elle m'a dit "d'accord" et elle m'a rien dit d'autre. Et du coup, ça a commencé à faire le cheminement dans toute la famille, et c'est là que mon beau père il a dit "moi je peux pas accepter ça avec ma religion" et il est parti du foyer. »

Extrait d'entretien n° 43 : Benjamin

Facteurs politiques

Historiquement, la lutte pour l'avancée des droits homosexuels s'est toujours principalement ancrée à gauche de l'échiquier politique français (dépénalisation de l'homosexualité, PACS, Mariage pour Tous, interdiction des thérapies de conversion, etc.). A l'inverse, et malgré une plus grande tolérance (du moins de façade) à l'homosexualité ces dernières années, les partis politiques de la droite française sont régulièrement représentés comme hostiles aux populations homosexuelles. On peut ainsi poser l'hypothèse que le rattachement politique familial influe sur la victimation des répondants, avec notamment une victimation au sein de la sphère familiale plus importante pour les individus dont la famille serait politisée à droite et à l'extrême droite, cette dernière étant particulièrement bien implantée dans la région.

De la même façon que pour le facteur de religiosité, le bord politique déclaré concernant l'environnement familial est corrélé à la victimation des répondants⁶⁶. Les individus dont la famille est « très à droite » ou à l'« extrême droite » présentent ainsi une victimation significativement plus haute⁶⁷, tandis que les individus issus de familles plutôt centristes ou légèrement à gauche

⁶⁶ Test du khi² entre les variables POLITIQUE et VICTI_FAMI : p-value < 0,0001, $\alpha = 0,05$

⁶⁷ Bien qu'initialement dans le questionnaire, l'option de réponse « extrême gauche » était présente, elle a été finalement agglomérée à la catégorie « très à gauche » en raison du très faible nombre de réponses. L'intention initiale était de proposer une symétrie avec le terme « extrême droite », néanmoins l'absence de la mention de parties d'« extrême gauche » dans les médias et sa connotation péjorative a dû participer à la faible mobilisation de ce terme dans l'enquête.

présentent une victimation particulièrement faible (Tableau 32). Bien que cela confirme notre hypothèse concernant une hostilité plus grande perçue dans les familles sympathisantes de droite, cela suggère également une moins forte stigmatisation de l'homosexualité dans les familles peu polarisées. Le terme de « centrisme » en politique est néanmoins à interpréter avec précaution. Bien que depuis 2016, le parti présidentiel français puisse y être associé, on peut aussi penser que ce terme puisse être mobilisé par des individus peu politisés.

POLITIQUE VICTI_FAMI	Très à gauche	Plutôt à gauche	Centre	Plutôt à droite	Très à droite	Extrême droite
Très Faible	58%	68%	73%	55%	32%	42%
Faible	29%	22%	14%	28%	39%	23%
Forte	9%	8%	8%	10%	17%	12%
Très Forte	3%	3%	5%	7%	11%	23%

Tableau 32 : Fréquences croisées entre les variables VICTI_FAMI et POLITIQUE

10.1.3 Hypothèse du contact : se construire un environnement tolérant

Au-delà des difficultés à trouver des déterminants sociaux pertinents pour expliquer les différences de vécu des hommes non hétérosexuels enquêtés, un critère en particulier semble faire l'unanimité, aussi bien dans l'échantillon étudié que dans la littérature scientifique.

En effet, le fait de fréquenter des personnes homosexuelles pour les individus hétérosexuels est fréquemment avancé comme un facteur permettant d'expliquer une homophobie moindre (Millham et al., 1976 ; Paul-Hus, 2016 ; Zmyj, Huber-Bach, 2020 ; Herek, 1986 ; Morin, Garfinkle, 1978 ; Schiffman et al., 2006). Ce schéma n'est pas sans rappeler l'hypothèse du contact théorisée par Gordon Allport dans *The nature of prejudice* de 1979 (Allport, 1979). Celle-ci suggère que les contacts entre les populations majoritaires et minoritaires diminuent les préjugés, tout du moins à conditions de respecter idéalement certaines règles, notamment :

- Permettre la poursuite de buts communs ;
- Ne pas être superficiels (de manière régulière et prolongée dans le temps) ;
- Ne pas être subi par les individus.

Le caractère évolutif des relations avec les proches à propos de l'homosexualité des enquêtés est fréquemment spontanément abordé dans les entretiens, le plus souvent, dans le cas où l'homosexualité n'est pas immédiatement pleinement acceptée, sur le schéma d'une situation initiale peu confortable qui tend à se diluer au fil du temps. Il semble qu'un des éléments déclencheurs de cette amélioration de la relation entre l'individu homosexuel et son entourage soit en particulier la concrétisation de l'homosexualité, c'est-à-dire bien souvent l'introduction du partenaire dans le cercle familial. C'est notamment le cas pour Mathieu et Matéo dont la réaction de leurs parents à leur *coming-out* a tout d'abord été relativement froide pour ensuite nettement s'améliorer au fur et à mesure des contacts avec leurs partenaires respectifs (Extrait d'entretien n° 44) (Extrait d'entretien n° 45).

Mathieu : « *Ma mère je ne lui ai pas vraiment dit au début et elle m'a reproché de lui cacher des choses. Elle a eu un peu de mal à l'accepter mais en connaissant mon conjoint elle a l'air tout à fait ouverte, même à l'adoption, etc.* »

Extrait d'entretien n° 44 : Mathieu

Théophile : « *Quand tu as parlé de ton père tout à l'heure, il a l'air de l'avoir pas trop mal pris* » [ton homosexualité].

Matéo : « *Maintenant oui mais le soir où je l'ai annoncé, après je suis allé sur mon ordi comme ça, je faisais ma vie. Et il vient me voir et il me dit "bon bah tu es ce que tu es c'est comme ça mais moi je veux juste pas en entendre parler" c'est parti comme ça. Après, ça se détend, il fait des blagues là-dessus, ça le dérange pas, j'ai mon copain qui est venu plusieurs fois à la maison. Bien sûr Il reste du progrès à faire mais on va dire c'est en très bonne voie quoi.* »

Extrait d'entretien n° 45 : Matéo

La situation a été un peu plus rapide à s'arranger dans le cas de Marc (Extrait d'entretien n° 46), pour qui, passé le choc de l'annonce, sa mère s'est montrée, dès le lendemain, rassurante. Le cadre familial apparaît ainsi particulièrement propice pour observer des acceptations progressives de l'homosexualité des enquêtés, en particulier car ces relations (le plus souvent parents/enfants) sont plus complexes à rompre. On remarque néanmoins qu'aucune des personnes interrogées n'a subi un rejet initial particulièrement violent. Dans ces cas-là, on peut supposer que la diminution des préjugés soit bien plus longue, voire impossible si les contacts disparaissent totalement.

Marc : « *Mon compagnon il vivait pas avec moi, donc vous voyez, il venait à mon appart et tout et un jour où ma sœur est venue chez moi, je lui ai dit et je lui ai présenté mon compagnon et elle était heureuse pour moi, de savoir que je n'étais pas seul après ce que j'avais connu. Ma mère l'a su dans la foulée, ça a été un choc. Mais voilà, quand je lui ai dit...Je me rappellerai toujours, on était à deux, on a parlé, puis je lui ai dit que j'avais rencontré quelqu'un et tout de suite, ça a été "ah ben elle s'appelle comment ?". Donc là ça a été "ben non c'est IL". Là elle m'a regardé, l'air surprise. Fin' je la connais. Ça a été dur sur le coup...Bon après, je suis repartie et du lendemain, elle m'a appelé en disant qu'il fallait pas que je m'inquiète qu'elle était heureuse pour moi, qu'il y avait aucun soucis. Donc voilà. Et mon père, en revanche, ça a été plus long, parce que j'avais très peur de sa réaction, et j'ai fait mon coming-out à mes 30 ans, donc en 2008, mais je lui ai dit.* »

Extrait d'entretien n° 46 : Marc

L'enquête auprès de la population hétérosexuelle supporte également cette hypothèse. D'une part, il est à noter qu'une grande majorité des répondants connaissent des hommes homosexuels dans leur entourage (93%) et que ceux-ci expriment en grande partie des opinions positives au sujet de l'homosexualité. Néanmoins, parmi ceux exprimant des opinions virulentes à propos de l'homosexualité, on retrouve principalement des individus admettant ne fréquenter que « Rarement » voire « Jamais » les personnes homosexuelles de leur entourage, ce qui s'oppose à l'absence de superficialité requise dans les conditions émises par l'hypothèse du contact d'Allport.

Au-delà de la faiblesse du lien social avec les individus homosexuels, un répondant en particulier superpose à la question de l'homosexualité, des divergences dans les modes de vie entre personnes issues des milieux ruraux et urbains (Extrait de questionnaire n° 1).

Question : Le fait de savoir que ces hommes sont homosexuels a-t-il changé votre attitude envers eux ? [Oui, de manière positive] [Oui, de manière négative] [Non, cela n'a rien changé]

Réponse : [Oui, de manière négative]

Question : Pouvez-vous préciser en quoi votre comportement a changé ?

Réponse : « *Personnes intolérantes avec les autres. Viennent de la ville et veulent rejeter la vie des ruraux.* »

Extrait de questionnaire n° 1 : Homme hétérosexuel, retraité, de plus de 65 ans, vivant dans l'Oise

Pour un autre, l'opinion concernant l'homosexualité apparaît très négative malgré l'existence de contacts fréquents avec des hommes homosexuels, ce qui peut s'expliquer par des croyances fortement ancrées dans la personnalité de l'individu, notamment le fait de penser que l'homosexualité est une maladie (Extrait de questionnaire n° 2). Ce cas de figure est notamment abordé par Gordon Allport où la diminution du préjudice semble extrêmement complexe du fait que ce dernier est constitutif de la construction identitaire de l'individu. On peut penser que cela est particulièrement le cas, par exemple, pour les individus qui attachent beaucoup d'importance aux valeurs religieuses ou qui ont une conception du genre très polarisée.

Question : Quelle est votre opinion sur l'homosexualité ?

Réponse : « *Je ne me sens pas concerné, j'estime que c'est leur problème. Je ne comprends pas leur attirance pour le même sexe, je la trouve anormale pathologiquement. Je pense que c'est une maladie mentale.* »

Extrait de questionnaire n° 2 : Homme hétérosexuel, Artisan, commerçant ou chef d'entreprise, entre 45 et 55 ans, vivant dans l'Aisne

De ce point de vue, plutôt que l'idée très répandue d'environnements sociaux plus ou moins tolérants par nature à l'homosexualité, l'enjeu pour bon nombre d'hommes homosexuels réside dans la mise en place d'un espace social rassurant, celui-ci pouvant, selon les réactions de l'entourage, mettre plusieurs années à se stabiliser. Un sujet semble néanmoins particulièrement opaque au sein des échanges entre populations homosexuelles et hétérosexuelles, même lorsque ceux-ci sont bienveillants : les violences homophobes. Sur les 61 personnes ayant au moins un homme homosexuel dans leur entourage, seules 18 (30%) déclarent avoir connaissance des préjudices qu'ils subissent. Cette méconnaissance des discriminations liées à l'orientation sexuelle, au sein même de populations en contact avec des personnes homosexuelles mériterait d'être approfondie puisqu'elle fait également écho à la sous-déclaration des violences subies par les enquêtés présentée tout au long de la partie 9.2.

10.2 L'identité homosexuelle : émancipation ou renforcement d'un système binaire ?

10.2.1 Une homosexualité « compulsive » ?

En adaptant le terme d'Adrienne Rich d'« hétérosexualité obligatoire » (Rich, 2010), on ne prétend pas que l'homosexualité puisse, dans nos sociétés actuelles, et au même titre que l'hétérosexualité, se présenter comme une injonction. Plutôt, il nous permet ici d'amorcer une réflexion sur le caractère obligatoire que peut revêtir le fait d'endosser une identité homosexuelle pour tout individu s'éloignant des normes hétérosexuelles.

Cette question, qui n'était pas particulièrement envisagée au début de ce travail de recherche a spontanément émergée suite à certains entretiens et questionnaires qui mettaient en évidence une forme d'indétermination de l'identité sexuelle des enquêtés. En effet, dans le cadre de l'enquête 3H, près de 3% des répondants ne se sont pas sentis pris en compte dans les réponses proposées (Homosexuel, Hétérosexuel, Bisexuel, Pansexuel) à la question « Comment définissez-vous votre orientation sexuelle ? ». En étudiant les réponses rajoutées via la catégorie « autre » (Extrait de questionnaire n° 3), on se rend ainsi compte que la plupart des personnes concernées manifestent des difficultés ou un souhait de ne pas se catégoriser, ou tout simplement à nuancer les catégories déjà existantes. Dans ce dernier cas, cela consiste notamment à différencier l'orientation sexuelle de l'orientation romantique, par exemple par le qualificatif d'« homosexuel bisentimental », qui correspond à un homme attiré sexuellement exclusivement par les hommes mais pouvant avoir des sentiments amoureux pour les hommes aussi bien que pour les femmes.

Comment définissez-vous votre orientation sexuelle ?

« Sapiosexuel à dominante homosexuelle »

« Théoriquement je suis homosexuel, mais je n'aime pas ce mot, donc je suis simplement humain »

« Asexuel »

« Homosexuel et bisentimental »

« Peu importe... »

« Je ne sais pas »

« Queer »

« Queer/bi/pan/je sais pas »

« Aucune »

« Semi-Bisexuel »

« Homosexuel/Asexuel »

« Pansexuel homosentimentale »

« Je ne sais pas la définir, je n'en ressens pas le besoin »

« Egosexuel »

Extrait de questionnaire n° 3 : Orientations sexuelles « autres » déclarées par les répondants à l'enquête 3H

Parmi les identités sexuelles qui traduisent probablement le mieux cette indétermination, on peut difficilement ignorer le statut de la bisexualité qui a longtemps été considérée comme une identité transitoire entre l'hétérosexualité initiale des individus, et l'homosexualité finale pleinement assumée via l'achèvement du processus de formation identitaire (Cass, 1979 ; MacDonald, 1983 ; Lewis et al., 2015).

Pourtant, même si une large majorité des personnes interrogées se définissent aujourd'hui comme homosexuelles, un certain nombre relate dans leur discours des expériences ou des attirances hétérosexuelles. Cela est particulièrement le cas pour les individus d'âge moyen qui, avant d'endosser pleinement une identité homosexuelle ont eu une vie de famille hétérosexuelle. Bien que la plupart admettent des attirances sexuelles très prononcées envers les garçons très tôt dans l'adolescence, plusieurs décrivent les relations hétérosexuelles vécues à l'époque comme non forcées. C'est le cas de Marc qui a vécu plusieurs années avec une femme dont il était amoureux (Extrait d'entretien n° 47). Malgré cet amour, ses attirances homosexuelles l'ont poussé à mettre fin à son couple et à s'engager exclusivement dans des relations homosexuelles. Ce qui est frappant dans ce type de récits, c'est que la bisexualité, bien que mentionnée, n'est jamais envisagée comme une solution viable. L'attirance homosexuelle réprimée se retrouve alors systématiquement mise en opposition à la relation hétérosexuelle en cours même si cette dernière se trouve, sur certains plans, épanouissante.

Marc : « J'ai rencontré une fille dont je suis tombé amoureux. Et donc, on s'est mis ensemble. Donc là, je dis "chouette ! Je suis guéri" entre guillemets. Pour moi, c'était bon, c'était un passage, et à l'époque, je pense que je suis bi. Donc c'est déjà moins grave qu'homosexuel et... Donc, avec cette fille, voilà on s'est, on s'est... On s'est mis ensemble. Et six mois après, je tombe en dépression. Je l'aimais, mais il y avait un truc qui n'allait pas. C'est comme si que je chausse du 45 et je me mettais du 39 quoi. Il y a un truc qui n'allait pas. Et donc, là, ça a été assez compliqué. On a... Voilà, on a vécu ce qu'on a vécu pendant plusieurs années. Donc c'est elle qui a eu son concours. On est parti vivre un an à ****. Et ça a été... C'était de pire en pire. Voilà quand elle n'était pas là, moi je passais mon temps sur les sites X. Alors je n'ai jamais fait de rencontres quand j'étais avec elle. Mais voilà. Et puis à un moment, on avait la maison, on avait le chien. On a dit "on va avoir un bébé", donc on a eu un bébé. Et le jour où il est né, notre couple a explosé parce que là je me suis dit "je suis parti trop loin". Alors je voulais cet enfant, je veux dire c'est mon fils. Mais le jour où il est né, je me suis dit "je suis allé trop loin dans la comédie" parce que... C'est un enfant qui a été fait dans l'amour, mais voilà, ça me correspondait pas. »

Extrait d'entretien n° 47 : Marc

Ce basculement forcé de l'hétérosexualité vers l'homosexualité semble courant chez les hommes qui ont eu des relations sexuelles avec des individus des deux sexes (Trachman, Lejbowicz, 2018) et soulève des difficultés pour les individus bisexuels (du moins par leur pratiques) qui se trouvent dans l'obligation de choisir un côté ou l'autre de la dichotomie des orientations sexuelles. Au-delà du parcours psychologique individuel, déjà fortement contraint par des représentations très binaires de la sexualité au sein de la société, les personnes bisexuelles doivent souvent également faire face à l'incompréhension de leurs partenaires hétérosexuels qui peuvent voir la bisexualité comme une menace à la longévité de leur relation (Mark et al., 2020). Benjamin, qui s'identifie aujourd'hui comme un homme bisexuel malgré des attirances légèrement majoritaires envers les hommes, exprime les pressions qu'il a subi de son entourage pour endosser une identité homosexuelle (Extrait d'entretien n° 48. Pourtant, celui-ci relate bien des attirances et des expériences sexuelles avec des femmes mais déplore ses difficultés à s'engager dans des relations hétérosexuelles en raison de sa bisexualité et de sa personnalité androgyne.

Benjamin : « A un moment, moi j'étais sûr que j'étais gay parce que c'était assez binaire pour moi, je savais pas qu'on pouvait être sur prisme ou qu'on pouvait être bisexuel. D'ailleurs voilà, moi je suis bisexuel. Moi j'ai rencontré un couple gay et il y a une cousine qui a senti ma curiosité, elle est venue me parler, elle m'a dit "tu sais Benjamin ça se voit, on pense que t'es gay, tu devrais l'assumer, on voit que t'es introverti, que t'es renfermé etc.", mais j'étais plutôt renfermé parce qu'à mon sens j'ai toujours grandi dans des foyers assez toxiques que ce soit du côté de ma mère ou de mon père. »

[...]

Théophile : « Après t'être identifié comme bisexuel, tu as eu par la suite des aventures avec des femmes ? »

Benjamin : « Oui j'ai eu des aventures avec des filles mais depuis quelques temps ce n'est plus trop possible parce que je trouve que...Bon tant mieux pour elles et elles ont raison mais je pense qu'il y en a pas beaucoup qui vont au-delà des apparences malheureusement, et même moi je suis plus vers les garçons, on va dire que c'est un peu par désœuvrement parce que j'arrive pas tant à draguer de filles et je m'en donne pas tant la peine non plus. »

Extrait d'entretien n° 48 : Benjamin

Cette plus grande « facilité » à se tourner vers les hommes que les femmes lorsque l'on a des attirances bisexuelles est également soutenue par Maxime pour qui les différences genrées entre hommes et femmes sont un réel frein au développement de relations intimes (Extrait d'entretien n° 49). Il justifie ainsi ses pratiques, aujourd'hui majoritairement homosexuelles, plus par une question d'habitude à la sexualité homosexuelle (facilité d'accès au « marché » homosexuel, symbolique du troc « orgasme contre orgasme » décrite par Michel Pollak en 1982) que par la concrétisation de ses attirances réelles.

Théophile : « *Peux-tu me raconter quand et comment tu as découvert ton homosexualité, mais également comment tu te définies ?* »

Maxime : « *Je sais pas, moi la définition ça me pose un peu problème, après je pense que je me définis plus comme gay, homo, maintenant. Après, je me suis défini plus longtemps comme bi. Mon idée sur la question, c'est que c'est une question d'habitude dans le cerveau. Je pense qu'on peut être bi, mais qu'on couche qu'avec des mecs parce que c'est plus facile et que le marché...il y a un marché beaucoup plus accessible parce qu'il y a pas le problème du patriarcat etc. Et donc tout simplement on apprend plus à jouir comme ça et à prendre du plaisir et à avoir une sexualité de cette façon-là. Je pense que dans mon cas, il y a une sorte de bisexualité aussi. J'ai déjà couché avec une femme et c'était bien. Enfin tardivement, je devais avoir 25 ans, mais ça m'a plu, et les pratiques sexuelles hétéros, enfin avec les femmes, m'ont plu. Et je pense que je pourrais recommencer, mais j'en ai juste pas du tout l'occasion. Je pense que les hommes m'attirent largement plus que les femmes, mais c'est surtout que c'est tellement facile de coucher avec un homme, il y a tellement de disponibilités. Avec les femmes, il y a tellement de non-dits à cause du patriarcat, ce besoin de faire semblant que oui elles ont envie mais que pas trop sinon c'est des salopes. Alors que les garçons c'est "moi j'ai envie de baiser" "moi aussi j'ai envie de baiser" "eh bah on y va". C'est tellement facile, cette espèce d'hypersexualité masculine, que ça joue beaucoup dans mes préférences, même si globalement je sais que statistiquement, quand j'essaie de faire attention, je regarde beaucoup plus les hommes que les femmes dans la rue. Donc en gros, je sais plus, je dois être à 5 sur l'échelle de Kinsey, un truc comme ça, majoritairement homosexuel, et très occasionnellement hétérosexuel.* »

Extrait d'entretien n° 49 : Maxime

Malgré sa frilosité à catégoriser son identité sexuelle, Maxime semble néanmoins considérablement imprégné par les représentations majoritaires de ce que doit être le parcours identitaire d'une personne non hétérosexuelle. En mentionnant le statut conjugal de ses partenaires sexuels rencontrés sur un lieu de drague, il nie ainsi toute possibilité de bisexualité pour ceux-ci (Extrait d'entretien n° 50). Le fait d'être des « mecs mariés, avec enfants » entre ainsi en directe contradiction avec le fait de « coucher avec des mecs » et suggère donc qu'il s'agit principalement d'homosexuels refoulés dont la vie conjugale ne serait qu'une couverture. Bien sûr, il ne s'agit pas d'omettre le fait que nombre de ces hommes puisse être dans cette situation, néanmoins, sous un autre angle, on peut également envisager des cas de réels désirs bisexuels et l'impossibilité de choisir ou d'abandonner une des facettes de leur sexualité. Cela est d'autant plus accentué par les grandes difficultés à identifier des lieux bisexuels (Maliepaard, 2020 ; Hemmings, 2002), forçant la plupart du temps les individus qui se considèrent bisexuels à jongler entre les identités, en endossant par exemple à tour de rôle des identités homosexuelles et hétérosexuelles selon les lieux et les temporalités.

Maxime : « *Beaucoup de gens sur Grindr ou d'autres sites qui sont là pour coucher avec des mecs sont des mecs mariés, avec enfants, enfin planqués quoi, pas du tout hors du placard. Ça c'est assez frappant, pour Saint-Quentin en tout cas, je trouve qu'on est encore sur des trucs qui se faisaient il y a 20 ou 30 ans, les aires de repos, les trucs comme ça, qui se font encore aujourd'hui mais dans beaucoup moins d'endroits. A 10min de Saint-Quentin au bord de la forêt, tu sais qu'il y a un endroit où les voitures s'arrêtent etc. Et c'est vrai que pour moi par rapport à Montpellier ou d'autres endroits où j'ai vécu c'est vrai que ça fait un peu retour en arrière. Donc il y a beaucoup, voilà des mecs qui me disent "moi j'ai 10 minutes, à 17h10 il faut que je rentre chez moi" et t'en a qui te disent "non là je peux pas venir parce que ma femme soupçonne quelque chose". Donc la plupart des mecs avec qui je couche sont des mecs planqués, c'est ça le truc. Ce qui du coup, joue sur la sexualité, qui est une sexualité furtive, précaire, etc. »*

Extrait d'entretien n° 50 : Maxime

Dans la littérature scientifique, il apparaît ainsi que la bisexualité, de manière similaire à la transidentité, est souvent marginalisée et invisibilisée au sein des communautés LGBT+. Cela se comprend via les politiques identitaires gays et lesbiennes qui ont longtemps lutté pour légitimer et fixer les identités homosexuelles dans les sociétés modernes (D'Emilio, 1998 ; Jackson, 2009), mais également les théories médicales et Freudiennes pour lesquelles l'homosexualité serait génétique ou déterminée trop tôt dans l'enfance pour pouvoir être modifiée à l'âge adulte (Foucault, 2013 ; McIntosh, 2011). Ce faisant, la bisexualité et plus largement la question de la fluidité des sexualités a longtemps été éludée des politiques LGBT+ pour finalement être remise en discussion avec l'émergence des mouvements *queer*.

Plusieurs problématiques ont néanmoins été soulevées concernant la représentation d'une pensée moins binaire au sein des mouvements *queer*. En effet, admettre que l'homosexualité n'est plus fixée au sein des individus reviendrait, à terme, à l'affaiblissement des identités *queer* au profit d'une individualisation des sexualités, et donc à l'affaiblissement politique du mouvement (Friedrichs, 2011 ; Parker et al., 2007). De plus, l'idée d'une homosexualité innée et non déterminée socialement est encore courante dans certains milieux militants gays et lesbiens, notamment afin de contrer les arguments homophobes d'une homosexualité « contre-nature » ou qui pourrait se transmettre via les relations adultes-enfants.

10.2.2 Etre marginal parmi les marginaux : comment gérer les attentes sociales de l'homosexualité ?

L'approche identitaire de l'homosexualité, comme nous l'avons évoqué dans la partie I, semble poser un certain nombre de problèmes. En plus d'être pointée du doigt par la critique *queer* du fait qu'elle tend à vouloir fixer et faire rentrer dans des schémas normatifs les parcours homosexuels, elle crée tout un système d'exclusions au sein de populations déjà fortement marginalisées.

En abordant l'homosexualité du point de vue du rôle social, Mary McIntosh proposait ainsi l'idée d'une homosexualité fixée à la fois de l'intérieur (par les individus homosexuels) que de l'extérieur (par les hétérosexuels), expliquant ainsi la persistance des stéréotypes qui touchent ces

populations (entres autres le caractère efféminé, l'importance de la sexualité, ou encore la normalisation des relations intergénérationnelles).

« Dans les sociétés modernes où l'on reconnaît un rôle homosexuel séparé, l'attente, de la part de ceux qui exécutent ce rôle comme des autres, est qu'un homosexuel le soit exclusivement, ou de manière prédominante, au niveau des sentiments et du comportement. De plus, il existe fréquemment d'autres attentes, en particulier de la part des non-homosexuels, mais qui affectent cependant la conception qu'ont d'eux-mêmes ceux qui se considèrent comme homosexuels : que ses manières soient efféminées, de même que sa personnalité ou ses préférences sexuelles ; que la sexualité occupe d'une manière ou d'une autre une place dans toutes les relations qu'il entretient avec les autres hommes ; et qu'il soit attiré par les garçons et les très jeunes hommes, et probablement disposé à les séduire. Il est évident que l'existence d'une attente sociale aide généralement à sa satisfaction. » (McIntosh, 2011, p. 3)

Ce point de vue est également partagé par Didier Eribon qui évoque une identité homosexuelle définie en opposition à l'identité hétérosexuelle, et notamment par la pensée hétéronormative.

« Et l'on pourrait même dire que la stabilité de l'identité hétérosexuelle n'est assurée que par la délimitation et l'exclusion de l'"homosexualité", c'est à dire d'une "identité" homosexuelle définie par un certain nombre de traits dévalorisants attribués à toute une "catégorie" de personnes. » (Eribon, 2012, p. 121)

En ce sens, on peut supposer qu'aujourd'hui encore, une part non négligeable des pratiques et des modes de vie qui sont couramment rattachés aux populations homosexuelles (et même parfois revendiqués par les homosexuels eux-mêmes), comme l'effémination, découlent d'une volonté de remanier des caractéristiques attribuées par la société hétéronormative *« parfois en affirmant de manière provocante son potentiel transgressif, la plupart du temps en le répudiant ou en le minimisant. »* (Sinfield, 2001, p. 25). Cette valorisation des stéréotypes homosexuels se retrouve également dans la culture populaire, parfois conjointement à l'expression d'un mépris envers les individus homosexuels « hétéronormés » comme dans le film *Les crevettes pailletées* (Le Gallo, Govare, 2019). Parmi les personnages principaux qui endossent chacun de manière positive la plupart des stéréotypes homosexuels comme l'effémination, l'hypersexualité, le goût pour le travestissement et les icônes de la musique populaire féminines, le personnage de Cédric, marié, avec enfant, est le seul à être présenté de manière terne, et est régulièrement moqué par ses amis pour avoir choisi un mode de vie jugé ennuyeux.

De cette façon, certaines des personnes interrogées semblent endosser totalement des aspects spécifiques du rôle homosexuel qui leur a été imposé plus jeune. Les relations avec des hommes matures que Jérémy a eu dans sa jeunesse sont en effet totalement légitimées dans son discours, voire même reproduites maintenant qu'il est lui-même dans la position de l'homme mature. Il est d'autant plus surprenant que Jérémy ne semble pas garder de très bons souvenirs de ses premières relations, les assimilant à une sorte de rite de passage nécessaire pour s'affirmer en tant qu'homme gay, pourtant il admet aujourd'hui reproduire lui-même ces schémas avec les individus plus jeunes (Extrait d'entretien n° 51).

Jérémy : « *Les jeunes aujourd'hui, viennent facilement vers les hommes matures, ils ont besoin de réconfort, ils ont besoin de conseils. Moi c'est ce que j'ai attendu de ma première relation, des conseils, du réconfort, entre guillemets un deuxième père spirituel qui pouvait m'écouter, me donner son vécu aussi. Donc ça a été une personne qui a compté énormément sur mon épanouissement sexuel, et sur ce que je suis aujourd'hui, pouvoir m'affirmer à 100% en étant gay. »*

[...]

Théophile : « *Comment se sont passés vos premiers pas dans le milieu gay ?* »

Jérémy : « *Je ne me suis pas senti à ma place. Je me suis senti comme de la...comme de la pâtée pour chien en fait. Et je l'ai encore ce regard-là, moins souvent mais...Je vais prendre l'exemple du Privilège sur Lille, si vous allez en début de soirée, mais vraiment en début de soirée, avant que les jeunes arrivent dans le bar, vous êtes de la chair à pâtée. Vous avez tous les anciens, aujourd'hui hélas vu mon âge je commence à en faire partie, on est tous là sur le côté, et on vient de bonne heure pour prendre un verre avec les patrons parce que généralement on se connaît tous entre nous. Et après, on attend que les jeunes arrivent. Là le sentiment que j'avais il y a une vingtaine d'année, aujourd'hui je suis de l'autre côté. Et je le dis, j'en ai pas honte, même si je ne fais jamais rien d'abusif, quand je vais dans le milieu gay, oui pour moi les jeunes c'est devenu des proies. »*

Extrait d'entretien n° 51 : Jérémy

Néanmoins, pour beaucoup d'autres des hommes interrogés, le rôle homosexuel est davantage perçu comme injonctif et non désirable au point que certains disent être peu à l'aise avec le fait de fréquenter le « milieu gay » ou de fonder la majorité de leurs sociabilités en lien avec leur orientation sexuelle. Pour Luc, les sociabilités homosexuelles se limitent ainsi à la rencontre de partenaires sexuelles ou amoureux. Il exprime également être mal à l'aise avec les établissements gays, qui seraient pour lui fréquentés en partie par des individus « maniérés » (Extrait d'entretien n° 52). Dans son discours transparait alors l'ambivalence entre le confort que procurerait le fait de fréquenter des lieux gays et le malaise que provoquerait l'incompatibilité de sa personnalité avec les individus fréquentant ces lieux.

Ce ressenti est également partagé par Benjamin, pour des raisons similaires. Alors qu'il admet être relativement isolé et ne fréquenter que rarement des personnes LGBT+ autrement que dans un but sexuel ou romantique, il manifeste un réel désir de fréquenter d'autres personnes homosexuelles. Ses tentatives ont néanmoins souvent abouti à des échecs en raison d'un milieu gay caractérisé par des individus qu'il juge « arrogants, superficiels, vicieux » (Extrait d'entretien n° 53).

Que ce soit dans le cas de Benjamin ou de Luc, on peut se demander si cette distance par rapport au milieu gay ne s'explique pas en partie par une distance de classe. Tous deux sont en effet issus de milieux populaires et le vocabulaire utilisé pour décrire les milieux gays peut s'apparenter à une critique d'une certaine forme de bourgeoisie. Cela n'est pas sans rappeler les travaux sur les populations homosexuelles rurales et leur rapport aux milieux gays urbains. En effet, au-delà de l'apparente inclusivité de ces lieux, il existe en réalité de nombreux mécanismes d'exclusions sur la base de différences culturelles, sociales ou économiques, poussant souvent les individus à ne

pouvoir accéder, ou à se maintenir à une certaine distance avec ces espaces (Giraud, 2016 ; Baker, 2016 ; Binnie, Skeggs, 2004 ; Anne, Redlin, 2012 ; Prieur, 2013).

Théophile : « *Tu m'as parlé surtout des applications de rencontre, mais est-ce que tu as, aujourd'hui ou pendant ton enfance, ressenti le besoin de fréquenter d'autres LGBT ?* »

Luc : « *Mon entourage LGBT est très maigre. J'ai très peu de potes LGBT. Parce que...je ne construis pas mes relations amicales sur ça en fait. Mes amis qui sont gays, je les connaissais amis avant de les connaître gay. Donc j'ai pas de...la dessus, j'ai très peu d'amis gay. J'ai un couple d'amis gays et c'est tout.* »

Théophile : « *Donc ce ne sont pas des personnes que tu as rencontrées parce qu'elles étaient gays ?* »

Luc : « *Non, les seules personnes que je rencontre parce qu'elles sont gays, c'est soit des plans cul soit des relations sérieuses.* »

Théophile : « *Du coup, est-ce que tu fréquentes les lieux communautaires comme les bars ou associations ?* »

Luc : « *Non je suis pas du genre à fréquenter les bars. On va dire que je me sens pas à l'aise. C'est bizarre pour un gay de pas se sentir à l'aise dans ce genre de milieu. J'ai un peu de mal avec les manières, tu vois c'est trop pour moi. C'est trop ceci, trop cela. Et donc du coup, je trouve qu'on a pas forcément besoin d'être qu'avec des gays pour bien vivre. Même si dans les réflexions que j'ai pu avoir avec mes amis, je disais que ce serait plus facile d'intégrer des cercles de gens gays, pour faire des rencontres tout ça, pour sortir de cette sphère des applications. Faire partie d'un groupe avec des gays c'est plus facile. Mais d'un autre côté, dans l'analyse que j'en fais, ça peut poser des problèmes, des tensions, et j'ai pas forcément envie d'avoir ce genre de relations toxiques dans mon entourage.* »

Extrait d'entretien n° 52 : Luc

Théophile : « *Est-ce que tu as déjà ressenti le besoin de fréquenter d'autres personnes comme toi ? Dans des bars, des associations par exemple ?* »

Benjamin : « *J'ai toujours voulu faire une gay pride pour voir comment c'était. Je trouve ça bien parce que dans la société voilà on peut pas être tant comme on veut. C'est un fait on a du mal à trouver l'amour aussi comme on est moins nombreux que les hétéros et en plus il faut se correspondre sur plein de critères, c'est déjà compliqué pour les hétéros alors pour les homosexuels, c'est encore pire. Moi quand j'ai parlé à des homos, c'est dans un but romantique. Toute ma scolarité j'ai quand même réussi à me faire des connaissances, des amis, tout ça. J'étais souvent le seul homo. Et au fur du temps que je rencontrais des homos, je trouvais qu'il y avait un décalage dans nos façons d'être et de penser, je trouvais que la plupart étaient assez arrogants, superficiels, vicieux. Et du coup, c'est pas tant pour être intégré dans la communauté, c'était plutôt pour sortir avec quelqu'un, mais au niveau amical, j'ai essayé et j'ai toujours été beaucoup déçu malheureusement. Je défends toujours les LGBT pour le principe mais dans les faits, humainement je me retrouve pas vraiment en eux. Au niveau caractère et tout, bof.* »

Extrait d'entretien n° 53 : Benjamin

Cet éloignement avec le rôle homosexuel standard, qu'il soit voulu ou subi peut avoir diverses conséquences sur les individus. D'une part, cela peut créer un sentiment d'échec des individus vis-à-vis des attentes qu'a la société en ce qui concerne les hommes homosexuels. Le fait par exemple, de ne pas correspondre à certains stéréotypes comme le goût pour la mode, une forte sensibilité, ou une préférence amicale pour les femmes peut être vécu comme un échec vis-à-vis des représentations de ce que doit être un « bon gay » (Brooks et al., 2020 ; Massey, 2010). D'autres parts, cela peut mener à une « marginalisation parmi les marginaux » (Weststrate, McLean, 2010).

Ce sujet demeure délicat à traiter et cristallise une importante part des conflits au sein même des populations homosexuelles. En effet, si l'on appuie sur la vision du rôle homosexuel émise par Mary McIntosh (McIntosh, 2011), bon nombre des stéréotypes homosexuels qui sont aujourd'hui assumés par les individus proviennent d'injonctions émises par la population hétérosexuelle dominante. En ce sens, arborer une attitude féminine et prôner une sexualité volatile s'apparenterait à se conformer à un étiquetage issu des populations hétérosexuelles.

Dans un autre sens, rejeter ces stéréotypes concourt à renforcer l'hétéronormativité de la société et à condamner les modes de vie homosexuels (mais aussi hétérosexuels) à ne pouvoir s'exprimer que dans le cadre très restreint des valeurs traditionnelles hétérosexuelles : notamment la monogamie et la famille nucléaire.

10.2.3 *Covering* et *passing* hétérosexuel : dépasser l'essentialisation identitaire des hommes homosexuels

Alors que les préjudices liés à la transgression de genre ou des normes sexuelles sont relativement bien traités dans les études sur les minorités sexuelles (notamment l'efféminophobie : Connell, 2014 ; Annes, Redlin, 2012), les injonctions que constituent l'adoption des identités homosexuelles et *queer* sont peu prises en compte. Dans sa thèse, Cha Prieur aborde en particulier les injonctions à la pratique sexuelle qui imprègnent les milieux *queer* (Prieur, 2015), d'autres travaux s'intéressent aussi à la normalisation de la négligence du consentement sexuel dans les milieux gays (Gaspar et al., 2021). Ces préoccupations ont particulièrement pris de l'ampleur en France à la suite du mouvement *#MeToo Gay* sur les réseaux sociaux par l'affluence de témoignages attestant de la banalisation des violences sexuelles dans les milieux gays.

Peu d'attention est ainsi portée aux individus ayant un fort *passing*, c'est-à-dire adoptant des attitudes qui ne suggèrent que peu leur statut sexuel minoritaire. Ces individus sont souvent perçus comme moins confrontés à la violence homophobe (cette étude ne faisant pas exception), voire parfois même comme des individus reproduisant des schémas hétéronormatifs et qui n'assumeraient pas totalement leur identité sexuelle.

Le principe du *covering*, conceptualisé par Kenji Yoshino, décrit le fait de taire son expression identitaire afin de diminuer son exposition aux potentielles discriminations (Yoshino, 2007). Si ce concept du *covering* s'apparente en grande partie à des stratégies de gestion du risque homophobe, il pose certaines questions quant à sa définition. En effet, Yoshino catégorise les différentes méthodes de *covering* selon quatre axes : l'apparence, l'affiliation, l'activisme et

l'association, et suggère que des modifications d'attitudes sur ces axes destinées à diminuer l'expression identitaire, constituent du *covering*. On remarque cependant la proximité de ce concept avec les modèles linéaires d'identification homosexuelle (Cass, 1979) et les problèmes que cela suppose : comment définir et dissocier les attitudes et comportements qui traduisent une homosexualité assumée, de ceux traduisant une homosexualité camouflée si ce n'est en essentialisant ce que doit être ou non une personnalité homosexuelle véritable ?

Comme souligné par la critique de Cyril Ghosh à propos du concept de Yoshino (Ghosh, 2018), cela revient à définir et circonscrire ce qu'est être un « bon gay ». Si j'insiste sur cet élément, c'est qu'il reflète une tendance bien ancrée dans les cultures homosexuelles et qui consiste à dévaloriser l'« ordinaire » au profit de l'extravagance et de la transgression. L'approche de Yoshino ne fait en réalité que retranscrire une vision de l'expression identitaire homosexuelle qui est établie depuis déjà le siècle précédent, par exemple au travers de l'idée selon laquelle les gays assumés fréquenteraient préférentiellement les commerces sexuels homosexuels tandis que les homosexuels « au placard » se contenteraient des lieux de drague dans l'espace public pour ne pas risquer d'être démasqués (Lieshout, 1997).

Ainsi, pour reprendre les quatre axes énoncés précédemment, il existerait des façons d'exposer aux yeux de tous son homosexualité, au travers de l'apparence, des personnes avec qui l'on sociabilise, ou encore de son engagement militant. Tout comportement s'écartant de ces critères pouvant potentiellement être interprété comme un potentiel camouflage de l'homosexualité.

En revanche, il me semble que cette approche omet de prendre en compte toute la diversité des oppressions qui pèsent sur les individus homosexuels. Si l'on prend l'exemple de la fréquentation des lieux communautaires, on pourrait être tenté de dire, en allant dans le sens de Yoshino, que le fait de ne pas fréquenter ce type de lieu peut constituer du *covering*, afin de ne pas être identifiable en tant qu'homme homosexuel et risquer d'être forcé de faire son *coming-out* ou pire, d'être agressé à la sortie du lieu. Néanmoins, cela peut également être tout l'inverse : fréquenter les lieux communautaires, c'est aussi sélectionner son environnement social et choisir de ne fréquenter que ses pairs, et donc dans un même temps, se soustraire à des modes de sociabilisations en population mixte perçus comme plus risqués.

Les résultats de l'enquête 3H soutiennent bien ces différentes représentations du risque. En questionnant les répondants sur les raisons qui les poussent à fréquenter ou à ne pas fréquenter les lieux homosexuels, on se rend compte que dans les deux cas, cela peut être une façon de restreindre son exposition à la violence homophobe tout en gérant sa propre visibilité en tant qu'individu homosexuel.

Ainsi, parmi les individus n'ayant jamais fréquenté de lieux LGBT+, un tiers déclare un souhait de les fréquenter mais ne le peut pas pour diverses raisons (Tableau 33), majoritairement le manque d'occasions (absence d'amis pour les accompagner, manque de temps) ou l'absence de tels lieux à proximité. L'argument de la peur d'être identifié comme un homme homosexuel, qui s'apparenterait à une pratique de *covering*, est en revanche que peu mentionné (8%). Près de la moitié des répondants expriment également un manque d'intérêt pour la fréquentation de ces lieux tandis que 20% estiment que les lieux existants ne sont pas adaptés pour eux, soit car ils sont perçus comme dangereux (présence de drogues, d'agressions sexuels) et mal fréquentés, soit car

ils ne s'y sentent pas à leur place (personnes peu sociables ou qui ne partagent pas les valeurs du lieu).

Catégorie de raisons	Part des répondants	Raisons	Part des répondants
Lieux non adaptés	19%	Pas à l'aise socialement	5%
		Je ne m'y sens pas à sa place	3%
		Je ne suis pas gay	1%
		Lieux dangereux	3%
		Trop orientés sur le sexe	4%
		Appréhensions	3%
Voudrait bien mais pas possible	32%	Pas d'occasions de s'y rendre	18%
		Pas de lieu à proximité	5%
		Peur d'être <i>outé</i>	8%
		COVID	1%
Ne souhaite pas fréquenter ces lieux	49%	Refus de la communautarisation	9%
		Pas intéressé	21%
		Pas envie	19%

Tableau 33 : Raisons avancées par les répondants à l'enquête 3H pour ne jamais avoir fréquenté les lieux LGBT+ physiques

A l'inverse, les individus fréquentant ces lieux sont près d'un tiers à avancer comme première motivation le fait d'être dans un milieu tolérant (31%) (Tableau 34) suivi par le fait de se sociabiliser et de se faire des amis (26%). Il semble donc que le fait de fréquenter le milieu gay est initialement pour beaucoup, une stratégie permettant de se protéger de l'homophobie plutôt qu'une pratique de *reverse-covering* (Yoshino, 2007), c'est-à-dire une pratique permettant d'afficher à tous son homosexualité.

Motif de fréquentation des lieux LGBT+	Part des répondants ayant classé le motif en 1 ^{ère} position
Trouver un/des partenaire(s) sexuel(s)	13%
Découvrir le milieu homosexuel	15%
Etre dans un environnement tolérant	31%
Se sociabiliser, se faire des amis	26%
Tester de nouvelles expériences sexuelles	6%
Trouver un/des partenaire(s) amoureux	9%

Tableau 34 : Motivations avancées par les répondants à l'enquête 3H pour fréquenter les lieux LGBT+ physiques

En basant l'essence des modes de vie homosexuels sur l'aspect communautaire et les sociabilités spécifiques, ce type d'approches influence encore beaucoup des études sur les populations homosexuelles, et participe notamment à alimenter le prisme métronormatif. En effet, la visibilité des lieux communautaires étant moindre dans les espaces périphériques, et les sociabilités

communautaires y mettant fortement à profit les lieux privés ou mixtes (voir partie III), cela concourt à dénigrer les expressions des identités homosexuelles dans ces espaces.

On retrouve également cette problématique avec la notion d'homonormativité, qui critique le fait que l'homosexualité tend à n'être acceptée que si elle s'exprime selon les mêmes codes que l'hétérosexualité (Duggan, 2002) et place donc les individus homosexuels qui « singent les hétéros » (Eribon, 2012) dans une position, à priori, privilégiée. Or, on peut remettre en question ce positionnement qui n'envisage l'oppression homosexuelle que sous l'angle de la transgression. Au vu des nombreuses oppositions à l'accession des homosexuels au mariage et à l'adoption, force est de constater que la normalisation de l'homosexualité provoque encore aujourd'hui de nombreuses contestations, et suggère une fois de plus l'existence d'homophobies aux visages multiples (Borrillo, Mérary, 2019 ; Fassin, 2008).

Ainsi, plutôt que d'opposer le transgressif à l'ordinaire, ou « la folle » au « gay très hétéro », il conviendrait davantage de chercher à comprendre comment chaque type d'individu navigue entre les différentes formes d'oppressions qui conditionnent sa vie.

Conclusion du chapitre 10

En se concentrant sur l'articulation entre le sexe, les expressions genrées et les désirs, ce chapitre a tenté de mettre en lumière l'importance de ces composantes dans les représentations des préjudices homosexuels.

Il apparaît que les individus dont l'expression genrée est éloignée des attentes sociétales vis-à-vis de leur sexe sont plus régulièrement sujets aux préjudices, notamment pour les hommes dont l'attitude ou l'apparence exprime une certaine forme de féminité plus ou moins visible. Mais il est aussi possible que la norme masculine soit un facteur restreignant l'expression de la peur et la déclaration des préjudices. En effet, l'influence de la masculinité hégémonique sur certains hommes semble rendre complexe la définition en tant que victime et tend à minimiser la gravité de certaines violences.

Cette importance du genre apparaît également dans la diffusion des pensées hétérosexistes où une majorité des personnes qui affirment leur soutien aux personnes homosexuelles sont des femmes. Cependant, plus qu'une distinction binaire entre un genre féminin tolérant et un genre masculin hostile à l'expression de l'homosexualité masculine, le critère le plus déterminant semble être la proximité avec les individus homosexuels. De ce fait, ces travaux soutiennent les travaux antérieurs sur le sujet concernant l'idée d'une dé-essentialisation de l'homophobie et les perspectives favorables que représentent l'application de l'hypothèse du contact de Gordon Allport (1979).

Enfin, une réflexion a été abordée, à travers l'hétéronormativité et les homonormativités, sur l'injonction que représente les représentations actuelles des différentes orientations sexuelles. Alors que s'affirmer comme homosexuel a longtemps été montré comme un processus libérateur et émancipateur, en particulier via l'acte symbolique du *coming-out*, on peut se questionner quant à l'injonction que cela représente pour toutes personnes manifestant des attirances non strictement hétérosexuelles. Cela s'est avéré d'autant plus important pour les individus présentant des signes d'indétermination ou de bisexualité et dont l'invisibilité de celles-ci en tant qu'orientations sexuelles légitimes a représenté un obstacle à l'affirmation de soi.

CONCLUSION DE LA QUATRIEME PARTIE

Alors que la partie précédente abordait la question des spatialités des hommes homosexuels via une approche par le rapport à l'espace et la production de lieux, cette quatrième partie a introduit les systèmes de la vulnérabilité aux préjudices homosexuels et de l'articulation entre le genre, le sexe et les désirs dans la compréhension des pratiques spatiales homosexuelles. D'un côté, l'approche par la vulnérabilité semblait propice à mieux décrire l'impact des préjudices homosexuels sur les modes de vie et les rapports à l'espace des individus homosexuels, de l'autre, intégrer les expressions genrées et les désirs dans l'analyse des représentations permettait de répondre aux préconisations de la pensée *queer* sur le décroisement des études sur les minorités sexuelles et leur focalisation majoritaire sur le sexe.

Le chapitre 9 a permis de mettre en évidence l'importance des stratégies de visibilité de soi en tant qu'individu homosexuel dans l'exposition aux préjudices homosexuels, notamment vis-à-vis du processus de coming-out mais aussi de pratiques spatiales visant à éviter des situations sociales perçues comme plus dangereuses, ou à dissimuler, selon les situations, son soi sexuel. En outre, l'importance de violences que l'on pourrait qualifier d'insidieuses par rapport aux violences physiques qui sont habituellement les plus médiatisées nous pousse à nous questionner sur la manière dont les préjudices homosexuels sont aujourd'hui recensés et combattus.

Au regard de la critique métronormative, dans la mesure où le type de commune d'habitation n'apparaît pas significatif, ces stratégies d'adaptations semblent être plus déterminantes qu'une différenciation basée sur la localisation géographique dans la prévalence des préjudices. Cela relate en particulier le besoin de persévérer sur une approche locale de l'étude des préjudices homosexuels afin de prendre en compte les spécificités propres à chaque territoire.

Le chapitre 10 a permis quant à lui d'attirer l'attention sur l'importance d'une prise en compte transversale de l'homosexualité avec les expressions genrées et les désirs. On a notamment pu voir comment les normes masculines pouvaient à la fois être sources de violences mais également comment elles pouvaient participer à inhiber la déclaration des violences et l'identification des hommes en tant que victimes lorsque ceux-ci étaient confrontés à la violence. Ce chapitre a également été l'occasion de réaffirmer l'importance des contacts entre les minorités sexuelles et les populations majoritaires afin de diminuer la prévalence des préjudices homosexuels, ce constat étant confirmé par les récits de vie de nombreux enquêtés.

Enfin, motivé par l'écart entre les discours identitaires et l'expression des désirs, on a pu questionner l'importante binarisation qui gouverne le régime des orientations sexuelles. En effet, dans certains cas, il apparaît que l'affirmation d'une identité homosexuelle n'est pas toujours révélatrice d'un processus d'émancipation des individus mais au contraire, peut révéler l'existence d'injonctions à se conformer à un rôle social homosexuel fixe, dont les conséquences peuvent être la négation d'identités secondaires moins visibles, l'impossibilité d'affirmer le caractère fluide des désirs sexuels ou encore de refuser tout processus d'identification basé sur ceux-ci.

CONCLUSION GENERALE

Afin de conclure ce travail de thèse, je souhaite dans un premier temps revenir sur les principaux éléments qui sont ressortis de ces quatre parties. Après une synthèse des résultats que l'on a pu aborder tout au long de ce manuscrit, je m'attarderai sur une réflexion autour du « publicentrisme », notion que je propose pour nommer les biais liés à la focalisation sur la publicisation de l'homosexualité qui sont apparus, comme un fil rouge, tout au long des analyses. Enfin, je terminerai par un retour critique sur mon propre travail en revenant sur les points positifs et négatifs de cette thèse qui permettent notamment d'identifier des pistes pour des travaux futurs.

Synthèse de la recherche

Baliser la question homosexuelle...

L'homosexualité masculine, en raison des évolutions importantes qui se sont manifestées ces dernières décennies (retrait de la liste des maladies mentales de l'OMS, émeutes de Stone-Wall, reconnaissance grandissante des droits homosexuels dans de nombreux Etats, etc.) est un sujet particulièrement délicat à baliser. De la sexualité homosexuelle aux identités sociales qui peuvent y être associées, la littérature scientifique se caractérise par une importante dispersion tant sur les populations que sur les phénomènes pris en compte. Afin de répondre à notre problématique qui concernait l'impact de l'hétéronormativité sur les pratiques spatiales et la formation identitaire des hommes homosexuels, il était nécessaire de mettre au clair ces éléments et c'est donc à cela que la première partie s'est attelée. La pensée *queer* développée à partir des années 1970, en mettant en avant les interrelations avec le genre, la classe, ou encore la race, nous a permis de replacer l'homosexualité dans son contexte social et culturel et d'en finir un peu plus avec l'essentialisme hérité de la fin du XIXe siècle. Afin d'éviter les biais liés aux processus de normalisation des milieux homosexuels, par exemple au sein des quartiers gays des grandes métropoles mondiales et l'émergence d'une identité sociale gay hégémonique, le choix a été fait de généraliser notre approche de l'homosexualité à tout individu ayant des attirances sexuelles ou romantiques pour d'autres hommes.

Dans un second temps, s'intéresser aux spatialités suggérait de s'interroger sur les spécificités de celles-ci concernant les populations homosexuelles. L'hétéronormativité, en positionnant l'homosexualité comme une sexualité marginalisée, et du fait d'être le terreau de la plupart des systèmes oppressifs comme l'hétérosexisme et l'homophobie, est donc apparue être une entrée particulièrement pertinente pour l'étude de ces spatialités. C'est dans cette optique, en mobilisant des éléments issus de la géographie des risques que nous avons choisi de mettre en évidence les liens qui unissent les représentations de l'hétéronormativité, les pratiques de l'espace, les sociabilités, et les expressions identitaires.

Enfin, au regard de la littérature en sciences sociales dont la majorité des travaux se sont intéressés aux environnements urbains, il paraissait important de répondre aux appels de certains chercheurs, en lien avec la critique métronormative, pour un décentrage des études sur les homosexualités, en particulier pour une prise en compte plus approfondie des espaces périphériques. C'est dans ce but que l'approche régionale semblait toute indiquée puisque, prise comme un « espace vécu », la région permet d'englober différents types d'espaces qui font sens pour les individus au regard des pratiques quotidiennes. Ainsi, plutôt que l'approche binaire entre espaces métropolitains et ruraux que critique la métronormativité, l'approche régionale visait à aborder de façon systémique les articulations entre les différents types d'espaces et la places que ceux-ci occupent au regard des formes de présences et possibilités homosexuelles.

...en mobilisant une approche multicritère.

Une des grandes difficultés de ce travail consistait à mettre en place la méthodologie adéquate pour étudier des populations, des lieux et des pratiques éclatées sur le territoire régional et répondant à différents degrés de visibilité et de publicité. Un premier choix a ainsi été d'opter pour une approche multicritère, c'est-à-dire une approche permettant, par l'extérieur, de clarifier les contours des spatialités homosexuelles masculines. Pour cela, des recherches documentaires autant que des démarches de création ou de recueil de données existantes ont été menées. C'est donc en combinant des méthodes mixtes, auprès de structures homosexuelles (associations, commerces), ou d'individus, que nous avons pu établir une cartographie de la région permettant de spatialiser les lieux, les pratiques homosexuelles, ou encore les représentations des systèmes oppressifs.

La région des Hauts-de-France présentait un cadre qui répondait à la plupart des critères que nous souhaitions : par sa diversité spatiale, dont la présence de villes de tailles variées, d'espaces naturels littoraux et à l'intérieur des terres, d'espaces agricoles, etc., elle est capable d'accueillir la majorité des pratiques quotidiennes de ses habitants et se trouve donc être tout à fait cohérente en tant qu'« espace vécu ». De plus, vis-à-vis de l'acceptation de l'homosexualité, elle est le sujet de représentations (en raison de son contexte politique, économique et social), selon les espaces, aussi bien négatives que positives, ce qui en faisait un territoire particulièrement intéressant à étudier.

L'homosexualité dans les Hauts-de-France : lieux, pratiques et identités...

Les différentes approches de l'homosexualité à l'échelle régionale, à partir des lieux ou des opérateurs spatiaux (individus, structures associatives), ont montré des réalités variées. L'approche par les lieux, qui s'est concentrée ici principalement sur les commerces LGBT et les lieux de drague, présente des logiques opposées. Alors que les commerces investissent majoritairement les centres des principales villes de la région et revendiquent leur ancrage communautaire (présence du *rainbow flag* ou d'une autodéfinition en tant que commerce gay), les lieux de drague se positionnent dans l'espace public, davantage en périphérie des villes et dans les espaces naturels tout en évitant le recours à des marqueurs spatiaux homosexuels.

Dans une optique différente, l'approche par les opérateurs spatiaux a montré des logiques plus nuancées et dispersées, dont les pratiques spatiales dépendent en grande partie des opérateurs

eux-mêmes mais aussi du contexte territorial. On a notamment pu voir que le potentiel associatif en termes de production de lieux homosexuels était le résultat d'une relation complexe entre l'implication des individus et les contextes sociaux, culturels et politiques locaux. En outre, plutôt que conditionnant la présence ou absence de telles structures selon le type de territoires, cette relation intervient principalement en modulant les formes de présences et en orientant la nature des espaces mobilisés selon leurs caractéristiques plus ou moins publiques.

Le constat s'est avéré d'autant plus complexe concernant les individus, par le fait de questionner la notion de lieux homosexuels et son application aux pratiques individuelles. Peut-on considérer le foyer des individus, les espaces professionnels, de loisirs, comme des lieux homosexuels ? Au vu de la diversité des pratiques et de leurs modalités (si l'homosexualité de l'individu est visible, si le lieu est mobilisé à des fins de sociabilités homosexuelles, etc.), il semble difficile de donner une réponse universelle, cependant, cette extension de la notion de lieu participe à remettre en cause la vision binaire de l'espace (soit hétérosexuel, soit homosexuel) en y assimilant une plus grande fluidité. Ce constat paraît particulièrement pertinent au regard de la critique métronormative dans la mesure où il permet de décentrer le regard des grandes métropoles et de l'importante publicité dont jouissent les lieux homosexuels au sein de celles-ci.

...au-delà des systèmes binaires de l'urbanité, du genre, et de la sexualité.

Cette contestation de la binarité de l'espace a été développée au cours de la dernière partie de ce travail, en s'attardant sur les représentations de l'hétéronormativité et des préjudices homosexuels. Alors que les représentations populaires placent souvent les espaces périphériques en opposition aux grandes villes jugées plus progressistes sur le plan de l'acceptation de l'homosexualité, ici, la typologie territoriale basée sur la hiérarchie urbaine n'est pas parvenue à opérer des distinctions significatives. Il est ainsi apparu que les différences entre les espaces urbains, ruraux, et les espaces intermédiaires se justifient davantage par les possibilités de sociabilisations homosexuelles que par une plus ou moindre tolérance à l'homosexualité dans ces milieux-là. De plus, abordée sous l'angle du risque, la grande ville (représentée dans la région par les villes de Lille et Amiens) est loin de constituer un environnement entièrement sécurisant et peut même, pour certains individus, engendrer une exposition accrue au risque par le biais des pratiques communautaires ou de la publicité de son soi sexuel.

Cependant, les territoires les moins densément peuplés se caractérisent, de leur côté, par des possibilités moindres concernant l'évitement des situations exposant potentiellement les individus aux préjudices. L'approche par le risque concernant les populations homosexuelles, bien qu'elle aurait pu être davantage développée dans ce travail, apparaît ici apte à déconstruire les représentations qui imprègnent les types de territoires concernant l'hétéronormativité et les préjudices homosexuels. En effet, le système de la vulnérabilité, par sa complexité et l'articulation entre des composantes comme l'aléa, la gestion du risque, les enjeux et les représentations, permet de dépasser l'idée selon laquelle certains types de territoires seraient plus ou moins accueillants pour les individus homosexuels.

En parallèle, nous avons émis des hypothèses concernant les liens qui peuvent exister entre les identités sexuelles et genrées et les processus de victimation. Bien que la transgression des normes de genre semble être un facteur favorisant l'exposition aux violences, on a pu questionner

l'impact des normes masculines dans les possibilités pour les individus de se déclarer victime de préjudices. Dans un même temps, le double système normatif (depuis la société hétérosexuelle, et interne aux milieux homosexuels) qui pèse sur les individus, d'autant plus lorsque ceux-ci ne répondent pas à une vision binaire des identités sexuelles, alerte concernant les effets d'une double marginalisation.

Le « publicentrisme » ou la focalisation sur la publicisation dans le traitement des questions homosexuelles

Au vu des résultats présentés précédemment et de la revue de littératures abordée en première partie, il apparaît qu'une composante revient régulièrement au centre des analyses sur la plupart des phénomènes liés à la question homosexuelle : la visibilité. En effet, que ce soit via les travaux précédents disponibles sur ces sujets, dans les options qui s'offraient à nous pour le recueil et la production de données, ou dans les approches mobilisées, la visibilité semble être un prisme qui régit la majeure partie de la prise en compte de l'homosexualité. Au niveau de la définition même de l'individu homosexuel, dans la compréhension des oppressions qui pèsent sur lui, dans ses pratiques socio-sexuelles mais aussi dans les structures et les lieux usuellement rattachés à l'homosexualité, la question de la visibilité est le plus souvent au centre des approches. Les biais que peuvent provoquer cette focalisation sur les manifestations les plus visibles des vies homosexuelles ont parfois été abordés dans certains travaux, le plus souvent à propos d'éléments isolés concernant les populations homosexuelles, comme l'injonction au *coming-out* (Schweighofer, 2016), les logiques d'organisations communautaires (Muller-Myrdhal, 2016), les pratiques individuelles et collectives (Brown, 2019), ou encore les marqueurs territoriaux urbains (Deligne et al., 2006).

Néanmoins, il me semble que l'usage de la visibilité dans de nombreux travaux sur l'homosexualité souffre en réalité de la confusion entre deux termes liés mais qui n'expriment pas tout à fait les mêmes phénomènes : la visibilité et la publicité. On verra ainsi comment l'usage indifférencié de la visibilité plutôt que la publicité peut constituer un prisme au travers duquel les thématiques homosexuelles sont tour à tour prises en compte, (dé)valorisées, et discutées.

Il me semble ainsi primordial, dans un premier temps de définir les deux termes. Alors que la notion de visibilité est souvent mobilisée lorsque l'on parle de la place de l'homosexualité au sein de la société (Lerch, 2013 ; Deligne et al., 2006 ; Gray, 2009 ; Giraud, 2016 ; Cattan, Leroy, 2010 ; Leroy, 2005), celle de publicité apparaît très peu (Hubbard, 2001), peut-être en raison d'une crainte de faire le jeu de l'homophobie qui trouverait ici une occasion de valider l'existence d'un lobby LGBT+ ou d'une volonté de promouvoir l'homosexualité.

Pourtant, ce n'est pas dans le sens de la promotion que je désire utiliser ce terme, mais plutôt dans sa logique de « ce qui est public, connu de tous » (Le Robert) ou encore le « caractère de ce qui est notoire, connu du grand nombre » (Larousse).

De l'autre côté, j'entends la visibilité dans sa forme passive, c'est-à-dire le fait « d'être visible », « qui est perceptible par la vue » (Larousse).

On pourrait donc définir la distinction entre les deux termes par la démarche sous-jacente qui est entreprise par les individus. La publicité, ou l'acte de publiciser est une démarche active qui, entre autres, a vocation à « rendre visible ». S'il est évident que la publicité a beaucoup à voir avec la visibilité, le fait de simplement « être visible », *a contrario*, ne découle pas systématiquement d'une démarche de publicisation.

Pourquoi ne pas distinguer les deux termes est problématique ? Parce qu'en n'observant pas de distinction, on tend à lier le fait qu'être visible (au sens public) c'est être assumé et pouvoir vivre librement, tandis qu'être invisible (dans le sens de ne pas publiciser son homosexualité), c'est être au placard et réprimer une partie de soi. Or de nombreux individus, pratiques et lieux sont parfaitement public et visibles, mais ne sont pas nécessairement publicisés en tant que tels. En se focalisant donc sur la publicité de l'homosexualité, voire même en faisant peser sur les individus, une injonction à la publicité, on tend à invisibiliser et parfois dévaloriser toute une catégorie de pratiques, d'espaces et de personnes.

Dans cette optique, je propose la notion de « publicentrisme », pour théoriser la manière dont la publicité opère comme un prisme dans la considération de l'homosexualité. Plus précisément, cette notion suggère que les études et les cultures homosexuelles donnent trop d'importance aux processus de publicisations de l'homosexualité et de ses formes organisationnelles, au détriment souvent de la prise en compte de la visibilité véritable de celles-ci. Bien qu'à ma connaissance, ce « publicentrisme » ou une autre notion s'en rapprochant n'ait jamais été théorisé, on retrouve des études s'en rapprochant, dont la réflexion repose principalement sur le caractère paradoxal de la visibilité des individus homosexuels. Avec la métaphore du « placard de verre », Eve Kosofsky Sedgwick (2008) souligne par exemple le paradoxe entre l'invisibilité dans laquelle l'individu homosexuel pense se maintenir en ne divulguant pas son homosexualité alors que dans son entourage, sa sexualité est déjà connue de tous. D'une manière similaire, Katherine Schweighofer (2016) montre comment le processus du *coming-out* est peu adapté aux vies homosexuelles rurales. En effet, certains individus se retrouvent à la fois dans une situation de grande visibilité car leur homosexualité est connue de l'ensemble du village, mais aussi de relative invisibilité car les pressions sociales requièrent qu'ils n'adoptent pas de comportements perçus comme transgressifs par la société hétérosexuelle. De façon plus générale, cette « tyrannie de la visibilité » (Aubert, Haroche, 2011) ne semble pas être restreinte aux vies homosexuelles et se place avant tout comme un incontournable de la reconnaissance et de la valorisation sociale. En revanche, dans le cas des populations stigmatisées, cette injonction apparaît d'autant plus problématique qu'elle peut exposer les individus à des formes de violences accrues en les privant d'un droit à la privacité, c'est-à-dire d'un droit permettant de contrôler les coprésences au sein d'un même espace (Hubbard, 2001).

Ainsi, il me semble que l'on peut identifier trois contextes d'applications où ce « publicentrisme » est particulièrement notable (Tableau 35).

Thématique homosexuelle	Ce que le « publicentrisme » tend à mettre en avant :	Ce que le « publicentrisme » tend à masquer :
Individus homosexuels	Approche identitaire de l'homosexualité via le processus de <i>coming-out</i> . Les individus aux identités les plus revendicatrices et « transgressives »	Individus ne répondant pas aux régimes identitaires, ou manifestant une fluidité dans les désirs sexuels
Pratiques socio-sexuelles homosexuelles	Pratiques publiques, militantes	Pratiques privées, ou non revendiquées communautairement
Structures et lieux	Structures les plus marquées territorialement, fréquentées, répondant à une logique de rentabilité	Structures peu fréquentées, non marquées communautairement, peu ou pas subventionnées, non officielles
Oppressions homosexuelles	Violences interpersonnelles, l'individu homophobe	Systèmes oppressifs « silencieux » (hétéronormativité, hétérosexisme, poids des normes et du statut minoritaire)

Tableau 35 : Implications du « publicentrisme » dans le traitement des thématiques homosexuelles

Là où il est peut-être le plus prégnant, c'est dans la prise en compte de ce qu'est un individu homosexuel, aussi bien dans le domaine académique que dans la vie courante. Il apparaît fréquemment dans l'étude de l'homosexualité que la visibilité opère comme un critère hiérarchisant les vies homosexuelles : être visible, c'est être libre, s'assumer, être épanoui dans sa sexualité, tandis que ne pas être visible, c'est être « au placard » et vivre dans le secret (Schweighofer, 2016).

Comme nous l'avons abordé dans la première partie, la pensée *queer* mettait particulièrement en avant le problème des régimes identitaires, son caractère fixe et binarisant. Or, en étant majoritairement mobilisée, en particulier dans la littérature anglo-américaine, l'approche identitaire suppose qu'un individu homosexuel, pour être considéré en tant que tel, doit s'identifier majoritairement par son orientation sexuelle, ce qui tend à laisser de côté ceux pour lesquels cette identité est secondaire, voire insignifiante d'un point de vue social. L'instauration du *coming-out* comme de l'acte inaugural de rattachement à l'identité homosexuelle est particulièrement révélatrice de ce « publicentrisme » car elle dépasse largement le simple fait d'être visible en tant que personne homosexuelle. Elle demande en effet à l'individu de rendre publique son identité sexuelle et d'être identifiable comme tel auprès du plus grand nombre (Hoquet, 2019) alors même que de nombreux témoignages évoquent la situation d'individus homosexuels parfaitement visibles sans pour autant ne pas avoir pratiqué de *coming-out* à cette fin.

« L'ironie de la chose, c'est que la plupart des jeunes avec lesquels je me suis entretenu ont parlé de leur statut non revendiqué d' "enfant gay de la ville" : comme l'a fait remarquer un jeune de 15 ans d'une commune de 3 000 habitants, "De quoi dois-je avoir peur ! Que quelqu'un le découvre ? Ils sont tous au courant". Le commentaire de ce jeune

illustre les tensions entre la familiarité, la visibilité et la connaissance qui façonnent la reconnaissance publique en milieu rural. » (Gray, 2009, p. 96)

De ce point de vue, bien qu'on ait essayé de contrer en partie le « publicentrisme » de l'approche identitaire, en prenant en compte davantage les désirs et les pratiques individuelles (notamment via la formule « hommes ayant des attirances sexuelles ou romantiques pour d'autres hommes »), les résultats ne se sont pas montrés entièrement satisfaisants. Une des raisons potentielles peut être que, depuis la fin du XIXe siècle, l'ordre hétéronormatif de la société renvoie systématiquement toute mention de pratiques ou d'attirances homosexuelles à une condition essentialisante des individus homosexuels. Sur ce sujet, il est probable que nous avons beaucoup à apprendre des sociétés d'Asie de l'est (Brown, 2008 ; Qian, 2017 ; Yu, 2020) ou d'Afrique (Adam, 1993) dans la mesure où la culture LGBT+ occidentale y est encore peu établie, et où la prise en compte de l'homosexualité demeure avant tout basée sur la pratique sexuelle.

Le second contexte d'application, qui est fortement lié au premier, concerne les pratiques et les lieux couramment rattachés aux populations homosexuelles. En effet, dans de nombreux cas, plus que la visibilité intrinsèque des lieux et des pratiques, c'est davantage la publicité autour de celles-ci qui a attiré le regard des chercheurs. L'exemple le plus probant réside dans l'intérêt décuplé des sociologues, ethnologues et géographes pour les modalités de présences et les marqueurs spatiaux homosexuels qui se sont développés à partir de la période post-Stonewall (entre autres le développement des quartiers gays et le militantisme LGBT+ : Leroy, 2005 ; Lerch, 2013 ; Giraud, 2014) laissant souvent penser qu'avant cela l'homosexualité était contrainte à l'invisibilité. Pour trouver des nuances à ces représentations, il faut davantage s'intéresser aux travaux d'historiens dans lesquels ce « mythe de l'invisibilité » est contredit (Chauncey, 1995 ; Sibalís, 2007 ; Hahn, 2006).

« Le monde gay qui s'est épanoui avant la Seconde Guerre mondiale a été presque entièrement oublié dans la mémoire populaire et négligé par les historiens professionnels ; il n'est pas censé avoir existé. Ce livre cherche à rétablir ce monde dans l'histoire, à tracer sa géographie et à retrouver sa culture et sa politique. Ce faisant, il remet en question trois mythes largement répandus sur l'histoire de la vie gay avant l'émergence du mouvement gay, que j'appelle les mythes de l'isolement, de l'invisibilité et de l'intériorisation. » (Chauncey, 1995, p. 1)

Il n'est donc pas question de nier le gain en visibilité dont certaines pratiques et lieux homosexuels ont bénéficié à la période post-Stonewall, mais plutôt de questionner le fait que cette publicisation soit devenue un critère de discrétisation permettant d'opposer des pratiques secrètes à des pratiques pleinement assumées. On peut par exemple relever les différences de traitements et d'intérêts basées sur le degré de publicité (Deligne et al, 2006). Alors que les lieux commerciaux (bars, boîtes de nuit, saunas gays, etc.), d'autant plus lorsqu'ils arborent des marqueurs territoriaux LGBT comme le *rainbow flag*, ont été abondamment étudiés et mis en valeur dans les cultures LGBT+ comme un point central des pratiques socio-sexuelles homosexuelles, les lieux et pratiques non commerciales (pratiques associatives, lieux de drague hors commerces), mais également privées (ayant lieu au sein du domicile), sont le plus souvent négligées. Il est ainsi

courant qu'un territoire dépourvu de commerces communautaires soit considéré abusivement comme également dépourvu de pratiques sociales homosexuelles (Giraud, 2016).

Cette discrétisation se traduit également au travers des pratiques individuelles, en mettant par exemple davantage l'accent sur les actes de publicisations de l'homosexualité (*coming-out*, participation à des manifestations comme les Marches des Fiertés) que des actes quotidiens qui peuvent tout autant traduire une réelle visibilité mais qui ne découlent pas systématiquement d'une démarche consciente. Pour ces derniers, certains travaux se sont intéressés, essentiellement concernant les actes révélant une intimité entre les individus (se tenir la main, s'embrasser), à la manière dont ils étaient assumés ou au contraire dissimulés dans l'espace public (Cattan, Leroy, 2010 ; Blidon, 2008). On peut néanmoins aller encore plus loin et regretter, lorsque la question de la visibilité homosexuelle est abordée, l'absence de prise en compte de pratiques plus subtiles mais potentiellement tout autant révélatrices : le fait pour deux personnes de même sexe d'emménager dans un même logement ; de se rendre régulièrement ensemble dans des commerces de proximité ; de partager ensemble certaines activités sportives ou culturelles, etc.

Tenter de se défaire du prisme de la visibilité concernant les lieux et les pratiques homosexuelles régionales a été un des grands enjeux de cette recherche, en particulier car cet objectif rejoignait grandement celui de la critique métronormative. En effet, comme plusieurs chercheurs l'ont montré, les politiques de la publicité *queer* urbaine apparaissent inappropriées aux territoires peu densément peuplés. Alors que l'anonymat et la cohabitation de différents groupes sociaux au sein des grandes villes peut favoriser le besoin de se publiciser soi-même et son groupe dans l'optique de réclamer son droit à l'espace public (Leroy, 2005), les cercles restreints et souvent fermés des communautés rurales confèrent aux individus homosexuels une (trop) grande visibilité qui échappe souvent à leur contrôle (Gray, 2009 ; Schweighofer, 2016).

L'aspect commercial des pratiques homosexuelles a ainsi été relativement restreint (aussi bien volontairement que parce que le tissu commercial LGBT+ de la région est, de fait, restreint) pour laisser davantage de place aux pratiques et lieux moins publicisés mais tout aussi importants et foisonnants dans les vies homosexuelles. Il est fort probable qu'une part considérable de ceux-ci reste à investiguer (notamment les pratiques qui ont lieu au domicile des individus), c'est pourquoi ce travail se présente essentiellement comme une tentative de « dégrossissage » ouvrant la porte à autant de pistes proposées.

Enfin, le troisième contexte s'applique à la manière dont est abordée l'oppression des populations homosexuelles. En popularisant et légalisant la notion d'homophobie, les sociétés occidentales ont attiré l'attention concernant l'oppression des homosexuels principalement sur les violences physiques, verbales, psychologiques ou symboliques, interpersonnelles, et basées sur l'orientation sexuelle. En ce sens, seules les violences dont les structures sont les plus visibles et évidentes (individu X agresse/discrimine individu Y ; présence de conséquences visibles et quantifiables pour individu Y) semblent être à ce jour prises en compte. On peut constater cela au travers des principales associations ou institutions gouvernementales françaises comme SOS Homophobie, la fondation Le Refuge, ou encore la DILCRAH dont la préoccupation principale est « la discrimination et la haine anti-LGBT+ ». Contrairement à la prise en compte des populations homosexuelles, de leurs pratiques et des lieux qu'elles produisent, ce « publicentrisme » que

j'évoque a bien plus été contrebalancée dans le domaine académique, dont de nombreux chercheurs ont remis en cause la focalisation sur l'homophobie en proposant un éventail de notions complémentaires (l'hétéronormativité, l'hétérosexisme, l'homopréjudice, etc.) plus à même de couvrir l'ensemble des oppressions pesant sur les vies homosexuelles (Smith et al., 2012 ; Herek, 2004 ; Borrillo, Mecary, 2019 ; Fassin, 2008).

On peut en revanche regretter que ces notions soient encore aujourd'hui peu accessibles au grand public, rendant le travail de terrain pour les sociologues, ethnologues et géographes particulièrement complexe à mener. Ces notions sont en effet souvent évoquées par l'interprétation du discours des individus, pouvant parfois mener à des cas de « *false consciousness* » (Wilson, 2000), c'est-à-dire la prétention que l'individu n'a lui-même pas les capacités de prendre conscience et relater les oppressions qu'il subit.

Dans ce contexte, l'approche par le risque et sa gestion a donné des résultats concluants, car même si les individus n'ont pas systématiquement les mots pour parler de l'hétéronormativité en ces termes, celle-ci se manifeste dans les pratiques qui sont mises en place pour gérer le risque, par exemple par des stratégies d'évitement ou de dissimulation fortes dans des situations où l'individu admet lui-même que la probabilité d'être victime d'un préjudice est extrêmement faible.

Synthèse critique et retour sur le questionnement de recherche

En s'attaquant au sujet de l'homosexualité dans une région qui, jusqu'à présent n'avait jamais donné lieu à des études en géographie sur les populations homosexuelles, l'enjeu était important. Tout était à faire, et on ne savait pas si on allait pouvoir réunir un matériau de recherche suffisamment conséquent. En effet, bien que les travaux de thèse de Marianne Blidon (2007), en recensant les commerces et les associations, permettaient d'avoir un aperçu du milieu homosexuel régional, plus d'une décennie plus tard, rien n'assurait que ce recensement soit toujours pertinent.

Le travail d'investigation qui a été mené auprès des associations, des commerces, mais également des individus afin d'établir un état des lieux aussi exhaustif que possible du milieu homosexuel régional a présenté des résultats intéressants. En particulier concernant les associations, le fait que plusieurs d'entre-elles aient été demandeuses d'un *listing* des associations LGBT+ régionales en activité nous conforte dans l'utilité de l'approche régionale mobilisée dans ce travail. Par ailleurs, le déploiement d'un annuaire régional associatif LGBT+ apparaît être une piste de travail particulièrement prometteuse afin d'accroître la visibilité des associations sur le territoire et de renforcer leurs liens avec les populations locales.

De la même manière, une grande inconnue pesait sur la réussite de l'enquête quantitative, notamment à savoir s'il allait être possible de recueillir suffisamment de réponses provenant d'individus extérieurs aux milieux homosexuels traditionnellement enquêtés. A ce propos, la large diffusion du questionnaire auprès des étudiants de la région a permis de recueillir un échantillon conséquent dont les caractéristiques viennent enrichir le panel des enquêtes françaises déjà existantes.

A contrario, on peut regretter que certains éléments n'aient pas pu être aussi aboutis que l'on aurait souhaité, soit par manque de moyens, soit en raison de démarches qui se sont avérées, après coup, peu adaptées. Sur ce plan, on peut par exemple mentionner les grandes difficultés à mettre à contribution les principaux acteurs institutionnels français œuvrant dans le domaine de l'homosexualité. En effet, malgré une certaine insistance, les échanges initiés avec des grandes associations comme SOS Homophobie, AIDES ou encore STOP Homophobie ne se sont pas montrés fructueux. Cela peut toutefois s'expliquer par la méthode multicritère mobilisée, qui a impliqué de très nombreux échanges avec des organismes différents, restreignant fortement le temps alloué à chacun de ces échanges. Dans le cas de ces associations de grande envergure, l'instauration de conventions officielles aurait probablement permis d'accéder à des données et informations complémentaires, néanmoins le caractère très chronophage de ces démarches explique que cela n'a pas été fait durant cette thèse. Cela demeure en revanche une piste de travail pour des travaux futurs.

Un second point de déception concerne les résultats mitigés de l'enquête par questionnaire en milieu rural. Malgré des retours encourageants, la faiblesse de l'échantillon n'a pas permis d'exploiter celle-ci comme il se doit. Il semble à présent qu'un investissement financier et humain plus important aurait été nécessaire afin de multiplier le nombre de villages enquêtés tout en prenant en compte les spécificités des espaces ruraux. A ce titre, la diffusion des questionnaires dans les boîtes aux lettres avec possibilité de renvoyer les réponses grâce à une enveloppe préaffranchie a donné des taux de retours satisfaisants (entre 22 et 30%) mais requiert de déployer des moyens financiers plus importants.

Pour en revenir au questionnement de recherche énoncé en introduction de ce manuscrit, à savoir « Quels éclairages une approche régionale de l'hétéronormativité peut apporter à la compréhension des spatialités homosexuelles masculines ? », ce travail constitue autant un élément de réponse qu'un recueil de pistes méthodologiques qui n'attendent que d'être approfondies. En montrant le renforcement des systèmes normatifs qu'engendrent les approches binaires de la sexualité, des territoires, ou encore du genre, on a ainsi confirmé en quoi une approche systémique et régionale concourt à replacer l'homosexualité et ses spatialités comme un objet de recherche intimement lié aux territoires et produit par ceux-ci.

BIBLIOGRAPHIE

Articles et ouvrages scientifiques

- ADAMS, T. E., HOLMAN JONES, S., 2011, « Telling Stories: Reflexivity, *Queer Theory*, and Autoethnography », *Cultural Studies ↔ Critical Methodologies*, vol. 11, n° 2, p. 108-116.
- AGUILERA, T., CHEVALIER, T., 2021, « Les méthodes mixtes pour la science politique. Apports, limites et propositions de stratégies de recherche », *Revue française de science politique*, vol. 71, n° 3, p. 365-389.
- ALDRICH, R., 2004, « Homosexuality and the City: An Historical Overview », *Urban Studies*, vol. 41, n° 9, p. 1719-1737.
- ALESSANDRIN, A., 2019, « Vieillir LGBT / Vieillir T : la valeur heuristique du concept de la déprise », dans Meidani A., Cavalli S., *Figures du vieillir et formes de déprise*, Toulouse, Érès, p. 327-347.
- ALLPORT, G., 1979, *The Nature Of Prejudice*, New York, Basic Books.
- AMICHAÏ-HAMBURGER, Y., WAINAPEL, G., FOX, S., 2002, « “On the Internet no one knows I’m an introvert”: extroversion, neuroticism, and Internet interaction », *Cyberpsychology & Behavior: The Impact of the Internet, Multimedia and Virtual Reality on Behavior and Society*, vol. 5, n° 2, p. 125-128.
- ANDERSEN, T. H., 2013, « Against the wind: Male victimization and the ideal of manliness », *Journal of Social Work*, vol. 13, n° 3, p. 231-247.
- ANDERSON, E., 2011, « The Rise and Fall of Western Homophobia », *Journal of Feminist Scholarship*, vol. 1, n° 1, p. 80-94.
- ANDERSSON, J., 2009, « East End Localism and Urban Decay: Shoreditch’s Re-Emerging Gay Scene », *The London Journal*, vol. 34, n° 1, p. 55-71.
- ANNES, A., 2012, « Des « gays » très « hétéros » ou comment développer une identité masculine homosexuelle quand on a grandi à la campagne », dans Guionnet C., Dulong D., Neveu E., *Boys don’t cry! : Les coûts de la masculinité*, Rennes, Presse Universitaire de Rennes, p. 231-251.
- ANNES, A., REDLIN, M., 2012a, « Coming out and coming back: Rural gay migration and the city », *Journal of Rural Studies*, vol. 28, n° 1, p. 56-68.
- ANNES, A., REDLIN, M., 2012b, « The Careful Balance of Gender and Sexuality: Rural Gay Men, the Heterosexual Matrix, and “Effeminophobia” », *Journal of Homosexuality*, vol. 59, n° 2, p. 256-288.
- ARIEL, Y., AVIDAR, R., 2015, « Information, Interactivity, and Social Media », *Atlantic Journal of Communication*, vol. 23, n° 1, p. 19-30.
- ARONSON, E., 2018, *The Social Animal*, New York, Worth Publishers Inc. U.S.
- AUBERT, N., HAROCHE, C., 2011, *Les tyrannies de la visibilité : Etre visible pour exister ?* Toulouse, Érès.

- BAIN, A. L., PODMORE, J. A., ROSENBERG, R., 2020, « 'Straightening' space and time? Peripheral moral panics in print media representations of Canadian LGBTQ2S suburbanites, 1985–2005 », *Social & Cultural Geography*, vol. 21, n° 6, p. 839-861.
- BAKER, K., 2016, « Out Back Home: An Exploration of LGBT Identities and Community in Rural Nova Scotia, Canada », dans Gray M., Johnson C., Gilley B., *Queering the Countryside: New Frontiers in Rural Queer Studies*, New York, New York University Press, p. 25-48.
- BALTHAZART, J., 2010, *Biologie de l'homosexualité*, Wavre, Mardaga.
- BECH, H., 1997, *When Men Meet: Homosexuality and Modernity*, Cambridge, UK, Polity Press.
- BECK, U., 2008, *La Société du risque*, Paris, FLAMMARION.
- BECKER, H. S., 1985, *Outsiders*, Paris, Éditions Métailié.
- BEGUIN, M., PUMAIN, D., 2017, *La représentation des données géographiques*, Paris, Armand Colin.
- BELL, D., 1991, « Insignificant Others: Lesbian and Gay Geographies », *Area*, vol. 23, n° 4, p. 323-329.
- BELL, D., 2009, « Farm Boys and Wild Men: Rurality, Masculinity, and Homosexuality », *Rural Sociology*, vol. 65, n° 4, p. 547-561.
- BELL, D., BINNIE, J., 2000, *The Sexual Citizen: Queer Politics and Beyond*, Cambridge, UK : Malden, MA, Polity Press.
- BELL, D., BINNIE, J., 2004, « Authenticating *Queer* Space: Citizenship, Urbanism and Governance », *Urban Studies*, vol. 41, n° 9, p. 1807-1820.
- BELL, D., BINNIE, J., CREAM, J., VALENTINE, G., 1994, « All hyped up and no place to go », *Gender, Place & Culture*, vol. 1, n° 1, p. 31-47.
- BELL, D. J., 1991, « Insignificant Others: Lesbian and Gay Geographies », *Area*, vol. 23, n° 4, p. 323-329.
- BELL, D., VALENTINE, G., 1995a, « *Queer* country: Rural lesbian and gay lives », *Journal of Rural Studies*, vol. 11, n° 2, p. 113-122.
- BELL, D., VALENTINE, G., 1995b, *Mapping Desire: Geographies of Sexualities*, London ; New York, Routledge.
- VAN DEN BERG, M., 2017, « Rings for the rainbow family: religious opposition to the introduction of same-sex marriage in Sweden », *Theology & Sexuality*, vol. 23, n° 3, p. 229-244.
- BERGSTRÖM, M., 2011, « La toile des sites de rencontres en France. Topographie d'un nouvel espace social en ligne », *Réseaux*, vol. 166, n° 2, p. 225-260.
- BERGSTRÖM, M., 2019, *Les nouvelles lois de l'amour*, Paris, La Découverte.
- BINNIE, J., SKEGGS, B., 2004, « Cosmopolitan Knowledge and the Production and Consumption of Sexualized Space: Manchester's Gay Village », *The Sociological Review*, n° 52, p. 39-61.

- BLACK, K. N., STEVENSON, M. R., 1984, « The relationship of self-reported sex-role characteristics and attitudes toward homosexuality », *Journal of Homosexuality*, vol. 10, n° 1-2, p. 83-93.
- BLACKWELL, C., BIRNHOLTZ, J., ABBOTT, C., 2015, « Seeing and being seen: Co-situation and impression formation using Grindr, a location-aware gay dating app », *New Media & Society*, vol. 17, n° 7, p. 1117-1136.
- BLIDON, M., 2007, « Ville et homosexualité, une relation à l'épreuve de la cartographie. », *Données urbaines*, vol. 5, p. 67-76.
- BLIDON, M., 2008a, « La casuistique du baiser. L'espace public, un espace hétéronormatif », *EchoGéo*, En ligne : <http://journals.openedition.org/echogeo/5383>.
- BLIDON, M., 2008b, « Jalons pour une géographie des homosexualités », *L'Espace géographique*, vol. 37, n° 2, p. 175-189.
- BLIDON, M., 2009, « La Gay Pride entre subversion et banalisation », *Espace populations sociétés*, n° 2009/2, p. 305-318.
- BLIDON, M., 2012, « Géographie de la sexualité ou sexualité du géographe ? Quelques leçons autour d'une injonction », *Annales de géographie*, vol. 687-688, n° 5-6, p. 525-542.
- BLIDON, M., 2016, « Moving to Paris! Gays and Lesbians : Paths, Experiences and Projects », dans Brown G., Browne K., *The Routledge Research Companion to Geographies of Sex and Sexualities*, London ; New York, Routledge, p. 201-212.
- BLIDON, M., BRUNN, S. D., 2022, *Mapping LGBTQ Spaces and Places: A Changing World*, Cham, Switzerland, Springer.
- BLIDON, M., GUERIN-PACE, F., 2013, « Un rêve urbain ? La diversité des parcours migratoires des gays », *Sociologie*, vol. 4, n° 2, p. 119-138.
- BLUMENFELD, W., 1992, *Homophobia: How We All Pay the Price*, Boston, Beacon Press.
- BOCHOW, M., JAUFFRET-ROUSTIDE, M., MICHEL, A., SCHILTZ, M.-A., 2003, « Les évolutions des comportements sexuels et les modes de vie à travers les enquêtes réalisées dans la presse gay en France (1985-2000) », dans Broqua C., Lert F., Souteyrand Y., *Homosexualités au temps du sida : Tensions sociales et identitaires*, Paris, ANRS, p. 35-54.
- BORRILLO, D., MECARY, C., 2019, « Chapitre premier. Définition et questions terminologiques », dans Borrillo D., Mecary C., *L'homophobie*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 11-33.
- BOURDIEU, P., 2007, *La misère du monde*, Paris, Seuil.
- BOZON, M., 2018, *Sociologie de la sexualité*, Malakoff, Armand Colin.
- BRADY, S., BUSSE, W. J., 1994, « The Gay Identity Questionnaire: A Brief Measure of Homosexual Identity Formation », *Journal of Homosexuality*, vol. 26, n° 4, p. 1-22.
- BREKHUS, W. H., 2008, *Peacocks, Chameleons, Centaurs – Gay Suburbia and the Grammar of Social Identity*, Chicago, University of Chicago Press.
- BROOKS, A. S., LUYT, R., ZAWISZA, M., MCDERMOTT, D. T., 2020, « Ambivalent Homoprejudice towards Gay Men: Theory Development and Validation », *Journal of Homosexuality*, vol. 67, n° 9, p. 1261-1289.

- BROWN, G., 2008a, « Urban (Homo)Sexualities: Ordinary Cities and Ordinary Sexualities », *Geography Compass*, vol. 2, n° 4, p. 1215-1231.
- BROWN, G., 2008b, « Ceramics, clothing and other bodies: affective geographies of homoerotic cruising encounters », *Social & Cultural Geography*, vol. 9, n° 8, p. 915-932.
- BROWN, G., 2012, « Homonormativity: A Metropolitan Concept that Denigrates “Ordinary” Gay Lives », *Journal of Homosexuality*, vol. 59, n° 7, p. 1065-1072.
- BROWN, G., 2019, « From Nowhere: Provincializing Gay Life », *Droit et cultures*, vol. 77, n° 1, p. 129-143.
- BROWN, M., KNOPP, L., 2002, « We’re here! We’re queer! We’re over there, too! Queer Cultural Geographies », dans Anderson K., Domosh M., Pile S., *Handbook of Cultural Geography*, London, SAGE Publications Ltd, p. 313-324.
- BROWNE, K., 2006, « Challenging *Queer* Geographies », *Antipode*, vol. 38, n° 5, p. 885-893.
- BROWNE, K., 2016, « (Re)making the Other, Heterosexualising Everyday Space », *Environment and Planning A*, vol. 39, n° 4, p. 996-1014.
- BROWNE, K., BAKSHI, L., 2011, « We are here to party? Lesbian, gay, bisexual and trans leisurescapes beyond commercial gay scenes », *Leisure Studies*, vol. 30, n° 2, p. 179-196.
- BROZOWSKI, K., HALL, D. R., 2004, « Growing Old in a Risk Society: Elder Abuse in Canada », *Journal of Elder Abuse & Neglect*, vol. 16, n° 3, p. 65-81.
- BRUNET, R., 1997, *Territoires de France et d’Europe*, Paris, Belin.
- BUSSCHER, P.-O. D., 2000, « Le monde des bars gais parisiens : différenciation, socialisation et masculinité », *Journal des anthropologues. Association française des anthropologues*, n° 82-83, p. 235-249.
- BUTLER, J., 1990, *Gender Trouble*, New York, Routledge.
- BUTTERFIELD, N., 2018, « Imagined Rural/Regional Spaces: Non-Normative Sexualities in Small Towns and Rural Communities in Croatia », *Journal of Homosexuality*, vol. 65, n° 13, p. 1709-1733.
- CALBERAC, Y., VOLVEY, A., 2014, « Introduction », *Géographie et cultures*, n° 89-90, p. 5-32.
- CARLES, I., 2019, « Faire face à la LGBTphobie dans une ville moyenne : le cas de Charleroi », *Droit et cultures*, vol. 77, n° 1, p. 89-106.
- CARRILLO, H., HOFFMAN, A., 2018, « ‘Straight with a pinch of bi’: The construction of heterosexuality as an elastic category among adult US men », *Sexualities*, vol. 21, n° 1-2, p. 90-108.
- CASS, V. C., 1979, « Homosexual Identity Formation : A Theoretical Model », *Journal of Homosexuality*, vol. 4, n° 3, p. 219-235.
- CASTELLS, M., 1983, *City and the Grassroots: A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*, Berkeley, University of California Press.
- CATTAN, N., CLERVAL, A., 2011, « Un droit à la ville? Réseaux virtuels et centralités éphémères des lesbiennes à Paris », *Justice spatiale - Spatial justice*, vol. 3, En ligne.

- CATTAN, N., LEROY, S., 2010, « La ville négociée : les homosexuel(le)s dans l'espace public parisien », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 54, n° 151, p. 9-24.
- CATTAN, N., VANOLO, A., 2014, « Gay and lesbian emotional geographies of clubbing: reflections from Paris and Turin », *Gender, Place & Culture*, vol. 21, n° 9, p. 1158-1175.
- CHAMBERLAND, L., LEBRETON, C., 2012, « Réflexions autour de la notion d'homophobie : succès politique, malaises conceptuels et application empirique », *Nouvelles Questions Feministes*, vol. 31, n° 1, p. 27-43.
- CHAUNCEY, G., 1995, *Gay New York: Gender, Urban Culture, and the Making of the Gay Male World, 1890-1940*, New York, Basic Books.
- CHRISTENSEN, A.-D., JENSEN, S. Q., 2014, « Combining hegemonic masculinity and intersectionality », *NORMA*, vol. 9, n° 1, p. 60-75.
- CLAVAL, P., 1999, « Qu'apporte l'approche culturelle à la géographie ? », *Géographie et cultures*, n° 31, p. 5-24.
- CLAVAL, P., 2016, « Le problème régional en géographie », *Géographie et cultures*, n° 100, p. 139-156.
- COMPTON, D. R., BAUMLE, A. K., 2012, « Beyond the Castro: The Role of Demographics in the Selection of Gay and Lesbian Enclaves », *Journal of Homosexuality*, vol. 59, n° 10, p. 1327-1355.
- CONDETTE, J.-F., 2005, « Entre science et croyance : l'image du Nord chez les universitaires français sous la Troisième République », *Revue du Nord*, vol. 360361, n° 2, p. 401-422.
- CONNELL, R., 2014, *Masculinités: Enjeux sociaux de l'hégémonie*, Paris, Editions Amsterdam/Multitudes.
- COOKE, T. J., RAPINO, M., 2007, « The Migration of Partnered Gays and Lesbians between 1995 and 2000 », *The Professional Geographer*, vol. 59, n° 3, p. 285-297.
- CORRIVEAU, P., 2011, *Judging Homosexuals: A History of Gay Persecution in Quebec and France*, Vancouver, UBC Press.
- CORZINE, J., KIRBY, R., 1977, « Cruising the Truckers: Sexual Encounters in a Highway Rest Area », *Urban Life*, vol. 6, n° 2, p. 171-192.
- COSTES, J., 2014, « Le genre à travers l'expression orale pendant des séances de foot », dans Ayral S., Raybaud Y., *Pour en finir avec la fabrique des garçons. Volume II : Loisirs, sport, culture, genre, Cultures, Sociétés*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, p. 53-72.
- COURTENAY, W. H., 2000, « Constructions of masculinity and their influence on men's well-being: a theory of gender and health », *Social Science & Medicine (1982)*, vol. 50, n° 10, p. 1385-1401.
- COVER, R., AGGLETON, P., RASMUSSEN, M. L., MARSHALL, D., 2020, « The myth of LGBTQ mobilities: framing the lives of gender- and sexually diverse Australians between regional and urban contexts », *Culture, Health & Sexuality*, vol. 22, n° 3, p. 321-335.
- CRAM, E., 2016, « (Dis)locating *Queer* Citizenship: Imaging Rurality in Matthew Shepard's Memory », dans Gray M., Johnson C., Gilley B., *Queering the Countryside: New Frontiers in Rural Queer Studies*, New York, New York University Press, p. 267-289.

- DAUPHINE, A., PROVITOLLO, D., 2013a, « Chapitre 1 - Définir les notions de risque et de catastrophe », dans Dauphiné A., Provitolo D., *Risques et catastrophes: Observer, spatialiser, comprendre, gérer*, Paris, Armand Colin, p. 14-47.
- DAUPHINE, A., PROVITOLLO, D., 2013b, « Chapitre 5 - Représentations des risques et comportements humains face aux catastrophes », dans Dauphiné A., Provitolo D., *Risques et catastrophes: Observer, spatialiser, comprendre, gérer*, Paris, Armand Colin, p. 131-156.
- DEHAAN, S., KUPER, L. E., MAGEE, J. C., BIGELOW, L., MUSTANSKI, B. S., 2013, « The interplay between online and offline explorations of identity, relationships, and sex: a mixed-methods study with LGBT youth », *Journal of Sex Research*, vol. 50, n° 5, p. 421-434.
- DELLA, B., WILSON, M., MILLER, R. L., 2002, « Strategies for Managing Heterosexism Used among African American Gay and Bisexual Men », *Journal of Black Psychology*, vol. 28, n° 4, p. 371-391.
- D'EMILIO, J., 1998, *Sexual Politics, Sexual Communities*, Chicago, University of Chicago Press.
- DENTZMAN, K., PILGERAM, R., LEWIN, P., CONLEY, K., 2021, « *Queer* Farmers in the 2017 US Census of Agriculture », *Society & Natural Resources*, vol. 34, n° 2, p. 227-247.
- DERRIDA, J., 2004, « Qu'est-ce que la déconstruction ? », *Commentaire*, vol. Numéro 108, n° 4, p. 1099-1100.
- DEWAELE, A., VAN HOUTTE, M., COX, N., VINCKE, J., 2013, « From Coming Out to Visibility Management—A New Perspective on Coping With Minority Stressors in LGB Youth in Flanders », *Journal of Homosexuality*, vol. 60, n° 5, p. 685-710.
- DI MEO, G., 2004, « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités », *Annales de géographie*, vol. 113, n° 638, p. 339-362.
- DI MEO, G., 2016, « Une géographie sociale », *Cybergeog: European Journal of Geography*, En ligne : <https://journals.openedition.org/cybergeog/27761>.
- DILLEY, P., 1999, « *Queer* theory: Under construction », *International Journal of Qualitative Studies in Education*, vol. 12, n° 5, p. 457-472.
- DOAN, P. L., HIGGINS, H., 2011, « The Demise of *Queer* Space? Resurgent Gentrification and the Assimilation of LGBT Neighborhoods », *Journal of Planning Education and Research*, vol. 31, n° 1, p. 6-25.
- DUGGAN, L., 2002, « The New Homonormativity: The Sexual Politics of Neoliberalism », dans Castronovo R., Nelson D., *Materializing Democracy: Toward a Revitalized Cultural Politics*, Durham, Duke University Press, p. 175-194.
- DUNN, P., 2012, « Men as victims: “victim” identities, gay identities, and masculinities », *Journal of Interpersonal Violence*, vol. 27, n° 17, p. 3442-3467.
- DUPLAN, K., 2012, « Les géographies des sexualités et la géographie française peuvent-elles faire bon ménage ? », *Géographie et cultures*, n° 83, p. 117-138.
- ELLISON, N. B., HANCOCK, J. T., TOMA, C. L., 2012, « Profile as promise: A framework for conceptualizing veracity in online dating self-presentations », *New Media & Society*, vol. 14, n° 1, p. 45-62.

- ERIBON, D., 2012, *Réflexions sur la question gay*, Paris, Flammarion.
- FALK, G., 2001, *Stigma: How We Treat Outsiders*, Amherst, New York, Prometheus Books.
- FASSIN, É., 2008, *L'inversion de la question homosexuelle*, Paris, Amsterdam.
- FEREZ, S., BEUKENKAMP, K., 2009, « Le « sport homosexuel » : une pratique communautaire ou contre-communautaire ? », *Movement Sport Sciences*, vol. 68, n° 3, p. 39-50.
- FIDOLINI, V., 2019, « L'hétéronormativité », dans Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*, Paris, La Découverte, p. 798-804.
- FILION, P., 2015, « Suburban Inertia: The Entrenchment of Dispersed Suburbanism », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 39, n° 3, p. 633-640.
- FISCHER, G-N., 2010, « Chapitre 6. L'identité sociale », dans Fischer G-N., *Les concepts fondamentaux de la psychologie sociale*, Paris, Dunod, p. 183-213.
- FORMBY, E., 2017, *Exploring LGBT Spaces and Communities: Contrasting Identities, Belongings and Wellbeing*, London, Routledge.
- FORREST, J., GORMAN-MURRAY, A., SICILIANO, F., 2019, « The geography of same-sex couples and families in Australia: an empirical review », *Australian Geographer*, vol. 50, n° 4, p. 493-509.
- FOUCAULT, M., 1994, *Histoire de la sexualité, tome 1 : La Volonté de savoir*, Paris, Gallimard.
- FOUCAULT, M., 2004, « « Des espaces autres » », *Empan*, vol. 54, n° 2, p. 12-19.
- FRANKIS, J. S., FLOWERS, P., 2005, « Men who have sex with men (MSM) in public sex environments (PSEs): A systematic review of quantitative literature », *AIDS Care*, vol. 17, n° 3, p. 273-288.
- FRANKIS, J. S., FLOWERS, P., 2009, « Public Sexual Cultures: A Systematic Review of Qualitative Research Investigating Men's Sexual Behaviors with Men in Public Spaces », *Journal of Homosexuality*, vol. 56, n° 7, p. 861-893.
- FREMONT, A., 2009, *La Région, espace vécu*, Paris, FLAMMARION.
- FRIEDMAN, A., 2019, « La perception : une approche en sociologie cognitive », dans Clément F., Kaufmann L., *La sociologie cognitive*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 161-192.
- FRIEDRICH, H., 2011, « Political Strategy: Bisexual or *Queer*? A Workshop about Political Strategy for the Bisexual Movement », *Journal of Bisexuality*, vol. 11, n° 2-3, p. 362-369.
- FRIPPIAT, D., MARQUIS, N., 2010, « Les enquêtes par Internet en sciences sociales : un état des lieux », *Population*, vol. 65, n° 2, p. 309-338.
- GAISSAD, L., 2020, *Hommes en chasse: Chroniques territoriales d'une sexualité secrète*, Paris, Presses universitaires de Paris Nanterre.
- GAISSAD, L., AUDOIT, C., 2014, « Lieux de drague dans l'espace « naturel » : un patrimoine au-dessus de tout soupçon ? », *Espaces et sociétés*, vol. 156, n° 1, p. 161-176.
- GAISSAD, L., DESCHAMPS, C., 2007, « Des sexualités dans l'espace public. Moments « autres » et co-voisinages multiples », *Espace populations sociétés*, n° 3, p. 357-369.

- GASPAR, M., SKAKOON-SPARLING, S., ADAM, B. D., BRENNAN, D. J., LACHOWSKY, N. J., COX, J., et al., 2021, « “You’re Gay, It’s Just What Happens”: Sexual Minority Men Recounting Experiences of Unwanted Sex in the Era of MeToo », *The Journal of Sex Research*, vol. 58, n° 9, p. 1205-1214.
- GATES, G. J., OST, J., 2004, *Gay & Lesbian Atlas*, Washington, D.C, Urban Institute Press, U.S.
- GHAZIANI, A., 2010, « There Goes the Gayborhood? », *Contexts*, vol. 9, p. 64-66.
- GHOSH, C., 2018, *De-Moralizing Gay Rights: Some Queer Remarks on LGBT+ Rights Politics in the US*, New York, NY, Palgrave Pivot.
- GIANO, Z., 2021, « The Influence of Online Experiences: The Shaping of Gay Male Identities », *Journal of Homosexuality*, vol. 68, n° 5, p. 872-886.
- GIBOUT, C., 2017, « Des corps tendus derrière la plage. Drague homosexuelle et environnement », *Corps*, vol. 15, n° 1, p. 111-121.
- GIDEON, L., 2012, *Handbook of Survey Methodology for the Social Sciences*, New York, Springer.
- GILLIGAN, C., 1982, *In a Different Voice: Psychological Theory and Women’s Development*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- GILLIGAN, C., 2009, « Le care, éthique féminine ou éthique féministe ? », *Multitudes*, vol. 37-38, n° 2-3, p. 76-78.
- GIRARD, J., 1981, *Le mouvement homosexuel en France: 1945-1980*, La Découverte.
- GIRAUD, C., 2010, « Le corps gay : construction et incorporation de normes corporelles dans les lieux gays », dans Mardon A., *Le Corps à l’épreuve du genre : entre normes et pratiques*, Epistémologie du corps, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, p. 79-94.
- GIRAUD, C., 2013, « Le « Village Gai » de Montréal. Une aventure urbaine minoritaire », *Espaces et sociétés*, vol. 154, n° 3, p. 33-48.
- GIRAUD, C., 2014, *Quartiers gays*, Paris, Presses Universitaires de France.
- GIRAUD, C., 2016, « La vie homosexuelle à l’écart de la visibilité urbaine. Ethnographie d’une minorité sexuelle masculine dans la Drôme », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, vol. 30, p. 79-102.
- GIRAUD, C., 2019, « Où être gay aujourd’hui ? », dans Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*, Paris, La Découverte, p. 783-797.
- GOBO, G., 2004, « Sampling, Representativeness and Generalizability », dans Seale C., Gobo G., Gubrium J., Silverman D., *Qualitative Research Practice*, London, SAGE Publications Ltd, p. 405-426.
- GOFFMAN, E., 1975, *Stigmate. Les usages sociaux du handicap*, Paris, Les Editions de Minuit.
- GORMAN-MURRAY, A., 2013, « Straight–gay friendships: Relational masculinities and equalities landscapes in Sydney, Australia », *Geoforum*, vol. 49, p. 214-223.
- GORMAN-MURRAY, A., BRENNAN-HORLEY, C., MCLEAN, K., WAITT, G., GIBSON, C., 2010, « Mapping same-sex couple family households in Australia », *Journal of Maps*, vol. 6, p. 382-392.

- GORMAN-MURRAY, A., NASH, C., 2016, « LGBT Communities, Identities, and the Politics of Mobility: Moving from Visibility to Recognition in Contemporary Urban Landscapes », dans Brown G., Browne K., *The Routledge Research Companion to Geographies of Sex and Sexualities*, London ; New York, Routledge, p. 247-253.
- GORMAN-MURRAY, A., NASH, C., 2017, « Transformations in LGBT consumer landscapes and leisure spaces in the neoliberal city », *Urban Studies*, vol. 54, n° 3, p. 786-805.
- GORMAN-MURRAY, A., NASH, C. J., 2014, « Mobile Places, Relational Spaces: Conceptualizing Change in Sydney's LGBTQ Neighborhoods », *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 32, n° 4, p. 622-641.
- GOTTSCHALK, L., NEWTON, J., 2009, « Rural homophobia : Not really gay », *Gay & Lesbian Issues and Psychology Review*, vol. 5, n° 3, p. 153-159.
- GRAHAM, R., 2006, « Male Rape and the Careful Construction of the Male Victim », *Social & Legal Studies*, vol. 15, n° 2, p. 187-208.
- GRAY, M. L., 2009, *Out in the Country: Youth, Media, and Queer Visibility in Rural America*, New York, New York University Press.
- GRAY, M. L., JOHNSON, C. R., GILLEY, B. J., 2016, *Queering the Countryside: New Frontiers in Rural Queer Studies*, New York, New York University Press.
- HAAG, A. M., CHANG, F. K., 1997, « The Impact of Electronic Networking on the Lesbian and Gay Community », *Journal of Gay & Lesbian Social Services*, vol. 7, n° 3, p. 83-94.
- HAHN, P., 2006, *Nos ancêtres les pervers : La vie des homosexuels sous le second empire*, Saint-Martin-de-Londres, H&O.
- HALBERSTAM, J. J., 2005, *In A Queer Time And Place: Transgender Bodies, Subcultural Lives*, New York, New York University Press.
- HARAWAY, D., 1988, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », *Feminist Studies*, vol. 14, n° 3, p. 575-599.
- HARKNESS, A., ROGERS, B. G., ALBRIGHT, C., MENDEZ, N. A., SAFREN, S. A., PACHANKIS, J. E., 2020, « "It truly does get better": Young sexual minority men's resilient responses to sexual minority stress », *Journal of Gay & Lesbian Mental Health*, vol. 24, n° 3, p. 258-280.
- HARPER, G. W., SERRANO, P. A., BRUCE, D., BAUERMEISTER, J. A., 2016, « The Internet's Multiple Roles in Facilitating the Sexual Orientation Identity Development of Gay and Bisexual Male Adolescents », *American Journal of Men's Health*, vol. 10, n° 5, p. 359-376.
- HARTAL, G., 2018, « Fragile subjectivities: constructing *queer* safe spaces », *Social & Cultural Geography*, vol. 19, n° 8, p. 1053-1072.
- HEBER, A., 2017, « "You Thought You Were Superman": Violence, Victimization and Masculinities », *British Journal of Criminology*, vol. 57, n° 1, p. 61-78.
- HELD, N., 2015, « Comfortable and safe spaces? Gender, sexuality and 'race' in night-time leisure spaces », *Emotion, Space and Society*, vol. 14, p. 33-42.
- HELLEQUIN, A.-P., FLANQUART, H., MEUR-FEREC, C., RULLEAU, B., 2013, « Perceptions du risque de submersion marine par la population du littoral languedocien : contribution à l'analyse de la vulnérabilité côtière », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 21, n° 4, p. 385-399.

- HEMMINGS, C., 2002, *Bisexual Spaces: A Geography of Sexuality and Gender*, New York, Routledge.
- HEREK, G. M., 1986, « The social psychology of homophobia: Toward a practical theory », *Review of Law & Social Change*, vol. 14, n° 4, p. 923-934.
- HEREK, G. M., 2004, « Beyond Homophobia: Thinking About Sexual Stigma and Prejudice in the Twenty-First Century », *Sexuality Research and Social Policy*, vol. 1, p. 6-24.
- HERRING, S., 2010, *Another Country: Queer Anti-Urbanism*, New York, New York University Press.
- HOLT, M., 2011, « Gay men and ambivalence about “gay community”: From gay community attachment to personal communities », *Culture, health & sexuality*, vol. 13, p. 857-871.
- HOOGHE, M., MEEUSEN, C., 2012, « Homophobia and the transition to adulthood: a three year panel study among Belgian late adolescents and young adults, 2008-2011 », *Journal of Youth and Adolescence*, vol. 41, n° 9, p. 1197-1207.
- HOQUET, T., 2019, « De l’homophile au gay : comment l’homosexualité fait-elle communautés ? », *Cahiers de philosophie de l’université de Caen*, n° 56, p. 117-144.
- HUBBARD, P., 2000, « Desire/disgust: mapping the moral contours of heterosexuality », *Progress in Human Geography*, vol. 24, n° 2, p. 191-217.
- HUBBARD, P., 2008, « Here, There, Everywhere: The Ubiquitous Geographies of Heteronormativity », *Geography Compass*, vol. 2, n° 3, p. 640-658.
- HUDSON, W. W., RICKETTS, W. A., 1980, « A Strategy for the Measurement of Homophobia », *Journal of Homosexuality*, vol. 5, n° 4, p. 357-372.
- HUMPHREYS, L., 2007, *Le commerce des pissotières. Pratiques homosexuelles anonymes dans l’Amérique des années 1960*, Paris, La Découverte.
- JACKSON, J., 2009, « Qu’est ce qu’un homosexuel libéré ?. Le mouvement Arcadie dans les « années 68 » », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, vol. 29, p. 17-35.
- JAGOSE, A., 1997, *Queer Theory: An Introduction*, New York, New York University Press.
- JOURAND, E., 2005, « Territoires de mauvais genre ? Les plages gays », *Géographie et cultures*, n° 54, p. 71-84.
- JOURAND, E., 2015, « La sexualisation des espaces publics dans la subculture gay », *Géographie et cultures*, n° 95, p. 29-58.
- JODELET, D., 1989, *Folies et représentations sociales*, Paris, Presses Universitaires de France.
- JOFFE, H., ORFALI, B., 2005, « De la perception à la représentation du risque : le rôle des médias », *Hermès, La Revue*, vol. 41, n° 1, p. 121-129.
- KAUFMAN, J. M., JOHNSON, C., 2004, « Stigmatized Individuals and the Process of Identity », *The Sociological Quarterly*, vol. 45, n° 4, p. 807-833.
- KAZYAK, E., 2011, « Disrupting Cultural Selves: Constructing Gay and Lesbian Identities in Rural Locales », *Qualitative Sociology*, vol. 34, n° 4, p. 561-581.

- KIMMEL, M. S., 1997, « Masculinity as homophobia: Fear, shame and silence in the construction of gender identity », dans Gergen M., Davis S., *Toward a new psychology of gender*, Florence, Routledge, p. 223-242.
- KINSEY, A. C., 1998, *Sexual Behavior in the Human Male*, Bloomington, Indiana University Press.
- KIRBY, S., HAY, I., 1997, « (Hetero)sexing Space: Gay Men and “Straight” Space in Adelaide, South Australia », *The Professional Geographer*, vol. 49, n° 3, p. 295-305.
- KIRKEY, K., FORSYTH, A., 2001, « Men in the valley: gay male life on the suburban-rural fringe », *Journal of Rural Studies*, vol. 17, n° 4, p. 421-441.
- KITCHIN, R., LYSAGHT, K., 2003, « Heterosexism and the Geographies of Everyday Life in Belfast, Northern Ireland », *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 35, n° 3, p. 489-510.
- KITZINGER, C., 2005, « Heteronormativity in action: Reproducing the heterosexual nuclear family in after-hours medical calls », *Social problems*, vol. 52, n° 4, p. 477-498.
- KLETT-DAVIES, M., 2019, « Les formes de la peur en ville : LGBTphobie et défiance des quartiers urbains », *Droit et cultures*, vol. 77, n° 1, p. 107-128.
- KNOPP, L., 1990, « Some theoretical implications of gay involvement in an urban land market », *Political Geography Quarterly*, vol. 9, n° 4, p. 337-352.
- KNOPP, L., 1995, « Sexuality and Urban Space: A Framework for Analysis », dans Bell D., Valentine G., *Mapping Desire: Geographies of Sexualities*, London, Routledge, p. 136-146.
- KNOPP, L., BROWN, M., 2003, « Queer Diffusions », *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 21, n° 4, p. 409-424.
- KRAMER, J. L., 1995, « Bachelor Farmers and Spinsters: Gay and Lesbian Identities and Communities in Rural North Dakota », dans Bell D., Valentine G., *Mapping Desire: Geographies of Sexualities*, London, Routledge, p. 182-194.
- KUHAR, R., ŠVAB, A., 2014, « The Only Gay in the Village? Everyday Life of Gays and Lesbians in Rural Slovenia », *Journal of Homosexuality*, vol. 61, n° 8, p. 1091-1116.
- LAGRANGE, R. L., FERRARO, K. F., 1989, « Assessing Age and Gender Differences in Perceived Risk and Fear of Crime », *Criminology*, vol. 27, n° 4, p. 697-720.
- LANGARITA ADIEGO, J. A., 2017, « On sex in fieldwork: Notes on the methodology involved in the ethnographic study of anonymous sex », *Sexualities*, vol. 22, n° 7-8, p. 1253-1267.
- LANGARITA ADIEGO, J. A., 2020, « Sexual and gender diversity in small cities: LGBT experiences in Girona, Spain », *Gender, Place & Culture*, vol. 27, n° 9, p. 1348-1365.
- LE BLANC, A., 2015, « Gestion du risque et résilience des pratiques spatiales du sport LGBT », *Géographie et cultures*, n° 95, p. 99-116.
- LE BLANC, A., 2018, *Les territoires rassurants*, Habilitation à Diriger des Recherches, Université du Littoral Côte d’Opale.
- LE BLANC, A., 2019, « Construire des territoires rassurants : l’exemple du sport LGBT en région parisienne », *L’Information géographique*, vol. 83, n° 3, p. 39-61.

- LE CORRE, V., 2019, *SMALL TOWN BOYS: homosexualité et ruralité*, These de doctorat, Université de Strasbourg.
- LEE, S.-H., KIM, Y.-H., 2016, « L'expression de soi et les réseaux sociaux », *Sociétés*, vol. 133, n° 3, p. 49-60.
- LEOBON, A., 2009, « Le corps à l'épreuve du risque », *Esprit*, n° 3, p. 197-207.
- LEOBON, A., VELTER, A., DROUIN, M.-C., 2012, « Profil et comportements sexuels des jeunes hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes : Net Gay Baromètre 2009, France », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, n° 31, p. 361-364.
- LERCH, A., 2007, « Normes amoureuses et pratiques relationnelles dans les couples gays », *Informations sociales*, vol. 144, n° 8, p. 108-117.
- LERCH, A., 2013, « Visibilité croissante, dignité contestée : quelques étapes dans la reconnaissance sociale de l'homosexualité en France », *Cahiers de l'action*, vol. 40, n° 3, p. 13-19.
- LEROY, S., 2005, « Le Paris gay. Éléments pour une géographie de l'homosexualité », *Annales de géographie*, vol. 646, n° 6, p. 579-601.
- LEROY, S., 2009, « La possibilité d'une ville. Comprendre les spatialités homosexuelles en milieu urbain », *Espaces et sociétés*, vol. 139, n° 4, p. 159-174.
- LEROY, S., 2012, « « Tu cherches quelque chose ? » Ethnogéographie de la drague et des relations sexuelles entre hommes dans le Bois de Vincennes », *Géographie et cultures*, n° 83, p. 51-67.
- LERT, F., PLAUZOLLES, P., 2003, « Apports des enquêtes quantitatives dans la connaissance des comportements sexuels et préventifs chez les homosexuels et bisexuels masculins », dans Broqua C., Lert F., Souteyrand Y., *Homosexualités au temps du sida : tensions sociales et identitaires*, Sciences sociales et sida, Paris, ANRS/CRIPS, p. 55-69.
- LEVY, J., 1993, « Autoportrait avec géographie », *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, En ligne : <https://journals.openedition.org/strates/1171>.
- LEWIS, N. M., 2012, « Remapping disclosure: gay men's segmented journeys of moving out and coming out », *Social & Cultural Geography*, vol. 13, n° 3, p. 211-231.
- LEWIS, N. M., BAUER, G. R., COLEMAN, T. A., BLOT, S., PUGH, D., FRASER, M., et al., 2015, « Community Cleavages: Gay and Bisexual Men's Perceptions of Gay and Mainstream Community Acceptance in the Post-AIDS, Post-Rights Era », *Journal of Homosexuality*, vol. 62, n° 9, p. 1201-1227.
- LEYSHON, M., 2008, « The betweenness of being a rural youth: inclusive and exclusive lifestyles », *Social & Cultural Geography*, vol. 9, n° 1, p. 1-26.
- LEZNOFF, M., WESTLEY, W. A., 1956, « The Homosexual Community », *Social Problems*, vol. 3, n° 4, p. 257-263.
- LHOMOND, B., 1997, « Le sens de la mesure. Le nombre d'homosexuel/les dans les enquêtes sur les comportements sexuels et le statut de groupe minoritaire », *Sociologie et sociétés*, vol. 29, n° 1, p. 61-69.

- LHOMOND, B., MICHAELS, S., 2000, « Homosexualité/hétérosexualité : les enquêtes sur les comportements sexuels en France et aux USA », *Journal des anthropologues. Association française des anthropologues*, n° 82-83, p. 91-111.
- LIESHOUT, M., 1997, « Leather Nights in the Woods: Locating Male Homosexuality and Sadomasochism in a Dutch Highway Rest Area », dans Ingram G., Bouthillette A-M., Retter Y., *Queer in Space: Communities, Public Places, Sites of Resistance*, Seattle, Bay Press, U.S., p. 339-356.
- LILLIBRIDGE, J., LUNDSTEDT, S., 1967, « Some Initial Evidence for an Interpersonal Risk Theory », *The Journal of Psychology*, vol. 66, n° 1, p. 119-128.
- LIM, J., BROWNE, K., 2009, *Geographies of Sexualities: Theory, Practices and Politics*, Farnham, Routledge.
- LOGAN, C. R., 1996, « Homophobia? No, Homoprejudice », *Journal of Homosexuality*, vol. 31, n° 3, p. 31-53.
- LUNDSTEDT, S., 1966, « Interpersonal Risk Theory », *The Journal of Psychology*, vol. 62, n° 1, p. 3-10.
- LUSSAULT, M., 2010, « Ce que la géographie fait au(x) monde(s) », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° #10, p. 241-251.
- LUSSAULT, M., 2016, « Le rural, de l'urbain qui s'ignore ? », *Tous urbains*, vol. 14, n° 2, p. 36-43.
- LYOTARD, J.-F., 1979, *La condition postmoderne: Rapport sur le savoir*, Paris, Editions de Minuit.
- MACDONALD, A. P., 1983, « A little bit of lavender goes a long way: A critique of research on sexual orientation », *The Journal of Sex Research*, vol. 19, n° 1, p. 94-100.
- MACDONALD, A. P., GAMES, R. G., 1976, « Some Characteristics of Those Who Hold Positive and Negative Attitudes Toward Homosexuals », *Journal of Homosexuality*, vol. 1, n° 1, p. 9-27.
- MALIEPAARD, E., 2020, « Spaces with a bisexual appearance: re-conceptualizing bisexual space(s) through a study of bisexual practices in the Netherlands », *Social & Cultural Geography*, vol. 21, n° 1, p. 45-63.
- MANLEY, E., LEVITT, H., MOSHER, C., 2007, « Understanding the Bear Movement in Gay Male Culture », *Journal of Homosexuality*, vol. 53, n° 4, p. 89-112.
- MARK, K. P., VOWELS, L. M., BUNTING, A. M., 2020, « The Impact of Bisexual Identity on Sexual and Relationship Satisfaction of Mixed Sex Couples », *Journal of Bisexuality*, vol. 20, n° 2, p. 119-140.
- MASON, G., 2001, « Body Maps: Envisaging Homophobia, Violence and Safety », *Social & Legal Studies*, vol. 10, n° 1, p. 23-44.
- MASSEY, S. G., 2010, « Valued differences or benevolent stereotypes? Exploring the influence of positive beliefs on anti-gay and anti-lesbian attitudes », *Psychology & Sexuality*, vol. 1, n° 2, p. 115-130.

- MCDAVITT, B., IVERSON, E., KUBICEK, K., WEISS, G., WONG, C., KIPKE, M., 2008, « Strategies Used by Gay and Bisexual Young Men to Cope With Heterosexism », *Journal of gay & lesbian social services*, vol. 20, n° 4, p. 354-380.
- MCINTOSH, M., 2011, « Le rôle homosexuel [1968] », *Genre, sexualité & société*, En ligne : <http://journals.openedition.org/gss/1820>.
- MCKEARNEY, A., 2020, « Changing landscapes: Gay men in the west and northwest of Ireland », *Sexualities*, vol. 25, p. 136346072098169.
- MERICSKAY, B., ROCHE, S., 2011, « Cartographie 2.0 : le grand public, producteur de contenus et de savoirs géographiques avec le web 2.0 », *Cybergeo : European Journal of Geography*, En ligne : <https://journals.openedition.org/cybergeo/24710>.
- MERRICK, J., SIBALIS, M., 2002, *Homosexuality in French History and Culture*, New York, Routledge.
- MESSERSCHMIDT, J. W., 2018, *Hegemonic Masculinity: Formulation, Reformulation, and Amplification*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers.
- MESSNER, M. A., SABO, D. F., 1994, *Sex, Violence & Power in Sports: Rethinking Masculinity*, Freedom, Crossing Pr.
- METZGER, P., D'ERCOLE, R., 2011, « Les risques en milieu urbain : éléments de réflexion », *EchoGéo*, En ligne : <http://journals.openedition.org/echogeo/12640>.
- MEUR-FEREC, C., BERRE, I. L., COCQUEMPOT, L., GUILLOU, É., HENAFF, A., LAMI, T., et al., 2020, « Une méthode de suivi de la vulnérabilité systémique à l'érosion et la submersion marines », *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, En ligne : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/16731#tocto1n1>.
- MEYER, D., 2015, *Violence Against Queer People: Race, Class, Gender, and the Persistence of Anti-LGBT Discrimination*, New Brunswick, Rutgers University Press.
- MEYER, I. H., 1995, « Minority stress and mental health in gay men », *Journal of Health and Social Behavior*, vol. 36, n° 1, p. 38-56.
- MEYER, I. H., WILSON, P. A., 2009, « Sampling lesbian, gay, and bisexual populations », *Journal of Counseling Psychology*, vol. 56, n° 1, p. 23-31.
- MILES, S., 2018, « Still getting it on online: Thirty years of *queer* male spaces brokered through digital technologies », *Geography Compass*, vol. 12, n° 11, p. e12407.
- MILLHAM, J., SAN MIGUEL, C. L., KELLOGG, R., 1976, « A Factor-Analytic Conceptualization of Attitudes Toward Male and Female Homosexuals », *Journal of Homosexuality*, vol. 2, n° 1, p. 3-10.
- MILON, C., 2022, « Ce(lles) que la visioconférence rend visible(s) », *Socio-anthropologie*, n° 45, p. 179-195.
- MIRANDE, L., 2014, « Les deux premières revues homosexuelles de langue française : Akademos (1909) et Inversions/L'Amitié (1924-1925) », *La Revue des revues*, vol. 51, n° 1, p. 64-83.

- MORAN, L., SKEGGS, B., TYRER, P., CORTEEN, K., 2001, « Property, boundary, exclusion: Making sense of hetero-violence in safer spaces », *Social & Cultural Geography*, vol. 2, n° 4, p. 407-420.
- MORIN, S. F., GARFINKLE, E. M., 1978, « Male Homophobia », *Journal of Social Issues*, vol. 34, n° 1, p. 29-47.
- MORRISON, T. G., BISHOP, C. J., MORRISON, M. A., PARKER-TANEO, K., 2016, « A Psychometric Review of Measures Assessing Discrimination Against Sexual Minorities », *Journal of Homosexuality*, vol. 63, n° 8, p. 1086-1126.
- MOSCOVICI, S., 2004, *La psychanalyse, son image et son public.*, PUF.
- MULLER MYRDAHL, T., 2016, « Visibility on Their Own Terms? LGBTQ Lives in Small Canadian Cities », dans Brown G., Browne K., *The Routledge Research Companion to Geographies of Sex and Sexualities*, London ; New York, Routledge, p. 37-44.
- MULLER-MYRDAHL, T., 2013, « Ordinary (small) cities and LGBQ lives », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, vol. 12, n° 2, p. 279-304.
- NASH, C., 2006, « Toronto's Gay Village (1969–1982): Plotting the Politics of Gay Identity », *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, vol. 50, n° 1, p. 1-16.
- NASH, C., GORMAN-MURRAY, A., 2016, « Digital technologies and sexualities in urban space », dans Brown G., Browne K., *The Routledge Research Companion to Geographies of Sex and Sexualities*, London ; New York, Routledge, p. 399-405.
- NOVEMBER, V., 2010, *Les territoires du risque: Le risque comme objet de réflexion géographique*, Bern ; New York, P.I.E. Peter Lang SA.
- OSWIN, N., 2008, « Critical geographies and the uses of sexuality: deconstructing *queer* space », *Progress in Human Geography*, vol. 32, n° 1, p. 89-103.
- PALSKY, G., 2013, « Cartographie participative, cartographie indisciplinée », *L'Information géographique*, vol. 77, n° 4, p. 10-25.
- PARKER, B. A., ADAMS, H. L., PHILLIPS, L. D., 2007, « Decentering Gender: Bisexual Identity as an Expression of a Non-Dichotomous Worldview », *Identity*, vol. 7, n° 3, p. 205-224.
- PAUL-HUS, J., 2016, *Les facteurs sociodémographiques associés aux attitudes à l'égard de l'homosexualité chez les adolescentes et les adolescents québécois de 3e et 5e secondaire*, Mémoire, Montréal, Université du Québec à Montréal.
- PEACOCK, B., EYRE, S. L., QUINN, S. C., KEGELES, S., 2001, « Delineating differences: Sub-communities in the San Francisco gay community », *Culture, Health & Sexuality*, vol. 3, n° 2, p. 183-201.
- PERETTI-WATTEL, P., 2010, *La société du risque*, Paris, La Découverte.
- PHARR, S., 1988, *Homophobia: A Weapon of Sexism*, Berkeley, Chardon Press.
- PHILLIPS, R., SHUTTLETON, D., WATT, D., 2000, *De-Centering Sexualities*, London ; New York, Routledge.
- PIGEON, P., 2005, *Géographie critique des risques*, Paris, Economica.
- PINEL, E. C., 1999, « Stigma consciousness: the psychological legacy of social stereotypes », *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 76, n° 1, p. 114-128.

- PINEL, E. C., 2002, « Stigma Consciousness in Intergroup Contexts: The Power of Conviction », *Journal of Experimental Social Psychology*, vol. 38, n° 2, p. 178-185.
- PINEL, E. C., 2004, « You're Just Saying That Because I'm a Woman: Stigma Consciousness and Attributions to Discrimination », *Self and Identity*, vol. 3, n° 1, p. 39-51.
- PINGEL, E. S., BAUERMEISTER, J. A., JOHNS, M. M., EISENBERG, A., LESLIE-SANTANA, M., 2013, « "A safe way to explore": Reframing risk on the Internet amidst young gay men's search for identity », *Journal of adolescent research*, vol. 28, n° 4, p. 453-478.
- PLUMMER, D., 2001, « The Quest for Modern Manhood: Masculine Stereotypes, Peer Culture and the Social Significance of Homophobia », *Journal of adolescence*, vol. 24, n° 1, p. 15-23.
- PODMORE, J., BAIN, A., 2020, « "No queer out there"? Metronormativity and the queer suburban », *Geography Compass*, vol. 14, n° 9.
- POLLAK, M., 1982, « L'homosexualité masculine, ou le bonheur dans le ghetto? », *Communications*, vol. 35, n° 1, p. 37-55.
- PRESTAGE, G., DRIELSMA, P., 1996, « Indicators of male bisexual activity in semimetropolitan New South Wales: implications for HIV prevention strategies », *Australian and New Zealand Journal of Public Health*, vol. 20, n° 4, p. 386-392.
- PRIEUR, C., 2013, « Peut-on être homosexuel(le) et homophobe? », dans Alessandrin A., Raibaud Y., *Géographie des homophobies*, Paris, Armand Colin, p. 90-104.
- PRIEUR, C., 2015, *Penser les lieux queer : entre domination, violence et bienveillance*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris-Sorbonne.
- PROTH, B., 2002, *Lieux de drague. Scènes et coulisses d'une sexualité masculine*, Toulouse, Octarès.
- QUINAN, C., 2016, « Safe space », dans Rodriguez N., Martino W., Ingrey J., Brockenbrough E., *Critical Concepts in Queer Studies and Education: An International Guide for the Twenty-First Century*, New York, Palgrave Macmillan, p. 361-368.
- RAULT, W., 2016, « Les mobilités sociales et géographiques des gays et des lesbiennes. Une approche à partir des femmes et des hommes en couple », *Sociologie*, vol. 7, n° 4, p. 337-360.
- REDOUTEY, E., 2008, « Drague et cruising », *EchoGéo*, En ligne : <https://journals.openedition.org/echogeo/3663>.
- REGNIER-LOILIER, A., PRIOUX, F., 2008, « La pratique religieuse influence-t-elle les comportements familiaux? », *Population & Sociétés*, n° 447.
- REVENIN, R., 2005, *Homosexualité et prostitution masculines à Paris*, Paris, Editions L'Harmattan.
- REVENIN, R., 2007, « Les études et recherches lesbiennes et gays en France (1970-2006) », *Genre & Histoire*, En ligne : <http://journals.openedition.org/genrehistoire/219>.
- RICH, A., 2010, *La contrainte à l'hétérosexualité et autres essais - Adrienne Rich*, Genève, Mamamelis.

- RIVIERE, C. A., LICOPPE, C., MOREL, J., 2015, « La drague gay sur l'application mobile Grindr. Déterritorialisation des lieux de rencontres et privatisation des pratiques sexuelles », *Réseaux*, vol. 189, n° 1, p. 153-186.
- RUBIN, G. S., 2012a, « The Traffic in Women : Notes on the “Political Economy” of Sex », in Rubin G., *Deviations: A Gayle Rubin Reader*, Durham, Duke University Press, p. 33-65.
- RUBIN, G. S., 2012b, « Thinking Sex: Notes for a Radical Theory of the Politics of Sexuality », in Rubin G., *Deviations: A Gayle Rubin Reader*, Durham, Duke University Press, p. 137-181.
- SAID, E. W., 1972, *Orientalism*, London, Penguin Classics.
- SANABRIA, S., 2012, « Religious Orientation and Prejudice: Predictors of Homoprejudice », *Journal of LGBTQ Issues in Counseling*, vol. 6, n° 3, p. 183-201.
- SANG, J. M., LOUTH-MARQUEZ, W., HENDERSON, E. R., EGAN, J. E., CHUGANI, C. D., HUNTER, S. C., et al., 2022, « “It’s Not Okay for You to Call Me That”: How Sexual and Gender Minority Youth Cope with Bullying Victimization », *Journal of Homosexuality*, vol. 69, n° 3, p. 408-427.
- SANTAMARIA, F., 2000, « La notion de "ville moyenne" en France, en Espagne et au Royaume-Uni », *Annales de géographie*, vol. 109, n° 613, p. 227-239.
- SBICCA, J., 2012, « Eco-queer movement(s): Challenging heteronormative space through (re)imagining nature and food », *European Journal of Ecopsychology*, vol. 3, p. 33-52.
- SCHATZKI, T. R., 1996, *Social Practices: A Wittgensteinian Approach to Human Activity and the Social*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SCHIFFMAN, J. B., DELUCIA-WAACK, J. L., GERRITY, D. A., 2006, « An Examination of the Construct of Homophobia », *Journal of LGBTQ Issues in Counseling*, vol. 1, n° 1, p. 75-93.
- SCHILTZ, M.-A., 1998, « Un ordinaire insolite : le couple homosexuel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 125, n° 5, p. 30-43.
- SCHWEIGHOFER, K., 2016, « Rethinking the Closet: *Queer Life in Rural Geographies* », dans Gray M., Johnson C., Gilley B., *Queering the countryside: New frontiers in rural queer studies*, New York, New York University Press, p. 223-243.
- SEDGWICK, E. K., 2008, *Epistemology of the Closet*, Los Angeles, University of California Press.
- SEIDLER, V., 2005, *Transforming Masculinities: Men, Cultures, Bodies, Power, Sex and Love*, London ; New York, Routledge.
- SEIDMAN, S., 2004, *Beyond the Closet: The Transformation of Gay and Lesbian Life*, New York, Routledge.
- SIAPERA, E., 2018, *Understanding New Media*, London ; Thousand Oaks, SAGE Publications Ltd.
- SIBALIS, M., 2004, « Urban Space and Homosexuality: The Example of the Marais, Paris’ “Gay Ghetto” », *Urban Studies*, vol. 41, n° 9, p. 1739-1758.

- SIBALIS, M., 2007, « Une subculture d'efféminés ? L'homosexualité masculine sous napoléon Ier », in *Hommes et masculinités de 1789 à nos jours*, Mémoire/Histoire, Paris, Autrement, p. 75-95.
- SIBALIS, M., 2010, « L'arrivée de la libération gay en France. Le Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR) », *Genre, sexualité & société*, En ligne : <http://journals.openedition.org/gss/1428>.
- SINFIELD, A., 2000, « The production of gay and the return of power », dans Phillips R., Shuttleton D., Watt D., *De-Centering Sexualities: Politics and Representations beyond the Metropolis*, New York, Routledge, p. 19-34.
- SMITH, I., OADES, L., MCCARTHY, G., 2012, « Homophobia to heterosexism: constructs in need of re-visitation », *Gay and Lesbian Issues and Psychology Review*, vol. 8, n° 1, p. 34-44.
- SMITH, K. T., 1971, « Homophobia: A Tentative Personality Profile », *Psychological Reports*, vol. 29, n° 3_suppl, p. 1091-1094.
- SNIVELY, C. A., KRAUGER, L., STRETCH, J. J., WATT, J. W., CHADHA, J., 2004, « Understanding Homophobia », *Journal of Gay & Lesbian Social Services*, vol. 17, n° 1, p. 59-81.
- SOJA, E. W., 1996, *Thirdspace*, Cambridge, Mass, Wiley-Blackwell.
- SPEICE, T., 2020, « The “Okay” Gay Guys: Developing Hegemonic Sexuality as a Tool to Understand Men’s Workplace Identities », *Journal of Homosexuality*, vol. 67, n° 13, p. 1864-1880.
- STANKO, E. A., HOBDELL, K., 1993, « Assault on Men : Masculinity and Male Victimization », *The British Journal of Criminology*, vol. 33, n° 3, p. 400-415.
- STONE, A. L., 2018, « The Geography of Research on LGBTQ Life: Why sociologists should study the South, rural queers, and ordinary cities », *Sociology Compass*, En ligne : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/soc4.12638>.
- SZYMANSKI, D. M., 2006, « Does Internalized Heterosexism Moderate the Link Between Heterosexist Events and Lesbians’ Psychological Distress? », *Sex Roles*, vol. 54, n° 3, p. 227-234.
- TAMAGNE, F., 1998, « Histoire comparée de l'homosexualité en Allemagne, en Angleterre et en France dans l'entre-deux guerres », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. n° 125, n° 5, p. 44-49.
- THE ROESTONE COLLECTIVE, 2014, « Safe Space: Towards a Reconceptualization », *Antipode*, vol. 46, n° 5, p. 1346-1365.
- TIN, L.-G., 2003, *Dictionnaire de l'homophobie*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF.
- TIN, L.-G., 2008, *L'Invention de la culture hétérosexuelle*, Paris, AUTREMENT.
- TOOMEY, R. B., RYAN, C., DIAZ, R. M., RUSSELL, S. T., 2018, « Coping With Sexual Orientation–Related Minority Stress », *Journal of Homosexuality*, vol. 65, n° 4, p. 484-500.
- TRACHMAN, M., LEJBOWICZ, T., 2018, « Les personnes qui se disent bisexuelles en France », *Population & Sociétés*, n° 561.

- VALENTINE, G., SKELTON, T., 2003, « Finding oneself, losing oneself: the lesbian and gay 'scene' as a paradoxical space », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 27, n° 4, p. 849-866.
- VANCE, C. S., 1989, « Social construction theory: problems in the history of sexuality », dans Van Kooten A., van Der Meer T., *Homosexuality, Which Homosexuality?*, Amsterdam, An Dekker, p. 13-34.
- VELTER, A., SABONI, L., BOUYSSOU-MICHEL, A., SEMAILLE, C., 2013, « Comportements sexuels entre hommes à l'ère de la prévention combinée - Résultats de l'Enquête presse gays et lesbiennes 2011 », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, n° 39-40, p. 510-516.
- VERDRAGER, P., 2007, *L'homosexualité dans tous ses états*, Paris, Empêcheurs de penser rond.
- VEYRET, Y., REGHEZZA, M., 2005, « Aléas et risques dans l'analyse géographique », *Annales des mines*, p. 61-69.
- VIDAL DE LA BLACHE, P., 1903, *Tableau de la géographie de la France*, Paris, La Table Ronde.
- VISSER, G., 2008, « The homonormalisation of white heterosexual leisure spaces in Bloemfontein, South Africa », *Geoforum*, vol. 39, n° 3, p. 1347-1361.
- VISSER, G., 2014, « Urban Tourism and the De-gaying of Cape Town's De Waterkant », *Urban Forum*, vol. 25, n° 4, p. 469-482.
- WAITT, G., GORMAN-MURRAY, A., 2007, « Homemaking and Mature Age Gay Men 'Down-Under': Paradox, intimacy, subjectivities, spatialities, and scale », *Gender, Place & Culture*, vol. 14, n° 5, p. 569-584.
- WAITT, G., GORMAN-MURRAY, A., 2011, « Journeys and Returns: Home, Life Narratives and Remapping Sexuality in a Regional City », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 35, n° 6, p. 1239-1255.
- WALCH, S. E., ORLOSKY, P. M., SINKKANEN, K. A., STEVENS, H. R., 2010, « Demographic and social factors associated with homophobia and fear of AIDS in a community sample », *Journal of Homosexuality*, vol. 57, n° 2, p. 310-324.
- WANG, K., STROEBE, K., DOVIDIO, J., 2012, « Stigma consciousness and prejudice ambiguity: Can it be adaptive to perceive the world as biased? », *Personality and Individual Differences*, vol. 53, p. 241-245.
- WARNER, M., 1993, *Fear of a Queer Planet: Queer Politics and Social Theory*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- WATKINS, J., 2015, « Spatial Imaginaries Research in Geography: Synergies, Tensions, and New Directions », *Geography Compass*, vol. 9, n° 9, p. 508-522.
- WEEKS, J., 1987, « Questions of identity », dans Caplan P., *The Cultural Construction of Sexuality*, New York, Psychology Press, p. 30-51.
- WEEKS, J., 2017, *Sex, Politics and Society*, London ; New York, Routledge.
- WEINBERG, G., 1972, *Society and the Healthy Homosexual*, New York, St Martins Press.
- WEISS, K. G., 2010, « Male Sexual Victimization: Examining Men's Experiences of Rape and Sexual Assault », *Men and Masculinities*, vol. 12, n° 3, p. 275-298.

- WELZER-LANG, D., 1994, « L'Homophobie, la face cachée du masculin », dans Welzer-Lang D., Dutey P., Dorais M., *La Peur de l'autre en soi du sexisme à l'homophobie*, Montréal, VLB, p. 13-92.
- WESTSTRATE, N. M., MCLEAN, K. C., 2010, « The rise and fall of gay: a cultural-historical approach to gay identity development », *Memory (Hove, England)*, vol. 18, n° 2, p. 225-240.
- WHITE, T., 1999, « Homophobia: A Misnomer », *Transactional Analysis Journal*, vol. 29, n° 1, p. 77-83.
- WILKINSON, J., BITTMAN, M., HOLT, M., RAWSTORNE, P., KIPPAX, S., WORTH, H., 2012, « Solidarity beyond Sexuality: The Personal Communities of Gay Men », *Sociology*, vol. 46, n° 6, p. 1161-1177.
- WILSON, A., 2000, « Getting Your Kicks on Route 66! Stories of Gay and Lesbian Life in Rural America », dans Phillips R., Shuttleton D., Watt D., *De-Centering Sexualities: Politics and Representations Beyond the Metropolis*, New York, Routledge, p. 195-212.
- WIMARK, T., 2014, *Beyond Bright City Lights: The Migration Patterns of Gay Men and Lesbians*, Stockholm, Department of Human Geography, Stockholm University.
- WIMARK, T., 2016, « Migration motives of gay men in the new acceptance era: a cohort study from Malmö, Sweden », *Social & Cultural Geography*, vol. 17, n° 5, p. 605-622.
- WITTIG, M., 1980, « The Straight Mind », *Feminist Issues*, p. 103-111.
- WRIGHT, L., 1997, « Theoretical bears », dans Wright L., *The Bear Book: Readings in the History and Evolution of a Gay Male Subculture*, New York, Routledge, p. 1-17.
- YOSHINO, K., 2007, *Covering: The Hidden Assault on Our Civil Rights*, Random House Trade Paperbacks.
- ZMYJ, N., HUBER-BACH, L., 2020, « German adolescents' homonegativity and the relationship to their religious denomination and gender role orientation », *Journal of LGBT Youth*, vol. 17, n° 3, p. 241-259.

Rapports d'étude

- GATES, G. J., 2007, *Geographic Trends Among Same-Sex Couples in the US Census and the American Community Survey*, Los Angeles, The Williams Institute.
- ETUDE IFOP POUR LA FONDATION JASMIN ROY SOPHIE DESMARAIS, 2019a, *Observatoire des LGBTphobies - Etat des lieux 2019*, Paris, Ifop.
- ETUDE IFOP POUR LA FONDATION JASMIN ROY SOPHIE DESMARAIS, 2019b, *Le regard des français sur l'homosexualité et la place des LGBT dans la société*, Paris, Ifop.
- ETUDE IFOP POUR L'ASSOCIATION DES FAMILLES HOMOPARENTALES, 2021, *Le soutien des français(es) à la marche des fiertés et le jugement sur l'action du gouvernement en faveur des LGBT*, Paris, Ifop.
- MOVEMENT ADVANCEMENT PROJECT, 2019, *Where we call home : LGBT people in rural america*, Boulder, CO, Movement Advancement Project.

VELTER, A., BOUYSSOU-MICHEL, A., DE BUSSCHER, P. O., JAUFFRET-ROUSTIDE, M.,
SEMAILLE, C., 2007, *Enquête Presse Gay 2004*, Saint-Maurice, ANRS.

MEDIAGRAPHIE

- APTAKER, I., BERGER, E., 2020, « Voyage et découvertes » (Saison 1 Episode 8), *Love Victor*, Série télévisée, 20th Television ; Temple Hill Productions ; No Helmet Productions ; The Walk-Up Company.
- BRETHES, S., MAGNAUD, M., PERROTIN, D., 2023, *Guet-Apens. Des crimes invisibles*, Reportage, Médiapart.
- CHABERT, L., 2020, « French Ball » (Saison 1 Episode 3), *Drag Race France*, Emission télévisée, Endemol Shine.
- COWEN, R., LIPMAN, D., 2000, *Queer as Folk*, Série télévisée, Red Production Company ; Universal Content Productions.
- DOLAN, X., 2013, *Tom à la ferme*, Long métrage, Sons of Manual ; MK2 Productions.
- GASNIER, P., LEMARCHAND, D., 2019, *Envoyé Spécial. Homo en banlieue, le combat de Lyes*, Reportage, Bangumi.
- KALING, M., GRANDY, C., 2018, « La rencontre » (Saison 1 Episode 1), *Champions*, Série télévisée, Universal Television Group ; 3 Arts Entertainment ; Kaling International ; Charlie Grandy Productions.
- LE GALLO, C., GOVARE, M., 2019, *Les Crevettes Pailletées*, Long métrage, Les Improductibles ; Kaly Productions.
- MELVIL, C., CAVACAS, F., 2020, *Passer les champs – l'amour n'est pas dans le pré*, Court métrage, 2.4.7 Films.
- PERREAU, A., 2022, *Homos en France*, Reportage, Bangumi.
- REYBAUD, J., 2017, *Jours en France*, Long métrage, Chaz Productions.

SITOGRAPHIE

Réseaux sociaux LGBT+

Lieuxdedrague.fr : <https://lieuxdedrague.fr/> (dernière consultation le 05/08/2022)

MisterB&b : <https://www.misterbandb.com/fr> (dernière consultation le 26/07/2022)

ROMEO : <https://www.romeo.com/auth/signup> (dernière consultation le 25/05/2022)

Betolerant : <https://betolerant.fr/> (dernière consultation le 25/05/2022)

Actualité LGBT+ et presse régionale :

TETU : <https://tetu.com> (dernière consultation le 17/01/2023)

Le Courrier Picard : <https://www.courrier-picard.fr> (dernière consultation le 18/11/2022)

La Voix du Nord : <https://www.lavoixdunord.fr> (dernière consultation le 18/11/2022)

L'Aisne Nouvelle : <https://www.aisnenouvelle.fr> (dernière consultation le 18/11/2022)

Spartacus : <https://spartacus.gayguide.travel/> (dernière consultation le 21/09/2021)

Vozer : <https://www.vozer.fr/> (dernière consultation le 18/11/2022)

Komitid : <https://www.komitid.fr/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Associations :

Journal des associations : <https://www.journal-officiel.gouv.fr/pages/associations-recherche/?sort=cronosort&disjunctive.source> (dernière consultation le 03/02/2023)

Fier.e.s et queer <https://aisnelgbt.com/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Clin d'œil LGBTQI : <https://clindoeil-lgbtqi.fr/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Fierté Pas-de-Calais : <https://www.fiertespdc.org/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Flash Our True Colors : <https://flash-our-true-colors.fr/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Lille Pride : <https://www.lillepride.fr/> (12/05/2023)

Collectif Lille Pride : <https://lillepride.org/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Centre LGBTQI+ J'en suis J'y reste : <https://jensuisjyreste.org> (dernière consultation le 01/08/2023)

SOS Homophobie : <https://www.sos-homophobie.org/> (dernière consultation le 01/08/2023)

STOP Homophobie : <https://www.stophomophobie.com/> (dernière consultation le 02/02/2023)

Les Amis de Bonneuil : <https://www.maisondebonneuil.org/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Le Fil : https://www.facebook.com/associationlefil/?locale=fr_FR (dernière consultation le 01/08/2023)

Chti'Nours : <https://www.facebook.com/Les.Nours.des.Hauts.de.France/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Front Runners Lille : <https://www.facebook.com/frontrunnerslilleofficiel/> (dernière consultation le 01/08/2023)

ChtiRando's : <http://www.chtirandos.fr/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Exultaric : <https://www.exultaric.com/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Les Flamands Roses : <https://www.facebook.com/lesflamandsroseslille/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Les Sœurs de la perpétuelle indulgence : <https://www.couventdunord.org/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Projet Iris : <https://www.facebook.com/projetiris/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Commerces homosexuels :

Pourquoi Pas : <https://www.saunapourquoipas.com> (dernière consultation le 25/02/2023)

Olabyrinthe : <https://www.olabyrinte.com> (dernière consultation 28/02/2023)

Babylon : <https://www.babylonloveshop.com/fr> (dernière consultation 01/08/2023)

Le Pied Marin : <https://lepiedmarin.fr/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Le Dauphin : <https://www.saunaledauphin.net/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Orelax : <https://www.orelax.fr/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Soho : <https://saunasoho.com/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Les Bains : <http://www.lesbains.fr/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Le Sling : <https://www.lesling.com/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Le Bayard : <https://www.facebook.com/profile.php?id=100046305524357> (dernière consultation le 01/08/2023)

Le Red and White : https://www.facebook.com/leredandwhite/?locale=fr_FR (dernière consultation le 01/08/2023)

L'Arrozoir : https://www.facebook.com/profile.php?id=100067239513364&locale=fr_FR (dernière consultation le 01/08/2023)

Le Privilège : https://www.facebook.com/privilege.lille/?locale=fr_FR (dernière consultation le 01/08/2023)

La Tram Bar : <https://www.facebook.com/latrambar/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Silom : <https://www.facebook.com/profile.php?id=100085619054706> (dernière consultation le 01/08/2023)

Le Cube : <https://www.cubelille.com/> (dernière consultation le 01/08/2023)

Rainbow Club : <https://www.facebook.com/profile.php?id=100063466996247> (dernière consultation le 01/08/2023)

ANNEXES

Annexe 1 : Questionnaire enquête Homosexualité Masculine et Homophobie Hauts-de-France (3H)



Bonjour et bienvenue dans l'enquête Homosexualité Masculine et Homophobie dans les Hauts-de-France,

Ce questionnaire a pour but de recueillir votre ressenti et vos expériences de vie en tant qu'homme ayant une attirance sexuelle et/ou amoureuse pour les hommes et habitant la région des Hauts-de-France. Il s'inscrit dans une étude plus large visant à étudier l'impact de la perception de l'homophobie masculine sur les comportements et la fréquentation du territoire régional.

Afin de pouvoir répondre, vous devez :

- Etre un homme ;
- Avoir plus de 18 ans ;
- Avoir eu des relations sexuelles avec d'autres hommes ou être attiré sexuellement et/ou romantiquement par les hommes ;
- Habiter dans la région des Hauts-de-France.

La durée du questionnaire est d'environ 10 minutes.

Ce questionnaire fait partie d'un projet de thèse en géographie débuté en octobre 2020 au sein de l'Université du Littoral Côte d'Opale, et est financé par la région Hauts-de-France ainsi que par l'Université du Littoral Côte d'Opale.

Toutes les réponses sont anonymes et seront traitées à des fins scientifiques UNIQUEMENT par l'Université du Littoral Côte d'Opale. La publication et le traitement des données ne pourra faire état des réponses individuelles des participants, et seules les données généralisées pourront être rendues publiques dans le respect des règles du secret statistique.

Nous vous garantissons la confidentialité des informations fournies. En outre, les données seront stockées pour une durée maximale de 3 ans sur les serveurs sécurisés de l'université.

Les informations recueillies par ce formulaire le sont sur la base de votre consentement, que vous pouvez retirer à tout moment. Vous pouvez accepter de répondre ou non, sans que cela ne vous porte préjudice.

Conformément aux articles 48 et suivants de la Loi Informatique et Libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de limitation, d'opposition et d'effacement au traitement de données auprès du délégué à la protection des données de l'Université du Littoral Côte d'Opale :

Université du Littoral Côte d'Opale 1 place de l'Yser BP 71022 59375 Dunkerque cedex 1 Délégué à la Protection des Données

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » n'ont pas été respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

Je vous remercie par avance pour votre participation et je reste disponible si vous avez la moindre question,

Théophile Plouvier, Doctorant en géographie, Université du littoral Côte d'Opale, Laboratoire TVES (ULR4477).

Contact : enquete.homosexualite.hdf@gmail.com



Partie A: Filtre répondant

A1. Avant de débiter, veuillez confirmer les éléments suivants :

Habiter dans les Hauts-de-France nécessite d'avoir sa résidence principale dans la région

- Je suis un homme
- J'ai déjà eu des relations intimes avec d'autres hommes, ou je suis attiré sexuellement et/ou romantiquement par les hommes
- J'ai plus de 18 ans
- J'habite la région Hauts-de-France
- Je confirme avoir pris connaissance des objectifs de la recherche et de la nature de ma participation
- Je confirme mon accord à participer librement à cette étude

Partie B: Variables de contrôle 1

B1. Comment avez-vous eu connaissance de ce questionnaire ?

- Par une association ou un commerce LGBT+
- Au travail / A l'université
- Par une association non LGBT+
- Via des connaissances
- Sur un site internet LGBT+
- Sur un site de rencontre homosexuel
- Via les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.)
- Sur une application de rencontre
- Dans la presse
- Autre

Autre



B2. Comment définissez-vous votre orientation sexuelle ?

- Homosexuel
- Bisexuel
- Hétérosexuel
- Pansexuel
- Autre

Autre

B3. Quel âge avez-vous ?

- Entre 18 et 25 ans
- Entre 26 et 35 ans
- Entre 36 et 45 ans
- Entre 46 et 55 ans
- Entre 56 et 65 ans
- Plus de 65 ans

Partie C: Conscience du stigmat

C1. Êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?

	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord	Ne sais pas
Personnellement, les stéréotypes sur les homosexuels ne m'affectent pas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le fait que je sois attiré par les hommes n'influence pas la manière dont les gens se comportent avec moi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le fait que je sois attiré par les hommes n'influence pas la manière dont les autres homosexuels se comportent avec moi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Je m'inquiète souvent que mon comportement puisse être perçu comme celui d'une personne homosexuelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
J'ai l'impression que les hétérosexuels interprètent tous mes faits et gestes par rapport à mon attirance envers les hommes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La plupart des hétérosexuels ne jugent pas les homosexuels sur la base de leur orientation sexuelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Je pense que mon attirance pour les hommes n'a aucune importance lorsque je fréquente des hétérosexuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La plupart des hétérosexuels ont beaucoup plus de pensées homophobes que ce qu'ils expriment publiquement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord	Ne sais pas
Je pense que les hétérosexuels sont souvent injustement accusés d'être homophobes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La plupart des hétérosexuels ont du mal à considérer les homosexuels comme des égaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Partie D: Variables de contrôle 2

D1. Au cours de votre vie, avez-vous déjà eu des relations sexuelles et/ou amoureuses avec un partenaire de même sexe ?

Relation(s) sexuelle(s) uniquement	<input type="checkbox"/>
Relation(s) amoureuse(s) uniquement	<input type="checkbox"/>
Relation(s) amoureuse(s) et sexuelle(s)	<input type="checkbox"/>
Aucune relation	<input type="checkbox"/>

D2. Actuellement, quelle est votre situation amoureuse ?

**En couple mais non marié ou pacsé*

***Anciennement marié ou non*

Célibataire	<input type="checkbox"/>
En union libre*	<input type="checkbox"/>
Marié	<input type="checkbox"/>
Pacsé	<input type="checkbox"/>
Veuf**	<input type="checkbox"/>
Divorcé / séparé	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>

Autre



D3. Votre partenaire actuel est :

Un homme

Une femme

Autre

Autre

D4. Comment définiriez-vous votre apparence et votre attitude ?

Androgyne : entre les deux, ni clairement masculin, ni clairement féminin.

	Tout à fait masculine	Plutôt masculine	Androgyne	Plutôt féminine	Tout à fait féminine	Ne sais pas
Apparence	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attitude	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Partie E: Perception de l'homophobie

E1. En raison de votre attirance pour les hommes, à quelle fréquence avez-vous été :

	Jamais	Rarement	De temps en temps	Parfois	Souvent	Presque tout le temps
traité injustement par vos professeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
traité injustement par votre employeur, votre patron ou superviseur ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
traité injustement par vos collègues de travail, vos camarades étudiants, ou vos camarades de classe ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
traité injustement par le personnel dans des commerces de services (bars, banques, restaurants, pharmacie, etc.) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
traité injustement par des inconnus ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
traité injustement par du personnel médical ou social (médecins généralistes, psychologues, dentistes, conseillers d'orientation, urologues, etc.) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
discriminé pour l'accès à un emploi, une promotion, une hausse de salaire ou d'autres choses au travail que vous méritiez ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
traité injustement par votre famille ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
insulté en des termes homophobes tels que « pédé », « tapette », « tarlouze », ou autres ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
harcelé, bousculé, frappé ou menacé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



	Jamais	Rarement	De temps en temps	Parfois	Souvent	Presque tout le temps
rejeté par des membres de votre famille ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
rejeté par des amis ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
témoin de remarques anti-gays ou anti-lesbiennes provenant des membres de votre famille ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
verbalement insulté en des termes non spécifiquement homophobes ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
traité injustement lors de démarches auprès d'organismes publics (mairies, pôle emploi, caf, préfecture, commissariat, etc.) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Partie F: Sociabilisation homosexuelle

F1. Parmi vos proches, qui est au courant de votre attirance pour les hommes ?

- Père
- Mère
- Frère(s)
- Soeur(s)
- Famille éloignée (oncles, tantes, grands parents, cousins)
- Collègues de travail / Camarades de classe
- Ami(e)s
- Personne n'est au courant de mon attirance pour les hommes

F2. Parmi les personnes que vous fréquentez régulièrement, quelle est la part des personnes issues de la communauté LGBT+ ?

Personnes se définissant comme lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer, etc.

- Moins de 10%
- De 10 à 20%
- De 20 à 50%
- Plus de 50%

F3. Au cours de votre vie, avez-vous été membre d'une ou plusieurs association(s) LGBT+ ?

- Oui, mais plus maintenant
- Oui et toujours actuellement
- Non



F4. Au sein de ces associations, quelles sont les activités auxquelles vous participez (ou participiez) ?

- Sport
- Sociabilisation
- Organisation d'évènements (marches des fiertés, manifestations, etc.)
- Santé
- Lutte contre l'homophobie
- Politique
- Autre

Autre

F5. Où se trouvent ces associations ?

- Dans ma commune de résidence
- Dans l'agglomération
- Dans le département
- Dans un autre département de la région
- Dans une autre région

F6. Au cours de votre vie, avez-vous déjà fréquenté ces types de lieux ? Si oui, à quelle fréquence ?

- | | Non,
jamais | Quelques
fois
seulement | Régulière-
ment |
|---|--------------------------|-------------------------------|--------------------------|
| Bars/Restaurants Gay ou LGBT | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Clubs/Boites de nuit Gay ou LGBT | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Commerces sexuels homosexuels (sexclub, saunas, sexshop...) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Lieux de drague homosexuels en plein air (plages, parkings, aires de repos) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |



F7. Pour quelles raisons n'avez-vous jamais fréquenté ces types de lieux ?

F8. Pour quelle(s) raison(s) fréquentez-vous (ou avez-vous fréquenté) ces lieux ?

Classez de 1 à 3 propositions par ordre d'importance

- | | |
|---|----------------------|
| Se sociabiliser, se faire des amis | <input type="text"/> |
| Trouver un/des partenaire(s) sexuel(s) | <input type="text"/> |
| Trouver un/des partenaire(s) amoureux | <input type="text"/> |
| Etre dans un environnement tolérant | <input type="text"/> |
| Découvrir le milieu homosexuel | <input type="text"/> |
| Tester de nouvelles expériences sexuelles | <input type="text"/> |

F9. Actuellement, continuez-vous de fréquenter ces types de lieux ?

	Non, plus maintenant	Oui, mais rarement	Oui, souvent	Oui, très souvent
Bars/Restaurants Gay ou LGBT	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Clubs/Boites de nuit Gay ou LGBT	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Commerces sexuels homosexuels (sexclub, saunas, sexshop...)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Lieux de drague homosexuels en plein air (plages, parkings, aires de repos)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

F10. Actuellement, quelle distance maximale êtes-vous prêt à parcourir spécifiquement pour fréquenter ces lieux ?

F11. Concernant les lieux que vous ne fréquentez plus, pour quelles raisons avez-vous arrêté de les fréquenter ?



F12. Au cours de votre vie, avez-vous déjà consulté ce type de contenu sur internet, et si oui, à quelle fréquence ?

	Non, jamais	Quelques fois seulement	Régulière- ment
Des sites de presse LGBT (Komitid, Têtu, Jock.life, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Des applications ou sites de rencontre homosexuelles (Grindr, Hornet, ROMEO, Meetic etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Des pages de réseaux sociaux spécifiquement à destination des personnes LGBT (groupes Facebook, comptes Twitter, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Des sites pornographiques homosexuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

F13. Actuellement, continuez-vous de consulter ces types de contenus sur internet, et à quelle fréquence ?

	Non, plus maintenant	Oui, mais rarement	Oui, souvent	Oui, très souvent
Des sites de presse LGBT (Komitid, Têtu, Jock.life, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Des applications ou sites de rencontre homosexuelles (Grindr, Hornet, ROMEO, Meetic etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Des pages de réseaux sociaux spécifiquement à destination des personnes LGBT (groupes Facebook, comptes Twitter, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Des sites pornographiques homosexuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Partie G: Gestion du risque

G1. A quelle fréquence adoptez-vous les comportements suivants par peur de l'homophobie ?

	Jamais	Rarement	Souvent	Toujours
J'évite de fréquenter certains lieux (rues, quartiers...) de peur d'être agressé en raison de mon attirance envers les hommes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
J'évite de fréquenter certains types de personnes de peur d'être agressé en raison de mon attirance envers les hommes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Lorsque je dois prendre rendez-vous chez un nouveau professionnel de santé, je me renseigne avant sur le fait qu'il soit tolérant envers les personnes homosexuelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Lorsque je rencontre une nouvelle personne, je m'assure qu'elle ne soit pas homophobe avant d'évoquer mon attirance pour les hommes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Je choisis mon lieu d'habitation en fonction des zones (quartiers, rues...) qui me semblent plus tolérantes envers les homosexuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Je fréquente des lieux principalement fréquentés par des homosexuels car je m'y sens plus en sécurité vis à vis de l'homophobie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Je choisis mes formations et/ou mes emplois en fonction des entreprises ou des domaines que je perçois comme moins fortement homophobes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Lorsqu'une personne que je côtoie dit des propos que je perçois comme homophobes, je lui fais remarquer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans l'espace public, j'emporte des armes d'autodéfense (bombe au poivre, matraque...) pour pouvoir me défendre en cas d'agression homophobe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



H5. Où se situait votre précédent lieu d'habitation ?

Si votre précédent lieu d'habitation était chez vos parents, indiquez leur commune de résidence

Commune

Code postal

H6. Quel est le dernier diplôme que vous avez obtenu ?

Aucun diplôme

CAP/BEP

BAC

BAC +2 (BTS/DUT)

BAC +3

BAC +4/+5

Supérieur à BAC +5

Autre

Autre

H7. A quelle catégorie professionnelle appartenez-vous ?

Agriculteur

Artisan, commerçant ou chef d'entreprise

Cadre et profession intellectuelle supérieure

Profession intermédiaire

Employé

Ouvrier

Retraité

Etudiant

Sans activité

H8. Travaillez-vous ou étudiez-vous dans la même commune que celle où vous résidez ?

Si vous êtes étudiants ET que vous travaillez, ne prenez en compte que le lieu d'étude

Oui

Non



H9. Où se situe votre lieu de travail ou votre lieu d'étude ?

Si vous êtes étudiant ET que vous travaillez, ne renseignez que votre lieu d'étude

Commune

H10. Avant votre départ à la retraite, à quelle catégorie professionnelle apparteniez vous ?

Agriculteur

Artisan, commerçant ou chef d'entreprise

Cadre et profession intellectuelle supérieure

Profession intermédiaire

Employé

Ouvrier

Sans activité

H11. Par qui avez vous été élevé ?

Mère uniquement

Père uniquement

Père et mère

Autre

Autre

H12. A quelle(s) catégorie(s) professionnelle(s) appartient (ou appartenaient) vos parents ?

Si vous avez été élevé par d'autres personnes que vos parents, renseignez les catégories professionnelles de ces personnes

Agriculteur

Artisan, commerçant ou chef d'entreprise

Cadre et profession intellectuelle supérieure

Profession intermédiaire

Employé

Ouvrier

Parent au foyer

Sans activité



H13. De quel bord politique votre environnement familial est-il le plus proche ?

Si vos proches ont un positionnement politique divergent, établissez une moyenne.

Par exemple : Si un parent se positionne à l'extrême droite et le second plutôt à droite, cochez "Très à droite"

Extrême gauche	Très à gauche	Plutôt à gauche	Centre	Plutôt à droite	Très à droite	Extrême droite
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

H14. Quel est le degré de pratique religieuse de votre entourage familial ?

Non croyants	<input type="checkbox"/>
Non pratiquants	<input type="checkbox"/>
Plutôt pas pratiquants	<input type="checkbox"/>
Plutôt pratiquants	<input type="checkbox"/>
Très pratiquants	<input type="checkbox"/>

Merci pour votre participation !

Si vous connaissez dans votre entourage (famille, amis, collègues, etc.) des personnes correspondant aux critères de l'enquête, n'hésitez pas à leur transmettre le lien du questionnaire : <http://enquetes.univ-littoral.fr/index.php/672645?lang=fr>

Afin de poursuivre l'étude, des entretiens plus approfondis vont être menés, si vous désirez y participer, merci de vous manifester par mail à l'adresse suivante : enquete.homosexualite.hdf@gmail.com

Vous pourrez retrouver les résultats de l'étude sur le site theses.fr lorsque la thèse sera publiée (www.theses.fr/s257721) ou en suivant les actualités du laboratoire TVES (www.tv.es.univ-lille.fr).

Théophile Plouvier, Doctorant en géographie, Université du littoral Côte d'Opale, Laboratoire TVES (ULR4477).

Contact : enquete.homosexualite.hdf@gmail.com

Annexe 2 : Grille d'entretien individuelle

Thème	Type de questions	Relances/Preditions
0. Introduction	<p>Présentation du projet</p> <p>Description du déroulement de l'entretien (demande permission d'enregistrer, garantie d'anonymat)</p> <p>Dans quel environnement avez-vous grandi ?</p> <p>Quand et comment avez-vous découvert que vous étiez gay ? Quelle réaction personnelle cela a-t-il provoqué ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Dans quels lieux avez-vous grandi ? Au sein de quel type de famille ? - Comment définissez-vous votre orientation sexuelle ? - Quels sentiments cela a-t-il provoqué : Honte, peur, colère, déni, indifférence ? - Oui ? Famille, Amis, Collègues de travail ? Tout le monde ? - Combien de temps s'est écoulé entre la découverte de votre homosexualité et la première annonce aux proches ? - Pouvez-vous raconter l'annonce de votre homosexualité à ?
1. Vécu homosexuel	<p>Avez-vous déjà ressenti le besoin de fréquenter d'autres personnes LGBT ? Et pourquoi ?</p> <p>Fréquentez-vous des lieux communautaires ? Lesquels et dans quel but ?</p> <p>Quel est votre avis sur le milieu gay ?</p> <p>Avez-vous déjà été victime d'agressions en lien avec votre orientation sexuelle ? Racontez</p> <p>Pensez-vous avoir déjà été victime de discriminations en lien avec votre orientation sexuelle ? Racontez</p> <p>Que pensez-vous de l'homophobie dans votre commune de résidence ?</p> <p>Que pensez-vous de l'homophobie dans les Hauts-de-France en général ? (comparaison nationale ? Intra-régionale ?)</p> <p>Pensez-vous que certains types de personnes sont plus ou moins homophobes que d'autres ? Exemple ?</p> <p>Avez-vous peur de l'homophobie ? Pouvez-vous décrire ou citer des événements qui alimentent cette peur ?</p> <p>Pensez-vous que votre peur soit rationnelle ? Exagérée ? Sous-estimée ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Vous y sentez-vous à votre place ? - Quelles en sont les avantages/inconvénients ? - Par qui ? Dans quels lieux ? Nature de l'agression ? Quelles conséquences ? Déjà de plainte ? Témoignage effectué ? - Par qui ? Dans quel cadre ? (amis, famille, études, emploi, santé, institutions, etc.) Dans quels lieux ? Nature de la discrimination ? Quelles conséquences ? Déjà de plainte ? Témoignage effectué ? - Pensez-vous quelle soit plus ou moins forte qu'ailleurs ? Exemple de lieux ? - Quels éléments font que vous vous sentez plus ou moins en sécurité dans un lieu ? - Racontez un événement marquant montrant une sur/sous-protection vis-à-vis de l'homophobie ?
3. Gestion du risque homophobe	<p>Pensez-vous que l'homophobie ou la peur de l'homophobie impacte votre quotidien ?</p> <p>Selon vous, quelles en sont les conséquences sur votre vie quotidienne ?</p> <p>Pensez-vous que ces adaptations diffèrent selon les lieux ?</p> <p>Prénom</p> <p>Age</p> <p>Trajectoire migratoire (Lieux de résidence passés et actuels)</p> <p>Métier (lieu si ≠ commune résidence)</p> <p>Statut de couple : Célibataire, marié/pacsé, union libre (colocation/vit seul)</p> <p>Métier des parents</p> <p>Niveau d'étude</p> <p>Degré de religiosité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Sur vos activités ? Sur votre comportement, attitude ? Sur votre fréquentation de lieux ? - Y a-t-il des lieux où vous faites moins attention/plus attention ? - Observez-vous une différence dans ces adaptations entre votre lieu de vie et les lieux fréquentés occasionnellement ? - Demandez de raconter un événement type durant lequel la personne pense faire particulièrement attention/ moins attention
4. Informations personnelles		

Annexe 3 : Grille d'entretien associative

Thème	Type de questions
0. Introduction	<p>Présentation du projet</p> <p>Description du déroulement de l'entretien (demande de permission d'enregistrer, garantie d'anonymat)</p> <p>Pouvez-vous me présenter l'association à laquelle vous appartenez ?</p> <p>Quels sont les objectifs de l'association ?</p> <p>Quelles sont les principales actions/activités de l'association ?</p> <p>Quel est votre rôle personnel dans cette association ?</p> <p>Dans quels lieux intervient l'association ? (<i>note : déterminer le rayonnement des actions : local, départemental, régional ?</i>)</p> <p>Comment est organisée l'association ? Existe-t-il une hiérarchie ? (note : important pour les sous-division d'associations nationales)</p> <p>Quel est le public visé par l'association ?</p> <p>- L'association fonctionne-t-elle en non-mixité vis-à-vis du public cible ?</p> <p>Quel est le profil des adhérents ?</p> <p>- Lieu de résidence ? Est-ce que certains adhérents viennent d'autres communes ? D'autres départements ?</p> <p>- Profil social ? (homme/femme, classe, origines, âge, etc.)</p>
1. L'Association	<p>Pouvez-vous décrire vos relations avec les institutions locales ? (note : jauger l'entente associations/acteurs territoriaux)</p> <p>- Recevez-vous du soutien de la part des acteurs locaux ? (financement, prêt de locaux, visibilité ?)</p> <p>- Avez-vous constaté des formes de mépris ou de l'homophobie provenant des acteurs locaux ?</p> <p>- Comment percevez-vous l'attitude des acteurs locaux vis-à-vis des associations LGBT en comparaison à d'autres communes/régions/départements ?</p> <p>Pouvez-vous décrire vos relations avec la population locale ? (LGBT ou non)</p> <p>- Avez-vous relevé des contestations provenant d'individus LGBT ?</p> <p>- Avez-vous relevé des contestations/du soutien provenant d'individus non LGBT ?</p> <p>- Comment percevez-vous l'attitude de la population locale LGBT/non LGBT vis-à-vis du milieu LGBT en comparaison à d'autres communes/régions/départements ?</p> <p>Pouvez-vous décrire les principaux éléments "bloquant" le bon développement de l'association ? (budget, visibilité, manque de soutien, etc.)</p>
2. Perceptions personnelles du monde associatif et du milieu LGBT	<p>Qu'est-ce qui vous a poussé à vous investir dans le milieu associatif LGBT ?</p> <p>Fréquentez-vous d'autres espaces communautaires LGBT ? (autres associations, commerces, événements)</p> <p>Que pensez-vous du milieu LGBT en général et plus particulièrement du milieu gay régional ?</p>
3. Informations personnelles	<p>Prénom</p> <p>Age</p> <p>Trajectoire migratoire (Lieux de résidence passés et actuels)</p> <p>Métier (lieu si ≠ commune résidence)</p>

Annexe 4 : Caractéristiques sociologiques des individus interrogées par entretien

Pseudonyme	Age	Commune de résidence actuelle	Identité sexuelle	Situation professionnelle	Situation amoureuse	Mode de recrutement	Date d'entretien	Mode de passation
Julien	36	Paris (préc. Dunkerque)	Homosexuel	Autoentrepreneur	En couple	Réseaux sociaux	11/11/2020	Visio
Jérémy	38	Wattrelos	Homosexuel	Adjoint de direction	Célibataire	Mailing list associative	18/01/2021	Visio
Marc	43	Une ville de 2 500 habitants dans le Nord	Homosexuel	Responsable RH	En couple	Suite au questionnaire	12/05/2022	Visio
Matéo	20	Laon	Homosexuel	Etudiant	En couple	Suite au questionnaire	05/05/2020	Visio
Mathieu	28	Lille	Homosexuel	Gestionnaire bancaire	En couple	Suite au questionnaire	04/05/2022	Mail
Luc	30	Paris (préc. Le Quesnoy)	Homosexuel	Fonctionnaire administratif	Célibataire	Mailing list associative	20/01/2021	Visio
Emilien	21	Lens	Homosexuel	Etudiant	Célibataire	Suite au questionnaire	06/05/2020	Visio
Maxime	33	Saint-Quentin	Homosexuel	Enseignant	En couple	Mailing list associative	29/04/2022	Face à face
Benjamin	23	Saint-Quentin	Bisexual	Sans activité	Célibataire	Mailing list associative	27/06/2022	Visio
Jean	21	Amiens	Bisexual	En recherche d'emploi	En couple	Mailing list associative	03/05/2023	Visio

Annexe 5 : Caractéristiques des responsables associatifs interrogés par entretien

Pseudonyme	Association	Commune	Date d'entretien	Mode de passation
Adrien	Fier.es et Queer	Saint-Quentin	03/06/2022	Visio/Face à face
Pierre-Alexandre	Progressistes LGBT+	Lille	07/12/2020	Visio
Georges	Le Fil	Maubeuge	09/03/2021	Visio
Florent	Fiertés Pas-de-Calais	Arras	24/11/2022	Face à face
Stéphane, Romain, Arthur	Flash Our True Colors	Amiens	05/02/2021	Visio
Lilian	J'en suis j'y reste	Lille	13/12/2020	Téléphone/Réseaux sociaux
Sébastien et Tristan	Lille Pride	Lille	15/06/2021	Face à face
Camille	Clin d'œil LGBT+	Compiègne	25/05/2021	Visio

Annexe 6 : Questionnaire rural sur les perceptions de l'homosexualité masculine



Questionnaire : **L'avis des habitants des Hauts-de-France sur l'homosexualité masculine**

- À retourner par voie postale dans l'enveloppe fournie une fois affranchie
- Ou répondre en ligne via le lien suivant :
<http://enquetes.univ-littoral.fr/index.php/672645?lang=fr>

Partie 1 : Vos liens avec des hommes homosexuels

1. Connaissez-vous des hommes homosexuels dans votre entourage ?

- Oui, c'est certain Oui, peut-être Je ne sais pas Non

➔ *Passez directement à la partie 2*

Si oui, quelles sont vos relations avec eux ? (Indiquer le nombre de personnes concernées à droite des cases)

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Amis : | <input type="checkbox"/> Famille éloignée (cousins, oncles, neveux) : |
| <input type="checkbox"/> Famille proche (parents, enfants, frères) : | <input type="checkbox"/> Collègues de travail : |
| <input type="checkbox"/> Voisins : | <input type="checkbox"/> Autres, préciser : |

2. Concernant la personne la plus proche de vous, à quelle fréquence êtes-vous en contact avec cette personne ?

Très souvent Souvent De temps en temps Rarement Jamais

3. Le fait de savoir que ces personnes sont homosexuelles a-t-il changé votre attitude envers eux ?

- Oui, de manière positive Oui, de manière négative Non, cela n'a rien changé

- **Si oui, pouvez-vous préciser en quoi votre comportement a changé ?**

.....
.....
.....
.....

4. Ces personnes ont-elles déjà subi des discriminations ou des violences en raison de leur homosexualité ?

- Oui Je ne sais pas Non

- **Si oui, pouvez-vous décrire ces discriminations ou violences ?**

.....
.....
.....
.....

Partie 2 : Votre opinion sur l'homosexualité

5. De manière générale, quelle est votre opinion sur l'homosexualité ?

.....
.....
.....
.....

6. Pensez-vous que l'homophobie impacte la vie des personnes homosexuelles ? De quelles manières ?

.....
.....
.....
.....

7. Comment vous situez-vous par rapport aux affirmations suivantes concernant l'homosexualité et les hommes homosexuels ?

	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
L'homosexualité est une façon respectable de vivre sa sexualité				
Voir deux hommes qui s'embrassent est plus choquant qu'un homme et une femme				
L'homosexualité est une maladie				
Deux hommes peuvent élever un enfant aussi bien qu'un couple d'un homme et une femme				
Les hommes homosexuels ne sont pas des vrais hommes				
Les hommes homosexuels sont des menaces pour les enfants				
Le fait que les hommes homosexuels puissent se marier est une chose positive				
Les hommes homosexuels ne devraient pas montrer publiquement leur homosexualité				

Partie 3 : Quelques informations sur vous

8. Vous êtes :

Un homme

Une femme

9. Votre orientation sexuelle :

Hétérosexuel(le)

Autre, Préciser :

Homosexuel(le)

Je ne souhaite pas répondre

Bisexuel(le)

10. Quelle est votre situation familiale ?

- Célibataire
- En union libre (couple non marié ou pacsé)
- Marié(e)
- Pacsé(e)
- Veuf, veuve
- Divorcé(e), séparé(e)

11. Vivez-vous avec des enfants de moins de 18 ans ?

- Oui
- Non

12. Quel est le dernier diplôme que vous avez obtenu ?

- Aucun diplôme
- CAP/BEP
- Baccalauréat
- BAC +2/+3
- BAC +4/+5
- Supérieur à BAC +5


13. Quelle est votre situation professionnelle ?

- Sans activité
- Employé
- Profession intermédiaire
- Cadre ou profession intellectuelle supérieure
- Ouvrier
- Retraité
- Agriculteur
- Artisan, commerçant ou chef d'entreprise

14. Quel est votre rapport à la religion ?

- Je ne suis pas croyant(e)
- Je ne souhaite pas répondre
- Je suis croyant(e) :

Non pratiquant(e)	Peu pratiquant(e)	Plutôt pratiquant(e)	Très pratiquant(e)
-------------------	-------------------	----------------------	--------------------

Si vous êtes croyant(e), entourez le degré de pratique qui vous correspond le mieux 

15. Quel âge avez-vous ?

- Entre 18 et 25 ans
- Entre 26 et 35 ans
- Entre 36 et 45 ans
- Entre 46 et 55 ans
- Entre 56 et 65 ans
- Plus de 65 ans

16. Libre expression : ajoutez ici tout commentaire qui vous semble important

.....

.....

.....

.....

.....

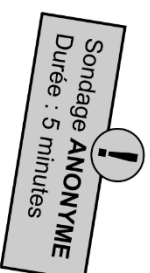
.....

Merci pour votre participation !
Contact : enquete.homosexualite.hdf@gmail.com

Annexe 7 : Texte de présentation de l'enquête en milieu rural



Région
Hauts-de-France



Bonjour,
Dans le cadre d'un projet de recherche mené par l'**Université du Littoral Côte d'Opale** (Dunkerque) et la région **Hauts-de-France**, nous vous invitons à partager votre avis sur l'homosexualité masculine à travers un sondage.

Pour y participer, rien de plus simple, vous pouvez soit :

➔ répondre au sondage sur internet en recopiant le lien suivant ou en scannant le QR code avec votre mobile

<http://enquetes.univ-littoral.fr/index.php/889547?lang=fr>



➔ remplir le sondage papier ci-joint et nous le renvoyer grâce à l'enveloppe fournie

- ➊ Remplissez le sondage papier
- ➋ Mettez le dans l'enveloppe pré-affranchie prévue à cet effet
- ➌ Envoyez !

Nous vous remercions pour votre participation !

contact : enquete.homosexualite.hdf@gmail.com

Annexe 8 : Liste des variables de l'enquête 3H

Nom simplifié	Nom complet	Origine de la variable	Type	Modalités (variables qualitatives)	Description
APPARENCE	Apparence	Brute	Qualitatif	Androgyne ou féminine ; Plutôt masculine ; Tout à fait masculine	Expression genrée dans l'apparence du répondant
ATTITUDE	Attitude	Brute	Qualitatif	Androgyne ou féminine ; Plutôt masculine ; Tout à fait masculine	Expression genrée dans l'attitude du répondant
FREQ_LGBT	Fréquentations LGBT+	Brute	Qualitatif	Moins de 10% ; De 10 à 20% ; De 20 à 50 % ; Plus de 50%	Part de l'entourage de l'individu issu des populations LGBT+
GRISQUE_EVIT	Gestion du risque par évitement	Synthétique	Qualitatif	Confrontation ; Evitement faible ; Evitement moyen ; Evitement fort	Stratégie de gestion du risque dominante concernant des pratiques liées à l'évitement/la confrontation de l'homophobie
POLITIQUE	Politique	Brute	Qualitatif	Très à gauche ; Plutôt à gauche ; Centre ; Plutôt à droite ; Très à droite ; Extrême droite	Orientations politique de l'environnement familial du répondant
POP_COMM	Population communale	Brute	Qualitatif	< 2 000 ; 2 000-20 000 ; 20 000-50 000 ; 50 000-100 000 ; > 100 000	Population de la commune de résidence actuelle
PRESSE_LGBT	Presse LGBT+	Brute	Qualitatif	Jamais ; Quelques fois ; Régulièrement	Fréquence de consultation de la presse LGBT+ au cours de la vie
RELATION_HOMO	Relations homosexuelles	Brute	Qualitatif	Aucune relation ; Relations amoureuses et sexuelles ; Relations amoureuses uniquement ; Relations sexuelles uniquement	Types de relations homosexuelles pratiquées au cours de la vie

RELIGIOSITE	Religiosité	Brute	Qualitatif	Non croyant ; Non pratiquant ; Plutôt pas pratiquant ; Plutôt pratiquant	Degré de religiosité de l'environnement familial du répondant
RS_LGBT	Réseaux sociaux LGBT+	Brute	Qualitatif	Jamais ; Quelques fois ; Régulièrement	Fréquence d'utilisation des réseaux sociaux LGBT+ au cours de la vie
SCORE_CO	Score de coming-out	Synthétique	Qualitatif	0 ; 1 ; 2 ; 3	Nombre de cercles sociaux au courant de l'homosexualité de l'individu (parmi les amis, la famille, les collègues)
STIG_QUALI	Conscience du stigmatisme qualitative	Synthétique	Qualitatif	Très faible ; Faible ; Forte ; Très forte	Conscience qu'à le répondant de faire partie d'une population stigmatisée, variable qualitative
STIG_QUANTI	Conscience du stigmatisme quantitative	Synthétique	Quantitatif	/	Conscience qu'à le répondant de faire partie d'une population stigmatisée, variable quantitative
TYPE_COMM	Type de commune	Brute	Qualitatif	Rurale ; Urbaine intermédiaire ; Urbaine dense	Type de la commune de résidence actuelle d'après la typologie rurale de l'INSEE
VICTI_FAMI	Victimation homophobe familiale	Brute	Qualitatif	Très faible ; Faible ; Forte ; Très forte	Fréquence à laquelle le répondant a été victime d'homophobie dans le cadre familial
VICTI_QUALI	Victimation homophobe qualitative	Synthétique	Qualitatif	Très faible ; Faible ; Forte ; Très forte	Fréquence à laquelle le répondant a été victime d'homophobie au cours de sa vie, variable qualitative
VICTI_QUANTI	Victimation homophobe quantitative	Synthétique	Quantitatif	/	Fréquence à laquelle le répondant a été victime d'homophobie au cours de sa vie, variable quantitative

Annexe 9 : Questionnaire de recensement associatif



Recensement des associations LGBTQIA+ des Hauts-de-France

Dans le cadre de ma thèse sur la perception de l'homophobie dans les Hauts-de-France, je réalise un recensement des associations en activité dans la région et s'adressant aux personnes LGBTQIA+.

Si votre association est concernée, je vous invite à répondre aux questions ci-dessous qui me permettront de mieux connaître l'offre associative existante dans la région. Le questionnaire comporte 11 questions pour une durée inférieure à 5 minutes. Afin d'éviter les doublons, merci de ne remplir qu'une fois le questionnaire par association.

Merci pour votre participation et n'hésitez pas à me contacter pour toutes questions, ou si vous rencontrez des problèmes pour répondre au questionnaire, à l'adresse suivante : theophile.plouvier@etu.univ-littoral.fr.

Théophile Plouvier, Doctorant en géographie, Laboratoire TVES (ULR 4477). Université du Littoral Côte d'Opale

Nom de l'association :

Votre réponse

Année de création :

Votre réponse _____

Statut juridique :

Association de loi 1901

Association de fait (non déclarée)

Autre : _____

Commune d'implantation :

Votre réponse _____

Types d'activités :

Sociabilité (espaces de rencontre, discussions, débats, etc.)

Défense des droits

Sport

Santé (prévention MST/IST, etc.)

Sensibilisation

Évènementiel (organisation de soirées, festivals, marche des fiertés, etc.)

Autre : _____

Où se déroulent majoritairement les activités de l'association ?

- Uniquement dans la commune d'implantation
- Dans toute l'agglomération
- Dans tout le département
- Dans plusieurs départements ou toute la région Hauts-de-France
- Dans la région et au-delà

Quel est le public visé par l'association ?

- LGBTQIA+
- Gay
- Lesbien
- Bisexuel
- Transgenre
- Autre : _____

L'association reçoit-elle des subventions publiques ?

- De la mairie
- Du département
- De la région
- Non, l'association ne reçoit pas de subventions
- Autre : _____

Le témoignage de Christophe

A la demande de son auteur, le témoignage est reproduit tel que nous l'avons reçu.

Bonjour, je m'appelle Christophe et je suis une victime.

Ça paraît con comme phrase mais je vous jure que ça me troue le cul de l'écrire. En gros, je me suis fait casser la gueule parce que je suis pédé. Je suis un fait divers. Je suis la première agression homophobe de F. (enfin, la première connue des services de police... bien que je ne crois pas que la bastonnade de tafiole soit une coutume locale). Je pourrai broder sur le sujet mais je m'éloigne. Flash back sur le 18 mai dernier.

C'est un mercredi soir. Il est un peu plus de 22 heures et je sors de chez Valérie. Valérie est une amie avec qui on refait régulièrement le monde, nos vies et du théâtre et donc pour moi, sortir de chez elle à cette heure là est assez rare. En général, quand je rentre chez moi (c'est-à-dire quand je traverse la ruelle qui sépare nos deux rues), je croise les éboueurs et mon boulanger qui entame sa journée de travail. Mais là non, il est 22 heures. Je sors de chez elle, et comme je m'avance vers la rue de la comédie (la fameuse ruelle qui nous sépare, pour des théâtres c'est un joli nom), j'aperçois mes racailles du moment.

Oui parce que dans ma petite ville j'ai toujours un groupe de racailleuses bien à moi. Des petits jeunes qui ont déjà repéré cet échelas que je suis, avec mes cheveux et mes ongles longs, avec mes fringues ambiguës et mon fond de teint du samedi soir... En gros ce sont des jeunes bien content de trouver leur extra terrestre du jour pour s'animer un peu. En général, la relation que je peux avoir avec eux commence par des questions.

- « T'es pédé ? »

- Ben oui et alors ?

- Et... t'aimes ça te faire enculer ?

- Mais tout homme peut aimer ça. Tu sais, quand tu te fais prendre, ça fait un massage de la prostate ; et la prostate est une zone naturellement érogène chez l'homme. Bref quand il a une bite au cul, tout mec normalement constitué peut en jouir...

- ... Et... tu veux pas me sucer ?

- Non, franchement, non.

- Pourquoi ?

- Non mais t'as vu ta gueule ? Et puis franchement, va pas sortir ton zigouigoui qui pisse pas à 3 mètres garçon, t'as pas les couilles... »

Voilà. Ça commence par des variations sur ce thème hautement littéraire, puis ça continue par des insultes mêlant pédé, pute et pédophile. Enfin, ça se tasse quand je commence à expliquer qu'être pédé ou rebeu (ou porto, ou stroumph), c'est pareil, vu qu'on l'a pas choisi et que le pen il veut tous nous virer... Arrivés là, soit mes racailles du moment passent à autre chose de tout aussi intéressant, soit ils ont compris et on se dit bonjour de plus ou moins loin sans se prendre la tête.

Moi je me dis que même si chaque insulte me fait encore un peu mal, y'en a toujours deux ou trois dans le lot qui comprennent et qui emmerderont moins celui qui passera der-

rière ; voire même ils apprendront la tolérance au petit frère qui dérapera devant eux. J'ai déjà eu ça, on a les fiertés qu'on peut... Et puis, franchement, je préfère ça à passer dans la rue en baissant la tête et en oubliant les crachats humides ou moraux... J'ai déjà donné à l'époque du lycée et ça m'avait pas franchement réussi...

J'en reviens donc à mes apprentis caïds de la rue de la comédie ce fameux mercredi soir. Ils sont trois. Plus tard, j'apprendrai qu'ils s'appellent A., H. et M.. Je marche dans mes préoccupations quand j'entends « Tiens, voilà le pédé... » et quelque chose comme « zbell ». Un des rares mots que je connaisse en arabe, c'est le doux sobriquet que mon cousin a donné à son chien. Ordure. C'est sympa pour un caniche, mais moi ça me fait réagir. Je m'arrête, dos à la ruelle, au niveau des poubelles.

Salut les mecs.

Je les regarde.

Dis moi, ça te dirait pas de te faire enculer, là, sur les poubelles ?

Regard désabusé (une de mes grandes armes) : « Franchement, non. Pourquoi, t'as envie d'enculer un mec ? T'es pédé ? »

...

Je peux pas refaire la scène en entier, les dialogues m'échappent.

Je sais qu'à un moment j'ai dit à M. « allez, bonsoir, petit con », et qu'il a fallu que j'explique que c'est un mot affectueux que Loussa de Casamance dit à Benjamin Malaussène dans les bouquins de Pennac, mais va expliquer ça à ces mômes... Je sais que pendant ce dialogue de sourds, un mec un peu stylé, un peu timide est passé et que j'ai trouvé sa chemise vachement belle. Je sais aussi qu'ils étaient placés en triangle devant moi, avec A. en avant. J'ai commencé baliser quand les deux autres se sont rapprochés façon mur de football. Je me suis dit qu'il ne faut surtout pas que je courre, que c'est la dernière chose à faire. Que ça ne pouvait pas arriver. Pas à F. Pas maintenant. Pas à moi.

Je me rappelle enfin que ça a démarré quand A. m'a dit de dégager de Sa rue. J'habite par là, elle est aussi à moi... Il s'avance, je mets mes mains en avant. Je sens ma tempe sonner, c'est son poing. Mouvement vers l'avant. D'autres coups qui me retournent. Mes lunettes volent, mon sac tombe, les coups pleuvent, je suis à terre. Je suis en boule sur le sol. Des coups de pieds dans mon dos. Bizarrement, j'ai le temps d'avoir peur pour ma colonne vertébrale. Ce qui est le plus fort dans mon souvenir, c'est le son. Le son des coups qui résonnent dans tout mon corps. Comme si mon dos était un immense djembé. La douleur viendra après. Ce moment semble s'étirer, comme un film au ralenti. J'ai gueulé comme un porc qu'on égorge. Je me savais pas capable de tels cris rauques. J'ai dû articuler « au secours » et « valérie », mais aujourd'hui, l'élastique du ralenti à claqué et ce moment interminable reste condensé en deux secondes de souvenirs confus. Je sais juste que je n'ai pas arrêté de crier.

Je crois qu'à un moment mes cris ont dû leur faire peur que quelqu'un intervienne, parce que j'ai entendu l'inéluctable « on se casse ! ». Ils ont commencé à courir, moi à me relever façon zombie qui sort d'une méchante cuite, et j'ai entendu « merde, le mp3 !!! ». Et ils sont revenus vers moi. Là, j'ai vu rouge : « Putain, vous vous barrez comme des lâches

mais vous revenez pour chercher votre putain de mp3 ????? ». *Je me suis jeté, bras en avant, aveugle de rage, vers le premier que je trouvais. Comme moi je savais pas ce que je faisais et que lui... oui ; je me suis pris un nouveau coup de poing, dans la mâchoire, cette fois. A nouveau à terre. Même dos qui résonne à grands coups de baskets. Même temps élastique. Même rage impuissante d'attendre que ça passe. Ils se sont barrés à nouveau, dans une autre direction. Je me suis relevé en leur hurlant ma grande phrase, celle qui convainc même les plus sceptiques : « je suis pédé, vous êtes rebeus, Le Pen il veut nous virer à tous bande de connards ». Victoire du ridicule, les larmes aux yeux...*

Le pire dans des situations comme ça c'est qu'on s'en relève. Que la vie continue et qu'on ne va pas rester trois cents ans à côté de ces poubelles. Je me baisse pour tâtonner vers mes lunettes. C'est là que je commence à avoir mal. Un mal de chien. J'espère qu'elles ne seront pas cassées. Sans elles je vois que dalle. Je les trouve, intactes. Je vois mon sac, trois conneries répandues autour. Je continue de toucher le sol pour voir si j'ai rien perdu d'autre. Mais, putain, plié en deux vers le sol ça fait trop mal, et puis j'y vois rien avec cette lumière orange de merde. Je dois aller quelque part, soit chez moi soit chez Valérie. Instinctivement, je sens que c'est dans ce moment là qu'on a besoin d'une amie. Je monte ses trois étages dans un mélange de rage, de douleur sourde et d'hébétéude. Je tambourine chez elle, et quand elle ouvre, je psalmodie « homophobie ». C'est le seul putain de mot qui me vient à l'esprit.

Je vois la gueule de Valérie, et là j'imagine ce qu'il est advenu de la mienne. J'ai les pommettes et les paupières qui me tirent, la mâchoire qui me lance...

« Mais qu'est ce qui t'es arrivé ? », « Une putain d'agression, connards d'homophobes » et je m'effondre...

*Voilà, plus de cinq mois après ça sort.
C'est lourd, ou plutôt c'était lourd.
Et la suite l'est encore plus.*

*Raconter un peu à Valérie pendant qu'elle me soigne le corps et l'âme.
Appeler les flics. Leur raconter. Trouver un chauffeur pour aller aux urgences. Passer une soirée à raconter, à pleurer, à m'excuser d'être une merde de 23 balais qui s'est fait bastonner par trois petits cons à peine majeurs. Retenir les proches et leurs envies de vengeance (je les aime). Aller dans le putain de box 4 des urgences, attendre trois plombes la docteure dans un état quasi fœtal pour m'entendre dire que c'est pas grave, il n'y a pas d'ITT (impossibilité temporaire de travail)... Tout ce que tu veux, doc, tant que tu me deale du doliprane et que je peux dormir...*

Et comme la vie est bien faite, ça continue pendant trois jours : je préviens ma famille, mon amoureux, mes amis... Je flippe quand on m'annonce que j'ai été pris pour ce nouveau boulot et que je commence le mercredi suivant. Il faut pas qu'il y ait de traces. Je vais voir l'inspecteur au petit matin pour déposer plainte, pour tenter de reconnaître mes agresseurs. Et comme on a appris à s'aimer lui et moi, il m'annonce l'après midi même qu'ils les ont choppé et qu'il

faut que je revienne le voir pour comparer les dépositions. Soit dit en passant, non seulement ils ont efficaces par chez moi, mais en plus ils ont été plus qu'humains, ces messieurs de la police... Je ne sais pas si c'est rare mais c'est toujours bon de le découvrir...

Bref, j'ai quasiment habité le commissariat pendant ces 3 jours... J'ai fait le mannequin bleus et bosses pour eux (prends bien les photos, monsieur, parce que moi j'en veux pas de ces marques sur mon corps). J'ai ri quand on m'a annoncé que mes agresseurs avouaient m'avoir frappé parce que je les ai outrageusement dragués (beurk), j'ai expliqué mon verbiage anti conformiste à l'inspecteur en lui remplissant son cendrier, et je l'ai écouté me dire que j'avais même intéressé des ministres... Troisième jour, A. (le seul majeur du lot) se fait condamner en comparution immédiate et l'homophobie est reconnue. Soulagement, pleurer en serrant la main de maman... C'est fini.

Sauf qu'après ça j'ai peur dans la rue. J'ai peur quand je repasse devant les poubelles de la rue de la comédie. J'ai peur quand je tourne la clef pour fermer la porte d'en bas de chez Valérie et surtout j'ai peur quand je les recroise... Je n'arrive plus à écrire mes chroniques ciné pour la radio, j'arrête la radio, je n'arrive plus à jouer correctement au théâtre. J'appelle SOS Homophobie, je vais voir la psy des victimes au tribunal. Je me fais déboucher le blocage, raboter la peur. Pas totalement, mais bon, on fait avec. Je vais réussir à ne pas avoir honte d'être une victime, un fait divers... Il faut que je réussisse à écrire mon histoire, à l'assumer en m'en vidant... Mais j'y arrive pas.

Et aujourd'hui, cinq mois après, ça sort enfin. Lundi dernier, l'huissier m'a apporté la convocation au tribunal pour le jugement des deux mineurs, à la fin du mois. Mardi, je suis allé voir mon avocate pour savoir ce qui allait se passer. Mais c'est ce que m'a dit Valérie hier, vendredi, qui m'a fait réagir...

Il paraît qu'A. raconte à qui veut l'entendre qu'il n'a pas été condamné, que la justice lui a donné raison de protéger son pauvre petit cul à la force de ses poings. Donc non seulement je suis un sale pédé-pédophile qui ouvre son manteau de vieux pervers à tout va, mais en plus j'ai mauvais goût ! Quatre mois de sursis et 140 de travaux d'intérêts généraux, je sais pas ce qu'il lui faut. Dire que j'ai même pas voulu entendre parler de couverture médiatique (une colonne anonyme dans la dépêche du midi) ou de dommages et intérêts...

Mais moi je sais ce qui s'est passé, ce que j'ai vécu.

C'était juste ça.

TABLE DES FIGURES ET PHOTOGRAPHIES

Figures

Figure 1 : Les approches systémiques mobilisées dans les chapitres des parties 3 et 4	22
Figure 2 : Les approches géographiques par les spatialités vs par les espaces.....	36
Figure 3 : Le système vulnérabilité adapté au risque homophobe.....	42
Figure 4 : Couvertures des magazines Spartacus et Têtu des années 2000-2010.....	59
Figure 5 : Echelles de prise en compte des oppressions pesant sur les individus homosexuels ..	60
Figure 6 : Système hétéronormatif	66
Figure 7 : Exemple de pratiques socio-spatiales homosexuelles résultant de l'hétéronormativité	74
Figure 8 : Comportements d'évitement de violences homophobes.....	76
Figure 9 : Chronologie française des droits homosexuels	76
Figure 10 : La dépénalisation de l'acte de sodomie à travers le monde.....	77
Figure 11 : Page publicitaire du magazine américain HONCHO HANGOUTS : New York, 1982 ..	87
Figure 12 : Onglet « destinations » du guide gay en ligne Spartacus	88
Figure 13 : Le biais urbain dans les méthodes d'enquêtes des populations homosexuelles.....	90
Figure 14 : Le prisme métronormatif	91
Figure 15 : Répartition géographiques des répondants à l'enquête MobGay de 2007.....	99
Figure 16 : Vue aérienne de la commune d'Estrée-Saint-Denis	111
Figure 17 : Méthodologie générale de traitements des données.....	113
Figure 18 : Méthodologie d'agrégation par entités spatiales.....	114
Figure 19 : Recherche d'associations LGBT+ via le journal officiel des associations.....	118
Figure 20 : Listing des événements associatifs passés sur Facebook.....	119
Figure 21 : Description des hôtes sur la plateforme MisterB&B	120
Figure 22 : Interface de recherche d'hébergements gayfriendly sur la plateforme MisterB&B ..	121
Figure 23 : Extraits de la procédure de déclaration d'un événement LGBT+phobes via l'application FLAG!	123
Figure 24 : Fiche descriptive d'un lieu de drague	125
Figure 25 : Description utilisateur.....	127
Figure 26 : Réseau ferroviaire régional.....	158
Figure 27 : Classement IDAHO 2012 des villes françaises dans la lutte contre l'homophobie....	164
Figure 28 : Logo du sex-shop Babylon	171
Figure 29 : Onglet de présentation en ligne du sex-shop Olabyrinthe.....	171
Figure 30 : Plages horaires d'un sauna libertin mixte	172
Figure 31 : Publications Facebook des associations de Compiègne, Arras et Amiens.....	184
Figure 32 : Publication de l'association Fierté Lille Pride concernant sa participation à la marche des fiertés d'Amiens.....	185
Figure 33 : Annonce d'évènement associatif organisé dans un commerce LGBT+ lillois	188

Figure 34 : Affiche d'un évènement organisé par l'association LGBT+ d'Arras dans un bar grand public.....	194
Figure 35 : Description d'un logement et commentaire d'un ancien client sur la plateforme MisterB&B.....	202
Figure 36 : Répartition par département des témoignages reçus par SOS homophobie en 2017	245
Figure 37 : Onglet « dernières news » du site tetu.com le 17.01.2023.....	264
Figure 38 : Résumé des réponses aux différents items concernant la victimation homophobe.....	272
Figure 39 : Résumé des réponses aux différents items concernant la gestion du risque homophobe	277
Figure 40 : Exemple de <i>Relief Map</i>	279
Figure 41 : Matrice spatio-temporelle des possibilités homosexuelles de Jean.....	283

Photographies

Photographie 1 : Un de mes premiers lieux de vie, un appartement au milieu de la pinède des quartiers sud de Marseille.....	6
Photographie 2 : Echantillon de guides gays mobilisés lors du recensement	115
Photographie 3 : Sortie du village 3 par la route départementale	147
Photographie 4 : Chemin de terre reliant la gare au village 4.....	148
Photographie 5 : Contenu des documents déposés dans les boites aux lettres.....	149
Photographie 6 : Pancarte mettant en garde contre la présence d'un chien	150
Photographie 7 : Saint-Valery-sur-Somme (Baie de Somme) et Le Cap Blanc-Nez.....	161
Photographie 8 : Le Red and White, unique bar ostensiblement LGBT+ d'Amiens	190
Photographie 9 : Local permanent de l'association LGBT+ d'Arras	195

TABLE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Moyens de prise de connaissance de l'enquête 3H.....	139
Graphique 2 : Revenu médian des communes choisies comparé aux communes rurales de la région Hauts-de-France	146
Graphique 3 : Evolution des commerces de sociabilité LGBT+ entre 2010 et 2023	173
Graphique 4 : Distribution du nombre d'adhérents par association LGBT+	180
Graphique 5 : Provenance des subventions accordées aux associations LGBT+	181
Graphique 6 : Public cible des associations LGBT+ interrogées	182
Graphique 7 : Types et fréquentation des lieux de drague masculines dans la région Hauts-de-France	207
Graphique 8 : Age des répondants à l'enquête 3H.....	211
Graphique 9 : Comparaison de l'âge des répondants universitaires par rapport aux autres répondants.....	211
Graphique 10 : Niveau d'étude des répondants à l'enquête 3H	213
Graphique 11 : Situation socio-professionnelle des répondants à l'enquête 3H	213
Graphique 12 : Orientation sexuelle des répondants à l'enquête 3H	215
Graphique 13 : Orientation sexuelle en fonction de l'âge des répondants à l'enquête 3H.....	215
Graphique 14 : Pratiques homosexuelles au cours de la vie des répondants à l'enquête 3H.....	216
Graphique 15 : Situation de couple des répondants à l'enquête 3H	216
Graphique 16 : Individus ayant participé à l'éducation des répondants à l'enquête 3H.....	218
Graphique 17 : Situation professionnelle actuelle des individus ayant participé à l'éducation des répondants.....	218
Graphique 18 : Orientation politique de l'environnement familial des répondants à l'enquête 3H	220
Graphique 19 : Degré de religiosité de l'environnement familial des répondants à l'enquête 3H	220
Graphique 20 : Fréquentation des commerces LGBT+ au cours de la vie	222
Graphique 21 : Fréquentation actuelle des commerces LGBT+	222
Graphique 22 : Intégration au sein d'une association LGBT+ au cours de la vie	224
Graphique 23 : Types d'activités associatives effectuées	224
Graphique 24 : Recours aux outils de sociabilités LGBT+ en ligne au cours de la vie.....	226
Graphique 25 : Recours actuel aux outils de sociabilités LGBT+	226
Graphique 26 : Communes d'habitation des répondants à l'enquête 3H par nombre d'habitants	229
Graphique 27 : Communes d'habitation des répondants à l'enquête 3H selon la typologie rurale	229
Graphique 28 : Ancienneté d'habitation dans les Hauts-de-France des répondants à l'enquête 3H	232
Graphique 29 : Parcours géographique depuis le précédent lieu d'habitation.....	232

Graphique 30 : Caractéristiques des agressions homophobes recensées par la presse en ligne dans les Hauts-de-France	238
Graphique 31 : Identité de genre des individus cisgenres recueillis par Le Refuge entre 2017 et 2020	242
Graphique 32 : Type des violences déclarées dans l'application FLAG! entre 2019 et 2023	246
Graphique 33 : Age des victimes déclarées dans l'application FLAG! entre 2019 et 2023	247
Graphique 34 : Parents mis au courant de l'homosexualité des répondants.....	291

TABLE DES CARTES

Carte 1 : Evolution de la classification rurale par l'INSEE	112
Carte 2 : Répartition régionale des organismes sollicités pour la diffusion de l'enquête 3H.....	140
Carte 3 : Diffusion de l'enquête 3H au sein des établissements d'enseignement supérieurs de la région Hauts-de-France	141
Carte 4 : Densité de population en région Hauts-de-France	156
Carte 5 : Contexte national et international de la région Hauts-de-France.....	159
Carte 6 : Le vote pour le Rassemblement National dans les Hauts-de-France	162
Carte 7 : Les commerces sexuels et de sociabilité homosexuels en 2023 dans les Hauts-de-France	170
Carte 8 : Implantation des nouveaux commerces de sociabilités LGBT+ dans la région entre 2010 et 2023	175
Carte 9 : Implantation des nouveaux commerces de sociabilités LGBT+ à Lille entre 2010 et 2023	176
Carte 10 : Répartition des associations LGBT+ des Hauts-de-France.....	178
Carte 11 : Lieux mobilisés lors d'évènements organisés par l'association LGBT+ d'Amiens.....	191
Carte 12 : Lieux mobilisés lors d'évènements organisés par l'association LGBT+ de Compiègne	193
Carte 13 : Lieux mobilisés lors d'évènements organisés par l'association LGBT+ d'Arras	197
Carte 14 : Répartition régionale des logements <i>gayfriendly</i> recensés sur la plateforme MisterB&B	200
Carte 15 : Lieux de drague masculine dans l'espace public.....	204
Carte 16 : Provenance des répondants à l'enquête 3H	228
Carte 17 : Eloignement des lieux d'habitation des répondants à l'enquête 3H à la ville moyenne la plus proche	230
Carte 18 : Flux domicile-lieu d'étude des répondants étudiants à l'enquête 3H.....	234
Carte 19 : Flux domicile-travail des répondants salariés à l'enquête 3H	236
Carte 20 : Agressions homophobes recensées par la presse en ligne dans les Hauts-de-France	239
Carte 21 : Provenance des jeunes LGBT+ accueillis par Le Refuge entre 2017 et 2020.....	243
Carte 22 : Localisation des signalements de LGBTphobies effectués via l'application FLAG! entre 2019 et 2023	249

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Définitions de l'homophobie d'après différents auteurs	62
Tableau 2 : Bases de données « homosexualité et hétéronormativité ».....	109
Tableau 3 : Bases de données contextuelles	109
Tableau 4 : Typologie des communes de la région Hauts-de-France par nombre d'habitants	110
Tableau 5 : Sites de presse en ligne exploités dans le recensement des actes homophobes.....	122
Tableau 6 : Choix de discrétisation de la variable « Score conscience du stigmaté »	135
Tableau 7 : Statistiques descriptives de la variable « Score conscience du stigmaté ».....	135
Tableau 8 : Choix de discrétisation de la variable « Score victimation ».....	136
Tableau 9 : Statistiques descriptives de la variable « Score victimation »	136
Tableau 10 : Répartition par axe des items de gestion du risque	137
Tableau 11 : Canaux de diffusion exploités au cours de l'enquête 3H.....	139
Tableau 12 : Classification des terrains d'étude retenus.....	146
Tableau 13 : Caractéristiques socio-économiques des communes choisies.....	146
Tableau 14 : Rang régional des communes et intercommunalités par population	155
Tableau 15 : Caractéristiques socio-économiques des Hauts-de-France	160
Tableau 16 : Types de logements <i>gayfriendly</i> proposés à la location sur la plateforme MisterB&B	201
Tableau 17: Fréquences croisées entre les variables SCORE_CO et VICTI_QUALI	255
Tableau 18 : Statistiques descriptives de la variable VICTI_QUANTI en fonction de la variable SCORE_CO	255
Tableau 19 : Fréquences croisées entre les variables SCORE_CO et RELATION_HOMO	257
Tableau 20 : Fréquences croisées entre les variables VICTI_QUALI et STIG_QUALI	259
Tableau 21 : Résumé des corrélations entre les variables STIG_QUALI et la fréquentation des lieux communautaires	260
Tableau 22 : Fréquences croisées entre les variables FREQ_LGBT et STIG_QUALI	261
Tableau 23 : Résumé des corrélations entre les variables STIG_QUALI et la fréquentation des espaces numériques LGBT+ (PRESSE_LGBT et RS_LGBT).....	262
Tableau 24 : Fréquences croisées entre les variables VICTI_QUALI et POP_COMM	266
Tableau 25 : Fréquences croisées entre les variables VICTI_QUALI et TYPE_COMM.....	266
Tableau 26 : Fréquences croisées entre les variables SCORE_CO et POP_COMM	269
Tableau 27 : Fréquences croisées entre les variables GRISQUE_Evitement et TYPE_COMM	276
Tableau 28 : Fréquences croisées entre les variables VICTI_QUALI, APPARENCE et ATTITUDE	287
Tableau 29 : Sens des corrélations entre les variables ATTITUDE/APPARENCE et GRISQUE_Evitement.....	288
Tableau 30 : Commentaires libres laissés en fin de questionnaire selon le genre des répondants à l'enquête PHR	293
Tableau 31 : Fréquences croisées entre les variables VICTI_QUALI et RELIGIOSITE.....	295
Tableau 32 : Fréquences croisées entre les variables VICTI_FAMI et POLITIQUE.....	296

Tableau 33 : Raisons avancées par les répondants à l'enquête 3H pour ne jamais avoir fréquenté les lieux LGBT+ physiques	310
Tableau 34 : Motivations avancées par les répondants à l'enquête 3H pour fréquenter les lieux LGBT+ physiques	310
Tableau 35 : Implications du « publicentrisme » dans le traitement des thématiques homosexuelles	320

TABLE DES EXTRAITS D'ENTRETIENS

Extrait d'entretien n° 1 : Mathieu.....	172
Extrait d'entretien n° 2 : Julien.....	177
Extrait d'entretien n° 3 : Georges.....	180
Extrait d'entretien n° 4 : Georges.....	181
Extrait d'entretien n° 5 : Camille.....	182
Extrait d'entretien n° 6 : Lilian.....	185
Extrait d'entretien n° 7 : Florent.....	186
Extrait d'entretien n° 8 : Georges.....	187
Extrait d'entretien n° 9 : Jean.....	188
Extrait d'entretien n° 10 : Stéphane, Romain et Arthur.....	191
Extrait d'entretien n° 11 : Camille.....	192
Extrait d'entretien n° 12 : Florent.....	196
Extrait d'entretien n° 13 : Florent.....	197
Extrait d'entretien n° 14 : Julien.....	225
Extrait d'entretien n° 15 : Marc.....	240
Extrait d'entretien n° 16 : Camille.....	240
Extrait d'entretien n° 17 : Georges.....	244
Extrait d'entretien n° 18 : Stéphane, Romain, Arthur.....	246
Extrait d'entretien n° 19 : Emilien.....	256
Extrait d'entretien n° 20 : Julien.....	257
Extrait d'entretien n° 21 : Jérémy.....	258
Extrait d'entretien n° 22 : Emilien.....	262
Extrait d'entretien n° 23 : Luc.....	267
Extrait d'entretien n° 24 : Marc.....	267
Extrait d'entretien n° 25 : Adrien.....	268
Extrait d'entretien n° 26 : Matéo.....	269
Extrait d'entretien n° 27 : Pierre-Alexandre.....	270
Extrait d'entretien n° 28 : Emilien.....	270
Extrait d'entretien n° 29 : Maxime.....	273
Extrait d'entretien n° 30 : Maxime.....	273
Extrait d'entretien n° 31 : Maxime.....	274
Extrait d'entretien n° 32 : Julien.....	275
Extrait d'entretien n° 33 : Emilien.....	275
Extrait d'entretien n° 34 : Jean.....	280
Extrait d'entretien n° 35 : Jean.....	280
Extrait d'entretien n° 36 : Jean.....	281
Extrait d'entretien n° 37 : Jean.....	282
Extrait d'entretien n° 38 : Benjamin.....	286

Extrait d'entretien n° 39 : Jean.....	289
Extrait d'entretien n° 40 : Maxime.....	289
Extrait d'entretien n° 41 : Matéo.....	290
Extrait d'entretien n° 42 : Jérémy.....	291
Extrait d'entretien n° 43 : Benjamin.....	295
Extrait d'entretien n° 44 : Mathieu.....	297
Extrait d'entretien n° 45 : Matéo.....	297
Extrait d'entretien n° 46 : Marc.....	297
Extrait d'entretien n° 47 : Marc.....	301
Extrait d'entretien n° 48 : Benjamin.....	302
Extrait d'entretien n° 49 : Maxime.....	303
Extrait d'entretien n° 50 : Maxime.....	304
Extrait d'entretien n° 51 : Jérémy.....	306
Extrait d'entretien n° 52 : Luc.....	307
Extrait d'entretien n° 53 : Benjamin.....	307

TABLE DES MATIERES

Sommaire.....	1
Guide de lecture.....	2
Notes préliminaires.....	4
Liste des sigles.....	12
Glossaire.....	13
Introduction générale.....	16
PREMIERE PARTIE Concepts mobilisés et ancrage disciplinaire.....	25
CHAPITRE 1 Pensée <i>queer</i> pour une géographie des homosexualités.....	26
1.1 De la pensée postmoderne aux géographies <i>queer</i>	27
1.1.1 Postmodernisme et postructuralisme : terreau de la pensée <i>queer</i>	27
1.1.2 La géographie postmoderne.....	29
1.1.3 Appropriation de la pensée <i>queer</i> par la géographie.....	31
1.2 Lieux, spatialités, et pratiques spatiales <i>queer</i>	33
1.2.1 Lieux <i>queer</i> et <i>safe spaces</i>	33
1.2.2 Les spatialités : une perspective plus large de la prise en compte des lieux <i>queer</i>	34
1.2.3 L'étude des spatialités et espaces <i>queer</i> en France.....	38
1.3 De la géographie des risques aux représentations de l'hétéronormativité.....	39
1.3.1 Mobiliser des notions issues de la géographie des risques pour étudier un risque social.....	39
1.3.2 Représentations sociales des risques.....	43
1.3.3 Les masculinités dans les représentations genrées.....	45
CHAPITRE 2 Définir les contours de la population cible et de son ancrage socio spatial....	50
2.1 La personne homosexuelle : pratiques sexuelles, orientations, identités ?.....	51
2.1.1 De l'homosexualité médicale à l'homosexualité sociale.....	51
2.1.2 L'identité <i>gay</i> : de l'hégémonie d'un modèle homosexuel occidental à la théorie <i>queer</i>	53
2.1.3 L'homosexualité en tant que pratique sexuelle.....	55
2.1.4 Homonormativités et reproduction des inégalités sociologiques.....	57

2.2	Le stigmatisme homosexuel : homophobies et hétéronormativités	60
2.2.1	Homophobie : origine médicale, usages courants.....	61
2.2.2	L'homophobie comme préjudice.....	63
2.2.3	A la source du préjudice : Hétéronormativité et pensée hétérosexiste.....	65
2.2.4	Conservatisme genré et sexisme	69
2.2.5	Sociologie de l'homophobie.....	70
2.3	Vivre en tant que minorité : stress minoritaire et pratiques sociales spécifiques.....	72
2.3.1	Marginalisation et stress minoritaire	72
2.3.2	Des pratiques socio-spatiales différenciées ?.....	73
2.3.3	Le contexte socio-historique français.....	76
CHAPITRE 3 Métronormativité et orientations spatiales des populations homosexuelles...		81
3.1	La ville comme refuge ou injonction à l'urbanité ?	82
3.1.1	La ville : terrain d'étude privilégié des minorités sexuelles.....	82
3.1.2	La culture populaire et la promotion de la ville comme refuge	84
3.2	Dépasser le prisme métronormatif dans l'étude des homosexualités	89
3.2.1	L'homosexualité à l'écart des grandes villes : critique du métrocentrisme et émergence de subjectivité périphériques.....	89
3.2.2	Les pratiques en ligne, ou comment repenser les distances ?.....	95
3.2.3	L'enquête des populations homosexuelles et les apports d'une approche régionale.....	97
SECONDE PARTIE Produire et recueillir des données sur les homosexualités et l'hétéronormativité par des approches pluridisciplinaires et multi-outils		105
CHAPITRE 4 Récolter les données existantes sur l'homosexualité et l'hétéronormativité à l'échelle régionale		106
4.1	Créer une base de données régionale : considérations techniques.....	107
4.1.1	Hypothèses de recherche	107
4.1.2	Organisation générale	108
4.1.3	Discrétisation de l'information géographique et adaptation au contexte régional	109
4.1.4	Outils informatiques et processus de traitement statistiques.....	112
4.2	Recensement : ressources en ligne, sources officielles et bouche à oreille	115
4.2.1	Le tissu commercial et associatif à destination des populations homosexuelles....	115
4.2.2	Les hébergements touristiques communautaires.....	120

4.2.3	Les actes homophobes répertoriés dans la presse	121
4.3	Les données produites par les associations de lutte contre l'homophobie	122
4.3.1	SOS Homophobie	122
4.3.2	Le Refuge	122
4.3.3	FLAG!	123
4.4	Exploiter les données d'un réseau social homosexuel	124
4.4.1	La cartographie participative au service du recensement des lieux de drague masculine.....	124
4.4.2	La base de données utilisateurs.....	126
CHAPITRE 5	Produire de la donnée via des approches exploratoires complémentaires : le questionnaire et l'entretien semi-directif.....	129
5.1	Mettre en place un questionnaire en ligne auto-administré.....	130
5.1.1	Démarche générale et choix de l'outils.....	130
5.1.2	Structure détaillée : les apports de la pluridisciplinarité.....	132
5.1.3	L'accès aux populations homosexuelles : maîtriser les canaux de diffusion de l'enquête	138
5.2	L'entretien semi-directif	142
5.2.1	Approfondir les parcours de vie homosexuels	142
5.2.2	Processus de sélection et traitements	143
5.3	« avoir un autre son de cloche » : la perception de l'homosexualité par les populations hétérosexuelles.....	144
5.3.1	Sélection des terrains : critères économiques et géographiques.....	144
5.3.2	Description synthétique des terrains d'étude	146
5.3.3	Une approche complémentaire des rapports sociaux entre personnes hétérosexuelles et non hétérosexuelles en milieu rural	149
CHAPITRE 6	Terrain d'étude : une région aux importantes disparités.....	153
6.1	Contexte géographique général et populations.....	154
6.1.1	Une région densément mais inégalement peuplée.....	154
6.1.2	Une région « carrefour » depuis l'international.....	157
6.2	Cultures et caractéristiques socio-économiques	160
6.2.1	Une région marquée par son passé industriel et son patrimoine agricole	160
6.2.2	Une région à risque concernant l'homophobie ?.....	161
TROISIEME PARTIE	Une cartographie des spatialités homosexuelles en région Hauts-de-France	167

CHAPITRE 7	La production d'espaces homosexuels : des « opérateurs spatiaux » aux lieux...	168
7.1	Les établissements commerciaux LGBT+	169
7.1.1	Une implantation conforme à la hiérarchie urbaine	169
7.1.2	Un <i>turn-over</i> important qui tend vers la raréfaction des commerces de sociabilités communautaires	172
7.2	Les acteurs associatifs LGBT+	177
7.2.1	Un maillage territorial plus dense	177
7.2.2	Une activité conditionnée par plusieurs facteurs	179
7.2.3	Le milieu associatif lillois : des relations ambivalentes avec la périphérie	183
7.3	L'investissement des espaces « hétéronormés » par les associations : le cas des villes moyennes	188
7.3.1	Etude de cas n°1 : Amiens	189
7.3.2	Etude de cas n°2 : Compiègne	191
7.3.3	Etude de cas n°3 : Arras	193
7.4	Les pratiques individuelles créatrices de lieux homosexuels	198
7.4.1	Le domicile : un lieu homosexuel ?	198
7.4.2	Redessiner l'hétéronormativité des espaces par la drague homosexuelle dans l'espace public	202
CHAPITRE 8	Affiner la connaissance des spatialités des populations homosexuelles en Hauts-de-France : l'apport de méthodes complémentaires multiples ?	209
8.1	Enquête 3H : Profils et environnements socio-sexuels	210
8.1.1	Une population jeune qui questionne le binarisme des orientations sexuelles	210
8.1.2	Des origines sociales nuancées et des orientations politiques représentatives de la région	216
8.1.3	Des commerces LGBT+ peu sollicités	220
8.1.4	... ainsi qu'un engagement associatif très faible	222
8.1.5	Les outils en ligne, principaux vecteurs de sociabilités homosexuelles	224
8.2	Enquête 3H : Géographie des répondants	226
8.2.1	Une population qui réside majoritairement dans les villes moyennes et grandes...	226
8.2.2	...Mais qui est souvent issue de communes plus petites	231
8.3	La déclaration des violences homophobes pour alimenter une cartographie régionale de l'homophobie ?	237
8.3.1	Les représentations des violences homophobes dans la presse locale	237

8.3.2	Les violences intrafamiliales au travers des individus hébergés par la fondation Le Refuge.....	241
8.3.3	La déclaration des actes homophobes : d'SOS Homophobie à FLAG!	245
QUATRIEME PARTIE Comment l'approche régionale et multicritère permet de revisiter les spatialités homosexuelles aux croisements des systèmes de la vulnérabilité et du genre ?		253
.....		
CHAPITRE 9	Contextualiser les spatialités individuelles au regard de la conscience et de la gestion du risque homophobe.....	254
9.1	Le stigmatisme homosexuel : gestion de la visibilité et représentations.....	255
9.1.1	Se visibiliser en tant qu'individu homosexuel : du placard à la perte de contrôle de l'information sur soi	255
9.1.2	La conscience du stigmatisme homosexuel : entre influence des sociabilités et des expériences vécues.....	258
9.1.3	Les représentations spatiales de l'homophobie.....	265
9.2	Violences vécues et gestion de l'exposition aux risques homophobes.....	270
9.2.1	Banalité de l'injure et spectre de la violence physique	270
9.2.2	Gérer le risque homophobe : de l'invisibilisation de soi à l'acceptation des violences	273
9.2.3	La matrice spatio-temporelle : une tentative de transcription des possibilités homosexuelles individuelles.....	278
CHAPITRE 10	Affiner la compréhension des spatialités homosexuelles au travers des systèmes sexuels et genrés.....	285
10.1	Sexisme et approche socio-culturelle de l'hétéronormativité.....	286
10.1.1	La masculinité : fabrique des violences et négation des victimes ?.....	286
10.1.2	A la source de l'hétéronormativité : des facteurs socio-culturels ?.....	294
10.1.3	Hypothèse du contact : se construire un environnement tolérant	296
10.2	L'identité homosexuelle : émancipation ou renforcement d'un système binaire ? ..	299
10.2.1	Une homosexualité « compulsive » ?.....	299
10.2.2	Etre marginal parmi les marginaux : comment gérer les attentes sociales de l'homosexualité ?	304
10.2.3	<i>Covering</i> et <i>passing</i> hétérosexuel : dépasser l'essentialisation identitaire des hommes homosexuels	308
Conclusion générale		315
Bibliographie		325
Médiagraphie.....		346

Sitographie.....	347
Annexes	350
Table des figures et photographies.....	380
Table des graphiques.....	382
Table des cartes	384
Table des tableaux	385
Table des extraits d'entretiens.....	387
Table des matières	389

Questionner les spatialités homosexuelles masculines : une approche régionale et multicritère, le cas des Hauts-de-France

Résumé : Afin de se prémunir des potentielles violences qui peuvent découler de leur statut minoritaire, ou dans l'objectif de rencontres amoureuses et sexuelles, les hommes exprimant des désirs pour les autres hommes sont susceptibles d'adopter des comportements qui diffèrent de la majorité hétérosexuelle de la population. Ces comportements spécifiques, que l'on peut appréhender à travers la notion de spatialités homosexuelles, se manifestent dans la fréquentation des espaces publics et privés, mais également dans la manière de se positionner socialement, notamment via les processus identitaires. Étudiées au prisme de la pensée *queer* et avec l'appui de concepts issus de la géographie des risques, ces spatialités peuvent mettre en évidence les mécanismes complexes qui lient les régimes des identités sexuelles, les expressions genrées, et la gestion des oppressions hétéronormatives.

Pour étudier ces spatialités homosexuelles, cette thèse mobilise une approche régionale et multicritère basée sur une enquête mixte (questionnaires et entretiens semi-directifs), et sur le recueil de données spatialisées issues d'organismes commerciaux et associatifs. Elle met de ce fait en lumière les formes de présences ainsi que les processus d'appropriations de l'espace des hommes homosexuels dans la région des Hauts-de-France (France), région dont les représentations concernant l'acceptation de l'homosexualité sont fortement nuancées.

Au-delà de proposer un territoire peu investi en France par les études sur les homosexualités, l'approche régionale, rarement mobilisée dans l'étude de ces spatialités, permet d'articuler études urbaines, périurbaines et rurales, et met l'accent sur les interconnexions qui peuvent exister entre les différentes parties du territoire. Pour ce faire, les diverses méthodes qui ont été employées présentent l'intérêt de contourner en partie les biais fréquents comme la métronnormativité et l'homonormativité.

Mots clés : Homosexualités masculines ; Hétéronormativité ; Spatialités ; Etude régionale ; Représentations ; Risque

Male homosexual spatialities in question: a regional and multi-criteria approach, the case of the Hauts-de-France region

Abstract: In order to protect themselves from the potential violence that may result from their minority status, or with the aim of romantic and sexual encounters, men who express a desire for other men are likely to adopt behaviours that differ from the heterosexual majority of the population. These specific behaviours, which can be understood through the notion of homosexual spatialities, manifest themselves in the way these men use public and private spaces, but also in the way they position themselves socially, particularly through identity processes. Studied through the prism of queer theory and with the support of concepts from the geography of risk, these spatialities can highlight the complex mechanisms that bind the regulation of sexual identities, gendered expressions and the management of heteronormative oppressions.

To study these homosexual spatialities, this PhD mobilises a regional and multi-criteria approach based on a mixed survey (questionnaires and semi-directive interviews), and on the collection of spatialised data from commercial and associative organisations. It sheds light on the forms of presence and the processes of appropriation of space by homosexual men in the Hauts-de-France region (France), a region where representations of the acceptance of homosexuality are highly nuanced.

In addition to offering a territory that is little explored in France by studies of homosexuality, the regional approach, rarely used in the study of these spatialities, makes it possible to combine urban, suburban and rural studies, and emphasises the interconnections that may exist between different parts of the territory. To this end, the various methods employed have the advantage of partially overcoming common biases such as metronormativity and homonormativity.

Keywords: Male homosexualities; Heteronormativity; Spatialities; Regional study; Representations; Risk